

XI<sup>me</sup> ANNÉE

N° 1

JANVIER

1890



# L'AFRIQUE

EXPLORÉE

ET

CIVILISÉE

GENÈVE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

MÊME MAISON A DALE ET A LYON

# L'AFRIQUE

## EXPLORÉE ET CIVILISÉE

JOURNAL MENSUEL

FONDÉ PAR

**M. Gustave MOYNIER**

Docteur en droit,

Membre de l'Institut de Droit international, de la Société de géographie de Genève;  
Correspondant de l'Institut de France, de l'Académie d'Hippone, de la British and Foreign Antislavery

Society,  
et des Sociétés de géographie de Marseille, Nancy, et Porto,  
Vice-président de la Société anti-esclavagiste suisse.

PUBLIÉ ET RÉDIGÉ PAR

**M. Charles FAURE**

Membre correspondant des Sociétés de géographie de Berne, Saint-Gall, Lisbonne, Porto, Nancy,  
Tours, Madrid, et de la Société de géographie commerciale de Paris,  
Secrétaire de la Société anti-esclavagiste suisse.

AVEC LA COLLABORATION DE

**M. le professeur William ROSIER**

Membre correspondant de la Société de géographie de Saint-Gall  
et de la Société pédagogique italienne de Milan.

*L'Afrique* paraît le premier lundi de chaque mois, par livraisons in-8° d'au moins 20 pages chacune; le texte est accompagné de cartes, chaque fois que cela paraît nécessaire.

Le prix de l'abonnement annuel, **payable d'avance**, est de **10 francs**, port compris, pour tous les pays de l'Union postale; pour les autres, 11 fr. 50.

Tout ouvrage nouveau relatif à l'Afrique, dont il est envoyé deux exemplaires à la Direction, **à droit à un compte rendu**.

Adressez tout ce qui concerne la **rédaction** à **M. C. Faure, 10. chemin Dumas, Champel, près Genève (Suisse)**.

**S'adresser pour les abonnements à l'éditeur, M. H. Georg, à Genève ou à Bâle.**

On s'abonne aussi :

Dans tous les bureaux de poste de la Suisse.

Chez MM. Ch. DELAGRAVE, libraire, 15, rue Soufflot, à Paris.

A. BARBIER, librairie africaine et coloniale, 31, rue Bonaparte, Paris.

MUQUARDT, libraire de la Cour, 45, rue de la Régence, à Bruxelles.

DUMOLARD frères, libraires, Corso Vittorio Emmanuele, 21, à Milan.

F.-A. BROCKHAUS, libraire, Querstr., 29, à Leipzig.

L. FRIEDERICHSEN et C<sup>ie</sup>, libraires, Admiralitätsstr., 3/4, à Hambourg.

Wilhelm FRICK, libraire de la Cour, Graben 27, Vienne (Autriche).

TRUBNER et C<sup>ie</sup>, libraires, Ludgate Hill, 57/59, à Londres E. C.

Et chez les principaux libraires de tous les pays.

**AVIS.** — Nous mettons à la disposition de nos nouveaux abonnés, au prix de 12 fr. chacun, un certain nombre d'exemplaires complets de la II<sup>me</sup> et de la IV<sup>me</sup> année et suivantes. La I<sup>re</sup> et la III<sup>me</sup> sont épuisées.

# L'AFRIQUE

## EXPLORÉE ET CIVILISÉE

---

JOURNAL MENSUEL

---

ONZIÈME ANNÉE

1890



GENÈVE  
H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR  
1890

Genève. — Imprimerie Charles Schuchardt.

## A MES LECTEURS

Lorsque, il y a dix ans, M. G. Moynier, associé à l'Œuvre africaine comme membre de la Commission internationale de Bruxelles, résolut de créer une publication mensuelle qui tint le public au courant des progrès de l'exploration et de la civilisation de l'Afrique, les personnes auxquelles il communiqua son intention firent des vœux pour le succès de son journal. Les Sociétés de géographie, les associations missionnaires ou philanthropiques, de nombreux publicistes l'approuvèrent. Tous paraissaient heureux de pouvoir être renseignés exactement par une revue spéciale, unique en son genre, car il n'existait nulle part un journal qui fût consacré exclusivement au continent africain et qui l'embrassât tout entier.

Mais les vrais amis de l'Afrique se sont montrés en fait beaucoup moins nombreux que ces marques platoniques de bienveillance ne pouvaient le faire supposer. Quoique le fondateur du journal n'ait jamais reculé devant une dépense lorsque celle-ci pouvait être profitable à ses abonnés, que des cartes aient toujours été données quand l'intelligence d'un article en réclamait une, que la quantité des pages de chaque livraison ait constamment dépassé de plus de 60 % celle qui était promise, les bonnes paroles adressées à la Direction n'ont pas été suivies d'effet. Beaucoup de personnes qui avaient applaudi chaleureusement à la création de l'*Afrique explorée et civilisée*, se calmèrent peu à peu et finirent par l'abandonner tout à fait. Aussi M. Moynier était-il parfaitement fondé à croire que son œuvre était jugée peu utile, et que les sacrifices qu'il avait faits si libéralement pendant dix ans dépassaient de beaucoup l'avantage que pouvaient y trouver des abonnés dont le nombre allait en diminuant chaque année. Je ne pouvais, moi, rédacteur de l'*Afrique*, qu'approuver la résolution de son Directeur d'en cesser la publication ; mais les encouragements que je reçus cette année même à Paris, de la part de membres éminents du Congrès des Colonies et de celui de Géographie, m'engagèrent à tenter l'essai de la circulaire que vous connaissez ; c'était un moyen de sonder l'opinion, pour savoir jusqu'à quel point l'entreprise avait pris racine et si sa disparition serait regrettée.

Sans reproduire ici les témoignages de sympathie que j'ai reçus de personnes et de sociétés qui ne veulent pas que la publication menacée disparaisse, qu'il me suffise de dire que, grâce à la générosité de beaucoup de ceux auxquels je me suis adressé, la continuation de l'*Afrique*

est assurée pour le moment. En en prenant la responsabilité, je sais d'ailleurs que je puis compter sur le concours de M. Moynier, qui continuera à s'intéresser activement au journal qu'il a créé. L'utile et dévouée collaboration de M. le professeur Rosier me sera aussi conservée. Reconnaisant envers tous ceux auprès desquels j'ai trouvé appui et encouragement, je m'efforcerai de remplir consciencieusement la tâche que m'impose cette responsabilité nouvelle, qui me ferait trembler peut-être, si la gratitude ne me la faisait trouver douce et agréable. Au sentiment du devoir qui me lie aux donateurs et aux abonnés, s'ajoute celui que m'inspirent les besoins actuels de l'œuvre africaine. Elle réclame, en effet, plus impérieusement encore qu'il y a dix ans, un organe qui la serve avec un entier dévouement et une absolue impartialité.

Charles FAURE.

## DONATEURS

### Suisse.

GENÈVE. MM. Bouvier, Auguste, prof.	VAUD.	M <sup>lle</sup> Jain, Fanny.
Choisy, Louis, pasteur.		M. Vautier, Jules.
Ferrière, Frédéric, Dr.	NEUCHÂTEL. MM.	Aubert, Louis, pasteur.
Jaquet, Louis, pasteur.		Faure, Philippe.
LeDouble, Théophile.		Humbert, Eugène.
Moynier, Gustave.		de Perregaux, Frédéric.
Naville, Aloys.		Petitmaître, Louis.
Naville, Edouard.		Petitmaître, Fritz, past.
Naville, Emile.	BERNE.	M. Marguerat, G.
de Saussure, Henri.	ZÜRICH.	M <sup>lle</sup> Landis, Rosa.
Sautter, Edgar.		MM. Rieter-Bodmer.
VAUD. M <sup>me</sup> Courvoisier-Faure, Louise.		Schinz, Hans, docteur.
M <sup>lle</sup> Cuénod, Louise.		

### France.

MM. Bruneton, ingénieur.	MM. de Mollins, ingénieur.
Delessert, Eugène.	Reeb, Alexandre.
Jousse, Théophile, missionnaire.	

### Belgique.

État indépendant du Congo.

### Allemagne.

M. Sturzberg, J., inspecteur des missions de Neukirchen.

### Angleterre.

M. Sowerbutts, Elie, secrétaire général de la Société de géographie de Manchester.

### Amérique.

Adams, Cyrus, C.

American geographical Society, New-York.

**BULLETIN MENSUEL** (6 janvier 1890).

La 2<sup>me</sup> section du **Congrès colonial national** réuni à Paris a émis, quant à l'**Algérie**, l'avis qu'il fallait se tenir à égale distance d'un régime basé sur l'autonomie et d'un régime qui reposerait sur la politique d'assimilation. Le vœu suivant a été adopté : Attendu que l'Algérie est une terre française et qu'il importe d'y propager l'esprit de la France, la mère patrie doit s'efforcer d'inspirer des sentiments français aux indigènes, d'assimiler les étrangers européens, de donner à l'Algérie les institutions les plus propres à procurer ce résultat. Quant à l'organisation de l'Algérie, le Congrès s'est prononcé pour l'application de la loi qui permet aux départements de s'associer par conférences interdépartementales pour des entreprises d'intérêt commun; pour l'obligation à imposer aux préfets d'aviser le gouverneur général des mesures prises par eux; pour que les pouvoirs des conseils généraux, en Algérie comme en France, soient étendus dans le sens d'une large décentralisation administrative; pour le maintien, dans les communes mixtes, des administrateurs conservant la décision, tandis que des commissions municipales devenues électives auront seulement voix consultative; pour que les fonctionnaires recrutés partie en France, partie en Algérie, présentent la garantie d'une préparation spéciale. A cet effet, une section algérienne serait instituée à l'École coloniale de Paris. — A propos de l'organisation judiciaire de l'Algérie, la section a émis à l'unanimité le vœu suivant : En attendant la simplification de la procédure, maintenir et améliorer la justice indigène en rendant aux cadis une partie des attributions qui leur ont été enlevées; laisser aux plaideurs indigènes le droit de choisir entre la justice française et la justice indigène; apporter plus de vigilance dans le recrutement du personnel de la justice et assurer aux magistrats des traitements fixes et suffisants; réorganiser les medersas en vue de la formation non seulement du personnel judiciaire, mais encore du personnel religieux; admettre des indigènes dans les jurys algériens dans la proportion d'un quart; exiger de ceux qui débutent dans la magistrature indigène la

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale.

connaissance de la langue arabe et une préparation spéciale touchant la législation et les coutumes de l'Algérie; étendre l'indépendance à la magistrature algérienne. — Enfin, la section s'est prononcée pour la revision et la codification de la législation algérienne, la substitution du régime de la loi au régime des décrets; pour l'adjonction des indigènes possesseurs de diplômes, des patentés et des anciens soldats au corps électoral municipal; pour le choix à l'élection des membres indigènes des commissions municipales dans les communes mixtes; pour le remplacement, dans les conseils généraux de l'Algérie, des assesseurs musulmans par des conseillers indigènes choisis par les électeurs municipaux et dont le nombre devra être par rapport à celui des membres français dans la proportion d'un quart; contre l'idée de faire représenter dès aujourd'hui, dans le Parlement, les indigènes musulmans non naturalisés; pour le remaniement de l'organisation départementale de l'Algérie, de façon à porter le nombre des départements à six ou sept. — Ces vœux de la 2<sup>me</sup> section seront discutés dans les assemblées générales du Congrès dont la première est fixée au 9 janvier.

Nous devons à l'obligeance de M. R.-N. Cust communication de lettres, récemment arrivées au Comité de la Church Missionary Society, des missionnaires établis à Msalala, au sud du **Victoria-Nyanza**, après leur expulsion de l'Ou-Ganda par le roi **Mwanga**. Le manque de place ne nous permet pas d'en extraire tout ce qui pourrait intéresser nos lecteurs; bornons-nous à ce qui suit : Mwanga, à son tour, chassé de ses États par Kalema, instrument des Arabes résidant dans l'Ou-Ganda, se réfugia auprès des missionnaires romains retirés dans l'Ou-Koumbi; il trouva, auprès des Ba-Ganda, convertis par ces derniers, un appui suffisant pour tenter de rentrer dans ses États et de s'emparer de nouveau du pouvoir. Il chercha à enrôler aussi dans sa petite armée les Ba-Ganda réfugiés auprès des missionnaires anglais, mais ceux-ci recommandèrent à leurs adhérents de ne pas prendre part à cette guerre civile, et répondirent à Mgr Livinhac qu'ils ne pouvaient approuver le projet de Mwanga, qui risquait d'exposer tous les chrétiens aux plus grands dangers. M. Stokes, ancien missionnaire, actuellement chargé du service des transports de la mission, mit son bateau au service de Mwanga et le transporta, lui et ses partisans, pourvus d'armes et de munitions, à Doumo, sur la côte occidentale du lac, où le roi déposé appela sous ses drapeaux tous ses anciens sujets; les chrétiens protestants suivirent l'exemple des romains et se joignirent à lui. De son côté, pour ruiner la succession royale, Kalema fit brûler vifs dans leurs

demeures tous les princes et princesses, y compris les enfants de Mwanga, fit marcher contre celui-ci une armée qui le battit et l'obligea à s'enfuir et à chercher un refuge sur le bateau de M. Stokes, qui le conduisit aux îles Sessé, à l'angle nord-ouest du Victoria-Nyanza. Les habitants de ces îles, les bateliers du lac, adorateurs de la déesse Mukassa, et, à ce titre, adversaires du régime musulman installé dans l'Ou-Ganda, lui promirent leur concours contre Kalema et lui fournirent tous les bateaux disponibles. Choissant l'île Bulinguyé pour en faire son quartier général, il adressa, de là, à M. Mackay la lettre suivante : « Moi, Mwanga, je vous prie de m'aider. Oubliez le passé ; nous sommes maintenant dans un état misérable, mais si vous, mes pères, vous voulez bien m'aider à relever mon royaume, vous serez libres de faire tout ce que vous voudrez. Naguère encore, je ne connaissais pas Dieu, mais à présent je connais la religion de Jésus-Christ. Voyez comment Kalema a tué tous mes frères, mes sœurs et mes propres enfants, et maintenant les deux seuls princes qui restent sont lui et moi. Je n'ai aucune force, mais si vous êtes avec moi je serai fort. Ne pensez pas que si vous faites rentrer Mwanga dans l'Ou-Ganda, il redevienne méchant. Si vous trouvez que je redeviens mauvais, vous pourrez me chasser du trône ; mais j'ai abandonné mon ancienne voie, et je désire ne suivre que vos avis. » M. Mackay, décidé à ne pas faire la guerre, songeait à adresser Mwanga aux agents de la East British African Company, dont plusieurs étaient justement arrivés dans l'Ou-Soga, à l'angle N.-E. du lac ; c'était vraisemblablement l'avant-garde de l'expédition envoyée par cette Compagnie pour secourir Emin-pacha. Les troupes de Mwanga débarquèrent à Mounyonyo qu'elles incendièrent ; puis elles livrèrent, à l'est de la baie de Murchison, une bataille dans laquelle les troupes de Kalema furent défaites. Néanmoins, Mwanga retourna à son quartier général des îles Sessé pour y attendre des renforts. Les missionnaires romains et anglais songeaient à se rendre auprès de leurs anciens adhérents dans l'Ou-Ganda ; déjà MM. Walker et Gordon s'étaient mis en route, lorsque la nouvelle de la venue de la caravane de Stanley et d'Emin-pacha arriva à M. Mackay, qui les en prévint en leur demandant d'attendre les informations que cette expédition pourrait rendre nécessaires. M. Mackay termine sa lettre en annonçant qu'il a racheté vingt-cinq enfants que les Zanzibarites cherchaient à vendre comme esclaves aux gens de l'Ou-Nyamouézi. Il les a payés dix francs chacun ; « cela valait mieux, » dit-il, « que de les laisser échanger pour deux chèvres chacun, le prix qu'en donnent ici les natifs. »

Depuis le 13 avril dernier, on était sans nouvelles de l'explorateur **Trivier**, qui, aux frais du journal la *Gironde*, de Bordeaux, avait entrepris de traverser l'Afrique de l'ouest à l'est en empruntant la voie du Congo. Au mois d'avril, il était à Kassongo, sur le haut fleuve, et, dans sa dernière lettre, il annonçait son départ imminent pour l'est. Dès lors, on ignorait ce qu'il était devenu, lorsque tout à coup la *Gironde* reçut de **Mozambique** une dépêche laconique : Tanganyika, Nyassa, Quilimane, indiquant la route qu'il avait suivie depuis son départ de Kassongo. De ce point, où il écrivait le 13 avril, il avait gagné le Tanganyika, puis s'était dirigé vers le sud sur le Nyassa, de là, par le Chiré et le Zambèze, à Quilimane. Il est attendu le 22 janvier à Marseille où la Société de géographie lui fera sans doute une réception cordiale, et où vraisemblablement il donnera les premiers renseignements détaillés sur les régions de l'intérieur qu'il a traversées. Malheureusement, son compagnon de voyage, Émile Weissenburger, Alsacien, ne rentre pas en France avec lui. Il paraît s'être perdu ; au moins la dépêche porte-t-elle : Émile disparu fin septembre.

Profitant de l'influence de M. Carl Wiese, négociant allemand qui, depuis des années, a des entreprises commerciales dans la région à l'ouest du Nyassa, M. **Augusto Castilho** a fait organiser à **Tété** une expédition dont la direction a été confiée au capitaine Mesquita e Solla. Partie le 7 mars de Tété, elle était le 18 juin à Macanga ; des messagers ont été envoyés au roi Pazene, qui fit répondre qu'il recevrait l'expédition portugaise avec le plus grand plaisir. A l'heure qu'il est, elle doit être arrivée à destination.

Les *Colonias portuguezas* ont reçu des nouvelles de l'expédition du lieutenant **Cordon**. Parti de Zoumbo, sur le Zambèze, l'explorateur se dirigea vers le **Ma-Shonaland**, traversa la vallée de la Panyane, et atteignit les rivières Oumfouli et Sanyati ; il reçut l'hommage de tous les chefs de cette région, entre autres de Chippara et de Manianga, établis le long du cours supérieur de la Panyane ; de Dueiro, chef du haut Oumfouli ; de Inhamacondé, chef de Magondi et des territoires au nord et au sud du 18° lat. S., et de Lhoto, chef du pays compris entre les rivières Oumfouli et Sanyati avant leur confluent. L'expédition du lieutenant Cordon a passé par des districts dans lesquels elle a rencontré plusieurs ruines de fortifications portugaises et des traces d'exploitations minières. Partout elle a reçu des indigènes un accueil très cordial. De son côté, **Païva d'Andrada** travaille à établir l'autorité portugaise à l'intérieur sans violence, mais simplement par la conclusion

de traités par lesquels les chefs reconnaissent cette autorité. D'autre part, **Serpa Pinto** qui était au Chiré avec une expédition destinée aux études d'un chemin de fer et à des explorations géographiques, ayant appris que quelques chefs ma-kololo avaient appuyé une attaque contre un bateau de l'African Lakes Company, leur déclara que le Portugal ne pouvait tolérer de semblables violences, et les menaça de châtiements, mais la Compagnie refusa ses bons offices. Le consul britannique, M. Johnston, qui avait demandé au gouverneur général de Mozambique un sauf-conduit et des recommandations pour les autorités portugaises, au lieu de remercier Serpa Pinto de la protection qu'il offrait à la Compagnie écossaise, lui fit savoir que l'Angleterre considérait comme étant sous son protectorat toute la région habitée par les Ma-Kololo, et que l'intervention de l'autorité portugaise ne pourrait avoir que de fâcheuses conséquences. Il chercha à détourner ces peuples de l'obéissance au Portugal, et leur distribua des pavillons aux couleurs de la Grande-Bretagne avec ordre de les arborer comme signe de soumission à l'autorité britannique.

Il est infiniment regrettable que le consul britannique ait, en faisant arborer le pavillon de la Grande-Bretagne parmi des tribus du Chiré, obligé, en quelque mesure, le gouvernement anglais à intervenir dans une question où, jusqu'ici, les intérêts de Sociétés privées étaient seuls en jeu. Nous savons sans doute que les missionnaires de deux Sociétés écossaises sont depuis des années à l'œuvre dans la région au sud et à l'ouest du Nyassa; nous savons également que la Lakes African Company, comme auxiliaire des sociétés susmentionnées, travaille à développer les relations commerciales entre l'Angleterre et cette région; nous savons encore qu'il existe des cartes dans lesquelles est attribuée à l'Angleterre toute la zone de territoire qui s'étend le long des deux rives du Chiré, le long de la côte occidentale et d'une partie de la côte orientale du Nyassa, puis de la tête septentrionale de ce lac à droite et à gauche de la route dite de Stevenson, jusqu'au Tanganyika, dont la partie méridionale des deux rives est et ouest est encore indiquée comme objet des prétentions anglaises. Nous savons enfin que la Lakes African Company a espéré se transformer en une vaste société à laquelle aurait été accordée une charte de souveraineté semblable à celles qu'ont obtenues la Royal Niger Company, la East British African Company et la South African Company. Mais jusqu'ici il n'est pas arrivé à notre connaissance que ce désir de la Lakes African Company se soit réalisé. Au contraire, le gouvernement britannique sollicité d'intervenir en faveur de cette Société

•

et des missionnaires des stations du Nyassa menacées par les Arabes esclavagistes, n'a pas cru pouvoir le faire; nous ignorons jusqu'à quel point le Defence Fund constitué pour envoyer des secours aux missionnaires contre les Arabes pourra répondre aux vœux de ceux en faveur desquels il a été créé. Nous ne sachions pas qu'il existe aucun acte international par lequel la Grande-Bretagne ait fait connaître aux puissances signataires de l'Acte général de la conférence africaine de Berlin qu'elle avait pris ou prenait sous son protectorat une partie quelconque du bassin du Chiré ou du lac Nyassa, dans laquelle habitent les tribus Ma-Kololo auxquelles le consul Johnston a fait arborer le pavillon britannique. En revanche nous savons que lorsque l'explorateur Montagu Kerr fit, en 1884, son expédition du Ma-Tebeleland, à travers le Ma-Shonaland, au lac Nyassa<sup>1</sup>, à l'ouest du territoire des Ma-Kololo, sur lequel la Grande-Bretagne prétend avoir des droits, il ne signala nulle part aucun établissement, aucun représentant de l'autorité britannique. A Tété, il est reçu de la manière la plus courtoise par le gouverneur portugais, M. Joachim Vieira Braga, qui lui fournit de précieux renseignements sur la région entre cette partie du Zambèze et le Nyassa; et lorsqu'il atteint le lac Nyassa, il descend à la station abandonnée de Livingstonia où il passe seize jours, seul, sans autre compagnie que celle de nombreux singes et d'aigles pêcheurs; il faut que le lieutenant Giraud, qui revenait du lac Bangouéolo, arrive à Livingstonia pour prendre avec lui Montagu Kerr dans son bateau, lui faire descendre le Chiré et le ramener à Quilimane. Sans doute il est très fâcheux que le pavillon britannique ait dû être enlevé d'un territoire sur lequel il n'aurait pas dû être arboré. Mais quels que soient les efforts de sociétés privées pour entraîner le gouvernement dans un conflit politique avec le Portugal, nous espérons que l'agitation se calmera comme s'est calmée celle que des financiers anglais provoquèrent, il y a quelques mois, à l'occasion de la résiliation du contrat entre le gouvernement portugais et la Compagnie du chemin de fer de Lorenzo-Marquez. Le gouvernement portugais était dans son droit, les intéressés ont pu faire valoir les leurs conformément aux lois portugaises. Aucun acte de protectorat sur le territoire des Ma-Kololo n'ayant été communiqué par l'Angleterre, aucune observation n'ayant été faite aux Portugais au début de leurs études de chemins de fer dans la région du Chiré où ils travaillaient, aucune obligation de solliciter une autorisation de la Grande-Bretagne ne leur ayant

<sup>1</sup> Voir VI<sup>me</sup> année, p. 142-152 et la carte p. 160.

été imposée, il n'est pas possible d'admettre un droit de souveraineté de l'autorité britannique sur cette région jusqu'au moment où le consul Johnston y fit arborer le pavillon de son pays. Le fait même d'avoir fait hisser le drapeau anglais sur le territoire des Ma-Kololo ne peut constituer aucun droit en faveur de l'Etat britannique, quelque riche qu'il soit, et eût-il à mettre en ligne dix fois plus de navires qu'il n'en a. Nous ne disons rien du procédé de ce consul qui quitte la côte avec la résolution de proclamer le protectorat britannique sur un territoire sur lequel il sait que le Portugal a des prétentions et qui, pour l'atteindre, se fait remettre, par l'autorité portugaise de la côte, un sauf-conduit et des lettres de recommandation pour les agents portugais et les chefs indigènes soumis au Portugal dans les territoires qu'il veut traverser ! Nous nous étonnons seulement de voir quantité de publicistes, qui réprouvent d'ailleurs la maxime que la force prime le droit, parler et écrire comme si, à leurs yeux, les finances anglaises, certes beaucoup plus abondantes que celles du Portugal, le nombre des vaisseaux et des soldats anglais, aussi beaucoup plus considérable que ceux de la flotte et de l'armée portugaises, constituaient, en faveur de l'Angleterre, un droit sur une région où, jusqu'ici, nous n'avons connu, en fait d'établissements anglais, que ceux de sociétés privées, commerciales ou missionnaires. Nous ne supposons pas que celles-ci aient créé les stations du Nyassa et du Chiré en vue de la proclamation du protectorat britannique sur cette région <sup>1</sup> !

Aux griefs soulevés par le consul Johnston contre le Portugal, au sujet de la région du Chiré, s'en ajoutent d'autres provoqués par la South African Company relativement à la création, par le gouvernement

<sup>1</sup> A la dernière heure nous apprenons que ce sont les missionnaires qui ont fait échouer des négociations entamées entre les gouvernements anglais et portugais relativement à cette région. Ce serait après cela que le consul Johnston aurait reçu la mission de se rendre au Chiré pour y placer ce pays sous le protectorat britannique. Le *Church of Scotland Home and Foreign Mission Record* nous informe en outre que M. Buchanan, faisant les fonctions de consul à Zomba, et MM. Scott frères, de la mission de Blantyre, avec le directeur de l'African Lakes Company, avaient eu une entrevue avec le chef Ma-Kololo, Mlauli, et qu'ils avaient proclamé le protectorat anglais sur le pays des Ma-Kololo. Il y a là un procédé qui nous paraît de toute gravité, et de nature à compromettre non seulement l'œuvre des missionnaires de Blantyre, mais encore celles de toutes les missions en Afrique ; celles-ci ne peuvent compter sur l'autorisation de continuer en paix leur travail, qu'à la condition de s'abstenir de toute démarche qui pourrait faire supposer que leur activité n'est pas exempte de toute ambition nationale.

de Lisbonne, de la province de Zoumbo, sur le Zambèze moyen, embrassant un territoire situé au sud et au nord du fleuve, en particulier, une partie du **Ma-Shonaland**, sur lequel ladite Compagnie prétend avoir des droits en vertu d'un traité passé avec Lo-Bengula, roi des Matébélé, qui prétend être souverain de tout le Ma-Shonaland. Nous ne pouvons que regretter de voir le gouvernement britannique entraîné à couvrir de sa protection une Compagnie dont les droits sont si peu fondés, que le dernier numéro du *South Africa*, journal très anglais cependant, avoue ne pas savoir si elle a conclu un traité avec Lo-Bengula; une Compagnie qui, pour tâcher d'arriver à ses fins, et connaissant d'ailleurs parfaitement le caractère du roi des Ma-Tébélé, donne à ce souverain des milliers de fusils perfectionnés et des millions de cartouches, dont elle sait que le premier emploi qu'il en fera sera d'en munir ses belliqueux Ma-Tébélé, pour les envoyer dans le Ma-Shonaland s'y livrer à la chasse aux esclaves, le territoire dont il prétend être le souverain lui servant de parc pour la chasse à l'homme. Si les Ma-Shona étaient réellement ses sujets, se plairait-il à ravager cette partie de ses États? Nous nous souvenons, d'ailleurs, que l'explorateur Selous affirme que, tandis que certaines tribus ma-shona paient tribut à Lo-Bengula, d'autres ne reconnaissent point son autorité. Mais la South African Company les lui attribue toutes. Pour justifier son paiement en fusils et en cartouches, ne va-t-elle pas jusqu'à prétendre qu'il servira à Lo-Bengula à défendre ses États contre les incursions des Ma-Shona? Ceci rappelle un peu trop les arguments du loup s'adressant à l'agneau dans la fable de La Fontaine, pour que nous le prenions au sérieux. Nous regrettons néanmoins que le gouvernement britannique se trouve, par le fait même de la chartre qu'il a octroyée à la South African Company, entraîné à appuyer celle-ci dans ses revendications contre la création par le Portugal de la province de Zoumbo<sup>1</sup>, dans laquelle ne sont comprises, au sud du Zambèze, que les tribus Ma-Shona, dont les chefs ont conclu des traités avec les agents portugais. Certes, ceux-ci ne feront pas du territoire de ces tribus un parc pour la chasse à l'homme, comme Lo-Bengula ne manquera pas de le faire à l'aide des fusils et des cartouches de la South African Company. Mais comment le gouvernement anglais qui avait pros crit l'importation des armes et des munitions

<sup>1</sup> Zoumbo est occupé depuis 1862 comme poste militaire. L'influence portugaise rayonne de là au sud du Zambèze par le moyen de « *capitães mores*, » disposant de forces indigènes assez considérables.

dans les parties de l'Afrique orientale où les Arabes pratiquent la traite, autorise-t-il la susdite Compagnie à fournir à un roi, bien plus esclavagiste que tous les Arabes, les moyens d'exécuter des razzias dans le Ma-Shonaland uniquement pour s'y procurer le plus d'esclaves possible? Les représentants du gouvernement anglais à la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles doivent être assez embarrassés, lorsque, à propos de la question des territoires où sévit la chasse à l'homme, se présente le Ma-Shonaland, où la chasse se poursuit à l'aide des armes et des munitions fournies à Lo-Bengula par la Compagnie Sud africaine, exclusivement anglaise. Le gouvernement anglais ne prend pas garde à la solidarité que lui impose la disposition de la charte octroyée à cette Compagnie, qui place celle-ci sous la surveillance du cabinet britannique. La non-réprobation de tel ou tel acte commis par cette Société équivalait à une approbation de la part du gouvernement sous la surveillance duquel elle est placée; or, l'approbation donnée à ce présent de fusils et de cartouches à un roi tel que Lo-Bengula, constitue pour l'autorité anglaise une responsabilité qui nous semble de toute gravité, et auprès de laquelle l'extension de la province de Zoumbo à des territoires qui peut-être ne s'y rattachaient pas encore tout à fait directement, nous paraît devoir être jugée infiniment moins sévèrement. La charte porte, d'ailleurs, que la Compagnie doit agir comme délégué de l'autorité britannique. On a fait valoir qu'elle impose à la Compagnie l'obligation d'abolir par degré tout système de traite ou de servitude domestique, mais c'est se préparer bien mal à remplir cette obligation, que de fournir à Lo-Bengula le moyen de se livrer à la traite sur une plus grande échelle que jamais.

D'après le *Daily News*, la situation du capitaine von François, commissaire de l'empire allemand dans le territoire de l'**Afrique occidentale méridionale**, serait, à l'heure actuelle, des plus critiques. M. Lewis, Anglais, qui prétend avoir des droits sur les territoires au nord du cours inférieur de l'Orange, aurait réussi à soulever les Héréros contre les Allemands. M. von François a élevé non loin d'Otymbingwé, capitale des Héréros, un petit fort, où il se dispose à soutenir l'assaut des indigènes. Il n'a avec lui que son frère et dix-huit hommes, tandis que les Héréros comptent un grand nombre de combattants, tous armés de fusils se chargeant par la culasse : aussi les craintes sont-elles grandes à Berlin sur le sort auquel sont exposés les Allemands. D'autre part, le capitaine von François écrit qu'en passant à Ténériffe, il a pu, par l'entremise du Dr Allart qui s'y trouvait, acheter un chameau qui

lui rend les meilleurs services. Le sol, la nourriture et les conditions climatériques du Damaraland conviennent à cet animal; si l'essai réussit, le chameau pourra être importé dans cette partie de l'Afrique où il facilitera beaucoup les transports.— D'après la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les informations pessimistes des journaux anglais sur la situation du capitaine von François ne sont pas d'accord avec les rapports officiels. Il est inexact, dit-elle, que l'on ne puisse rétablir l'ordre dans les territoires placés sous le protectorat allemand, sans engager la lutte avec les indigènes. Ces derniers, et les Héréros en particulier, ne sont pas hostiles aux Allemands. Les auteurs responsables des difficultés de la situation actuelle sont des agitateurs étrangers qui gagnent les indigènes en leur donnant de l'eau-de-vie et des armes, et qui emploient l'influence acquise de cette manière à exciter les natifs contre les commerçants allemands, les fonctionnaires allemands et le protectorat allemand.

Le Conseil supérieur de l'**État indépendant du Congo** a été installé, le 18 décembre, à Bruxelles, par le souverain de cet État, qui a prononcé une allocution dans laquelle il a fait ressortir toute l'importance de ce corps. Ensuite le Conseil s'est formé en deux commissions pour préparer le nouveau code civil de l'État indépendant, et celui de procédure judiciaire applicable au Congo. La cour suprême du Congo est à la fois un tribunal suprême et un Conseil d'État. Aux termes du décret qui l'a instituée, elle siègera à la fois comme cour de cassation et statuera en cas de cassation sur le fond même des affaires, et comme cour d'appel, en juridiction du troisième degré, pouvant connaître de tous les procès dont l'importance excède 25,000 francs. D'autre part, la cour remplira aussi le rôle d'un Conseil d'État, car elle sera appelée à donner des avis sur toutes les questions dont le roi la saisira.

Le capitaine **Van Gèle** a envoyé à Bruxelles un long rapport, daté du 1<sup>er</sup> septembre, de Bomokouanghai, point situé au-dessus des rapides de Zongo<sup>1</sup> (**Oubangi**). Le transport des deux steamers au delà des rapides a demandé plus de temps qu'on ne l'avait prévu, par suite des réparations qu'a dû subir l'*En-Avant*, et à cause du sauvetage de l'*Association-Internationale-Africaine*, naufragée dans les chutes de la rivière de l'Éléphant. M. Van Gèle, qui avait installé un premier poste à Zongo, en a établi un second à Bomokouanghai et a continué sa route vers Banzys. Les Banzys forment une population nombreuse, établie sur les deux rives de l'Oubangi. Ils sont robustes, bien musclés, fortifiés par l'industrie de la pêche, à laquelle ils se livrent nuit et jour. M. Van

<sup>1</sup> Voy. la Carte, IX<sup>me</sup> année, p. 160.

Gèle annonça à ces indigènes son intention de fonder un poste chez eux. Ils ont accueilli cette nouvelle avec une vive satisfaction. M. Van Gèle a laissé là M. de Rechter avec l'*Association-Internationale-Africaine*. Des gens de Mondongo, localité située sur la rive gauche, ont voulu passer les rapides avec un chargement d'esclaves. M. Van Gèle s'y est opposé par la force avec succès. Précédemment, le capitaine Van Gèle, se trouvant dans la région des rapides, avait déjà donné la chasse à cinq grandes pirogues conduites par des Mobangi qui avaient dépassé Zongo pour échanger de l'ivoire contre des esclaves. Il avait capturé alors deux pirogues et un certain nombre d'esclaves qu'il s'empessa de libérer. Quelque temps après, il remit les pirogues saisies et menaça les propriétaires de les exterminer s'ils se présentaient encore avec des esclaves.

Nous ne pouvons donner aujourd'hui qu'un très court résumé de l'exploration dont le capitaine **Binger** a fait le récit détaillé à la Sorbonne où le recevait la Société de géographie de Paris. Parti du Sénégal, il se dirigea d'abord sur le Niger par la ligne des postes français, Bakel, Kita, Bamakou, etc. ; de là, se rabattant sur les établissements que la France possède à la Côte d'Or, il visita le pays de Kong et les régions encore inconnues qui l'entourent et sur lesquelles il rapporte des documents pleins d'intérêt. Ce n'est qu'au prix d'extrêmes souffrances et grâce à une énergie indomptable qu'il put mener à bien le programme qu'il s'était tracé. Il est vrai qu'il était admirablement préparé à la vie africaine par plusieurs campagnes dans les régions sénégalaises et par la connaissance des principaux idiomes du Soudan ; seul ou presque seul il parcourut des espaces immenses se fiant à son énergie, à sa connaissance des noirs, à ses qualités de diplomate, pour avoir raison des lenteurs des uns, du mauvais vouloir et de l'hostilité des autres. Plus d'une fois, sa vie a été en danger ; mais comme Livingstone, il eut la satisfaction d'accomplir sa traversée du Sénégal à la Côte d'Or sans avoir sacrifié une seule vie humaine.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Le musée égyptien du Louvre va s'enrichir de plusieurs des monuments trouvés par notre compatriote M. Édouard Naville dans les fouilles de Bubastis.

Le gouvernement égyptien a décidé d'abolir la corvée dans toute l'Égypte. Le payement des travaux exécutés jusqu'ici au moyen des ressources de la corvée sera couvert par une augmentation de l'impôt foncier.

Le comte Salimbeni a été nommé ministre d'Italie auprès de Ménélik, et M. Traversi a été chargé d'une mission au Harrar. Le comte Antonelli s'est rendu à

Massaoua d'où, avec Makonnen et le comte Salimbeni, il ira à la rencontre de Ménélik, auquel il doit soumettre certains articles ajoutés au traité italo-abyssin. Il doit aussi délimiter la frontière entre l'Abyssinie et les possessions italiennes et chercher à gagner de nouveaux territoires à l'Italie.

Le gouvernement italien a accordé à quelques marins de Torre del Greco des facilités pour se rendre à Massaoua, afin de tenter, le long de la côte des possessions italiennes dans la mer Rouge, la pêche des perles, des éponges et du corail.

L'agence Reuter annonce que des négociations sont nouées entre l'Italie et la Grande-Bretagne pour établir des relations commerciales entre l'Italie et le Choa avec l'aide de capitaux anglais et italiens.

Le gouvernement italien a notifié aux puissances signataires de l'Acte général de la Conférence de Berlin, qu'en vertu de l'art. 5 du traité conclu entre l'Italie et le sultan d'Aoussa, chef de tous les Danakils, si l'on cherche à occuper Aoussa en un point quelconque de son territoire ou de ses dépendances, le sultan s'y opposera et arborera le drapeau italien, en déclarant que lui, ses États et leurs dépendances sont placés sous le protectorat italien.

Le sultan de Mandara, dans la région du Kilimandjaro, étant mort, le major Wissmann y a envoyé une expédition pour sauvegarder le protectorat allemand compromis par le décès de ce souverain. Nos lecteurs se rappellent qu'il y a peu de mois, ce sultan avait envoyé une mission à Berlin.

Des conflits incessants se produisent sur la rivière Tana entre la East British African Company, d'une part, le sultan de Vitou et la Société allemande son alliée, de l'autre. Le canal de Belezoni qui relie la Tana à l'Osi<sup>1</sup>, propriété privée du sultan, est revendiqué à tort par les agents anglais, dont la sphère d'intérêts, d'après la convention du 26 novembre 1886, se trouve au sud de la Tana; le territoire de Vitou, au nord de la Tana, est reconnu à la Société allemande.

L'expédition de Stanley et d'Émin-pacha est arrivée à Bagamoyo le 6 décembre. Le soir même Émin-pacha a été victime d'un accident qui a mis sa vie en danger. Aujourd'hui cependant on peut espérer que la santé lui sera rendue.

Il s'est formé à Londres, sous le titre Madagascar mercantile and development syndicate, une puissante Société, qui visait à l'accaparement des transports entre le littoral et Tananarive. Les visées de ce syndicat étaient autant politiques que commerciales. Voyant le danger, des négociants de toutes nationalités se sont unis pour constituer à Tananarive une Compagnie de transports de marchandises entre la côte et l'intérieur de l'île.

Le premier ministre de Madagascar vient d'approuver les statuts d'une compagnie malgache de navigation et de commerce. C'est la première société par actions qui se fonde à Madagascar sur les bases des sociétés commerciales existant dans les pays européens. La compagnie aura, au début, trois steamers, dont deux, circulant en sens inverse autour l'île, desserviront 25 ports de la côte; le troisième fera le trajet entre la Réunion, Maurice et Tamatave.

<sup>1</sup> Voy. la Carte III<sup>me</sup> année, p. 104.

Le Rev. D<sup>r</sup> Kerr Cross, de la mission de l'Église libre d'Écosse, écrit, de Karonga, sur le lac Nyassa: « Il faut que l'on sache en Angleterre que presque tous les fusils employés par les Arabes chasseurs d'esclaves dans cette région et sur le plateau entre le Nyassa et le Tanganyika sont de fabrication anglaise et en portent la marque. »

Les commissaires portugais nommés pour régler, d'accord avec les représentants du gouvernement français, les limites de la Guinée, partiront prochainement pour le Congo, afin de s'occuper de la délimitation des territoires portugais et français dans cette partie de l'Afrique.

Ce ne sont pas seulement les Américains qui ont envoyé une expédition d'astronomes à Loanda pour observer l'éclipse de soleil du 22 décembre. La Royal astronomical Society de Londres a fait partir un de ses membres M. Taylor, dont l'arrivée a été annoncée. On espère beaucoup des observations qui auront été faites, pour la solution des problèmes qui se rattachent à la constitution du soleil.

D'après l'*Indépendance belge*, il serait question de la création d'un chemin de fer à voie étroite partant du Bas-Congo pour aboutir au Congo français; il serait destiné à l'exploitation des mines de cuivre révélées dans cette région par MM. Brazza, Ballay et d'autres voyageurs. Une expédition d'ingénieurs s'embarquera prochainement pour étudier le tracé en question.

M. Alfred Fourneau a été chargé d'explorer le N.-E. du Gabon, entre l'Ogôoué et la côte; M. Paul Dolisie lui est adjoint comme second. Le but de sa mission est surtout l'étude de la ligne de faîte qui détermine le bassin côtier contenant le Muni et les rivières du Gabon.

Un télégramme de Lagos annonce que le D<sup>r</sup> Zintgraff, explorateur allemand, est en marche pour regagner le littoral. Parti de Cameroun à la fin de janvier dernier, il atteignait, en mai, Guedadamana, Ibi et Yola sur le Bénoué; la dernière lettre qu'on avait eue de lui était datée de Gaschka, le 12 août.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Des lettres des Indes orientales ont fourni aux journaux anglais des détails sur la capture, par le *Reindeer*, d'une barque chargée d'esclaves, dans la baie de Chakichaki (île de **Pemba**). Quoique l'embarcation fût petite, elle ne renfermait pas moins de 124 esclaves entassés les uns sur les autres comme des harengs dans un baril. Tout le personnel fut transféré sur le *Pigeon*, navire anglais, et la barque fut envoyée à Bombay pour être remise au tribunal. L'enquête devant la cour constata que la barque avait quitté Lindi avec sa cargaison d'esclaves; le maître devait recevoir dix roupies pour chaque esclave débarqué vivant à

Pemba. Pendant la traversée de Lindi à Pemba, elle avait échappé aux croiseurs anglais l'*Algerine*, le *Pigeon* et la *Boadicea*, et se préparait à débarquer ses esclaves au moment où le *Reindeer* la surprit. La barque fut détruite par ordre de la cour; le capitaine et ses gens furent mis en prison, et l'équipage du *Reindeer* reçut une récompense d'au moins 5 liv. sterl. par personne. Les esclaves ne formaient qu'une partie d'une très grande caravane d'environ 600 captifs appartenant à Seyid ben Evan et Rashid, qui étaient restés à Lindi, dans l'intention de suivre dans d'autres barques avec le reste des esclaves. Le plus grand nombre de ceux qui se trouvaient sur l'embarcation saisie avaient été pris dans une bataille entre deux tribus dans le Yao; les autres avaient été volés dans leurs maisons. Nous nous demandons pourquoi, saisie à Pemba, la barque n'a pas été conduite à Zanzibar, pour que les esclaves libérés fussent remis aux établissements anglais de Frere Town, comme c'a été le cas jusqu'à l'année dernière? Le consul britannique actuel à Zanzibar a-t-il l'ordre de se désintéresser du sort des libérés? et pourtant c'est à l'instigation de ses prédécesseurs Bartle Frere et John Kirk que les établissements susmentionnés ont été fondés, en faveur des esclaves libérés par les croiseurs dans les eaux du sultanat de Zanzibar. Les 124 libérés ont-ils été retenus à Bombay, ou les a-t-on ramenés à la côte d'Afrique et à qui les a-t-on remis?

Le *Mpanjaka*, vapeur des Messageries maritimes, fait le service postal à **Madagascar**, desservant des escales qui ne sont pas sur le parcours des navires de la ligne principale. Il devait faire escale à Maïnty-rano<sup>1</sup>, grand village situé sur la côte ouest, à 200 kilomètres au nord de Morondava; le chef de la localité donna d'abord son consentement à l'établissement d'une agence; mais bien vite il revint de sa décision, soudoyé, dit le *Salazien*, de la Réunion, par les Hindous, marchands d'esclaves, qui font des avances aux propriétaires de boutres dont les négriers se servent pour faire les voyages à la côte d'Afrique et en ramener des Cafres que les Hindous vendent à l'intérieur.

Dans sa dernière lettre de **Sefoula (Haut-Zambèze)** au comité des missions protestantes de Paris, M. Coillard s'exprime ainsi au sujet des esclaves: « Au temps de l'inondation, Lialuyi, résidence du roi, est un flot, où les maîtres se sentent eux-mêmes parqués tellement à l'étroit qu'ils finissent par l'abandonner à quelques esclaves et se réfugient sur les dunes boisées des bords de la vallée. C'est le temps des

<sup>1</sup> Voy. la carte V<sup>e</sup> année, p. 164.

grandes chasses et des mascarades ; les Ba-Rotsé sont passionnés pour les mascarades. C'est aussi le bon temps pour les esclaves. Les canots sillonnent la plaine submergée, le service est facile. On est heureux de voir les huttes se baigner et les immondices disparaître. On voudrait seulement que cette purification bienfaisante fût complète. Au temps de la sécheresse le village est repeuplé. Les esclaves ont la vie dure. Pas de champs dans les environs ; toute la nourriture, comme tout le combustible, vient de loin et est porté à dos d'hommes. L'eau — et quelle eau ! — s'y puise à 3 et à 4 kilom. On n'y garde que quelques misérables vaches pour les petits enfants des aristocrates. Les esclaves qui y pullulent ont beau se serrer la ceinture, ils ne parviennent pas toujours à tromper la faim, et s'ils ne volent pas, ils prennent la fuite. Si on les rattrape — et hélas ! on les rattrape toujours, dût-il se passer vingt ans — on ne les nourrit pas mieux, on les étrangle ou on les fustige plus libéralement. »

Le **Congrès anti-esclavagiste** réuni à Bruxelles vient de s'ajourner au 18 janvier prochain. Aux délégués des États mentionnés dans notre dernier numéro, nous devons ajouter M. Sanford, ancien ministre des États-Unis à Bruxelles. En outre le sultan de Zanzibar a donné à sir John Kirk et au Dr Arendt pleins pouvoirs pour le représenter au Congrès. Contrairement à ce qui s'est passé à la Conférence de Berlin en 1884-1885, les délégués ont dû s'engager à ne rien communiquer à la presse, qui ne reçoit que des extraits de procès-verbaux extrêmement sommaires, absolument insuffisants pour suivre la marche des travaux et se rendre compte de l'esprit qui y préside. Nos lecteurs ne nous en voudront pas si nous ne pouvons les renseigner comme nous le désirerions. D'après les extraits de procès-verbaux que nous avons reçus, nous pouvons dire que pour que les délégués à la Conférence eussent sous les yeux les matériaux historiques relatifs à la suppression de la traite en Afrique, on a réuni en un fascicule tous les traités conclus depuis le commencement de ce siècle pour la répression de la traite des noirs et du transport des nègres au delà des mers. Une déclaration a été adoptée à l'unanimité portant que la question territoriale est en dehors de la compétence de la Conférence. Une commission a été chargée de rechercher les mesures à prendre relativement à la traite par mer. D'après le plan méthodique adopté, la Conférence a dû étudier d'abord la traite dans ses foyers, c'est-à-dire aux lieux où se fait la capture des esclaves ; puis, la suivre le long des routes que prennent les caravanes pour gagner les pays de destination, routes qui se dirigent les unes par terre,

les autres par mer ; enfin, arriver aux pays de destination où les esclaves sont vendus et dispersés. Cette division du travail devait conduire naturellement à la recherche des mesures qui pourraient être adoptées pour atteindre la traite dans ses opérations successives. Des commissions ont été nommées pour préparer les résolutions sur lesquelles la Conférence plénière aura à statuer. La première commission chargée de la recherche des moyens les plus efficaces pour réprimer la traite aux lieux d'origine, a étudié la mission que pourraient remplir les stations, les postes ou croisières à l'intérieur ; elle a aussi examiné les engagements à prendre par les puissances, les dispositions pénales à appliquer à ceux qui font la traite, la question des esclaves fugitifs, celle de la surveillance et de la poursuite des convois d'esclaves à l'intérieur, celle des mesures de police applicables aux caravanes partant de la côte ou y arrivant.

La Société anti-esclavagiste britannique et étrangère, la Société pour la protection des races aborigènes et la Société établie en vue de prévenir la démoralisation des races nègres résultant du trafic des liqueurs fortes, ont, par l'intermédiaire de S. E. lord Vivian, fait hommage de leurs publications à la Conférence et se sont mises à sa disposition pour lui fournir tous les renseignements qui pourraient lui être utiles.

Une adresse votée par les Sociétés anti-esclavagistes allemandes dans une réunion du 25 novembre à Cologne a été lue à la Conférence ; elle exprime les sympathies les plus vives pour l'œuvre du Congrès.

La Stanley Society d'Hoboken, dans l'Amérique du Nord, a également fait parvenir à l'Assemblée une adresse qui contient les vœux les plus chaleureux pour le succès de ses travaux.

Un télégramme d'Obock annonce que M. Lagarde, gouverneur de cette colonie, a conclu avec le sultan de **Tadjourah** ou des Danakils, un traité relativement à l'abolition de l'esclavage dans les États de ce dernier. Le fait est d'autant plus essentiel que Tadjourah, port de mer au sud d'Obock, est un débouché commercial important pour les caravanes et l'une des stations les plus fréquentées par les esclavagistes revenant des pays gallas.

La *Gazette officielle de Londres* a publié le texte du **traité** conclu, le 14 septembre dernier, **entre l'Angleterre et l'Italie**, pour l'abolition de la traite. L'article premier porte que tout navire servant au commerce des esclaves sera considéré comme faisant acte de piraterie et perdra tout droit à la protection assurée par le pavillon respectif des deux hautes parties contractantes. L'article 2 concède aux deux parties le droit de visite. En voici le premier paragraphe : Afin d'atteindre plus

complètement le but du présent traité, les hautes parties contractantes conviennent que leurs vaisseaux de guerre pourront visiter tout bâtiment marchand appartenant à la nationalité de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes raisonnablement soupçonné de faire la traite, ou d'avoir été équipé à cet effet, ou d'avoir fait la traite pendant le voyage au cours duquel il aura été rencontré par lesdits croiseurs, et que lesdits croiseurs pourront arrêter, renvoyer ou emmener ces bâtiments pour qu'ils puissent être déferés à la justice. Le second paragraphe de ce même article porte que le droit de visite ne sera pas exercé dans la Méditerranée<sup>1</sup> et indique les limites dans lesquelles il le sera.

L'article 3 exempte les vaisseaux de guerre et les bâtiments de l'État appartenant aux deux hautes parties contractantes, qui ne pourront dans aucun cas être visités, mais il ajoute que les croiseurs des deux parties devront, le cas échéant, se prêter un mutuel concours.

L'article 4 indique le point où les croiseurs devront conduire les bâtiments saisis; les bâtiments anglais saisis par les croiseurs italiens seront conduits à Freetown, s'ils ont été pris sur la côte occidentale de l'Afrique; à Souakim, Aden et Zanzibar, s'ils l'ont été sur la côte orientale. Les bâtiments italiens saisis par les croiseurs britanniques seront conduits à la colonie ou possession italienne la plus rapprochée ayant un tribunal pour la traite des esclaves.

L'article 5 énonce les preuves nécessaires pour autoriser la saisie d'un bâtiment suspect, et les articles, 6, 7, 8 et 9 indiquent la procédure à suivre. L'article 10 stipule que les esclaves trouvés à bord d'un bâtiment faisant la traite seront immédiatement rendus à la liberté.

Il est intéressant de constater que, tandis qu'à la côte orientale d'Afrique, le représentant du gouvernement britannique à Zanzibar impose aux missionnaires la douloureuse obligation de livrer les esclaves fugitifs aux walis musulmans, au **Sénégal**, le lieutenant-colonel Galliéni, dans les deux campagnes qu'il a dirigées de 1886 à 1888 sur le haut fleuve, a créé, en faveur des captifs fugitifs, à Kayes, Bakel, Médine, ce qu'il appelle des **villages de liberté**. A ce sujet, nous extrayons ce qui suit du récit qu'il fait de ces deux campagnes dans le *Tour du monde* : « De l'autre côté de la dépression qui se trouve à l'ouest de Kayes, courait une croupe basse et aplatie qui allait rejoindre

<sup>1</sup> Nous avouons ne pas comprendre pourquoi l'Angleterre et l'Italie s'engagent réciproquement à ne pas visiter les bâtiments raisonnablement soupçonnés de faire la traite dans la Méditerranée.

la ligne du chemin de fer. C'est là que j'organisai le village de Liberté, de nouvelle formation, auquel ses habitants avaient voulu donner le nom de village Galliéni. Depuis mon arrivée dans le Soudan, j'avais remarqué que nombre d'individus s'échappaient des États d'Ahmadou et de Samory, chassés par la misère et les mauvais traitements, et venaient me demander asile sur nos territoires. C'étaient, pour la plupart, des captifs, pris au loin, de l'autre côté du Niger, et vendus ensuite au sultan toucouleur et à l'almany du Ouassoulou. J'accueillis ces fugitifs avec bonté, leur faisant aussitôt délivrer un acte de libération, et leur venant en aide par des dons d'étoffes, de vivres, de semences pour commencer leurs cultures. C'étaient, d'ailleurs, des manœuvres tout trouvés pour nos travaux. Dans mes conversations avec ces individus, je remarquai que la plupart d'entre eux avaient conservé des parents ou des amis de l'autre côté du Sénégal ou du Niger, et je pensai à utiliser cette circonstance pour organiser sur toute la ligne de nos postes un vaste mouvement d'émigration vers nos territoires. C'était en même temps un coup porté à l'esclavage, puisque nous appelions chez nous, pour leur donner la liberté, les malheureux captifs de cette partie du Soudan occidental. Notre village de Liberté de Kayes comprenait déjà plus de 500 habitants, qui étaient d'excellents travailleurs et qui s'étaient mis aussitôt à bâtir leurs cases, à défricher des terrains pour la culture, etc. Bakel, Médine, ont également inauguré leurs villages de Liberté; j'ai donné partout des ordres, dans tous nos postes, pour la création de ces nouveaux et intéressants villages. » Et plus loin : « Nous avons quitté la pointe de Bafoulabé à six heures du matin, et, après avoir traversé la forêt qui couvre le pays entre le Bafing et le Bakhoy, nous nous sommes arrêtés à Demba-Dioubé, à 15 kilom. environ de Bafoulabé, entre Bakel et Kita. Chemin faisant, nous avons rencontré deux villages qui viennent de se créer. Ce sont des esclaves fugitifs de la rive droite du Sénégal qui ont formé ces nouveaux centres, peuplés surtout de Ouassouloukés, pris de l'autre côté du Niger et vendus ensuite dans le Kaarta. L'un de ces villages, où nous voyons les couleurs françaises flottant au-dessus de la case du chef, s'appelle Francékoura (le Nouveau-Français); ses habitants ont voulu ainsi attester leur profond attachement à notre nation. Le village est très propre et avantageusement placé sur les bords du Bakhoy; son chef me dit qu'il reçoit chaque jour de nouvelles recrues. »

---

## LES DERNIÈRES DÉCOUVERTES DE L'EXPÉDITION DE STANLEY

En annonçant dans notre dernier numéro l'abandon de la province égyptienne équatoriale aux Mahdistes et le retour de Stanley et d'Émin-pacha, nous n'avons pu que mentionner, sans nous y arrêter, les découvertes opérées chemin faisant par l'expédition de Stanley. Il y aura lieu de revenir sur les causes du retour d'Émin-pacha, car jusqu'ici nous ne les connaissons que par les informations fournies par Stanley et ses agents; et même dans les renseignements qui nous viennent de ce côté, bien des détails ne sont pas clairs et peuvent prêter à des interprétations peu favorables. Il est équitable d'attendre qu'Émin-pacha ou Casati aient eu le temps de faire leurs rapports sur les circonstances dans lesquelles ils ont quitté leurs postes respectifs et qui ont pu leur faire un devoir impérieux de les abandonner.

En attendant, il nous paraît urgent d'exposer les découvertes dues à l'expédition de Stanley, sans revenir d'ailleurs sur la première partie de celle-ci, de Yambouya au lac Albert-Nyanza, dont nous avons parlé l'année dernière (p. 146-157), d'après sa lettre à la Société de géographie de Londres. Toutefois nous devons signaler ce qu'il y eut de nouveau dans la seconde marche de Stanley après qu'il eut recueilli les restes de l'arrière-garde de Barttelot rencontrés à Bonalya sur l'Arououimi. Il réunit un grand nombre de canots pour transporter le plus haut possible sur la rivière les bagages et les hommes malades, et ne renonça à la navigation que lorsque la marche des bateaux devint trop lente et trop difficile; c'était à quatre journées en amont de la station d'Ougarroua<sup>1</sup>. Connaissant la rive sud de l'Arououimi, où l'expédition avait tant souffert de la disette lors du premier voyage, Stanley essaya de passer à travers les territoires de la rive nord. Deux jours après avoir abandonné les canots, ses gens découvrirent une vaste plantation de manioc appartenant aux nains Wamboutti, et se ruèrent sur les racines pour en faire une provision aussi grande que possible en vue du désert qui les menaçait. En effet, pendant dix jours on ne rencontra plus aucune plantation, et pour comble d'infortune la petite vérole se déclara parmi les porteurs; seuls, les Zanzibarites qui avaient été vaccinés sur le navire le *Madura*, échappèrent au fléau.

Ne pouvant traverser l'Ihuru à son confluent avec l'Arououimi, ils en suivirent la rive droite jusqu'à ce qu'ils pussent découvrir un passage.

<sup>1</sup> Voy. la carte X<sup>e</sup> année, p. 160.

A quatre jours en amont du confluent, ils rencontrèrent la plus belle plantation de bananes et de manioc qu'ils eussent jamais vue; tentation terrible pour des gens qui venaient de subir quatorze jours de privations excessives ! aussi se gorgèrent-ils de nourriture au point que beaucoup en furent malades et que plusieurs en moururent. Continuant leur marche vers le nord, ils découvrirent que l'Ihuru est formé de deux bras, l'un, le droit, appelé le Dui, sur lequel fut jeté un pont qui leur permit de passer dans un district que les Manyéma n'avaient jamais ravagé. Les Wamboutti y étaient très nombreux, et chaque jour ils attaquèrent l'arrière-garde de Stanley. Pendant toute la traversée de ce district, l'expédition eut à souffrir de la faim, jusqu'à ce que, rencontrant l'Ihouni, bras gauche de l'Ihuru, elle le passa et atteignit, le 20 décembre, les plantations du fort Bodo. Au delà de la région boisée, les populations des plaines herbeuses, craignant la répétition des combats de l'année précédente, arrivèrent en foule pour faire leur soumission en consentant à des contributions et à des fournitures de vivres. L'échange du sang eut lieu, des cadeaux furent échangés, les natifs construisirent les huttes du campement et apportèrent à l'expédition des vivres, du combustible et de l'eau. Le 16 janvier, Stanley atteignait Graviras, où des messagers de Kavalli lui apportèrent les lettres de Jephson et d'Emin-pacha l'informant des conditions dans lesquelles se trouvait la province égyptienne équatoriale. Nous n'y revenons pas aujourd'hui ; et nous abordons maintenant l'exploration faite par l'expédition à partir du lac Albert jusqu'au sud du Victoria-Nyanza.

De Kavalli, d'où Stanley partit le 10 avril 1889, il se dirigea d'abord vers le N.-O. jusqu'à Mazamboni, sur le cours supérieur de l'Arououimi, où la caravane campa pendant 28 jours, Stanley étant tombé gravement malade. Ce ne fut que le 8 mai qu'elle put se remettre en marche, le long des monts Balegga, à 60 kilom. environ de l'Albert-Nyanza. Bien vite, les Égyptiens qui s'étaient décidés à suivre Emin-pacha, se trouvèrent fort éprouvés par les montées, les descentes et les hautes herbes. Arrivé à la limite méridionale de ces montagnes, Stanley comprit que sa marche serait retardée par le fait que Kabrégá, roi de l'Ou-Nyoro, dont Casati avait eu beaucoup à souffrir, s'était emparé de la partie du territoire de la rive occidentale du Semliki, comprenant toute la plaine couverte de hautes herbes entre le Semliki et la région des forêts. Ainsi, à moins de faire un immense détour par la forêt, ce qui eût été fatal au plus grand nombre des Égyptiens, la caravane ne pouvait avancer qu'en luttant contre les gens de Kabrégá. L'engage-

ment que Stanley eut avec eux le premier jour, à Buhobo, lui fut favorable et débarrassa des Wa-Rasura <sup>1</sup> tout ce territoire jusqu'au Semliki. Buhobo est situé au sommet d'une chaîne de collines qui borne la vallée du Semliki à l'ouest; du côté opposé s'élève le Rouvenzori, la *Montagne de neige*, dont le flanc oriental descend graduellement jusqu'au niveau du plateau de l'Ou-Nyoro avec lequel il semble se confondre.

En 1864, Samuel Baker rapporta que, à partir de Vacovia, le lac Albert s'étendait indéfiniment dans une direction sud-ouest. Gessi-pacha qui le premier en fit la circumnavigation, et Mason-bey qui l'explora avec soin en 1877, n'ont jamais aperçu une montagne neigeuse, ni fait attention au Semliki. Émin-pacha qui, pendant des années, résida près du lac Albert, et le capitaine Casati qui séjourna plusieurs mois dans l'Ou-Nyoro, n'avaient jamais entendu parler d'un sommet neigeux dans cette région.

L'extrémité N.-E. de la vallée du Semliki ressemble tellement à un lac que plusieurs des membres de l'expédition s'écriaient que c'était le Nyanza, et que les femmes de la suite des Égyptiens poussaient des hululements stridents en croyant revoir leur lac, l'Albert-Nyanza. A la simple vue, cela ressemblait au lac, mais avec une lunette d'approche, on reconnaissait que c'était une plaine herbeuse, unie, blanche par suite de la maturité des herbes. Baker, à la distance où il était, a bien pu se tromper en attribuant au lac une extension illimitée vers le sud-ouest, puisque les gens de Stanley, à une distance de moins de 6 kilom., prenaient la plaine pour le lac Albert.

En deux marches, depuis Buhobo, la caravane se trouva au bord du Semliki, qui, dans sa partie inférieure, a une largeur de 80<sup>m</sup> à 100<sup>m</sup>, une profondeur moyenne de 3<sup>m</sup> et une vitesse de 3 1/2 à 4 nœuds. Pendant que l'expédition traversait la rivière, les Wa-Rasura l'attaquèrent par derrière, mais la distance était trop grande pour leurs flèches; poursuivis pendant quelques kilom. ils s'enfuirent, et, d'un côté comme de l'autre, il n'y eut pas de pertes à déplorer. Remontant la vallée le long de la rive droite du Semliki, Stanley traversa successivement le district des A-Wamba, dont les plantations de maïs fleurissaient dans les clairières d'une forêt vraiment africaine; puis l'Ou-Songora, région herbeuse qui, à l'ouest, borne le Nyanza méridional que Stanley nomme l'Albert-Édouard, « en l'honneur, » dit-il, « du premier prince anglais qui se soit intéressé à la géographie africaine. » Tout en chassant devant

<sup>1</sup> Nom donné aux Wa-Nyoro par les natifs qui ont des rapports avec eux.

elle les Wa-Rasura, l'expédition entra dans l'importante ville de Kativé, quartier général des pillards qui l'avaient évacuée. Elle est située entre un bras de l'Albert-Édouard-Nyanza et un lac salé qui a à peu près trois kilomètres de longueur sur un peu plus d'un kilom. de largeur. Il consiste en une pure saumure, d'une couleur rosée, et dépose des cristaux de sel en pains massifs. Il appartenait aux Wa-Songora, mais la valeur qu'il représente a éveillé la cupidité de Kabrégá qui en tire un revenu considérable. Les populations du Toro, de l'Ankori, du Mpororo, du Rouanda, de l'Oukonjou sur les flancs du Rouvenzori, et de maintes autres contrées demandent du sel pour la consommation, et Kabrégá accapare ce précieux condiment.

De Kativé, la caravane se dirigea vers l'est-nord-est, pour contourner au nord la baie formée par le lac entre l'Ou-Songora et l'Ou-Nyampaka. Comparé au Victoria, au Tanganyika, ou même à l'Albert-Nyanza le lac Albert-Édouard est petit, mais son importance et son intérêt consistent dans le fait que c'est le collecteur de tous les cours d'eau du bassin supérieur du bras occidental du Nil, et qu'il décharge toutes ses eaux par une seule rivière, le Semliki, dans l'Albert-Nyanza, comme le lac Victoria, après avoir reçu tous les cours d'eau du bassin supérieur du bras oriental du Nil, verse toutes ses eaux par le Nil-Victoria, dans l'Albert-Nyanza. Ces deux Nils confondus dans le lac Albert, quittent celui-ci sous le nom de Nil-blanc.

Si l'on tire une ligne droite, depuis la sortie du Nil du lac Albert, sur une longueur de 370 kilomètres, dans une direction presque S.-O., on aura mesuré la longueur d'une ligne de dépression existant au centre du continent africain entre 3° lat. N. et 1° lat. S. d'une largeur de 30 à 80 kilom. A l'ouest de cette ligne s'étend, dans la direction du nord, une série continue de terrains élevés la dominant de 300<sup>m</sup> à 1000<sup>m</sup>. Le versant oriental plonge brusquement dans la dépression, tandis que le versant occidental descend en pente douce vers les bassins de l'Arououimi et de la Lowa. A l'est se trouve une autre ligne de terres élevées, dont la section la plus septentrionale d'une longueur de 140 kilomètres, à une altitude de 300<sup>m</sup> à 1000<sup>m</sup>, forme le plateau de l'Ou-Nyoro, dont le versant occidental tombe pour ainsi dire à pic dans la dépression, tandis que le versant oriental descend presque imperceptiblement vers le Kafou. La section centrale, de 140 kilom. de longueur, consiste dans la chaîne du Rouvenzori qui s'élève de 1300<sup>m</sup> à 5500<sup>m</sup> au-dessus de la dépression. La section méridionale domine celle-ci de 700<sup>m</sup> à 1100<sup>m</sup>, et se compose des plateaux de l'Ou-Haiyana, de l'Ou-Nyampaka et de l'Ankori.

La section la plus septentrionale de la dépression de 80 kilom. de longueur est remplie par l'Albert-Nyanza; la section centrale, longue de 145 kilom. forme le lit du Semliki, et la partie méridionale est occupée par le lac Albert-Édouard.

La partie inférieure de la vallée du Semliki est peu élevée; à 50 kilom. de l'extrémité de l'Albert-Nyanza, elle n'atteint qu'une altitude de 16<sup>m</sup> au-dessus du lac. Au détour d'une des nombreuses sinuosités de la rivière, on se trouve en vue d'un cours d'eau impétueux dont les bords sablonneux s'effondrent continuellement. Ses eaux sont chargées de sédiment dans la proportion d'une cuillerée de sédiment par verre d'eau. Dès lors il n'est pas étonnant qu'à l'extrémité sud du lac, l'Albert-Nyanza soit si peu profond qu'une embarcation à rames puisse à peine y flotter.

En remontant la vallée, on rencontre, au delà de la partie herbeuse, des acacias dont le nombre augmente jusqu'à faire de la forêt, assez clairsemée d'abord, une vraie forêt des tropiques composée d'un amas inextricable d'arbres, de plantes et de lianes enchevêtrées. Le sol est détrempé, et du sein de la forêt qui paraît en fermentation s'élève un nuage opaque qui, attiré par la sécheresse ardente des flancs du Rouvenzori, monte en couches successives jusqu'aux sommets les plus élevés d'où il retombe en pluie d'orage.

La vallée s'élève plus rapidement dans la région forestière que dans la partie recouverte d'herbes. De petits monticules couvrent le sol qui devient beaucoup plus inégal. Des rivières au cours impétueux ont labouré le sol et creusé de profonds ravins. A 120 kilom. environ de l'Albert-Nyanza, la vallée a atteint une altitude de 300<sup>m</sup> au-dessus du lac. A ce point, la forêt cesse brusquement; le climat change aussi; la grande végétation fait place aux herbes dont la vallée élargie est couverte jusqu'à l'Albert-Édouard-Nyanza.

(A suivre.)

#### BIBLIOGRAPHIE <sup>1</sup>

*P. Trivier.* ALBUM DE LA MISSION ROMANDE. Seconde édition, augmentée de onze nouvelles planches. Lausanne (Georges Bridel), 1889, 41 pl. en phototypie et carte, fr. 6.50. — La bonne pensée qu'a eue, l'année dernière, M. P. Trivier, d'offrir aux amis de la Mission romande un recueil de planches phototypiques qui constituât un tableau assez complet de

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

l'œuvre missionnaire envisagée au point de vue historique et pittoresque, a été si bien accueillie, qu'il est déjà obligé d'en publier une nouvelle édition. Nous ne répéterons pas ce que nous disions de la première, il y a une année<sup>1</sup>. Mais nous ajouterons que cette seconde édition, exécutée avec un soin encore plus grand que la précédente, et enrichie de nouvelles planches, recevra, nous n'en doutons pas, un accueil également empressé de la part de ceux à qui elle est offerte. Cinq des nouvelles planches nous présentent la nouvelle station de Rikatla, près de Lorenzo-Marquez, non loin de la baie de Delagoa. On peut en suivre le développement depuis le moment où M. et M<sup>me</sup> P. Berthoud arrivèrent sur cet emplacement, en septembre 1887, et le choisirent comme site de leur établissement, jusqu'à la création de l'école; les nombreux élèves de celle-ci, grands et petits, sont rangés auprès de leur magister Matsivi, devant le bâtiment dont M. Berthoud a été lui-même l'architecte, le charpentier, le menuisier, etc. Comme dans la première édition, chaque planche est accompagnée d'une notice. Aux anciens portraits du personnel de la mission se sont ajoutés ceux de M. et M<sup>me</sup> Henri Berthoud, ceux de M. et M<sup>me</sup> Henri Junod, et ceux de deux chrétiens gouamba, Zébédée et Jozéfa, qui travaillent sous la direction de M. P. Berthoud dans deux stations du littoral portugais. S'ils étaient chaussés d'une paire de souliers et portaient une cravate, ils paraîtraient de vrais gentlemen.

*D<sup>r</sup> C.-G. Büttner. ZEITSCHRIFT FÜR AFRIKANISCHE SPRACHEN. I und II Jahrgang, Hefte 1-4, Berlin (A. Asher et C<sup>ie</sup>), 1888-1889, gr. in-8°, 12 m. —* Grâce à la *Revue des langues africaines* et aux publications de divers auteurs, l'étude des idiomes de l'Afrique marche de pair avec les progrès des missions et de la colonisation. Il ne nous appartient pas de parler longuement de ce sujet spécial. Nous tenons toutefois à signaler à nos lecteurs les remarquables mémoires publiés par M. C.-G. Büttner dans la revue précitée. Nous en avons sous les yeux six qui sont certainement de nature à éclairer d'un jour nouveau l'étude de langues encore peu connues. Les voyageurs et les émigrants, comme les érudits, trouveront intérêt à consulter ces notices; les premiers en tireront les notions nécessaires pour se faire comprendre des naturels; les seconds les joindront aux documents qu'ils possèdent déjà, et les utiliseront grandement lorsqu'il s'agira de faire la synthèse de ces langues africaines si curieuses.

Voici les sujets traités dans les mémoires de la première année :

<sup>1</sup> Voy. IX<sup>me</sup> année, p. 375-376.

a. Nomenclature de mots appartenant aux langues Ki-dchagga et Pare; elle a été écrite de la main même de von der Decken, dont les voyages sont bien connus.

b. Dictionnaire allemand-kikamba. Ce recueil a été établi par M. Büttner, d'après les travaux du missionnaire Krapf.

c. Courte notice sur le Foutah-Djallon et ses habitants, par le consul Ernest Vohsen, suivie d'un chant dans la langue foulah.

d. Remarques sur la grammaire de la langue balouba et sur les relations entre cette langue et les idiomes héréro et souahéli.

e. Contes des Ova-héréro recueillis par M. C.-G. Büttner.

f. Résumé des expressions et des mots les plus importants de la langue héréro, pour servir aux voyageurs dans le Damaraland.

Les quatre livraisons qui forment la deuxième année de la Revue des langues africaines renferment d'intéressants articles de MM. Büttner, Junker, Meinhof, Héli Chatelain, von François, Würtz, Christaller. Le grand voyageur Junker donne une longue nomenclature de mots employés dans plusieurs des langues du pays des sources de l'Ouellé et des contrées voisines. M. Héli Chatelain publie deux articles, dont l'un, entre autres, fort intéressant sur la langue kimboundou ou de l'Angola.

Nous recommandons vivement cette publication qui explore un domaine fort important et relativement peu étudié de la linguistique.

*D<sup>r</sup> Freiherr von Dankelmann.* MITTHEILUNGEN VON FORSCHUNGS-REISENDEN UND GELEHRTEN AUS DEN DEUTSCHEN SCHUTZGEBIETEN. Berlin (A. Asher et C<sup>o</sup>), 1889, II<sup>ter</sup> Band, 2, 3 und 4 Hefte. — Les trois dernières livraisons de la revue de M. von Dankelmann renferment des rapports des voyageurs et fonctionnaires des diverses colonies allemandes, particulièrement du Togo et du Cameroun, des nouvelles de divers explorateurs ainsi que des notices sur la flore, la faune, les productions des régions parcourues. Par ces mémoires, et par les cartes à grande échelle et remarquablement exécutées qui les accompagnent, nos connaissances sur ces régions de la Guinée, et surtout sur le bassin du Volta et la contrée avoisinante gagnent en précision. Nous empruntons au récit de l'exploration de M. von François les renseignements suivants sur le cours supérieur du Volta et la ville de Salaga :

Le Volta est formé de la réunion du Jode (Volta blanc) et de l'Adere (Volta noir). Le premier, issu du plateau du Soudan occidental par 12° lat. N. et 0°, 0', 4" long. O., se dirige d'abord au S.-O. sur une longueur de 150 à 200<sup>m</sup> jusqu'à Nabouba, puis il tourne vers le sud et va rejoindre le Volta noir. Au dire des indigènes, même à l'époque des crues il n'est

pas navigable dans cette partie de son cours, à cause des barres et des rapides. Une fois réunies, les deux branches ont une direction S.-O. jusqu'à Akroso, après quoi elles coulent au S.-E. jusqu'à Kpandou. La largeur du fleuve est ici de 250<sup>m</sup>, sur une profondeur moyenne de 1<sup>m</sup> à 2<sup>m</sup>. A l'époque des basses eaux, il est sillonné de nombreux bancs de gravier et de sable et, en outre, de barres rocheuses qui y forment cinq rapides et une chute ; le premier rapide se trouve en aval de la réunion des deux branches susmentionnées ; le second au-dessous de Pegi ; le troisième, le plus considérable, au-dessous de Bagyamso<sup>1</sup> ; les deux autres, ainsi que la chute, en aval de Krakyé. De décembre à février, il roule très peu d'eau ; en août, il monte de 15<sup>m</sup> et se transforme en un torrent dangereux, plein de remous et de tourbillons. A certaines places, près de Kintempo par exemple, et vis-à-vis de Krakyé, il submerge au loin ses rives. Sur toute cette section, et abstraction faite de la chute de Krakyé et des rapides de Bagyamso, il est navigable pour de petites embarcations plates. Salaga est de beaucoup la localité la plus intéressante du cours supérieur du Volta. Son prince, doux, intelligent, s'intéresse au commerce et travaille à en faire l'emporium non seulement du haut Volta, mais encore de la région du Niger. Faisant face à la courbe du grand fleuve, à peu près à égale distance de Ségou, de Timbouctou et de Sayele, Salaga n'est pas moins bien situé relativement aux villes de la Côte d'Or anglaise et de la colonie allemande de Togo. Les caravanes y amènent des denrées, du bétail, des chevaux, mais surtout des esclaves. Chaque année la vente de ces derniers est de 15000 têtes.

*P. Aug. Schynse. ZWEI JAHRE AM CONGO. Köln (J.-P. Bachem), 1889, in-8°, 92 p., illust. —* Le P. Aug. Schynse est un missionnaire catholique qui fait partie de la Société de Notre-Dame des missions d'Afrique d'Alger, fondée par le cardinal Lavigerie, en 1868. De 1885 à 1887, il a fait partie d'une expédition de missionnaires qui, sous le commandement du P. Dupont, remonta le Congo jusqu'au-dessus du confluent du Kassai, pour fonder une station à Bungana, chez les Bayanzi. De retour à Alger, il passa une année dans un séminaire de sa congrégation et repartit en 1888 pour la côte orientale d'Afrique. Cette dernière expédition l'a empêché de publier lui-même le récit de son voyage sur le Congo. C'est M. Karl Hespers qui s'est chargé de ce soin ; les 80 premières pages sont consacrées au journal de voyage du P. Schynse, dans lequel celui-ci décrit les préparatifs de l'expédition dans le bas Congo,

<sup>1</sup> Voyez la carte, VI<sup>me</sup> année, p. 324.

et raconte le voyage de Vivi à Manyanga et au Stanley-Pool, et de ce dernier point à Kouamouth, enfin la fondation de la station missionnaire. La dernière partie du livre renferme les lettres du voyageur à sa famille et à ses amis. Bien que la partie du Congo qu'a visitée le P. Schynse ait été souvent décrite, on lira avec plaisir son récit, non seulement à cause des épisodes et du caractère spécial de l'expédition, mais parce qu'il rapporte des impressions personnelles intéressantes et qu'il renferme des renseignements variés sur la flore, la faune de la contrée parcourue, sa productivité et ses populations.

*Abel Hovelacque.* LES NÈGRES DE L'AFRIQUE SUS-ÉQUATORIALE. Sénégal, Guinée, Soudan, Haut-Nil. Paris (Lecrosnier et Babé), 1889, gr. in-8°, 468 p. ill., fr. 8. — Le terme de nègres s'applique à des populations dont le trait commun est une peau noire ou noirâtre, mais qui présentent des différences plus ou moins accusées dans les autres caractères. Il y a les nègres océaniens de la Mélanésie et de l'Australie, les nègres asiatiques, notamment dans l'Hindoustan et les îles Andaman, et les nègres africains. Ces derniers se divisent en deux groupes : a) les noirs bantous, qui habitent le bassin du Congo, le Benguela, les pays de Zanzibar, du Zambèze et la Cafrerie; b) les nègres soudaniens et guinéens. Ces deux groupes présentent des différences assez grandes, portant aussi bien sur les caractères physiques que sur la vie sociale et intellectuelle. Dans l'ensemble, les Bantous sont supérieurs à leurs voisins du nord soit par la forme de leur visage dont les traits sont moins différents des nôtres, soit par leur développement moral; ils appartiennent à un type généralement plus élevé.

C'est aux nègres sus-équatoriaux qu'est consacré l'ouvrage de M. Hovelacque. Leur habitat géographique comprend la Sénégambie, la Guinée septentrionale, le Soudan et le Haut-Nil; il est limité à l'ouest et au sud-ouest par l'océan Atlantique; au sud, par l'équateur à peu près; au sud-est, par la région des grands lacs; à l'est, par le pays du Haut-Nil, le territoire des Gallas et l'Abyssinie. De ce dernier côté, par conséquent, les nègres sus-équatoriaux ne touchent ni à l'océan Indien ni à la mer Rouge. Leurs voisins du nord sont les Maures et les Touaregs. La limite passe par le point septentrional du cours du Sénégal et du Niger en s'inclinant vers le sud entre ces deux points; au nord du lac Tchad, le domaine nigritique comprend le pays des Tibbous et s'étend ainsi jusqu'au 26° de latitude, mais il ne touche pas la Méditerranée.

Pas plus que les autres populations de la terre, le groupe des nègres sus-équatoriaux n'est complètement homogène; beaucoup de peuplades

qui s'y rattachent sont fortement métissées. Au cœur même du pays nigritique, sont installés les Peuls ou Pauls, population conquérante à peau rougeâtre, supérieure aux noirs qui ont fortement subi leur influence.

M. Hovelacque a divisé son ouvrage en deux parties. Dans la première, intitulée *Ethnographie spéciale*, il décrit successivement les différents peuples se rattachant aux nègres sus-équatoriaux ; elle se compose donc d'une série de monographies, ce qui facilite beaucoup les recherches. Il y a en tout 62 peuples ou groupes de peuplades décrits, en suivant l'ordre géographique de l'ouest à l'est, c'est-à-dire en commençant par la Sénégambie et en continuant par le Haut-Niger, puis la Guinée, le Soudan et le Haut-Nil. Chaque peuple est décrit avec tous les détails essentiels et d'après les sources les plus autorisées et les plus récentes.

Dans la seconde partie dont le titre est : *Ethnographie générale*, l'auteur énonce les vues d'ensemble qui se dégagent de la longue énumération des faits cités dans le premier livre. Sa description embrasse cette fois l'ensemble du groupe humain dont il s'occupe en traitant successivement des traits caractéristiques du type physique ainsi que de la vie sociale et intellectuelle des nègres sus-équatoriaux. C'est l'ordre scientifique : les faits d'abord, la généralisation ensuite.

Des deux parties, c'est, à notre avis, la seconde qui présente le plus d'intérêt, car elle n'a pas l'uniformité de la première ; les considérations générales s'y enchaînent d'une manière logique et permettent au lecteur de pénétrer dans la vie intime de cet ensemble de peuples et de comparer leurs mœurs, leurs idées religieuses, leurs désirs, leurs besoins, avec ceux des autres familles humaines. D'ailleurs, on sent que l'ouvrage dans son entier est l'œuvre d'un des maîtres de la science ; les faits et les vues générales sont exposés comme ils devaient l'être, c'est-à-dire avec simplicité et avec clarté. Peu de vues personnelles, point de ces jugements de parti-pris qui naissent trop souvent sous la plume des voyageurs ; l'auteur décrit comme s'il voyait passer devant ses yeux les différents peuples. Il dit ce qu'il voit ou plutôt ce que des explorateurs autorisés ont vu et il combine leurs diverses descriptions pour en faire un résumé général. Il ne se montre « ni détracteur systématique, ni ami aveugle du frère noir. » Pour M. Hovelacque « les nègres africains sont ce qu'ils sont : ni meilleurs, ni pires que les blancs ; ils appartiennent simplement à une autre phase de développement intellectuel et moral. » Il faut trier dans les progrès que nous avons réalisés ceux qu'ils peuvent s'approprier et renoncer à implanter de toutes pièces chez eux un état social qu'ils sont incapables de comprendre.

BULLETIN MENSUEL (3 février 1890<sup>1</sup>).

Nous avons déjà eu l'occasion d'attirer l'attention de nos lecteurs sur les avantages que **Biskra** peut offrir, comme station hivernale et balnéaire. Les piscines où sont recueillies les eaux de la source thermale, la Fontaine-Claude, ont été réparées et convenablement aménagées et les étrangers peuvent maintenant essayer les effets salutaires de ces eaux, sans avoir à redouter le contact parfois incommode de nombreux baigneurs indigènes. En outre, un vaste établissement comprenant salles de bain, hôtel et casino, va être édifié à Biskra même, et la ville sera reliée à l'oasis de Beni-Mora par une avenue de palmiers ou de gommiers et les plantations de l'oasis seront considérablement augmentées, de manière à faire de celle-ci un but de promenade. Enfin, pour augmenter encore la quantité d'eau qui déjà donne la vie à plus de cent dix mille palmiers, MM. Fau et Foureau ont entrepris des sondages, afin d'atteindre la nappe d'eau qu'ils supposent s'étendre sous le sol de Biskra, au pied des montagnes de l'Aurès et des Zibans. Au moyen des appareils dont ils disposent, ils pourront forer un puits de 700<sup>m</sup> à 800<sup>m</sup>; la simplicité et la puissance de ces appareils, ainsi que la rapidité du travail sont remarquables. En vingt-quatre heures, le forage avance de 10<sup>m</sup> en moyenne, malgré les poudings et les lits de cailloux roulés qu'il faut traverser. L'appareil à forer, actionné par la vapeur, procède par écrasement et rien ne lui résiste. Son poids, augmenté de celui des tiges que l'on ajoute au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans le sol, suffit à briser les corps les plus résistants. Deux équipes de trois hommes chacune, et se relevant toutes les douze heures, assurent la marche de l'appareil. Au commencement de janvier, le sondage était à 136<sup>m</sup>; aujourd'hui, il doit certainement avoir dépassé 200<sup>m</sup>. S'il rencontre la nappe jaillissante, la prospérité de Biskra est assurée, ainsi que celle de toutes les oasis des Zibans dont les sources naturelles ont une tendance à décroître.

Dans un exposé de la situation de la régence de **Tunis**, M. Massicault, résident général, a fait ressortir le relèvement dont bénéficie l'agriculture depuis l'établissement du protectorat français. D'un maxi-

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

mun de 550,000 hectares ensemencés, la régence a passé, malgré la sécheresse des dernières années, à une moyenne de 650,000 hectares; de 16,292 quintaux d'huile, l'exportation est montée à 73,353 quintaux; de 73,919 quintaux de laine, elle s'est élevée à 147,599; celle du bétail a passé de 4,768 têtes à 13,008 têtes; enfin le vignoble tunisien qui n'existait pas est aujourd'hui de 4,050 hectares qui ont produit, l'année dernière, 32,600 hectolitres.

Une caravane se rendant de **Zeïla à Harrar** a été attaquée et massacrée par les Somali Issa. Elle transportait des thalari et comptait vingt-sept Somali Gadibursi, deux missionnaires français et deux jeunes négociants grecs qui voyageaient pour leurs affaires. Dans une récente occasion, des Gadibursi avaient maltraité des Issa et en avaient même tué deux. L'attaque susmentionnée aurait donc été un acte de vengeance; elle aurait été si rapide et si imprévue, qu'il n'y aurait pas même eu de combat. Le fait s'est passé à quelques kilomètres de Zeïla, où se trouve une garnison anglaise; à une petite distance d'un endroit où des soldats anglais sont occupés à creuser des puits. Les négociants européens et indigènes d'Aden, auxquels appartenait la caravane, ont adressé des réclamations au gouverneur anglais pour les pertes qu'ils ont subies, le protectorat anglais ayant été proclamé sur cette partie de la côte.

Le journal *South Africa* nous annonce que la *East British African Company* fait venir de Perse des travailleurs dont son correspondant a rencontré une troupe dans un des ports de l'Inde. Leurs instruments, dit-il, rendront plus de services que les produits plus modernes de l'Occident. « Il est probable qu'ils se voueront à la culture du tabac et de l'opium, pour lequel le sol de l'Afrique orientale convient admirablement. » Quelque respectables que soient les intérêts financiers de la susdite Compagnie, que la charte à elle octroyée l'année dernière place sous la surveillance du gouvernement britannique, nous estimons que les intérêts des indigènes africains doivent prévaloir sur ceux-là, et qu'une société qui se présente comme civilisatrice a mieux à faire qu'à introduire la culture de l'opium dans le territoire africain réservé à l'influence britannique. C'est assez de la tache imprimée au pavillon anglais par l'importation en Chine de l'opium de l'Inde; et nous aimons à espérer que, pour l'honneur de ce drapeau, la British Anti-Opium Society demandera que l'opium anglais, après avoir empoisonné la Chine, ne vienne pas encore dépraver les noirs africains<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> A ce propos nous rappellerons ce que nous disions (I<sup>re</sup> année, p. 117), à

La Société de géographie de Londres a reçu, dans sa dernière séance, communication d'un rapport de M. Pigott sur son voyage au cours supérieur de la **Tana**. L'explorateur est attaché à la East British African Company qui l'a chargé d'étudier le bassin supérieur de cette rivière. Nos abonnés se rappellent qu'elle forme la limite septentrionale du territoire de la sphère d'influence anglaise, dans lequel travaille la susdite Compagnie. D'après ce rapport, le pays au delà de la Tana n'appartient à personne ou à tout le monde; la Compagnie désirait beaucoup en savoir quelque chose. — Elle estime vraisemblablement que tout pays qui n'est pas occupé par des Européens, n'est à personne, alors même qu'il serait habité et cultivé par des indigènes. — M. Pigott rencontra d'abord un district de pâturages magnifiques, où tous les villages sont entourés de palissades, et où l'on ne peut élever de bétail à cause du peu de sécurité qui y règne soit pour la vie, soit pour la propriété. De là, il eut à traverser une région inhabitée, un véritable désert. Enfin il arriva dans un pays où régnait l'abondance; il y fonda une station pour la Compagnie. Si le bassin supérieur de la Tana n'était pas désolé par les guerres de tribu à tribu, il pourrait nourrir des millions d'habitants. M. Pigott estime que pour forcer les Soimalis et les Masai à adopter une vie paisible et sédentaire, l'emploi de la force sera nécessaire.

La *Géographie* publie des renseignements sur la mission de MM. Catat, Foucart et Maistre à **Madagascar**. Après un séjour d'un mois à Tananarive pour faire leurs préparatifs, ils se dirigèrent vers l'Ankaratra<sup>1</sup>, chaîne de montagnes situées au sud. Les points principaux visités par eux sont Ankadivavala, d'où ils ont fait l'ascension du Tsiafajavona, le plus haut sommet de l'île; puis, Ankisatra, dans une vallée voisine, et Sarobaratra, où existent des mines d'or. Après cela ils se séparèrent; M. Catat continua l'exploration de l'Imérina; M. Maistre se dirigea vers le Ménabé et la côte ouest, et M. Foucart vers Mahanora, sur la côte est, pour remonter de là le Mangoro, depuis la mer jusqu'à son point de croisement avec la route de Tamatave à la capitale. « Le che-

l'occasion du projet de M. Paiva Raposo de cultiver de l'opium dans la vallée du Zambèze : « Nous verrions avec peine se réaliser cette entreprise; il n'y a « déjà que trop d'opium dans le commerce pour abâtardir et dépraver les populations qui le consomment; si les nègres l'ont à leur portée, ils s'y adonneront « avec passion comme les Chinois, et ce sera non seulement un grand malheur « pour eux, mais encore un grand obstacle de plus à la civilisation de l'Afrique, « notamment à l'œuvre des missions. »

<sup>1</sup> Voir la Carte, V<sup>me</sup> année, p. 164.

min que nous avons pris, pour explorer le Mangoro, » dit M. Foucart, « est indescriptible; on monte et on descend continuellement; on passe souvent dans des couloirs d'argile de 60 centimètres de largeur; j'ai fait la plus grande partie de ce trajet à pied, l'emploi du *filanzane* — chaise à porteurs du pays, — étant impossible. » L'explorateur découvrit un grand nombre de villages inconnus des Européens. Le plus grand est Baparaty — ce qui signifie en malgache « Beaucoup de puces. » Ce village, situé à une journée au nord de Mahanoro, a 160 cases et ses habitants se livrent au commerce du riz et des bœufs; un autre, d'une soixantaine de cases, Tendro, doit son nom aux arbres produisant la gomme copale qui poussent aux environs. De Mahanoro, M. Foucart commença l'étude du cours du Mangoro, marchant d'abord de l'est à l'ouest pour faire ensuite un coude brusque vers le nord. Deux semaines et demie après son départ de Mahanoro, après avoir visité des pays si pauvres que son escorte et lui en furent parfois réduits à ne se nourrir que de riz pendant plusieurs jours, il écrivait le 13 juin, d'un lieu situé non loin d'Andakana : « Le Mangoro n'est navigable commodément que jusqu'à quatre ou cinq heures de la mer; au delà se trouve une région de cascades formées par des rochers barrant le fleuve, où l'on ne peut aller qu'en pirogue et au prix de nombreuses difficultés. Les premières chutes ont peu de hauteur; plus loin s'en rencontrent de plus élevées; en amont le Mangoro coule tranquillement. Je lui ai trouvé, sur la rive droite, quelques affluents encore inconnus. » M. Foucart continua l'exploration du fleuve qu'il remonta dans les trois quarts environ de son cours. Il a dressé une carte plus exacte et plus complète que celles qui existaient jusqu'ici; il a recueilli beaucoup d'échantillons minéralogiques, botaniques et zoologiques. Après un mois de repos à Tananarive, il se proposait d'achever le relevé du cours du Mangoro, et de visiter les bords du lac Alaotra, à une certaine distance de la mer, un peu au nord de Tamatave<sup>1</sup>.

En attendant que nous puissions donner un compte rendu détaillé de la traversée de l'ouest à l'est par M. le **capitaine Trivier**, nous pouvons, grâce à l'obligeance de M. Paul Armand, secrétaire général de la Société de géographie de Marseille, en fournir un court résumé. C'est à la *Gironde*, de Bordeaux, qu'est due cette expédition; à l'exemple du *New-York Herald*, le directeur de ce journal donna pour mandat

<sup>1</sup> Les renseignements sur cette nouvelle exploration nous parviennent, à la dernière heure, nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

à l'explorateur français d'aller recueillir des renseignements géographiques et commerciaux dans le centre du continent, et le 21 août 1888 M. Trivier s'embarquait à Bordeaux avec M. Émile Weissemburger dont il avait fait la connaissance sur les bords du Parana. Le 10 décembre, avec 67 porteurs, il quittait Loango, pour gravir péniblement la chaîne côtière que le Congo franchit par une série de cataractes. Le 6 janvier, il arrivait à Brazzaville, où il recevait l'accueil le plus cordial de M. Dolizie, un des lieutenants de Savorgnan de Brazza. Déçu dans son espoir de pouvoir remonter le Congo sur un des vapeurs de l'État indépendant, il eut la chance de trouver passage sur un petit steamer hollandais qui fait la navette le long des stations du Congo moyen. Parti de Léopoldville le 23 janvier, il arrivait aux Stanley-Falls le 18 février et, grâce à l'intervention de Tipo-Tipo, il pouvait franchir sans encombre les neuf cataractes qui, dans cette partie du fleuve, en interrompent la navigation. Le 21 mars, il atteignait Kassongo où le sultan N'Rigué, beau-frère de Tipo-Tipo, lui fit un aimable accueil. Entre Kassongo et le Tanganyika, il eut à traverser de redoutables forêts; cette partie de l'exploration dura cinquante-deux jours; les détails n'en sont pas encore connus, la lettre dans laquelle M. Trivier en racontait les péripéties n'est pas parvenue à destination. Arrivé à Oudjidji le 6 juin, il aurait voulu gagner la côte orientale par la route de Tabora, mais le sultan d'Oudjidji l'en détourna, le soulèvement des Arabes contre les Allemands rendant cette route peu sûre. Un instant l'explorateur eut l'idée de remonter vers le nord pour traverser le Victoria-Nyanza et gagner le Nil supérieur, mais la présence des mahdistes dans le Soudan égyptien le fit renoncer à ce projet.

Avec son compagnon de route et deux Sénégalais, il se tourna vers le sud, parcourut les rivages méridionaux du Tanganyika, toucha barre à la station missionnaire de Mpala, puis s'engagea sur la route du Nyassa. Comme son devancier Victor Giraud, il voulut aller explorer les rives du lac Moëro, mais il en fut empêché par la maladie, et il dut se décider à gagner au plus vite le Nyassa. C'est dans le trajet entre les deux lacs que, le 23 septembre, son compagnon Émile Weissemburger disparut, sans que les nombreuses recherches du capitaine Trivier lui aient permis de le retrouver. Arrivé au lac Nyassa, il y trouva toute cette région en effervescence, les Ma-Kololo<sup>1</sup>, excités par les Anglais, ayant attaqué les Portugais.

<sup>1</sup> Plusieurs journaux ont cru pouvoir se servir d'une lettre du capitaine Trivier

Nous ne répéterons pas ce que les journaux quotidiens ont raconté du voyage de M. Trivier dans cette région. Qu'il nous suffise d'ajouter que la navigation sur le Chiré étant à peu près interdite, il dut faire une partie de la route à pied abandonné par les porteurs. Après beaucoup de vicissitudes, il atteignit le Chiré, le 12 novembre, passa à une station missionnaire écossaise, puis, descendit en vapeur le Chiré et le Zambèze. Le 4 décembre, il arrivait à Mozambique, et le 21 janvier, débarquait à Marseille où le recevaient les délégués de la Société de géographie.

Nous aurons à revenir sur cette exploration, dont la *Gironde* publiera certainement les détails.

Le *Cape Argus* ayant, d'après des journaux d'Angleterre, affirmé que l'explorateur **F.-C. Selous** avait été maltraité par des officiers portugais, sur le Zambèze, pendant sa récente exploration du Ma-Shonaland, le voyageur a écrit au dit journal pour déclarer que cette affirmation ne repose sur aucun fondement. Il n'a reçu, de la part des Portugais trafiquants et autres qu'il a rencontrés sur le Zambèze, que des témoignages de bienveillance. Sans doute, il n'a pas toujours été d'accord avec eux sur les questions de l'Afrique australe, que Portugais et Anglais ne considèrent pas au même point de vue; mais il n'a eu à se plaindre d'aucune injustice ni d'aucun mauvais traitement de leur part. Il arriva avec ses gens à Quilimane porteur d'un permis du gouverneur général de Mozambique de prendre avec lui trois carabines et des munitions. Le gouverneur de Quilimane les autorisa à prendre encore avec eux un autre fusil, ce qu'il eût pu à bon droit leur refuser. Il ne leur permit pas de prendre leurs revolvers ni une caisse de dynamite dont il ignorait la vraie nature et dont les douaniers parurent très alarmés. Elle fut mise en magasin et ordre fut donné de l'immerger dans la rivière. Selous a tenu à ce que la réfutation de la lettre du *Cape Argus* fût rendue publique, pour qu'on ne pût pas dire qu'il avait payé la bonté et l'hospitalité portugaises de mensonges grossiers et honteux. Quant à son exploration, il remonta par le Zambèze jusqu'à Tété, à plus de 300 kilomètres de l'embouchure; c'est de là qu'il gagna le Ma-Shonaland, au milieu de grandes difficultés. Le chemin est rude, montueux et infesté par la tsétsé; l'eau est très rare; la population est si

pour excuser les procédés violents de l'Angleterre contre le Portugal, nous nous faisons un devoir de rappeler que l'explorateur affirme que, sans aucune déclaration de guerre, les Ma-Kololo, porteurs de drapeaux anglais, attaquèrent Serpa Pinto, qui se trouvait donc dans le cas de légitime défense.

clairsemée et si pauvre qu'il est impossible d'y obtenir des provisions. Tout le pays est très aurifère. M. Selous a trouvé des traces d'anciens travaux d'exploitation, qu'il attribue à une population se livrant aux opérations minières longtemps avant l'arrivée des Portugais dans le pays. Il reconnaît que tous les chefs indigènes du pays connu sous le nom de Ma-Shonaland sont entièrement indépendants. Cela n'empêchera pas la South British African Company de prétendre à ce territoire comme dépendant de Lo-Bengula, roi des Ma-Tébéle.

La *Correspondance politique* nous informe que la fièvre minière qui pousse tant de colons du côté du Transvaal, a gagné la province de **Mozambique**, et qu'elle sévit surtout dans le district de Lorenzo-Marquez. De nombreuses demandes de concessions pour l'exploitation de mines d'or, d'argent et de diamants ont été adressées au gouvernement portugais. L'achèvement par l'État de la construction de la voie ferrée de Lorenzo-Marquez à la frontière du Transvaal, assure pour un avenir très prochain la réouverture de cette importante ligne de communication. Le gouvernement de la république Sud-africaine doit bientôt ordonner les travaux pour la construction de la ligne des monts Lebombo à Prétoria; celui de Lisbonne a conclu avec les représentants du Transvaal une convention sur les tarifs qui entrera en vigueur après l'achèvement de la ligne. Le gouverneur de Mozambique a découvert des menées de sujets étrangers tendant à soustraire plusieurs chefs indigènes au protectorat portugais. Aussi un avis a-t-il été publié portant que l'autorité portugaise a pris les mesures nécessaires pour mettre fin à ces intrigues et punir les coupables.

M. Charles Hancock, avocat à Londres, membre du Comité exécutif de l'Aborigines Protection Society, auquel nous devons les renseignements publiés l'année dernière (v. X<sup>me</sup> année, p. 261-263) sur la condamnation injuste prononcée contre Dinizulu, fils de Cettiwayo, Undabuko et autres chefs du **Zoulouland**, a publié dans le *Daily News* une lettre de Miss Colenso sur le même sujet. Malgré la promesse du baron H. de Worms dans la Chambre des communes, que la sentence ne serait pas exécutée jusqu'à ce que les autorités de la métropole eussent examiné les preuves de chacun des cas mis à la charge des prévenus et les circonstances dans lesquelles auraient été commis les crimes dont ils ont été accusés, le Colonial Office n'a rien fait; aussi Miss Colenso s'est-elle décidée à venir à Londres intercéder en faveur des condamnés. Elle espère arriver en Angleterre avant la réunion du Parlement, en février prochain.

Les renseignements suivants apportés par le *Cape Argus* peuvent donner une idée de la **fièvre de l'or** excitée chez les financiers anglais par les richesses minières du sud de l'Afrique. Dans le seul mois d'octobre, il s'est constitué à Londres trente-sept compagnies nouvelles pour l'exploitation des mines dans l'Afrique australe. Leurs capitaux varient de 3,000 liv. sterl. à 600,000 liv. sterl.; les unes visent le Transvaal, d'autres le Swazieland, d'autres encore le Ma-Tébéléland, le Ma-Shonaland, ou même des territoires tellement vagues que l'imagination peut se donner carrière à travers toute l'Afrique. La fièvre a commencé en 1886, où il n'y avait encore à Londres qu'une douzaine de compagnies; le plus fort capital ne dépassait pas 136,000 liv. sterl. L'année suivante, il y en avait vingt et une, l'une entre autres, au titre plus ou moins philanthropique de South African Improvement Company, avait un capital de 800,000 liv. sterl.; mais il n'est pas possible de dire quels progrès ont produit ces 800,000 liv. sterl. En 1888, on comptait quarante-deux compagnies; leurs capitaux s'élevaient à des millions de livres sterling. En 1889 le nombre des compagnies montait à cent, leurs capitaux s'élevaient encore, celui de l'African Association était de 2,000,000 de liv. sterl. « Quelques-unes de ces Sociétés sont sans doute, » dit le *Cape Argus*, « honorables et solides, mais on peut les compter sur les doigts, tandis que le plus grand nombre ne valent pas la peine d'être nommées. Pendant les deux ou trois dernières années l'Angleterre a regorgé de compagnies indignes. Le misérable promoteur a fait son coup et le pauvre public récolte la balle emportée par le vent déchaîné des repaires des voleurs financiers de Londres. »

Nous avons dit dans notre précédent numéro, p. 12-13, comment la **South African Company** avait obtenu de Lo-Bengula la concession de l'exploitation des gisements aurifères du Ma-Tébéléland. Nous ignorions alors un fait mentionné dans une protestation de la Société de géographie de Lisbonne, relative à l'*Importation abusive en Afrique, par des sujets anglais, d'armes perfectionnées*. Nos lecteurs comprennent qu'il s'agit des fusils et des cartouches fournis au roi des Ma-Tébélés. D'après une interpellation de M. Merriman, membre du Parlement colonial du Cap, les concessionnaires anglais, parmi lesquels se trouve lord Fife, par alliance petit-fils de S. M. la reine d'Angleterre, ont fait transiter ces armes et ces munitions en contravention aux lois spéciales de la colonie du Cap sur l'importation des armes et des munitions de guerre. Le président du Conseil, sir Gordon Sprigg, ne crut pas d'abord au fait signalé, mais il promit de faire une enquête et, le lendemain, il

dut déclarer que malheureusement l'assertion de M. Merriman était fondée, et qu'il avait dû blâmer la conduite d'un des plus hauts fonctionnaires de la colonie, lequel, sachant que les armes avaient été introduites dans le pays, n'en avait pas informé le gouvernement colonial. Du mois de janvier au mois de mars 1889, mille fusils Martini-Henri et trois cent mille cartouches avaient transité par la colonie du Cap ; ils avaient été dédouanés et expédiés par les agents des concessionnaires des mines du Ma-Tébéléland. Les autorités de la colonie, hésitantes au début, consentirent à la fin à ce que l'expédition sortît de Kimberley pour passer la frontière, en présence d'une réquisition de sir Sidney Shippart, administrateur du Be-Chuanaland britannique, fonctionnaire et représentant direct du gouvernement anglais, responsable de ses actes envers ce même gouvernement. Et cependant, le 16 novembre 1888, à l'occasion de la déclaration du blocus sur la côte de Zanzibar, le ministre d'Angleterre à Lisbonne avait déclaré que les gouvernements anglais et allemand ne croyaient pas cette mesure efficace sans la coopération du Portugal et sans que le littoral portugais fût également soumis au blocus en ce qui concernait l'importation d'armes et de munitions de guerre ; ce à quoi le Portugal avait immédiatement consenti. Qui eût jamais cru que, pour fournir armes perfectionnées et munitions de guerre à Lo-Bengula, les agents de la South African Company tromperaient l'autorité coloniale du Cap avec la complicité de l'administrateur du Be-Chuanaland britannique, représentant du gouvernement de la métropole !

La dernière lettre de M. Coillard au Comité des missions de Paris renferme des détails qui complètent les renseignements de M. Jeanmairet sur les demandes de concessions présentées au roi des **Ba-Rotsé** par l'agent de la Compagnie minière de Kimberley<sup>1</sup>. « M. Ware, » écrit M. Coillard, « est venu solliciter de Lewanika une concession pour l'exploitation de l'or qu'on suppose abonder dans certaines parties de la contrée. La chose était si nouvelle, que le roi et ses conseillers, pris au dépourvu, se trouvèrent dans un grand embarras. Ils craignaient un piège, mais, en même temps, ils étaient fascinés par les présents considérables de fusils Martini-Henri, de munitions, de couvertures et de vêtements que M. Ware n'a pas oublié d'apporter. Une assemblée nationale fut convoquée, à laquelle Gambella proposa la question. Il s'ensuivit une fusillade de petits discours contradictoires et sans but. Je

<sup>1</sup> Voy. X<sup>me</sup> année, p. 349-350.

souffrais de voir les chefs vénaux, déjà gagnés, laisser divaguer les pauvres gens. Je pris sur moi de leur expliquer de mon mieux de quoi il s'agissait. Je doute que j'aie été goûté des chefs qui m'entouraient. N'importe. Les discours prirent une forme plus raisonnable, et, à travers les labyrinthes de la logique africaine, ils arrivaient presque tous aux mêmes conclusions : « Nous avons des missionnaires pour nous instruire, et ce qu'il nous faut, maintenant que M. Westbeach est mort, c'est un marchand qui nous apporte des vêtements, achète notre ivoire et s'en retourne chez lui. Qui sont ces blancs ? D'où viennent-ils ? Qui les envoie ? Qui leur a dit qu'il y a de ce minéral rouge dans notre pays ? Êtes-vous bien sûrs, chefs, que leurs présents soient de bonne foi, et qu'en les acceptant vous ne vendiez pas notre pays ? » Et les chefs autour de moi de rire... Au grand conseil des chefs les affaires se traitèrent un peu plus sérieusement. La concession fut accordée; il serait indiscret de ma part d'en publier les termes. Il suffit de dire que la concession est pour vingt ans, qu'elle comprend un vaste territoire du pays des Ba-Rotsé. — Il est probable que d'autres compagnies minières essaieront aussi d'obtenir quelques lambeaux de la contrée, car la région des rapides jusqu'aux chutes de Gonyé ne manquera pas de les attirer. Une Compagnie commerciale essaya aussi, par des offres assez séduisantes, d'obtenir le monopole du commerce. Elle se proposait de mettre de petits vapeurs sur le Zambèze, de canaliser les rapides ou d'y construire un petit chemin de fer, et, sans parler du reste, d'établir avec Chochong des communications postales bi-mensuelles. Lewanika a eu le bon sens de refuser ce qu'il n'était pas en son pouvoir de concéder. Mais il invita cette Compagnie à établir des comptoirs dans son royaume, lui promettant, comme à tout marchand honnête, son appui et sa protection. Voilà donc les premières vagues de la marée envahissante de l'immigration européenne qui franchissent le Zambèze. Où s'arrêteront-elles ? Qu'en résultera-t-il pour les tribus de l'Afrique centrale ? Affecteront-elles notre mission ? Dieu le sait.

M. Alphonse Fondère, chef de station au **Congo français**, a fait récemment à la Société de géographie de Marseille, sur ses voyages dans cette région, une conférence dont nous devons la communication à M. P. Armand, secrétaire général de cette Société. Abordant le continent noir par le Gabon et l'Ogôoué, l'explorateur a donné des renseignements sur les Pahouins des bords de cette rivière et sur leurs mœurs encore barbares. L'adultère y est toujours puni de mort. Le patient est attaché à un poteau d'exécution ; autour de lui prennent place

le chef et le féticheur du village entourés des habitants qui exécutent des danses sauvages en attendant l'heure du sacrifice. Ce moment arrivé, le féticheur s'approche du condamné, détache un morceau du mollet du malheureux, le fait légèrement griller, et oblige la victime à se repaître de sa propre chair. Ordinairement le patient subit cet affreux supplice sans sourciller. Dès qu'il a fait ce singulier repas, il est mis à mort et son cadavre est partagé entre les gens du village, le chef se réservant la cervelle et l'extrémité des doigts, le féticheur les yeux et la langue. — De Franceville, M. Fondère gagna le poste de Diolé sur le haut Alima. C'est sur le plateau des Acocouya qu'il a découvert les sources du Niari-Quillou, dont la vallée pourrait offrir la route la plus directe de l'Atlantique au Congo au-dessus des chutes. Ce plateau, qui forme la ligne de partage entre les deux bassins, paraît être la partie la plus salubre et la plus fertile du Congo français. C'est au point de vue agricole, dit M. Fondère, la contrée d'avenir de cette région. Au sud de ce plateau prennent leurs sources les affluents de la rive droite du Congo, de l'Alima jusqu'à Brazzaville. De ce point, M. Fondère alla faire visite à Makoko, le souverain des Ba-Téké, qui le reçut cordialement. Toutefois l'explorateur voit en lui un féticheur influent plutôt qu'un chef souverain. Remontant ensuite le Congo et l'Oubangi jusqu'aux rapides de Zongo, il séjourna pendant quelque temps au milieu des Bongos, encore plus anthropophages que les Pahouins; cependant ils ne sont pas tout à fait réfractaires à l'influence européenne, et M. Fondère put négocier plusieurs traités avec leurs chefs. Au retour, il redescendit de Brazzaville à Loango par la vallée du Niari-Quillou, la future voie commerciale qui drainera les produits de l'intérieur pour les mener à la côte. M. Fondère compte repartir pour le Congo français au mois de février.

Plusieurs journaux avaient annoncé que le D<sup>r</sup> Bayol, lieutenant-gouverneur des rivières du sud, avait été retenu prisonnier par le sultan de **Dahomey**. Il n'en est rien. Le D<sup>r</sup> Bayol est arrivé à Cotonou après avoir rempli la mission officielle dont il avait été chargé auprès de ce souverain, dont la cruauté a résisté à toutes les instantes démarches tentées pour le faire renoncer aux sacrifices humains en masse. Pendant son séjour au Dahomey, le D<sup>r</sup> Bayol a été obligé par le sultan à assister à la décapitation de deux cents victimes. Le sang coulait partout. M. Bayol et ses compagnons ont été malades à la suite de ce carnage. Pendant qu'il regagnait le littoral, il a appris la mort de Glégé, le susdit sultan, et l'avènement au trône de son fils, le prince Kondo. Le

Dahomey ne paraît pas devoir être plus heureux sous le nouveau souverain, qui passe pour être encore plus cruel que son père.

Nous avons reçu de M. le **capitaine Binger** communication de la Conférence qu'il a donnée à la Sorbonne, et dont nous avons dit quelques mots dans notre dernier numéro (p. 15). Ne pouvant, faute de place, suivre le voyageur dans toute son exploration, nous nous bornerons à ce qui se rapporte aux territoires et aux tribus non visités jusqu'ici. De Bamakou l'explorateur se dirigea, à travers le pays de Samory, vers Sikaso, bourgade de 4000 à 5000 habitants, capitale de Tieba alors en guerre avec Samory. Les opérations du siège de cette place, que les assiégeants essayaient vainement de réduire par la famine, lui firent perdre un temps précieux, et, échappant à la demi-captivité dans laquelle Samory voulait le retenir, il réussit à atteindre le territoire des Sénoufou, peuplade qui a sa langue spéciale, encore à peu près monosyllabique; qui pratique l'élevage du bétail et la métallurgie; dont la poterie est chargée d'ornementations remarquables, et les jeux empreints d'originalité. Par une marche rapide de six jours dans une riche contrée, il gagna Niélé, puis atteignit le **pays de Kong** arrosé par le Comoë, cours supérieur de l'Akba qui se jette dans le golfe de Guinée, à Grand-Bassam; ses sources se trouvent, à vol d'oiseau, à 500 kilom. à l'est de Bamakou, presque sous le même parallèle. Le Comoë sépare les Sénoufou d'une agglomération de peuples de huit races différentes, peu ou point vêtus, parlant des langues sans analogie entre elles. Ils se sont réfugiés dans cette région granitique et brûlée, traqués par les races noires plus civilisées. Le plus curieux de ces peuples, celui des Mboin, a pour tout costume un chapeau conique, en paille, à petits bords comme celui des clowns. Les femmes portent un chapeau de gendarme en paille. Se dirigeant vers le S.-E., le capitaine Binger franchit le bras principal du Comoë et, après sept jours de marche, il arriva à Kong, ville de 12 à 15,000 habitants, le plus grand marché de la région. Le roi Karomokho-Oulé et les notables le reçoivent en grande pompe et l'invitent à s'expliquer publiquement sur les motifs qui l'amènent. « Depuis longtemps, » répond-il, « les Français désirent nouer avec vous des relations commerciales plus étendues. Je viens m'enquérir des objets qui conviendraient le mieux à vos besoins et des échanges que vous pourrez faire avec nous. » — « Chrétien, ton parler est droit, » dit le roi, « j'étais convaincu qu'un blanc ne faisait qu'un métier honnête. Si Dieu t'a laissé traverser tant de pays, c'est que telle est sa volonté. Nous n'irons pas contre la volonté du Tout-Puissant. Amen. » Kong est une grande ville ouverte, à

constructions en pisé, à toits plats. Tous les habitants sont musulmans ; parmi eux il y a peu d'illettrés. Leur tolérance est parfaite à l'égard des autres religions, qu'ils respectent toutes, parce que, disent-ils « les *chemins* de Moïse, de Jésus, de Mahomet, mènent tous à un même Dieu. » Le marché de Kong est très florissant ; on y trouve tous les objets nécessaires à la vie, des articles d'Europe apportés de la côte, les produits indigènes : kola, piment, etc. Le commerce consiste en cauries, en poudre d'or ; on y fabrique des cotonnades réputées dans la région. La teinture à l'indigo est représentée par environ 150 puits à teinture en activité permanente. Les calicots français y ont eu un vrai succès.

Pendant son séjour à Kong, le capitaine Binger réussit à se procurer des itinéraires conduisant au Mossi ; puis, muni d'un sauf-conduit, il remonte vers le nord, relevant en route une partie du cours du Comoë et de quelques affluents du Volta. Il franchit celui-ci à Boromo, colonie de Mossi, d'où il peut encore se faire conduire jusqu'à Ouaghadougou ; empêché de pousser plus au nord, il se replie vers le sud-est et atteint Salaga, la ville la plus infecte qu'il ait rencontrée dans son exploration : vrai charnier, sans eau, où noirs et blancs sont la proie de maladies épidémiques. Il se hâte de la quitter et fait route vers l'ouest, à travers un pays admirable, si beau que ses noirs eux-mêmes en sont émerveillés. Cependant la région est dépeuplée, pas de villages, partant pas de vivres. Enfin il arrive à Bondoukou, où il apprend que M. Treich-Laplène, parti de Grand-Bassam avec un convoi de ravitaillement, a poussé sur Kong pour avoir de ses nouvelles. Le chef de l'Etat de Bondoukou lui confirme sa fidélité au traité de protectorat conclu avec M. Treich-Laplène. A Kong, il rencontre celui-ci, et profite de son second séjour dans cette ville pour faire accepter par les chefs un traité de protectorat et de commerce avec la France. Puis les deux voyageurs prennent la route de la côte, et, chemin faisant, le capitaine Binger signe des traités avec les chefs indigènes, de telle sorte qu'actuellement le vaste territoire qui s'étend du Sénégal aux établissements français de la côte de Guinée, par le haut Niger et l'Akba, se trouve lié à la France par une série de conventions qui le placent sous l'influence directe de la République française. Le commerce français dans cette région a là une porte ouverte qui lui promet un brillant avenir, s'il sait profiter des relations nouées par l'explorateur avec les populations de ces territoires.

### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

M. J. Dybouski, maître de conférences à l'École nationale d'agriculture de Grignan, est chargé, par le Ministère de l'Instruction publique, d'une mission à El-Goléah et dans le Sahara algérien, pour chercher la limite nord des acacias-gommiers et d'en étudier les conditions de culture.

L'Académie des sciences a reçu communication d'une découverte d'arbres pétrifiés, faite par M. Thomas, explorateur envoyé par le gouvernement dans le sud de la province de Constantine et de la Tunisie. Une découverte analogue a été faite dans le Sahara oranais d'arbres pétrifiés également, dont quelques-uns portent encore des traces extérieures de carbonisation; on peut en conclure qu'à une époque relativement récente, cette partie du Sahara était couverte d'une immense forêt.

On s'attendait à voir Stanley repartir pour l'Europe peu de jours après son arrivée au Caire; il paraît que sa santé exige qu'il y fasse un séjour prolongé.

Une dépêche du Caire annonce que la famine règne au Soudan par suite de la sécheresse de l'automne dernier; la mortalité serait considérable; l'impossibilité de nourrir les soldats du mahdi aurait obligé de les licencier.

Des lettres de Slatin bey, prisonnier à Omdurman, près de Khartoum, démentent le bruit qui a couru de la mort du mahdi.

D'après la *Correspondance politique*, les Anglais vont fortifier Souakim pour protéger la route commerciale qui mène au Soudan oriental. Le plan de construction d'un chemin de fer allant jusqu'à Berber sera repris; un fort spécial sera construit pour couvrir cette ligne.

A en croire la *Fanfulla*, journal italien, le gouvernement anglo-égyptien projette une campagne combinée pour rétablir les communications avec Khartoum par la voie de Kassala. L'expédition serait composée de troupes hindoues amenées à Souakim et de troupes italiennes venant de Keren.

Le gouvernement italien a publié un décret relatif à l'organisation administrative des possessions italiennes en Afrique; aux termes de ce décret, toutes ces possessions formeront une seule colonie sous le nom d'Éritrée; elles auront une administration et un budget autonomes.

Selon des dépêches particulières de Rome, l'Italie viserait au protectorat sur le pays des Somalis tout entier.

Le sultan de Zanzibar a autorisé l'engagement de 1200 Zanzibarites pour le gouvernement de l'État du Congo.

Le câble sous-marin entre Zanzibar et Mombas a été immergé, et les communications directes entre cette dernière place et l'Angleterre sont dès maintenant établies.

La East British African Company a reçu des lettres de l'expédition de M. Jackson, envoyé de Mombas à l'extrémité nord-est du Victoria-Nyanza pour reconnaître le pays. Les lettres sont datées de Sotik, par 35° de longitude est et 0° 35

de latitude sud, à douze journées de marche du Victoria-Nyanza. L'expédition avait mis douze jours à traverser une épaisse forêt. L'ivoire abonde à Sotik; les vivres y sont à bas prix; les indigènes sont bien disposés.

Un crédit de 900,000 marcs a été voté par le Reichstag allemand pour l'établissement d'une ligne de navigation qui reliera Hambourg à la côte orientale d'Afrique.

L'explorateur Paul Reichard a reçu du major Wissmann une lettre l'informant que des envoyés du chef de l'Ou-Gounda, à l'est du Tanganyika, ont apporté pour lui à Zanzibar une forte quantité d'ivoire. On sait que Reichard a des prétentions sur l'Ou-Gounda; cet ivoire serait le tribut que le chef lui adressait. Il est probable que le protectorat allemand s'étendra à ce district.

Le *Bulletin officiel* de l'État indépendant du Congo renferme un décret du roi souverain, en vertu duquel la personnalité civile est accordée, dans les limites légales, aux établissements des différentes Sociétés missionnaires catholiques et protestantes installés au Congo.

Pour prévenir la propagation des maladies, le gouvernement général du Congo a publié une ordonnance aux termes de laquelle tous les steamers venant du haut fleuve seront soumis à une désinfection.

L'inspecteur de l'État du Congo a visité l'emplacement choisi, à Moanda, par le Dr Étienne, pour l'établissement d'un sanitarium que l'Association congolaise et africaine de la Croix-Rouge se propose de construire. C'est un site des plus favorables; sa proximité de Banana et de la mer, son altitude, la présence d'un cours d'eau paisible dont les rives sont couvertes d'une riche végétation, contribuaient à le recommander à l'attention de l'agent de l'État. Les bâtiments destinés aux blancs recevront les anémiques et les convalescents de maladies aiguës qui n'auront pas laissé de lésion organique bien appréciable. Chaque malade aura une chambre isolée pour le garantir d'une manière absolue contre le bruit des voisins. Les constructions affectées aux noirs comprendront de petites chambrettes à deux lits, et ces chambrettes seront au nombre de quatre par pavillon.

M. Fourneau vient d'accomplir heureusement une exploration dans la partie septentrionale du Congo français. Après avoir remonté l'Ogôoué jusqu'à Lopé, à 500 kilomètres de l'embouchure, il se dirigea vers le nord, atteignit, par environ 2° de latitude nord, le point où M. Crampel avait été attaqué par les M'Fang, puis il tourna vers l'ouest pour gagner l'embouchure du Campo. Au cours de cette exploration de 1200 kilomètres accomplie en 65 jours, M. Fourneau n'a perdu aucun des 60 hommes qui l'accompagnaient et n'a pas eu à tirer un seul coup de fusil pour se défendre. La Société de géographie de Paris recevra prochainement ses cartes et son rapport.

---

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

On écrit de **Zanzibar** à la *Revue française* : « Voulez-vous que je vous présente un échantillon de la civilisation musulmane ? — Il y a deux ans, une caravane de 300 hommes, tous musulmans, quittait l'un des points de la côte orientale d'Afrique, pour s'en aller, dans l'intérieur, faire le commerce. Elle vient de rentrer, et les chefs m'ont raconté leurs aventures. Comme d'habitude, il fallut, avant de s'avancer chez les *infidèles*, consulter les sorts. Les sorts répondirent qu'il fallait du sang : immédiatement on se cotise pour acheter un esclave, on le conduit le soir sur la route où doit passer la caravane, on lui coupe le cou, et l'on arrose le chemin de son sang en récitant les formules consacrées... Arrivés au Kavirondo (près du Victoria-Nyanza), ces *commerçants* s'aperçoivent que les indigènes ont de l'ivoire, qu'ils sont nombreux et qu'ils n'ont pas d'armes : excellente affaire. On les attaque, et les fusils ont bientôt raison de cette population affolée ; des chefs du pays s'avancent pour parlementer, et l'on finit par s'arranger : les villages attaqués ou menacés livreront 100 défenses et 200 jeunes filles, et la caravane quittera la contrée. Livraison faite, les musulmans s'en vont. Malheureusement, en traversant le pays des Masaï, l'eau manque, les vivres deviennent rares, et toutes ces esclaves, outre qu'elles retardent la marche, achèvent de consommer les provisions. Que faire ? En une nuit, après leur avoir fait subir les derniers outrages, les musulmans massacrent ces 200 femmes ! Je le répète, le fait vient de m'être raconté par les chefs de l'expédition qui le rapportaient, au reste, non pour s'en vanter, non plus que pour s'en humilier, mais uniquement pour donner une idée des bénéfices qu'ils avaient perdus. Et, chose curieuse ! Ils sont allés dans les mosquées pour se faire absoudre d'avoir mangé des rats par nécessité ; mais l'idée ne leur est pas venue de demander pardon à Dieu d'avoir commis cet épouvantable forfait. Pourquoi ? Ces femmes étaient des Kafirs (infidèles). »

Le Rev. J. A. Bain, de la mission de l'Eglise libre d'Ecosse, écrit de la station de Maliouandou, à une cinquantaine de kilom. au nord-ouest du **lac Nyassa**, sur la rivière Kiouira, dans le pays des Ouâ-Koukoué, qui avaient reçu très cordialement les missionnaires : « Le plus sérieux obstacle à notre œuvre, ce sont les Arabes. Le 15 avril, au point du jour, nous fûmes réveillés par des coups de feu tirés à peu de distance de nous. On nous dit que c'était Mérééré qui avait attaqué notre plus proche voi-

sin Mouasyaghi. Deux fortes troupes d'Arabes étaient avec lui. La surprise a été complète : plus de trente femmes avec leurs petits enfants et plusieurs jeunes filles ont été capturées. Les hommes, à peine éveillés, cherchèrent à se défendre et à sauver leurs femmes et leurs enfants, mais ils furent repoussés par le feu meurtrier des fusils des Arabes, et finalement chassés de leurs villages. Les assaillants, après s'être prudemment retranchés derrière une palissade de bambous et de bananiers, s'assirent pour jouir grossièrement de leur succès, se gorgèrent de leur butin, et assouvirent leurs convoitises sauvages en outrageant les femmes et les jeunes filles. Deux enfants qui troublaient leurs jouissances bestiales furent jetés dans les flammes de quelques maisons embrasées. Le lendemain et le surlendemain furent employés à piller, détruire les provisions, brûler les villages dont ils s'était rendus maîtres. Deux pauvres femmes s'échappèrent de nuit; celles-là seules reverront leur foyer, les autres seront vendues comme esclaves. Après avoir incendié tout ce qui pouvait être brûlé, les pillards se retirèrent. Les natifs disent que les Arabes reviendront le mois prochain en plus grand nombre, ne s'étant pas trouvés en force pour attaquer les blancs cette fois-ci. »

Le mouvement anti-esclavagiste qui se produit dans l'Europe occidentale, semble s'étendre jusqu'à la **Turquie**, à en juger par la décision prise par le gouvernement ottoman de prohiber la traite des noirs dans tout l'empire turc. Voici le texte de la loi sanctionnée par iradé impérial :

Art. 1<sup>er</sup>. Il est défendu de faire le commerce des noirs dans l'empire ottoman, d'importer des esclaves noirs dans l'empire ottoman et ses dépendances, de les faire passer par le territoire ottoman et de les exporter à l'étranger.

Art. 2. Cette prohibition ne s'applique pas aux esclaves noirs accompagnant leurs maîtres ou leurs maîtresses en qualité de domestiques, non plus qu'à ceux qui sont employés dans l'équipage des navires marchands. Seulement les maîtres et les maîtresses devront être munis d'un certificat indiquant l'âge de ces esclaves, leur signalement et à quel titre ils les accompagnent. Les registres d'équipage des navires marchands devront également mentionner l'âge, le signalement et la nature des services des esclaves noirs employés à bord.

Art. 3. Les esclaves noirs dont les maîtres, contrairement à l'article 2, n'auraient pas le certificat en question, et ceux qui ne seraient pas inscrits dans le registre d'équipage seront considérés comme libres. Ils

recevront un acte de libération que leur délivreront les tribunaux, ou, à défaut de ceux-ci, les autorités locales. Leurs maîtres seront considérés comme des marchands d'esclaves. Seulement ils pourront être exempts de la peine réglementaire s'ils prouvent qu'ils n'appartiennent pas à cette classe de marchands.

Art. 4. Les noirs affranchis, lors de leur départ pour l'étranger, recevront un passeport indiquant qu'ils sont affranchis, libres et maîtres de leurs personnes sans condition aucune.

Leur âge, signalement et condition seront indiqués dans l'acte officiel qui leur sera délivré ainsi qu'aux noirs accompagnant leurs maîtres en qualité de domestiques, cas prévu dans l'article 2.

Art. 5. Les personnes convaincues de traite de noirs, directement ou indirectement, en opposition avec l'interdiction formulée dans l'article 1<sup>er</sup>, leurs complices et les capitaines de bateaux transportant des esclaves seront, pour la première fois, passibles d'un an de prison. En cas de récidive, la peine sera augmentée d'un an de prison chaque fois. En tout cas, les esclaves qu'ils posséderaient seront saisis sans aucune indemnité et recevront un acte de libération, conformément à l'article 3.

Art. 6. Dans le cas où parmi les esclaves saisis légalement se trouveraient des enfants et des jeunes gens, les personnes en faisant le commerce et celles qui seront convaincues des crimes de mutilation et autres actes interdits par la loi, seront passibles, outre la peine édictée par l'article 5, des peines prescrites par les articles y relatifs du Code pénal.

Art. 7. Les fonctionnaires civils, aussitôt qu'ils apprendront ou connaîtront la perpétration, sur un point de l'empire ottoman, des crimes de mutilation et de vente d'enfants et d'adolescents, arrêteront et emprisonneront les coupables, dans la limite de leurs attributions légales, et les livreront aux tribunaux compétents auxquels ils remettront en même temps les procès-verbaux de l'enquête préliminaire et autres pièces justificatives propres à amener la condamnation des prévenus.

Art. 8. Conformément à la convention conclue avec le gouvernement britannique en date du 11 Rebi-ul-Akhir 1297, les vaisseaux de guerre des deux États qui rencontreront des bateaux transportant des nègres, saisiront avec tout leur contenu ces bateaux, qu'ils soient ottomans ou anglais.

Dans le cas où des bateaux sous pavillon anglais seraient saisis par des vaisseaux ottomans, ces bateaux seront livrés au gouvernement britannique aux fins requises par la loi et pour l'obtention de la récompense promise.

De même, les bateaux sous pavillon ottoman et transportant des nègres qui seraient saisis par des vaisseaux de guerre des deux États seront livrés aux autorités ottomanes qui remettront la récompense en question.

Art. 9. Dans le cas où un bateau contenant des esclaves serait saisi et remis aux autorités ottomanes, il sera perçu par les autorités judiciaires du propriétaire et, à défaut de celui-ci, du capitaine du bateau, une amende de 5 liv. turques par esclave; cette somme sera distribuée, à titre de récompense, aux officiers et à l'équipage du vaisseau qui aura opéré la saisie. Les frais judiciaires seront perçus séparément.

Dans le cas où soit le propriétaire, soit le capitaine du bateau saisi se refuseraient à payer l'amende et les frais judiciaires dont il s'agit, le tribunal vendra aux enchères, sans toucher à la cargaison, une partie du mobilier du navire, suffisante pour l'obtention de l'amende et des frais, et, en cas d'insuffisance, tout le mobilier. Si ce dernier ne suffisait pas encore, le tribunal procédera à la vente du navire.

Sur le produit de la vente du bateau, on prélèvera les frais judiciaires et la récompense. L'excédent, s'il y en a, sera remis au propriétaire. Les arrêts des tribunaux compétents relatifs à la vente du bateau et mobilier sont en dernier ressort.

Art. 10. Dans les procès relatifs à la traite des nègres, les procureurs impériaux rempliront les devoirs qui leur incombent légalement, et le commandant du navire ayant saisi le bateau transportant des esclaves y assistera comme partie civile.

Le 22 Rebi-ul-Akhir 1307 (le 15 décembre 1889).

Espérons que la surveillance de l'autorité ottomane sera assez active pour que cette loi obtienne les meilleurs résultats.

Le 25 novembre a eu lieu à **Cologne**, dans la salle du Gurzenich, sous le patronage de la Société anti-esclavagiste allemande et de la Société coloniale, une assemblée de plus de 3000 personnes, dans laquelle M. le lieutenant Giese, ancien chef de station de la Société coloniale à Mpouapoua, a raconté simplement ce qu'il a vu pendant son séjour dans l'Afrique orientale. Faisant la description d'une razzia, il a dit que celui qui n'a pas vu de ses propres yeux ces horreurs ne peut s'en faire qu'une idée très incomplète; les récits qui peuvent paraître exagérés sont encore bien au-dessous de la réalité. M. Giese a combattu l'opinion défavorable que beaucoup de personnes se font des dispositions et des qualités morales des noirs; lui-même a appris par expérience que leur éducation se

fait facilement en employant la douceur. Sous ce rapport, il a pleinement rendu justice aux travaux des missionnaires.

Le P. Arnheim, de l'ordre des Bénédictins, a présenté un missionnaire échappé au massacre de la station de Pugu, et qui, tombé au pouvoir de Buchiri, a porté les fers des esclaves. L'orateur a insisté pour que tous prennent part à l'œuvre anti-esclavagiste; le député doit faire son possible pour engager son gouvernement à prendre des mesures efficaces pour la suppression de la traite; le capitaliste peut faire partie des syndicats pour la construction des chemins de fer qui porteront la civilisation dans l'intérieur du continent; la collaboration des grands et des petits est également précieuse.

Le Dr Fabri estime que le meilleur remède contre l'esclavage est la civilisation de l'Afrique, au moyen d'entreprises commerciales et de missions. Une centaine de kilomètres de chemins de fer, un vaisseau sur un fleuve ou sur un lac africain feront plus qu'une centaine d'hommes armés. La retraite d'Émin-pacha a été une amère déception pour les anti-esclavagistes. Nous ne pouvons pas nous attendre à d'éclatants succès dans notre campagne, mais nous travaillerons toujours avec constance et concorde pour atteindre notre but.

M. de Hoffmann, ancien ministre d'État, parlant au nom de la Société coloniale de Berlin, rappelle que cette Société a toujours donné son appui au mouvement anti-esclavagiste; en ce moment elle est occupée à établir un programme pour son action privée. La question qui lui paraît capitale est celle-ci : Que faire des esclaves libérés? Pour avoir une réponse à cette question, la Société a adressé une lettre au major Wissmann, le priant de donner son avis.

L'Assemblée a voté les résolutions suivantes :

I. L'Assemblée anti-esclavagiste de Cologne remercie le gouvernement impérial et le Reichstag d'avoir commencé avec succès la lutte contre la traite.

II. L'Assemblée a la confiance que le gouvernement et le Reichstag voudront bien donner leur appui à toute entreprise tendant à la suppression de l'esclavage, *et pousser leur action plus en avant dans l'intérieur de l'Afrique, dans la direction des grands lacs.*

III. L'Assemblée juge désirable, pour un succès complet, que les autres États intéressés soient amenés, au moyen de conventions internationales, à combattre l'esclavage avec une égale ardeur.

IV. L'Assemblée croit à la possibilité de ces conventions, uniquement sur la base de la reconnaissance pleine et mutuelle des droits et intérêts des puissances en Afrique.

Ces résolutions ont été envoyées au Chancelier et au Reichstag.

Il a encore été décidé d'adresser aux membres du Congrès de Bruxelles un télégramme exprimant l'espoir d'une bonne entente pour la suppression de la traite en Afrique et l'ouverture de ce continent à la civilisation européenne.

### LE CONFLIT ANGLO-PORTUGAIS<sup>1</sup>

Les événements qui viennent de se passer dans le bassin inférieur du Zambèze, et le conflit auquel ils ont donné lieu entre l'Angleterre et le Portugal n'ont fait que confirmer les regrets que nous exprimions le mois dernier (p. 9-11), de voir des sociétés privées et surtout des sociétés de missions intervenir dans des négociations diplomatiques entre les gouvernements des deux pays, faire échouer ces négociations, et entraîner le ministère britannique dans une voie où, de lui-même, si nous en croyons ses déclarations antérieures, il ne se serait jamais engagé. Nos lecteurs se rappellent les difficultés créées, il y a quelques années, à la cause des missions par les missionnaires de Blantyre qui s'étaient attribué des fonctions judiciaires, avaient prononcé des sentences contre des indigènes et infligé à ceux-ci la peine du fouet, à laquelle un des coupables avait succombé. Ils avaient ainsi fourni à un membre du Parlement l'occasion d'une interpellation dans la Chambre des communes; après quoi la société écossaise avait dû rappeler les missionnaires incriminés, et interdire à ses agents dans cette région de s'attribuer à l'avenir de pareils pouvoirs. Elle aurait bien fait, à notre avis, de leur enjoindre aussi de se garder comme du feu de s'attribuer aucune fonction politique, par exemple de faire proclamer le protectorat britannique sur telle ou telle région, et leur recommander de se borner exclusivement à l'enseignement et au relèvement des indigènes.

Cette recommandation aurait dû s'étendre aux agents de l'African Lakes Company, fondée, en apparence du moins, pour être l'auxiliaire des sociétés de missions, ce qui rendait celles-ci plus ou moins solidaires des actes de la société mercantile. Société privée, elle avait certainement le droit, en même temps qu'elle aidait aux missionnaires, de développer les relations commerciales de l'Écosse et de l'Angleterre avec

<sup>1</sup> L'actualité du sujet de cet article nous fait un devoir d'ajourner à un prochain numéro la fin des découvertes de la dernière expédition de Stanley.

cette partie de l'Afrique centrale ; mais, en cherchant à se transformer en société politique, elle risquait d'entraîner les missionnaires sur un terrain où ils auraient dû, avec le plus grand soin, s'abstenir de mettre le pied. Que serait devenue l'Afrique, si, à côté de leur travail missionnaire, les agents des trente et quelques sociétés de missions à l'œuvre dans le continent noir avaient voulu exercer une action politique au profit de l'État auquel ils appartiennent ? Si, par exemple, contre toute sagesse, les missionnaires français du Le-Souto, qui y travaillent depuis plus de cinquante ans, s'étaient efforcés de préparer les chefs ba-souto à réclamer le protectorat de la République française sur le territoire du bassin supérieur de l'Orange ? Que deviendrait-elle aujourd'hui, si les agents anglais de la Mission des Universités établis dans la zone du protectorat de l'empire allemand, s'avaient de travailler à amener le ministère britannique à annexer aux possessions anglaises les districts où se trouvent leurs stations ? L'Afrique et les Africains sont déjà assez menacés par les jalousies des puissances politiques qui se disputent leur territoire, sans que les hommes qui se présentent comme les envoyés de Celui dont le règne n'est pas de ce monde, travaillent encore à attiser ces jalousies, pour se faire gloire d'avoir ajouté au territoire de leur patrie des centaines de mille kilomètres carrés.

Il est nécessaire de remonter quelque peu au-delà de la crise actuelle, si l'on veut en saisir la genèse et la juger sainement. C'est ce que nous allons essayer de faire, en nous tenant aux données les plus authentiques, et sans nous départir de l'absolue impartialité avec laquelle nous nous efforçons toujours d'apprécier l'histoire contemporaine. Cela d'ailleurs nous est bien aisé, car la Suisse, à laquelle nous appartenons, est absolument désintéressée dans la question qui, à cette heure, passionne les esprits sur les bords du Tage comme sur ceux de la Tamise.

Avant l'intervention des délégués des sociétés missionnaires et de la Société des Lacs, des négociations avaient été entamées entre les cabinets de Londres et de Lisbonne, mais les détails n'en ont pas encore été publiés. Toutefois, d'après certaines déclarations de lord Salisbury et de sir J. Fergusson faites au Parlement anglais, il n'est pas difficile de dire dans quel esprit elles étaient poursuivies. Et l'on peut en croire les représentants du ministère des affaires étrangères, qui devaient savoir, mieux que les rédacteurs des journaux quotidiens, sur quel terrain s'étaient placées les deux parties en présence.

Lord Salisbury et sir Fergusson savaient très bien que si la British East African Company, dont les limites au sud et au nord sont détermi-

nées par le cours de la Wanga et de la Tana, est fondée à étendre ses opérations jusqu'à Wadelaï; que si l'empire allemand exerce librement son protectorat jusqu'au Tanganyika; le Portugal, de son côté, doit avoir le droit de s'étendre à l'intérieur, non seulement jusqu'à la côte orientale du lac Nyassa, mais au delà de cette côte jusqu'au centre de l'Afrique, à travers toute la zone qui sépare sa colonie de Mozambique de celle d'Angola. Les représentants du gouvernement anglais n'ignoraient pas, en effet, que ce droit avait été reconnu au Portugal par la France et l'Allemagne, dans deux traités, l'un du 12 mai 1886, l'autre du 30 décembre de la même année. Par l'art. 4 du premier traité, « *le gouvernement de la République française a reconnu à Sa Majesté Très Fidèle le droit d'exercer son influence souveraine et civilisatrice dans les territoires qui séparent les possessions portugaises d'Angola et de Mozambique, sous réserve des droits précédemment acquis par d'autres puissances, et s'est engagé pour sa part à s'y abstenir de toute occupation.* » La France avait donc pris l'engagement de ne pas entraver l'établissement de l'influence portugaise, sans discontinuité, de l'embouchure de la Coanza à celle du Zambèze.

Quant aux négociations entre le Portugal et l'Allemagne, elles se poursuivirent du 1<sup>er</sup> décembre 1885 au 30 décembre 1886. Dès le 27 juillet 1886, le gouvernement portugais, invoquant l'art. 4 du traité qu'il venait de signer avec la France, demanda que l'Allemagne se prêtât, comme la République française, à laisser le champ libre à son action souveraine dans les contrées situées entre les colonies d'Angola et de Mozambique, afin de les relier par des possessions non interrompues. Ce vœu fut accueilli; l'Allemagne déclara que les territoires placés sous son protectorat dans l'Afrique orientale, entre l'Océan et le lac Nyassa, avaient pour limite méridionale la Rovouma. « *Il ne s'agit pas tant,* » disait-elle, « *de fixer les frontières d'après l'état de possession actuel, que de s'entendre pour délimiter des sphères d'intérêts réciproques pour l'avenir.* » Le gouvernement allemand offrit de délimiter les possessions respectives par la Rovouma jusqu'à sa source, puis par le parallèle correspondant à ce point prolongé à travers le Nyassa jusqu'aux confins de l'Angola. En conséquence, « *S. M. l'Empereur d'Allemagne,* » par l'art. 3 du traité du 30 décembre 1886, « *a reconnu à Sa Majesté Très Fidèle le droit d'exercer son influence souveraine et civilisatrice dans les territoires qui séparent les possessions portugaises d'Angola et de Mozambique, sans préjudice des droits que peuvent avoir acquis jusqu'à présent d'autres puissances sur ces pays, et s'est obligé, conformément à*

« cette reconnaissance, à ne faire dans ces territoires aucune acquisition de  
« domaine, à n'y pas accepter de protectorat, et enfin, à ne mettre, dans  
« ces régions, aucun obstacle à l'extension de l'influence portugaise. »

Les territoires dont il s'agit sont compris, pour la plus grande partie du moins, dans la zone prolongée du bassin conventionnel du Congo, que vise le chapitre I<sup>er</sup>, art. 1, § 3 de l'Acte général de la Conférence de Berlin, à laquelle les puissances signataires se sont engagées à faire l'application des clauses du dit Acte.

D'après les deux traités susmentionnés, les droits des tiers étaient expressément réservés dans les territoires compris entre les possessions portugaises de Mozambique et d'Angola. Ces tiers étaient essentiellement des sociétés privées anglaises : les sociétés missionnaires de l'Eglise libre et de l'Eglise établie d'Ecosse, et la Compagnie des Lacs africains ; leurs droits étaient uniquement des droits privés, quoique de grands intérêts pécuniaires y fussent engagés. Le gouvernement portugais devait les respecter, et, à ce sujet, il ouvrit avec la Grande-Bretagne, pour arriver à une entente, des négociations auxquelles, à plusieurs reprises, il fut fait allusion, entre autres le 17 mai 1888 à la Chambre des communes, par sir J. Fergusson, et le 20 mai 1888, par M. de Barros Gomès, aux Cortès de Lisbonne. Plus récemment, au mois d'avril de l'année dernière, la question des rapports entre le Portugal et l'Angleterre dans la région du lac Nyassa ayant été soulevée dans la Chambre des communes, lord Salisbury répondit que « *la Société des Lacs africains ne rencontrait d'hostilité que de la part des Arabes, qui craignaient que le succès de cette Compagnie n'interrompît la traite des esclaves. Aucun des obstacles rencontrés par la Société,* » ajoutait le premier ministre, « *ne provient des agents portugais. Le gouvernement anglais favorisera de son mieux les entreprises de ses nationaux, mais le territoire n'appartenant pas à l'Angleterre et n'étant pas non plus placé sous le protectorat anglais, l'action du gouvernement se trouve limitée. Comme la politique des autres puissances, celle du Portugal doit consister pour le moment à empêcher l'introduction d'armes et de munitions dans l'intérieur de l'Afrique.* » Il est vrai que, d'après lord Salisbury, le gouvernement anglais avait prié le Portugal, qui d'accord avec l'Allemagne et l'Angleterre avait interdit cette importation, de faire une exception en faveur des missionnaires et de la Compagnie des Lacs africains (!).

Un peu plus tard, au mois de mai, un membre du Parlement ayant protesté dans la Chambre des communes contre la politique du gouverne-

ment britannique dans la région qui s'étend du lac Nyassa au Zambèze, sir J. Fergusson, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, fit une déclaration de principe qui doit être rappelée aujourd'hui. « *Le gouvernement,* » dit-il, « *maintient la politique qu'il a suivie au Soudan; elle a réussi; c'est une politique non d'agression, mais d'abstention. Le gouvernement n'est pas indifférent aux intérêts anglais sur le Nyassa, mais il ne saurait assumer la responsabilité d'entreprendre une action militaire dans ces régions, car il est incontestable que le Portugal, vu la souveraineté qu'il possède sur les côtes, a le droit de l'exercer dans l'intérieur des terres. L'Angleterre sans doute a fait connaître au Portugal qu'elle ne pourrait voir avec indifférence tout acte de sa part qui mettrait en péril la sécurité des colonies anglaises dans l'intérieur de l'Afrique. Le gouvernement anglais pourrait encore moins autoriser, de la part du Portugal, des démarches qui n'auraient d'autre but que de contrecarrer les entreprises légitimes des nationaux anglais. L'Angleterre maintient son droit de naviguer sur le Zambèze. Cependant, dans les régions que traverse ce fleuve et qui sont soumises à la souveraineté d'une autre puissance, il est évident que celle-ci peut lever sur les marchandises un petit droit d'entrée.* »

Le 18 mai, une dépêche de Londres annonçait qu'une députation des sociétés de missions était allée la veille demander à lord Salisbury l'intervention du gouvernement, afin que les missionnaires du lac Nyassa fussent autorisés à porter des armes, ce que les Portugais leur interdisaient; et lord Salisbury avait répondu qu'il ne pourrait faire que des représentations diplomatiques, mais qu'il ne croyait pas qu'actuellement elles obtinssent le moindre succès.

M. R.-N. Cust était mieux inspiré lorsque, dans une séance de la Société de géographie de Manchester où l'on s'occupait des intérêts britanniques dans la région du Nyassa, il déclarait qu'il préférerait voir les missionnaires quitter le pays plutôt que de le défendre avec des fusils, et qu'il ne demanderait pas au gouvernement de l'annexer aux possessions britanniques, car l'extension du protectorat anglais au bassin inférieur du Niger avait eu pour résultat d'inonder de spiritueux tous ces territoires.

Mais admettons que la demande n'eût pour but que de mettre les stations missionnaires ou commerciales en état de se défendre. Aucun des obstacles rencontrés par les sociétés, avait dit le premier ministre, ne provenait des agents portugais. Les seules attaques auxquelles elles fussent exposées étaient celles des Arabes esclavagistes. De la part de

ceux-ci le danger était imminent. Les sollicitations à lord Salisbury pour maintenir la sécurité des Anglais et des missions dans cette région, en même temps que pour empêcher l'extension du commerce des esclaves, ne manquèrent pas. Le commandant Cameron proposait de conduire une expédition vers le Nyassa. La Compagnie des Lacs africains constituait le Nyassa Defence Fund pour organiser une force armée destinée à refouler les Arabes. Le capitaine Lugard, auquel M. Moir, de la susdite Compagnie, avait remis ses pouvoirs en quittant le Nyassa, écrivait au *Times*, de Karonga, au N.-O. du lac : « *Si nous pouvons tenir bon jusqu'à l'arrivée d'un secours quelconque, nos efforts n'auront pas été inutiles. Si nous n'y réussissons pas, la situation qui sera faite aux expéditions dans l'avenir sera beaucoup plus difficile. Il faut donc entreprendre une action immédiate si l'on veut faire tôt ou tard quelque chose.* » Sans doute lord Salisbury fit un grand éloge des efforts des Anglais ; il ajouta même que tout ce que le gouvernement pourrait faire diplomatiquement serait tenté sur le lac. Dans une réponse précédente faite au Parlement, il avait été dit que le consul anglais avait reçu des instructions pour donner à la Compagnie toute la protection dont il disposait. Néanmoins, le consul, arrivé à Karonga pour résoudre pacifiquement le conflit entre les agents de la Compagnie et les Arabes, déclara formellement à ceux-ci « *que le gouvernement anglais n'avait rien à voir dans ces affaires, et que la petite troupe aux ordres du capitaine Lugard ne recevrait aucun secours du gouvernement.* » Cette déclaration donna confiance aux Arabes, qui augmentèrent leurs retranchements et continuèrent la lutte, dans la certitude où ils étaient que les agents de la Société des Lacs ne seraient pas soutenus par le gouvernement anglais. Enfin, lorsque le sultan de Zanzibar, à la demande du consul général britannique, envoya un délégué pour traiter avec les Arabes, ceux-ci lui répondirent qu'ils avaient reçu du consul anglais l'assurance « *que ces questions ne concernaient en rien l'Angleterre.* »

Tels étaient les principes professés par le ministère britannique jusqu'au mois de mai de l'année dernière : le Portugal possédant des droits de souveraineté sur les côtes, avait le droit, à l'égard des puissances européennes, de les exercer à l'intérieur des terres. Le territoire n'appartenant pas à l'Angleterre et n'étant pas non plus placé sous le protectorat anglais, l'action du gouvernement britannique s'y trouvait tellement limitée qu'il ne pouvait assumer la responsabilité d'y entreprendre une action militaire même en faveur de ses nationaux et des indigènes menacés de destruction par les Arabes esclavagistes. Quant

au Portugal, il remplissait loyalement l'engagement qu'il avait pris envers l'Allemagne et l'Angleterre, en participant au blocus, d'interdire l'importation des armes et des munitions. Il le tenait même envers les agents de la Compagnie des Lacs et envers les missionnaires, qui auraient voulu qu'on ne leur appliquât pas le règlement auquel étaient soumis tous les indigènes de cette région.

Comment ces principes si sages, si conformes au droit international, ont-ils pu être oubliés ou foulés aux pieds ? Comment le gouvernement anglais a-t-il été conduit à méconnaître les droits qu'il reconnaissait naguère au Portugal, usant envers le gouvernement portugais de procédés qui ont provoqué l'indignation de tous les peuples civilisés, et reniant les engagements qu'il avait pris en 1885 à Berlin ?

La cause de ce revirement, la voici.

A la suite des démarches infructueuses faites auprès de lord Salisbury par les délégués de la Société des Lacs africains et des sociétés missionnaires qui ont des stations dans la région du lac Nyassa, il se produisit en Angleterre un mouvement en faveur d'un plan d'extension de l'influence anglaise dans cette partie de l'Afrique, *seul moyen*, dit le *Times*, *d'obtenir du gouvernement l'appui qu'il avait jusqu'alors refusé*. Le but et les moyens sont clairement indiqués dès le début de la campagne entreprise contre les droits reconnus au Portugal.

Ce fut le journal susmentionné qui se fit l'instrument de la propagande en faveur de cette extension. En même temps que se formait la South African Company pour prolonger l'Afrique australe anglaise jusqu'à l'Afrique centrale, en achetant la faveur du roi des Ma-Tébélé par le don de fusils et de cartouches mentionné dans notre dernier numéro, (p. 12 et 13), ce journal lançait l'idée de la création d'une Central British African Company, qui ne serait qu'une extension de la Lakes African Company. A l'en croire, « l'activité de cette dernière s'étendait déjà à l'ouest jusqu'aux lacs Moëro et Bangouéolo, consacré par la mort de Livingstone, et au cours moyen du Zambèze. » La Société des Lacs eût été bien embarrassée de fournir la preuve de son activité dans ces parages, où les derniers explorateurs à nous connus sont le Français Giraud, et les deux Portugais Capello et Ivens, chargés par le gouvernement de Lisbonne d'étudier la zone de territoire entre les colonies d'Angola et de Mozambique. Mais le *Times*, qui menait la campagne en faveur de la susdite société, ne s'arrêtait pas pour si peu. Avec une désinvolture qui n'avait d'égale que l'ambition nationale de ses lecteurs, il annonçait « la transformation de la Société des Lacs en une société con-

« cessionnée plus vaste, qui prendrait l'administration de tous les pays au nord et au sud du Zambèze où, » disait-il, « prédominait l'influence anglaise. » Les lecteurs anglais ne demandaient pas mieux que de le croire sur parole, sans réclamer de preuve de cette prédominance dans le territoire qu'il adjugeait de sa propre autorité à la nouvelle Compagnie. « Son territoire, » écrivait-il, « s'étendrait de l'extrémité sud du Tanga-nyika à la côte occidentale du Nyassa, aux limites méridionales de l'État indépendant du Congo entre les frontières orientales et occidentales des possessions portugaises et jusqu'aux limites du protectorat britannique sur le Be-Chuanaland. » C'était, au nord du Zambèze, le territoire sur lequel la France et l'Allemagne avaient reconnu au Portugal le droit d'étendre son influence entre ses colonies d'Angola et de Mozambique, droit admis par lord Salisbury et sir J. Fergusson quelques semaines auparavant. « C'est un des pays les plus riches de l'Afrique centrale », continuait le *Times*; « s'il était placé sous l'influence anglaise, une communication se trouverait ouverte du Cap jusqu'au Nil. Les chefs indigènes sont partout favorables à ce plan et ont pour la plupart conclu des traités avec la Société des Lacs et avec d'autres associations disposées à prendre part à cette vaste entreprise. » Ces nombreux traités ont-ils été soumis à l'examen des négociateurs anglais et portugais qui avaient travaillé à amener une entente entre les deux pays, avant l'intervention des sociétés missionnaires ? « Le concours amical de la East British African Company est assuré, ajoutait encore le *Times*; des financiers d'Angleterre et du Cap appuient ce projet, et l'élément philanthropique ne manque pas dans le Conseil d'administration (!) Ce plan a été soumis au Bureau des Colonies et au Foreign Office, qui l'ont accueilli favorablement. On ne doute pas que le gouvernement n'accorde à l'entreprise, par une charte royale, les mêmes faveurs qu'il a accordées à la East British African Company. Ce n'est qu'ainsi que les missions et les entreprises commerciales du lac Nyassa pourront obtenir l'appui du gouvernement qui, jusqu'ici, n'a pu leur être accordé. La Société travaillerait à faire déclarer sphère d'influence anglaise tout le pays à l'ouest du 35° long. est, jusqu'aux lacs Tanganyika, Moëro, et Bangouéolo, que les Allemands et les Portugais considèrent comme situés dans la sphère d'influence allemande et portugaise. »

<sup>1</sup> La convoitise de ce pays ne date pas d'hier en Angleterre. En effet, il y a déjà 25 ans, Livingstone suggérait au gouvernement britannique l'idée d'annexer purement et simplement la province de Mozambique. Notre admiration pour l'explorateur ne nous éblouit pas au point de nous faire approuver ce conseil.

Peut-être le *Times* escomptait-il, au profit de la Compagnie des Lacs, l'activité qu'allait déployer dans la région du Nyassa l'ancien explorateur Johnston, qui avait été employé aux négociations entre les deux cabinets de Londres et de Lisbonne. Une fois lord Salisbury empêché, par les délégués des sociétés missionnaires et de la Compagnie des Lacs, de signer la convention préparée, le gouvernement britannique envoya, en toute hâte, M. Johnston à Mozambique, comme consul, mais avec la mission de préparer les indigènes des territoires à l'ouest du Nyassa à se ranger sous le protectorat de l'Angleterre, qui livrerait ensuite leur pays à l'exploitation de la Central African Company, à laquelle pourrait être accordée une charte royale.

On ne pourra pas reprocher à l'agent britannique de n'avoir pas déployé un zèle extraordinaire dans l'accomplissement de son mandat : le 21 juillet, il demandait au gouverneur de Mozambique un passeport et une lettre de recommandation pour les officiers portugais qu'il pourrait rencontrer à l'intérieur. — Il supposait donc qu'il y en avait à l'intérieur. — Le lendemain, il remercie le gouverneur qui lui a fourni passeport et lettre de recommandation, et le même jour encore il lui écrit de nouveau pour lui demander s'il n'a point de lettres à envoyer aux officiers portugais sur le Chiré et dans le district du Nyassa méridional, offrant au gouverneur de les leur porter, et déclarant en même temps que lord Salisbury a été informé de l'aide que lui a fourni le gouverneur et de la bonté qu'il lui a témoignée. Le 24, M. Johnston part pour l'intérieur, et, à mesure qu'il avance, il cherche à étendre l'influence anglaise dans toute la région du Chiré et du Nyassa avec l'espoir de la développer jusqu'au Tanganyika. Le 21 septembre, nous apprend le *Times* du 21 janvier, il proclamait à Mandala le protectorat anglais sur le Ma-Kolololand, le Jas et le Ma-Chinga, dans les limites suivantes : le confluent du Ruu dans le Chiré, le cours du Ruu jusqu'à sa source dans les monts Milanji ; de là, par ces montagnes à l'extrémité du lac Chiroua, la rive orientale de ce lac, les versants septentrionaux des montagnes de Zomba et de Malosa, pour gagner, par une ligne située à 80 kilomètres de la rive gauche du haut Chiré, le confluent de la rivière Lisungwié. En un mot, tout le bassin du Chiré depuis sa sortie du lac jusqu'au confluent du Ruu, une partie du pays que s'attribuaient les sociétés missionnaires et la Société des Lacs. Celle-ci était tellement pénétrée de son droit de souveraineté sur ce pays que son secrétaire écrivait au *Glasgow Herald*, à l'occasion des travaux des ingénieurs portugais envoyés pour préparer la construction du chemin de fer :

« De quel droit ces ingénieurs pouvaient-ils faire le lever du terrain pour un chemin de fer dans ce pays ? » Le même secrétaire reconnaît cependant qu'après l'établissement des Écossais à Mandala et la construction de la route le long des cataractes de Murchison, il y eut, pendant quelques années, des actes de piraterie commis sur le Chiré inférieur, qu'ils ne furent réprimés que grâce à l'intervention du gouverneur de la province portugaise et qu'un fort portugais fut construit à 130 kilomètres en amont dans la vallée du Chiré. En 1879, le consul britannique à Mozambique, M. O'Neill, crut devoir demander au gouverneur de la province si, dans le cas d'un différend avec les indigènes, il interviendrait en faveur des missionnaires de Blantyre, ou si ceux-ci devraient arranger seuls l'affaire avec les natifs; le gouverneur répondit qu'il interviendrait, le district de Blantyre étant sous la protection de la couronne de Portugal.

Après avoir proclamé le protectorat britannique sur le bassin du Chiré, l'agent anglais vole vers le nord du lac Nyassa, où, le 15 octobre, l'explorateur Trivier le rencontre à Karonga, se disposant à pousser une pointe jusqu'au Tanganyika, en traversant l'Ou-Choumgou, le Mamboué et l'Ou-Roungou. Il ne paraît pas qu'il aspirât à atteindre le Moëro et le Bangouéolo, et nous ne pensons pas qu'il y soit allé, ni même qu'il ait poussé jusqu'au Tanganyika, car, au commencement de novembre, on le retrouve chez les Ma-Kololo, au sud du lac Nyassa. S'il fallait que l'agent britannique déployât tant de zèle pour étendre l'influence anglaise, c'est sans doute que celle-ci n'existait pas, et qu'en particulier l'Angleterre aurait été bien embarrassée de produire les traités dont parle le *Times*.

N'ayant pu faire sortir le gouvernement britannique du terrain du droit international, sur lequel il se tenait encore lors des déclarations de lord Salisbury et de sir J. Fergusson, les financiers anglais avaient réussi à le faire descendre sur celui de leurs intérêts pécuniaires, colorés, bien entendu, d'intentions philanthropiques, et pour la plus grande gloire de l'empire britannique, auquel ils apporteraient une extension de quelques centaines de mille kilomètres carrés. Nous avouons ignorer absolument les preuves de droit sur lesquels ils fondaient leur demande de charte royale. Ce que nous savons cependant, c'est que cette charte royale ne leur a pas encore été accordée, ce qui nous ferait croire que le gouvernement anglais n'a pas été persuadé de la prédominance de l'influence britannique dans la région des lacs Moëro et Bangouéolo, ni de la nullité de l'influence portugaise dans le bassin septentrional du Zambèze moyen.

Quoi qu'il en soit, la *Deutsche Kolonial Zeitung* ne tarda pas à attirer sur le projet lancé par le *Times* l'attention du Département des affaires étrangères de l'empire allemand, et, à Lisbonne, les chefs de tous les partis représentés dans la Chambre des pairs signèrent une déclaration ainsi conçue : « *La Chambre, affirmant une fois de plus les droits du Portugal dans l'Afrique orientale et centrale, droits basés sur la découverte, la conquête, l'occupation effective ou l'exploitation commerciale permanente, espère que le gouvernement maintiendra avec fermeté ces droits, qui, dernièrement encore ont été solennellement reconnus et constatés par les conventions passées avec la France et l'Allemagne, et qu'il s'efforcera de faire respecter les légitimes intérêts de la nation portugaise.* » A l'unanimité, les deux Chambres adoptèrent cette motion.

Nous avons vu que, jusqu'au moment où avait été lancé le projet de la création de la Central British African Company, le gouvernement britannique, par la voix autorisée de lord Salisbury et de sir J. Fergusson, avait reconnu ces droits. L'organe des financiers anglais avait clairement donné à entendre que ce n'était que par un subterfuge que les missions et les entreprises commerciales du lac Nyassa pourraient obtenir du gouvernement l'appui que jusqu'ici celui-ci n'avait pu leur accorder. Mais si, jusqu'alors, le gouvernement anglais avait dû leur refuser cet appui, parce que le territoire dans lequel s'exerçait l'activité de ces entreprises « *n'appartenait pas à l'Angleterre, qu'il n'était pas non plus sous son protectorat, qu'il faisait partie de cet intérieur dans lequel l'influence du Portugal, possesseur de la côte, avait le droit de s'exercer,* » nous ne voyons pas par quelle subtilité ce qui était le droit du Portugal a pu être annulé au profit de la Compagnie en formation, non encore pourvue à l'heure qu'il est, d'une charte royale.

Il est certain pour nous que l'éclosion du projet susmentionné a été l'origine du revirement de l'attitude du gouvernement anglais dans ses rapports avec le Portugal. Si cette volte-face a eu une autre cause, celle-ci nous est inconnue; peut-être la publication des documents relatifs aux négociations entamées entre les deux cabinets de Londres et de Lisbonne, avant l'intervention des délégués des sociétés missionnaires et de la Société des Lacs, nous fournira-t-elle de nouvelles lumières sur ce point; mais le mystère dont on les entoure n'est pas de bon augure à cet égard.

Nous n'avons pas à rappeler à nos lecteurs tous les détails des derniers événements : les agents des sociétés missionnaires et de la Société des Lacs accentuant leurs prétentions; les représentants de l'autorité

britannique, étourdis par les mille voix de la presse quotidienne, devenus sourds aux réclamations du droit et de la justice, refusant l'humble demande de M. de Barros Gomès, signataire de la convention entre le Portugal et l'Allemagne, de soumettre le dissentiment actuel aux puissances signataires de l'Acte général de la Conférence de Berlin, dictant au ministre portugais les ordres à donner aux autorités de la colonie de Mozambique, arrachant l'autorité des mains du défenseur des droits du Portugal au risque de plonger un pays, ami jusque-là, dans les horreurs de l'anarchie, et menaçant de s'emparer par la force du territoire de la baie de Delagoa longtemps convoité par l'ambition britannique.

Nous déplorons le sang versé au Zambèze. Il est douloureux de penser que la provocation des Ma-Kololo, encouragés par les missionnaires écossais, et leur attaque de l'expédition du chemin de fer portugais sans aucune déclaration de guerre, ont amené une répression sanglante de la part du major Serpa Pinto. Mais ces faits extrêmement regrettables ne sont point la cause du conflit actuel, puisqu'ils sont postérieurs de plusieurs mois à la cessation des négociations entre les deux cabinets de Londres et de Lisbonne, si malheureusement traversées par la déplorable intervention des sociétés missionnaires et de la Société des Lacs africains.

Quant aux événements dont Lisbonne a été le théâtre depuis le moment où l'ultimatum de lord Salisbury a été remis à M. de Barros Gomès, la violence de ce procédé explique, sans les excuser toutefois, l'irritation du peuple portugais, les emportements auxquels il s'est laissé entraîner et les mesures qu'il croit devoir prendre pour maintenir ses droits menacés.

Mais, en attendant qu'il soit répondu à la demande du gouvernement, que le dissentiment sérieux entre le Portugal et l'Angleterre soit soumis à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies, conformément à l'art. 12 de l'Acte général de la Conférence de Berlin, cette demande nous paraît absolument correcte.

Pour peu que les puissances signataires de l'Acte général de cette Conférence tiennent à faire honneur à leur signature, elles ne manqueront pas d'accueillir la demande du Portugal. L'article 12 n'est pas susceptible d'une interprétation équivoque. Il porte en termes formels :  
« Dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance au  
« sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> et  
« placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever  
« entre les Puissances signataires du présent Acte ou des Puissances qui

« y adhèreraient par la suite, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies. Pour le même cas, les mêmes Puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage. »

En présence de ce texte, nous ne comprenons pas que sir J. Fergusson ait pu contester au Portugal, comme il l'a fait le 24 janvier, à Kilmarnock, le droit de réclamer la médiation ou l'arbitrage prévu par cet article. Nous ne connaissons le discours de sir J. Fergusson que d'après le résumé qu'en donne le *Daily News*, dans son numéro du 25 courant. Ce résumé, le voici : « L'appel du Portugal à l'arbitrage, conformément au traité de Berlin, » dit sir J. Fergusson, « n'était pas fondé, parce que le territoire au sud du Zambèze est en dehors des limites indiquées par ce traité. Quant aux plateaux du Chiré, la demande du Portugal était encore inadmissible, parce que, dans les articles insérés dans le traité de Berlin, l'arbitrage n'est prescrit que pour les territoires où le principe de la liberté commerciale est appliqué, et qu'il est notoire que ce n'est pas le cas pour la province de Mozambique, dans laquelle les Portugais prétendent faire entrer les plateaux du Chiré. Mais, alors même que l'arbitrage eût été admissible, le Portugal a été le premier à le méconnaître en se faisant justice lui-même. » En outre, sir J. Fergusson n'admet pas que l'Angleterre eût pu consentir à l'arbitrage, quand l'agresseur lui tenait le pistolet sur la gorge. « En tout cas, » dit-il, « les Anglais peuvent se féliciter d'avoir affirmé leurs droits. L'action du gouvernement a été conforme à la marche suivie par le cabinet de S. M. qui sait ce qu'il veut, et qui ne fait ni ne demande rien sans y avoir bien pensé, et sans être décidé à appuyer ses réclamations par la force. »

Nous avouons ne pas comprendre comment sir J. Fergusson peut mettre d'accord ses affirmations de Kilmarnock avec le texte de l'Acte de la Conférence de Berlin et avec sa déclaration de principe à la Chambre des communes, que nous avons rappelée (p. 57).

Il est vrai que les territoires au sud du Zambèze sont en dehors des limites indiquées par le traité de Berlin, mais les hauts plateaux du Chiré et toute la région du Nyassa convoitée par la future Central British African Company, en faveur de laquelle a été provoqué le conflit, sont expressément compris dans ces limites. L'art. 1<sup>er</sup>, § 3, de l'Acte général de la Conférence de Berlin porte textuellement :

« .....dans la zone se prolongeant à l'est du bassin du Congo, tel qu'il est délimité ci-dessus, jusqu'à l'Océan Indien, depuis le cinquième degré de latitude nord jusqu'à l'embouchure du Zambèze au sud; de ce point, la

« ligne de démarcation suivra le Zambèze, jusqu'à cinq milles en amont  
« du confluent du Chiré, et continuera par la ligne de faite séparant les  
« eaux qui coulent vers le lac Nyassa des eaux tributaires du Zambèze,  
« pour rejoindre enfin la ligne de partage des eaux du Zambèze et du  
« Congo. »

« Mais, » dit sir J. Fergusson, « la demande du Portugal est inadmissible, parce que le principe de la liberté commerciale n'est pas appliqué dans la province de Mozambique, dans laquelle les Portugais prétendent faire entrer les plateaux du Chiré. » Le sous-secrétaire d'État anglais ignore-t-il que les Portugais ne font pas autre chose au Zambèze que ce que font les Allemands dans les pays de leur protectorat, à l'ouest de Zanzibar, et les Anglais dans la zone d'influence britannique entre la Wanga et la Tana, territoires expressément compris dans les limites auxquelles s'applique l'art. 12 susmentionné ? L'Angleterre et l'Allemagne n'ont-elles pas, tout récemment, recouru à l'arbitrage du baron de Lambermont au sujet du dissentiment qui s'était élevé entre les deux puissances relativement à l'île de Lamou ? Lorsque, au mois de mai 1889, sir J. Fergusson déclarait *incontestable* le droit du Portugal, possesseur de la souveraineté sur les côtes, d'exercer cette souveraineté à l'intérieur, et de lever sur les marchandises un petit droit d'entrée dans les eaux du Zambèze, il n'estimait pas qu'il y eût là infraction aux principes inscrits dans l'Acte de la Conférence de Berlin.

Nous avons dit plus haut que la cause du conflit n'est pas la répression sanglante par le major Serpa Pinto de l'attaque des Ma-Kololo, mais le refus, bien antérieur, de lord Salisbury de signer la convention préparée par les deux gouvernements de Londres et de Lisbonne. En contradiction avec ses propres déclarations, le ministère anglais avait cédé à la pression de Sociétés privées décidées à se servir de lui pour enlever au Portugal un pays qui lui était reconnu par des traités.

Il est fort possible que les expériences faites par l'Angleterre dans les questions de la baie de Delagoa et de l'Alabama lui inspirent une certaine appréhension, à l'idée de voir son dissentiment actuel avec le Portugal soumis à un arbitrage. D'autant que, en thèse générale, ainsi que le dit sir Henry Sumner Maine, grand maître du collège de Trinity Hall, dans un cours professé à Cambridge <sup>1</sup>, « de l'aveu des diplomates

<sup>1</sup> Le Droit international. La Guerre, par sir Henry Sumner Maine. Paris (Ernest Thorin), 1890, in-8, 312 p.

ou des politiques chargés de ses affaires étrangères, l'Angleterre n'est pas une plaideuse sympathique aux arbitres. » Toutefois, nous voulons admettre que, circonvenu par les financiers anglais intéressés dans les établissements britanniques du lac Nyassa et par les agents des grandes sociétés — la East British African Company et la South African Company, — le gouvernement britannique ait fini par croire de bonne foi que l'Angleterre a le droit de considérer comme sphère d'influence anglaise la zone de territoire dans laquelle la France et l'Allemagne ont reconnu au Portugal le droit d'exercer son influence. Mais alors il nous paraît qu'il ne doit pas craindre de voir le droit qu'il s'attribue constaté par des arbitres, notifié aux autres puissances et inscrit dans le droit international. Son refus de remplir les engagements que lui imposent l'art. 12 susmentionné donnerait au Portugal le droit de supposer que les Anglais sont moins convaincus qu'ils ne le prétendent de la justice de leur cause <sup>1</sup>.

Le Portugal, d'ailleurs, n'est pas seul intéressé à ce que ce dissentiment soit soumis à un arbitrage. Le territoire que paraît vouloir s'attribuer la Central British African Company embrasse une partie de celui que la convention entre l'Allemagne et l'Angleterre du 1<sup>er</sup> novembre 1886 a reconnu appartenir à la sphère d'influence allemande. Ce territoire est celui qui s'étend à l'ouest du lac Nyassa, au nord de la ligne tirée des sources de la Rovouma jusqu'au Bangouéolo. Il comprend toute la partie septentrionale du lac Nyassa, où se trouve, entre autres, la station de Karonga. Or, l'Allemagne n'est pas le Portugal, et, en présence de revendications vraisemblables du gouvernement impérial allemand, il n'est pas probable que le cabinet britannique, même pour défendre les intérêts pécuniaires de la Compagnie des Lacs agrandie, le prît sur le ton dont il a cru pouvoir parler au Portugal.

Nous nous rappelons que lorsque, en opposition à l'établissement du protectorat allemand dans les territoires à l'ouest de Zanzibar, l'agent diplomatique anglais crut pouvoir insister sur l'extension prise dans ces parages par le négoce britannique, et sur la haute influence acquise au-

<sup>1</sup> L'opinion de sir J. Fergusson sur la demande du Portugal relative à un arbitrage n'est pas partagée par tous les Anglais. La Société de la Paix et la Ligue internationale d'arbitrage en particulier ont présenté à lord Salisbury des pétitions demandant que le dissentiment actuel entre l'Angleterre et le Portugal soit soumis à des arbitres.

près du sultan Saïd Bargasch par sir John Kirk, consul général anglais, le prince de Bismarck notifia à Londres, le 6 mars 1885, la charte du 27 février, qui plaçait sous le protectorat allemand les quatre provinces acquises à l'ouest de Zanzibar. En même temps, il écrivait : « *Les territoires dont il s'agit sont compris dans la zone prolongée du bassin conventionnel du Congo que vise le chapitre I<sup>er</sup>, article 1<sup>er</sup>, § 3 de l'Acte général de la Conférence de Berlin et à laquelle les puissances signataires se sont engagées à faire l'application des clauses du dit acte. Le gouvernement de Sa Majesté impériale, en assumant par conséquent l'obligation de garantir l'exécution des dispositions de l'Acte général dans les possessions allemandes sises dans la zone susdite, réclame également en leur faveur les avantages assurés aux territoires compris dans les limites du bassin conventionnel du Congo, par le chapitre III de l'Acte général, relatif à la neutralité.* »

En présence d'une initiative aussi décidée, la Grande-Bretagne, ayant à opter entre un conflit ou une transaction, choisit cette dernière voie, et, le 31 mars, sir J. Kirk reçut l'ordre de marcher d'accord avec son collègue allemand en toutes matières. L'Angleterre acceptait la prise de possession par l'Empire allemand, sous la réserve des intérêts anglais. Le 25 mai, le comte Granville, chef du Foreign Office, écrivait à l'ambassadeur anglais à Berlin : « *La supposition que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention de contrarier les projets allemands de colonisation dans le voisinage de Zanzibar est absolument exacte. Au contraire le gouvernement de Sa Majesté envisage ces projets avec faveur..... En vous exprimant en ce sens avec le Chancelier, je prie Votre Excellence de l'informer qu'on a conçu dans ce pays un projet qui, s'il se réalise, associera indirectement aux efforts de l'entreprise allemande ceux d'une entreprise anglaise. Veuillez lui dire que quelques capitalistes considérables ont formé le dessein de créer un établissement britannique dans la région située entre la côte et les lacs qui sont les sources du Nil blanc, et de la rattacher au littoral par un chemin de fer. Afin d'obtenir des garanties convenables pour leurs avances, ils se proposent de réclamer du sultan des concessions d'une nature étendue. Le gouvernement de Sa Majesté a pris ce projet en considération ; mais il ne l'appuiera que s'il a la pleine assurance que ce plan ne pourrait donner ouverture à un conflit avec les intérêts du territoire placé sous le protectorat allemand. Son désir est d'éviter tout conflit d'intérêts comme celui qui se serait produit dans le golfe de Guinée s'il n'y avait été obvié.* »

Tel était l'esprit et le langage qui entretenaient les bons rapports entre les gouvernements de Londres et de Berlin. Pourquoi faut-il que le cabinet britannique en ait complètement changé à l'égard du Portugal ? Signataire de l'Acte général de la Conférence de Berlin, celui-ci a droit, de la part de l'Angleterre, au même respect des engagements internationaux que les plus grands États.

Ces derniers n'ont pas eu, depuis 1885, à se louer beaucoup du voisinage de l'Angleterre, et, au langage que tient le *Times*, on peut prévoir les difficultés que la Grande-Bretagne, si les circonstances la servaient, créerait à la France dans l'Afrique occidentale, à l'Allemagne à la côte orientale. La France et l'Allemagne ont sans doute à regretter d'avoir consenti, lors de la Conférence de Berlin, à laisser à la seule Angleterre la surveillance de l'application des principes de libre navigation et de libre établissement dans le bassin du Niger et du Bénoué, à l'exclusion d'une Commission internationale analogue à celle du Danube. Les sociétés françaises établies depuis des années au Niger et les factoreries allemandes créées jusque sur le Bénoué, ont dû céder la place à la riche et puissante Royal Niger Company. Nous ne parlons pas de la mort de l'explorateur Flegel, amenée par les ennuis que lui créa la susdite Compagnie. Ce ne sont certes pas non plus des rapports de bonne amitié qui règnent entre les Anglais et les Allemands dans la région de Vitou, où ils se trouvent en contact.

A l'égard du Portugal, le *Times* donne déjà à entendre que les colonies britanniques — c'est le mot du langage ordinaire des Anglais en parlant des territoires livrés à l'exploitation des grandes Compagnies — « *que les colonies britanniques à l'intérieur de l'Afrique, se déve-* »  
« *loppant selon l'expansion naturelle à la race anglo-saxonne, ne sup-* »  
« *porteront pas longtemps d'être gênées par les Portugais vers le littoral* »  
« *et à l'embouchure des fleuves.* » Le *Times* s'efforce de justifier les procédés violents du gouvernement britannique en déniaut aux Portugais toute aptitude civilisatrice. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Les accusations du *Times* ne font qu'accentuer toujours mieux le but de la campagne entreprise par lui d'évincer le Portugal du territoire convoité par la Compagnie des Lacs, pour faciliter à celle-ci la prise de possession de toute la colonie portugaise. Quelque riches que soient les financiers anglais et quelque puissante que soit l'influence de l'organe qu'ils ont choisi pour arriver à dépouiller le Portugal, nous aimons à croire que celui-ci trouvera, dans les puissances signataires de l'Acte général de la Conférence de Berlin, des juges chez lesquels l'avidité

et l'ambition nationales ne paralyseront pas le sens du droit et de la justice. Si la Central British African Company en formation, pour les intérêts de laquelle le gouvernement anglais a déserté le terrain du droit international, devait finir par se substituer au Portugal dans le territoire qu'elle convoite, la devise : *la force prime le droit*, à inscrire sur son drapeau, devrait être complétée par celle-ci : *la fin sanctifie les moyens!*

Nous voudrions espérer que l'étude à laquelle nous nous sommes livré pour répandre un peu de lumière sur le sujet en litige fera comprendre la nécessité de soumettre ce dernier à un arbitrage. Le Portugal l'a demandé dès le premier jour, et l'Angleterre ne voudra pas se montrer insensible à la réprobation générale que soulève son refus.

#### BIBLIOGRAPHIE<sup>1</sup>

*Colonel Frey. CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE. Vues, scènes, croquis.* Paris (C. Marpon et E. Flammarion), gr. in-8°, illustrations; en livraisons; prix de chacune : 10 cent. — Il s'agit ici d'un ouvrage de pure vulgarisation, comme en publie par livraisons, depuis plusieurs années, la librairie Marpon et Flammarion. Ce livre n'apprendra rien aux géographes; nous doutons même que le grand public en retire des connaissances quelque peu solides sur l'histoire et la géographie de la région côtière occidentale de l'Afrique. Il y trouvera beaucoup de scènes de mœurs, de considérations sur les coutumes, la religion, la langue des populations guinéennes, mais ces données, qui intéressent un instant, s'oublient vite si elles ne s'appuient pas sur une base géographique fournie par de bonnes cartes et une description exacte des pays. Ainsi, les livraisons que nous avons sous les yeux traitent au début, en quelques lignes, de la côte du Sahara (du Maroc à Saint-Louis), tandis que les 40 pages qui suivent sont consacrées à la description d'un bal de Signares (métis) à Saint-Louis, d'un intérieur de Signare, de la chasse et de la danse en Sénégambie, tout cela illustré de dessins qui laissent beaucoup à désirer. Nous ne croyons pas que cet ouvrage ajoute beau-

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

coup à la réputation que le colonel Frey s'était acquise par ses travaux antérieurs et, en particulier, par son livre sur la campagne de 1885 et 1886 au Sénégal.

ANNUARIO DELL' ISTITUTO CARTOGRAFICO ITALIANO. Annoters e quarto. Roma. Istituto cartografico italiano, 1889, in-8°, 138 p. et 2 cartes, fr. 3. — L'Institut cartographique italien dont le siège est à Rome, est bien connu par ses belles publications, en particulier par les cartes du Bulletin de la Société italienne de géographie. Son directeur, M. Fritsche, ne néglige rien pour le maintenir à la hauteur des établissements du même genre de l'Allemagne et des autres pays. L'annuaire de l'Institut pour 1889 ne renfermant pas d'articles spéciaux sur l'Afrique, nous nous contenterons de dire qu'il offre des mémoires originaux signés Fiorini, Porena, Millewich, Govi, Penneri, Riccheri et Fritsche sur des sujets de cartographie, de géodésie, d'histoire de la cartographie, etc. M. Fritsche, en particulier, raconte, dans une brève notice, l'histoire de l'Institut de Perthes à Gotha. Une liste des cartes publiées par l'Institut termine l'ouvrage.

Gustav Meinecke. DEUTSCHER KOLONIAL-KALENDER FÜR DAS JAHR 1890. Zweiter Jahrgang. Berlin (Verlag für Sprach- und Handelswissenschaft, Dr Langenscheidt), 1889, in-32°, 208 p. — Voilà certes un calendrier original que vont se procurer non seulement les fonctionnaires, les négociants et les colons des possessions allemandes de l'Afrique et de l'Océanie, mais aussi les membres de la Société coloniale allemande et tous ceux qui, de près ou de loin, s'occupent du mouvement colonial allemand. Cette publication est réellement intéressante à consulter. C'est en même temps un calendrier dans lequel, après chaque date, une place est réservée pour les notes à prendre chaque jour, et un vade-mecum de toutes les choses intéressantes se rapportant aux colonies allemandes. Les 80 premières pages seulement sont consacrées au calendrier proprement dit et au carnet de notes, le reste renferme une série d'indications utiles et d'articles : tableaux des fonctionnaires coloniaux, des sociétés coloniales allemandes de commerce ou de propagande, de différentes colonies des puissances européennes, liste d'ouvrages se rapportant aux colonies allemandes avec appréciation de leur contenu et de leur valeur, etc. Il y a même à signaler les paroles de plusieurs chants de banquet (Kommers-Lieder) touchant le mouvement colonial. On voit que rien n'y manque et que cette publication répond bien à son titre.

M<sup>me</sup> R. Saillens. AU PAYS DES TÉNÉBRES, HISTOIRE DE LA PREMIÈRE MISSION CHRÉTIENNE AU CONGO. Paris, (Fischbacher), 1889, gr. in-8°, 116 p., ill., fr. 2,50. — Le bassin inférieur et moyen du Congo est depuis une douzaine d'années le théâtre de l'activité des missionnaires tant protestants que catholiques. Les premiers évangélistes y furent envoyés, en 1878, par la *Livingstone Inland Mission*. Ils eurent bien des difficultés à vaincre; la mort fit de tels ravages parmi le personnel missionnaire que les principaux directeurs du Comité d'administration, M. et M<sup>me</sup> Grattan-Guinness, ont désespéré un moment de pouvoir surmonter les obstacles accumulés devant eux. Mais après de rudes semailles, la moisson est venue; l'œuvre a grandi à tel point que lorsqu'en 1884, M. et M<sup>me</sup> Guinness se décidèrent à en passer la direction aux mains d'une grande société américaine, l'*Union Missionnaire Baptiste*, elle comptait sur les bords du Congo 26 évangélistes, hommes et femmes, répartis entre sept stations : Moukimbika, à l'embouchure du fleuve, Palaballa, Banza-Mantéka, Moukimboungou, Loukougou, Léopoldville, Équateurville. La résolution des directeurs de l'œuvre n'était en aucune manière l'indice du découragement; mais pressentant le développement que la mission devait prendre, ils préféraient la remettre à une grande société missionnaire.

L'ouvrage de M<sup>me</sup> Saillens nous fait assister à la création des établissements missionnaires au Congo et au travail considérable que durent accomplir les évangélistes dans ce pays neuf, inconnu il y a quelques années. Le récit des souffrances que durent supporter ces pionniers du christianisme et de la civilisation, les deuils successifs qu'éprouva la mission déchirent le cœur; l'on se demande quelles devaient être la forte éducation et l'énergie de ces jeunes gens qui, pleins de santé, couraient à la mort joyeux et la tête haute. La plume de l'auteur excelle à mettre en lumière ces beaux caractères de missionnaires, à décrire leurs espérances en même temps que leurs infortunes. Le récit renferme bien des pages émouvantes qui montrent ce dont l'homme est capable lorsqu'il met son intelligence et son activité au service d'une grande idée.

L'ouvrage débute par quelques considérations générales sur le continent africain et l'esclavage, et par une courte description de la région du Congo.

---

**BULLETIN MENSUEL (3 mars 1890<sup>1</sup>).**

Le gouverneur général de l'**Algérie** a adressé aux préfets des trois départements et aux généraux commandant les trois divisions de la colonie, une circulaire relative au ramassage des œufs de criquets. Il demande qu'on lui fasse connaître, tous les quinze jours, à partir du 1<sup>er</sup> février, aussi approximativement que possible, le nombre des travailleurs occupés au ramassage des œufs dans chaque douar, ainsi que les quantités de coques ovigères recueillies par eux. L'année dernière, grâce à l'énergie déployée par tous, le fléau a pu être contenu; ce premier succès deviendra définitif si les différentes opérations de destruction sont exécutées pendant la présente campagne dans les conditions que l'expérience a démontré être les meilleures. Le ramassage des œufs a donné jusqu'ici de bons résultats; il est donc de nature à aider puissamment à atteindre le but poursuivi. Exécuté avec tout le soin possible dans les différents territoires contaminés, ce travail amènera la disparition d'un grand nombre de coques ovigères, de telle sorte qu'il suffira d'un dernier effort au printemps prochain, avec tous les moyens d'action dont l'administration dispose maintenant, pour arriver probablement à délivrer le pays d'un fléau contre lequel il se débat depuis cinq années.

La Société protestante française de colonisation a décidé de planter en Algérie une vingtaine de nouvelles familles du val Freissinières auxquelles la pauvreté du sol des Alpes ne permet plus d'y vivre. A cet effet, elle a demandé et obtenu 20 concessions de terrain au village de **Guiard**, qui va se fonder dans le voisinage des Trois-Marabouts, où sont établis les premiers émigrants des Alpes françaises. Les maçons seront mis à l'œuvre en avril prochain pour bâtir les maisons du village, et les émigrants partiront de Freissinières en septembre pour aller défricher leurs terres nouvelles. Puissent ces nouveaux colons prospérer comme ceux qui, il y a quelques années, se sont établis aux Trois-Marabouts; celui d'entre eux qui a fait l'année dernière la plus faible récolte de vin, en a vendu pour 1000 francs.

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

L'Italie ne se contente pas d'étendre ses possessions dans la **mer Rouge**. D'après le traité conclu avec Ménélik, mais non encore ratifié par le nouveau négous d'Abyssinie, celui-ci aurait consenti à se servir du gouvernement de S. M. le roi d'Italie pour traiter toutes les affaires qu'il aurait avec d'autres puissances ou gouvernements. Notification a été donnée de cette clause aux cabinets de Londres, Madrid, Bruxelles, Berlin, Paris, etc., qui se sont bornés à donner acte de cette notification, le traité lui-même ne leur ayant pas été communiqué. En outre, tandis que les possessions françaises et anglaises dans la mer Rouge sont nettement délimitées, l'Italie élève des prétentions sur le Harrar. Pour la France et l'Angleterre, ce pays, conquis récemment par Ménélik, offre un centre commercial important, par lequel passe tout le trafic du Choa à la côte. Plusieurs fois l'Italie a sondé le gouvernement français au sujet du Harrar, mais toujours, on lui a donné à entendre que la France ne permettrait pas l'occupation du Harrar par des troupes italiennes.

D'après une lettre du comte Pennazzi, datée d'Aden, le capitaine Neville, commandant d'un escadron de cavalerie hindoue, avait été chargé de faire une reconnaissance sur la route de Zeïla à **Harrar**. Il avait fait un certain nombre de prisonniers et capturé quelques centaines de têtes de bétail, dont il avait confié la garde à une douzaine de soldats de son régiment. Mais, au milieu de la nuit, le détachement fut attaqué et massacré, et les bestiaux furent emmenés. Une expédition anglaise envoyée pour châtier les Somalis en a tué une vingtaine; en outre elle a brûlé leurs kraals, détruit leurs puits et capturé leur bétail; puis elle est rentrée à Zeïla; elle avait perdu elle-même dix-sept soldats indigènes.

Un télégramme de Zanzibar au *Times*, du 14 février, a annoncé que Mwanga a réussi à s'emparer de nouveau du pouvoir dans l'**Ou-Ganda**. Nos lecteurs se rappellent qu'après un séjour assez prolongé auprès des missionnaires français dans l'Ou-Koumbi, au sud du Victoria-Nyanza, il avait fait appel au concours des missionnaires des deux confessions, et à leurs adhérents, pour lui aider à rentrer dans ses États, d'où les Arabes, instruments de Kalema, l'avaient chassé. Les missionnaires romains paraissaient disposés à répondre à son appel, tandis que MM. Mackay, Gordon et Walker recommandaient à leurs adhérents de ne pas prendre part à ce mouvement politique. Quelque sage que nous paraisse ce conseil, nous n'avons pas la certitude que ces derniers n'aient pas cédé à l'entraînement et suivi le roi détrôné, pour lui aider à rentrer dans sa capitale. D'après la dépêche de Zanzibar, Mwanga, s'avancant

vers le nord par la voie du lac, aurait rencontré des bandes arabes prélevant des impôts pour aider au roi Kalema, et les aurait battus; un transport chargé de poudre et portant douze chefs arabes, avec deux cents esclaves armés, aurait fait explosion et tous ceux qui étaient à bord auraient péri. Une seconde bataille aurait été livrée dans la capitale de l'Ou-Ganda, et la dépêche porte que tous les Arabes, sauf trois, auraient été tués; leur perte en ivoire et autres marchandises serait évaluée à 300,000 dollars. Parmi les Arabes tués se trouvent des membres des familles les plus marquantes de Zanzibar. Kalema serait en fuite. Mwanga et les Européens, dit la dépêche, seraient les maîtres indiscutés de la capitale et du pays. Cette mention d'Européens a donné lieu à la supposition que la caravane de MM. Jackson et Gedge, au service de la East British African Company était arrivée au nord du Victoria-Nyanza, et que les blancs qui en faisaient partie auraient prêté leur concours à Mwanga. Cette supposition serait plus vraisemblable que celle qui ferait des missionnaires français — et anglais, dans le cas où ceux-ci auraient subi l'entraînement général — les Européens qui auraient pris part aux combats de l'Ou-Ganda. Quel sera l'effet de cette révolution pour l'Ou-Ganda, et pour les missions qui y reprendront leur activité? Pour celles-ci, nous doutons beaucoup que l'intervention des agents de sociétés de mission dans ce mouvement politique puisse avoir des conséquences heureuses au point de vue de l'œuvre proprement missionnaire. D'autre part, si ces Européens appartenaient à la caravane de l'Imperial East British African Company, et que ceux-ci aient fait payer leur concours en imposant à Mwanga le protectorat de cette Compagnie, ou de l'Angleterre, nous craignons que les Arabes ne se saisissent de ce fait pour justifier les rapports faits autrefois à Mwanga auquel ils présentaient les Anglais comme des *mangeurs de pays*. Nos lecteurs se rappellent que ce fut ce propos qui, mettant Mwanga, hors de lui, le poussa à donner l'ordre de faire mourir l'évêque Hannington, puis à persécuter ses sujets devenus chrétiens, les livrant aux flammes, les chassant dans les bois, ce qui amena l'expulsion complète des missionnaires français et anglais de l'Ou-Ganda. Avaient-ils réellement tort, ces Arabes? Nous ne le pensons pas, quand nous nous rappelons qu'avant d'avoir conclu aucun traité avec les rois de l'Ou-Ganda et de l'Ou-Nyoro, la Société anonyme de l'Imperial British East African Company, lors de l'émission de sa souscription de cinquante millions de francs, disait dans son prospectus : « Outre la ligne côtière acquise par la Compagnie, il lui a été concédé à l'intérieur 100,000 milles

carrés de territoire s'étendant jusqu'au lac Victoria-Nyanza et à la province de Wadelaï gouvernée par Emin-pacha! Au point de vue politique et commercial, ces territoires embrassent une région exceptionnellement importante; des traités et conventions sont en voie d'être conclus au nom de la Compagnie, traités en vertu desquels une grande partie des territoires lui serait concédée à perpétuité avec droits souverains. » Et les banques d'émission recommandaient l'entreprise comme une affaire d'intérêt national. Il serait intéressant de savoir si les administrateurs s'attribuaient réellement d'avance les territoires de l'Ou-Ganda et de l'Ou-Nyoro jusqu'à la province de Wadelaï. Dans ce cas, les Arabes avaient moins tort qu'il ne nous le semblait d'abord, lorsqu'ils présentaient à Mwanga les Anglais comme des *mangeurs de pays*.

Lorsque la **Compagnie des Lacs Africains** fait sonner très haut les intérêts majeurs qu'elle a dans la région du **Nyassa**, il est bon de contrôler ses affirmations par des rapports officiels, de source anglaise, qui doivent faire autorité pour tous ceux que n'aveugle pas le préjugé national ou l'ambition politique. Au mois de mars 1888, les *Proceedings* de la Société royale de géographie de Londres ont publié un rapport que M. Hawes, consul britannique pour la région du lac Nyassa, adressait au gouvernement anglais, sur l'importance commerciale de cette partie de l'Afrique. Nous y lisons ce qui suit : « Les importations ne s'élèvent pas au chiffre ordinaire d'affaires d'une Compagnie, et les exportations sont comparativement insignifiantes. L'exportation de l'ivoire s'est élevée en 1886 à 22,000 livres environ; la plus grande partie a été portée à la côte soit par les Arabes, soit directement par les chefs eux-mêmes. M. Hawes estime que pour détourner une partie de ce trafic vers les marchés européens, les blancs devraient fournir aux natifs des armes à feu aussi longtemps que le feraient les indigènes de la côte; il ajoute, il est vrai, qu'il faut apporter une grande prudence dans l'importation des munitions. Ce ne sera que très difficilement que le commerce pourra être dirigé vers les susdits marchés, les Arabes étant très vigilants en ce qui concerne leurs intérêts particuliers, et exerçant un grand empire sur les chefs par la vente des spiritueux et l'achat des esclaves. Dans l'opinion de M. Hawes, la vente des spiritueux est la vraie cause de danger pour les colons dans ces territoires. A part l'ivoire et les graines oléagineuses<sup>1</sup>, les exportations sont faibles

<sup>1</sup> Ceux de nos lecteurs qui voudraient avoir plus de renseignements sur les produits de cette région, les trouveraient dans notre IX<sup>me</sup> année, p. 132-133.

et peu rémunératrices. » Ainsi s'exprimait le consul de S. M. britannique en 1888, avant que les Arabes se fussent avancés jusque dans les districts septentrionaux du lac Nyassa, qu'ils eussent attaqué la station de Karonga de la Société des Lacs africains et occupé la voie de communication entre le Nyassa et le Tanganyika, la route dite de Stevenson. Le *Times* annonce que la Compagnie susmentionnée a fait, avec les Arabes esclavagistes à Karonga, une convention dont les conditions ne sont pas publiées, mais qui ne laisse pas d'inquiéter les Allemands. En effet, nos lecteurs se le rappellent, la partie septentrionale du lac Nyassa, sur la côte occidentale duquel se trouve la station de la Compagnie des Lacs africains, est comprise, d'après la convention anglo-allemande, dans la sphère d'influence allemande. Il est vrai que certains cartographes affectent de l'ignorer; nous avons sous les yeux une carte dressée par les soins de la Société des missions de l'Université qui fixe la limite de la sphère d'influence allemande au 35° long. E., c'est-à-dire à un degré à l'est de la côte orientale du Nyassa; et la carte des explorations de Stanley en Afrique, de 1868 à 1889, qui vient de paraître à Londres, attribue à la Compagnie des Lacs africains tout le territoire qui s'étend à l'ouest du Nyassa depuis l'extrémité méridionale du Tanganyika jusqu'au Chiré et au Zambèze. Serait-ce d'accord avec les esclavagistes arabes que cette attribution de territoire à cette Compagnie aurait été décidée? Dans ce cas, nous ne doutons pas qu'il ne soit donné notification de cette convention au chancelier de l'empire allemand! Mais alors, nous estimons aussi que la Compagnie qui userait de pareils procédés pour accroître la sphère d'influence anglaise au mépris des traités internationaux, n'aurait plus le droit de se présenter comme le champion de la civilisation; champion des intérêts britanniques, à la bonne heure! mais de la civilisation? Non. Nous ne confondons pas les premiers avec la cause qui nous est chère.

Dans un meeting tenu à Mansion House sous la présidence du lord maire pour s'occuper des questions qui se rapportent au développement des races africaines, le duc de Fife, un des administrateurs de la **South African Company**, a annoncé que celle-ci travaillait de concert avec l'African Lakes Company, et lui fournirait toute l'aide possible pour poursuivre l'œuvre dans laquelle elle est engagée. D'accord avec cette dernière, la South African Company a l'intention d'établir, sur le **Zambèze** et le **Chiré**, une ligne de vapeurs qui feront le service postal, et aussi un service pour les passagers entre l'Océan et les stations missionnaires. Elle ne doute pas que ce ne soit un des moyens les meilleurs

pour arrêter le trafic des esclaves et aussi l'introduction dans le pays des produits nuisibles aux populations. Sans doute le duc de Fife a en vue les spiritueux, les armes et les munitions; oublie-t-il qu'une des causes qui ont le plus irrité les missionnaires des stations du Chiré et du Nyassa a été le refus des autorités portugaises de rompre à leur égard les engagements qu'il avait pris envers l'Allemagne et l'Angleterre en prêtant à ces puissances son concours pour le blocus de la côte? Et parce que l'Angleterre a menacé d'une guerre le Portugal à l'occasion de l'affaire des Ma-Kololo du Chiré, la South African Company, d'accord avec la Compagnie des Lacs africains, estime-t-elle pouvoir déjà disposer du cours du Zambèze et de ses affluents sans tenir compte des droits du Portugal, comme si le territoire de la colonie de Mozambique avait déjà passé sous l'autorité de l'Angleterre? Nous nous rappelons que lorsque celle-ci voulut s'assurer certaines facilités pour la navigation du Congo, elle négocia avec le Portugal le fameux traité du 26 février 1884, qui provoqua de toutes parts un tel mécontentement que la France et l'Allemagne s'entendirent pour convoquer à Berlin les représentants de toutes les puissances civilisées, qui fixèrent d'un commun accord les principes de liberté de navigation pour les navires sur ce fleuve et ses affluents. Si le projet des Compagnies anglaises devait aboutir à procurer à la navigation du Zambèze un régime semblable, bien entendu, en tenant compte des droits du Portugal, et en y soumettant la navigation à la surveillance d'une Commission internationale, nous n'y aurions pas d'objections. Mais si les grandes Compagnies anglaises ne réclamaient la libre navigation du Zambèze que pour pouvoir s'y installer elles-mêmes, comme l'a fait la Compagnie du Niger, sur ce grand fleuve, à l'exclusion de la surveillance d'une Commission internationale, et sous la seule surveillance de l'Angleterre, qui l'a laissé évincer successivement les Compagnies françaises et les factoreries allemandes du Niger et du Bénoué, alors nous ne verrions dans le projet de la South African Company, en coopération avec la Lakes African Company, qu'un moyen déguisé pour ruiner l'influence portugaise dans la région du Zambèze en attendant une occasion de l'en dépouiller entièrement. Pour être moins violent que l'ultimatum du 11 janvier de lord-Salisbury, le procédé commercial ne serait pas plus honorable, et rentrerait dans la catégorie de ceux auxquels s'attache la maxime que paraissent aujourd'hui vouloir adopter les grands, les riches, les puissants, à l'égard des petits, des pauvres et des faibles : la force prime le droit.

Le *Bulletin* de la mission romande publie une lettre de M. Grandjean,

missionnaire à Rikatla, près de **Lorenzo-Marquez**. Dans une excursion à Antioka, sur le Nkomati, il a constaté, dans cette partie de l'intérieur, un fait nouveau qui peut avoir de funestes conséquences. L'eau-de-vie y a été introduite en quantité énorme. Les Banyans <sup>1</sup> de la côte, voyant la famine sévir dans les environs de Lorenzo-Marquez, et sachant qu'il y avait abondance de maïs au Nkomati, ont remonté ce fleuve et ses affluents avec des barques, achetant tout le maïs qu'ils trouvaient et se servant, comme monnaie, de bouteilles d'eau-de-vie. Le pays en est inondé; pour boire, les indigènes ont vendu même leur nécessaire. Ils se sont dépouillés à tel point que les gens de M. Grandjean, allant trois jours de suite à la recherche de provisions, n'en ont point trouvé pour eux-mêmes. Dans quelques villages, les habitants auraient bien vendu le peu qui leur restait, mais seulement pour de l'eau-de-vie.

M. Louis Jalla écrit, de **Seshéké**, à ses amis de Neuchâtel, que dans une conférence des missionnaires du **Haut-Zambèze**, il a été décidé de créer une station à **Kazoungoula**, qui est comme l'entrée du pays; c'est lui qui y sera placé. Les Ma-Tébélé ont passé le fleuve en aval des chutes Victoria, et se sont emparés de six canots après avoir tué plusieurs indigènes tributaires des Ba-Rotsé. A l'ouïe de ces nouvelles, les gens de Seshéké se sont immédiatement rassemblés pour fondre sur ceux qui gardaient les canots volés. Déjà ils avaient exécuté une danse guerrière dans laquelle ils simulent un combat avec l'ennemi; mais, dit M. Jalla, « leur bravoure dans cet exercice dépasse de beaucoup leur courage en présence de l'ennemi; l'instinct de la conservation existe à un très haut degré chez tout Mo-Rotsé. Leur attitude risquait de fournir aux Ma-Tébélé un prétexte pour envahir le pays; » avec M. Jeanmairet, il se rendit auprès d'eux pour chercher à leur persuader de renoncer à leur expédition et de laisser au roi Lewanika le soin de régler ce différend avec Lo-Bengula, roi des Ma-Tébélé. Nous ne pouvons écarter de notre esprit l'appréhension que les fusils et les cartouches fournis aux Ma-Tébélé par la South African Company ne servent bientôt à ceux-ci contre les Ba-Rotsé d'au delà du fleuve; que deviendraient les stations missionnaires de Kazoungoula et de Seshéké?

Par deux notes identiques, l'une de Bruxelles, l'autre de Berne, 7 février 1890, les gouvernements de l'**État indépendant** du Congo et du **Portugal** ont demandé au Conseil fédéral suisse, s'il serait disposé à accepter le rôle d'arbitre éventuel pour les différends qui surgissent à l'occasion de la délimitation de leurs frontières en Afrique.

<sup>1</sup> Hindous, musulmans, sujets anglais, essentiellement commerçants.

Cette constitution d'arbitrage a eu lieu par suite d'une entente entre les parties contractantes, au moment où elles allaient procéder aux travaux de délimitation. Le Conseil fédéral a accepté éventuellement la mission qui pourrait lui être confiée par les gouvernements du Congo et du Portugal. Nous sommes heureux pour la Suisse du choix fait par ces deux puissances ; en même temps qu'il honore notre pays, il est une garantie pour les deux parties que l'impartialité la plus absolue présidera à l'examen des questions qui pourront être soumises aux arbitres. N'ayant aucun intérêt politique ni colonial quelconque en Afrique, le Conseil fédéral suisse n'est pas exposé à voir son jugement influencé dans un sens ou dans l'autre par des préventions nationales.

Deux compagnies de tirailleurs sénégalais ont été embarquées sur l'*Ariège*, à destination des établissements français du **golfe de Benin**. Elles sont destinées à protéger les factoreries françaises de cette région contre les incursions des gens du Dahomey qui ont lieu au commencement de mars. La présence du pavillon français à Kotonou et Porto-Novo gêne ces expéditions qui n'ont pour but que de faire du butin et de ramener des prisonniers. Ceux-ci sont emmenés comme esclaves, et chaque année quelques centaines d'entre eux sont mis à mort à l'occasion des fêtes nationales ou religieuses. L'an dernier, les Dahoméens ont poussé jusqu'à Porto-Novo et jusqu'aux portes de la ville, ruinant les campagnes, obligeant les habitants à abandonner leurs champs, pillant et massacrant tout sur leur passage : la panique a été telle que la population a fui en masse et actuellement la confiance n'est pas revenue encore, quoique les Dahoméens aient battu en retraite depuis le printemps. Ces déprédations avaient lieu à une petite distance d'un poste français gardé par quarante tirailleurs sénégalais, qui ne pouvaient songer, vu leur nombre, à défendre les habitants de Porto-Novo. Il est bon de rappeler que par le traité signé en 1878 le roi de Dahomey a abandonné à la France en toute souveraineté le territoire de Kotonou, avec tous les droits qui lui appartiennent sans aucune exception ni réserve, et suivant les limites déterminées au sud par la mer, à l'est par la limite des royaumes de Porto-Novo et de Dahomey, etc. La nouvelle organisation des établissements français du golfe de Benin est un avertissement pour le roi de Dahomey, le successeur de Glélé. La création d'une force publique indigène appuyée par des tirailleurs sénégalais, permettra peut-être au résident de France de protéger sérieusement Porto-Novo contre les incursions des Dahoméens.

### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

La Chambre de commerce de Nice a adressé au ministre des finances une lettre pour obtenir un service direct de bateaux à vapeur entre Nice et l'Algérie, afin que les produits algériens puissent remplacer sur les marchés du littoral des Alpes-Maritimes les produits italiens qui n'y arrivent plus depuis la rupture des conventions commerciales avec l'Italie.

L'administration de l'Algérie fait relever avec soin les points où se trouvent des réservoirs naturels, pour remédier au manque d'eau qui s'oppose au développement de l'élevage des troupeaux sur les hauts plateaux; elle se dispose aussi à faire dégager d'anciennes sources, aujourd'hui obstruées, et qui pourraient être utilisées à peu de frais.

M. Foureau, qui dirige à Onargla une grande exploitation agricole, a commencé, avec trois guides indigènes, le voyage à travers le territoire des Touareg qu'il préparait depuis quelques années.

Le khédive a inauguré, le 11 février, le canal de Tewfikieh, qui alimentera les canaux déjà existants dans la région orientale du Delta. Commencé en 1886, il s'étend sur une longueur de 32 kilom., a 27 m. de large et de 4 m. à 6 m. de profondeur. Les frais de construction se sont élevés à dix millions de francs.

Le *Piccolo* de Naples a reçu du Caire des renseignements d'après lesquels des officiers anglais prépareraient, avec le concours des troupes italiennes d'Abyssinie, une nouvelle campagne dans le Soudan oriental. Tandis que les Anglais partiraient de Dongola comme base d'opération contre les mahdistes, les Italiens unis à l'Abyssinie prendraient ceux-ci à revers.

Une Société italienne de l'Afrique orientale se propose d'établir des factoreries dans le territoire africain placé sous le protectorat de l'Italie.

Le Dr Abbott, envoyé en Afrique par l'Institution Smithsonian de Washington, pour explorer la région du Kilimandjaro au point de vue botanique et entomologique, est revenu à Zanzibar, après avoir séjourné longtemps chez les Masaï. Il a laissé au Kilimandjaro son compagnon, M. Carroll.

Le conflit anglo-allemand au sujet des îles Patta et Manda, au nord de Zanzibar, sera réglé par un arbitrage.

Le prince de Bismarck a reçu de la Société des missions évangéliques de Londres une lettre dans laquelle le Comité lui exprime toute sa gratitude pour les services signalés que le major Wissmann a rendus aux agents de cette Société dans l'Afrique orientale équatoriale. A Mponapoua, en particulier, il a prêté secours à M. et à M<sup>me</sup> Cole, dans un moment où leur vie était en danger, et il a protégé leurs personnes durant un voyage pour regagner la côte. Il a considérablement facilité les communications entre d'autres missionnaires qui se trouvaient dans l'Ou-Sagara et leurs amis de la côte, et leur a prêté aide et assistance pendant la période redoutable de leur isolement, à une époque où ils avaient lieu d'appréhender les plus grands dangers.

\*

Le Reichstag a voté une subvention annuelle de 900,000 marcs pour l'établissement d'une ligne nouvelle de vapeurs entre Hambourg et Zanzibar, avec une dernière étape à Delagoa-Bay. Elle devra faire le service postal entre l'Allemagne et l'Afrique orientale.

La mort de Saïd Khalifa, sultan de Zanzibar, peut avoir une grande influence sur les rapports de l'Angleterre et de l'Allemagne dans l'Afrique orientale. Son successeur, Saïd Ali, est grand ami des Anglais, qui le protégeaient contre son frère le sultan défunt. Adversaire des Allemands, son arrivée au pouvoir encouragera vraisemblablement la résistance des Arabes aux efforts du major Wissmann pour rétablir l'ordre dans les territoires de la sphère d'influence allemande.

Dans la dernière exploration que le Dr Catat a faite à Madagascar, il s'est rendu de Tamatave à la baie d'Antongil<sup>1</sup>, d'où il gagna Mandritsara, puis, marchant toujours vers l'ouest entre les 15° et 16° parallèles, il atteignit le canal de Mozambique à la hauteur de la baie de Mahazamba, ayant ainsi fait une coupe complète de l'île de Madagascar et reconnu une région explorée seulement avant lui par le Dr Rutemberg qui y a trouvé la mort. Le Dr Catat est rentré à Tananarive par la route de Majunga, et y a retrouvé M. Maistre revenu de la côte orientale par le lac Alaotra.

Par un décret ministériel du 31 janvier, le gouvernement portugais a autorisé l'ouverture de la dernière section du chemin de fer de Lorenzo-Marquez à la frontière du Transvaal. Toute la ligne se trouve actuellement sous l'administration de l'État.

Les chefs zoulous, Undabuko, Dinizoulou et autres, qui avaient été condamnés au mois d'avril de l'année dernière à quinze, douze et dix ans de prison, — mais avec promesse du gouvernement que la sentence ne serait pas exécutée avant que les autorités de la métropole eussent examiné les preuves de chaque cas mis à la charge des prévenus et les circonstances dans lesquelles auraient été commis les crimes dont ils ont été accusés, — ont été transportés à Ste-Hélène, sans que la promesse susmentionnée ait été tenue.

Un télégramme de Cape-Town annonce que les ambassadeurs ma-tébélé, que Lo-Bengula avait envoyés en Angleterre, ont été bien reçus par le roi à leur retour; que le message de la reine Victoria concernant la charte de la South African Company apporté par ces messagers a fait une excellente impression, et que M. Moffat, le fils du vénérable missionnaire beau-père de Livingstone, est en grande faveur auprès de Lo-Bengula. Espérons que c'est pour une autre cause que pour les fusils et les cartouches fournis à ce souverain esclavagiste par la South African Company!

Un officier de la marine danoise, en résidence à Léopoldville, écrit que Tipo-Tipo a quitté les Stanley-Falls pour Zanzibar et qu'il se propose de faire un voyage en Europe.

<sup>1</sup> Voyez la carte, V<sup>me</sup> année, p. 164.

Une carte-correspondance de M. Héli Chatelain, de St-Paul de Loanda, nous informe que les observations dont était chargée l'expédition scientifique américaine à laquelle il est attaché n'ont pas réussi, le ciel étant couvert de nuages. Grâce au chemin de fer, ajoute-t-il, et à deux années de prospérité commerciale, il s'est fait dans la colonie beaucoup d'améliorations, et l'on en projette d'autres encore. L'argent n'est plus si rare, les dettes se règlent et le crédit se rétablit. Le chemin de fer est ouvert jusqu'à Katété, non loin de Cunga, sur la Quanza. Le dernier paquebot de la Male Real devait toucher au Cap; les relations commerciales entre le Cap et la province portugaise ne peuvent qu'être avantageuses aux deux parties.

D'après le journal anglais *The Christian*, la Royal Niger Company a fait, avec plusieurs souverains nègres mahométans du Soudan occidental, à l'est du Niger, des traités par lesquels elle a pris envers ces derniers l'engagement non seulement de ne rien faire par ses fonctionnaires pour tâcher de convertir les musulmans, mais encore de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour empêcher ceux qui seraient sous son influence de rien tenter en ce sens. Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain numéro.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Nous serions très embarrassés de donner des renseignements sur les travaux des Commissions de la **Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles**, si tels journaux locaux n'avaient pas été favorisés de communications plus ou moins indiscretes. A propos de la répression de la traite par terre, l'*Indépendance belge* a rapporté que, aux termes des propositions belges, tout chef de caravane quittant la côte d'Afrique pour l'intérieur devrait verser entre les mains des autorités locales un cautionnement, qui serait confisqué au cas où la caravane, au lieu de se livrer à un commerce légitime, pratiquerait la traite ou le trafic des esclaves. Cette mesure paraissait à plusieurs membres de la Commission être une des plus efficaces que l'on pût adopter. Toutefois, plusieurs des délégués qui connaissent l'Afrique orientale, entre autres sir John Kirk, ancien consul général anglais à Zanzibar, et Augusto do Castilho, ancien gouverneur de Mozambique, ont signalé certains inconvénients que pourrait présenter cette mesure dans la pratique. Quant à la question des armes, on est convenu, en principe, d'interdire l'importation des armes à feu perfectionnées à tir rayé. Cependant, il serait fait exception, dans certains cas, pour les voyageurs offrant toutes les garanties possibles de caractère et de moralité, c'est-à-dire que le port d'armes

perfectionnées sera autorisé quand on aura la certitude qu'il n'offrira aucun danger pour la sécurité des populations indigènes. En ce qui concerne les armes de l'ancien modèle, même les fusils à silex non rayés, leur importation sera soumise, à la côte, à des conditions de contrôle et de surveillance officielle. Les points sur lesquels on est d'accord, en principe, feront l'objet d'un rapport dont la rédaction a été confiée à M. Ballay, délégué français. Il a été proposé, comme terme pour l'application de ce régime, une période de dix ans renouvelable par tacite reconduction, c'est-à-dire que ce régime resterait en vigueur pendant dix nouvelles années au cas où il ne serait pas formellement dénoncé par les parties contractantes à la fin de la première décade.

Il semblait plus difficile d'arriver à une entente sur la question de la traite par mer, la France se souvenant des troubles intérieurs occasionnés, sous le ministère Guizot, par la concession faite à l'Angleterre du droit de visite des navires portant le pavillon français. Les délégués britanniques paraissent avoir compris qu'il serait inutile de chercher à rallier la France au droit de visite proposé par eux. Ils ont présenté un contre-projet qui permet d'espérer voir s'établir une entente sur ce point, les idées émises par la France et l'Angleterre étant identiques sur plusieurs points. Ce contre-projet anglais reconnaît que celui qu'ont présenté les délégués français n'est pas sans valeur, surtout lorsqu'il s'occupe des mesures à mettre en vigueur pour empêcher l'usurpation du pavillon. Il reconnaît que les principes contenus dans le projet français doit servir de base à un ensemble de mesures préventives et répressives. Le gouvernement de la reine ne peut cependant pas dissimuler ses regrets de voir le gouvernement français déclarer qu'il lui est impossible d'admettre les droits réciproques de surveillance des navires à voiles dans la zone de la traite. Aussi le gouvernement de la reine impose-t-il à ses plénipotentiaires une réserve expresse et leur recommande-t-il de ne pas déroger aux principes des traités conclus antérieurement par l'Angleterre et aux droits qui en découlent. Il ne peut admettre qu'il soit permis aux agents négriers de naviguer librement sous le pavillon des États qui ne sont pas en mesure de contrôler les abus. Le gouvernement de la reine, voulant aller aussi loin que possible dans la voie des concessions, est décidé à admettre que l'application du droit de visite doit se restreindre à la zone déterminée par le projet français. En revanche, le gouvernement de la reine désire voir adopter des règles sévères sur la base du contre-projet français, en vue de prévenir et de réprimer l'usurpation et l'abus du pavillon.

Le contre-projet anglais contient les propositions suivantes :

- 1° Détermination de la zone où s'exercera le droit de visite;
- 2° Restriction du droit de visite aux navires dont le tonnage est inférieur à 500 tonnes;
- 3° Mise en liberté des esclaves trouvés à bord;
- 4° Affranchissement de tout esclave qui cherche à vivre à bord d'un navire de guerre;
- 5° Création et organisation de bureaux internationaux de renseignements;
- 6° Insertion, dans le traité international qui sortira des débats de la Conférence, des décisions qui auront été prises relativement à la répression de la traite.

M. de Martens, délégué de la Russie, a été chargé de faire un rapport sur les propositions françaises et anglaises. Son travail terminé a été adressé par les plénipotentiaires à leurs gouvernements respectifs, qui transmettront leurs instructions à leurs représentants à Bruxelles avant que la question puisse être discutée dans les assemblées générales.

Le projet présenté à la Conférence par le gouvernement belge admet que les puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des protectorats en Afrique pourront déléguer à des Compagnies munies de chartes la mission qu'elles auront assumée, tout en demeurant directement responsables des engagements qu'elles contractent par le présent acte et en en garantissant l'exécution<sup>1</sup>. En outre, par ce même projet, les puissances promettent accueil, aide et protection aux associations et aux initiatives privées qui voudraient coopérer dans leurs possessions à l'œuvre anti-esclavagiste, sous la réserve de leur direction et contrôle et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

Le même projet belge renferme des dispositions en faveur des esclaves libérés et des esclaves fugitifs. Ceux qui auront été libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi à l'intérieur du continent seront renvoyés, si possible, dans leur pays d'origine, sinon, ils seront répartis sur le territoire de la station ou du poste le plus proche. Quant aux esclaves fugitifs, les puissances ne reconnaissant pas l'état d'esclavage, tout esclave fugitif qui réclamera leur protection, par terre ou sur mer, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations et à bord des bâtiments croiseurs. Toutefois, si l'esclave appartient à une peuplade

<sup>1</sup> Par exemple la Royal Niger Company, l'Imperial British East African Company et la South African Company.

où l'esclavage conserve le caractère d'institution légale, les chefs des postes, colonnes ou croisières pourront accueillir les réclamations éventuelles des maîtres autres que les négriers de profession et leur accorder une indemnité ou compensation.

M. Zachrisson, président de la **Société anti-esclavagiste suédoise**, entreprend une expédition dans l'Afrique centrale. Elle doit se mettre en route au mois de mai prochain et se dirigera de Mozambique vers le nord-est du lac Tanganyika, dans la direction de Oudjidji, et, de là, vers le Victoria-Nyanza. Le but de l'expédition est d'établir entre Oudjidji et le Victoria-Nyanza des stations pour empêcher la traite dans ces régions. M. Zachrisson sera accompagné d'une centaine d'ouvriers suédois, et il compte engager à Mozambique une troupe de quinze cents indigènes armés pour mener à bonne fin son expédition. Le gouvernement suédois ne donne à M. Zachrisson aucune subvention; les frais de l'expédition, qui sont estimés à 500,000 marcs, sont déjà couverts à moitié par des souscriptions faites en Suède, en Belgique et aux États-Unis.

#### LIVINGSTONE ET LE CONFLIT ANGLO-PORTUGAIS

Le nom de Livingstone a été souvent invoqué à l'appui des prétentions anglaises sur le pays des Ma-Kololo, dans la région du Chiré et du Nyassa, à l'occasion duquel a éclaté le conflit entre l'Angleterre et le Portugal. Les journaux anglais de toutes les nuances, les publications missionnaires de la Grande-Bretagne, de la France et de la Suisse se servent de la gloire de ce grand initiateur de l'exploration moderne du continent africain, pour donner une apparence de raison à l'intervention malheureuse des délégués des Sociétés missionnaires écossaises et de la Société commerciale des Lacs africains, également écossaise, dans les négociations diplomatiques entre les cabinets de Londres et de Lisbonne, cause réelle de ce conflit. « Avant Livingstone, » d'après eux, « rien n'a été fait dans cette partie de l'Afrique au point de vue de l'exploration et de la civilisation ! Jusqu'en 1885, aucun explorateur portugais ne s'est dirigé vers le Nyassa <sup>1</sup> ! C'est lui qui a découvert ce

<sup>1</sup> Dans son numéro du 16 février, le *Journal de Genève* publie une correspondance anonyme, dans laquelle, sous prétexte de ne pas laisser les Portugais et leurs amis éditer la légende d'après laquelle le lac Ngami aurait été découvert

lac! Le territoire en litige est appelé le pays de Livingstone! Les Ma-Kololo qui l'habitent y ont été établis par lui! Les victimes tombées sous le feu meurtrier des canons de Serpa Pinto sont les vieux amis du grand voyageur missionnaire, et le sol arrosé de leur sang est consacré par les travaux de Livingstone ! »

C'est également au souvenir de cet apôtre de l'Afrique que se rattachent les premiers établissements missionnaires de cette région, à Blantyre et à Livingstonia, origine de tous les autres, ainsi que ceux des stations commerciales écossaises. Les orateurs qui, dans le Parlement d'Angleterre, prennent la parole sur le conflit anglo-portugais, lui font honneur de la découverte du Nyassa et de l'installation des Ma-Kololo dans les districts du Chiré. En un mot, le nom de Livingstone est un de ceux qui ne peuvent être prononcés sans que les auditeurs s'inclinent avec respect, persuadés que ceux qui l'emploient ne peuvent ni en abuser, ni se tromper.

Et pourtant, nous craignons beaucoup que la gloire de Livingstone ne diminue par suite de l'emploi abusif que font de son nom les fauteurs du conflit actuel. Se sont-ils demandé ce que penserait de leurs procédés celui qu'ils prétendent honorer? Nous nous le sommes demandé, par respect pour sa mémoire; et, afin de faire ce qui est en notre pouvoir pour tâcher de la conserver pure des taches par lesquelles ceux qui se réclament de lui pourraient la ternir, nous voulons rappeler ce qu'il dit lui-même de son passage dans ce pays que les Anglais et la presse politique et religieuse appellent le territoire des Ma-Kololo, le pays de Livingstone.

Nos lecteurs se souviennent qu'après avoir fait une première traversée de l'Afrique, de Kourouman à St-Paul de Loanda, Livingstone en entreprit une seconde, de l'Atlantique jusqu'à l'Océan indien, par la vallée

par Silva Porto, — nous ne sachions pas qu'ils l'aient jamais prétendu, — le correspondant conteste à ce voyageur portugais la traversée de l'Afrique de l'Ouest à l'est avant Livingstone. Sans doute le savant rédacteur des *Mittheilungen de Gotha* avait la berlue lorsque, dans les volumes de 1867 et de 1870 et dans les cartes qui les accompagnent, il rapportait cette traversée de Silva Porto (1853-1854) et en traçait l'itinéraire de Benguela à Mozambique! Peut-être le correspondant anonyme prête-t-il le même aveuglement au rédacteur du *Journal de la Société de géographie de Londres*, 1860, p. 136.

<sup>1</sup> Des Sociétés missionnaires anglaises publient des cartes dans lesquelles est désigné, sous le nom de Livingstonia, tout le territoire à l'ouest du lac Nyassa, du 9° au 16° lat. sud, du Tanganyika au Zambèze.

du Zambèze, accompagné de cent quatorze Ma-Kololo, qui, disaient-ils, « voulaient avoir des choses merveilleuses à raconter, et revenir couverts de gloire comme les braves qui étaient allés avec lui à Loanda. » En passant à Zoumbo, — le centre de la province portugaise réorganisée récemment, — Livingstone en fait remarquer la position admirablement choisie, les trafiquants portugais pouvant pénétrer au N.-N.-O. par la Loangoua, au S.-O. par le Zambèze, et à l'O. par le Kafoué. Mais c'était avec le nord qu'ils avaient le plus de relations. Plusieurs caravanes, celles du Dr Lacerda et de Pereira en particulier, avaient pénétré jusqu'à la résidence de Cazembé. Déjà alors existait le désir de voir établir une voie de communication entre Angola et Tété, comme moyen plus rapide de correspondre avec le Portugal que par le Cap de Bonne-Espérance <sup>1</sup>.

A mesure que Livingstone approche de Tété, l'influence portugaise sur les tribus dont il traverse le territoire est plus visible. Le 2 mars 1856, à 8 milles de la ville, il s'arrête, harassé de fatigue, et envoie au commandant portugais, M. Sicard, les lettres d'introduction que lui avaient remises les autorités portugaises de la province d'Angola. Le lendemain matin, vers deux heures, il est réveillé par deux officiers et une compagnie de soldats qui apportent, comme il le dit, « tous les matériaux d'un déjeuner civilisé, et de plus une *machila* pour le porter à Tété. » Ses compagnons s'imaginent qu'on vient les attaquer et l'appellent avec effroi. Mais ils reviennent bien vite de leur frayeur, la caravane se met en marche et en peu d'heures fait son entrée à Tété. Ici, le commandant lui fait un parfait accueil. Mais laissons-le parler lui-même, car, pour se faire une idée du jugement qu'il porterait sur les procédés actuels du gouvernement britannique envers les Portugais, il faut l'entendre rapporter la réception faite à lui et à ses Ma-Kololo.

« Le commandant Tito Augusto d'Araujo Sicard fait tous ses efforts pour me sortir de l'état de maigreur où je me trouve réduit ; il insiste pour que je reste avec lui pendant tout le mois prochain, de manière à être assez vigoureux pour braver les effets du pays insalubre qu'il me reste à franchir ; il approvisionne généreusement de millet tous mes hommes, et, en les hébergeant dans l'une de ses maisons en attendant qu'ils aient construit leurs cases, il les préserve de la piqure des tam-

<sup>1</sup> C'est en vue de réaliser ce désir que le gouvernement portugais a fait faire, par Serpa Pinto l'exploration de 1878-1879, et par Capello et Ivens celle de 1884-1885.

pans, insecte qui s'introduit dans le pied des indigènes et leur suce le sang<sup>1</sup>. »

Lord Clarendon et le comte de Lavradio avaient prévenu les autorités portugaises que Livingstone se rendait à la côte en suivant le Zambèze ; aussi le commandant Sicard eut, pour l'explorateur et pour ses gens, une bonté sans bornes. Décidé à revenir en Europe, et ne voulant pas renvoyer ses Ma-Kololo dans la vallée du Zambèze supérieur, il était forcé de les laisser à Tété. « Le commandant leur a donné des terres<sup>2</sup>, où ils vont récolter de quoi vivre et, en attendant la moisson, il les a généreusement approvisionnés de blé. En outre, il a permis aux plus jeunes de chasser l'éléphant avec ses domestiques, afin qu'ils pussent, en en vendant l'ivoire et la chair, acheter différents objets pour emporter dans leur pays. Ils ont tous été ravis de la générosité du major et soixante-dix d'entre eux en ont immédiatement profité. Il m'avait été impossible de trouver de l'indienne pour vêtir mes hommes ; mais le commandant a eu la bonté de leur fournir des vêtements, et de m'équiper moi-même des pieds à la tête. J'ai insisté pour qu'il acceptât en échange une certaine quantité d'ivoire ; il a refusé jusqu'au moindre dédommagement, et c'est avec une profonde reconnaissance que je me rappelle toutes ses bontés. J'ai reçu de ses nouvelles depuis mon retour en Angleterre ; mes hommes avaient tué quatre éléphants dans les deux mois qui avaient suivi mon départ.....

« Le jour de mon arrivée, j'ai reçu la visite de tous les principaux habitants de la ville... Pas un d'eux ne se doutait de l'endroit où le Zambèze prend sa source... Mais ils connaissent beaucoup mieux que moi la région qui est au nord de Tété. L'un d'eux, qui avait accompagné le major Monteiro chez Cazembé, nous dit qu'il avait vu le Luapura ou Loapula se diriger vers le Luaméji ou Lyambye, où cette rivière avait son embouchure, bien plus loin que la ville de Cazembé ; il s'imaginait que, d'une manière ou d'une autre, le Luapura traversait la province d'Angola... »

<sup>1</sup> Voy. *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique centrale et voyages à travers le continent, de St-Paul de Loanda à l'embouchure du Zambèze, de 1840 à 1856*. Trad. de M<sup>me</sup> H. Loreau. Paris (Hachette et C<sup>ie</sup>), 1877, gr. in-8°, p. 622-646.

<sup>2</sup> Supposons que le gouvernement portugais ne les eût pas hébergés, et qu'ils eussent dû retourner au milieu des Ma-Kololo du haut Zambèze, ils y auraient partagé le sort de leur tribu, massacrée plus tard par les Ba-Rotsé, et leur nom n'apparaîtrait plus dans les cartes actuelles.

Ceux qui font à Livingstone l'honneur de la découverte du Nyassa ont sans doute oublié la page suivante de son premier ouvrage :

« Le señor Candido — remplissant à Tété les fonctions de juge — a visité un lac situé à quarante-cinq jours de marche au nord-nord-ouest de la ville ; c'est probablement le lac Maravi des géographes, puisque, pour y arriver, il a passé chez les tribus qui portent ce nom. Les habitants de la côte méridionale de ce lac s'appellent Shivas, ceux de la rive du nord, Mujaos ; ils donnent au lac dont ils habitent les rives, le nom de Nyanja ou Nyanjé, qui signifie simplement grande eau, ou lit d'une grande rivière... Le señor Candido a traversé le Nyanja dans l'une de ses parties les plus étroites, et il lui a fallu trente-six heures pour en effectuer le passage. Les pirogues furent manœuvrées pendant toute la traversée avec des crocs, et si nous admettons qu'elles aient franchi deux milles à l'heure, cela ferait supposer que le Nyanja pouvait avoir en cet endroit soixante-dix milles ou à peu près (plus de cent douze kilomètres). Ce lac est situé au milieu de très vastes plaines herbeuses, où les voyageurs marchèrent pendant sept ou huit jours sans rencontrer un arbre, et où ils furent obligés d'employer de l'herbe et des tiges de sorgho pour alimenter leur feu. Tous les habitants de cette région possèdent des bestiaux qu'ils vendent presque pour rien. Deux rivières s'échappent de l'extrémité méridionale du Nyanja : l'une, qui s'appelle comme le lac et va se jeter dans la mer sur la côte orientale, où elle change de nom<sup>1</sup> (?), et le Chiré qui, à son origine, porte le nom de Chiroua, et se dirige vers le Zambèze, où il a son embouchure un peu en aval de Senna. D'après les renseignements que le señor Candido a recueillis sur les lieux mêmes, le lac Nyanja serait tout simplement une expansion de la rivière dont il porte le nom... Le Chiré traverse un pays plat et marécageux, mais qui renferme une population nombreuse et, dit-on, d'un grand courage. Les Portugais ont vainement essayé de remonter cette rivière, le cours en est obstrué par une plante aquatique qui n'a pas besoin de terre pour végéter, et que les Portugais ont nommée *alfacynia*, à cause de sa ressemblance avec la laitue. En descendant le Zambèze, j'y ai moi-même trouvé, au confluent du Chiré, une énorme quantité de ces plantes que la rivière y charrie, et que le fleuve rejette sur ses rives, où elles gisent desséchées... »

Enfin, quant aux bons procédés de toutes les autorités portugaises :

« Le major Sicard me prêta un bateau qui avait été construit dans le

<sup>1</sup> Livingstone a sans doute dans l'esprit la Loujenda affluent de la Rovouma.

pays et me fit accompagner jusqu'à Quilimane<sup>1</sup> par le lieutenant Miranda; non seulement il m'approvisionna de tout ce qui pouvait m'être nécessaire, mais il donna des ordres au lieutenant pour que je n'eusse rien à payer jusqu'à la côte, et envoya dire à ses amis les señors Ferrao, Isidore, Asévêdo et Nunès de me recevoir comme ils le recevraient lui-même. Tous m'ont donné des preuves de la plus généreuse bonté; je suis heureux de le reconnaître.

« Je comprends, au nombre des personnes qui m'ont donné tant de preuves de leur sollicitude, le gouverneur de Mozambique pour l'offre généreuse qu'il m'a faite de mon passage gratuit sur le shooner le *Zambèze*, appartenant à sa province, et je me souviendrai toujours de l'hospitalité que j'ai reçue chez le colonel Nunès et chez son neveu.

« D'après les témoignages du capitaine Parker et du lieutenant Hoskins, joints à mes propres observations, il est évident que le *Zambèze* remplit parfaitement toutes les conditions nécessaires aux besoins du commerce. Les Portugais se trouvent placés à l'entrée principale de cette grande voie du centre, et comme, en déclarant la franchise du port de Mozambique, ils ont prouvé leur désir de développer les ressources que présente cette province, on peut espérer qu'ils faciliteront, par tous les moyens dont ils disposent, les entreprises industrielles ou commerciales que l'on voudrait tenter au delà du territoire qu'ils occupent. Ils ne sauraient mieux témoigner de la sincérité de leurs intentions qu'en érigeant un phare pour guider les navires qui s'approcheraient de la côte et en établissant des pilotes zambéziens dans un village qu'ils fonderaient au havre de Mitilone<sup>2</sup>.

« Le jeune roi de Portugal a envoyé des ordres pour que mes compagnons fussent nourris aux frais de la province de Mozambique jusqu'à

<sup>1</sup> Huit Ma-Kololo accompagnèrent Livingstone jusqu'à Quilimane. Ils auraient bien voulu venir à Londres avec lui; mais, dit le voyageur : « Comme je ne savais pas comment je reviendrais moi-même en Europe, je leur conseillai de retourner à Tété, où les vivres étaient abondants et où ils pourraient s'occuper en attendant mon retour. » Ce retour devait se faire attendre *deux ans* ! Sans la générosité du commandant Sicard, tous les Ma-Kololo de Livingstone, pour lesquels l'Angleterre et les Sociétés anglaises ne firent absolument rien pendant ces deux ans, seraient tombés dans une misère profonde. L'Angleterre ignorait-elle que celui auquel était imposé l'entretien des porteurs de Livingstone, ne pouvait pas, depuis plusieurs années, recevoir son traitement, vu l'exiguité des ressources de la colonie ?

<sup>2</sup> De 1871 à 1889 les Portugais ont érigé huit phares le long de la côte dans la province de Mozambique.

l'époque de mon retour. Cette conduite généreuse me fait espérer que les tentatives qui seront faites pour améliorer le sort des indigènes, pour développer leur intelligence, étendre le commerce et abolir la traite des nègres <sup>1</sup>, seraient encouragées par S. M. dom Pedro. »

Citons encore ce que dit Livingstone de ses rapports d'alors avec les Sociétés missionnaires de l'Angleterre.

« La Société des missions de Londres a résolu de fonder un établissement dans le pays des Ma-Kololo <sup>2</sup>, et un autre chez les Ma-Tébéle; les Wesleyens et principalement le corps énergique de la Free-Church trouveraient d'excellentes localités pour établir des missions parmi les Ba-Toka et les tribus voisines; le pays est si vaste, que les disputes et les froissements n'y sont pas à craindre; l'esprit de secte, d'ailleurs, disparaît complètement chez les hommes sincères, une fois qu'ils se trouvent au milieu des patens.

Les directeurs de la Société des missions de Londres à laquelle Livingstone avait exposé son projet de fonder des stations sur le Zambèze, lui répondirent « qu'ils se voyaient dans l'impossibilité de s'associer à aucun projet dont le but ne se rattacherait pas uniquement à la prédication de l'Évangile <sup>3</sup>. »

Après le rapport de Livingstone sur les généreux procédés des autorités portugaises de la province de Mozambique envers lui et envers ses Ma-Kololo, lord Clarendon, alors ministre des affaires étrangères, estima de son devoir d'en remercier officiellement le gouvernement de Lisbonne, par dépêches du 15 septembre et du 12 novembre 1856. La So-

<sup>1</sup> Il ne manque pas de publicistes qui, au mépris des témoignages les plus authentiques des autorités anglaises, ne cessent d'accuser la nation portugaise d'être esclavagiste. Nous avons sous les yeux des dépêches adressées au gouvernement britannique par les consuls de la Grande-Bretagne à Mozambique, de 1876 à 1889 : MM. Elson, O'Neill, Hawes, rendant tous le meilleur témoignage à MM. Carvalho, Francisco Maria da Cunha, A. do Castilho, Sarmento, gouverneurs de Mozambique, et à quantité d'officiers portugais de marine, pour les efforts déployés par eux en faveur de la suppression de la traite. Déjà le 24 septembre 1880, l'amiral Jones écrivait à l'amirauté anglaise : « La proclamation de liberté faite par les Portugais et la déclaration de l'illégalité de la traite dans leurs possessions ont beaucoup aidé le gouvernement anglais à la supprimer. »

<sup>2</sup> Il s'agissait alors des Ma-Kololo du haut Zambèze, aujourd'hui remplacés par les Ba-Rotsé. Ce ne fut que trois ans plus tard que Livingstone vit le Nyassa.

<sup>3</sup> Il est amèrement regrettable que les Sociétés écossaises ne se soient pas inspirées de l'esprit de la Société des missions de Londres.

ciété royale de géographie de Londres, alors présidée par sir Roderick Murchison, fit de même.

Au reste, les libéralités des administrateurs portugais envers Livingstone ne se bornèrent pas là. Lorsque, deux ans plus tard, en 1858, le gouvernement britannique lui confia la direction d'une expédition chargée de reconnaître le Zambèze, au point de vue de la navigation, il retrouve à Senna, le señor Ferrao, qui, dit-il, « offrit à toute l'expédition un déjeuner copieux, » et dont il fait le portrait suivant : « C'est un homme d'un grand cœur, d'une hospitalité large, d'une bienveillance et d'une générosité sans bornes. Le pauvre noir des provinces lointaines, qui traverse la ville, se rend tout droit chez lui, et n'en sort jamais sans avoir été rassasié. Quand la récolte manque, c'est le señor Ferrao qui nourrit les indigènes. Il y a des centaines de ses subordonnés qu'il ne voit jamais qu'en pareille occasion ; le seul bénéfice qu'il en tire est d'être leur chef patriarcal, d'apaiser leurs différends, de venir à leur secours et de leur sauver la vie quand la sécheresse produit la famine. »

Livingstone rencontra, chez le señor Ferrao, le major Tito d'Araujo Sicard qui lui offrit de lui aider dans son entreprise, et fit encore généreusement transporter à Tété les bagages de l'expédition.

Dès l'arrivée de Livingstone à Tété, les Ma-Kololo accoururent pour le voir, manifestant la joie la plus vive. Le commandant Sicard mit à la disposition de l'expédition l'hôtel du gouvernement<sup>1</sup> ; les Ma-Kololo y transportèrent les bagages et, Singéléka, le ménestrel de la bande, suivit les porteurs en agitant les clochettes du pays natal et en chantant des couplets énergiques, improvisés pour la circonstance.

Qui eût pu croire que, moins de trente ans plus tard, sous l'influence de missionnaires établis depuis quinze ans à peine dans le pays, ces mêmes Ma-Kololo en viendraient à oublier ce que les autorités portu-

<sup>1</sup> Ce n'est certes pas Livingstone qui dirait, comme le faisait sir J. Fergusson dans la séance du Parlement du 13 février dernier, que les droits du Portugal dans cette région n'étaient pas anciens, et que ce n'est qu'après les découvertes de *Livingstone* que les Portugais eurent l'idée de faire quelque chose pour cette région ! S'ils n'y eussent rien fait avant 1856, ils n'y auraient pas été pour recevoir l'explorateur écossais et ses Ma-Kololo, pour les soigner comme ils le firent. Sans leurs soins empressés, qui sait si Livingstone fût arrivé vivant à Quilimane, et ce qu'il serait advenu de ses cent et quelques Ma-Kololo, pendant les deux ans qui s'écoulèrent jusqu'au retour de celui qui leur avait dit de l'attendre à Tété.

gaises avaient fait pour eux, à leur dire, comme le triste personnage de Molière :

La maison est à nous, c'est à vous d'en sortir !

Qui eût pu supposer que, sous l'influence de ces mêmes missionnaires, ces Ma-Kololo se plaindraient de ce que le Portugal n'avait rien fait pour cette région et en viendraient jusqu'à s'opposer à main armée aux expéditions scientifiques portugaises ordonnées par le gouvernement et destinées à faciliter, par la création d'un chemin de fer, les communications entre Tété et le plateau sur lequel se trouvent les établissements missionnaires ! Qui se fût jamais imaginé que, sous l'influence de ces missionnaires, ces Ma-Kololo seraient entraînés à se rendre coupables du crime de félonie, au risque de s'exposer à une répression sanglante, et de laisser sur le terrain 172 de ceux que Livingstone avait quittés bien établis sous la protection de l'autorité portugaise !

Mais revenons au témoignage de Livingstone sur les bontés des autorités portugaises envers lui, et à ses Ma-Kololo, établis par le commandant de Tété, sur un territoire donné par lui comme représentant du gouvernement du Portugal. Évidemment, celui-ci ne leur a donné que ce qu'il avait le droit de donner, ce territoire appartenant au Portugal. Sur cette portion du sol de la colonie portugaise, les Ma-Kololo se sont multipliés ; plusieurs de ceux qui étaient venus en 1856 des régions du haut Zambèze à la suite de Livingstone vivent encore. Le capitaine Trivier, qui les a visités dans leurs villages en octobre dernier, les présente comme braves à l'excès, bâtis en hercules, presque tous devenus chefs des villages où ils sont établis. Nombreux sur le bas Chiré, ils flottent entre quarante et soixante ans. Ce sont eux que les missionnaires de Blantyre et les agents de la Compagnie des Lacs, aidés de M. Buchanan, possesseur d'une plantation de café et de cannes à sucre à Zomba, mais faisant, en l'absence du consul anglais, les fonctions de consul intérimaire dans cette région, ont soulevés contre le gouvernement portugais pour les placer eux et leur territoire sous l'autorité britannique, et faire éclater le conflit préparé en Europe par la rupture des négociations relatives à la convention entre les cabinets de Londres et de Lisbonne.

Rappelons brièvement la suite de ces négociations :

Bientôt après la conclusion des traités avec la France et l'Allemagne, mentionnés dans notre précédent numéro, et reconnaissant au Portugal le droit d'exercer son influence entre ses colonies d'Angola et de Mozam-

bique, le cabinet de Lisbonne entama des pourparlers avec l'Angleterre pour s'entendre avec elle au sujet des droits des tiers réservés par les susdits traités. Ces droits des tiers, nous l'avons dit précédemment, n'étaient que des droits privés, de sociétés privées, missionnaires et commerciales, sans aucune charte royale analogue à celles que le gouvernement britannique a conférées depuis à la Royal Niger Company, à l'Imperial British East African Company, etc.<sup>1</sup>. Ces droits privés, jamais le cabinet de Lisbonne ne les a contestés; jamais il n'a menacé les Ma-Kololo de leur retirer le don qu'il leur a fait il y a trente ans du sol sur lequel ils sont établis; jamais il n'a contesté aux missionnaires la propriété des établissements de leurs stations, ni n'a cherché à restreindre leur liberté d'instruire les indigènes et de travailler à leur relèvement. Comme dans la colonie d'Angola, où les missionnaires du Bihé, de Saint-Paul de Loanda, de San Salvador, etc., travaillent avec une pleine liberté, sans que ni les propriétés, ni la liberté de conscience, d'enseignement, de culte, soient jamais menacées par l'autorité portugaise, dans les districts du Nyassa et du Chiré les missionnaires travaillaient en toute liberté. On ne prétendra pas que leur liberté ne fût pas complète, parce que le Portugal, fidèle aux engagements du blocus, refusa longtemps de leur laisser importer des armes et des munitions.

Dans le *Blue Book* qui vient d'être présenté au Parlement par ordre de Sa Majesté, nous avons compté, en moins d'un an, du 30 mai 1888 au 25 mai 1889, plus de soixante et dix dépêches relatives à des demandes de poudre, de cartouches, de revolvers, de fusils, même de mitrailleuses Gatlins, que le ministère britannique contraignit l'autorité portugaise de la colonie de Mozambique de laisser passer, malgré la prohibition de l'importation des armes et des munitions pendant la durée du blocus. Les missionnaires et les agents de la Société des Lacs affirmaient sur l'honneur qu'ils en avaient un besoin absolu pour se défendre. Le gouvernement anglais alla jusqu'à rendre les autorités portugaises responsables de tout ce qui pourrait arriver aux sujets britanniques, si ces armes et ces munitions étaient retenues à la douane de Quilimane. Il prit l'engagement de veiller à ce qu'elles ne servissent qu'à la

<sup>1</sup> Néanmoins, la dernière carte qui vient de paraître à Londres, attribuée à la Compagnie anglaise des Lacs africains, tout le territoire qui s'étend du sud du Tanganyika à la région du Chiré. — Stanley's Explorations in Africa. A new Map showing all Stanley's explorations in the Dark Continent from 1868 to 1889. London (George, Philip and Son), 1890, 1 sh.

défense de ses sujets dans les stations du Chiré et du Nyassa, à ce qu'il n'en fût absolument pas vendu. Dans une dépêche du 3 mars 1888, il est question d'une demande du consul Hawes, qui sollicitait l'importation, franche de droits, de dix-neuf caisses d'armes, *propriété du gouvernement anglais* ! Ceci nous rappelle que le Rev. Dr Kerr-Cross, de la mission de l'Église libre d'Écosse, écrivait le 1<sup>er</sup> août 1889, de la station de Karonga, au N.-O. du Nyassa : « Il est une chose qu'il faut que l'on sache en Angleterre, parce qu'elle est une honte pour notre nation. Presque tous les fusils employés par les Arabes chasseurs d'esclaves, sont de manufacture anglaise. Sur le plateau qui mène du Nyassa au Tanganyika, je puis l'affirmer, presque tous les fusils se chargeant par la culasse portent l'estampille : Tower, et le numéro de fabrication. Partout où vous allez dans cette partie de l'Afrique, si vous voyez un fusil dans la main d'un natif ou d'un Arabe, il est de fabrique anglaise. Le sang bout dans les veines quand on pense à l'œuvre dévastatrice pour laquelle ces armes sont mises entre les mains des esclavagistes par des hommes que l'on qualifie de *chrétiens hautement respectables* <sup>1</sup>. » On nous a demandé si les vendeurs n'étaient point des Portugais ? A cette demande nous pouvons répondre par cet aveu de M. Buchanan, dans une dépêche du 8 mars 1889, à lord Salisbury : « Jusqu'ici la vente de fusils et de munitions, quoique les Anglais s'y livrent, a été maintenue dans des limites aussi étroites que possible. » Il y avait donc vente, malgré la promesse formelle du gouvernement anglais pour arracher aux autorités portugaises la permission d'importer au Chiré et au Nyassa des armes et des munitions. Si la vente des armes et des munitions se pratiquait malgré l'interdiction, que doit-elle être en temps ordinaire ?

N'en déplaise à la *Semaine religieuse* de Genève, et malgré nos convictions protestantes et notre amour pour l'œuvre des missions, nous préférierions qu'il n'y eût aucun missionnaire écossais au Chiré et au Nyassa, plutôt que de voir les sommes d'argent demandées aux Églises pour convertir au christianisme les indigènes de cette région, employées à fournir des fusils et des cartouches à des hommes dont la pensée dominante est de convertir en possession britannique, au mépris des engagements les plus sacrés, un territoire donné aux Ma-Kololo par le gouvernement portugais.

En 1888, les Comités des deux Sociétés missionnaires écossaises

<sup>1</sup> Voy. *Central Africa, Monthly Record of the Work of the Universitie's Mission*. Janvier 1890, p. 11.

firent, auprès du gouvernement, des démarches pour obtenir son appui contre l'invasion dont la région du Nyassa était menacée par les Arabes. Des délégués de ces Comités eurent avec des membres du Parlement une Conférence dans laquelle ils exposèrent l'importance qu'il y avait pour l'Angleterre à conserver son influence dans cette partie de l'Afrique, et demandèrent en particulier « que les districts du Nyassa, au nord du Ruo, fussent déclarés comme appartenant à la sphère d'influence anglaise. » Mais, à la requête de plusieurs membres du Parlement, cette demande fut changée en une autre aux termes de laquelle le gouvernement était simplement *invité à prendre les mesures les meilleures pour assurer la sécurité des sujets et des intérêts anglais dans la région du Nyassa.*

Et cependant, d'après les dépêches publiées dans le *Blue Book* le gouvernement britannique, transformant en droits de souveraineté politique les droits purement privés des Sociétés anglaises, refusait, depuis 1887, au cabinet de Lisbonne de lui reconnaître aucun droit sur les districts du Nyassa et du Chiré, entre autres sur le territoire des Ma-Kololo, occupés par des commerçants anglais et des missionnaires. Il prétendait que toute cette région appartenait à la sphère d'influence anglaise, en attendant qu'on y proclamât le protectorat britannique.

« La souveraineté, » disait-il, « ne peut être reconnue qu'à la condition que le territoire soit occupé par une force suffisante pour y maintenir l'ordre, pour protéger les étrangers et surveiller les natifs. Le Portugal n'a point d'établissements à l'intérieur, il ne pourrait pas remplir ses devoirs internationaux. C'est au Dr Livingstone qu'est due la découverte du lac Nyassa; c'est à lui également qu'est due l'occupation des districts qui l'entourent et qui, dès lors, ont été constamment et exclusivement occupés par des sujets anglais ! »

Mais où donc étaient, où sont encore aujourd'hui les forces britanniques capables de maintenir l'ordre dans la région du Nyassa? Où étaient les hommes chargés d'y exercer la juridiction? Dans les établissements missionnaires, comme ceux de Blantyre! Le ministère anglais a-t-il oublié que quelques années auparavant ces mêmes missionnaires ont été censurés pour s'être attribué des fonctions judiciaires! Et, en présence des Arabes, que répondait-il aux missionnaires et aux commerçants du Nyassa, sollicitant auprès de lord Salisbury des secours pour maintenir la sécurité des Anglais et des missions dans cette région? « Le gouvernement anglais n'a rien à voir dans ces affaires; la troupe aux ordres du capitaine Lugard ne recevra aucun secours du gouvernement; ces

questions ne concernent en rien l'Angleterre. Le gouvernement n'est pas indifférent aux intérêts anglais, mais il ne saurait assumer la responsabilité d'entreprendre une action militaire dans ces régions, car il est incontestable que le Portugal, vu la souveraineté qu'il possède sur les côtes, a le droit de l'exercer dans l'intérieur des terres. »

Ainsi parlait sir J. Fergusson à la Chambre des Communes au mois de mai de l'année dernière. Le Portugal avait donc non seulement le droit, mais encore le devoir d'occuper l'intérieur, de faire le nécessaire pour y maintenir l'ordre, d'y développer les facilités de communication soit pour le commerce, soit pour les approvisionnements des stations du Chiré, soit pour le progrès de la science. Et il y travaillait résolument. Nous ne voulons que rappeler à cet égard les expéditions de Cardozo et de Serpa Pinto pour le lever de la carte de tout le territoire situé entre la côte de l'Océan indien et le lac Nyassa, ainsi que les études entreprises pour l'établissement d'une voie ferrée à travers le pays des Ma-Kololo, destinée à relier Tété au Chiré supérieur, en amont des cataractes Murchison qui interrompent la navigation de cet affluent du Zambèze ; sans parler des expéditions préparées par le gouvernement portugais pour protéger les stations missionnaires et commerciales contre des tribus indigènes remuantes et contre les Arabes.

Mais alors, les mêmes hommes qui avaient reproché aux Portugais de ne rien faire, et qui s'en autorisaient pour chercher à transformer leurs droits privés en droits politiques, dès qu'ils virent le gouvernement de Lisbonne se mettre en devoir de remplir les conditions réclamées pour obtenir la reconnaissance de la souveraineté, s'opposèrent à ce que les Portugais vinssent à leur secours, et firent tout ce qu'ils purent pour empêcher la réalisation des expéditions scientifiques organisées par les autorités portugaises. Pendant que les délégués des Sociétés missionnaires et commerciales écossaises empêchaient lord Salisbury de signer la convention préparée entre les deux cabinets pour déterminer leurs sphères d'influence dans la région du Chiré et du Nyassa, là-bas, sur les lieux-mêmes, à Blantyre et sur le territoire des Ma-Kololo, M. Buchanan<sup>1</sup>, travaillait, avec l'aide de M. Moir de la Compagnie des

<sup>1</sup> Croirait-on que, d'après le *Blue Book*, M. Buchanan, chargé par intérim des fonctions consulaires, n'a pas reçu, du cabinet britannique, une seule réponse aux vingt-sept dépêches adressées par lui au marquis de Salisbury, du 15 octobre 1888 au 11 novembre 1889, quoique, dans la plupart, il exprimât l'espoir que les mesures graves qu'il croyait devoir prendre avaient l'approbation du ministre ; que,

Lacs, et de MM. Scott frères, de la mission de Blantyre, à provoquer chez les Ma-Kololo un mécontentement intense contre les autorités portugaises, et à leur persuader de se soustraire à la juridiction de celles-ci

dans sa dépêche du 10 septembre 1889, il avouât avoir dépassé les instructions du ministre, et dans celle du 25 septembre, du pays des Ma-Kololo, il demandât positivement des instructions relatives pour sa conduite ultérieure! Ou bien lord Salisbury n'a pas répondu, et nous demandons pourquoi? Ou bien Sa Seigneurie a fait répondre, et nous demandons pourquoi les réponses sont soustraites à l'examen des représentants du peuple anglais dans le Parlement?

Parmi ces dépêches du *Blue Book*, nous relevons celle du 1<sup>er</sup> juin 1889, de Zomba, dans laquelle M. Buchanan rapporte à lord Salisbury une entrevue qu'il a eue, au consulat, sur son invitation, avec le chef Maliéma, plusieurs de ses notables et une respectable garde du corps de gens bien armés. Maliéma avait envoyé à Quilimane trois de ses hommes, qui y avaient reçu, des autorités de la colonie, des drapeaux portugais, dont un pour leur chef. D'autres Ma-Kololo, entre autres Mponda, en avaient également reçu. M. Buchanan fit valoir auprès de Maliéma les immenses avantages que les Anglais avaient procurés à ses sujets pendant les quelques années qu'ils avaient été dans le pays : hommes, femmes, enfants recevaient des étoffes et des perles en paiement de leur travail ; des milliers de livres sterling avaient été dépensées pour sa plantation de café et de sucre! le bâtiment du consulat avait été, pour ses gens, une source de richesses ; la station missionnaire de Domasi était tout près de son village, et faisait tout pour christianiser et civiliser ses gens, etc.

Après quoi M. Buchanan demanda à Maliéma si lui et ses gens désiraient devenir Portugais. La réponse, écrit M. Buchanan, fut négative. Là-dessus, il conseilla à Maliéma de renvoyer à Quilimane le drapeau portugais. C'était préparer les voies à la proclamation du protectorat britannique, par le même M. Buchanan, le 8 août suivant, et à la substitution aux drapeaux portugais des pavillons anglais qu'il distribua aux chefs ma-kololo.

Dans notre précédent numéro, nous avons attribué, sur de fausses informations, cette proclamation de protectorat au consul Johnston. D'après le *Blue Book*, — et aussi d'après le *Missionary Record of the Church of Scotland*, — la responsabilité en appartient à M. Buchanan, qui en informa lord Salisbury, espérant que son procédé aurait l'approbation du ministre. Mais, pas plus dans ce cas que dans les autres, le chef du cabinet ne daigna l'honorer d'une réponse.

Après avoir tout fait pour soulever les Ma-Kololo contre les autorités portugaises, lorsque le major Serpa Pinto, chargé, par décret du 30 mars 1889 du gouvernement portugais, de prendre toutes les mesures propres à permettre à l'expédition du chemin de fer d'exécuter son mandat, arrive à la frontière du territoire des Ma-Kololo, M. Buchanan lui en refuse le passage, « le pays étant placé, dit-il, sous le protectorat de S. M. la reine d'Angleterre, impératrice des

pour se placer sous le protectorat de l'Angleterre. Plusieurs semaines avant l'arrivée du consul Johnston, il proclamait, avec ou sans l'autorisation du cabinet de Londres, le protectorat britannique sur ce territoire où les ingénieurs du chemin de fer faisaient leurs études, y arborait le drapeau anglais, et voyait aussitôt ces Ma-Kololo, qui se croyaient protégés par les Anglais, attaquer l'expédition scientifique et succomber dans la tuerie qui devait résulter de l'arrivée du major Serpa Pinto, chargé par son gouvernement de veiller à ce que les ingénieurs du chemin de fer pussent exécuter la mission qui leur était confiée sans être molestés par les indigènes. Le rétablissement de l'ordre entraînait la disparition du drapeau britannique, dont l'enlèvement a donné l'occasion au ministère anglais d'adresser son ultimatum à celui de Lisbonne, comme si la tache imprimée à ce drapeau par le soulèvement des Ma-Kololo, entraînés à la rébellion par les agents anglais, n'était pas infiniment plus honteuse que celle qu'ont pu lui infliger les soldats de la troupe de Serpa Pinto.

Une dépêche du consul Johnston, du 26 août 1889, montre dans quelles dispositions arrivait Serpo Pinto. Rapportant une entrevue qu'il avait eue avec le major portugais, sur les bords du Chiré, M. Johnston écrit : « Il m'informa qu'il dirigeait une expédition scientifique et désirait passer à travers le pays des Ma-Kololo, mais que les chefs ma-kololo, excités par M. Moir de la Compagnie des Lacs, avaient refusé de le laisser passer. Il me demanda de chercher à les persuader de cesser leur opposition, sans quoi il y aurait guerre. Aucun chef africain ne l'avait arrêté jusque-là ; si les Ma-Kololo lui résistaient, les conséquences seraient sérieuses pour eux ; ses 731 hommes armés auraient bien vite raison de leur résistance. Il était préparé pour la guerre, mais il préférerait pouvoir passer pacifiquement à travers leur territoire pour atteindre la résidence de Mponda, sujet portugais sur le Nyassa, un des Ma-Kololo amenés là par Livingstone <sup>1</sup>. Je répondis que j'étais sûr que

Indes, etc. » Il termine la dépêche qu'il adresse à ce sujet au chef du gouvernement britannique, le 10 septembre, par ces mots :

« J'espère que Votre Excellence approuvera mon procédé. Je sens que j'ai pris sur moi une responsabilité qui dépasse les instructions que j'ai reçues de votre Seigneurie ; mais, après une longue conférence avec M. Johnston, consul de S. M. britannique..., j'ai l'assurance que Votre Seigneurie ne considérera pas comme une présomption de ma part les efforts que j'ai faits pour sauvegarder les intérêts anglais dans ce territoire. » *Le Blue Book* ne dit pas ce qu'en pense le ministre.

<sup>1</sup> C'est sur le territoire du chef ma-kololo Mponda que fut établie, au cap

les Ma-Kololo ne consentiraient jamais à le laisser passer avec une expédition armée si nombreuse, parce qu'ils détestaient les Portugais et leur supposaient des intentions politiques sur leur territoire. La guerre entre les Portugais et les Ma-Kololo fermerait le Chiré et menacerait sérieusement la vie et la propriété des sujets anglais sur le haut Chiré, et une agression de la part des Portugais pourrait avoir de sérieux effets sur les relations entre l'Angleterre et le Portugal. »

Mais qui donc avait amené cet état d'insécurité pour la vie et la propriété des sujets anglais sur le haut Chiré, si ce ne sont ces sujets anglais eux-mêmes en poussant à la résistance contre l'expédition du chemin de fer ces mêmes Ma-Kololo que Livingstone y avait laissés reconnaissants envers le Portugal, pour les terres qui leur avaient été données et pour les bienfaits dont ils avaient été comblés. Les missionnaires de Blantyre ont-ils oublié l'accueil gracieux que reçut, en 1875, des autorités politiques et religieuses de la colonie, l'expédition de M. Young, ancien officier de la marine britannique, chargé d'amener dans ce pays leurs prédécesseurs écossais ?

Quels que puissent être les intérêts pécuniaires engagés dans les districts où se trouvent les établissements écossais, et que le gouvernement de S. M. la reine dit avoir pris aujourd'hui sous sa protection, avant le 8 août, il n'existait pour eux aucun protectorat britannique, et quant au territoire des Ma-Kololo, il n'a été placé sous le protectorat anglais qu'à la suite de manœuvres coupables qui, non seulement ont conduit les Ma-Kololo à commettre le crime de félonie, mais encore les ont envoyés, sans protection aucune de la part de ceux qui leur promettaient leur appui, à la bouche des canons portugais. Aussi comprend-on que le vieux compagnon de Livingstone, Mlauri, qui, d'abord, n'avait pas voulu engager la guerre contre l'autorité portugaise<sup>1</sup>, trompé par les promesses de ceux qui lui avaient fait espérer aide et protection comme prix de sa trahison envers le Portugal, fût, comme le dit M. Trivier, « fort

Maclear, la première station des missions écossaises, nommée Livingstonia; elle a été dès lors abandonnée à cause de l'insalubrité du climat de cette partie du Nyassa.

<sup>1</sup> Dans une dépêche, à lord Salisbury, du 30 septembre 1889, M. Buchanan, avoue qu'à l'occasion du traité fait huit jours auparavant avec le chef ma-kololo Mlauri, ce fut lui, M. Buchanan, qui prêta, pour ce chef, le serment imposé par le dit traité. Nous lisons en effet, p. 155-156 du *Blue Book* :

« Nous, John Buchanan, consul intérimaire pour le Nyassa, jurons ici que Mlauri, ici présent, ayant une crainte superstitieuse de poser sa main sur le papier, m'a autorisé, en présence de Katunga et de Maséa, chefs ma-kololo, et d'un grand

mécontent envers les Anglais, qu'il demandât à grands cris la paix, et qu'il fût prêt à satisfaire à toutes les exigences de Serpa Pinto <sup>1</sup>. »

En présence du sang versé sur le territoire où Livingstone avait vu ses braves Ma-Kololo établis par le gouverneur de Tété, nous croyons l'entendre, lui dont la devise de famille était : « Sois honnête, » reprocher aux missionnaires et aux agents consulaires leurs procédés déloyaux envers le Portugal, et rappeler au gouvernement britannique, qui a pris occasion de la répression sanglante de Serpa Pinto pour menacer d'une rupture un État naguère encore ami, la parole que Gladstone prononçait après la guerre des Anglais contre le Transvaal : « Nous avons eu tort. » Réconciliez-vous avec le Portugal, et exigez des missionnaires et des agents de la Compagnie des Lacs qu'ils cessent leurs menées politiques dans un territoire sur lequel, jusqu'en juillet de l'an dernier, vous l'avez déclaré vous-mêmes, l'Angleterre n'avait aucun droit de protectorat ! Dans tous les cas, acceptez l'arbitrage demandé par le Portugal, ou mieux encore réclamez d'une Conférence internationale la détermination du sens sphère d'influence introduit dans la langue depuis l'Assemblée de Berlin, et la reconnaissance du principe qu'il soit interdit aux sociétés privées missionnaires d'intervenir dans le domaine politique !

Ami des missions et des missionnaires, nous estimons parler dans leur intérêt et dans l'intérêt de l'œuvre excellente à laquelle ils se consacrent, en même temps que dans l'intérêt de l'Afrique et des indigènes africains. Il ne faut pas que les conflits qui peuvent s'élever à l'occasion des possessions européennes en Afrique risquent de provoquer, entre les États civilisés, des guerres auprès desquelles les guerres intestines que l'on désire faire cesser dans le continent noir ne sont que jeux d'enfants.

Nous voudrions espérer que les voix nombreuses qui s'élèvent en

nombre de ses gens et de tous les témoins soussignés, à faire en son nom la marque ci-dessus — une croix —.

John BUCHANAN, consul intérimaire.

John-W. MOIR, directeur de l'African Lakes Company.

Adam Mc CULLOCH, commerçant.

Donald MALOTTA.

Thomas FAULKNER.

Fred.

<sup>1</sup> Ce sentiment était partagé par les autres chefs ma-kololo. Masea et Kautunga écrivaient à M. Buchanan, le 28 octobre : « La guerre est l'affaire des blancs, et vous avez trompé les chefs. » Le vieux Mlauri n'a pas voulu accepter le nouveau drapeau anglais par lequel M. Buchanan comptait remplacer celui que les Portugais ont enlevé.

Europe et dans l'Angleterre même pour demander au cabinet britannique d'accepter l'arbitrage réclamé par le Portugal seront entendues. Certainement Livingstone joindrait sa voix à celles-là, lui qui, après avoir énuméré tous les témoignages de généreuse hospitalité dont l'avaient comblé les autorités de la colonie portugaise, écrivait : « J'insiste d'autant plus sur cet accueil bienveillant et désintéressé, que les Portugais ne jouissent pas en Angleterre d'une excellente réputation... Je m'estimerai personnellement récompensé de mes efforts, si la déclaration que je fais ici de la générosité dont ils m'ont donné tant de preuves, faisait concevoir à mes compatriotes une idée plus haute du caractère portugais... »

#### BIBLIOGRAPHIE <sup>1</sup>

*Léon Béthune. LES MISSIONS CATHOLIQUES D'AFRIQUE.* Lille (Desclée, de Brower et C<sup>ie</sup>), 1889, in-8°, 320 p. et carte. Fr. 4. — Cet ouvrage est un tableau très intéressant et très complet de l'organisation et de l'expansion des missions catholiques en Afrique. M. le baron Léon Béthune, qui remplit des fonctions diplomatiques et préside une des sections belges de l'Association anti-esclavagiste, a consulté des sources nombreuses; journaux et annuaires des missions, bulletins des corporations religieuses, récits personnels des missionnaires, revues des missions protestantes, documents officiels, narrations des voyageurs, et c'est en condensant, en résumant d'une manière méthodique ces divers documents, qu'il a rédigé l'ouvrage que nous annonçons. L'Afrique entière est passée en revue dans huit chapitres successifs, en commençant par l'Afrique septentrionale et en continuant par l'Ethiopie, l'Afrique australe et l'Afrique occidentale, c'est-à-dire en suivant l'ordre adopté dans notre bulletin mensuel. Aucune région importante n'est oubliée parce qu'il n'en est aucune où ne se soit pas portée l'activité des missionnaires catholiques. Quelle vigoureuse impulsion leurs missions ont reçu durant ce siècle! En 1830, il n'existait dans l'Afrique continentale, en dehors des diocèses d'Angola et de Mozambique, que les missions des États barbaresques et du Sénégal. Quelques prêtres entretenaient encore la foi catholique à Maurice, la Réunion, ainsi que dans les îles de l'Atlantique. Aujourd'hui, l'Afrique avec les îles est divisée, au point de vue catholique, en 56 cir-

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

conscriptions ecclésiastiques, à la tête desquelles sont placés des archevêques, des évêques, des vicaires ou des chefs de missions. Les villes qui servent de résidence à ces dignitaires forment comme une ceinture autour du continent et, dans l'intérieur, les missionnaires ont pénétré jusqu'à Kita, à Kouamouth et au delà, à Empandeni, à Tété, à Mponda, à Karéma, à Mpala, à Roubaga, à Syout, etc. En lisant les pages émues et écrites dans un style excellent, que M. Léon Béthune consacre aux travaux des missionnaires catholiques en Afrique, à leurs succès et aux espérances que les résultats acquis leur permettent de concevoir, en examinant la carte générale qui accompagne l'ouvrage et dans laquelle l'auteur indique la division du continent en circonscriptions ecclésiastiques et les principales stations, on a le sentiment qu'il s'agit d'une œuvre d'ensemble longuement étudiée, dirigée par une volonté supérieure et servie par d'infatigables pionniers. L'Eglise de Rome prépare la régénération morale de tout un continent par le catholicisme. Quels seront les résultats de ces efforts? Personne ne peut le dire. Quoi qu'il en soit, on doit savoir gré à M. Béthune d'avoir exposé d'une manière claire et complète l'état actuel des missions catholiques en Afrique.

*J. Scott Keltie.* LA DÉLIVRANCE D'ÉMIN-PACHA d'après les lettres de H.-M. Stanley. Traduction autorisée et accompagnée d'une carte. Paris (Hachette et C°), 1890, in-16, 204 p., fr. 1.25. — Pour répondre à un désir exprimé par Stanley, en même temps que pour satisfaire la curiosité bien légitime du public, M. Scott Keltie, le savant bibliothécaire de la Société de géographie de Londres, a bien voulu se charger de publier les lettres se rapportant à l'expédition de Stanley au secours d'Emin-pacha, tâche qui ne pouvait être confiée à de meilleures mains. Ce recueil de lettres a certainement une grande importance, car il renferme la série complète des documents authentiques et de source officielle : lettres de Stanley éparses dans plusieurs journaux et revues ou communiquées par les correspondants eux-mêmes; lettre du major Barttelot; lettres écrites en 1884 par Lupton et Omar-Saleh et transmises par Emin-pacha; lettre d'Emin-pacha au Comité de secours, etc. Bien classées par M. Scott Keltie et précédées d'une introduction explicative, elles fournissent aux lecteurs les traits essentiels de cette expédition extraordinaire, l'une des plus étonnantes dont l'Afrique ait été le théâtre. Il y a bien çà et là quelques doubles emplois, mais ils ne nuisent en aucune manière à l'intelligence de la narration. L'intérêt puissant qui s'attache au récit du grand voyageur fait oublier ces légères imperfections.

BULLETIN MENSUEL (7 avril 1890<sup>1</sup>).

Nous extrayons ce qui suit d'un rapport de M. Fau, président de la Société d'études pour la recherche des eaux artésiennes à **Biskra** : En trente-quatre jours, malgré les difficultés exceptionnelles du terrain, les travaux ont atteint la profondeur de 226<sup>m</sup>, soit plus de six mètres d'approfondissement par jour, là où l'on semblait craindre de ne pouvoir dépasser 80<sup>m</sup>. La découverte, à 54<sup>m</sup>, d'une nappe ascendante s'élevant à 35<sup>m</sup> au-dessous du sol, offrait déjà un résultat utilisable d'une grande importance. Il permettra aux acquéreurs des terrains au sud de Biskra de bâtir là où, hier encore, l'impossibilité de se procurer une goutte d'eau, même pour les besoins seuls du ménage, décourageait les plus entreprenants, malgré le désir qu'ils pouvaient avoir de créer des villes au milieu des plantations de palmiers qu'on rencontre de ce côté. Toutefois, l'ingénieur, M. Zipperlen, estimait que le sondage, pour atteindre l'eau jaillissante, devait pouvoir être poussé au delà de 300<sup>m</sup>. La perforation de 226<sup>m</sup> a eu lieu dans le terrain le plus difficile qui se puisse rencontrer, en particulier à travers 118<sup>m</sup> d'alluvions composées d'énormes galets et de conglomérats à base de quartz, de rognons de silex calcaire, de carbonates de chaux extrêmement durs, dans lesquels, avec d'autres procédés de sondage, il serait impossible d'obtenir un avancement de plus de 0<sup>m</sup>,40 par jour. En prenant les moyennes obtenues généralement dans de semblables terrains, avec les procédés ordinaires, ce sondage, au lieu d'être exécuté en trente-quatre jours, eût demandé près d'un an, et il aurait coûté des sommes énormes, si tant est qu'il eût pu même être entrepris, tandis qu'il n'a coûté que 15,519 fr., soit fr. 69,55 le mètre.

Nous ne pouvons donner *in extenso* le texte du **traité conclu entre l'Italie et l'Abyssinie**, publié dans le Livre vert distribué à la Chambre italienne. Bornons-nous à ce qui importe le plus pour nos abonnés :

L'art. 1<sup>er</sup> consacre la paix perpétuelle et les sentiments d'amitié constante entre les rois d'Italie et d'Éthiopie, leurs héritiers, leurs sujets et leurs protégés.

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

Art. 2. Chacune des deux parties contractantes pourra nommer un agent diplomatique et des consuls auprès de l'autre.

Art. 3. Une commission de deux délégués italiens et de deux délégués éthiopiens sera chargée de placer des bornes frontières. La ligne des plateaux formera la frontière entre le territoire italien et l'Abyssinie.

Art. 5. Les caravanes de ou pour Massaouah paieront, sur le territoire éthiopien, un droit unique d'entrée de 8 % sur la valeur des marchandises.

Art. 6. Le commerce des armes et des munitions de ou pour l'Éthiopie à travers Massaouah sera libre pour le seul roi d'Éthiopie, mais sur une demande qu'il adressera chaque fois aux autorités italiennes.

Art. 7. Les nationaux des deux puissances pourront librement entrer et voyager dans les territoires respectifs, mais sans armes, pour prévenir les razzias.

Art. 8 et 9. Les Italiens en Éthiopie, les Éthiopiens en Italie pourront acheter et vendre, pratiquer leur religion comme les indigènes.

Art. 10. Les contestations entre Italiens en Éthiopie seront jugées par l'autorité italienne de Massaouah, qui sera assistée d'un délégué éthiopien pour résoudre les contestations entre Italiens et Éthiopiens.

Art. 12. Tout Italien commettant un crime sur territoire éthiopien sera jugé par l'autorité italienne. Tout Éthiopien commettant un crime sur territoire italien sera jugé par l'autorité éthiopienne.

Art. 13. Le roi Ménélik empêchera par tous les moyens possibles la traite des esclaves, contraire au christianisme.

Art. 17. Le roi d'Éthiopie consent à se servir du gouvernement du roi d'Italie dans toutes ses négociations avec les autres puissances ou gouvernements.

Art. 18. Si Ménélik accorde des privilèges spéciaux pour le commerce et l'industrie en Éthiopie, la préférence, à conditions égales, sera toujours donnée aux Italiens.

Le *Daily News* nous a fourni des renseignements sur l'expédition anglaise, mentionnée dans notre dernier numéro (p. 74), au pays des **Somali**, sur la route de Zeïla à Harrar. La tribu qu'elle était chargée de châtier est celle des Issa. Le correspondant du journal les présente comme très fiers et belliqueux; tous sont armés de lances : deux dont ils font des armes de jet, comme des assagaies, et une pour combattre de près. Ils n'attaquent que de nuit; à deux reprises, ils assaillirent l'expédition anglaise, composée d'une brigade de marine, de deux compagnies du dix-septième régiment d'infanterie de Bombay et de quatre-

vingts sapeurs indigènes. Leur seconde attaque fut dirigée contre la zeriba anglaise, dans laquelle ils réussirent à pénétrer, y tuant cinq soldats indigènes et en blessant quinze autres. Leurs pertes demeurèrent inconnues, l'habitude de la tribu étant d'emporter toujours ses morts et ses blessés. Les Anglais leur prirent 150 chameaux, 40 bœufs et environ 2000 moutons. En outre, en 4 jours, une compagnie de marine détruisit 150 puits sur un parcours d'une trentaine de kilomètres.

Les journaux anglais nous ont apporté le texte d'un discours prononcé par **Stanley**, au Caire, à l'occasion d'un banquet donné en son honneur par le gouvernement égyptien. Parlant des vingt-six jours qu'il avait passés avec **Émin-pacha**, lors de sa première rencontre avec ce dernier au sud du lac Albert, il rapporte lui avoir tenu ce langage : « Eh bien, pacha : je vous propose trois choses, Je vous offre le gouvernement de cette province, seulement sous une autre suprématie, avec un salaire annuel de 1500 liv., et je vous donne 12,000 liv. par an pour garder cette province. Vous dites que vous l'aimez, vous aurez l'occasion d'y rester. Donnez-moi votre réponse. Ou bien, je vous conduirai dans quelque belle partie de l'Afrique que je connais, aussi belle que les yeux peuvent la désirer, où vous vivrez en paix et je vous en ferai gouverneur. Ou enfin, venez à la côte avec moi. Donnez-moi seulement une réponse définitive. »

On se demande sur quoi reposaient ces offres; le khédivé avait-il remis à Stanley la province de l'Equateur pour que celui-ci pût offrir à Émin-pacha de lui en donner le gouvernement? Sous quelle souveraineté ce dernier aurait-il exercé le gouvernement de cette province? De la part de qui Stanley lui offrait-il ce traitement de 1500 liv. par an, et ces 12,000 liv. pour l'administration? Ou encore qu'entendait Stanley par cette province si belle qu'il connaissait et dont il aurait fait Émin gouverneur? Stanley connaissait en Afrique les territoires réservés à l'influence allemande, ceux de l'État indépendant du Congo, ceux de l'Ou-Ganda et de l'Ou-Nyoro<sup>1</sup>. Nous ne pensons pas qu'il eût l'idée de disposer d'aucune partie des premiers; resteraient l'Ou-Ganda et l'Ou-Nyoro, très beaux en effet; mais qu'auraient pensé Mwanga et Kabréga de cette substitution de l'autorité souveraine de Stanley à la leur? En vérité, plus nous cherchons à comprendre le sens des propositions de Stanley, moins nous les comprenons. A moins qu'envoyé par le Comité

<sup>1</sup> Nous ne parlons pas de l'Abyssinie, où il accompagna, comme reporter, l'expédition anglaise contre Théodoros.

à la tête duquel se trouvent MM. Mackinnon, Mackenzie et les administrateurs de l'Imperial British East African Company, ceux-ci eussent autorisé Stanley à disposer, comme il le fit, des territoires que cette Compagnie, dans son prospectus, s'attribue jusqu'à la province de Wad-elai gouvernée par Émin-pacha.

Quoi qu'il en soit, nous comprenons maintenant mieux encore qu'auparavant les difficultés de la position dans laquelle a dû se trouver Émin en présence de celui qui, annoncé comme devant le secourir, prenait le rôle de dispensateur de territoires et de gouvernements. D'autre part, Stanley, distributeur de provinces, ne devait rien comprendre aux hésitations ni aux scrupules du gouverneur de l'Égypte équatoriale, et, ne les comprenant pas, il ne pouvait juger que défavorablement celui dont la nature morale lui échappait complètement. Heureusement, il se trouve des hommes qui ont vu Émin dans sa province, qui ont pu apprécier son œuvre, et qui, avant que Casati ou Émin lui-même aient pu parler, travailleront à faire rendre justice à l'ancien gouverneur de la province de l'Équateur. Sous ce rapport, nous avons la satisfaction de trouver dans le *Times* une lettre du D<sup>r</sup> Felkin, d'Édimbourg, qui, après un certain temps passé dans l'Ou-Ganda au service de la Church Missionary Society, accompagna les trois ambassadeurs ba-ganda envoyés par Mtésa à la reine d'Angleterre, descendit avec eux la vallée du Nil, traversa toute la province d'Émin-pacha, vit de ses yeux l'œuvre qu'il y avait accomplie et, rentré en Écosse, entretint avec le solitaire du haut Nil la correspondance la plus instructive. Voici sa lettre au *Times* :

« J'ai cru bien faire jusqu'ici d'ignorer les calomnies répandues contre Émin-pacha et son gouvernement de la province équatoriale, et de garder le silence sur les affirmations sans fondement publiées de temps à autre, préférant attendre qu'Émin fût assez bien rétabli pour répondre lui-même. Cependant la lettre de votre correspondant du Caire et votre article du 4 février m'obligent de vous prier d'agréer ces quelques mots :

« Mon intention n'est pas de juger aujourd'hui l'expédition de secours à Émin-pacha.

« Votre correspondant affirme qu'aussi longtemps qu'il exista à Khartoum un gouvernement central auquel Émin pouvait envoyer les officiers qui échappaient à son contrôle, en un mot aussi longtemps qu'il y eut derrière lui un pouvoir exécutif fort, son administration ne laissa rien à désirer...., mais dès que succomba le pouvoir à Khartoum et qu'Émin demeura seul, la force physique qui doit toujours être en réserve pour qu'un gouvernement puisse agir, fit complètement défaut. Votre corres-

pondant affirme que les officiers d'Émin le trompaient et intriguaient contre lui ; il dit : « Gordon eût pendu les rebelles et il en eût éprouvé un repentir inutile. » Dans votre article, vous comparez Émin à un excellent sous-maître d'école publique, qui administre sa division parfaitement bien aussi longtemps qu'il peut envoyer les élèves réfractaires au principal pour que celui-ci les fustige. Mais lorsque le chef n'y est plus, — lorsque Gordon fut mort — ses élèves lui échappent. Avec votre permission je veux prouver que ce jugement est faux et absolument contraire aux faits.

« Lorsque des officiers se rebellaient à Khartoum, on les envoyait à l'Équateur pour qu'ils fussent mis à la raison, et c'est là ce qui rendit l'administration d'Émin difficile. L'écume de Khartoum était rejetée à l'Équateur. En 1878, Émin fut nommé gouverneur de la province ; depuis ce moment jusqu'au jour où Gordon quitta ses fonctions de gouverneur général du Soudan, un seul steamer remonta de Khartoum à l'Équateur (le steamer par lequel je fis le trajet) ; et, depuis le jour de sa nomination jusqu'à la fin, Émin ne reçut de Khartoum aucun secours quelconque pour son administration. Je sais qu'il envoya ultérieurement quelques-uns de ses officiers à Khartoum pour qu'ils y fussent punis, mais la raison en est qu'il n'avait pas l'autorité nécessaire pour exécuter une sentence de mort, et quelque étrange que cela puisse paraître, quantité de ces officiers, lorsqu'il les envoyait à Khartoum, avaient un rang supérieur au sien, car ce ne fut qu'en 1879 qu'il reçut le titre de bey.

« Pour apprécier la valeur d'Émin-pacha comme administrateur, il faut se rappeler que lorsqu'il devint gouverneur de sa province, l'administration bouclait par un déficit annuel de 30,000 liv. En trois ans néanmoins, par des mesures judicieuses, il put présenter un revenu net de 8000 liv., et cela, malgré les obstructions du Nil qui empêchaient qu'on lui envoyât des marchandises de Khartoum.

« Il ne faut pas oublier qu'Émin purgea sa province des trafiquants d'esclaves ; et non seulement cela, mais encore, au péril de sa vie, il se rendit dans la province de Rohl, presque sans escorte, cette province ayant été placée sous la juridiction de Gessi-pacha, et il en chassa les esclavagistes qui suçaient le sang des populations. Une telle œuvre peut difficilement être accomplie par un homme qui aurait toujours besoin d'avoir un instituteur à ses côtés.

« Certains écrivains paraissent oublier complètement que la province d'Émin avait été attaquée par les troupes du mahdi, longtemps avant qu'elles reparussent devant Lado, qu'elles avaient été complètement

battues et repoussées, et que pendant trois ans elles ne purent renouveler leurs attaques.

« Pendant dix ans donc, Emin demeura seul, non pas soutenu, comme quelques personnes pourraient le croire, par un pouvoir exécutif fort ; quiconque connaît l'œuvre qu'il avait à faire, ne peut qu'admirer qu'il ait pu maintenir même une apparence de contrôle sur le vaste territoire placé sous son gouvernement.

« Il y a beaucoup de points sur lesquels je pourrais m'étendre, mais je m'arrête. Il me semble peu généreux de porter des accusations comme celle de votre correspondant, contre un homme qui a si longtemps travaillé noblement et sincèrement, et que la maladie empêche de répondre à ses accusateurs. »

De son côté, l'explorateur allemand Gerhard Rohlfs a adressé à la *Kölnische Zeitung*, au sujet d'Emin-pacha, la lettre suivante :

« D'après les dernières nouvelles, Emin-pacha a loué un logement à Bagamoyo ; il a donc pu quitter l'hôpital. Mais il a l'intention de ne pas abandonner le sol africain. Il est d'ailleurs facilement compréhensible qu'il ne songe pas à retourner en Allemagne dans cette saison ; car un changement de climat, à cette époque de l'année, ne pourrait avoir qu'une influence nuisible sur la santé débile de l'explorateur. Mais si Emin-pacha revient en Allemagne l'été prochain, on devra se demander : que va-t-il advenir de lui ? Car il est peu probable qu'il consente à rentrer au service du khédive, par exemple, comme gouverneur civil de Souakim. Ce serait donc à l'Allemagne de prendre soin de lui. Nous sommes d'avis que ce n'est pas au gouvernement à intervenir. Le gouvernement a fort à faire pour subvenir aux besoins de l'expédition du major Wissmann, lequel devrait avoir à sa disposition beaucoup plus de troupes qu'il n'en a en réalité. Nous estimons que tout le peuple allemand devrait s'intéresser au sort d'Emin. Si le comité dit d'Emin-pacha a facilement pu réunir 400,000 marcs pour l'expédition Peters, on souscrira certainement 500,000 marcs pour Emin-pacha lui-même. Avec cette somme Emin-pacha pourrait préparer une expédition et retourner dans l'Ou-Ganda et l'Ou-Nyoro, où, selon toute probabilité, son apparition suffirait pour reconquérir les provinces qu'il avait autrefois soumises. Par ce fait même, l'occupation de l'Est africain par l'Allemagne serait consolidée, et Emin-pacha rentrerait en possession des territoires qui lui appartiennent de droit. L'Égypte, on le sait, ne veut plus se mêler des affaires des provinces équatoriales, et ces belles contrées, actuellement saccagées par les hordes mahdistes, feraient retour à la

civilisation. Si Émin-pacha donne son assentiment à ce projet, il faudra procéder, sans délai, à la constitution d'un nouveau comité dit d'Émin-pacha, à l'effet de réunir les fonds nécessaires pour l'armement et l'équipement d'une expédition <sup>1</sup>. »

Le major **Wissmann** a adressé au gouvernement impérial allemand un rapport sur l'arrangement conclu entre lui et M. **Mackenzie**, agent de l'Imperial British East African Company, pour empêcher la vente des **armes** et des **munitions** dans les sphères respectives d'influence anglaise et allemande. D'après ce rapport : Tout possesseur d'un fusil se chargeant par la bouche n'est autorisé à le porter qu'après l'avoir fait contrôler à la station du district. Au bout de trois mois, tout fusil non contrôlé sera confisqué. Les fusils se chargeant par la culasse sont interdits; leurs possesseurs sont tenus de les apporter aux stations, où ils en recevront la valeur en argent, à moins qu'ils ne préfèrent un fusil à percussion. Au bout de trois mois, tout fusil se chargeant par la culasse sera confisqué; son possesseur sera puni d'une amende ou par la prison. Aucun fusil se chargeant par la culasse ne peut être importé, mais on peut en exporter. Le major Wissmann a demandé au consulat impérial allemand d'interdire aux Allemands à Zanzibar d'en vendre ou d'en donner aucun. Tout Européen se rendant à l'intérieur devra déposer une somme d'argent, comme garantie pour la station côtière de laquelle il compte partir; cette somme lui sera restituée quand il rapportera son arme. Le consulat général anglais a promis au major Wissmann qu'il fera à Zanzibar des perquisitions dans les maisons des trafiquants hindous qui vendent des fusils se chargeant par la culasse, et il a déclaré qu'il punira sévèrement tout sujet anglais au sujet duquel il sera prouvé qu'il en a vendu, ainsi que des munitions s'y rapportant.

Notre dernier article : **Livingstone et le conflit anglo-portugais** nous a valu des observations de M. Piton, rédacteur de la *Revue des missions contemporaines*, auxquelles le peu de place dont nous disposons ne nous permet pas de répondre en détail aujourd'hui. Bornons-nous, pour le moment, à rectifier une erreur de traduction : dans la lettre du Rev. Dr Kerr Cross (p. 96), l'expression « flint lock guns » doit être traduite par fusils à pierre.

<sup>1</sup> Émin-pacha ne paraît pas disposé à accepter ce projet de souscription; en revanche, il croit qu'il pourrait recouvrer son influence sur les indigènes dans la province équatoriale, si l'Allemagne et l'Angleterre pouvaient se mettre d'accord pour agir dans ces parages.

M. Piton nous demande, en outre, de distinguer nettement entre les différentes sociétés missionnaires qui travaillent au Nyassa. Pour ceux de nos lecteurs qui se souviennent de ce que nous en avons dit l'année dernière<sup>1</sup> (p. 26-27), il ne peut y avoir eu de confusion : la distinction étant bien nette entre la mission de l'Église établie d'Écosse au Chiré, celle des Universités, dans la partie orientale septentrionale du Nyassa, et celle de l'Église libre d'Écosse, au nord et à l'ouest du même lac. Celle de l'Église établie, avec la station de Blantyre au milieu des Ma-Kololo, est la seule à laquelle aient été envoyées des munitions ; les armes que supposent les 2400 cartouches pour carabines, fusils Winchester, revolvers et fusils C. F., paraissent avoir été fournies déjà précédemment à ces missionnaires. D'après le *Blue Book*, la station de Blantyre n'a nullement été menacée ; les Arabes, contre lesquels les missionnaires affirmaient avoir à se mettre en état de défense, ne sont pas descendus au sud de Karonga, situé au N.-O. du Nyassa, à plus de 300 kilom. de Blantyre ; une garnison de six hommes, laissés là par le capitaine Lugard, a su défendre cette station contre les assauts des Arabes.

M. Piton nous demande encore de reconnaître que les établissements de MM. Buchanan frères, à Zomba, au N.-O. de Blantyre, de la Société des Lacs africains, à Katounga, et de la mission proprement dite, à Blantyre, sont absolument indépendants les uns des autres, afin de disculper les missionnaires d'avoir vendu des armes et des munitions. Mais les documents officiels, *Blue Book* et *Mission Record*, ne nous le permettent pas. Partout et toujours les amis des missions présentent à leurs souscripteurs ces institutions agricoles, commerciales et missionnaires comme revêtues d'un même esprit et d'un même caractère missionnaire, et M. John Buchanan lui-même, dans un ouvrage publié par lui en 1885, se range parmi le personnel de la mission de l'Église établie, sous le titre de *Superintendent* de la mission de Muthill à Zomba ; il est vrai qu'il ajoute : sans traitement, ainsi que pour son frère, M. Robert Buchanan, auquel il donne le titre d'instituteur de la mission. D'après le *Blue Book*, le Rev. D. C. Scott est, avec M. J. Moir, administrateur de la Compagnie des Lacs, et MM. D. et J. Buchanan, signataire de la protestation contre l'entrée de Serpa-Pinto sur le territoire des Ma-Kololo, le jour même où M. J. Buchanan écrit à lord Salisbury avoir proclamé le protectorat britannique sur ce territoire. Quant

<sup>1</sup> Voy. X<sup>me</sup> année : *Les intérêts missionnaires dans l'Afrique orientale équatoriale*, p. 25-28.

à la dépêche portant que des armes et des munitions ont été vendues par les Anglais, nous estimons qu'elle ne peut viser M. Buchanan qui l'a écrite. En mettant cette vente à la charge des seuls Anglais de la Compagnie des Lacs, pour disculper les missionnaires proprement dits, nous risquerions d'être injuste envers les trafiquants revêtus d'un caractère missionnaire.

Dès le début du conflit anglo-portugais, nous avons signalé l'intervention déplacée des sociétés missionnaires écossaises susmentionnées, dans les négociations poursuivies entre les cabinets de Londres et de Lisbonne jusqu'au mois d'avril de l'année dernière. Nous ignorions alors le point où en étaient arrivées ces négociations, le *Blue Book* n'en disant rien; mais nous devons à la bienveillance de M. de Barros Gomès, naguère encore ministre des affaires étrangères de Portugal, communication de documents parmi lesquels se trouvent des indications précises des demandes anglaises et des concessions portugaises. Nos lecteurs se rappellent que lord Salisbury avait chargé d'une mission officielle à Lisbonne M. **H.-H. Johnston**, pour préparer, avec le Portugal, un règlement des relations anglo-portugaises au **Nyassa**. Plusieurs entrevues eurent lieu entre M. de Barros Gomès et M. Johnston. Le 2 avril 1889, celui-ci présenta à M. de Barros Gomès les bases d'un règlement dans lequel nous lisons entre autres :

« Dans toute délimitation des sphères d'influence du Portugal et de l'Angleterre dans l'Afrique méridionale, les conditions suivantes sont accordées par le Portugal : « La majeure partie de la rive occidentale du lac Nyassa sera réservée à l'Angleterre, ainsi que l'îlot de Lukomo près de la rive orientale, qui appartient à la Mission des Universités. » C'était reconnaître implicitement que la rive orientale devait appartenir au Portugal, ce qui n'a jamais été contesté que par les cartographes de la Mission des Universités; c'était reconnaître en même temps qu'une partie au moins de la côte occidentale du lac et la rive méridionale devaient appartenir également au Portugal, puisque, comme nous allons le voir, la partie de la rive occidentale réclamée par lord Salisbury est la partie septentrionale. En effet, M. Johnston écrivait, le 9 avril 1889, à M. de Barros Gomès, ce qui suit :

« J'ai communiqué à lord Salisbury tous les résultats des entretiens que j'ai eus avec Votre Excellence. Sa Seigneurie n'accepte pas, comme frontière entre le Nyassa et la Loangoa, le 12° lat. S.; mais elle veut tirer cette frontière depuis l'embouchure du Bua, par 12° 50' lat. S., d'un endroit nommé Kota-Kota, sur la rive occidentale du Nyassa, à la source

du Lokushua et suivant le cours de celui-ci jusqu'à la Loangoa; de là, le long de celle-ci jusqu'au Zambèze. Elle se croit aussi obligée par ses engagements envers les membres de la Mission des Universités à ne pas céder l'ilot de Lukomo. Sauf sur ces points-là, peu importants du reste pour les intérêts portugais, lord Salisbury se trouve assez d'accord avec les idées exprimées par Votre Excellence. » En effet, la différence du 12° au 12° 50' était peu de chose dans un règlement général sur les sphères d'influence du Portugal et de l'Angleterre dans cette région.

On voit qu'alors, en avril 1889, lord Salisbury ne contestait nullement au Portugal la possession du territoire au sud du Nyassa ni celle du Chiré, où est la station missionnaire de Blantyre.

M. Johnston étant parti de Lisbonne avec les bases générales d'une convention, arrêtée conformément aux conditions exposées ci-dessus, adressa, de Londres, plusieurs lettres à M. de Barros Gomès. Dans un message du 8 mai 1889, après avoir raconté qu'il avait convaincu des avantages de la convention le ministère des colonies et l'African Lakes Company, il écrivait : « *Je pars aujourd'hui pour l'Écosse, où je passerai trois jours, et j'ai l'espoir d'en revenir avec la pleine adhésion des missionnaires, celle-ci lèvera le dernier obstacle; une fois cette adhésion obtenue, nous pourrions rédiger bien vite une convention que probablement je porterai à Lisbonne avant peu.* »

Évidemment lord Salisbury avait approuvé les bases de l'accord, puisqu'il ne manquait quel'approbation des missionnaires écossais pour que M. Johnston pût retourner à Lisbonne régler définitivement la convention. Celui-ci ne revint pas. Les journaux missionnaires ne donnent pas de détails sur les démarches des comités des Sociétés de Missions auprès du ministre. Cependant ils en disent assez pour nous faire comprendre l'empire qu'ils prirent sur lord Salisbury. « Je souhaite, » avait-il dit au mois de mai à la délégation des missionnaires écossais, « que vous n'attendiez du gouvernement rien au delà de ce qu'il peut faire. Nous n'avons pas arboré le drapeau anglais au Nyassa; ce territoire n'étant pas britannique, nous ne sommes pas tenus d'y envoyer une expédition armée. »

Néanmoins, il faisait partir pour Mozambique M. Johnston, qui devait y jouer un rôle, bien singulier, pour ne rien dire de plus, mais très effacé auprès de celui que s'attribua M. Buchanan, consul sans exequatur, tandis que M. Johnston était officiellement son supérieur.

Nous avons fait remarquer, dans notre précédent numéro, le fait que le *Blue Book* ne renferme pas une seule réponse de lord Salisbury aux

dix-sept dépêches à lui adressées par M. Buchanan. Pourquoi le *Blue Book* ne contient-il pas un seul mot sur la mission de M. Johnston à Lisbonne, où il ne s'est point présenté comme consul de Mozambique, tandis que dès le mois de mars le Comité des Missions de l'Église établie d'Écosse le savait déjà investi de cette fonction ? Et pourquoi, de son côté, ce même Comité garde-t-il, auprès de ses souscripteurs, un silence absolu sur l'activité de M. Johnston à Lisbonne ? Peut-être trouverons-nous la réponse à ces questions dans le rapport annuel du Comité à ses amis dans l'assemblée générale du mois de mai prochain.

Nous avons déjà signalé (p. 79) le fait de l'importation de l'eau-de-vie en quantité énorme dans la colonie portugaise de l'Afrique orientale. M. le missionnaire P. Berthoud nous écrit à ce sujet que le mal causé par les Banyans hindous, musulmans, sujets anglais, est effrayant. Depuis trois ans à peine qu'il est à la **baie de Delagoa**, il a pu voir la population noire s'avilir par degré ; un homme perspicace pourrait prédire en combien d'années les indigènes seront ruinés ou détruits comme peuple. La spéculation faite par les Banyans sur la disette de maïs leur a permis de gagner au moins 500 % par la vente de leur eau-de-vie échangée contre le maïs du Nkomati. Les missionnaires luttent avec énergie contre les progrès du mal. Leurs communautés augmentent ; leurs écoles prospèrent. — Goungounyane, fils et successeur d'Oumzila, a changé de résidence, poussé par les blancs, qui convoitaient les territoires aurifères de son pays. Il est maintenant établi dans la vallée du bas Limpopo, près de Mandjobo ; mais son voisinage a pour effet d'augmenter encore le trafic de l'eau-de-vie à Lorenzo-Marquez, d'où il tire ses spiritueux. — Le chemin de fer de la baie de Delagoa à la frontière du Transvaal est terminé. Le mois prochain, commenceront les travaux de la voie ferrée sur le territoire de la République sud-africaine. Trois ponts seront jetés sur des ravins dans les monts Lebombo ; un autre traversera le Nkomati, dans la première section des travaux.

Nos lecteurs se rappellent que les richesses minières du **Transvaal** y ont attiré beaucoup de travailleurs anglais. Les agences d'émigration d'Angleterre engagent les artisans qui trouvent difficilement de l'occupation dans leur pays à se rendre dans la République sud-africaine où les bras font défaut. Jusqu'ici ces émigrants anglais n'avaient généralement pas abusé de l'hospitalité que leur accordent les Boers, malgré les prétentions qu'affichent ces étrangers de jouir des droits de citoyens de la République tout en demeurant sujets de S. M. la reine d'Angleterre. Les Anglais espèrent pouvoir prochainement, grâce à

l'augmentation rapide du nombre des colons britanniques, ressaisir la domination qu'ils ont exercée au Transvaal pendant quelques années, jusqu'au jour où les Boers reconquirent leur indépendance en leur infligeant une sanglante défaite. Le gouvernement de la République peut s'attendre à des tentatives provoquées par des agents anglais pour lui arracher violemment la concession des droits politiques à ces colons anglais. Une première manifestation de ce genre a eu lieu le mois passé à Johannesburg, où se trouvait le président de la République, qui devait faire un discours sur la question de la construction d'un chemin de fer entre Johannesburg et Bloemfontein, dans l'État libre du fleuve Orange. Cette dernière ville devant être prochainement reliée au réseau de la Colonie du Cap, Johannesburg se trouvera mis en communication directe avec la mer. Excitée par des agents anglais, une foule considérable s'est réunie; des discours violents ont été prononcés contre le gouvernement du Transvaal; la populace britannique s'est emparée du drapeau qui flottait sur l'hôtel de ville et l'a mis en lambeaux; puis, elle s'est portée devant la maison du préfet du district où M. Krüger recevait une députation, et y a chanté le *Rule Britannia*, malgré les protestations du magistrat boër qui a dû déclarer qu'il ferait disperser les émeutiers. Alors ceux-ci ont détruit les grilles de la maison et essayé d'abaisser un autre drapeau du Transvaal; l'arrivée d'un corps de police les en a empêchés. Des arrestations ont été opérées; là-dessus une association réformiste politique s'est formée pour prendre la défense des prisonniers. D'un autre côté, les Boers ont fait une ovation au président Krüger à son retour à Prétoria. Une adresse lui a été présentée revêtue de nombreuses signatures de citoyens déclarant qu'ils ressentent vivement l'insulte faite au Président de la République et au drapeau national, et comptent que des mesures sévères seront prises pour punir les fauteurs de désordre. « S'il était nécessaire de recourir aux armes, » disent-ils, « le Président n'aurait qu'à dire un mot, tous se lèveraient comme un seul homme pour venger l'outrage fait à la République. » Le Président les a engagés à ne pas rendre tous les habitants de Johannesburg responsables des actes d'un certain nombre de tapageurs avinés. D'autre part, le gouverneur de la colonie de Natal a adressé à M. Krüger une dépêche blâmant les colons anglais qui ont pris part aux désordres de Johannesburg et exprimant ses regrets au sujet de l'injure faite au drapeau du Transvaal. Nous n'avons pas appris que les Anglais qui jouissent de l'hospitalité du gouvernement des Boers aient témoigné la moindre peine de la rébellion de leurs compatriotes. Nous

espérons toutefois que ces désordres ne sont pas un signe précurseur de nouveaux troubles, qui, vraisemblablement, ne se borneraient pas au Transvaal, car, dans toute l'Afrique australe, l'élément hollandais n'est pas disposé à se laisser refouler par le nombre quel qu'il soit des immigrants anglais.

Un de nos amis de Neuchâtel nous communique une lettre adressée par M. Emmanuel Pesset, instituteur au **Gabon**, à l'École normale de Peseux, où il a fait ses études ; il y raconte une excursion qu'il a faite avec M. le missionnaire Teisserès, de son poste de Baraka, près de Libreville, à la station de Kangoué, près de Lambaréné, en prenant la voie de l'Ogôoué. De la station de Kangoué, où réside M. le missionnaire Allégret, il explora les environs et en visita les villages pahouins. Quelque intéressant que soit le récit de l'excursion tout entière, nous devons nous borner à citer ce qu'il dit de cette partie du Gabon.

« Les villages pahouins annoncent, par leur construction, le caractère guerrier de ce peuple. Les cases, disposées en deux rangées, se touchent les unes les autres. Seulement, de distance en distance, on trouve dans la rangée une ouverture fermée par une porte, comme l'est aussi l'entrée et la sortie de la rue unique, et devant chaque porte veillent continuellement plusieurs Pahouins armés de fusils à pierre. Un jour nous vîmes se rassembler sur une plage, et à une respectable distance l'un de l'autre, deux camps hostiles. Chaque homme avait son fusil, la crosse plantée dans le sable. A notre approche, les camps s'animèrent et chacun prit son fusil. Un chef s'avança entre les deux camps, et débita un long discours, dont la conclusion fut que la discussion recommencerait le lendemain. Tout le monde applaudit et se retira. La cause des hostilités était une nouvelle Hélène, enlevée par un nouveau Pâris : une guerre de Troie était imminente. Un autre jour, MM. Teisserès, Gacon<sup>1</sup> et moi, nous allâmes faire une excursion intéressante à l'un des lacs parallèles à l'Ogôoué. Partis avec une embarcation, nous arrivâmes à deux heures au lac Zonangué. Ses parages me rappelèrent la patrie. On y respire un air extrêmement pur, comparé à celui de l'Ogôoué. Il m'a suffi d'y être quelques heures pour voir disparaître la fièvre dont je souffrais depuis quelques jours. Les îles du lac sont couvertes d'une végétation puissante, et ses bords sont découpés par des baies profondes, et couverts de forêts vierges, où l'on trouve des léopards et des gorilles. Nous fûmes bien reçus dans un des rares villages de la contrée.

<sup>1</sup> De Boudry (canton de Neuchâtel).

On nous y donna une case, dans laquelle nous nous installâmes pour quelques jours. La première nuit, à peine venions-nous de nous endormir, qu'une panthère vint étrangler deux chiens devant notre case. Deux coups de fusil mirent le fauve en fuite. On tendit des pièges, nous montâmes la garde, et la quatrième nuit un coup de fusil à pierre lui fracassa la tête. Ce fut naturellement fête les jours suivants.

Nous nous étions proposé de faire la chasse au gorille, mais nous n'eûmes pas l'honneur de rencontrer ce roi des forêts. Nous ne rapportâmes de notre chasse que deux petits singes, dont un vivant, que j'ai emmené avec moi au Gabon. Un jour, nous nous rendîmes sur deux petites îles, célèbres par la quantité de pélicans et d'aigrettes qui les habitent. Ces dernières étaient si peu préparées à notre visite, que chaque coup de fusil éclaircissait leurs rangs; mais quelle peine pour aller recueillir notre chasse! Le sol était couvert de broussailles épaisses, de fourmis et autres insectes, dont les morsures nous causèrent de vives douleurs. Gacon tua un immense boa; ce fut notre dernier exploit. Nous en avions assez du lac Zonangué, et étions heureux de rentrer au logis, ce qui nous prit toute une journée. »

#### NOUVELLES COMPLEMENTAIRES

Stanley se propose de quitter le Caire le 7 avril, pour venir à Nice, et, de là, se rendre à Paris et à Bruxelles.

Le journal italien la *Tribuna* rapporte que des négociations sont engagées entre l'Italie et l'Angleterre en vue d'une action commune pour pacifier le Soudan. Les forces italiennes, secondées par les Abyssins, s'avanceraient vers Kassala, tandis que les troupes anglo-égyptiennes attaqueraient les derviches sur le Nil.

Une caravane française, partie d'un point de la côte voisin de Zeïla le 10 janvier, que l'on disait avoir été massacrée, est arrivée au Choa, après avoir été souvent attaquée, chemin faisant, par les Issa-Somali.

D'après une dépêche de Berlin au *Daily News*, le gouvernement a reconnu que le sultan de Zanzibar n'avait pas le droit de donner à l'Imperial British East African Company la concession des îles de Manda et de Patta, lui-même n'ayant aucun droit de possession sur ces îles. Toute tentative de la part de cette Société d'occuper ces îles serait donc illégale.

Emin-pacha, remis de son accident, a quitté Bagamoyo pour se rendre à Zanzibar, d'où, prochainement, il viendra en Égypte, et plus tard en Europe.

Tipo-Tipo paraît s'être laissé tenter par les descriptions qui lui ont été faites de la civilisation européenne. Une correspondance de Bruxelles annonce qu'il y viendra dans deux mois.

Le missionnaire anglais Wright, de la station de Fouambo, au sud du Tanganyika, écrit que le corps de M. Émile Weissenburger, compagnon du capitaine Trivier, a été découvert dans un ruisseau où l'avaient jeté des hommes de Penza, après l'avoir assassiné et décapité.

Une proclamation royale, publiée à Tananarive, annonce que les mines d'or seront ouvertes pendant trois mois pour tous ceux qui voudront y travailler. L'agence Havas, qui transmet cette nouvelle, ajoute que cette période sera probablement prolongée à son expiration.

Le roi de Portugal a reçu une ambassade de la reine de Mapoutou, dont le territoire est situé près de la frontière méridionale de la colonie portugaise de l'Afrique orientale. Les ambassadeurs étaient chargés de prêter hommage de la part de la reine au nouveau souverain. M. Hintze Ribeiro, ministre des affaires étrangères, a dû entamer avec eux des négociations en vue de résoudre les questions pendantes relatives au pays des Amatonga, concernant les intérêts du Portugal et de la reine de Mapoutou.

Il paraît que la Société coloniale allemande de l'Afrique sud-ouest songeait à vendre la partie principale de sa concession à un syndicat anglo-hollandais. Mais le prince de Bismarck, pendant qu'il exerçait encore les fonctions de chancelier de l'empire allemand, n'a pas autorisé cette vente, en basant son refus sur des considérations politiques et économiques.

Les membres de la Commission de délimitation congolo-portugaise, pour les frontières respectives des deux États du côté de l'enclave de Kabinda et du parallèle de Noki, sont déjà désignés. Pour l'État du Congo, ce sont MM. Destrain, secrétaire général du gouvernement à Boma, et le capitaine Jungers, chargé du service de la carte du Congo. Pour le Portugal, ce sont MM. João da Costa e Oliveira, lieutenant de marine, et Augusto da Monra Cabral, ancien secrétaire général de la Guinée. Les travaux de délimitation commenceront au mois d'avril.

Un télégramme du Congo, adressé à l'administration française des colonies, a annoncé le massacre du personnel d'un poste français situé sur la rive droite de l'Oubangi, à l'extrémité des possessions de la France dans cette région. Le poste comptait dix laplots sénégalais sous les ordres d'un agent européen. Un poste belge situé sur l'autre rive, dans l'État indépendant du Congo, est arrivé trop tard pour empêcher le massacre.

Il s'est formé, sous le nom de Compagnie commerciale et industrielle du Congo français, une Société au capital de deux millions de francs, qui s'est engagée à faire à ses frais, et dans un délai de deux ans, l'étude complète des travaux nécessaires pour établir une voie de communication entre la côte et le haut Congo, en utilisant le Quillou, dont le cours supérieur serait relié à Brazzaville par une route qui pourra être transformée en chemin de fer à voie étroite.

On annonce le départ de M. de Brazza, qui retourne au Congo français.

Nos lecteurs sont suffisamment renseignés par les journaux politiques sur les événements du Dahomey pour que nous puissions nous dispenser d'en parler. Le nouveau roi paraît devoir suivre l'exemple de son père, qui, après avoir sollicité

et accepté le protectorat portugais, le répudia au bout de moins de deux ans. Celui-ci ne tient aucun compte des traités conclus par ses prédécesseurs avec la France, qui, il faut l'espérer pour la cause de l'humanité, saura rappeler à son devoir ce souverain dont le nom seul évoque le souvenir d'atrocités révoltantes.

M. Gottlieb-Adolphe Krause, qui a déjà exploré la Guinée supérieure, a entrepris, le 11 janvier, un nouveau voyage à l'intérieur de cette partie de l'Afrique; il est parti d'Adofa, à l'embouchure du Volta, et remonte ce fleuve en bateau. Avant son départ, il a expédié une caravane à Salaga par la voie de terre.

M. Treich-Laplène, nommé résident de France à Grand-Bassam, après son retour de l'expédition de ravitaillement qu'il avait conduite au capitaine Binger à Kong, était à peine installé à son poste que la mort est venue l'y enlever.

Le Maroc a accordé à l'Espagne de procéder à la pose d'un câble télégraphique à Tanger.

La Conférence de Bruxelles s'est occupée de la question de l'importation des spiritueux en Afrique; mais la plupart des plénipotentiaires, manquant d'instructions à ce sujet, ont dû en référer à leurs gouvernements respectifs; la Commission spéciale nommée à cet effet ne pourra se réunir de nouveau que lorsque des indications définitives leur auront été envoyées sur la ligne de conduite qu'ils ont à tenir.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Quoique l'esclavage ait été déclaré aboli dans la régence de **Tunis**, par décret du 23 janvier 1846, et qu'il soit interdit par les lois françaises appliquées en Tunisie, il paraît, au dire du journal la *Tunisie*, que plusieurs milliers de femmes esclaves habitent Tunis ou les villas des environs; elles sont introduites dans la ville, enfermées dans de grands paniers d'osier portés par des chameaux, ou dans des voitures particulières; dans ce dernier cas, elles sont revêtues de brillants costumes qui les enveloppent entièrement et permettent de les faire passer, aux yeux de la sentinelle placée aux portes de la ville, pour de riches tunisiennes venant de leurs maisons de campagne.

Dans une enquête faite par un ami du correspondant de la *Tunisie*, un grand nombre d'anciennes esclaves affranchies ou échappées de la maison de leur maitre, ont été entendues; pour avoir des actes authentiques, leurs dépositions ont été recueillies par des notaires tunisiens; elles racontent les tortures qu'elles ont eu à subir et dont leurs membres mutilés sont la preuve; les unes réclament leur mère, d'autres leurs enfants encore détenus chez leurs anciens maitres.

Le 26 septembre 1889, l'ami susmentionné adressa à M. le procureur

de la République à Tunis deux plaintes contre un indigène, propriétaire à la Manouba; dans l'une il réclamait la mise en liberté immédiate de douze femmes esclaves qu'il désignait; dans l'autre il demandait que cet indigène tunisien fût poursuivi pour avoir fait torturer la négresse Aïcha, à laquelle il avait fait, en punition de plats mal préparés et d'une tentative d'évasion, crever un œil et couper les petits doigts des pieds.

Les deux plaintes furent envoyées au tribunal tunisien, l'*Ouzara*, qui ajourna l'enquête jusqu'au 7 octobre. La plaignante Aïcha, accompagnée d'une autre ancienne esclave, affirma la détention des douze femmes dont la liberté était demandée; elle décrivit les tortures auxquelles la plupart d'entre elles étaient soumises. Néanmoins le détenteur des esclaves ne fut point inquiété; il ne comparut point devant l'*Ouzara*; informé chaque jour de l'instruction dirigée contre lui, il se borna, dans la peur d'une perquisition, à faire changer de domicile à ces douze femmes esclaves, et lorsque, au bout de plusieurs jours, il reçut officiellement communication des plaintes portées contre lui, il répondit tranquillement qu'il n'avait pas d'esclaves.

Mais la nouvelle adresse des douze esclaves étant connue, il se décida à écrire pour avouer que, sur les douze esclaves réclamées, il en avait six. Toutefois ce ne fut que le 6 novembre, que celles-ci furent amenées au Dar-el-Bey, pour être confrontées avec la plaignante Aïcha et entendues dans leurs déclarations. L'affaire fut soustraite à la juridiction du droit commun, la section pénale du tribunal de l'*Ouzara*, et confiée à la section d'État. L'accusé ne comparut pas, et les six esclaves, entourées par des gardes tunisiens accompagnés de l'officier de garde du harem beylical qui n'avait rien à voir dans cette affaire, furent interrogées ensemble, hors de la présence de la plaignante Aïcha. Pendant le mois qu'avait duré l'enquête, on avait eu soin de leur faire remettre un acte d'affranchissement portant une date postérieure à celle de la plainte, uniquement pour éviter au propriétaire une condamnation. Cette comédie jouée, elles retournèrent chez leur maître; les six autres esclaves n'ont point été appelées à comparaître, pas plus que le propriétaire, qui n'a pas eu à répondre pour avoir torturé la plaignante Aïcha.

Le dossier de cette affaire, composé d'actes authentiques, a dû être communiqué au Congrès anti-esclavagiste de Bruxelles, ainsi que la correspondance échangée avec le gouvernement tunisien. L'acte n° 22 en particulier, après la liste des noms des douze esclaves susmentionnées, porte ce qui suit :

« Les douze femmes prénommées sont librés par leur origine; nées

dans la religion musulmane, de père et mère musulmans, fidèles croyants, et l'état d'esclavage ne leur avait jamais été imposé, lorsqu'une troupe les attaqua, les enleva violemment avec beaucoup d'autres, et les vendit au sieur X. Il les acquit illégalement et elles sont encore entre ses mains réduites en esclavage. Il les force à travailler sans leur consentement. De plus, il avait acquis la propriété de cinq autres femmes — ici la liste de leurs noms — et il les a forcées de travailler en les frappant cruellement et en les accablant de mauvais traitements, au point qu'elles en sont mortes. »

L'acte n° 37 renferme la réclamation d'une mère, ancienne esclave du colonel Z... qui l'affranchit au bout de quatre ans, mais en gardant comme esclave sa fille âgée de douze ans. Cependant l'une et l'autre sont de race libre, fidèles croyantes musulmanes, nées de père et mère musulmans, sans avoir jamais auparavant été réduites à la condition d'esclaves.

Nous ne doutons pas que, sous le protectorat français, des faits semblables portés à la connaissance du gouvernement de la République n'amènent l'intervention de l'autorité protectrice en faveur de celles que la loi tunisienne elle-même interdit de tenir en esclavage.

Les propriétaires d'esclaves du district de **Mombas** avec lesquels les agents de l'Imperial British East African Company ont déjà traité l'année dernière pour la libération d'esclaves fugitifs moyennant le paiement d'une centaine de mille francs, ont de nouveau réclamé un grand nombre d'esclaves réfugiés, établis dans les environs de Fulladoyo. Au lieu d'obliger ces propriétaires à renoncer à leurs prétendus droits sur ces anciens esclaves, M. Mackenzie a conclu avec eux un arrangement aux termes duquel ceux qui sont industrieux pourront obtenir leur libération moyennant qu'ils fournissent un travail équivalant à 75 fr. environ. La dépêche qui annonce cette nouvelle estime à deux ou trois mille le nombre des fugitifs qui bénéficieront de cet arrangement. Nous nous demandons si les soi-disant propriétaires ont fourni la preuve de leurs prétentions à la possession de tels ou tels fugitifs ? depuis quand ceux-ci sont-ils établis à Fulladoyo ? et quels moyens M. Mackenzie emploierait-il pour persuader à ces fugitifs de retourner auprès de leurs prétendus possesseurs pour y exécuter le travail susmentionné ?

D'après le *Morning Post*, les conventions conclues l'année dernière entre le sultan de **Zanzibar** et le consulat britannique, décrétant la libération de tous les esclaves amenés par les caravanes dans les États du sultan et de tous les enfants qui y naîtraient à partir du 1<sup>er</sup> jan-

vier 1890, semblent demeurer lettre morte. L'application de ces mesures paraît rencontrer de grandes difficultés. Le *Central News* affirme que si la traite est contrariée sur mer, elle est en pleine prospérité à Quiloa, Lindi et Mikindani, à 40 ou 50 kilomètres au sud de Bagamoyo.

Le capitaine van Kerkhoven, commissaire du district des Ba-Ngala, sur le **haut Congo**, a donné comme instructions à tous les postes dépendant de son administration, de faire la chasse aux canots chargés d'esclaves qui viennent de la Loulongo ou d'autres rivières, et qui se rendent dans l'Oubangi pour y vendre leur cargaison humaine aux anthropophages de cette rivière. Déjà un certain nombre de ces canots ont été saisis et leur cargaison libérée. Dans tout le pays, les esclaves commencent à savoir qu'il suffit, dans les stations occupées par les blancs, de venir embrasser le mât au haut duquel flotte le drapeau bleu, pour devenir homme libre. A Bangala même, il y a déjà un village de ces libérés qui s'y marient et deviennent briquetiers, scieurs de long, charpentiers, chauffeurs au service de l'État, ou des établissements de commerce au nombre de quinze dans le seul district des Ba-Ngala.

La **Société belge anti-esclavagiste** a demandé au gouvernement de l'État indépendant du Congo l'autorisation d'organiser une grande expédition dans l'Afrique centrale. Cette autorisation lui a été accordée; une troupe de volontaires partira pour la rivière Lomami, affluent du Congo supérieur, que M. Janssen, gouverneur de l'État du Congo, vient d'explorer jusqu'au 4° 27' lat. S. Un bateau à vapeur armé remontera le fleuve et prendra comme base de ses opérations la région de Nyangoué, un des principaux théâtres de la chasse aux esclaves. L'expédition se mettra en route au commencement du mois de mai.

Dans la séance plénière du 15 mars de la **Conférence anti-esclavagiste**, M. van Eetvelde, administrateur général de l'État indépendant du Congo, a donné, au nom de S. M. le roi des Belges, comme souverain de cet État, l'assurance que toutes les décisions de la Conférence seront promptement et énergiquement appliquées au Congo, et qu'il a été déjà donné des ordres à cet effet.

La Conférence s'est aussi occupée des institutions destinées à assurer l'exécution de l'acte général qui renfermera toutes les résolutions votées par les délégués des puissances représentées à Bruxelles. D'après les renseignements fournis à l'*Indépendance belge*, un Bureau international maritime sera établi à Zanzibar; trois des puissances signataires devront y être représentées. Les frais seront communs à toutes les puissances qui auront signé l'acte, qu'elles soient représentées ou non. Le bureau

recevra les documents, papiers de bord, etc., etc. Il sera ouvert aux officiers de marine de toutes les nations pour leur faciliter la chasse aux négriers. Des bureaux auxiliaires pourront être établis sur d'autres points de la côte d'Afrique, et tous les trois mois les documents seront communiqués à un bureau central qui sera créé à Bruxelles.

### LES DERNIÈRES DÉCOUVERTES DE L'EXPÉDITION DE STANLEY

(Suite et fin. Voy. p. 27.)

La chaîne méridionale du Rouvenzori s'étend comme un promontoire entre deux larges étendues de l'ancien lit de l'Albert-Édouard. Les plaines intermédiaires étaient en effet jadis recouvertes par les eaux du lac. Des rivières considérables les sillonnent venant du Rouvenzori, sans que le sol en bénéficie le moins du monde. A l'époque où l'expédition les traversa, l'herbe en était desséchée, ce qui donne à cette région l'apparence d'un désert; et cependant il a dû y avoir naguère une population très dense, à en juger par les nombreuses zeribas servant à abriter les troupeaux pendant la nuit. Les incursions des Wa-Ganda et des Wa-Rasoura ont dépeuplé le pays des Wa-Songora, les premiers occupants, dont quelques-uns sont encore au service des Wa-Rasura, leurs maîtres actuels.

L'aspect du Rouvenzori répond rarement à ce que l'on pourrait attendre d'une sommité de 5500<sup>m</sup> à 5700<sup>m</sup>. « Le plus souvent, » dit Stanley, « il semblait nous surplomber comme un nuage orageux des tropiques pour se dissoudre sur nous en pluie torrentielle. Au coucher du soleil, un pic par-ci, une crête par-là, un faite au delà, blancs de neige, attiraient la vue, entourés de nuages dentelés, tourbillonnants et tournoyants, puis les ténèbres de la nuit. »

« Souvent aussi, lorsque, au lever du soleil, le Rouvenzori apparaissait frais, propre, dans un éclat pur, avec de profonds espaces bleus à l'entour, chaque ligne, chaque dent, chaque monticule, chaque pointe de rocher semblable à une tourelle, étaient marqués nettement, et se voyaient distinctement; mais ensuite le tout se déroba derrière des masses de brouillards, les nuages s'entassaient les uns sur les autres au point de rendre l'immense montagne invisible comme si nous nous fussions trouvés à des milliers de kilomètres d'elle. En outre, comme le pic neigeux se trouve placé dans les profondeurs de la chaîne, plus on approche de

sa base moins on le voit, parce que des sommets s'interposent et empêchent la vue. »

L'altitude indiquée par Stanley n'est qu'approximative, les angles mesurés pour la triangulation étant trop petits. Lorsque les observateurs croyaient être en état de prendre des déterminations exactes, l'inconstante montagne s'enveloppait soudain de nuages et se dérobaît à la vue. Presque tous les officiers de l'expédition eurent le désir de faire l'ascension de cette montagne qui rivalise avec le Kilimandjaro, le plus élevé des sommets africains<sup>1</sup>; mais malheureusement leurs forces ne le leur permirent pas. Emin-pacha ne put monter qu'à 300<sup>m</sup> au-dessus du camp; en revanche le lieutenant Stairs atteignit une hauteur de 3500<sup>m</sup>, mais il fut arrêté par des ravins profonds qui le séparèrent du pic neigeux et l'empêchèrent d'atteindre celui-ci. Il a fourni à Stanley, sur son ascension, un rapport publié dans les *Proceedings* de la Société de géographie de Londres, et dans le *Scottish geographical Magazine*: nous lui empruntons ce qui suit:

De bonne heure, le 6 juin, accompagné d'une quarantaine de Zanzibarites, il partit du campement, traversa la rivière et commença l'ascension de la montagne. Pendant les trois cents premiers mètres, la marche fut assez facile, grâce à un sentier d'indigènes qui conduit à un certain nombre de cabanes dans la montagne. Elles sont construites sur le type ordinaire circulaire, si commun dans la plaine, avec cette différence toutefois que le bambou tient une large place dans la construction de l'intérieur. Les vivres des natifs, que l'on y trouve, consistent en maïs, bananes et racines de colocasia. En quittant ces huttes, on laisse derrière soi les hautes herbes, pour entrer dans une zone de buissons épineux qui rendent la marche plus difficile. A mesure qu'on s'élève, on rencontre encore quelques huttes du même type, mais les natifs les ont quittées quelques jours auparavant; de tous côtés apparaissent les dracaena, çà et là une fougère arborescente, et un palmier mouab, et des deux côtés du sentier s'entrelacent de longues ronces de toutes formes. Les indigènes se montrent sur les hauteurs et sur les pointes des montagnes, s'efforçant d'effrayer les ascensionnistes en tirant des coups de feu et en sonnant de leurs cors. Stairs n'en continue pas moins sa marche, et bientôt les natifs disparaissent et ne lui causent plus d'ennuis.

Une brume épaisse empêche de rien voir des plaines qui s'étendent

<sup>1</sup> M. Johnston évalue à 5745<sup>m</sup> l'altitude du Kibo, la cime la plus élevée du Kilimandjaro.

au pied des montagnes. La pente devient plus forte; on atteint bientôt le dernier établissement de natifs qui ne cultivent plus que des fèves et des colocasia; les bananiers ont disparu. Au delà, pour atteindre la forêt, il faut ramper sur les mains et sur les genoux, tant la pente est rapide. La forêt consiste en bambous, d'abord peu denses, mais elle devient plus épaisse à mesure qu'on s'élève. L'air change subitement, il est plus frais, plus pur, plus reconfortant. Arrivés à cette altitude, les Zanzibarites paraissent avides de monter plus haut. Au sortir de la forêt de bambous, les ascensionnistes voient se dresser devant eux un pic qui les domine de 400<sup>m</sup>; ils commencent à le gravir et rencontrent bientôt des bruyères arborescentes dont quelques-unes ont de 6<sup>m</sup> à 7<sup>m</sup> de haut, et au travers desquelles il faut se frayer un passage au prix de beaucoup de temps et de fatigue. Le sol est recouvert d'un tapis de mousse, émaillé de violettes bleues, de lichens, et d'autres plantes dont Stairs fait collection pour les rapporter à Emin-pacha. Un brouillard humide entretient la végétation sur ces pentes et rend le sol très glissant.

Vers le soir, on dresse le camp; des branches de feuillage sont assemblées de manière à fournir un abri; on amasse du bois à brûler, mais il est tellement humide qu'il ne peut pas flamber; aussi, quoique l'altitude ne soit que de 2,800<sup>m</sup>, les Zanzibarites, légèrement vêtus, souffrent-ils beaucoup du froid. Les sommets de la montagne apparaissent, mais devant l'explorateur s'ouvrent trois énormes ravins, au fond desquels sont d'épaisses forêts, où il faudrait s'ouvrir un chemin la hache à la main pour pouvoir atteindre la limite des neiges.

Le lendemain matin, Stairs choisit quelques-uns des hommes les plus robustes, renvoie les autres au bas de la montagne et veut continuer l'ascension. La nuit avait été extrêmement froide; quelques-uns de ses gens souffraient de la fièvre; toutefois, ils étaient pleins de courage et ils gravissent la pente avec entrain. Au bout de trois heures, le pic neigeux se montre à 5 kilom. de distance; seulement, les difficultés à vaincre pour atteindre la première neige à travers les ravins exigeraient au moins une journée et demie. Le manque de vivres et de vêtements chauds oblige Stairs à renoncer à pousser plus loin; il avait atteint une altitude de 3500<sup>m</sup> environ; le pic neigeux s'élevait encore à peu près à 2000<sup>m</sup> plus haut, ce qui donne à ce sommet une hauteur approximative de 5500<sup>m</sup>. Ce n'est pas cependant le pic le plus élevé du Rouvenzori. A l'aide d'une lunette, l'explorateur put comprendre la forme exacte de la montagne. La cime la plus haute est couronnée d'une masse irrégulière de rochers ébréchés et elle a la forme d'un cratère. La pente à

l'est et à l'ouest est très abrupte. La neige la recouvre partout où l'inclinaison n'est pas trop forte; le champ de neige le plus vaste doit avoir de 100<sup>m</sup> à 200<sup>m</sup> de large, l'épaisseur en est considérable, car la roche noire, de nature volcanique, n'émerge de la surface qu'en deux endroits. Des traînées de neige descendent dans les ravins; de la limite inférieure des neiges jusqu'au sommet du pic, il peut y avoir de 300<sup>m</sup> à 400<sup>m</sup>. Du centre du pic neigeux partent, comme autant de rayons, des promontoires qui font que les cours d'eau formés à cette hauteur descendent en s'écartant toujours plus les uns des autres, jusqu'à ce qu'ils atteignent la plaine, où ils vont se verser dans le Semliki ou dans l'Albert-Nyanza. Un autre pic neigeux doit avoir une hauteur encore plus considérable. Des forces volcaniques ont certainement agi dans cette région, comme l'atteste le grand nombre de pics coniques rangés autour de la masse centrale. La montagne est presque dépourvue de vie animale. Les espèces végétales rapportées de cette ascension ont été déterminées par Emin-pacha, qui les enverra au Dr Schweinfurth.

Revenons maintenant à Stanley et au gros de l'expédition. De l'Ou-Songora, il se dirigea vers le Toro, ayant à sa droite l'Albert-Édouard-Nyanza. Après une marche d'une trentaine de kilomètres, il tourna à l'est et, quittant la plaine de l'extrémité septentrionale du lac, il gagna les régions élevées de l'Ou-Haiyana, puis, inclinant au sud-est, il arriva à Ou-Nyampaka qu'il avait vu pour la première fois en 1876. Au sud de cette localité, se trouve l'Ankori, pays vaste et très peuplé, dont la partie basse est à plus de 1600<sup>m</sup> au-dessus de la mer, tandis que les montagnes atteignent 2400<sup>m</sup>.

En suivant la base de Rouvenzori, il avait cheminé entre le pays des Wa-Konjou qui habitent la partie inférieure de la montagne, et celui des Awamba qui occupent la région forestière de la vallée du Semliki. Les Wa-Konjou sont la seule tribu habitant la montagne; ils construisent leurs villages jusqu'à une hauteur de 1600<sup>m</sup> au-dessus de la mer. En temps de guerre, — car les Wa-Rasura ont aussi envahi leur pays, — ils se retirent dans la région des neiges. Jusqu'à l'angle sud-ouest du Rouvenzori, les pentes de la montagne sont parfaitement cultivées; les champs de patates douces et de millet, ainsi que les plantations de bananes abondent; la banane sauvage supporte très bien le froid des sommets les plus élevés où les Wa-Konjou aient construit leurs villages.

Assez hostiles au début, les Wa-Konjou se firent bientôt les alliés de Stanley; leurs ennemis les Wa-Rasura s'étant enfuis à l'approche de ce dernier, ils se lièrent d'amitié avec ceux dont la présence effrayait

leurs oppresseurs. Ils amenèrent à l'expédition des chèvres, lui apportèrent des bananes, de la bière indigène en abondance et la renseignèrent sur les mouvements des Wa-Nyoro.

La race de l'Ou-Songora est belle, et a beaucoup de ressemblance avec celle des indigènes de l'Ankori et du Karagoué, ainsi qu'avec les populations pastorales de l'Ou-Ganda. Les natifs se nourrissent de lait et de viande crue.

Quant aux indigènes du Toro, ils sont un mélange des classes supérieures de nègres ayant quelque affinité avec les Wa-Ganda. Ils se sont tellement mêlés aux Wa-Nyoro inférieurs que Stanley n'a pu reconnaître en eux aucun trait saillant caractéristique. Il en est de même des Wa-Haiyana. Le prince héritier de l'Ou-Songora reproduit le type parfait du Galla pur comme on peut le trouver au Choa. Mais les familles royales ne sont pas seules à posséder ces beaux traits. Le type éthiopien est très commun parmi les Wa-Huma de ces plateaux de l'Afrique centrale; la majorité des Wa-Huma peut se vanter de posséder des traits aussi réguliers, aussi beaux, aussi délicats que des Européens.

Les pays situés au sud de l'Albert-Édouard-Nyanza sont encore inexplorés, et l'on n'en connaît que peu de chose; mais ce que l'on en sait permet de dire qu'ils diffèrent beaucoup de ce que présente la carte du Mouta-Nzygué dans le *Continent mystérieux*.

Les tribus de l'Ou-Konjou, de l'Ou-Songora et de l'Ankori ne connaissent le Ruanda que sous le nom d'Ou-Nyaringi. C'est une région très vaste s'étendant à l'ouest jusqu'au Nil-Alexandra et au bassin du Congo; elle est séparée du lac Albert-Édouard par une longue journée de marche. Les habitants en sont, paraît-il, fort belliqueux, et sous le rapport du nombre et de la force, ils ne le cèdent en rien aux tribus de l'Ou-Ganda.

Depuis le moment où l'expédition avait quitté Kavalli, elle avait subi des vicissitudes de climat considérables. Du climat tempéré et agréable de la région à l'ouest du lac Albert, elle était brusquement descendue dans l'atmosphère étouffante de la vallée du Semliki. Les jours et les nuits étaient également insupportables; quelques-uns des membres de l'expédition eurent beaucoup à en souffrir. Dans les plaines situées au nord du lac Albert-Édouard, la terre, sous l'influence du soleil, était littéralement cuite; les herbes étaient brûlées, et les rayons du soleil eussent été réellement intolérables sans la présence d'un brouillard opaque. Le froid se fit de nouveau sentir à la montée du plateau oriental ce qui amena une recrudescence de fièvres, de paralysies et de douleurs

rhumatismales qui attaquèrent Européens et indigènes. A 2000<sup>m</sup> au-dessus du niveau de la mer, le givre du matin était fréquent. En arrivant dans l'Ou-Sinja, à l'angle sud-ouest du lac Victoria, la santé générale devint meilleure, et les cas de fièvre furent plus rares.

Nous avons déjà cité la découverte faite par Stanley de l'extension considérable du lac Victoria-Nyanza vers le sud-ouest<sup>1</sup>. Plus tard, sans doute, nous aurons beaucoup de détails à ajouter à ceux des découvertes rapidement annoncées jusqu'à aujourd'hui.

### BIBLIOGRAPHIE<sup>2</sup>

D<sup>r</sup> G. Warneck. DIE STELLUNG DER EVANGELISCHEN MISSION ZUR SKLAVENFRAGE. Gütersloh (C. Bertelsmann), 1889, in-8°, 126 p. M. 1.50.

— On a pu croire un moment que le mouvement anti-esclavagiste rallierait, en Allemagne, comme il le fait dans d'autres pays, tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de confession religieuse, ni de partis politiques. Malheureusement les souvenirs du Kulturkampf d'un côté, et l'opposition aux entreprises coloniales allemandes de l'autre, ont paralysé l'élan d'une grande partie des sujets de l'empire, même parmi ceux que l'on aurait dû supposer le mieux disposés en faveur des victimes de la traite et de l'esclavage. Nous avons déjà mentionné les résolutions de la Conférence missionnaire de la province de Saxe de se tenir absolument à l'écart du mouvement anti-esclavagiste, en laissant à la mission seule le soin d'amener l'abolition des deux fléaux susmentionnés. Une telle résolution devait entraîner, comme explication, un travail exposant les motifs de cette abstention. C'est celui dont nous donnons le titre ci-dessus, et dont une partie a été lue à une conférence de délégués des Sociétés missionnaires réunis à Brême. Nous ne sommes pas surpris que l'auteur ne trouve qu'à critiquer dans les œuvres des missions romaines, ni qu'il se défie des manifestations de la Société

<sup>1</sup> Jusqu'ici, le plus grand des lacs d'eau douce était le lac Supérieur avec une superficie de 84,444 kilom. carrés; le Victoria-Nyanza, qui passait pour en avoir 88,310, ne venait qu'au second rang; l'extension découverte par Stanley et évaluée par lui à 1900 milles carrés, soit 4900 kilom. carrés, lui donne une surface approximative de 88,200 kilom. carrés; il passe au premier rang, ayant environ 3700 kilom. carrés de plus que le lac Supérieur.

<sup>2</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

coloniale allemande en faveur des victimes de la traite, ni qu'il jette le blâme sur la mission bâloise interdisant à ses membres de posséder des esclaves. M. Warneck ne fait aucune réserve pour les esclaves femmes. Il va sans dire qu'il cherche dans la Bible, comme le faisaient il y a 25 ans les adversaires de l'abolitionisme américain, des arguments à l'appui de sa thèse. Paul aurait recommandé aux esclaves de préférer l'esclavage, même s'ils avaient l'occasion de devenir libres ! S'il renvoie Onésyme à Philémon — *non plus comme un esclave, mais comme un frère* — ce n'est qu'une apparence ; sa parole peut être interprétée autrement ! Quant à nous, nous en appelons à la première parole du Maître dans la synagogue de Nazareth : l'Évangile aux pauvres, la *liberté aux captifs (esclaves)* ; et à celle de Pierre : *et sur les esclaves, hommes et femmes, je verserai de mon Esprit*. Et pourtant c'est une promesse de l'ancienne économie. Est-il possible que la nouvelle soit dénaturée par certains préjugés, jusqu'à être rabaisée au-dessous de l'ancienne ? Nous plaindrions beaucoup les indigènes des territoires de protectorat allemand, s'ils n'avaient que des missionnaires imbus de tels préjugés pour leur annoncer l'Évangile !

*D<sup>r</sup> C.-A. Mourão Pitta.* MADÈRE, STATION MÉDICALE FIXE, CLIMAT DES PLAINES, CLIMAT DES ALTITUDES. — L'auteur de cette excellente monographie, établi à Madère depuis de longues années, adresse son livre au public français particulièrement, parce que c'est celui qui profite le moins des avantages climatiques de l'île. Des centaines d'Anglais, d'Allemands, beaucoup de Russes la visitent annuellement ; mais les Français y vont peu. Est-ce par ignorance ? Est-ce parce qu'ils préfèrent les stations hivernales des bords de la Méditerranée ? On ne peut le dire. Quoi qu'il en soit, il est certain que le livre que nous annonçons rendra des services à un grand nombre de malades en leur faisant connaître les conditions générales de la vie dans cette île si favorisée. Toutes les questions relatives à la géographie physique, à la météorologie, à la flore, à la faune, aux populations de Madère, à ses avantages au point de vue médical sont traitées dans cette monographie. Elle renferme même à la fin un *Guide-Madère*, qui donne tous les renseignements nécessaires en ce qui concerne le voyage à Madère, les dépenses inhérentes à ce déplacement et le séjour dans le pays.

L'auteur n'a pas voulu faire une réclame ; le sujet du reste ne le comportait pas. En homme de science, il a écrit son livre sans parti-pris, en s'efforçant d'être impartial. Toutes les fois que la question traitée s'y prête, il appuie son dire de chiffres pris aux sources officielles. C'est

particulièrement le cas dans le chapitre relatif à la météorologie, question d'une importance capitale pour une station du genre de Madère. Les observations citées sont, pour la plupart, celles qui ont été prises dans le poste météorologique de Funchal et consignées dans les *Annales de l'Observatoire*, D. Luiz I, de Lisbonne. On en déduit pour Funchal une moyenne de température annuelle de  $18^{\circ},56$ . Un des caractères les plus essentiels du climat de Madère consiste dans la faible variation qui existe d'un mois à l'autre. L'écart entre la moyenne d'un mois et celle du mois qui suit ou du mois qui précède est quelquefois insignifiant et n'arrive jamais à  $3^{\circ}$ . D'après les observations officielles du poste météorologique, la moyenne du mois le plus chaud (août) est de  $22^{\circ},44$  et celle du mois le plus froid (février) est de  $15^{\circ},63$ . Ces deux chiffres en disent plus que de longs commentaires sur la régularité et la douceur du climat de Madère.

L'ouvrage est écrit dans une langue simple et claire; il ne présente que de rares incorrections de style bien excusables chez un étranger.

*Théophile Jousse. LA MISSION AU ZAMBÈZE. Paris (Fischbacher), 1890. in-8°, 181 p., fr. 5. —* Il y a quelques mois, nous avons rendu compte, à cette place, d'un ouvrage de M. Jousse sur la mission française chez les Ba-Souto. Aujourd'hui, l'auteur nous conduit dans la vallée du Zambèze, pour nous y faire assister à l'introduction du christianisme. On connaît l'histoire de la mission au Zambèze : le voyage de M. Coillard du Le-Souto au pays des Ba-Rotsé en 1878, l'opposition faite à son projet d'y fonder une station, par ses collègues de la mission chez les Ba-Souto et par le Comité des Missions évangéliques de Paris, le voyage du missionnaire en Europe pour y défendre son point de vue, ses succès, la décision conforme à ses vues prise par le Comité, enfin son établissement dans le pays des Ba-Rotsé avec sa femme et M. et M<sup>me</sup> Jeanmairat. Depuis ce moment, de nouveaux missionnaires ont rejoint M. Coillard; la mission est organisée, mais elle a d'énormes difficultés à vaincre : la dissémination de la population, son immoralité, la mauvaise situation politique du pays, enfin l'insalubrité du climat. Malgré cela, les missionnaires ne perdent pas courage; ils travaillent par l'école, par leur enseignement, par leur exemple, et, perdus au milieu de l'Afrique, ils jettent les fondements d'une œuvre qui sera peut-être aussi grande que celle qui a été accomplie au Le-Souto.

C'est la captivante histoire de ces voyages et de la fondation de la mission que M. Jousse, ancien missionnaire au Le-Souto, nous donne dans l'ouvrage que nous annonçons. Il l'a rédigée d'après les lettres des

principaux acteurs du récit, et particulièrement d'après la correspondance de M. Coillard lui-même. Nous avons retrouvé dans ce livre les grandes qualités que possédait le dernier ouvrage de l'auteur : clarté de l'exposition, pureté du style, richesse de détails, enthousiasme communicatif. En rapprochant et en groupant les faits, en insistant sur les scènes caractéristiques, mais sans rien exagérer, M. Jousse a le talent de donner à sa narration une forme dramatique qui soutient et stimule l'intérêt. Il fait réellement revivre l'histoire. Par sa description, le lecteur suit pas à pas les principaux personnages dans leur marche et dans leurs travaux ; il se trouve transporté par la pensée dans le milieu où s'exerce leur activité et vit avec eux pour ainsi dire. En outre, ce qui frappe dans cet ouvrage, c'est l'esprit de bonté et de charité qui l'anime d'un bout à l'autre. Jamais l'auteur ne laisse échapper de sa plume un jugement sévère à l'égard des personnes dont il parle ; il les comprend, se met à leur place et réussit toujours à justifier leur conduite. On sent que l'auteur professe à l'égard de ses semblables les sentiments du vrai chrétien.

*Theodor Brecht. KIRCHE UND SKLAVEREI. Ein Beitrag zur Lösung des Problems der Freiheit. Barmen (Hugo Klein), 1890, in-8°, 227 p., 3 Mark.* — Dès les premières lignes de la préface de cet ouvrage, on comprend que l'auteur n'a pas en vue une œuvre à faire en faveur des esclaves et des victimes de la traite. Les hommes, les femmes, les enfants, qui, actuellement, gémissent dans la servitude et subissent tous les tourments que comporte la chasse à l'homme, ceux pour lesquels les cœurs se sont émus et dont des voix éloquentes plaident la cause auprès des foules qui ont une âme pour pleurer avec ceux qui pleurent, lui semblent compter pour fort peu de chose dans la question. Il lui importe beaucoup plus de mettre en suspicion celui qui s'est constitué l'avocat de l'esclave, et ceux qui, oubliant leurs divergences confessionnelles ou politiques, ne voient que l'œuvre de secours à accomplir dans le présent. Mais eût-il dix fois raison dans le passé, et l'Église romaine fût-elle encore plus responsable qu'il ne le dit de l'esclavage des noirs et de ses conséquences, lui refusera-t-il le droit de sympathiser aujourd'hui avec ceux qui souffrent et de chercher à faire tomber leurs fers ?

D'autre part, les éloges bien mérités qu'il décerne aux quakers et aux méthodistes d'Amérique et d'Angleterre du siècle passé et de celui-ci ne sont-ils pas un reproche bien mérité pour beaucoup de protestants d'aujourd'hui, paralysés en présence de maux comme jamais l'humanité n'en a entendu raconter ?

Il importe peu aux victimes que M. Brecht ait raison dans les reproches qu'il adresse aux catholiques romains ou dans ses éloges aux quakers et aux méthodistes; un appel à ses coreligionnaires ferait bien mieux l'affaire de ceux qui souffrent.

*Henrique Augusto Dias de Carvalho.* O LUBUÇO. ALGUMAS OBSERVAÇÕES SOBRE O LIVRO DO SR. LATROBE BATEMANN INTITULADO : THE FIRST ASCENT OF THE KASAÏ. With the english translation. Lisboa (Imprensa national), 1889, in-4°, 120 p. — Louboukou, marquée aussi sur les cartes sous le nom de Moukengué, est une localité située dans l'Afrique équatoriale près de la rive gauche du Louloua, affluent du Kassaï. Elle sert de résidence au chef des Ba-Louba. L'État indépendant du Congo possède un peu plus au nord la station de Loulouabourg, et sa frontière coupe le territoire des Ba-Louba. M. Dias de Carvalho qui, il y a quelques années, a visité ces contrées, lors de son grand voyage dans l'Afrique centrale, a écrit l'ouvrage que nous annonçons à l'occasion de la publication d'un livre de M. Batemann sur un voyage de reconnaissance du Kassaï.

M. Batemann, qui a été pendant quelque temps capitaine et adjudant de gendarmerie de l'État Indépendant du Congo, reproduit dans son ouvrage les assertions de la presse anglaise sur le peu de résultat de la colonisation portugaise et sur l'indulgence du gouvernement de Lisbonne à l'égard des trafiquants d'esclaves. M. Carvalho, qui a fait de l'histoire de la colonisation portugaise en Afrique, de son influence sur le développement des indigènes, ainsi que de la situation actuelle de l'Afrique centrale une étude complète, a tenu à défendre ses compatriotes et à les disculper des fautes qui leur sont imputées. Il s'adresse au lecteur impartial et lui demande si, en présence des faits, on peut encore lancer des accusations aux négociants portugais pour ce qui concerne le commerce des esclaves, si les procédés employés par l'État Indépendant du Congo dans le recrutement de ses équipes de noirs est digne d'approbation, et si l'influence portugaise sur ces contrées de l'Afrique équatoriale n'est pas réelle. Ce mémoire, publié en portugais et en anglais, offre un grand intérêt. L'action du Portugal dans ses colonies est peu connue de la plupart des publicistes qui, le plus souvent, en parlent d'après des renseignements incomplets ou erronés. Le réveil produit dans ce pays, petit par son étendue, mais grand par son histoire, contribuera à faire mieux apprécier la part qu'il a prise dans l'œuvre de la colonisation de l'Afrique.

*D<sup>r</sup> Wilhelm Junker's REISEN IN AFRIKA, 1875—1886. Erster Band (1875—1878).* Nach seinen Tagebüchern unter der Mitwirkung von Richard Buchta herausgegeben von dem Reisenden. Wien und Olmütz (Ed. Hölzel), 1889, in-8°, 586 p. avec cartes et illustrations, fr. 12,70. — Le D<sup>r</sup> Junker avait annoncé que son ouvrage complet comporterait environ 50 livraisons réparties en 3 volumes. La 19<sup>me</sup> livraison qui vient de paraître termine le 1<sup>er</sup> volume. Elle renferme, avec le titre, une belle photographie du voyageur, la dédicace à Gordon-pacha, une préface, une table des matières, des illustrations et des cartes.

Ce volume est consacré au premier voyage accompli par l'auteur dans le Soudan, de 1875 à 1878. Cette exploration embrasse le bassin du Nil dans presque toute sa longueur du nord au sud. Parti d'Alexandrie, Junker explora tout d'abord le désert de Libye et la vallée des lacs Natron ; puis, effectuant par mer le trajet de Suez à Souakim, il pénétra dans le Soudan par la vallée du Chor Baraka, Kassala et Khartoum. De là, il remonta le Nil jusqu'à Lado, après avoir exploré la région du Sennaar et le Sobat inférieur ; enfin il s'engagea, à l'ouest de Lado, dans la contrée que M. Reclus appelle très justement le pays des Rivières, visita le Makaraka, les bassins du Rohl et du Tondj, poussa au sud jusqu'au pays de Kalika, et revint à Lado d'où il regagna Khartoum et l'Égypte par la voie du Nil.

Tel est, esquissé à grands traits, l'itinéraire du premier voyage de Junker. Les résultats, moins importants que ceux de la grande exploration qu'il fit de 1879 à 1886, n'en sont pas moins considérables. Ils suffiraient déjà pour placer l'ouvrage sur le même rang que ceux des grands explorateurs allemands de l'Afrique : Barth, Rohlf, Nachtigal, Lenz. Il ajoute à nos connaissances tout un ensemble de documents sur la configuration, le régime des rivières, la nature intime, les populations, les productions d'une grande partie du pays situé à l'ouest du Bahr-el-Djebel ou Nil supérieur. D'excellentes cartes, dessinées par un cartographe bien connu, Hassenstein, des plans, un grand nombre de riches illustrations expliquent et complètent le récit et permettent de se faire une idée aussi exacte qu'il est possible de l'obtenir avec les moyens dont la science dispose, de la vaste et intéressante contrée explorée.

Ce qui augmente encore l'intérêt que l'on éprouve à la lecture de ce livre, ce sont les détails nombreux dans lesquels entre l'auteur, les mille incidents du voyage, la forme agréable donnée à la narration, le pittoresque et le coloris des descriptions. On se demande avec quel soin le voyageur a dû tenir son journal de voyage pour pouvoir tout noter, observations scientifiques, description du paysage, scènes de mœurs, etc.,

et pour pouvoir, une dizaine d'années après, raconter tout au long son expédition. Au point de vue purement géographique, les études de Junker sur le Soudan égyptien sont d'une importance capitale. Elles nous donnent l'état du pays immédiatement avant l'insurrection mahdiste. Depuis ce terrible mouvement populaire, il n'a plus été possible de pénétrer dans la plus grande partie de cette immense contrée. Quand les Européens pourront-ils y rentrer ? Personne ne le sait. Les descriptions de Junker sont donc les dernières que l'on possède pour un temps qui sera probablement très long. A ce titre, les documents qu'il nous fournit sont d'un intérêt puissant et exceptionnel. Aussi les amis des sciences géographiques attendent-ils avec impatience la publication des deux derniers volumes qui vont leur révéler, d'une manière détaillée, la nature de la partie occidentale du Pays des Rivières, c'est-à-dire d'une contrée où Junker seul a pénétré jusqu'ici.

A.-J. Wauters. STANLEY AU SECOURS D'ÉMIN-PACHA. Paris (maison Quantin), 1890, in-16, 424 p., illustr. et carte de l'itinéraire suivi par Stanley, 3 fr. 50. — En attendant que Stanley publie l'ouvrage complet qu'il a promis au public et que celui-ci attend avec impatience, voici un excellent résumé de son expédition. De tous les africanistes contemporains, M. Wauters, le savant rédacteur en chef du « *Mouvement géographique*, » était l'un des mieux placés pour écrire ce récit. Nul ne connaît mieux que lui les affaires du Congo et de l'Afrique centrale; c'est lui qui, le premier, dans le *Mouvement géographique* du 6 décembre 1887, proposa, pour arriver jusqu'à Émin-pacha, la voie du Congo et de l'Arououimi. Il lui appartenait donc de décrire l'itinéraire suivi par l'expédition de secours. Son livre a l'avantage de fournir un exposé complet de la question en la reprenant de haut. Dans les premiers chapitres, il décrit l'histoire du Soudan nilien depuis la conquête égyptienne, et l'état du bassin du Haut-Nil au moment où l'Europe s'émut de la situation d'Émin-pacha et songea à lui venir en aide. Ensuite vient le récit complet de l'expédition de Stanley, de ses efforts surhumains et de ses souffrances. La narration de M. Wauters, sobre de phrases, mais bien conduite pour ménager l'effet dramatique, présente un très grand intérêt. Elle se lit mieux qu'un roman, car on sent qu'il s'agit d'une histoire réelle, d'une histoire vécue. Tous les personnages du drame se meuvent et s'agitent sous les yeux du lecteur. Il se rend compte de leurs travaux, de leurs privations, de leurs souffrances et de la joie du retour. Parmi ces pauvres Africains qui accompagnaient Stanley et Émin-pacha, il en est un grand nombre, la moitié environ, qui n'ont eu

que la douleur pour partage et qui n'ont pu regagner la côte. De 1500 membres que la colonne comptait au moment de son départ du lac Albert, 750 seulement arrivèrent à la côte. Les autres étaient restés en chemin. Rien ne dit mieux les difficultés rencontrées dans ce voyage extraordinaire. Une carte facile à lire et de très bonnes vignettes illustrent cet excellent volume.

*Gustav Meinecke. KOLONIALES JAHRBUCH. Das Jahr 1889.* Berlin (Carl Heymann), 1890, 2<sup>me</sup> année, in-8°, 312 p. et 7 cartes, fr. 8. — Les Allemands appliquent à l'étude de leurs colonies les méthodes et les procédés qu'ils emploient dans les divers domaines de la science. Alors qu'en France il ne paraît pas, à notre connaissance, un annuaire complet et détaillé relatif aux colonies, l'Allemagne a son *Koloniales Jahrbuch*, bien que ses possessions extérieures soit beaucoup moins importantes que celles de la France. Cette utile publication en est à sa seconde année. La moitié à peu près du volume est consacrée à l'exposé des faits principaux relatifs à chaque colonie que l'année 1889 a vus se produire, à des cartes, en noir, mais faciles à lire, de ces différentes possessions, aux lois et ordonnances intéressant les colonies et au compte rendu d'un certain nombre d'ouvrages. Donnés sous une forme concise, ces divers renseignements n'en sont pas moins complets et faciles à trouver.

Des articles originaux sur différentes questions relatives à la colonisation, mais d'un intérêt plus général, forment l'autre moitié de l'ouvrage. La répression de la traite et de l'esclavage dans l'Afrique orientale donne lieu à d'intéressants développements. Le missionnaire, M. Paul Steiner, expose, dans une quarantaine de pages, les résultats des essais de culture méthodique faits à la Côte d'Or dans les cent dernières années, d'abord par les Danois, ensuite par les missions de Bâle. Une intéressante étude du voyageur africain, M. Paul Reichard, est consacrée aux aptitudes industrielles et artistiques des indigènes africains de l'intérieur. A côté de ces articles consacrés spécialement à l'Afrique se trouvent des monographies d'un caractère plus général; l'une roule sur l'activité missionnaire dans les possessions allemandes; une autre sur une manière d'effectuer les mesures topographiques dans la zone inter-tropicale, une troisième sur la politique coloniale du gouvernement allemand. Il y a aussi lieu de signaler un mémoire de M. Bolle sur la nationalité allemande au Brésil. On le voit, l'intérêt de cet ouvrage réside aussi bien dans la variété qu'offre son contenu que dans l'utilité que présentent ses renseignements.

BULLETIN MENSUEL ( 5 mai 1890<sup>1</sup> ).

Depuis longtemps, des efforts plus ou moins sérieux ont été faits sur divers points du Tell, en **Algérie**, pour l'élevage de l'**autruche domestique**, en vue de la production des plumes. Malheureusement, ces efforts n'ont pas obtenu les résultats qu'on en avait espérés d'abord, et les fermes à autruches disparaissent les unes après les autres. Rien jusqu'ici n'avait été tenté au Sahara même. La Société agricole et industrielle de Batna et du Sud algérien, dont M. George Rolland est administrateur, vient de prendre l'initiative pour combler cette lacune, et avec l'encouragement de l'administration, elle installe actuellement un parc à autruches dans l'oasis d'Ayata qu'elle a créée dans l'Oued-Rir'. Cette expérience, tentée dans la patrie naturelle de l'autruche de Barbarie, a toute chance de réussir. Elle ne manquera pas d'être suivie avec toute l'attention qu'elle mérite par ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'industrie de la plume d'autruche en Algérie.

L'issue désastreuse de l'expédition Flatters est encore trop présente à toutes les mémoires, pour qu'il soit nécessaire de rappeler combien les diverses fractions des **Touareg** se sont montrées rebelles jusqu'ici à l'idée de nouer des relations avec les Français. Toutes les tentatives françaises étaient restées jusqu'ici infructueuses. M. Georges Rolland a communiqué à ce sujet à la Société de géographie de Paris une nouvelle importante. Il a annoncé que le chef des Touareg Hoggar vient d'envoyer à El-Ouad-Souf son frère et quatre membres de sa famille, avec la mission de demander à nouer des relations avec le gouvernement français. Ces envoyés étaient porteurs d'une lettre de leur chef au général de la Roque, commandant de la subdivision de Batna, qui, depuis un an, travaillait à ce rapprochement. On comprend aisément combien ces relations, si elles pouvaient s'établir, serviraient à étendre l'influence française sur cette partie du bassin du Niger, et les conséquences favorables pour les progrès de la civilisation qui pourraient résulter de cette importante démarche. A ce propos, M. Rolland est revenu sur la question du chemin de fer trans-saharien, dont l'exécution s'impose mainte-

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

nant, a-t-il dit, plus que jamais, et qui se trouve, par cet événement heureux, singulièrement facilitée.

Un télégramme de Zanzibar a annoncé la mort de M. Mackay, missionnaire dans l'**Ou-Ganda**. C'est une perte cruelle pour l'œuvre de la Church Missionary Society dans cette région. M. Mackay avait été un des premiers à répondre à l'appel de cette Société, lorsque celle-ci se décida à envoyer à Mtésa des missionnaires, à la suite de la lettre de Stanley. Il a eu la part la plus grande à la conversion de centaines de Ba-Ganda au christianisme, malgré les persécutions de Mwanga. Il a mis par écrit la langue de l'Ou-Ganda, traduit et imprimé en cette langue plusieurs parties de la Bible. Ingénieur-mécanicien avant de se vouer à la mission, c'est lui qui dirigea, non seulement les constructions nécessaires aux missionnaires, mais encore plusieurs autres dont le roi le chargea. C'est à lui aussi qu'avant la dernière expédition de Stanley, nous avons dû les informations qu'Emin-pacha cherchait à faire parvenir en Europe; à lui enfin qu'Emin a été redevable de beaucoup de provisions dont il avait besoin pour l'administration de la province de l'Égypte équatoriale. Dans les circonstances où se trouve l'Ou-Ganda, le décès de M. Mackay est doublement regrettable; son expérience consommée eût été des plus utiles pour la direction des missionnaires arrivés beaucoup plus récemment dans ce pays.

Le service de la **navigation à vapeur entre l'Allemagne et la côte orientale d'Afrique** se développe rapidement. La ligne principale sera desservie par quatre steamers partant chacun tous les mois de Hambourg, et touchant, en Europe, Rotterdam, Lisbonne et Naples; en Afrique, Port-Saïd, Zanzibar, Dar-es-Salam, Mozambique et Lorenzo-Marquez. De Zanzibar, deux lignes secondaires seront établies pour le service de la côte, l'une vers le nord, deux fois par mois, l'autre vers le sud, une fois par mois seulement. Les courses régulières commenceront au mois de mars de l'année prochaine; mais, déjà dès le mois de juillet de cette année-ci, commencera un service provisoire, avec un départ tous les deux mois, jusqu'à ce que tous les nouveaux steamers soient équipés. Les relations commerciales entre l'Allemagne, le Portugal, l'Afrique orientale allemande et le Transvaal en recevront un grand développement.

**Emin-pacha**, rétabli des suites de l'accident dont il avait été la victime à Bagamoyo, est entré au service du gouvernement allemand, au grand déplaisir de ceux qui, n'ayant pu obtenir de lui l'acquiescement à leur offre de l'installer, sous leur suprématie, comme gouverneur

de la province de l'Équateur, avec 1500 liv. sterl. de traitement et 12,000 liv. sterl. pour frais d'administration, l'ont menacé de le laisser sans provisions, ni munitions, pour le forcer à quitter sa province, et prétendent maintenant qu'il aurait été massacré s'il y était resté. Croient-ils donc que, simple représentant de la civilisation à l'Équateur, il eût moins imposé aux mahdistes, et qu'il eût moins vaillamment défendu son territoire contre leurs assauts que les officiers égyptiens de Dufilé à la tête des troupes dans lesquelles l'arrivée des Anglais avait jeté la désunion? Que le refus d'Emin de leur livrer la province de l'Équateur ait causé à MM. Mackinnon, Mackenzie, Sir Francis de Winton et aux membres de l'expédition de Stanley une vive déception, c'est possible, mais nous n'y voyons pas un motif de l'accuser d'incapacité, ni d'ingratitude. On ne le jugeait pas incapable, lorsqu'on lui faisait les offres susmentionnées. Ceux qui se vantent de l'avoir sauvé, oublient les douze ans pendant lesquels il a su conserver à sa province, sans le secours des Anglais, la liberté et la civilisation. Quoi qu'il en soit, tandis que Stanley, de retour en Europe, où il est reçu partout avec les honneurs dus à son indomptable énergie, parle avec désinvolture des bataillons égyptiens laissés dans les postes du haut Nil et massacrés par les mahdistes et de la ruine complète de l'œuvre d'Emin, celui-ci va prouver qu'il peut faire mieux que de terminer ses jours dans l'oisiveté au Caire ou à Souakim. D'après les nouvelles des journaux, le gouvernement allemand lui a donné pour instructions de se porter par la voie la plus courte au Victoria-Nyanza; de traverser le lac en serrant de près les frontières de la sphère des intérêts anglais; d'explorer les territoires situés entre les possessions allemandes et l'État libre du Congo; puis de descendre au sud des rives du lac Tanganyika, et d'achever de faire le tour de la sphère des intérêts allemands en suivant les frontières septentrionales de la province de Mozambique, le long de la Rovouma, pour aboutir à Lindi.

Avant la publication de son livre, **Stanley**, de retour en Europe, nous fournit des informations précieuses sur les ressources offertes par les régions qu'il a traversées; preuve en soit les détails publiés par l'*Indépendance belge* sur la grande **forêt de l'Arououimi**: « Elle est, » dit Stanley, « en richesse, la rivale des plus grands pays forestiers de l'Amérique méridionale, la concurrente des futaies luxuriantes qui bordent l'Amazone, roi incontesté de tous les fleuves du globe. Une perpétuelle moiteur, entretenue par le voisinage des grands fleuves et par d'incessantes pluies tropicales, féconde, dans le sous-bois, les plantes les plus

rare, les fleurs les plus éclatantes, les écorces les plus précieuses. Certain jour, mon expédition ne fournissait qu'une étape de trois ou quatre cents mètres, tant nos haches avaient à abattre de barrières faites de lianes entrecroisées, de ramures confondues, au milieu d'un peuple d'insectes qu'on ne rêve pas, de papillons multicolores, de perroquets qui balancent leurs éblouissants plumages sur des perchoirs de verdure. A lui seul, le caoutchouc de la forêt représente une fortune sans limites. On fait grand état en Europe de l'ivoire. Au Caire, j'ai rencontré le comte Teleki et le lieutenant de vaisseau von Hœhnel, les deux explorateurs autrichiens qui parcouraient la côte orientale, la région du mont Kénia, au moment même où j'opérais ma jonction avec Émin. Ils m'affirment avoir rencontré de ce côté d'énormes troupeaux d'éléphants, c'est-à-dire un stock d'ivoire assez considérable pour reculer sensiblement l'époque où cette richesse africaine sera épuisée. Je n'ai pas de peine à les croire. Mais le caoutchouc et les autres produits que peut fournir la forêt de l'Arououimi ont une bien autre valeur. Ils ne s'épuiseront jamais. La nature veille à les renouveler, à en faire un réservoir où l'homme puisera, en tous les temps, à satiété. Certes, il faudra pour cela percer la forêt d'outre en outre, y créer de grandes routes, y ouvrir de vastes clairières offrant aux travailleurs et aux voyageurs un domicile habitable. Dans son état actuel, le sol fangeux de l'interminable forêt, d'où le soleil est presque partout et toujours exilé, engendre d'horribles fièvres, des maladies inconnues. Dès les premiers jours, nos chaussures, dévorées par l'humidité, tombaient en lambeaux ; nos vêtements, littéralement pourris, devenaient guenilles. Autant d'Européens, autant de Jobs. Notre aspect eût fait fuir les passants au coin d'un bois européen. »

Non moins intéressants sont les détails fournis par Stanley sur les **nains de l'Arououimi** :

« On a eu raison de dire que ces pygmées sont ceux dont Hérodote constatait l'existence plus de quatre cents ans avant Jésus-Christ. Mais, ce qu'Hérodote n'a jamais dit ni soupçonné, c'est que, de son temps, la race diminutive dont je parle avait déjà derrière elle un passé de deux mille cinq cents ans. Après que nous eûmes lié amitié avec les nains, j'ai eu l'occasion de les étudier à loisir, au point de vue ethnologique. Nombre d'entre eux ont passé quatre mois et demi dans notre camp, nous accompagnant partout, se prêtant de bonne grâce à l'observation. J'ai acquis la preuve certaine qu'ils habitent cette même partie du globe depuis cinquante siècles. Le caractère noble et fier de ces tribus naines

porte toute l'empreinte de leur antiquité. Bien que dispersés sur une vaste étendue de territoire, ils se relient par une organisation politique et sociale attestant non seulement l'unité d'origine, mais encore des traditions tout à fait aristocratiques. Ils ont une reine, une femmelette charmante d'intelligence et de finesse qui est devenue le trait d'union entre les siens et notre expédition, à une époque où nous ne nous entendions guère encore. Au reste, chose curieuse, ces nains parfaitement proportionnés et de nuance olivâtre se méfiaient infiniment moins de nous que de nos grands gaillards d'auxiliaires africains. Leurs flèches empoisonnées ont successivement tué, dans la forêt, vingt et un Zanzibarites que j'avais dépêchés, par détachements, de la région des Lacs avec des missives pour mon arrière-garde, c'est-à-dire pour Barttelot. C'est ce qui m'a déterminé finalement à retourner moi-même vers Yambouya. — N'avez-vous pas songé à ramener quelques spécimens de ces Lilliputiens qui font de la fantaisie de Stern un livre réaliste ? — Si fait. Mais ils n'ont pu s'acclimater dans les plaines, en pays secs. Dès qu'ils quittaient la région humide des forêts, ils tombaient, frappés de la fièvre, mortellement. Pas un n'a atteint la côte. La reine, qui était prête à nous suivre jusqu'aux merveilleuses contrées des blancs, dont nous lui parlions — elle est fort curieuse ! — a été atteinte longtemps avant l'arrivée à la lisière des bois. Elle s'est arrêtée à temps. Oui, leur petite reine mérite son titre. Espiègle et bonne, futée et douce. Et des mains et des pieds d'un modelé « divin, » d'une exiguïté à désespérer les Chinoises ! Son costume !... Ma foi, comme celui de toute cette population de gnomes et lutins, c'est une quantité négligeable. Mais la nature a pourvu à la décence en ouatant ces petits corps d'une sorte de duvet d'oiseau qui n'a rien de désagréable à la vue ni au toucher et qui... sauve les apparences... Un indice incontestable de civilisation, c'est l'ari avec lequel les nains confectionnent les filets servant de piège à gibier et les flèches en fer forgé dont nos Zanzibarites ont tant souffert. Sans doute ils auraient une architecture savante, si, à leur existence nomade, des huttes d'herbages, simples nids, d'où ils s'envolent vite, ne suffisaient. Dans tous les cas, on ne trouve nulle part vanniers, tisserands et forgerons possédant plus d'habileté ou de goût. Ils ont leurs propres soufflets, proportionnés à leur taille, leurs marteaux, leurs enclumes : tout l'outillage des peuples avancés. Les motifs décoratifs de leurs flèches en font de petites merveilles. — Où trouvent-ils le fer ? — Le minerai abonde dans les cours d'eau innombrables qui ruissellent à travers la forêt de l'Arououimi. On y rencontre même çà et là du cuivre.

Plus rarement toutefois. — Quels autres signes de civilisation avez-vous rencontrés chez les nains ? — Leur moralité, tout à fait exceptionnelle ; tandis que dans toute l'étendue de la forêt, et dans les rangs mêmes de notre caravane, j'ai été appelé à constater, chez les noirs et tous les Africains de taille normale, des mœurs épouvantables. »

Enfin, Stanley dénonce, comme fléau pire que la traite, la **chasse à l'ivoire**, avec laquelle d'ailleurs la chasse aux esclaves est en corrélation intime : « Il se passe actuellement en Afrique quelque chose de bien plus grave, de bien plus terrible, en ses résultats, que la chasse aux esclaves proprement dite. C'est la « chasse à l'ivoire. » Elle coûte encore dix fois plus de sang et de larmes. Nul crime devant lequel les maraudeurs arabes ne reculent pour s'emparer de cette denrée si prisée en Europe. Ils descendent, en caravanes successives, de la région de Nyangoué, au nord-ouest du Tanganyika, se répandant, à l'est dans la région des lacs et jusque dans la province que vient d'abandonner Emin-pacha ; à l'ouest, dans les grandes forêts de l'Arououimi et du haut Congo, saccageant tout, incendiant tout, semant la mort partout pour s'emparer des défenses d'éléphants recueillies, dans leurs chasses, par les indigènes. C'est-à-dire que les naturels, une fois en possession d'une quantité plus ou moins importante d'ivoire, sont assurés de se voir, un jour ou l'autre, assaillis par une nuée d'Arabes, qui se créent des établissements, des camps, des *zeribas*, au fur et à mesure de leur marche en avant, fondant de village en village, de tribu en tribu, sur les populations infortunées, pour leur arracher, coûte que coûte, le lucratif produit. Et vous comprenez pourquoi ces razzias sont infiniment plus sanglantes que celles qui ont uniquement pour but la capture des esclaves... S'il s'agit de ravir des noirs uniquement pour s'en servir comme porteurs ou les exporter en pays ottoman, l'Arabe verse un minimum de sang. Son intérêt, quand il attaque un village à cet effet, est de faire le moins de carnage possible, afin que son butin d'hommes valides soit aussi considérable que possible. Il tue et pille, mais avec des ménagements. Lorsque l'objectif est le vol de l'ivoire, il n'a plus à se modérer. Il assassine, il massacre, il dépeuple sans merci une partie de l'univers. Sur tout le parcours que j'ai effectué, j'ai rencontré des marques affreuses de cette terrible chasse à l'ivoire, plus révoltante, je le répète, en ses conséquences, que les campagnes esclavagistes. » —

Sur l'observation de son interlocuteur que Nyangoué était le quartier général de Tipo-Tipo, et sur la demande si celui-ci serait l'organisateur de ces horribles battues, Stanley a répondu : « Nullement. Du

moins je ne le crois pas. Les coupables sont des chefs arabes qui ne relèvent pas de lui, travaillent pour leur compte, à la tête de bandes de Manyémas stylés tout exprès. Ils procèdent à loisir, établissant, dans l'intérieur des forêts, des plantations qui leur servent de bases d'opération et d'où ils rayonnent sur toute la contrée environnante, formant comme une sorte d'immense toile d'araignée qui, dans ses réseaux, finit par enlacer tout l'intérieur de l'Afrique. « Araignée » est le mot propre. Ils pompent le sang de tout un continent. Parfois, ils se contentent d'enlever les femmes et les enfants des indigènes, puis d'échanger ces otages contre l'ivoire convoité. Mais, la plupart du temps, ils tuent sans préliminaires. La forêt de l'Arououimi, dont j'ai déjà évalué la superficie à 250,000 milles carrés, est infestée de ces misérables. A eux le triste honneur d'avoir ouvert les principales routes qui relient les clairières où les indigènes se sont établis. J'en ai rencontré des caravanes, ployant sous le butin acquis au prix de ces monstruosité. Mon expédition était trop faible et trop épuisée pour qu'il me fût permis d'intervenir. Et puis, j'avais d'autres devoirs : une ligne droite s'ouvrait devant moi, dont je ne devais pas dévier. »

Le *Missions Magazin* de Bâle rapporte que l'essai fait par le Commissaire impérial allemand dans l'Afrique orientale, le capitaine Wissmann, de l'emploi de **pigeons voyageurs pour la poste aux lettres** a parfaitement réussi. C'est le Dr Röber, président de la Société colombophile de Strasbourg, qui les lui avait donnés ; il propose que les stations ne soient pas créées à plus de 50 kilomètres les unes des autres. Chacune d'elles aurait une dizaine de pigeons des deux stations les plus rapprochées. Comme ceux-ci franchissent la distance de 50 kilom. en 40 à 50 minutes ; que pour les prendre, lire une dépêche, et l'attacher à un pigeon de la station suivante, il faut compter 10 minutes, on pourrait transmettre à 300 kilomètres une missive de six heures du matin à midi, du lac Nyassa à Zanzibar, par exemple. La mission des Universités est entrée en rapport avec la Société colombophile de Strasbourg, pour introduire le service de la poste aux pigeons entre ses stations de l'Afrique orientale. Les missionnaires de la Société de Brême, à la Côte d'Or, en feront autant, ainsi que l'administration coloniale des possessions allemandes de l'Afrique occidentale.

Le *Moniteur des Colonies* donne, d'après les rapports de M. J.-B. Roland, explorateur à **Madagascar**, les renseignements suivants sur l'industrie de la soie dans la grande île africaine. Il y existe plusieurs variétés de vers, qui donnent une soie très solide quoique moins bril-

lante que celle des bombyx qui fournissent les cocons qu'emploient les manufactures françaises. Les chenilles ne sont pas difficiles à nourrir; bien qu'elles préfèrent la feuille de l'embrévatiér, elles s'accommodent de la feuille de presque tous les arbres. Les cocons de soie malgache ne se dévident pas, mais se filent comme le chanvre. Sitôt que les cocons ont été recueillis sur les arbres où s'élèvent les vers, les Madécasses en retirent la chrysalide, dont ils font un mets recherché; puis ils font bouillir la soie dans l'eau pour la débarrasser de sa viscosité et la font sécher. Les fileuses prennent alors le cocon entre le pouce et l'index de la main gauche, saisissent le fil de soie de la main droite, le tirent et le tordent en l'enroulant sur un léger roseau qu'elles tiennent adapté à leur petit doigt. Ensuite, les Malgaches teignent les fils des couleurs qu'ils désirent. Quant au métier sur lequel ils tissent leurs *lambas*, d'une beauté parfois si remarquable, il est des plus rudimentaires : Six petits pieux, de 25 centim. de haut, fichés en terre, disposés en rectangle, servent à tendre les fils; une navette passe successivement d'un côté à l'autre, et une règle fait fonction de peigne serrant en même temps le tissu. Voilà tout l'appareil. Les pièces fabriquées sur ce métier ne peuvent avoir que 50 centimètres de large environ sur 3 mètres au plus de long. L'île fournit presque toutes les couleurs nécessaires pour la teinture. Les *lambas* de soie sont d'un beau travail, tant au point de vue du tissage qu'à celui de la délicatesse de l'étoffe et de la distribution des couleurs; ils sont l'objet d'un commerce relativement considérable dans la province d'Imérina. Dans les rares plantations de chanvre qu'a vues M. Rolland, cette plante textile est fort belle, les indigènes en font des étoffes nommées *lambas rangony*; c'est le vêtement des esclaves et des pauvres.

On écrit de **Tananarive** au *Journal des Débats* :

Madagascar peut devenir un centre astronomique et météorologique important. On y construit un observatoire à l'est de la ville, sur une colline où l'on doit faire monter tous les matériaux à dos d'homme. L'endroit où il se trouve, nommé Ambohidempoua, est à 4400<sup>m</sup> au-dessus du niveau de la mer, et domine tous les environs. Ce sera l'observatoire astronomique le plus élevé du monde. Le directeur est le R. P. Colin, de la Compagnie de Jésus; il fait les observations météorologiques et astronomiques. Lors de l'éclipse de soleil du 28 juin et de l'éclipse de lune du 11 juillet dernier, il a pu fournir des indications intéressantes. Pour le service météorologique, il compte relier entre eux divers points extrêmes de la grande île en y installant des stations. Jusqu'ici,

il existe peu d'observatoires astronomiques dans l'hémisphère austral; celui de Tananarive pourra rendre de grands services à la science, principalement pour la confection de la carte du ciel au XIX<sup>m</sup> siècle, entreprise en collaboration avec tous les observatoires du monde.

La Chambre de commerce française de Madagascar a communiqué aux Chambres de commerce de France un projet d'ouvrir à **Tamatave** une **Exposition de produits français**, pour contribuer au développement de l'influence commerciale de la France. Le ministre du commerce lui a accordé son bienveillant concours, et a obtenu des Compagnies de transport de fortes réductions pour tous les articles qui pourront être expédiés en vue de l'Exposition. Les articles-échantillons qui seront envoyés devront être catalogués avec tous les renseignements à l'appui, afin que les consommateurs puissent se rendre compte de l'avantage qui pourrait résulter pour eux en donnant la préférence aux produits français sur les produits similaires étrangers. Tout en profitant des réductions sur les frais de transport, les exposants n'auront aucun frais à supporter à Tamatave, la Chambre de commerce prenant à sa charge les frais d'installation, d'exposition et autres.

Les *Proceedings* de la Société de géographie de Londres ont publié une lettre de **M. H. H. Johnston**, que le gouvernement anglais a envoyé au mois de juin dernier à Mozambique, avec le titre de consul britannique, mais qui, dès son arrivée, comme nous l'avons vu précédemment, s'est rendu au Chiré et au Nyassa avec l'intention de pousser jusqu'au Tanganyika. La lettre est datée du 19 novembre 1889, de Nkana sur la Msisi — la Mkana de Thomson<sup>1</sup> — à moitié chemin entre le Nyassa et le Tanganyika. Il était accompagné par le Dr Kerr Cross, de la mission de l'Église libre d'Ecosse. Ayant appris que l'extrémité sud du lac **Rikoua** n'était qu'à une centaine de kilomètres, ils résolurent de s'y rendre. « Le lac actuel, » dit-il, « n'est qu'un reste d'une nappe d'eau beaucoup plus étendue autrefois; il est à une altitude de 950<sup>m</sup> environ; l'eau n'est pas potable. Il fourmille d'hippopotames, de crocodiles et de poissons. Des éléphants, des buffles à cornes très fines, des zèbres, des poules de Guinée, des francolins et des tourterelles en nombre infini en peuplent les rives. Les indigènes de la côte méridionale, Wahoungou, souffraient cruellement de la faim, de la soif, des effets d'un vent brûlant et de mouches venimeuses. Depuis deux ans, il n'était pas tombé de pluie. Très adroits, ils ne vivent que de rapine et du produit

<sup>1</sup> Voy. la Carte, II<sup>m</sup>e année, p. 148.

de la chasse. Ils font sécher la chair qui leur en reste, et la portent aux districts plus favorisés au nord et au sud-est, pour l'échanger contre du grain. L'ivoire et les esclaves, dont ils trafiquent, sont transportés dans les districts plus septentrionaux, avec lesquels ils font un grand commerce, ainsi qu'avec les Arabes. » M. Johnston comptait être de retour à Mozambique au mois de janvier. Les journaux nous ont, en effet, appris son retour à la côte, où ses procédés antérieurs envers les autorités portugaises ne lui ont pas valu le meilleur accueil de la part des habitants de la colonie.

M. Gabriel Marcel, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale à Paris, y a trouvé une carte manuscrite qui, d'après l'écriture, l'orthographe et la nature du papier, remonte aux vingt dernières années du XVII<sup>me</sup> siècle. C'est une **carte du Monomotapa**, et M. Ludovic Drapeyron, le savant rédacteur de la *Revue géographique*, a publié un travail de M. Marcel intitulé : Les Portugais dans l'Afrique australe, le Tchambèze, source du Congo, découvert par les Portugais, et où l'auteur, preuves en mains, établit les droits historiques des Portugais en Afrique. Sur la carte, que nous avons sous les yeux, le cours du Zambèze est tracé avec une certaine exactitude. Les chutes et rapides de Kebrabasa et la cataracte de Moroumbona y sont inscrits, ainsi que des forts et des marchés appelés *feiras*, comme San-Estevao, Chicova, Mazapa et Manzovo. La présence de l'or, et même, en un endroit, d'un or très fin, est signalée (Terras de moca Ouro, Minas de Ouro). Le cours du Chiré, affluent du Zambèze, est également dessiné à travers un pays réputé très fertile et peuplé. Des nombreux documents compulsés par M. Marcel il résulte que, depuis la fin du dix-septième siècle jusqu'au milieu du dix-huitième, le cours du Zambèze, a été connu des Portugais au moins jusqu'à Zoumbo, à environ 15° de latitude sud et 30° de longitude est, qu'ils avaient de nombreux établissements fortifiés et des marchés, non seulement sur ce fleuve, mais dans l'intérieur du pays, dans tout le Mashonaland.

Le *Reichsbote* de Berlin a publié, sur la colonisation dans l'Afrique australe, d'intéressants renseignements que lui a fournis un colon allemand établi depuis quarante-deux ans dans l'**État libre de l'Orange**. D'après lui, ces pays chauds, dans leur état primitif, ont l'apparence de désert ; mais que l'Européen s'y établisse, tout change. On voit surgir des sources, là où l'on ne supposait pas qu'il en existât aucune. Dans l'État libre, l'éleveur du bétail, très rémunérateur, dépend de l'irrigation artificielle du pays, désert en beaucoup d'endroits. De grands bassins

sont disposés pour recueillir les eaux de pluie; on creuse des puits; de cette manière on obtient les meilleurs pâturages et le plus beau bétail. Des contrées auparavant tout à fait insalubres sont assainies. Le correspondant a habité une région dans laquelle il ne pouvait pas conserver un seul cheval; en été, ils succombaient au climat; en hiver, les lions les dévoraient. Actuellement, lions et fauves ont disparu et la colonie est devenue salubre. Dans certains districts où, il y a quelques années, la présence de mouches venimeuses empêchait d'avoir du bétail, ces mouches ne se rencontrent plus et l'agriculture fait des progrès. Des localités, comme Leydenbourg, connues autrefois pour leur climat mortel, peuvent aujourd'hui être habitées en toute sécurité. La présence des blancs avec leur civilisation exerce une influence remarquable sur tout le pays, aussi ne faut-il pas, dans les essais coloniaux, se laisser décourager par les difficultés des premiers moments. Dans la colonie sud-ouest africaine, Hereroland, l'intérieur offre un plateau fécond et salubre où un bel avenir est ouvert à la colonisation allemande. Mais le correspondant exprime le vœu que si les Allemands entreprennent cette colonisation avec ardeur, habileté et persévérance, le gouvernement allemand les appuie partout comme le fait le gouvernement britannique.

Un correspondant du *Journal* de la Chambre du Commerce de Verviers, lui écrit que le Congo offre un brillant avenir à la **culture du tabac**. Il dit en avoir reçu des spécimens de différentes parties du haut et du bas Congo, et en avoir fabriqué des cigares qui ont donné d'excellents résultats soit pour la qualité, soit pour la combustion. Les tabacs du haut Congo l'emportent néanmoins sur ceux du bas fleuve, quant à la finesse des feuilles, ce qui doit provenir de la nature du sol, plus sec dans les districts du haut Congo que dans ceux du cours inférieur, qui sont en général humides. Le correspondant ajoute qu'une compagnie a été formée en Belgique pour la culture systématique du tabac dans l'État indépendant du Congo, et que dans quelques années, les manufacturiers belges ne voudront plus d'autres tabacs pour la fabrication de leurs cigares.

Le *Mouvement géographique* de Bruxelles rapporte que la **Compagnie des produits du Congo**, créée en vue de développer la culture du tabac, du café, du cacao, de la vanille et des autres plantes équatoriales, se propose d'y joindre le commerce et l'**élevage du bétail**. Les expériences faites à Boma, Léopoldville et Loulouabourg prouvent que le bétail peut parfaitement vivre au Congo. La direction de l'en-

treprise en Afrique a été confiée à M. Ulff, qui connaît à fond la région des cataractes qu'il a habitée pendant plus de quatre ans, et qui est aimé des indigènes dont il parle la langue. Il choisira probablement au point où la Loufou<sup>1</sup> et l'Ounionzo, sont traversées par le tracé du chemin de fer, l'emplacement où sera créé le premier établissement, ce district ayant été reconnu comme particulièrement propre à la culture et à l'élevé du bétail. Après cela, un de ses adjoints commencera la construction des abris pour le bétail et des habitations pour les blancs, tandis qu'un second adjoint descendra au bas Congo pour y prendre une vingtaine de bêtes que M. de Roubaix a offert de choisir parmi le troupeau considérable qu'il possède déjà dans l'île de Matéba. Quand on aura constaté que le troupeau prospère et qu'on peut l'augmenter, des dispositions seront prises pour donner une grande extension à l'élevage. Simultanément M. Ulff commencera, sur une grande échelle, la culture du manioc pour l'alimentation des ouvriers noirs, et de quelques hectares de tabac et d'autres plantes industrielles. On y donnera de l'extension à mesure que les résultats auront été constatés.

L'Union missionnaire a décidé de fonder deux stations sur le **Kassai**. A ce sujet M. Lagat décrit ainsi le pays : « C'est un pays de plantations, de bestiaux, de collines couvertes d'une herbe courte. La vie que nous menons est plutôt celle des Boërs que la vie du Congo. Nous formons des taureaux pour la selle, et ils valent mieux que des chevaux. Ils sont assez laids, mais on peut très bien les monter. Aucun cheval ne pourrait faire ce que fait un taureau : traverser les fleuves à la nage, grimper et descendre les montagnes les plus abruptes avec une sûreté de pied admirable et une vigueur sans pareille. J'en ai dressé pour mon usage un énorme qui marche très bien ; vous seriez étonnés de me voir sur cette bête, franchissant les obstacles au galop aussi facilement que le meilleur cheval de race. Chaque jour nous avons du beurre et du fromage frais. Quant aux natifs, ce sont les meilleurs nègres que je connaisse. En somme je me plais beaucoup ici, et ne suis jamais malade. »

L'adoption du système métrique des poids et mesures a été décidée pour les provinces de **San-Thomé** et du **Cap Vert**. Cette dernière se rapproche chaque jour de la métropole par ses lois, ses coutumes, ses relations sociales et économiques. San-Thomé aussi s'achemine vers la civilisation ; on y trouve des exploitations agricoles de premier ordre, où l'on rencontre de riches propriétaires demeurant dans des habita-

<sup>1</sup> Voyez la Carte, X<sup>me</sup> année, p. 32.

tions pourvues de tout le confort européen. Toutefois, la population étant pour la plus grande partie composée de noirs, l'introduction du système métrique n'y sera pas aussi facile qu'au Cap Vert.

Le ministère impérial de la marine, à Berlin, a fait construire un bateau à vapeur démontable destiné à la navigation sur les rivières du **Cameroun**. Trop petit pour pouvoir prendre la mer, trop grand pour être chargé entier sur un vaisseau, il a été composé de différentes parties faciles à monter et à démonter. La chaudière se trouve à l'avant, la machine à l'arrière; au centre sont les cabines. La machine est placée à l'arrière parce que les rivières du Cameroun sont si basses et souvent si étroites qu'on ne peut faire usage ni de l'hélice, ni des roues à aubes. Il a fallu adopter un système consistant en deux roues à l'arrière, indépendantes l'une de l'autre. On peut en arrêter une, ce qui augmente beaucoup l'action du gouvernail quand il s'agit de virer. Avant d'expédier ce bateau à vapeur, on en fera l'essai à Hambourg.

Une Compagnie s'est formée en Angleterre pour envoyer une expédition qui partira de **Libéria**, et devra traverser toute l'Afrique dans la direction de Khartoum. Cette Compagnie s'est fait garantir par le gouvernement de Libéria des concessions exclusives. Les explorateurs partiront de Monrovia, se rendront à Boporu, ouvriront le pays entre Libéria et le Niger, puis, ils traverseront l'intérieur avec une expédition chargée de négocier avec les tribus du Soudan central, et tâcheront d'atteindre la mer Rouge. Les pionniers de cette gigantesque entreprise se sont rendus à Libéria et disent que les richesses minérales du pays sont immenses et qu'elles récompenseront largement de leurs efforts les explorateurs. Une autre expédition, organisée aussi par une Société anglaise, partira en septembre prochain de **Free Town**, avec l'intention de travailler au développement des ressources de l'intérieur de la colonie britannique. Elle comptera des botanistes, des minéralogistes et des experts en agriculture. Le Colonial Office en attend un grand développement du commerce entre l'Angleterre et l'Afrique occidentale.

Dans ce moment où la question des pêcheries de Terre-Neuve préoccupe les esprits en France et en Angleterre, il est intéressant de constater l'existence de bancs considérables de **morues** dans l'océan le long des **côtes occidentales du Sahara**. D'après un consul anglais la qualité en serait aussi bonne que celle de Terre-Neuve. Citons ce qu'en dit le D<sup>r</sup> Bertherand, dans le *Moniteur de l'Algérie* :

Il y a 7 ans, le *Talisman* constata aux environs du cap Blanc, une

nappe de 150 kilom. de longueur, d'une densité inférieure de plusieurs degrés (1024,8 au lieu de 1027,8) d'une température de 7° à 1500 m. de profondeur (au lieu de 23° à la surface), d'une coloration verdâtre au lieu du bleu foncé, ce qui indiquerait un courant sous-marin, d'une vitesse de 15 kilom. par jour. Dans cette même région sous-marine, on rencontrait en grande abondance à 200 m. des congres, à 500 m. des rascasses (scorpions de mer), entre 655 et 1600 m. des morues, à 1900 m. des salmonides, à 2000 m. des requins, à 4600 des macroures (langoustes et crevettes). Comme en Islande, les morues se trouvent dans la couche d'eau de 7° à 10°, ce qui permet de les suivre depuis le lieu de pêche habituel jusqu'à leur nouveau centre, à la côte du Sahara. C'est dans les parages du cap Blanc qu'elles apparaissent en octobre et novembre; la morue d'été y vient au printemps suivant. Sur la côte très sablonneuse et bordée de dunes, les deux échancrures pour un mouillage ou un port sont l'une à l'embouchure du fleuve du Sénégal, l'autre aux bancs d'Arguin. En raison des difficultés de navigation dues aux vents perpétuels du N. et aux courants portant au S., l'exploitation ne pourrait être faite qu'avec des bateaux convoyés ou aidés par un vapeur. Les relevés météorologiques indiquent que les vents du N.-E. règnent franchement dès la fin de septembre, que la température monte alors à 21°, ce qui rend l'air plus sec, les nuits plus fraîches, jusqu'au mois de juin; de là une série de neuf mois favorables aux sécheries (entre 17° et 20°). La pêche débutant en octobre aux environs du cap Bojador, pourrait dériver vers le S., puis se fixer près du cap Blanc et des bancs d'Arguin tout le premier semestre de l'année, période qui coïncide précisément avec le chômage des pêches de Terre-Neuve. En outre, des vapeurs qui naviguent entre Bordeaux et le Sénégal, les paquebots des Messageries, qui passent six fois par mois à 15 lieues du cap Blanc, y feraient certainement escale s'il y avait du frêt à prendre et des approvisionnements à assurer.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Le professeur Hœckel, de l'Université de Halle, qui voyage en Algérie pour se livrer à des études scientifiques au bord de la mer, a été arrêté comme espion. Il a été relâché à la suite d'une démarche du consul allemand.

Une Exposition générale de l'Algérie s'ouvrira à Bône le 15 mai. De Marseille la traversée se fait en trente heures. Ceux qui peuvent s'accorder quelques jours de vacances feront bien d'aller constater sur place les progrès accomplis dans l'œuvre de la civilisation par les colons français et les agriculteurs arabes.

L'agence Reuter annonce que pendant l'année dernière vingt-trois mille réfugiés du Soudan sont arrivés à Wadi-Halfa, et qu'un grand nombre d'entre eux se sont établis à Deberah, à vingt milles au nord de Wadi-Halfa, où le gouvernement les a traités avec la plus grande libéralité. Les résultats du commerce du Soudan ne sont pas particulièrement favorables; mais les marchands sont contents de la reprise du trafic.

D'après la *Novoié Vremia*, une mission russe sera envoyée en Abyssinie. Elle sera politique et non religieuse comme celle d'Atchinoff. Le chef en serait M. Maschoff, qui est de retour depuis peu de l'Abyssinie, où il a été accueilli avec beaucoup de bienveillance.

La *Correspondance politique* apprend de Rome qu'il est question de la formation d'une société italienne pour l'Afrique orientale, sous la présidence de M. Filonardi, ancien consul d'Italie à Zanzibar.

Les journaux de Berlin annoncent que le Dr Baumann a quitté la côte orientale d'Afrique, avec une expédition chargée de faire le lever nécessaire en vue de la construction d'un chemin de fer dans la direction du Kilimandjaro. Un syndicat à cet effet a été formé à Hambourg.

La mission du lieutenant Ehlers auprès du sultan de Mandara, dans la région du Kilimandjaro, a été couronnée de succès. Le sultan et huit autres chefs indigènes ont arboré le pavillon allemand.

Le Comité allemand de secours pour Émin-pacha a enfin reçu une lettre de l'expédition du Dr Peters annonçant l'arrivée de l'expédition sur les bords du lac Baringo, au N.-E. du Victoria-Nyanza.

Tipo-Tipo est en route pour Zanzibar, où il compte se défendre lui-même dans le procès que lui a intenté le Comité anglais d'Émin-pacha aux fins de lui faire payer 250,000 fr. pour n'avoir pas tenu ses engagements envers Stanley.

D'après le *Standard*, l'Allemagne va ouvrir des négociations avec le Portugal pour délimiter les sphères d'influence allemande et portugaise dans l'Afrique orientale.

Le gouverneur portugais à Quilimane a protesté contre les procédés du consul anglais au Chiré depuis que l'expédition portugaise de Serpa Pinto s'en est retirée.

Serpa Pinto et le lieutenant Cordon, explorateur du Mashonaland, sont arrivés à Lisbonne.

Le commandant Machado et le capitaine Caldas Xavier sont partis pour Lorenzo-Marquez, en qualité de commissaires pour la délimitation des frontières du Portugal et du Transvaal, des monts Lebombo à l'Incomati.

Le gouvernement portugais a promis son appui aux missions romaines qui vont être fondées à Malangé, Cassangé et dans le Lounda.

Savorgnan de Brazza s'est embarqué le 10 avril, à Marseille, pour retourner au Congo français. Avant de partir, il a réussi à constituer une Société financière pour la construction d'une voie ferrée destinée à relier Brazzaville à la côte.

MM. Allégret et Teisserès, missionnaires protestants au Congo français, ont dû

partir au commencement d'avril, de l'Ogôoué, pour gagner les hauts plateaux et explorer le pays au point de vue du choix de l'emplacement d'une station. Ils reviendront par le Congo, Brazzaville et le Quillou.

L'Allemagne a accédé, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, pour le territoire de Cameroun, à l'arrangement signé le 1<sup>er</sup> juin 1878 à Paris sur l'échange de lettres avec valeur déclarée; et pour celui du Togo, à l'arrangement signé le 4 juin 1878 à Paris sur l'échange de mandats-poste. L'Allemagne a également accédé pour les mêmes territoires à l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885.

L'influence française au Sénégal vient de prendre pied à Segou Sikoro, sur la rive droite du Niger, à 200 kilom. environ en aval de Bammakou. Le commandant Archinard s'en est emparé, et y a proclamé roi un membre de la famille royale auprès duquel il a installé un résident français.

Une expédition allemande politico-commerciale s'est embarquée à Hambourg pour le Maroc. Elle est composée de plusieurs officiers supérieurs et d'anciens agents de factoreries allemandes en Afrique.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Le *Manchester Examiner* a reçu d'un correspondant une lettre d'après laquelle la traite serait faite par des blancs dans le **Tongaland**, au nord du Zouloulând, entre les monts Lebombo et l'océan Indien. « En me rendant de Johannesburg à la baie de Delagoa, » dit le correspondant, « je fus informé qu'une bande d'Européens de diverses nationalités se trouvaient dans les monts Lebombo, non loin de l'Oumvolosi, la rivière qui débouche dans la baie de Sainte-Lucie, et qu'elle faisait le commerce de jeunes garçons et de jeunes filles. Accompagné d'un blanc nommé Wilson et d'un indigène de confiance, je résolus de les rejoindre, traversai les plaines boisées du Tongaland et atteignis les monts Lebombo, où je fus reçu très hospitalièrement par les natifs qui m'engagèrent instamment à ne pas me mêler à ces gens si je ne voulais m'exposer à leur vengeance. Sans me laisser arrêter par ces avertissements, je poursuivis mon chemin et me trouvai bientôt près des palissades élevées par les trafiquants pour enfermer leurs esclaves; j'aperçus une demi-douzaine de canons de carabines Martini-Henri, et tout à coup je me rencontrai face à face avec quelques blancs, d'une saleté repoussante, et d'une douzaine de natifs robustes. Leurs regards trahissaient des soupçons; néanmoins, au moyen d'avances diplomatiques, j'obtins d'eux la promesse que si j'avais besoin d'un nègre ou deux, ils pourraient me les fournir. Toutefois, m'assurèrent-ils, ils avaient beaucoup plus de filles

que de garçons. Un Mo-Souto à cheval arriva au galop annoncer que son maître, un Hollandais, arriverait prochainement pour acheter un garçon. Je restai jusqu'au moment où l'achat eut été effectué, et le garçon partit attaché au même joug que les bœufs du wagon hollandais. »

Il ressort d'une lettre du P. Sébire à Mgr Barthet, vicaire apostolique de la Sénégambie, que les Sosé, musulmans fanatiques, qui ont des colonies dans presque tous les royaumes de la côte occidentale septentrionale d'Afrique, pratiquent, le long de la **Casamance** en particulier, des guerres qui ne sont qu'une succession de rapines, une vraie chasse à l'homme, semblable à celle à laquelle les Arabes se livrent dans l'Afrique orientale. Une jeune femme de vingt ans, occupée aux soins de son ménage à Dindia, près de Sedhiou, a raconté au missionnaire auprès duquel elle s'est réfugiée, avoir été enlevée avec une foule d'autres femmes et d'enfants, après avoir été rouée de coups. Pendant qu'elle racontait son histoire, deux Sosé vinrent la réclamer prétendant qu'elle leur appartenait. Le missionnaire refusa de la livrer, en déclarant que, se trouvant sur territoire français, cette femme était libre. Il la prit sous sa protection; mais l'un des Sosé revint bientôt avec cinq hommes armés pour intimider le missionnaire qui se borna à lui répéter la déclaration précédente. Sur ces entrefaites, Dimba, le chef du village où se trouve la station missionnaire, arriva et se chargea de garder la personne dans les cases où habitent sa famille. « Ils ne la prendront jamais entre mes mains, » dit-il.

Les Sosé volent également des enfants; cernant de nuit les villages, ils enlèvent les garçons pour en faire des soldats et les filles pour en faire leurs esclaves. On les jette dans le premier bateau qui passe et on les transporte à Varan, Mbour, Portudal, où sont de grands villages sosé. Ceux qui cherchent à s'échapper sont roués de coups; quelques-uns réussissent à s'enfuir. En traversant ces villages, le missionnaire était suivi par beaucoup d'enfants qui, malgré les invectives des marabouts, s'attachaient à ses pas, et lui donnaient leurs noms pour qu'il revint les voir s'il repassait par là.

Quant à la **Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles**, le projet rédigé par M. Martens sur la traite par mer a été adopté sans modification. Le délégué du Portugal a proposé, après la clôture du débat, un article relatif au traitement des esclaves trouvés à bord d'un négrier capturé. Il pourra être représenté en séance plénière ainsi qu'un article des représentants de l'Allemagne majorant certaines indemnités. Ces points ont du reste peu d'importance. Si la Conférence adopte le

projet qui a valu au délégué russe la vive approbation de la commission, la répression de la traite sur mer, dans les régions où ce trafic honteux se rencontre encore, sera réglée désormais par un code complet, qui sauvegarde les points de vue divers des puissances et institue en même temps une surveillance rigoureuse et efficace.

Le bureau international de Bruxelles, qui doit centraliser tous les renseignements, se réunira au moins deux fois l'an. Toutes les puissances qui en exprimeront le désir y seront représentées.

Les dernières nouvelles de Bruxelles annoncent que Stanley, reçu par la **Société anti-esclavagiste de Belgique** a prononcé sur la traite un discours dans lequel il a dit que, sans le concours et la direction des autorités locales des puissances occupantes, la répression de la traite serait un désastre; et qu'avant tout, il faut s'assurer le concours de ces autorités.

« La conférence anti-esclavagiste pourra beaucoup, » a ajouté Stanley, « et cependant un doute tourmente mon esprit. S'il était possible au Congo, au Portugal, à la France, à l'Angleterre, à l'Allemagne, d'empêcher qu'un seul fusil, qu'une seule cartouche, qu'un seul gramme de poudre ne pénétrât en Afrique, l'œuvre de la conférence anti-esclavagiste aurait chance d'être couronnée d'un succès complet. Mais est-ce possible? »

Stanley est revenu à l'idée qu'il avait déjà développée au correspondant de l'*Indépendance belge*, et que nous avons relatée (p. 142). C'est la chasse à l'ivoire qu'il faut empêcher. Chaque dent d'ivoire arrivant à la côte orientale est teinte du sang de deux infortunés indigènes; deux défenses d'ivoire ont coûté la vie à cinq familles de noirs; cinq défenses représentent un village anéanti; pour dix défenses, les Arabes ont détruit un district entier. Pour en finir, le moyen est bien simple : que chaque État ayant des pouvoirs sur la côte d'Afrique confisque toute défense d'ivoire arrivant à la mer par ceux qui se la procurent au prix d'un tel carnage.

Pendant que la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles tenait ses séances, Mgr. **Lavigerie** fondait à Biskra, où sa santé l'obligeait à passer l'hiver, une œuvre nouvelle en faveur des populations du Sahara. Sur une terre aride, dans le voisinage de laquelle on a trouvé de l'eau, il a fait élever une construction modeste, sur la porte de laquelle est inscrit le nom de Bit Allah, maison de Dieu, et qui sera habitée par les **Frères du Sahara**. Ceux-ci devront apprendre les langues parlées dans le Sahara, afin de se mettre en rapport de sentiments et de pensées avec les indigènes du Soudan occidental, s'accoutumer au climat sec et

brûlant de cette région pour pouvoir s'y livrer à un travail utile, et y cultiver non seulement les palmiers qui forment le fond de la vie saharienne, mais aussi les plantes qu'il est possible d'apporter du littoral, les légumes de nos jardins et les arbres fruitiers. Les voyageurs venant du désert en dehors des limites de la domination française, et qui n'auraient point d'asile pour le temps de leur séjour à Biskra, y seront reçus, abrités et nourris au moins trois jours. En outre, la maison accordera l'hospitalité aux esclaves fugitifs qui auront pu échapper à leurs caravanes ou à leurs maîtres, et qui voudront trouver un refuge où la liberté leur sera donnée, et, avec la liberté, le pain de l'avenir, par le soin qu'on prendra de les établir en pays libre. Enfin, à côté des esclaves soustraits à la servitude et à la souffrance, les malades trouveront là un hôpital où seront gratuitement soignés les nègres du Sahara qui s'y présenteront. Nos lecteurs se rappellent que Mgr Lavigerie a déjà fondé, il y a une quinzaine d'années, dans l'île de Malte, une maison destinée à élever des esclaves du Sahara rachetés ou délivrés par les missionnaires. Il a voulu qu'ils apprissent l'art de guérir; des médecins noirs y ont été formés; quelques-uns sont déjà partis pour l'intérieur de l'Afrique; désormais, il y en aura qui seront attachés à la maison des Frères du Sahara, à Biskra, pour y soigner ceux de leur propre sang qui y demanderont l'hospitalité. Mgr Lavigerie espère que ce n'est là qu'une première étape; et que bientôt il pourra fonder des établissements analogues à Touggourt, Ouargla, et au delà dans les oasis du Soudan occidental. A ceux qui voudraient entrer dans la nouvelle association, Mgr Lavigerie n'impose point de vœux religieux, point d'obligations contractées pour un temps quelconque avant une expérience suffisamment prolongée; mais il leur donne l'assurance qu'ils pourront vivre le reste de leurs jours et mourir au milieu de leurs frères, auprès de missionnaires qui leur serviront de guides spirituels, et les accompagneront au milieu des périls si cela est nécessaire.

Le comte Antonelli, représentant de l'Italie auprès du roi **Ménélik**, a télégraphié à M. Crispi, que le nouveau négous a donné mandat au gouvernement italien de le représenter à la conférence anti-esclavagiste de Bruxelles, l'Éthiopie voulant suivre l'exemple des puissances chrétiennes.

Des Zanzibarites ont saisi une barque chargée de 78 esclaves de l'île de **Pemba**.

D'autre part, des lettres d'Aden annoncent que le navire anglais *Conquest* a fait dans les eaux de **Zanzibar** une capture considérable

d'esclaves. Depuis que le blocus est levé, la traite est plus prospère que jamais ; les esclaves sont embarqués en grand nombre.

La Société des **missions berlinoises** a décidé de s'occuper des esclaves émancipés dans le territoire du protectorat allemand de l'Afrique orientale. Des écoles seront fondées à **Zanzibar** pour leur éducation.

### LA QUESTION DE L'IMPORTATION DES ARMES ET DES SPIRITUEUX ET LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES

Nos lecteurs savent les maux qui résultent, pour les indigènes de l'Afrique, de l'importation des armes et des munitions dont les Arabes se servent pour faire la chasse à l'homme ; ils n'ignorent pas les conséquences désastreuses que l'usage des alcools européens a pour les natifs au point de vue physique, intellectuel et moral. Au moment de la Conférence de Berlin de 1885, nous avons traité en détail ce sujet qui nous tenait à cœur, et déploré que la Conférence se soit retranchée derrière le principe de la liberté du commerce pour refuser d'inscrire dans l'Acte général une disposition restrictive de l'importation des spiritueux en Afrique.

Au moment où s'est réunie à Bruxelles la Conférence convoquée pour s'occuper de l'abolition de la traite, il était naturel que l'attention des amis de l'Afrique fût attirée sur les fléaux qui s'y rattachent, ou qui, de l'aveu des noirs, leur sont encore plus préjudiciables que la traite et l'esclavage.

Ce fut d'abord en Angleterre que l'on songea à profiter de la convocation de la Conférence de Bruxelles pour tâcher d'obtenir que des mesures restrictives fussent prises quant à l'importation en Afrique soit des spiritueux, soit des armes et des munitions.

Dans un grand meeting convoqué à Mansion-House par le lord-maire et l'Aborigines Protection Society, fut traitée la question du développement des races africaines dans ses rapports avec la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles. Il y fut donné lecture d'une lettre écrite par M. Edmond van Eetvelde de la part de S. M. le roi des Belges.

« Le roi me charge d'exprimer sa vive sympathie pour l'objet du meeting qui se tiendra sous la présidence du lord-maire. Sa Majesté, consciente des maux qu'entraînent, pour les populations natives, l'usage des armes à feu et l'abus des boissons spiritueuses, a déjà ordonné, dans

les limites aujourd'hui possibles, des mesures pour enrayer ce commerce malfaisant dans ses territoires du Congo. Elle sait, toutefois, que de telles mesures, pour être complètement efficaces, doivent être prises d'un commun accord par toutes les puissances ayant des possessions en Afrique, et elle se plaint à espérer que cet accord si désirable résultera des délibérations de la Conférence pour la répression de la traite réunie en ce moment à Bruxelles. »

Après cela, l'Aborigines Protection Society fit remettre au Président de la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles un mémoire, dans lequel elle faisait ressortir l'urgence qu'il y a à prendre des mesures, non seulement pour mettre fin à la traite et aux maux qui en résultent, mais aussi pour empêcher l'importation effrénée et la distribution des spiritueux ainsi que des armes à feu et des munitions de guerre. Elle demandait que, dans les parties de l'Afrique où la prohibition absolue des spiritueux n'était pas possible, la vente des liqueurs y existant déjà, l'importation fût restreinte aux territoires où elle est pratiquée, et que, dans ces territoires, il fût réclamé des droits élevés sur toute liqueur importée, que tout vendeur de spiritueux eût à payer une forte patente, et que toute contravention à la loi fût punie d'amendes sévères. Quant aux armes à feu et aux munitions de guerre, elle estimait que, pour le bien des indigènes de l'Afrique, il devrait être interdit de leur en fournir; l'importation de la côte à l'intérieur devrait en être restreinte aux cas utiles pour la civilisation, et à cet égard, le pouvoir des autorités locales devrait être nettement déterminé; ceux qui en seraient investis devraient être rendus responsables de toute infraction à la loi et des conséquences des guerres intestines de tribu à tribu. Un service de petits croiseurs à vapeur serait extrêmement utile pour restreindre soit la traite, soit l'importation des spiritueux, soit celle des armes à feu le long des côtes. La Société espérait que la Conférence recommanderait à toutes les puissances qui ont des intérêts territoriaux en Afrique de créer, dans des localités centrales, des établissements qui pussent aider les indigènes à développer les ressources agricoles et autres des districts dans lesquels elles ont de l'influence. Quelques-uns des résidents qui y seraient établis pourraient être revêtus de fonctions consulaires, rendre la justice et appliquer les décisions prises par la Conférence. Parmi toutes les mesures qui lui paraissaient les meilleures pour arriver à la suppression de la traite et à l'amélioration générale du sort des natifs africains, la Société recommandait l'ouverture de communications avec l'intérieur, la construction de routes depuis les ports de la côte aux

grands lacs et des canaux ; les routes pourraient ensuite être employées pour des chemins de fer à voie étroite.

Les Sociétés de tempérance aussi joignirent leurs voix à celles de l'Aborigines Protection Society, et celles de la France et de la Suisse furent invitées à les appuyer par de nombreuses pétitions. La position de celles-ci était un peu délicate. Le président et le secrétaire de la British and Foreign Antislavery Society, craignant que l'introduction d'un sujet étranger aux questions pour la solution desquelles la Conférence avait été spécialement convoquée ne compromît le résultat de ses travaux, insistaient pour que l'on s'abstint d'envoyer des pétitions à la Conférence. En présence de leur demande, nous ne crûmes pas pouvoir nous associer au mouvement. Mais nous sommes très heureux que nos amis de la Suisse aient écouté l'appel venu d'Angleterre et, par l'organe du Comité central international siégeant à Genève, aient adressé à la Conférence une pétition à laquelle le président, le baron Lambermont, a fait le meilleur accueil. Qu'il nous soit permis d'en citer quelques mots :

« Au moment où les représentants du monde civilisé sont réunis à Bruxelles, pour étudier les meilleurs moyens de délivrer l'Afrique des horreurs de l'esclavage, nous ne pouvons nous empêcher de chercher à attirer respectueusement leur attention sur un autre fléau qui décime les noirs habitants de ce continent. Nous voulons parler de l'importation de l'alcool... Nos gouvernements ne feront-ils rien pour préserver de ce fléau les malheureux nègres auxquels leurs ressortissants vendent, sous prétexte de les civiliser, des boissons qui sont pour eux de véritables poisons, et les déciment rapidement... ? Les aborigènes ne possèdent pas les mêmes forces de résistance que nos populations civilisées, ils sont habitués à céder sans contrôle à leurs appétits et à leurs passions. Pour eux l'alcool est un poison redoutable. Le leur livrer, c'est se rendre responsable des effets meurtriers qu'il produit. En autoriser l'importation dans de telles conditions, c'est être le complice des maux innombrables qu'il cause et qui, dans bien des cas, ne sont guère moins funestes que ceux produits par l'esclavage... »

Le président de la Conférence jugea que cette pétition n'était nullement de nature à compromettre l'objet principal des travaux du Congrès, et la communiqua à la Haute Assemblée.

Dès lors, la British and Foreign Antislavery Society s'est associée aux démarches mentionnées ci-dessus, par un mémoire présenté à S. M. le roi des Belges et à M. le baron Lambermont, dans lequel elle exprime le vœu que la Conférence puisse, avant de se séparer, joindre aux tra-

vaux qui se rapportent directement à la traite des mesures pratiques pour restreindre le trafic des armes et des munitions et celui des spiritueux, qui démoralise les populations de l'Afrique. Sans être renseigné comme nous le voudrions sur les délibérations de la Conférence à cet égard, nous pouvons espérer que ce vœu sera réalisé, au moins en partie. Une commission spéciale a été nommée pour s'occuper de la question des alcools. Les délégués anglais ont rappelé que si la Conférence de Berlin, en 1885, a imposé aux puissances l'obligation de veiller à la conservation des races indigènes en Afrique, la Conférence de Bruxelles doit continuer et achever son œuvre en prenant des mesures contre la démoralisation des noirs par l'alcool. Ils ont proposé que l'Angleterre et la France, qui détiennent les clefs du Niger et du Soudan occidental, s'engagent à interdire l'importation des alcools dans ces régions, avec le concours des autres puissances, qui en empêcheraient le transit. La même prohibition serait prescrite pour le centre de l'Afrique, notamment pour le haut Congo. Sur le littoral on restreindrait provisoirement le commerce des alcools, au lieu de l'abolir complètement, pour tenir compte, dans une certaine mesure, des nécessités et des habitudes, et pour ne pas porter un trop gros coup au commerce. La république de Libéria serait invitée à adhérer aux décisions de la Conférence. En outre, des mesures suffisantes seraient prises et appliquées dans une zone délimitée par le 20° lat. N. et le 22° lat. S., de l'océan Atlantique à l'océan Indien. Dans les régions de cette zone où les indigènes ne consomment pas de boissons distillées, l'entrée de celles-ci serait interdite. La fabrication des boissons distillées pour la consommation intérieure serait de même prohibée. Dans les pays où existe l'habitude des boissons fortes, il serait établi un droit d'entrée minimum de 50 francs par hectolitre d'alcool à 50 degrés centigrades, et les gouvernements prendraient les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction de ces boissons dans de nouvelles zones de consommation. Les boissons distillées fabriquées dans ces dernières contrées ne seraient livrées à la consommation intérieure que sous les mêmes conditions et réserves, et les alcools venus du dehors seraient frappés d'un droit d'accise égal au droit d'importation susmentionné.

Pendant les vacances que s'est accordées la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles, à l'occasion des fêtes de Pâques, les délégués ont consulté leurs gouvernements respectifs, en particulier sur les propositions anglaises relatives aux alcools. Les plénipotentiaires anglais maintiennent, contre les objections de l'Allemagne et des Pays-bas, leur proposi-

tion d'un droit de 50 francs sur les alcools, à l'entrée en Afrique. Les plénipotentiaires français ont suggéré une combinaison qui sera soumise aux gouvernements. D'après le *Nord*, elle établit un droit de 25 francs et prescrit l'organisation, dans chaque port, d'un entrepôt d'alcools placé sous la surveillance de l'administration qui a autorité dans ce port. Quelle que soit la décision prise, il est entendu que le régime douanier sera provisoire ; pendant trois ans les droits seront graduellement élevés, et, après cette période, le tarif sera soumis à une revision. On compte pouvoir alors se rendre compte des résultats produits tant sur le mouvement des importations que sur l'état moral et matériel des populations.

En terminant, nous croyons devoir attirer l'attention sur un Congrès qui, d'après le *Baptist Missionary Magazine*, s'est tenu récemment à Khartoum pour rechercher les moyens d'abolir la vente des spiritueux étrangers en Afrique. Les deux cents délégués qui y ont pris part étaient musulmans et en même temps trafiquants d'esclaves. Ils ont dit des choses fortes et très vraies des ravages que le trafic de l'eau-de-vie cause parmi les indigènes, et ont décidé à l'unanimité de former autour de la côte d'Afrique, au moyen d'embarcations armées, un cordon pour s'emparer de tout navire européen chargé de spiritueux, et en vendre les matelots comme esclaves. On comprend que l'opposition faite aux spiritueux ne provient pas d'une sympathie réelle pour les indigènes, mais de la peur que l'eau-de-vie, en ruinant ceux-ci physiquement et intellectuellement, ne les tue avant que les chasseurs d'esclaves n'aient pu faire d'eux leur proie. Néanmoins, c'est un fait bon à noter que ce Congrès coïncidant avec la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles. Peut-être les délégués de celle-ci seront-ils émus à jalousie et encouragés dans les mesures à prendre pour restreindre l'importation des liqueurs fortes en Afrique.

Quant à la question de l'importation des armes, on est convenu en principe, d'après des renseignements fournis par l'*Indépendance belge*, d'interdire l'importation des armes à feu perfectionnées à tir rayé. Encore exception sera-t-elle faite, dans certains cas, pour les voyageurs offrant toutes les garanties possibles de caractère et de moralité, c'est-à-dire que le port d'armes perfectionnées sera autorisé quand on aura la certitude qu'il n'offrira aucun danger pour la sécurité de la population indigène. Quant aux armes de l'ancien modèle, même les fusils à silex non rayés, leur importation sera soumise, à la côte, à des conditions de surveillance et de contrôle officiels. On a indiqué les points sur les-

quels on est d'accord en principe et qui feront l'objet d'un rapport dont la rédaction a été confiée à M. Ballay, délégué français. Le terme de vingt-cinq ans proposé par la Belgique pour l'application de ce régime, a été repoussé, et il a été proposé un terme de dix ans, renouvelable pour la même période par tacite reconduction, c'est-à-dire que ce régime resterait en vigueur pendant dix nouvelles années, au cas où il ne serait pas formellement dénoncé par les parties contractantes à la fin de la première décade.

Déjà plusieurs puissances ont pris des mesures pour restreindre cette importation : l'Allemagne et l'Angleterre, à la côte orientale ; nos lecteurs savent la vigilance apportée à cet égard par les autorités portugaises de Mozambique et de Quilimane, vigilance qui a causé l'irritation des missionnaires du Chiré et du Nyassa, et, par contre-coup, celle du gouvernement britannique. L'État indépendant du Congo a une loi précise réglant cette question. Néanmoins, il est bon que les mesures restrictives et les dispositions y relatives soient inscrites dans l'Acte international qui sortira des délibérations de la Conférence de Bruxelles.

#### BIBLIOGRAPHIE <sup>2</sup>

*Carl-H. Mann. BILDER AUS NORD-AFRIKA.* Berne (Paul Haller), 1888, in-12°, 170 p. — Ce petit livre renferme le texte de conférences prononcées par M. Carl Mann au profit de la commune de Schwanden, près Brienz, menacée par un écoulement de montagne. Le sujet général de ces discours est la description des pays de l'Afrique septentrionale dans ce qu'ils offrent de curieux et de pittoresque. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine font successivement l'objet d'exposés intéressants, d'après les meilleures sources, françaises pour la plupart. Sur ce thème, l'auteur greffe une courte étude relative au projet de mer intérieure et à celui d'un chemin de fer transsaharien, et il termine par le récit abrégé des expéditions Flatters. Ce petit livre, on le voit, n'apporte pas des documents nouveaux sur le nord de l'Afrique ; il tire seulement, des ouvrages publiés, des renseignements de nature à intéresser et à instruire le lecteur. Il se recommande par la précision et l'actualité de ses données et la clarté de son exposition.

<sup>2</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

**CARTA SPECIALE DEI POSSESSI E PROTETTORATI ITALIANI NELL' AFRICA ORIENTALE**  $\frac{1}{800000}$ . (Istituto cartographico italiano), 1889, fr. 1,20. — Cette carte ne renferme pas les possessions italiennes méridionales, c'est-à-dire Assab, Beiloul, etc. Elle part de la baie d'Adulis et se prolonge, au nord, jusqu'au  $18^{\circ}$  de latitude, c'est-à-dire jusqu'au cap Kasar, que le cartographe marque comme la limite septentrionale des possessions italiennes de la mer Rouge. La frontière occidentale forme une ligne sinueuse dont la convexité la plus prononcée a pour sommet Ciaghié, sur le Chor Baraka, à l'ouest de Keren. Bien que chargée de noms, la carte est des plus faciles à lire, grâce à sa grande échelle et au fini de l'exécution. Le relief, marqué en brun, ressort avec vigueur; la chaîne côtière surtout forme une longue crête bien dessinée dont l'œil suit facilement les sinuosités.

Un carton de grande dimension fournit, au  $\frac{1}{800000}$ , échelle très grande pour une carte d'Afrique, le territoire situé entre Massaouah et Saati, avec les forts et les ouvrages destinés à la défense de cette région et le chemin de fer stratégique qui conduit d'Arsenale, havre de débarquement situé sur le continent en face de l'île de Massaouah, aux fortifications de Saati par Otumbo, M'Cullo et Dogali. Ce carton qui permet de se rendre compte des travaux de défense effectués par les Italiens en vue de conserver leurs possessions africaines, et la carte principale qui donne une vue d'ensemble de ces possessions sont nécessaires pour toute personne qui veut suivre les développements de l'action coloniale de l'Italie sur la côte de la mer Rouge.

**CONGRÈS COLONIAL INTERNATIONAL DE PARIS 1889.** Paris (Augustin Challamel), 1890, gr. in-8°, 382 p. — Tous ceux qui ont eu le privilège d'assister au Congrès colonial international à Paris, l'année dernière, ont pu constater avec satisfaction le progrès notable fait dans la grande majorité des esprits au point de vue des idées coloniales. Dès la séance d'inauguration, l'éminent président du Congrès, M. Barbey, sénateur, aujourd'hui ministre de la marine et des colonies, a fait ressortir le contraste entre l'ancien système colonial reposant sur une conception étroite et égoïste, l'idée exclusive de l'enrichissement d'un maître, et le système généralement admis de nos jours par les peuples colonisateurs pénétrés d'un sentiment plus humain et plus élevé de ce que doit être pour eux leurs possessions d'outre-mer; celles-ci ne sont plus traitées uniquement comme des propriétés de rapport; la justice et le droit commandent de les assister, de leur aider à grandir, et non plus de les exploiter.

Tous les États colonisateurs représentés au Congrès, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, l'État indépendant du Congo, ont, par les délégués chargés de les représenter, exprimé des vues analogues à celles qu'avait exposées le Président du Congrès. Il est infiniment regrettable que l'Allemagne, la plus jeune puissance coloniale, fût absente du Congrès, et que l'Angleterre, dont les explorateurs se croient trop souvent seuls aptes à coloniser et à civiliser, ait cru devoir s'abstenir d'y prendre part. Elle n'aurait pas manqué de chercher à démontrer quelle supériorité elle attribue à l'ancien système des grandes compagnies du siècle passé, qu'elle perpétue au Niger, dans l'Afrique orientale et au sud du Zambèze, sur les principes admis actuellement par tous les peuples civilisés. L'absence de délégués de sa part, fait que ce système-là n'a pas même été examiné.

En revanche, et pour ne parler que de l'Afrique, puisque nous ne pouvons guère parler que de ce qui, dans ce volume, concerne ce continent, nous mentionnerons spécialement la savante étude de M. l'amiral Vallon, sur le Sénégal, dont il a été gouverneur; celles de M. Maurice Wahl et de M. le professeur Masqueray, directeur de l'École supérieure des lettres à Alger, sur l'Algérie; celle de M. le général Wauwermans sur l'État indépendant du Congo; celle de M. S. de Brazza sur le Congo français; signalons encore comme particulièrement intéressantes, les expériences faites dans la province d'Angola par M. le commandant Ferreira d'Almeida, délégué de la Société de géographie de Lisbonne, qui lui permettent de conclure que les indigènes des possessions portugaises, une fois sortis de la barbarie, deviendront les meilleurs et les plus sûrs auxiliaires de la mère patrie.

*J. Büttikofer. REISEBILDER AUS LIBERIA.* Leiden (E.-J. Brill), 1890, gr. in-8°, 1 Band : Reise- und Characterbilder; 440 p., mit Karten, Lichtdruck und Chromolithographischen Tafeln, nebst Zahlreichen Textillustrationen, fr. 12,50. — L'État de Libéria, fondé en 1822, et qui s'est depuis lors agrandi vers le nord et vers le sud, vaut la peine qu'on l'étudie, tant à cause des richesses qu'il offre au naturaliste, que par l'intérêt que son développement historique présente pour l'ethnologue et l'économiste. M. Büttikofer, conservateur au musée zoologique de Leiden (Leyde), a eu surtout en vue d'y faire des recherches sur la faune, mais ses premières explorations l'ont si vivement intéressé, qu'il n'a pas reculé devant les fatigues d'un second voyage et qu'aujourd'hui il publie la première partie d'une monographie complète du pays de Libéria.

L'ouvrage se composera de deux volumes, ayant pour objet, le premier, le récit des voyages et la description du pays, le second, la population et la faune.

L'étude à laquelle se livre M. Büttikofer marquera dans l'histoire de la renaissance scientifique de l'Afrique; non seulement ses travaux nous ont fourni des données géographiques positives sur plusieurs territoires peu ou point connus, mais ils ont enrichi l'histoire naturelle et l'ethnographie d'un grand nombre de connaissances nouvelles. A en juger par le premier volume et par la table détaillée des matières du second, son livre constituera un véritable monument scientifique que devront consulter ceux qui s'occupent de la nature tropicale et des populations africaines.

Dans ses deux voyages, M. Büttikofer a visité la plus grande partie de la région côtière de Libéria. Le premier, accompli de 1879 à 1882, l'a conduit dans la région située au nord et à l'ouest de Monrovia, sur les bords de la rivière Saint-Paul, qu'il a remontée jusqu'à Genveh, de la rivière Mah-Fa et du Fisherman Lake; le second, qu'il a fait en 1886-1887, a eu surtout pour objet la reconnaissance de la zone littorale située de Monrovia au cap Palmas et du cours inférieur des principales rivières qui y débouchent, la Duqueah, le Saint-John, la Serise, etc. Le pays situé en arrière de cette zone est encore totalement inconnu jusqu'aux affluents supérieurs du Niger; il est probable qu'à une faible distance du rivage, le sol s'élève en terrasses jusqu'au plateau intérieur que forme le Soudan.

C'est au récit de ces voyages qu'est particulièrement consacré le volume que nous avons sous les yeux. Le récit des chasses auxquelles s'est livré le naturaliste avec les nègres qui l'accompagnaient, la description des paysages, des villages indigènes, des plantations, des établissements missionnaires, remplissent de longues pages où l'intérêt ne languit pas un instant, d'autant plus que la narration s'appuie sur de nombreux dessins, dont quelques-uns sont très remarquables, et sur des croquis cartographiques. Une grande carte au  $\frac{1}{1000000}$  termine le volume et permet de suivre le récit pas à pas, car tous les noms cités s'y trouvent; des cartons fournissent, à une plus grande échelle encore, le Fisherman Lake et le district de Mesurado. Deux chapitres, placés parmi les premiers du volume, donnent, l'un, une vue d'ensemble sur l'État de Libéria, sa configuration, sa structure géologique, son climat et ses conditions de salubrité; l'autre, une étude de sa flore, dans laquelle l'auteur fait ressortir le caractère de chaque région et les végétaux particuliers au pays.

Nous connaissons peu d'ouvrages de voyage qui présentent autant d'intérêt que les *Reisebilder aus Liberia*. Ils peuvent se placer à côté des ouvrages de Paulitschke, de Dupont, de Holub, de Junker, c'est-à-dire des travaux les plus importants auxquels l'Afrique ait donné lieu ces dernières années. Aussi est-ce avec une vive impatience que nous attendons la publication du second volume, qui nous fera connaître le jeu de la vie animale et humaine dans ce milieu physique que M. Bütikofer vient de nous révéler dans ses détails.

*Capello et Ivens. QUELQUES NOTES SUR L'ÉTABLISSEMENT ET LES TRAVAUX DES PORTUGAIS AU MONOMOTAPA.* Lisbonne, 1889, in-8°, 70 p. — Jusqu'au commencement de la période contemporaine de l'exploration de l'Afrique, l'empire du Monomotapa était indiqué dans toutes les cartes de ce continent ; aujourd'hui on le chercherait vainement dans les meilleures et les plus complètes. Ceux qui tiennent pour rien les travaux des Portugais dans l'Afrique australe et centrale, qui, se posant comme seuls capables de coloniser et de civiliser, ont intérêt à faire le silence sur ce que cette partie du continent doit aux pionniers de la civilisation en Afrique, se garderont bien d'ouvrir ce volume. Mais les lecteurs équitables, qui estiment que le premier devoir est de rendre à chacun ce qui lui est dû, seront reconnaissants envers MM. Capello et Ivens d'avoir rappelé ce que leurs devanciers ont fait au Monomotapa. Ils auraient eu beaucoup à dire sur leurs propres travaux dans les deux bassins du Congo et du Zambèze. Bien peu des adversaires de ces Portugais auraient des titres d'honneur équivalents aux leurs. Cependant ils ne se sont point fait valoir, bien plutôt, ils se sont effacés, pour ne parler que de ce que leurs compatriotes ont fait dans l'immense région qu'embrassait l'empire du Monomotapa. Les limites en étaient si étendues que le souverain se trouvant dans l'impossibilité de gouverner des territoires si éloignés les uns des autres, les divisa en quatre royaumes, dont trois furent gouvernés par trois de ses fils : l'un, nommé Quitevé, fut gouverneur du pays situé le long du fleuve Sofala ; un second, Sedanda, fut chargé d'administrer la contrée arrosée par la Sabia, et le troisième, Chicanga, eut à gouverner les populations du pays de Manica où sont de grandes mines d'or. Ces trois royaumes se divisèrent eux-mêmes en une quantité d'autres, sur lesquels MM. Capello et Ivens disent ce qu'ils croient le plus exact d'après les chroniqueurs du XVII<sup>me</sup> siècle. Le lac Maravi (Nyassa) est expressément mentionné, commençant à environ 60 lieues de Tété, parsemé d'îles, et s'étendant à une distance inconnue. Les auteurs de notre volume indiquent les cessions que firent

de leurs territoires soit le suzerain, soit les vassaux de ce vaste royaume. Nous ne pouvons les suivre dans l'énumération de tout ce qu'y firent les Portugais. Mais nous recommandons cette étude à tous ceux que les préjugés politiques ou confessionnels n'ont pas encore frappés d'aveuglement intellectuel.

*Ministère de la marine et des colonies. MÉMOIRE SUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES NOIRS SUR LE TERRITOIRE PORTUGAIS.* Lisbonne, 1889, in-8°, 98 p. — Pour donner une apparence de raison à leurs tentatives de dépouiller le Portugal de telle ou telle partie de ses possessions africaines, les Anglais ne cessent pas, dans la presse politique, religieuse et missionnaire, d'affirmer que les Portugais sont esclavagistes, et que, s'ils ne pratiquent pas eux-mêmes la traite, ils ne font rien pour la faire disparaître. Sans doute le Portugal, comme l'Angleterre, la France, l'Espagne, la Hollande, a trop longtemps contribué à fournir à l'Amérique des esclaves pour les planteurs de café, de sucre ou de coton. Mais, tandis que dans la Colonie du Cap, il existait encore, en 1883, plus de 35,000 esclaves, dès 1836, un décret du gouvernement de Lisbonne abolit l'esclavage et la traite dans les possessions portugaises. Le Mémoire que nous avons sous les yeux expose les progrès faits sous ce rapport dans ces colonies africaines, depuis le XVI<sup>me</sup> au XIX<sup>me</sup> siècle, d'après des documents officiels; et comme ces témoignages pourraient paraître suspects, le ministère des colonies fait appel aux déclarations d'amiraux, de consuls anglais, et des ministres de la Grande-Bretagne louant tous les gouverneurs portugais d'Angola et de Mozambique pour la bonne foi et le zèle avec lesquels ces administrateurs s'efforcent de maintenir l'esprit et la lettre des traités sur l'abolition de la traite des noirs. Le Mémoire donne en terminant une liste — non complète, il est vrai, — des embarcations employées à la traite des noirs et qui furent capturées, dans les cinquante dernières années, par les croiseurs portugais et les autorités coloniales, dans l'archipel du cap Vert et dans la Guinée, aux îles San-Thomé et du Prince, et dans les provinces d'Angola et de Mozambique. Ceux que n'aveuglent pas d'injustes préjugés devraient cesser de se faire l'écho d'affirmations calomnieuses d'autant plus coupables que les journaux qui les colportent revêtent un caractère religieux et même missionnaire.

*Rev. P. Courtois. NOTES CHRONOLOGIQUES SUR LES ANCIENNES MISSIONS CATHOLIQUES AU ZAMBÈZE.* Lisbonne (imprimerie Franco-Portugaise), 1889, in-8°, 76 p. — Dans son ouvrage, le Zambèze et ses affluents, Livingstone regrettait de n'avoir pas une histoire des missionnaires

qui avaient travaillé dans la partie du continent qu'il explorait. « D'après le souvenir qu'en ont gardé les natifs, » dit-il, « on doit penser que ces hommes de bien étaient pleins de piété et de zèle. On ne peut admettre que ces hommes pieux aient risqué leur vie pour acquérir, même par des moyens légitimes, des richesses dont la jouissance leur était défendue par la règle à laquelle ils étaient soumis. J'aurais voulu faire tomber les calomnies dont certains écrivains ont flétri la mémoire de ces hommes courageux. » — Le R. P. Courtois, supérieur des missions catholiques au Zambèze n'a pas pu donner une histoire complète de leurs travaux. — Les archives de l'église de Tété ont à peu près toutes disparu dans la débâcle amenée par le départ des anciens Pères sous le ministère de Pombal qui les fit emprisonner et expulser, et le peu de celles qui restaient fut en majeure partie détruit dans un incendie qui, en 1849, dévora le presbytère du curé de Tété.

A l'aide de papiers trouvés dans deux grandes caisses conservées dans la sacristie, le P. Courtois a pu reconstituer la série des travaux missionnaires dans cette région, depuis 1560, où arrivèrent, de Goa à Mozambique, trois missionnaires de la Compagnie de Jésus, dont l'un Gonçalo da Sylveira, après avoir été reçu par le souverain du Monomotapa avec de grandes marques de respect et de vénération, fut livré aux bourreaux par ce même monarque à l'instigation de marchands arabes, ennemis jurés du nom chrétien, jusqu'en 1759 où l'expulsion des Rév. Pères, priva toute cette région de missionnaires proprement dits. Il y eut encore à Tété, un curé pour l'œuvre pastorale; mais même cette œuvre-là subit des interruptions, en particulier de 1837 à 1840 après la mort du P. Antonio Nunes de Graça. Aucun écrit, aucun document ne constate le séjour, ni même le passage d'un seul prêtre durant ce long espace de temps. Ne nous étonnons pas si la destruction des anciennes missions a porté un coup fatal à la civilisation dans la région du Zambèze. Dès 1849 l'œuvre pastorale a été reprise; mais les conséquences du mal antérieur n'ont pu être encore réparées.

*D<sup>r</sup> Oscar Baumann.* IN DEUTSCH OSTAFRIKA WÄHREND DES AUFGESTANDES. — Reise der D<sup>r</sup> Hans Meyer'schen Expedition in Usambara. Wien und Olmütz (Edouard Hölzel), 1890, in-8°, 224 p. illust. et carte. — Notre journal a parlé en son temps de l'expédition du D<sup>r</sup> Hans Meyer, l'explorateur bien connu du Kilimandjaro, dans l'Ousambara, en 1888, et de son insuccès causé par la désertion des porteurs. Le D<sup>r</sup> Oscar Baumann qui, par son voyage au Congo et à Fernando-Po avait appris à connaître l'Afrique et à l'aimer, accompagnait M. Meyer en qualité de

géographe. Il nous a déjà communiqué l'impression qu'il a rapportée de l'Afrique orientale et les résultats généraux de son étude dans deux articles, l'un sur la géographie physique et les populations de l'Ou-Sambara, publié dans les *Petermann's Mittheilungen*, l'autre sur le commerce et la culture du sol dans l'Afrique tropicale qu'il a fait paraître dans l'*Oesterreichische Monatschrift für den Orient*. Aujourd'hui, le voyageur nous fournit la narration complète et détaillée de l'expédition dans un volume bien imprimé, facile à lire et illustré de belles gravures. Dans la carte très claire qui l'accompagne, l'Ou-Sambara est représenté à une fort belle échelle ( $\frac{1}{100\ 000}$ ); elle indique par des teintes différentes les parties fertiles de la contrée, les steppes et les régions analogues à la Campine belge. Bien que l'expédition ait été forcée de s'en tenir à des territoires déjà explorés en partie, le récit bien conduit excite vivement l'intérêt, grâce aux anecdotes et aux détails sur la topographie du pays et les mœurs des populations. Parmi les épisodes nombreux que renferme la narration, l'un des principaux se rapporte à la courte captivité que durent endurer les voyageurs, les soldats de Buschiri les ayant fait prisonniers lors du retour de l'expédition à quelques kilomètres de Pangani.

A. Kropf, Dr theol. DAS VOLK DER XOSA-KAFFERN IM ÖSTLICHEN SÜD-AFRIKA, nach seiner Geschichte, Eigenart, Verfassung und Religion. Berlin (Buchhandlung der Berliner evangelischen Missionsgesellschaft), 1889, in-8°, p. 209, fr. 2.70. — Les Xosa habitent, dans le Pays du Cap, le district appelé Transkei. M. Kropf a vécu 42 ans au milieu d'eux comme missionnaire; aussi la monographie qu'il a écrite, d'après ses observations personnelles, et les rapports d'autres missionnaires et de fonctionnaires européens, constitue-t-elle une précieuse contribution à l'étude des populations africaines et particulièrement de la famille cafre ou bantou dont le peuple xosa est l'un des plus purs représentants. L'ouvrage est bien écrit et clairement ordonné. Il s'ouvre par l'histoire des Xosa, c'est-à-dire par le récit du règne des principaux chefs, en commençant par Ntu, et des guerres malheureusement trop nombreuses qu'il ont soutenues. Vient ensuite la description du peuple lui-même, de son type physique, de son caractère, de sa culture et de ses mœurs; les derniers chapitres roulent sur le gouvernement, les lois et la procédure et sur la religion. C'est à une étude complète que s'est livré M. Kropf, étude scientifique par sa méthode, pleine de détails curieux, d'aperçus nouveaux et des plus intéressantes à lire.

BULLETIN MENSUEL ( 2 juin 1890<sup>1</sup> ).

La *Nouvelle Revue* a publié d'intéressants renseignements sur la découverte récente de la ville romaine de **Thamugas**, en Numidie, aux environs de **Batna**, où l'on a retrouvé des temples, un théâtre, un forum, une forteresse et un arc de triomphe merveilleusement conservés. « Quel régal pour un artiste, » écrit M. Henri Pensa, à propos de l'arc de triomphe, « que les couleurs de ces pierres éclairées, brûlées, desséchées depuis dix-huit siècles par un soleil irrité ! Les unes sont brunes, les autres jaunes. Elles ont de ces reflets dorés, ombrés, orange clair, recomposés par E. Delacroix ou H. Regnault, solides et chauds. Voilà si longtemps que ces pierres mûrissent au grand soleil, sans qu'il ait pu les entamer ! Comment ce chef-d'œuvre est-il demeuré debout ou seulement en équilibre ? Maintenant une voûte de soutènement a été construite. Elle donne sans doute à l'édifice un peu de lourdeur ; mais elle le consolide et lui assure encore de longues années de vie. » Les voyageurs qui visitent Constantine et Biskra s'arrêteront à Batna pour visiter Thamugas, la ville romaine que la mort a laissé debout.

M. Fourreau est rentré à **Biskra**, après avoir exploré en entier la région de l'Erg occidental et du Mâder, et en partie le versant sud du plateau de Tademayt, jusqu'à une courte distance d'Insalah. « La majeure partie du Mâder, » dit-il, « est une plaine aride et dure, sans végétation, sur laquelle règne un perpétuel mirage. A proprement parler, le Mâder n'est constitué que par les estuaires des rivières venant du N.-E. du Tademayt, qui, avant de se jeter dans l'Erg, s'épanouissent en larges cuvettes couvertes de végétation et de hauts gommiers, dont quelques-uns dépassent quinze mètres en hauteur et ont deux mètres de circonférence. Toutes les eaux se déversent sous le sable dans le lit de l'Oued Igharghar. Au sud du Mâder, se trouve une ligne de faite qui sépare le bassin de l'Atlantique de celui de la Méditerranée. En descendant le versant au sud de cette ligne, on arrive dans le bassin de l'Oued Massin qu'alimentent les nombreux cours d'eau descendant du Djebel-Abiod. Les crêtes de cette chaîne sont relativement très élevées. »

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

Le Coudiat M'rokba, point extrême atteint par l'explorateur, domine la vallée du Massin d'environ 450 mètres. Dans cette région, les gom-miers ne poussent que dans la partie supérieure des Oued; ils disparaissent dans la partie inférieure, si bien que l'Oued Massin en est dépourvu et n'est plus qu'une très large vallée à fond de *reg* sans végétation. Pendant toute sa mission, M. Fourreau a été très bien conduit par deux Chamba des Oulad Maatallah, guides de premier ordre, dont le dévouement ne s'est pas démenti un seul instant.

L'*Agence Havas* a reçu du **Caire** communication d'un projet de campagne anglo-égyptienne sur Dongola, pour l'époque des prochaines hautes eaux, soit en novembre ou décembre. Il serait question de s'avancer jusqu'à Berber. Le gouvernement britannique paraît trouver que s'il ne veut pas être devancé par l'Italie, le moment est venu de rouvrir la route de Khartoum et de porter secours au Soudan affamé. D'autre part, les journaux anglais annoncent que l'émir de Dongola a reçu récemment une lettre du Mahdi lui ordonnant de recruter des combattants en vue d'une attaque qu'il prépare sur Ouady-Halfa. Mais l'émir, ayant voulu se conformer à ces instructions, a vu les habitants de cette région refuser de lui obéir; il a même dû s'enfuir et se réfugier dans sa *dahabieh*.

Dans une des dernières séances de la Chambre des Communes, sir James Fergusson, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, a fait un triste tableau de la situation actuelle du **Soudan oriental**. « Il y règne, » a-t-il dit, « une grande détresse, et des détachements de derviches se trouvent toujours à Tokar et à Handoub, d'où ils surveillent les districts voisins, pour y faire des incursions de temps à autre. Il sera probablement nécessaire de porter secours aux populations qui sont sans ressources aux environs de Souakim. Un grand nombre de malades sont traités à l'hôpital et il y a eu beaucoup de morts. — La société commerciale du Soudan a conclu des conventions préliminaires avec des chefs indigènes pour la culture du coton et pour ouvrir une route de commerce jusqu'à Berber; mais il est encore trop tôt pour en apprécier les résultats probables. »

Le texte de la **convention additionnelle au traité italo-éthiopien**, du 1<sup>er</sup> octobre 1889, a été soumis à la Chambre italienne.

En voici le résumé :

Le roi d'Italie reconnaît Ménélik empereur d'Éthiopie. Ménélik reconnaît la souveraineté du roi d'Italie sur les colonies appelées possessions italiennes de la mer Rouge.

On rectifiera les deux territoires en prenant pour base la possession de fait actuelle. Le roi Ménélik pourra faire frapper, à l'hôtel des monnaies du roi d'Italie, une monnaie spéciale à déterminer, qui aura cours légal dans les possessions italiennes.

Si le roi Humbert en fait frapper une pour les possessions italiennes, elle aura cours légal dans les États de Ménélik.

Ménélik, devant contracter un emprunt de 4 millions de francs avec une banque italienne sous la garantie de l'Italie, donne au gouvernement italien, comme garantie des intérêts et de l'amortissement, les revenus des douanes du Harrar. Moitié de la somme lui sera remise en pièces d'argent, l'autre moitié sera déposée dans les caisses de l'Italie pour les achats que Ménélik entend faire en Italie.

L'article 12 du traité est modifié comme suit :

« Les Éthiopiens commettant un crime sur le territoire italien seront toujours jugés par les autorités italiennes. »

Un autre document relatif aux affaires d'Afrique est la convention du 26 octobre 1889 entre les gouvernements italien et éthiopien et la banque nationale pour la garantie de l'emprunt conclu par Makonnen au nom de Ménélik.

La Banque prête deux millions de francs à Ménélik à 6 %. Le remboursement comprenant l'intérêt et l'amortissement se fera en vingt annuités égales, le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1891.

L'Éthiopie payera, à ses risques et périls, à la caisse du gouvernement italien à Massauah. L'Éthiopie remettra vingt obligations de 192,178 francs chacune, portant qu'elles sont garanties par le gouvernement italien tant en principal que pour les intérêts et amortissement.

Il est stipulé que Ménélik pourra demander un autre prêt de deux millions pourvu qu'il le demande dans le délai d'un an à partir de la présente convention.

Depuis quelque temps, la presse turque se montre d'une vive susceptibilité à l'égard de l'Afrique. Le *Tarik*, journal officieux, disait l'autre jour que l'Afrique est envahie par des commerçants européens, avides de lucre, qui ne songent qu'à vendre aux peuplades sauvages des armes et des spiritueux qui corrompent leurs mœurs et ruinent leur santé. La feuille officieuse ajoutait que le moment est venu d'envoyer en Afrique des missions religieuses accompagnées de petites escortes militaires, non pour faire des conquêtes, mais pour enseigner aux Africains la vraie doctrine de l'islam. « La presse allemande, » disait le

*Tarik*, » nous approuvera et aucun gouvernement européen, ayant des possessions musulmanes, ne croira de son intérêt de nous susciter des difficultés. Les Européens savent — c'est toujours le *Tarik* qui parle — que la propagation de la religion musulmane est un correctif des mœurs et un élément civilisateur. » Cette idée est à la veille de passer dans l'ordre des faits. A l'occasion du Ramadan, qui a commencé le 21 avril, douze **missionnaires musulmans** ont dû partir de Stamboul pour aller prêcher « la bonne doctrine et les bonnes mœurs » aux populations africaines.

Après plusieurs années de séjour au **Choa**, le Dr Ragazzi vient de rentrer à Rome. En opposition à l'opinion des Italiens, qui imputent à la trahison le mouvement de retraite opéré par le négus au cours de son expédition dans le Tigré, selon le Dr Ragazzi, qui accompagnait **Ménélik** dans sa marche interrompue sur Adoua, c'est l'impossibilité absolue de ravitailler ses troupes qui, seule, a poussé l'empereur d'Abysinie à battre en retraite au mépris de ses engagements. « Une armée de 200,000 hommes, réduite par ses *impedimenta* à n'avancer que de quinze kilomètres par jour, ne pouvait, « dit-il, » espérer de se nourrir dans un pays ruiné où l'orge, quand on en trouve, se paye actuellement jusqu'à quatre francs le litre. De plus, la famine et les privations avaient développé dans les colonnes choanes la variole, la dysenterie et le typhus. » Le Dr Ragazzi estime donc que le négus a dû battre en retraite devant l'impossibilité matérielle de faire vivre ses troupes, et non devant les forces de l'ennemi. Il croit, en effet, à la sincérité de la soumission du ras Mangascia, et il prétend, d'autre part, que le ras Aloula, réduit à ses propres ressources, ne dispose pas de plus de 500 hommes.

M. Napoleone Corrazzini, correspondant de la *Tribuna* de Rome, qui a suivi la mission Antonelli et Salimbeni, a envoyé d'**Adoua** un télégramme sur les rapports des diplomates italiens avec le ras Mangascia, puis sur son entrevue avec le ras Aloula. En voici le passage principal :

« Ce matin, j'ai eu un court entretien avec le ras Mangascia, qui a montré d'excellentes dispositions et un esprit doux et pacifique. Je lui ai demandé pourquoi il avait, hier, exclu le ras Aloula de la réception faite aux représentants du gouvernement italien. Il m'a répondu qu'il lui avait défendu d'y assister, non pour les faits de guerre accomplis par lui contre les Italiens, cela étant un devoir que tout bon général doit remplir jusqu'au jour béni de la paix, mais à cause de la conduite tenue à cette époque par le ras Aloula envers Salimbeni, Piano et Savoiroux, ses prisonniers. Il a ajouté qu'il lui avait conseillé de présenter ses excuses

à Salimbeni et que pour cela il avait voulu l'amener vers lui à Adoua. Ce matin, en effet, a eu lieu un long entretien entre le comte Antonelli, le ras Mesciascia et le ras Mangascia ; puis, à onze heures, Aloula s'est présenté. Nous avons été tous appelés auprès de Mangascia, et nous l'avons trouvé assis ayant à sa droite le ras Aloula et à sa gauche Mesciascia. Le comte Antonelli était assis près de ce dernier dans un fauteuil doré. Mangascia a alors pris la parole et a dit qu'il désirait que nous fussions témoins des accords faits. Il a ajouté que, obéissant aux ordres de l'empereur, il reconnaissait le ras Mesciascia comme gouverneur du territoire d'Adoua jusqu'au Mareb et qu'il laissait en suspens, jusqu'à la décision de Ménélik, la question de nos frontières. En attendant, il respectait les occupations de fait. Il a, en outre, dit que désormais le pays sera ouvert à tous ; qu'on livrera les malfaiteurs, aux termes du traité conclu entre l'Italie et l'Éthiopie, et qu'il voulait également que la paix se fit avec le ras Aloula que, dans l'intérêt de tous, il invitait à parler et à s'expliquer. Le ras Aloula a alors pris la parole au milieu de l'attention générale. Il a débuté en disant qu'il regrettait le sang chrétien qu'il avait versé, mais il s'est hâté d'ajouter que ses lettres au général italien prouvaient qu'il n'avait pas commis de trahison. Comme général, il avait défendu la frontière du pays qui lui était confié, et il a fait comprendre qu'il avait alors reçu des ordres formels du négus. Il s'est montré heureux que la paix fût conclue et a terminé en déclarant qu'il la maintiendrait loyalement. Le ras Mangascia a alors fait avancer le grand-prêtre avec la croix et avec la Bible. Aloula s'est levé le premier et a solennellement juré en touchant le livre. Le ras Mangascia a aussi juré de maintenir les pactes établis par ordre du négus et a déclaré qu'il ne ferait jamais rien contre l'Italie et contre Ménélik. On a ensuite servi des boissons et des rafraîchissements. Le comte Antonelli a fait le serment au nom du gouvernement italien. Aloula et Salimbeni se sont serré la main en promettant d'oublier le passé. »

Le comte Pennazi a écrit d'Aden, au journal italien *Roma*, que le lieutenant **Zongli** a été massacré dans les circonstances suivantes :

Le *Volta*, navire-transport de la marine royale italienne, qui avait été chargé de conduire à Zanzibar le consul italien, M. Branchi, revenait en Italie, avec l'ordre de toucher quelques points de la côte soumise au protectorat italien. Le capitaine était chargé de remettre des cadeaux à quelques chefs de tribus, et d'entrer avec eux en relations amicales. Arrivé à **Warscheik**, le capitaine ordonna au lieutenant de vaisseau, comte Zoagli, de se rendre à terre avec huit hommes pour s'aboucher

avec le chef du lieu, qui se faisait appeler « sultan, » et lui offrir des cadeaux. En abordant, le lieutenant, suivi de cinq ou six hommes, fut reçu par le sultan entouré de ses gardes et de ses officiers. En même temps, de tous côtés, arrivaient des **Somalis**, dont l'attitude paraissait assez menaçante. Le lieutenant, qui en fut averti par l'interprète, ne voulut pas croire à leurs mauvaises intentions, persuadé que les cris qu'ils poussaient n'avaient d'autre objet que de souhaiter la bienvenue aux Italiens. Son illusion fut de courte durée; à un signe du sultan, la horde sauvage, brandissant ses armes, se jeta sur les marins qui se hâtèrent de courir vers la chaloupe qui les avait amenés, mais le lieutenant tombait de suite, le corps percé de deux flèches. Transporté sur la chaloupe par les siens, au milieu d'une grêle de flèches et de balles, il fut atteint mortellement au moment même où on le déposait dans la chaloupe. Les Somalis continuaient de tirer sur les marins qui ne pouvaient pas lever l'ancre malheureusement embarrassée dans l'hélice, et tous auraient péri sans le courage de l'un d'eux qui, se jetant à la mer, put enfin dégager l'ancre. Plusieurs hommes ont été atteints, l'un d'eux mortellement. L'embarcation put enfin regagner le *Volta*, où toutes les dispositions furent prises immédiatement pour tirer vengeance de l'acte de sauvagerie qui venait d'être commis, mais le tirant d'eau du *Volta* ne lui permettant pas d'approcher assez du rivage, on dut se contenter d'envoyer quelques volées de mitraille sans grand résultat.

Nos lecteurs se rappellent combien souvent les journaux anglais ont annoncé le massacre de l'expédition allemande que le **D<sup>r</sup> Peters** était chargé de conduire par le nord du **Victoria-Nyanza** au secours d'Emin-pacha. Le Comité allemand a reçu, du chef même de l'expédition, une lettre datée de Kapté, dans le Kamassia, 16 janvier 1890, Baringo-Nyanza, qui contient de brèves communications sur la marche de la caravane. D'après cette missive, le D<sup>r</sup> Peters a remonté avec son expédition tout le cours du fleuve Tana, jusqu'à la contrée où se trouvent ses sources. Du 16 au 26 novembre 1889, l'expédition avait campé dans le pays montagneux qu'arrose le Mumoni, et elle avait tenté de jeter sur ce point un pont sur le fleuve torrentueux. Cette tentative ayant échoué deux fois, l'expédition se rendit le long de la rive droite de la Tana à Kijudu, puis par Leipikia au lac Baringo. Sa marche avait été entravée par de nombreux combats à soutenir contre les indigènes. Le 22 décembre, entre autres, un combat opiniâtre eut lieu près d'Elbejatam Nyare-gobis, avec les Masai, dans lequel un askari de l'expédition fut tué à côté de Peters. Dans la nuit de Noël elle fut attaquée

de nouveau par les Masai. Le 7 janvier, elle parvenait à Nyemps<sup>1</sup>, au bord du lac Baringo, d'où elle repartit le 13 janvier dans la direction du Victoria-Nyanza. Le 16 janvier, la colonne se composait encore, outre le D<sup>r</sup> Peters et le lieutenant von Tiedemann, de cinquante porteurs, dix soldats, trois conducteurs de chameaux, deux jeunes marmitons et trois serviteurs. Elle conduisait deux chameaux, six ânes et 315 moutons. Lorsque le D<sup>r</sup> Peters écrivait cette lettre, il n'avait point encore de nouvelles d'Emin-pacha, mais il espérait être neuf jours plus tard à Kabaras (Kavirondo), et apprendre quelque chose sur le sort d'Emin au bord du Victoria-Nyanza.

Les nombreux discours prononcés par **Stanley**, dans les réceptions dont il a été l'objet depuis son retour en Angleterre, ont roulé généralement sur des matières dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs. Nous n'y reviendrons pas aujourd'hui; mais nous relèverons les faits nouveaux mentionnés par lui. Sa position n'était pas facile, les différents Comités lui faisant un devoir de s'abstenir de parler de tels ou tels sujets sur lesquels la lumière n'est pas encore complètement faite. C'est ainsi que le Comité dit de secours pour Emin-pacha lui avait demandé de ne pas introduire le sujet d'Emin dans son récit, le public anglais pouvant s'en scandaliser; cela ne l'a pas empêché d'attribuer, dans son discours à la réception de Mansion house, aux hésitations du gouverneur de l'Égypte équatoriale à abandonner le poste où Gordon l'avait placé, la mort du major Barttelot, celle de M. Jameson et de beaucoup de braves indigènes ! Nous avons déjà dit ce que nous pensons du jugement porté par Stanley sur le caractère d'Emin-pacha. Quant à imputer à l'hésitation de celui-ci la mort du major Barttelot, l'imputation nous semble extrêmement grave de la part de Stanley, et devoir infirmer singulièrement les accusations portées par lui dans d'autres occasions. En effet, d'après ses rapports au Comité dit d'Emin-pacha, ce ne fut que le 29 avril 1888 qu'il rencontra, pour la première fois, Emin-pacha et Casati au sud du lac Albert. Le major Barttelot fut assassiné le 20 juillet de la même année, soit 81 jours après cette rencontre. Or, Stanley en mit 82 pour revenir du lac Albert à Bonalya, où il retrouva les débris de l'arrière-garde qu'il avait laissée sous le commandement du major. N'eût-il fait que toucher barre, au sud du lac Albert; eût-il, sans prendre le moindre repos, quitté Emin, le 30 avril, le jour même où il fit au gouverneur les propositions que celui-ci ne put

<sup>1</sup> Voyez la carte, VI<sup>me</sup> année, p. 64.

accepter, pour redescendre l'Arououimi et venir chercher au camp de Yambouya les munitions et les provisions qu'il y avait laissées, il serait arrivé à Bonalya, le 21 juillet, le lendemain de l'assassinat de Barttelot. L'accusation de Stanley n'a donc pas le moindre fondement; l'on ne conçoit pas qu'au milieu des ovations dont il est l'objet, il puisse recourir à de tels procédés pour nuire à la réputation de celui qu'il prétend avoir voulu sauver.

Nous craignons beaucoup qu'à mesure qu'il parlera et écrira, le prestige que lui ont valu son énergie et sa persévérance ne diminue beaucoup, et que certains procédés employés par lui ne soient désavoués par ceux-là même en faveur desquels il a cru devoir travailler. Que penser de ces discours dans lesquels il croit pouvoir dire que si les Anglais avaient voulu l'écouter en 1878, en 1882 et en 1884, ils auraient pu être les maîtres du bassin du Congo, aujourd'hui devenu l'État indépendant sous le gouvernement d'un souverain belge, et de la partie de l'Afrique orientale actuellement reconnue comme possession de l'Empire d'Allemagne! Que penser du procédé par lequel, pour justifier l'Imperial British East African Company d'avoir pris à son service les esclaves des Arabes de Mombas, il attaque, d'abord le vénérable M. Pease, président de la British and Foreign Antislavery Society, puis, obligé de reconnaître son erreur, la Société des Amis, soi-disant opposée à l'esprit d'entreprise qui caractérise le peuple anglais!

En attendant les ovations continuent. Dans le banquet que lui a offert la Société de gymnastique dont il est membre, le Président a pu communiquer l'annonce des fiançailles de l'explorateur avec Miss Tennant. Il n'écrit plus, sans doute, aujourd'hui, ce qu'il écrivait à un ami, le 1<sup>er</sup> août 1884, de Jermyn street à Londres, où il vivait avant de partir pour sa dernière expédition : « Je ne peux tenir en place un instant lorsque la conversation roule sur quelque chose qui ressemble à l'amour. J'ai vécu avec des hommes et non des dames; et, par la seule force des circonstances, j'ai contracté la rudesse, la franchise, la bonne foi masculines. Les poètes et les femmes me paraissent si doux, si différents du rude type de l'humanité, que lorsqu'on leur parle, on sent que l'on doit adoucir sa voix et ses paroles, ou affecter une prononciation particulière pour qu'ils ne voient pas une offense là où il n'y en a aucune. Aussi les hommes sont-ils rarement sincères envers les femmes et les poètes. Avez-vous jamais réfléchi à l'effet que vous faites quand vous parlez à une femme? Si ma mémoire me sert bien, je vous ai vu parler avec une douceur si affectée que je ne puis la comparer qu'au ton d'un homme

vigoureux traitant un bébé avec tendresse. — Je me sens tout à fait mal à mon aise quand je parle à une femme, à moins que ce ne soit une de ces personnes bien rares qui aient un peu de sens commun. Le fait est que je ne puis parler aux dames. En leur présence, je suis aussi hypocrite que tout autre homme, et cela m'irrite de devoir agir, être affecté, et me travestir pour rien, si ce n'est, qu'avec d'autres hommes, je croirais que parler et agir autrement ne serait pas apprécié. C'est une position tellement fausse que je ne me soucie pas de m'y mettre. » Stanley ajoute encore qu'il n'y a qu'une dame, une amie du poète auquel il écrit, à laquelle il puisse parler, parce qu'après quelques minutes d'embarras, elle montre que les agaceries ne sont pas nécessaires.

Nous ne parlerons pas des traités que Stanley a dit avoir conclus avec des chefs indigènes, et aux termes desquels les possessions britanniques s'étendraient dès aujourd'hui jusqu'à la frontière orientale de l'État Indépendant du Congo, soit à peu près jusqu'au 30° long. Est. Ces traités ont amené, dans le Parlement, une interpellation, à laquelle Sir James Fergusson n'a répondu que ceci : « On dit que M. Stanley a pris certains engagements, en son propre nom, avec des chefs indigènes dans l'intérieur de l'Afrique, mais ils ont été conclus sans aucune autorisation du gouvernement de S. M. Je ne puis rien en dire. »

Nous n'en savons pas davantage ; mais l'affirmation de Stanley, le ton général de la presse anglaise et de celle du continent qui s'en fait l'écho, les interpellations au Parlement, les articles de revues et de bulletins de Sociétés missionnaires, enfin l'envoi à Berlin de M. Percy Anderson, secrétaire du Département africain du Foreign Office, pour suivre, avec le gouvernement allemand, les négociations relatives à la délimitation des sphères d'intérêt respectives des deux pays, nous font nous demander si les Anglais se préparent à renouveler une mise en scène analogue à celle qui a conduit au conflit anglo-portugais.

Comme alors, les financiers de la Grande-Bretagne prétendent que leurs droits seraient lésés si les intérêts pécuniaires qu'ils peuvent avoir dans la région des lacs ne sont pas transformés en droits politiques ; comme alors, les missionnaires anglais appuient de leurs publications et de leurs cartes les prétentions des capitalistes ; et la presse, de sa voix puissante, engage le gouvernement à ne pas permettre que l'Allemagne étende sa sphère d'influence jusqu'à la frontière orientale de l'État indépendant du Congo. « L'Angleterre, » écrit-on à la *Correspondance politique*, « tient à ouvrir une route pour son commerce, par les lacs, où elle a déjà des colonies, jusqu'au Nil, et elle ne permettra pas à l'Alle-

magne de couper son chemin en étendant sa sphère d'influence jusqu'à l'État du Congo. Stanley a déjà acquis pour l'Angleterre le territoire entre le lac Albert-Edouard et le lac Victoria, en concluant des traités avec les chefs, et au nord M. Jackson a, de la même façon, acquis les territoires d'Ou-Nyoro et d'Ou-Ganda entre le lac Albert et le lac Victoria. Il reste encore aux explorateurs anglais à s'établir dans le territoire situé entre le lac Victoria et le Tanganyika, et dans celui qui est entre le Tanganyika et le Nyassa, territoire traversé par une bonne route construite par un Anglais, M. Stevenson. Deux explorateurs de beaucoup d'expérience, MM. Thomson et Selous, sont récemment entrés au service de la South African Company. »

Ajoutons que le nouveau gouverneur de l'Imperial British East African Company, sir Francis de Winton, vient de faire paraître, dans le numéro de mai de la *Nineteenth Century*, un article accompagné d'une carte dans laquelle il attribue à l'Angleterre, c'est-à-dire à la Compagnie dont il est gouverneur, non seulement le territoire qui s'étend de la côte de l'Océan Indien au Victoria-Nyanza, au nord de la ligne partant de l'embouchure de la Mwanga et aboutissant à 1° latitude sud sur le lac, mais encore tout ce qui entoure le lac, à l'ouest, jusqu'aux lacs Albert-Edouard et Albert, et au nord jusqu'à Wadelaï et au delà, voire même la région explorée l'année dernière par le comte Teleki et M. von Hoehnel, où se trouvent les lacs Rudolf et Stephanie.

Et pourtant une **convention** a été conclue en 1886 **entre l'Angleterre et l'Allemagne, délimitant leurs sphères d'influence** ; l'empire allemand a cru de bonne foi que si l'Angleterre estimait avoir le droit de s'étendre d'une manière illimitée à l'intérieur, elle lui reconnaissait un droit équivalent de s'étendre à l'ouest au moins jusqu'à une frontière déterminée, celle de l'État du Congo.

Peut-être les négociateurs allemands ont-ils manqué de prudence en n'exigeant pas des plénipotentiaires anglais qu'ils précisassent d'une manière absolue le sens qu'ils donnaient à l'expression nouvelle, *sphère d'influence*. Aussi le moment nous paraît-il venu où, pour prévenir le retour de conflits analogues à celui que l'Angleterre a fait éclater contre le Portugal, il importe que les hommes compétents en déterminent exactement le sens et que, de même que les délégués des Puissances réunis à Berlin, en 1884-1885, ont établi les conditions d'occupation des territoires le long des côtes, une Conférence internationale fixe aussi les conditions que doivent remplir, à l'intérieur, les autorités coloniales, pour que leurs prétentions à la possession de telle sphère d'influence à l'intérieur leur soient reconnues par le droit public international.

Nos lecteurs se rappellent que ce fut le traité conclu entre l'Angleterre et le Portugal, le 26 février 1884, qui fit un devoir à la France et à l'Allemagne de préparer la convocation de la Conférence de Berlin. Peut-être les difficultés soulevées actuellement par les Anglais dans leurs relations avec les autorités coloniales allemandes hâteront-elles la réunion d'une Conférence analogue.

La réunion d'une Conférence internationale telle que nous la désirons servirait aussi, nous l'espérons du moins, au rétablissement des relations normales entre l'Angleterre et le Portugal, les négociations directes entre les deux gouvernements paraissant ne pas pouvoir aboutir, et menaçant de se compliquer par l'obligation dans laquelle va se trouver l'Empire allemand d'arrêter les prétentions anglaises à la limite sud-ouest de ses possessions, entre le **Nyassa** et le **Tanganyika**. C'est par le *Mission Record* de la Church of Scotland que nous sommes informés de l'activité déployée par le consul Johnston dans la région entre les deux lacs. Parlant de la situation politique, ce journal s'exprime ainsi<sup>1</sup> : « M. Johnston a fait un heureux voyage le long de la côte orientale du Nyassa et à l'extrémité méridionale du Tanganyika. Il a obtenu la signature de Mponda, » — un des Ma-Kololo de Livingstone, — « de Jumbé et de tous les chefs importants le long du lac. Des stations ont été établies le long du lac et de la route du Tanganyika, ces dernières étant des points stratégiques d'occupation contre les progrès allemands. La paix a été parfaitement assurée à l'extrémité nord du lac, et la route du Tanganyika est ouverte et occupée. On paraît avoir toute raison de croire impossible le retour de troubles de la part des Arabes, vu la consolidation des intérêts et de l'autorité britannique sur le lac.... Autant que nous pouvons le savoir, les Portugais occupent encore Mbewé et Katounga. Ils doivent prochainement se retirer sur le cours inférieur de la rivière. En attendant les chefs indigènes Katounga et Masea sont encore avec nous et Mulilima est à Mandala. »

D'après l'*Agence Reuter*, M. Johnston s'est rendu dans la colonie du Cap, et M. Buchanan à Natal; c'est M. Ross qui remplit actuellement les fonctions de vice-consul au Chiré. A la Chambre des Lords, le comte

<sup>1</sup> Nous sommes heureux de pouvoir dire qu'il ne nous est venu, des Sociétés missionnaires écossaises à l'œuvre dans la région du Nyassa, aucune demande de rectification à nos articles sur le conflit anglo-portugais. Nous pouvons donc, jusqu'à nouvel avis, admettre que nous n'avons pas fait erreur dans nos affirmations sur le rôle joué par ces missionnaires dans le susdit conflit.

d'Harrowbury ayant demandé à lord Salisbury s'il pourrait déposer sur la table les documents montrant les limites des territoires placés désormais dans les **sphères respectives d'influence de la Grande-Bretagne et du Portugal**, le ministre a répondu qu'il regrettait que les institutions du pays ne permissent pas à ceux qui représentent la politique étrangère du gouvernement de S. M. de parler au pouvoir législatif, sans prendre, en même temps, comme confidents tous les hommes du monde entier. « Nous sommes, » a-t-il ajouté, « engagés dans des négociations, non seulement avec le Portugal, mais encore avec d'autres pays, et toute observation qui pourrait se faire à cette occasion ne manquerait pas d'influer sur ces négociations. Le gouvernement refuse de reconnaître aucun fondement aux prétentions du Portugal à la possession de territoires basées sur de lointaines traditions historiques. D'autre part, nous ne désirons pas mettre obstacle à l'exercice, de la part du Portugal, de droits que nous prétendons exercer nous-mêmes, — savoir ouvrir des débouchés convenables à l'activité de nos populations et à notre commerce, — encore moins à l'exercice de la philanthropie et à l'accomplissement de devoirs supérieurs. » Le ministre n'a pas pu dire quand les négociations seront terminées. Il a reconnu qu'il était désirable d'arriver bientôt à un arrangement, mais en même temps qu'il ne serait pas sage de sacrifier un bon résultat pour obtenir simplement une conclusion rapide des négociations. Toutefois il a parlé d'une manière plus ouverte du Zambèze, du Chiré et des obstacles mis par le Portugal à la navigation sur ces cours d'eau. A cet égard, il n'y a d'après lui pas de négociations possibles. Les Anglais considèrent ces cours d'eau comme de grandes routes internationales, ouvertes pour eux comme pour tout le monde, et quiconque empêche la liberté du trafic le fait à ses risques et périls. Quant à la question territoriale, elle est d'une extrême difficulté. En Angleterre, l'opinion courante est actuellement tournée dans une seule direction. « Je n'ai pas la certitude, » a dit lord Salisbury, « que le sentiment public soit toujours demeuré dans les bornes de la sagesse et de la discrétion; je n'ai pas la certitude que les Anglais se soient toujours souvenus que le pouvoir n'est pas un luxe sans mélange, mais qu'il entraîne des devoirs, des charges, des obligations et des dangers. » Enfin, il a terminé en disant qu'il espérait que ses compatriotes comprendraient quel est le droit de l'Angleterre et ce qui peut contribuer à son honneur, à sa force et à son bien-être, mais qu'il espérait aussi qu'ils ne se laisseraient pas séduire en se chargeant d'obligations qu'il ne serait pas en leur pouvoir de remplir en même

temps que les autres devoirs qui leur incombent en Angleterre et dans toutes les autres parties du monde.

A propos de la liberté de navigation sur le **Zambèze** réclamée par l'Angleterre, nous rappellerons, que, déjà en 1888, M. de Barros Gomès, alors ministre des affaires étrangères du Portugal, déclarait dans la Chambre des députés de Lisbonne, que le Portugal consentirait à modifier les règlements actuels s'il lui était donné des garanties que ces modifications ne porteraient pas atteinte aux intérêts vitaux du domaine portugais en Afrique. Or ce n'est pas précisément ce à quoi songe l'Angleterre, car les journaux de Londres annoncent que l'Amirauté a donné des ordres pour que les deux canonnières d'un faible tirant d'eau, le *Mosquito*, et le *Herald* construites pour le Zambèze et le Chiré, soient immédiatement équipées pour être envoyées sans délai au Zambèze. Elles partiront le 2 juin, transportées par sections jusqu'à l'embouchure du fleuve où elles seront remontées. Leur armement consistera en six mitrailleuses à tir rapide système Hotchkiss, et huit mitrailleuses Nordenfeldt. Que dirait la Royal Niger Company si l'Allemagne, par exemple, envoyait de semblables canonnières dans les eaux du Niger, où cependant, d'après l'Acte de la Conférence de Berlin, la navigation devrait être également libre pour toutes les nations? Mais, envers le Portugal, les Anglais se prévalent de leurs forces, de leurs richesses, de ce qu'ils appellent la loi naturelle d'expansion, pour s'attribuer les droits qu'ils refusent aux autres en vue d'évincer prochainement les petits et les faibles des possessions jusqu'ici reconnues à ceux-ci par les traités internationaux. Le *Standard* n'est-il pas allé jusqu'à dire que tant que l'Angleterre sera maîtresse de la mer, les domaines coloniaux des autres puissances ne seront que des otages lui garantissant une conduite sage et raisonnable de leur part!

La Société « la Graineterie française, » qui est sous-adjudicataire d'une fourniture considérable de viande conservée pour l'armée française, a envoyé dernièrement à Tananarive M. Locamus, son représentant, chargé d'installer à **Madagascar** les usines pour la fabrication de conserves de tout genre. Ces usines seront assez grandes pour traiter 40,000 bœufs, 10,000 pores, 20,000 volailles, 20,000 moutons, 100,000 ananas, 80,000 kil. de poissons divers par an. Il y sera adjoint une tannerie pouvant traiter 50,000 cuirs de bœufs chaque année. Cette Société va faire construire ses usines à Diego-Suarez. Mais M. Locamus avait dû tout d'abord se rendre à Tananarive, pour s'entendre avec les principaux éleveurs de bétail, afin de s'assurer la fourniture des bœufs

nécessaires à la fabrication des conserves, et aussi pour régler, avec le premier ministre, les questions relatives aux droits de sortie et aux concessions de terrain sur le territoire malgache pour parquer le bétail. Les usines de la Société comprendront : 1° des bâtiments en fer qui couvriront un espace de 7,000 mètres carrés et qui seront éclairés par l'électricité; ils contiendront des générateurs, machines à vapeur, fours, machines à glace, chaudrons pour la cuisson, le blanchiment des viandes et pour la fabrication des conserves de bœuf bouilli, fruits conservés, etc.; 2° une usine pour la fabrication de l'engrais, contenant le matériel nécessaire pour traiter 30,000 kil. de calcaire ou 40,000 kil. d'os par vingt-quatre heures; 3° une scierie à vapeur; 4° une tannerie du système breveté Worms et Balé tannant par l'électricité; 5° des hangars, citernes, réservoirs, etc.; 6° des abattoirs. Cette Société se propose aussi d'établir un wharf pour l'embarquement et le débarquement des marchandises avec voie ferrée et grue à vapeur. Elle aura en outre les bateaux nécessaires à ses approvisionnements.

On sait que l'oranger sauvage abonde dans l'île de la **Réunion**. Il paraît que l'arome de son fruit (*Musa ensla*) ne le cède en rien à celui des grains de café, ce qui a donné l'idée de chercher à le substituer au café, les frais de culture de l'oranger sauvage étant bien moindres que ceux que réclame le caféier. En ce qui concerne le parfum et le goût, la *musa ensla* peut rivaliser, paraît-il, avec le café pur, qu'elle améliore d'ailleurs notablement en cas de mélange avec celui-ci. Le gouvernement colonial de la Réunion a ordonné qu'une grande superficie de la partie la plus élevée de l'île — les terrains haut placés convenant beaucoup mieux à l'oranger sauvage — soit employée aux plantations de cet arbuste. On estime que la production de la *musa ensla* de l'île de la Réunion pourrait atteindre, à bref délai, le chiffre de trois millions de kilogrammes par an, et l'on prévoit, comme probable, une baisse considérable de la chicorée, dont environ deux millions de kilogrammes constituent par an la quantité qui sert au mélange avec les cafés de la Réunion dirigés en grande partie sur l'Angleterre.

Les journaux anglais ont publié une lettre de Peter Green, le chef de la petite colonie de quatre-vingts personnes qui habitent la petite île de **Tristan d'Acunha**, perdue dans l'Atlantique méridional. Établi dans l'île depuis cinquante-deux ans, il est plus qu'octogénaire, et il compte y terminer ses jours et être enseveli là où reposent déjà plusieurs des membres de sa famille. « Avant l'ouverture du canal de Suez, » dit-il, « les insulaires prospéraient; mais aujourd'hui on ne voit ni steamers, ni

vaisseaux de guerre, même les baleiniers n'apparaissent plus parce que les baleines ont disparu. Le trafic auquel se livraient les habitants qui fournissaient de l'eau et des vivres frais a presque cessé. Maintenant les rats ont pris possession de l'île, et le seul remède à opposer à ce fléau c'est d'avoir une quantité de chats qui les fassent garder leurs trous... Mes anciens confrères sont tous partis; je ne puis espérer demeurer ici bien longtemps encore. Le 11 décembre 1888, nous avons eu le *Curacoa* qui a emmené une famille, deux jeunes filles et un jeune homme. Le Rev. Dodgson qui a passé avec nous ces huit dernières années, a donné 50 livres sterl. à la veuve et à sa famille, 10 livres sterl. à chacune des jeunes filles et 2 livres sterl. au jeune homme. A ma connaissance, il a donné de cette manière 122 livres sterl., et s'il était riche, il aurait bientôt dépeuplé l'île. Mais, qu'il y ait des rats ou non, il y aura toujours des vaches et des moutons. Les graines que vous m'avez envoyées ont produit des fleurs admirables, qui tapissent un mur de six pieds de haut, et fleurissent toute l'année... Je vois venir le steamer; il n'est plus qu'à dix milles d'ici. »

M. Janssen, gouverneur général de l'État indépendant du Congo, a créé un nouveau centre d'activité sur les bords du **Sankourou**, en fondant la station de **Lousambo**, près du confluent du Loubi. Il a choisi pour emplacement une plaine parsemée de bouquets d'arbres, sur la rive droite du Sankourou, à un kilomètre en aval du village principal de Bena-Lousambo. La rive, composée d'une pierre sablonneuse, est à pic, à 15 mètres de hauteur; de là on domine, non seulement toute la rivière Sankourou, qui a, en cet endroit, environ 500 mètres de large, mais encore le confluent du Loubi. La plaine a deux kilomètres de profondeur; au delà s'élève une chaîne de collines au sommet desquelles se trouvent encore des villages. La population est très nombreuse. Les indigènes possèdent des chèvres et des poules, ils cultivent le manioc, l'arachide, le millet, les fèves, le maïs, les bananiers; de nombreuses plantes d'ananas entourent le nouveau poste, ainsi que des papayers, des maracanja, des caféiers et des plantations de riz.

Lors de son passage à Oran, Savorgnan de Brazza a reçu, à bord du *Taggète*, les membres du Comité de la Société de géographie, auxquels il a fourni des renseignements sur le **Congo français** au point de vue des relations de cette colonie avec la France et l'Algérie. Il a expliqué qu'il a employé le séjour qu'il a fait en France à obtenir un service régulier entre la mère patrie et le Congo avec escale à Oran; à procurer au budget colonial les ressources qui permettront de développer ce pays;

enfin il s'est occupé des études sur les voies de communication rapides et commodés entre la côte et l'intérieur des terres, entre Libreville et Brazzaville qui est situé à 500 kilomètres environ du littoral. La colonie du Congo possède déjà, comme il l'a dit, sa marine militaire et sa marine marchande. Il faut ouvrir maintenant des routes intérieures pour lutter avantageusement avec les autres nations sur ce terrain pacifique des relations commerciales.

C'est sur ce terrain pratique que M. de Brazza a indiqué pourquoi il a tenu, pour la ligne du Congo, à l'escale d'Oran. « D'Oran, » a-t-il dit, « avec un courrier mensuel vous pouvez expédier au Congo vos excellents vins, vos farines, vos produits; la Chambre de commerce devra étudier cette question, au point de vue des vins surtout. Il a fait remarquer qu'à un autre point de vue Oran peut aider la nouvelle colonie. Les fonctionnaires et les colons qui, après un séjour prolongé au Congo, viennent prendre du repos en France, sont éprouvés à ce point par le changement de climat que quatre agents de M. de Brazza sont morts en congé et que lui-même en a été très éprouvé. Il faut que, dans une station intermédiaire, on puisse faire un séjour de transition avant d'aller en France; votre situation, votre climat, votre beau ciel, a dit M. de Brazza, conviennent admirablement pour faire d'Oran cette station, ce *sanitarium*. »

La **Compagnie commerciale et industrielle** à la création de laquelle Savorgnan de Brazza a travaillé pendant son séjour en France devra, aux termes de la convention à laquelle le gouvernement français a donné son approbation, faire les frais d'études des travaux nécessaires pour établir une voie de communication entre la côte et le fleuve du Congo, et spécialement en utilisant le Niari-Quillou, dont le haut cours serait relié à Brazzaville par une route qui pourrait, au besoin, être transformée en chemin de fer à voie étroite. Ces études, sauf cas de force majeure, devront être terminées dans le délai de deux ans et remises au gouvernement du Gabon et Congo français en comprenant le tracé de la voie fluviale et terrestre, les profils, les plans généraux des travaux, les installations et le devis estimatif des travaux de canalisation du Niari-Quillou et du chemin de fer. Pour rémunérer la Compagnie de ses débours, le gouvernement du Gabon et du Congo français lui concède, dès à présent, la pleine propriété de 200,000 hectares de terres qu'elle aura trois mois pour choisir, ainsi que les mines comprises dans le périmètre des terres choisies et faisant l'objet de la présente concession. Pendant une année, à partir de la notification du cahier des charges

qui sera dressé pour l'exécution de tous ces grands travaux publics, la Compagnie aura le droit d'en réclamer la concession et l'exploitation pour 99 ans; après quoi canaux, routes, chemins de fer et leurs dépendances deviendront la propriété de la Colonie. Si la Compagnie opte pour l'exécution de ces travaux, il lui sera fait concession, naturellement, de tous les terrains nécessaires à l'établissement des voies fluviales et terrestres et leurs dépendances. Mais, en plus, il lui sera concédé, en pleine propriété, toutes les terres — y compris les mines — dont elle voudra prendre possession au fur et à mesure de la construction de ces voies, dans une zone de 200 mètres de profondeur de chaque côté. De plus, enfin, elle aura la concession, en pleine propriété, de 1500 hectares de terres pour chaque kilomètre de voie ouverte à l'exploitation. La Colonie s'engage, dès à présent et jusqu'à l'expiration de la concession éventuelle de 99 ans, à accorder annuellement à la Compagnie, à titre de subside, 20 ° des recettes du budget local de l'année précédente, jusqu'à concurrence du 5 ° du capital que la Compagnie aura dépensé soit pour les études, soit pour l'exécution des travaux projetés.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Un projet de loi a été présenté à la Chambre des députés, ayant pour objet l'unification de l'heure en France et en Algérie.

Un grand chef touareg est venu à Batna, conférer avec le général de la Roque. D'après les journaux algériens, son but serait de conclure avec la France un traité de paix et de commerce.

M. de la Blanchère, directeur du service des antiquités et des arts en Tunisie, fait explorer actuellement cinq chantiers : à Gafsa, Bulla Regia, Tabarka, Sousse et au Bardo. Prochainement il entreprendra des fouilles à Maktar dont les ruines ont déjà fourni d'assez nombreuses inscriptions néo-puniques.

Un Comité s'est formé à Souakim pour venir en aide aux populations du Soudan oriental désolées par la famine; et, en Angleterre, l'Aborigines Protection Society a fait un appel à des souscriptions dont les sommes seront adressées au Comité de Souakim.

Le capitaine Casati était attendu pour le 21 mai à Naples où lui était préparée une réception grandiose.

Le comte Penazzi écrit d'Aden qu'une Société française, établie à Obock, a pour but de pourvoir tous les États de Ménélík de sel extrait du lac Assal.

Le capitaine Baudi a quitté Berbera pour chercher à pénétrer, de Burao, dans les régions inconnues du pays des Somalis.

Le général Dal Verme, directeur de la section africaine au ministère italien de la guerre, a été envoyé en mission à Londres pour délimiter les frontières des possessions italiennes et anglaises dans la mer Rouge.

Le missionnaire Flad, du Wurtemberg, fondateur de la mission chez les Juifs d'Abyssinie, et qui fut autrefois retenu quatre ans et demi captif par le roi Théodoros, s'est rendu récemment aux frontières de l'Abyssinie, où il avait donné rendez-vous aux chrétiens de ce pays. Plusieurs avaient fait jusqu'à quarante et cinquante jours de marche pour venir; la conférence a duré seize jours; on y a étudié les questions qui intéressent l'avenir de la mission parmi les Juifs noirs. Flad a pu se convaincre, par les récits de ces gens, qu'une affreuse misère règne en Abyssinie.

D'après une dépêche de Zanzibar au *Times*, la lutte pour le trône de l'Ou-Ganda a recommencé. Kaléma, qui avait été battu par Mwanga, a réuni des forces considérables et a réussi à s'emparer de nouveau de la capitale du royaume. Mwanga s'est réfugié dans les îles Sessé, accompagné des missionnaires européens.

D'après un télégramme de Zanzibar, la caravane de M. F. J. Jackson, agent de l'Imperial British East African Company, qui était partie l'été passé pour l'extrémité N.-E. du Victoria-Nyanza, afin de secourir l'expédition de Stanley, est arrivée dans l'Ou-Ganda. M. Jackson aurait conclu des traités avec Mwanga et ses chefs, pour placer le roi, son pays et toutes les dépendances de l'Ou-Ganda, sous l'influence exclusive de la Compagnie susmentionnée.

A la demande d'Émin-Pacha, le P. Schynzé a été attaché à l'expédition dont l'ancien gouverneur de l'Égypte équatoriale a été chargé. Dans une lettre du P. Schynzé est exprimé l'espoir que l'expédition ne rencontrera pas beaucoup de résistance. Dans deux ou trois territoires, peut-être, les tribus feront quelques objections; mais la connaissance qu'il a des chefs et le prestige dont jouissent actuellement les Allemands préviendront toute effusion de sang.

D'après l'*Agence Reuter*, le gouvernement portugais a consenti à soumettre à un arbitrage international la question du chemin de fer de la baie de Delagoa. La voie de l'arbitrage était prévue dans le contrat par lequel la concession pour la construction de la ligne avait été accordée à la Compagnie portugaise dont la Compagnie de la baie de Delagoa possède actuellement toutes les actions.

Une expédition portugaise a été envoyée au pays de Gaza, dont le chef est Goungounyane. Elle doit affirmer, par l'occupation effective, les droits de protectorat que les traités garantissent au Portugal.

Une expédition politique et scientifique portugaise, dont feront partie trois anciens ministres, partira, au commencement de juillet, pour la province de Mozambique; elle débarquera d'abord à Quilimane.

L'État indépendant du Congo vient de créer un premier consulat général, qui aura son siège en Suisse. Nous avons le plaisir d'annoncer qu'il en a chargé M. Gustave Moynier, le fondateur de l'*Afrique explorée et civilisée*, et son directeur pendant dix ans.

Une troisième expédition de la Société des missions anglaises de Balolo est

partie pour le Congo; elle comptait trois missionnaires qui se rendront sur la Loulongo. Sur le même navire se sont embarqués deux missionnaires américains destinés au Kassai, et trois missionnaires suédois pour la région des chutes.

Le lieutenant Le Clément de Saint-Marq, agent de l'État du Congo à Kasongo, a passé, le 23 janvier, à Nyangoué, où il a eu une entrevue avec Tipo-Tipo. Celui-ci a été très froissé d'entendre que les journaux d'Europe l'accusaient de trahison envers l'État du Congo; il a donné l'assurance de son dévouement au souverain, et, dans une assemblée des notables de Nyangoué, il a protesté publiquement de sa fidélité à l'État du Congo.

M. Becker, qui a été un certain temps au service de l'État du Congo, a quitté, le 3 décembre dernier, la station des Stanley-Falls pour l'Arououimi. De ce point, il s'est dirigé par terre vers le N.-O. En janvier, il a été rencontré par M. Baert, chef du district des Ba-Ngala, sur les rives de l'Itimbiri; de là, il a poursuivi sa marche vers l'Ouellé.

Les Portugais déploient une louable activité dans leurs territoires du Bas-Congo. D'après le *Mouvement Géographique*, de belles routes ont été construites à Cabinda; l'hôtel du gouverneur général et les casernes de la garnison sont de magnifiques constructions en pierre. Noki, presque en face de Vivi, va recevoir une garnison, un tribunal, et sera doté d'un service médical; les terrassements pour l'installation des divers édifices nécessaires sont commencés.

L'année dernière, un appel fut adressé, par l'État indépendant du Congo, aux médecins suisses pour en engager quelques-uns à entrer au service de l'État. M. Vourloud, naguère encore médecin à Cossonay, vient de répondre à cet appel. Il a signé un engagement de trois ans, et s'est embarqué le 11 mai pour Boma. Ce sera à son arrivée là-bas que notre compatriote apprendra dans quelle localité du cours inférieur, ou du cours moyen du Congo, il sera appelé à exercer sa profession.

M. Paul de Saint-Hilaire a été chargé, par le ministre de l'Instruction publique de France, d'une mission dans le Congo français, en vue d'y effectuer des levés géographiques et d'y recueillir des collections scientifiques destinées à l'État.

L'explorateur Rogozinski a fait, dans l'île de Fernando-Pô, l'ascension du pic Clarence, qui s'élève à environ 3000<sup>m</sup>. Il était accompagné de sa jeune femme. Deux indigènes et quatorze porteurs complétaient l'expédition. L'ascension a duré quatre jours, au milieu des plus grandes difficultés causées par les pentes presque abruptes. M. Rogozinski a fait de nombreuses observations météorologiques, et constaté, à une altitude de plus de 1000<sup>m</sup>, l'existence de nombreuses lianes à caoutchouc.

M. Kund a découvert, dans les forêts vierges qui couvrent une partie des possessions allemandes du Cameroun, une race d'hommes de petite taille, qu'il ne range pas parmi les nains; les Bodjaéli sont très habiles pour se diriger dans les forêts où ils vivent en nomades, et ils attaquent l'éléphant avec leurs simples lances.

Les chambres de commerce de Manchester, Liverpool et Belfast ont protesté, auprès du gouvernement britannique, contre la cession, à l'Association africaine, de l'administration des districts qui fournissent l'huile de palme.

Le Dr R. Büttner a été envoyé à la station de Bismarcksborg, dans le pays de Togo, pour y faire des observations scientifiques.

Nos lecteurs se rappellent la visite que le roi Dinah Salifou fit à Paris, l'année dernière, pendant l'Exposition. Enthousiasmé de tout ce qu'il avait vu, il voulut transformer ses États à l'image de la France; il émit, à cet effet, décrets sur décrets, jusqu'à ce que ses sujets, fatigués de ses réformes, conspirèrent contre lui et le firent mourir.

Après la prise de Ségou, le commandant Archinard s'est encore emparé du tata d'Ouossébougou, sur la route de Nioro, véritable forteresse, de trois kilomètres de pourtour, dans laquelle s'étaient retirés les derniers partisans d'Ahmadou.

Le sultan du Maroc enverra prochainement en Italie et en Angleterre une ambassade emportant des cadeaux et des chevaux pour les souverains de ces deux pays.

M. Butler, membre du Sénat américain, a présenté un projet de loi aux termes duquel un exode de nègres américains en Afrique devrait être facilité. A son avis un million de ses frères noirs ont acquis la conviction que leur race ne saurait prospérer en Amérique, où elle n'est pas suffisamment protégée, puisque, dans un espace d'une année, il n'y a pas eu, assure-t-il, de tribunal américain des États-Unis qui ait rendu un seul jugement favorable à un nègre. Le Rev. évêque de Géorgie, H.-M. Turner, de race noire, a écrit en faveur de ce projet de loi. A Saint-Louis, un autre ecclésiastique, également homme de couleur, le Rev. George Brown, a déjà organisé un corps de 400 à 500 nègres qui se disposent à partir pour fonder une colonie en Afrique.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Pendant le séjour de **Stanley** à Bruxelles, le Comité de la **Société anti-esclavagiste de Belgique** lui a donné un banquet, au cours duquel il a émis l'opinion que la suppression de la traite sans le secours et la direction des autorités locales de la puissance à laquelle appartient tel ou tel territoire, serait un désastre; suivant lui, la première démarche à faire c'est de s'assurer l'appui de ces autorités. La personnalité civile a été accordée à cette Société pour qu'elle prête son concours, sous la direction et le contrôle du gouvernement, à l'abolition de la traite dans l'État du Congo.

A Mansion House, Stanley a fait ressortir les services rendus dans l'**Afrique orientale** par l'expédition de Wissmann; mais il a cru devoir leur opposer l'esprit des sociétés philanthropiques anglaises: Anti-esclavagiste, de la Paix et de la Protection des indigènes, comme contraire au génie entreprenant de la race britannique. Il est même allé

jusqu'à imputer à M. Pease, président de la British and Foreign Anti-slavery Society, d'avoir, au Parlement, appelé l'attention sur le fait que l'Imperial British East African Company employait le travail servile et réalisait des bénéfices sur les marchandises apportées à la côte par des esclaves ; il a demandé si les quakers d'Angleterre avaient seulement contribué pour 12,000 pences au rachat de leurs frères esclaves noirs. « Si j'allais, » s'est-il écrié, « dans vos châteaux du nord de l'Angleterre, je pourrais vous fournir des preuves matérielles et visibles que les achats faits par vous, chaque année, de couteaux et de fourchettes à manche d'ivoire, de coupe-papier, de brosse, de miroirs, de porte-plumes, de billes de billard en ivoire, ont contribué plus que toute autre chose à enrichir les Arabes qui ont obtenu cet ivoire par le massacre de milliers d'indigènes et par la dévastation des régions les plus fertiles du globe. » M. Pease, qui s'était complètement abstenu lors de la discussion et du vote parlementaire sur les affaires de l'Imperial British East African Company, a dû réclamer contre l'imputation de Stanley. Puis, un simple ouvrier a appuyé cette réclamation en montrant que, malgré tous ses voyages et ses connaissances acquises, Stanley paraît ignorer que, depuis cent ans, les quakers travaillent à l'abolition de la traite ; sans doute leurs méthodes diffèrent de celles de Stanley, mais ils peuvent dire avoir travaillé avec autant de succès que celui-ci ; c'est à leurs patients efforts en particulier qu'est due la formation de l'opinion publique en Europe relativement à la traite et à l'esclavage. Il ressort des explications fournies par Stanley à ce sujet que les Zanzibarites de son expédition ont bien été loués de propriétaires d'esclaves, que la moitié de leur salaire a été payée à ces propriétaires, et qu'à Zanzibar les survivants sont bien rentrés en la possession de ces propriétaires.

Dans une proclamation faite à **Mombas**, M. Mackenzie, directeur de l'Imperial British East African Company, a déclaré qu'aucun indigène appartenant aux tribus qui ont fait des traités avec la Compagnie et dont les campements se trouvent à proximité de la côte sur laquelle s'étend le protectorat anglais, ne pourra être traité comme esclave. Il deviendra libre sans que son ancien maître ait droit à une compensation quelconque. Toutefois, il est bien entendu que la proclamation n'affecte pas le status de l'esclavage tel qu'il existe actuellement. — A la Chambre des Communes, sir J. Fergusson a dit que la Compagnie susmentionnée a fait beaucoup pour substituer le travail libre au travail servile dans sa sphère d'influence. Elle a mis de côté une portion du salaire dû à ceux qu'elle avait loués, afin de pouvoir les racheter. D'autre part,

M. W. Burdett-Coutts, membre du Parlement, a écrit aux journaux une lettre dans laquelle il expose que, « dans les territoires exploités par la Compagnie, les esclaves sont la propriété de leurs possesseurs, et qu'aussi longtemps que le gouvernement britannique n'a rien fait pour abolir la propriété en esclaves et appuyer cette abolition par la force des armes, les esclaves demeurent la propriété de leurs maîtres; il n'y a pas d'autre moyen de les libérer que de les racheter. Si le gouvernement lance une proclamation annonçant que tout individu se trouvant dans la sphère d'influence britannique est libre, il faut que des troupes lui soient fournies pour exécuter cette mesure. Mais un tel procédé soulèverait tous les sentiments traditionnels et une opposition à mort de la part des tribus indigènes. Tout le pays serait inondé de sang et dévasté, et l'on sèmerait des germes d'une opposition interminable. Les sommes qui jusqu'ici ont été payées pour racheter 1000 esclaves ont été non pas prélevées sur les fonds de la Compagnie, mais fournies par des contributions volontaires; une demande a aussi été adressée au gouvernement, qui a accordé à cet effet 20,000 francs. Toutefois, la grande masse des travailleurs sont encore esclaves. Comment faire pour obtenir le travail dont la Compagnie a besoin pour ses différentes opérations, et en même temps émanciper les travailleurs? Il serait beaucoup plus économique de suivre la coutume du pays et d'employer purement et simplement le travail des esclaves. Mais la Compagnie ne le veut pas; elle a adopté le plan élaboré par le major Lugard avec l'approbation du consul britannique à Zanzibar, qui consiste à mettre les esclaves à même de travailler en vue de leur libération. Au commencement de cette année-ci, une députation de plus de 1000 esclaves établis à Fulladoyo, à soixante kilomètres de Mombas, à l'intérieur, sont venus demander à l'administration de la Compagnie d'avoir pitié de leur sort. Leurs propriétaires les menaçaient de les attaquer; ils ne pouvaient ni travailler, ni bouger, ni sortir du pays, et couraient le risque de mourir de disette. Un seul moyen s'offrait de les libérer et de les mettre en état de se suffire à eux-mêmes. M. Mackenzie entama des négociations avec leurs propriétaires pour leur rançon, et paya à chaque esclave le prix de sa liberté, que celui-ci paya ensuite à son propriétaire. Dès ce moment, ils devinrent libres, toutefois avec l'engagement de travailler un certain temps pour la Compagnie, à prix réduit, jusqu'à ce que la somme payée pour leur rachat fût recouvrée. Ces hommes ne sont pas dépourvus du sens de l'obligation morale qu'ils ont contractée, et aucun d'eux n'a manifesté le désir de s'y soustraire. De bons travailleurs pourront s'en libérer en quatre mois. »

Le navire de guerre anglais *Conquest* a capturé une barque arabe portant quarante esclaves. — L'île de **Pemba** est complètement entourée par un cordon de navires croiseurs.

Les plénipotentiaires anglais à la **Conférence de Bruxelles** avaient proposé la création d'un grand bureau international investi d'une mission très large de contrôle et de surveillance relativement à l'exécution des engagements pris pour la répression de la traite. Plusieurs puissances y ont fait opposition ; mais leurs délégués se sont ralliés à une proposition plus modeste des plénipotentiaires belges, de créer à Bruxelles une simple succursale du bureau de renseignements de Zanzibar, chargée uniquement de transmettre aux puissances les données recueillies par celui-ci. Ce bureau, de caractère local, sera rattaché au ministère des affaires étrangères et dirigé par un fonctionnaire de ce département. Il a été décidé toutefois que, dans les protocoles, les plénipotentiaires exprimeront le vœu de voir établir à Bruxelles, — dès que cela paraîtra opportun, — le bureau international proposé par les Anglais. La proposition d'établir un autre bureau de renseignements sur la mer Rouge, à Djedda, port de la Mecque, pour y surveiller la traite, n'a été admise que facultativement, c'est-à-dire que l'engagement de le créer ne sera pas pris. Dans cette partie du débat, le représentant de la Turquie paraît avoir joué un rôle assez important.

A côté de la question de la restriction de l'importation des armes et munitions, ainsi que des spiritueux, une autre proposition a été faite à la Conférence par le président, tendant à ce que les États possédant des territoires dans le bassin du Congo soient autorisés à percevoir des droits *ad valorem* sur les produits importés de toute nature et de toute provenance. Les plénipotentiaires réunis actuellement à Bruxelles seraient envisagés comme les continuateurs naturels de ceux qui s'étaient assemblés à Berlin en 1884-1885, ayant qualité pour compléter et modifier l'œuvre de leurs prédécesseurs. Les délégués anglais ont chaudement appuyé la proposition ; le plénipotentiaire allemand l'a admise en principe, tout en réservant les instructions ultérieures de son gouvernement ; les représentants de la France, du Portugal et de l'Italie ont fait de même. La seule opposition est venue du délégué des États-Unis ; mais comme ceux-ci n'avaient pas signé l'Acte général de la Conférence de Berlin, cette opposition n'empêchera pas vraisemblablement la proposition d'être adoptée.

D'après le *Mouvement géographique*, des instructions ont été données aux postes de l'**État indépendant du Congo**, et plus spécialement

à ceux qui sont dans le voisinage de la station de l'Équateur, pour leur prescrire de donner la chasse aux canots chargés d'esclaves qui viennent de la Loulongo ou d'autres rivières, et qui se rendent dans l'Oubangi pour y vendre leur cargaison humaine, destinée aux anthropophages de cette rivière. Déjà un certain nombre de ces canots ont été saisis et leur cargaison libérée. Dans tout le pays, les esclaves commencent à savoir qu'il suffit, dans les stations occupées par les blancs, de venir embrasser le mât au haut duquel flotte le drapeau bleu, pour devenir bientôt homme libre. A Bangala existe un village de ces libérés, qui s'y marient et deviennent briquetiers, scieurs de long, charpentiers, chauffeurs au service de l'État ou des établissements de commerce.

Tout récemment, au confluent de la Loulongo et du Congo, le croiseur de l'État indépendant a arrêté une pirogue chargée de 27 esclaves, qui ont été libérés.

M. Hinck, ancien agent de l'État indépendant du Congo aux Stanley-Falls, a été désigné par le Comité de la Société anti-esclavagiste de Belgique pour prendre la direction de la **première expédition vers le Tanganyika** par le Congo. Il partira, avec un adjoint, au mois de juin, et compte établir un premier poste sur le haut Lomami. Le même Comité a commandé à la Société Cockerill un steamer destiné au transport et au ravitaillement sur le haut Congo.

---

#### PROPOSITION POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DANS LE BASSIN DU CONGO

Pendant que les représentants des puissances civilisées cherchaient ensemble les moyens les meilleurs d'arriver à la suppression de la traite, M. E.-J. Glave, un des lieutenants de Stanley, publiait, dans le journal américain *Century*, un article sur le même sujet, dans lequel il suggère un moyen qui nous paraît offrir des chances d'efficacité, au moins dans le bassin du Congo, auquel il limite son étude. Ses propositions ne concernent que l'immense région riveraine du Congo, qui s'étend de Stanley-Pool aux Stanley-Falls. Là, la traite est essentiellement l'œuvre des indigènes ; quoique Stanley ait trouvé des Arabes dans le bassin de l'Arououimi, que les agents de l'État indépendant du Congo aient été témoins de leurs déprédations le long du grand fleuve en aval des Stanley-Falls, et que le capitaine Wissmann ait constaté,

dans sa dernière traversée de l'Afrique, la dévastation, par les Arabes, de tout le territoire entre le Sankourou et le Lomami, cependant, comme le dit M. Glave, le problème, dans la plus grande partie de ce vaste bassin, ne se complique pas de l'élément arabe, plus intelligent, mieux organisé, plus redoutable en un mot, en tout cas moins sédentaire et par conséquent plus insaisissable.

Ce point posé, M. Glave énonce trois thèses, que sa longue expérience africaine lui permet d'affirmer péremptoirement, en ce qui concerne les tribus qui, dans cette région, se déciment mutuellement pour le service de la traite ;

1° Le commerce des esclaves ne s'y complique d'aucun fanatisme religieux quelconque ;

2° Les tribus y sont sans lien commun et divisées par des guerres incessantes de village à village, de famille à famille. Chaque village, de cinquante à soixante feux peut-être, est indépendant ;

3° L'indigène ne cède à aucun autre argument qu'à la force, la supériorité matérielle.

Ces trois points constituent une grande différence entre la position de la question dans le bassin du Congo, et la manière dont elle se présente dans l'est, en face du mahométisme et de la complicité qui rend solidaires les Arabes et leurs auxiliaires indigènes.

L'État indépendant du Congo a eu l'excellente idée d'établir, dans la région du cours supérieur du fleuve, deux camps retranchés pour arrêter l'invasion des Arabes et de leurs mercenaires les Manyéma. Les puissances devront conserver à cet obstacle toute sa force et toute son importance. Une fois ce boulevard emporté par l'invasion arabe dans le bassin inférieur, les difficultés de la suppression de la traite seraient centuplées.

A partir de l'embouchure du Congo jusqu'à Stanley-Pool l'esclavage existe, mais sous une forme adoucie, exclusivement domestique. M. Glave pense que l'on peut réserver à plus tard les réformes à faire dans cette région. Entre Matadi et Stanley-Pool va être créé un chemin de fer qui aidera à faire disparaître la traite. Ce serait du Stanley-Pool que les opérations pour l'abolition devraient partir, pour s'étendre à l'est jusqu'aux Stanley-Falls, sur un espace de 2400 kilomètres environ. Les frais n'en seraient pas très considérables, relativement aux milliers de vies humaines qui pourraient être sauvées.

Il suffirait, au dire de M. Glave, d'une demi-douzaine de canots à vapeur rapides, montés chacun par une vingtaine de soldats indigènes bien

choisis, et commandés par deux ou trois officiers européens accoutumés à la vie africaine et familiarisés avec les populations des rives du fleuve. Les officiers devraient être munis de pouvoirs étendus, leur conférant toute compétence pour agir au mieux de leurs lumières, même pour frapper un grand coup quand les circonstances l'exigeraient. En un mot, la police du fleuve et de ses abords devrait leur être remise, sans qu'ils eussent à rendre compte en détail de chaque opération, et surtout sans qu'ils eussent à attendre des ordres et des autorisations, quand une action immédiate viendrait à s'imposer.

Ces canots remonteraient et descendraient continuellement le fleuve. Leurs états-majors étudieraient avec soin les fluctuations de la politique locale; ils notifieraient aux notables de chaque village leur ferme volonté de mettre fin aux sacrifices humains, au cannibalisme, aux razzias de village à village. Il y aurait lieu de gagner le concours de quelques chefs influents et d'organiser, parmi les indigènes, une police secrète élémentaire. Tout village où, après avis donné, se continueraient les sanglantes cérémonies, serait attaqué, et brûlé s'il le fallait; les coupables en seraient exécutés. M. Glave qui connaît très bien le pays et ses habitants, ne doute pas que quelques exemples ne produisissent le meilleur effet.

Il y aurait aussi lieu d'établir des postes militaires à l'embouchure des tributaires du Congo, qui sont comme les chemins vicinaux par lesquels s'alimente le trafic des esclaves dont le fleuve est la grande route. A chacun de ces postes serait attaché un canot semblable à ceux que nous venons d'indiquer, et plus tard, des stations militaires devraient être établies au milieu des districts non riverains où la chasse aux esclaves règne habituellement.

M. Glave voudrait aussi qu'on rachetât les esclaves offerts en vente sur les marchés, et qu'on en fit des colons et des soldats, mais peut-être cela ne pourrait pas se faire sur une grande échelle et coûterait trop cher. Mais ce qui importe avant tout, c'est d'arrêter l'effusion du sang. Plus tard on pourra songer à l'abolition de l'esclavage lui-même.

Quelque vaste que puisse paraître au premier abord le projet de M. Glave, il n'est point cependant irréalisable. Une troupe de 300 ou 400 hommes, avec un état-major de 40 à 60 officiers blancs, y suffirait au début. Quant aux frais, M. Glave les évalue à un million ou un million et demi de francs par an. Ce ne serait pas payer trop cher les centaines de milliers de vies humaines sacrifiées chaque année avec des raffinements de cruauté révoltante. D'ailleurs, au bout de peu de temps ces frais diminueraient, par la force même des choses; et il ne s'écoule-

rait pas beaucoup d'années avant que les massacres eussent passé à l'état de souvenir. La prospérité, que la sécurité amène toujours avec elle, aurait converti les indigènes au nouvel ordre de choses en faisant appel à leurs intérêts.

Mais, où trouver le million et demi nécessaire pour couvrir les frais de l'entreprise proposée par M. Glave ? A ce sujet, un collaborateur de la *Gazette de Lausanne* suggère une idée qui n'est pas neuve puisqu'elle est empruntée au Sou missionnaire, dont on connaît le succès. Elle a d'ailleurs été déjà appliquée avant la guerre de Sécession et l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Pendant nombre d'années, l'institution du Sou missionnaire pour la libération des esclaves a existé au canton de Vaud, et a permis de procurer la liberté à beaucoup de ceux qui en étaient privés au delà des mers. Dans le cas qui nous occupe, elle pourrait fournir des résultats bien autrement grandioses, parce que l'appel s'adresserait à tous sans distinction de partis politiques ou de confessions.

Il ne serait pas impossible, avec une publicité intelligente, avec la collaboration de la presse, des ministres des divers cultes, des éducateurs, des associations philanthropiques de tout genre, de réunir, dans les deux mondes, un million et demi, voire deux millions de souscripteurs, qui s'engageraient à verser 10 centimes par mois, soit fr. 1,20 par an pour ce but essentiellement louable et humanitaire.

A côté de l'œuvre des puissances, et de celle que pourront poursuivre les sociétés privées anti-esclavagistes, la croisade des bourses, et des petites bourses, beaucoup plus nombreuses que les grosses, arriverait à des résultats pratiques, surtout si l'administration des fonds était remise à une Commission d'hommes connus, protestants et catholiques, libres penseurs, positivistes, peu importe, unis par un seul lien, l'amour de l'humanité et le désir de faire quelque chose pour elle. Pour rassurer les soupçonneux et ne pas effaroucher les susceptibilités nationales, ces hommes seraient pris dans tous pays; leur appel, point de départ de l'œuvre, traduit en toute langue civilisée, reproduit par les journaux, devrait s'adresser à tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ministres du culte, magistrats, instituteurs, membres de sociétés philanthropiques, ont quelque influence sur leurs semblables.

Le correspondant de la *Gazette de Lausanne* croit que les seules écoles primaires d'Europe et d'Amérique fourniraient la somme nécessaire. Si les résultats dépassaient le chiffre sus-indiqué, il y aurait certes, assez d'occasions pour utiliser le surplus, en élargissant le but. « Un

fait demeure certain, » ajoute-t-il, « c'est que l'heure du continent noir a sonné, que Dieu semble le présenter, à la fin de ce siècle, à la civilisation blanche, comme une conquête à faire; et puisqu'une grande rivière peut seule emporter des montagnes d'iniquités, il faut, suivant le proverbe, faire appel aux petits ruisseaux. Demandons-nous si le plan de M. Glave n'est pas, à tout prendre, le plan immédiatement pratique, parmi ceux qui ont préoccupé l'opinion publique; et si le *décime libérateur* ne pourrait pas, en une large mesure, en acheminer l'exécution. »

### BIBLIOGRAPHIE <sup>1</sup>

*D<sup>r</sup> Emil Holub.* VON DER CAPSTADT INS LAND DER MASCHUKULUMBE. Wien (A. Hölder), I Band. 1888, 1889, 1890, in-8°, 560 p. avec nombreuses illustrations et carte. L'ouvrage paraît à raison de 2 livraisons par mois. Prix de chaque livraison, 30 kr. — Avec la 18<sup>me</sup> livraison se termine le premier volume de cet important ouvrage. Ce voyageur conduit les lecteurs jusque dans le bassin du Zambèze. Dans le second volume, il franchit le fleuve et s'avance vers le nord dans la direction du pays des Ma-Choukouloumbé, inconnu avant lui. On pourrait difficilement trouver un récit de voyage présentant plus d'attrait que celui du D<sup>r</sup> Holub. La narration par elle-même est des plus captivantes; cette petite caravane de blancs et de nègres qui s'avance lentement à travers le Transvaal occidental et les pays de Khama et de Lo-Bengula, par Shoshong, le bassin du Makarrikarri et Panda-Ma-Tenka, en chassant et en étudiant le pays, est tout à fait intéressante à suivre dans ses pérégrinations. Le récit est si bien conduit et accompagné de tant de détails qu'on la voit parcourant cette vaste contrée et qu'on partage ses joies et ses souffrances. La douleur ne lui fut pas épargnée, car le premier volume se ferme sur deux tombes, celle de Spiral et de Karl Bukacz, brisés par la fatigue et la maladie.

À côté de ces épisodes navrants, ce livre fournit une description complète de la nature du pays, de sa flore et de sa faune, écrite de main de maître, car le D<sup>r</sup> Holub est un naturaliste consommé qui joint à son érudition un grand talent d'écrivain. Tout le monde, même les personnes peu initiées aux choses de la science, peut lire son ouvrage et en

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

retirer un grand profit. C'est une vaste contrée de l'Afrique australe, imparfaitement connue, qui est révélée dans sa nature intime, et il n'y a aucun doute que la seconde partie, qui permettra au lecteur de pénétrer dans la contrée située au nord du Zambèze, n'offre de plus grandes surprises encore et un intérêt plus puissant, si c'est possible. Les descriptions s'appuient sur d'excellentes et nombreuses illustrations admirablement choisies et sur une carte qui indique, avec tous les noms, la route suivie de Colesberg au bord du Zambèze. Nous espérons vivement pour le public de langue française que cet ouvrage sera traduit.

*Dr Freiherr von Dankelman.* MITTHEILUNGEN VON FORSCHUNGSREISENDEN UND GELEHRTEN AUS DEN DEUTSCHEN SCHUTZGEBIETEN. Berlin (A. Asher et C<sup>ie</sup>), 1890, in-8°, 28 p. et 3 cartes, 1 m. 70. — Bien que ce soit sur la côte orientale que la politique coloniale allemande s'exerce de la manière la plus ostensible, la publication de M. de Dankelman concerne principalement les districts de Togo et de Cameroun, attendu que c'est dans ces dernières régions que travaillent les voyageurs et les savants, tandis que sur la côte orientale ce sont jusqu'ici les soldats qui ont joué le principal rôle. Cette cinquième livraison, qui termine le second volume, consacre en premier lieu quelques pages émues à la mémoire du médecin-major Wolf, mort de la fièvre dans la colonie de Togo. A ce même territoire se rapportent plusieurs articles du premier lieutenant Kling sur divers points de géographie proprement dite. La partie relative au Cameroun, d'ailleurs assez courte, donne des nouvelles du Dr Zintgraff, du capitaine Kund et du lieutenant Morgen. Enfin la livraison se termine par des plans fort intéressants de quatre ports de la côte orientale où les armes allemandes ont brillé : Dar-es-Salaam, Bagamoyo, Pangani et Tanga.

*Edouard Gæbler.* DEUTSCHE KOLONIALKARTE AFRIKA UND DIE DEUTSCHEN SCHUTZGEBIETE IN DER SUDSEE  $\frac{1}{16000000}$ . Leipzig (Georg Lang), 1889, 1 m. 50. — Il s'agit ici avant tout d'une vue d'ensemble de l'Afrique coloniale et des colonies allemandes dans le monde. La carte est complète, mise à jour et d'une échelle suffisamment grande pour pouvoir porter beaucoup de détails. Le relief marqué en noir laisse un peu à désirer, mais les colonies indiquées par des couleurs bien tranchées se détachent très nettement. En outre, tout autour de l'Afrique, sont tracés les itinéraires des paquebots avec la durée du voyage. Des cartons donnent un tableau d'ensemble des colonies allemandes dans le monde

et des relations de l'Allemagne avec les pays d'outre-mer, un croquis des colonies allemandes en Océanie, enfin une reproduction, à une plus grande échelle, de quelques parties de la carte d'Afrique.

**LA CÔTE AFRICAINE D'ALEXANDRIE A TANGER.** Lille et Bruges (Société de Saint-Augustin) 1890, in-8°, 97 p., ill. 1 fr. — Dans ce livre, qui ne contient pas de nom d'auteur, la note religieuse domine. Il a été écrit par un ami des missions catholiques, qui mentionne avec empressement toutes les œuvres missionnaires, églises, écoles, hôpitaux, fondés dans les pays africains baignés par la Méditerranée. Il s'efforce de les faire connaître au public pieux et par là de stimuler son zèle à appuyer, par ses dons, les efforts des pionniers de la foi catholique. En parlant de chaque pays, de l'Égypte, de la Tripolitaine, de la Tunisie, de l'Algérie, du Sahara et du Maroc, il insiste sur les souvenirs sacrés qu'ils rappellent, sur l'histoire de l'Église dans ces contrées, ainsi que sur l'état présent des missions. Le caractère religieux de ce livre ne nuit pas à la description géographique. Sans entrer dans les détails de la nature physique, il cite les villes principales, les curiosités qu'elles présentent et, de temps à autre, les mœurs et coutumes des populations. De bonnes gravures faites d'après des photographies envoyées par les missionnaires illustrent ce petit volume.

*Ministerio da Marinha e Ultramar. COMMISSAO DE CARTOGRAPHIA.* Esboço do Curso do Zambeze  $\frac{1}{2000000}$ , 1889. — Cette carte fournit le cours inférieur du Zambèze, de Tété à la mer, sans s'étendre ni à gauche ni à droite de ce fleuve. On jugera du développement que lui donne son échelle par sa longueur totale qui ne mesure pas moins de 2<sup>m</sup>,50, tandis que l'espace qu'elle représente n'occupe qu'une faible portion des cartes ordinaires. La carte est dessinée avec le soin qui caractérise les travaux de la Commission portugaise de cartographie. Les montagnes y sont marquées en brun, les noms écrits en caractères faciles à lire, et le fleuve représenté par une large bande bleue parsemée d'espaces blancs indiquant les îles. Cette carte rendra de grands services aux bâtiments qui remontent le fleuve; toutefois elle n'est point définitive, car le contour d'un grand nombre d'îles, et même sur certains points la ligne du rivage fluvial sont indiqués en pointillé.

*Ministerio da Marinha e Ultramar. CARTA DA PROVINCIA DE MOÇAMBIQUE.* Lisboa (Commissao de Cartographia), 1889,  $\frac{1}{2\ 000\ 000}$ . — Les diffi-

cultés que le Portugal rencontre actuellement dans l'Afrique orientale, difficultés qui se résoudront, nous en avons la ferme espérance, suivant les règles du droit et de la justice, ont eu l'excellent effet d'imprimer une impulsion à sa politique coloniale et de le porter à répandre en dehors de ses frontières les résultats des travaux de ses voyageurs et de ses colons, jusqu'ici insuffisamment connus. La nouvelle carte à grande échelle que la Commission de cartographie vient de publier présente un grand intérêt. Au point de vue physique, comme au point de vue politique, elle est à jour : le cours du Zambèze, les lacs Chiroua, Nyassa et Bangouéolo sont dessinés d'après les derniers renseignements; le tracé de la future ligne de Lorenzo-Marquez à Prétoria y figure, ainsi que d'autres voies projetées. Quant aux limites du territoire de Mozambique, elles sont indiquées sur la base des traités et des réclamations du Portugal : au nord, elles suivent le cours de la Rovouma, puis coupent le Nyassa à la hauteur de Neata, et se dirigent vers le sud-ouest, sans toucher le bassin du Congo; du côté de l'ouest, la province de Zumbo s'arrête au cadre, mais doit se prolonger plus avant dans l'intérieur. Le pays des Ma-Tébélé est laissé en dehors du territoire portugais, mais une partie du Ma-Shona est indiquée comme faisant partie de la colonie portugaise. La carte est claire et commode à consulter, grâce aux couleurs différentes employées pour les provinces ainsi que pour les montagnes et les fleuves.

*François Charvériat. HUIT JOURS EN KABYLIE. À TRAVERS LA KABYLIE ET LES QUESTIONS KABYLES.* Paris (G. Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>), 1889, in-18, 290 p. 3 fr. 50. — L'auteur de ce livre, ancien professeur à l'École de droit d'Alger, enlevé jeune encore à la science, a parcouru l'Algérie dans tous les sens et particulièrement la Kabylie, où il n'a pas fait moins de onze voyages. Voulant fixer, pour lui-même et pour ses amis, les réflexions que l'étude de ce pays lui avait suggérées, il a pris pour cadre une excursion d'Alger à Bougie, par les montagnes, accomplie en juin 1887 en compagnie de M. et M<sup>me</sup> Robert. Son livre, dont il a laissé le manuscrit achevé et qui a été publié après sa mort par sa famille, est donc écrit sous la forme d'un récit de voyage dans lequel sont résumées les observations faites dans différentes explorations. Tous les grands problèmes relatifs à l'organisation coloniale, la propriété, l'impôt, la politique chez les Kabyles, l'instruction, la famille, la religion sont traités avec détails, et l'auteur présente sur ces questions importantes les vues d'un observateur impartial et sans parti pris, doublé d'un juriconsulte. On lira avec plaisir ce tableau souvent original d'une société

curieuse à étudier dans son organisation intime, et présenté sous la forme d'un récit de voyage déjà fort intéressant par lui-même.

*R. Andree und A. Scobel. KARTE VON AFRIKA.* <sup>1:1000000</sup>. Bielefeld und Leipzig (Velhagen und Klasing), 1890, m. 5. — La grandeur de l'échelle donne à cette carte, pour le cadre intérieur : 70 sur 80 centimètres. Malgré ces dimensions, elle n'est pas destinée à servir dans les écoles; c'est avant tout une carte de consultation; les noms y sont écrits très finement quoique lisiblement. Elle résume dans une grande synthèse toutes les découvertes récentes accomplies en Afrique; même les résultats du dernier voyage de Stanley y sont indiqués. Les auteurs de ce travail, MM. Andree et Scobel, bien connus du public scientifique, ont fait preuve d'un sens critique remarquable. Ils ne se sont pas bornés à consigner sur leur carte les renseignements fournis par les explorateurs. Ils ont contrôlé les documents fournis, utilisé les uns et rejeté les autres, de sorte que leur dessin est en même temps une interprétation et une coordination sérieuse des travaux dont l'Afrique a été le théâtre jusqu'ici. Au point de vue de l'exécution technique, la carte ne laisse rien à désirer; grâce à la teinte brune employée pour les montagnes, elle reste aussi claire que possible bien qu'elle soit chargée de noms. Aussi les géographes Schweinfurth et Kirchhoff peuvent-ils en recommander l'emploi à toutes les personnes qui désirent suivre jour par jour le mouvement de l'exploration et de la colonisation africaines.

#### **Supplément aux Nouvelles complémentaires.**

Le *Morning Post* a prétendu que la Société allemande de l'Afrique orientale a conclu un pacte avec le cardinal Lavigerie en vue de fermer l'Ou-Ganda au trafic anglais, et d'assurer aux missions françaises le monopole dans cette région. En réponse à ces assertions, Mgr Lavigerie a publié une lettre dans laquelle il affirme sur sa conscience et son honneur que la prétendue convention n'est qu'une odieuse invention imaginée pour tromper le public dans l'intérêt de quelque cause inavouable. Il rappelle encore que, contrairement aux assertions du *Morning Post*, le gouvernement britannique a exprimé récemment, par l'intermédiaire du gouvernement français, sa reconnaissance au cardinal, pour les services rendus par ses missionnaires à ceux de la Church Missionary Society, précisément dans l'Ou-Ganda.

---

**BULLETIN MENSUEL ( 7 juillet 1890<sup>1</sup> ).**

Tandis que les années précédentes, l'invasion des **criquets** s'était produite surtout dans la **province de Constantine**, cette année-ci c'est dans la province d'Oran, le Sersou, autour de Tiaret et de Boghari, que les acridiens ont éclos en nombre énorme. Déjà l'an dernier, MM. Trabut et Battandier, dans une excursion botanique faite au sud de la province d'Oran, en avaient signalé un foyer important, auprès d'Am-Sefra<sup>2</sup>. Mais il était difficile de les détruire dans cette région ; aussi ne tardèrent-ils pas à prendre leur développement complet ; des vols nombreux en furent observés et signalés par l'autorité militaire. Les principaux vols se portèrent du côté de Tiaret. Quoiqu'il fût presque humainement impossible de prévenir l'éclosion, les lieux de ponte étant disséminés dans une contrée déserte, accidentée, sans eau, où les difficultés de ravitaillement étaient énormes, la lutte fut entreprise avec énergie. Les appareils cypriotes furent installés, ici sur une longueur de 75 kilom., là sur 50 kilom., etc. ; 8000 hommes furent employés à la destruction des acridiens. On aura une idée de la masse des criquets de cette invasion, quand on saura que des fosses de 25<sup>m</sup> de longueur sur 2<sup>m</sup> de largeur et 1<sup>m</sup> 50 de profondeur en ont été remplies en moins d'une heure. La situation s'est améliorée ; la plus grande partie des récoltes a pu être sauvée.

L'ambassade des **chefs touareg** mentionnée dans notre dernier numéro doit venir de **Biskra** à Alger, puis à Paris, où elle est chargée de négocier, avec la France, un traité de paix durable, en même temps que de promettre de garantir la liberté de circulation du pays d'Air à Biskra, et du Soudan à Alger. Il paraît que ce qui a poussé les Touareg à faire cette démarche, c'est l'angoisse perpétuelle qui les oppresse depuis quelques années. Depuis le massacre de la mission Flatters, ils s'attendent sans cesse à l'apparition d'une colonne militaire envoyée pour les punir. Sous l'influence de cette obsession, ils n'osaient plus quitter leurs familles, ni fréquenter les marchés lointains, ni entre-

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

<sup>2</sup> Voyez les Cartes, III<sup>me</sup> année, p. 84 et 128.

prendre de grandes courses pour repousser les insultes de leurs ennemis ou châtier leurs serfs rebelles. Ils se seraient décidés à en finir avec la terreur qui les paralysait, et, pour cela, à envoyer au général La Roque, à Biskra, la mission susmentionnée présenter d'abord leurs excuses pour l'odieuse trahison dont, disent-ils, une tribu serve des Touareg s'est rendue coupable envers le colonel Flatters. On peut espérer que le traité que cette mission est chargée de négocier assurera la tranquillité du sud algérien.

Dans ces conditions, le vœu suivant, voté récemment par la quatrième Section du **Congrès colonial**, aurait quelque chance de se voir réalisé :

Considérant que l'Algérie doit rester maîtresse de son développement vers le Sahara et le Soudan, et que, dans l'état actuel des choses, une puissance étrangère, intervenant chez les Touareg, pourrait barrer à tout jamais aux Français la route du sud, le Congrès émet le vœu :

1° Que le réseau des chemins de fer stratégiques du Sahara algérien soit achevé dans le plus court délai possible ;

2° Qu'en particulier la voie ferrée de Batna-Biskra soit immédiatement prolongée jusqu'à Touggourt et Ouargla ;

3° Que des postes soient, le plus tôt possible, créés à Temassinim et à Amguig ;

4° Que la pénétration vers le Soudan soit simultanément poursuivie, d'une part, du Sénégal et du Niger vers la rivière de Sokoto, d'autre part, du Congo français vers le lac Tchad ;

5° Que l'exécution progressive du chemin de fer trans-saharien, considéré en principe comme indispensable, soit réservée pour le jour où l'établissement des Français dans le Sahara central et dans le Soudan sera assuré.

Le *Bosphore égyptien* a publié une lettre de **Souakim**, d'après laquelle les Anglais ont proposé à **Osman Digma** une association commerciale qui n'engageait en rien sa foi politique ; il s'agissait de vastes plantations de coton et de cannes à exploiter dans les régions voisines de Kassala dont on lui laissait le choix absolu. Une puissante Compagnie anglaise lui aurait fourni les fonds en le laissant maître absolu de l'exploitation. On ne lui demandait comme garantie que sa parole de tenter de pacifier complètement le pays et d'amener les tribus sous ses ordres à reprendre les relations commerciales avec Souakim. Bien qu'Osman Digma ait formellement renoncé à son rôle guerrier, il hésite à prendre des engagements avec les Anglais ; il sait que le gou-

vernement britannique est le véritable bailleur de fonds et qu'il n'a pas de surprise à craindre, mais on assure qu'il a engagé des pourparlers avec les Italiens de Massaouah qui, en échange de son concours, lui garantiraient la souveraineté sur une sorte de petit royaume indépendant qui aurait Kassala pour capitale et s'étendrait jusqu'aux rives du Bahad. Les Italiens l'aideraient « militairement » à chasser du Sennaar les derviches qui sont encore nombreux et puissants. En résumé, ce ne sont que des promesses en l'air, et les Anglais à Souakim ne désespèrent pas d'amener à composition leur ancien et toujours redoutable ennemi.

Le *Morning Post* ayant maintenu ses affirmations qu'il existe, entre le cardinal **Lavigerie** et la Société allemande de l'Afrique orientale, une entente pour exclure le commerce anglais de l'**Ou-Ganda**, et ayant ajouté qu'il existe une entente analogue entre lui et la Société portugaise contre la Société anglaise, le cardinal a adressé à l'Agence Havas une lettre d'où nous extrayons ce qui suit :

« Cette assertion n'est plus une simple erreur après le démenti formel que je lui ai déjà publiquement donné; c'est un mensonge, et il est impossible de se nuire davantage que le fait ainsi le *Morning Post* devant tous les lecteurs de bonne foi. J'affirme donc de nouveau, et cette fois, puisqu'il le faut, sur ma conscience et mon honneur de prêtre, que ces prétendues ententes de ma part, contre quelque société britannique que ce soit, sont d'odieuses inventions imaginées, sans doute, pour tromper le public dans l'intérêt de quelque cause inavouable. Chargé, par la S. C. de la Propagande, de la fondation des missions catholiques de l'intérieur africain, j'y ai envoyé et j'y envoie des missionnaires, partout où l'on m'en fait la demande. Il s'en trouve donc dans les territoires qui sont aujourd'hui sous l'influence de l'Angleterre, comme dans ceux qui se trouvent dans la sphère d'action de l'Allemagne, de la Belgique et du Portugal. J'ajoute que j'y ai toujours envoyé de préférence, lorsque j'en ai eu l'occasion, des missionnaires appartenant aux nations dont dépend chacune des diverses régions africaines. Je l'ai fait en particulier pour l'Allemagne et la Belgique. C'est l'esprit de notre œuvre, qui est de consacrer, autant que possible, les efforts de chacun de ses membres à aider, par la prédication de l'Évangile, sa patrie dans son œuvre de civilisation, en même temps qu'à servir les intérêts généraux de la religion et de l'humanité. Mais, en remplissant ainsi leur mission, nos missionnaires restent partout, d'après les instructions qu'ils reçoivent, absolument étrangers aux intérêts et aux vues des associations politiques ou commerciales, quelles qu'elles

soient. Il n'y a donc, je le répète, absolument rien de fondé dans ce que prétend le *Morning Post* sur notre entente avec la Société allemande ou la Société portugaise. Quant aux associations anglaises commerciales ou autres, je ne m'en suis jamais occupé que pour les employer, aux mêmes conditions pécuniaires que le reste du public, pour le ravitaillement matériel de nos missions et leur témoigner mes sympathies chrétiennes en Afrique, comme en Angleterre. C'est ce que le gouvernement britannique lui-même a cru devoir constater récemment, en me faisant exprimer, par l'intermédiaire du gouvernement français, sa reconnaissance pour les services que nos missionnaires ont rendus aux missionnaires anglais, *précisément dans l'Ou-Ganda.* »

Le capitaine Cecchi qui, il y a quelques années, a exploré le pays des Gallas, est actuellement à Rome. Avant d'y venir, il avait écrit d'Aden, où il remplit les fonctions de consul d'Italie, une lettre au professeur Della Vedova, secrétaire général de la Société italienne de géographie, pour donner une idée sommaire des explorations faites par le capitaine **Casati**, pendant les dix années de séjour non interrompu de ce dernier dans les régions du **haut Nil**, et aussi dans le bassin du Congo, car l'explorateur italien a vécu longtemps dans le pays des Mombouttou, de l'Ouellé, et plus au sud, dans le voisinage de la Nepoko, affluent de l'Arououimi. Avec Junker, il est le seul Européen qui, du Bahr-el-Gazal, se soit avancé si près de l'Équateur ; Miani, Piaggia, Schweinfurth, Lupton, Potagos, Bohndorff n'ont atteint que le 3° lat. N. C'est Casati qui a, le premier, avant Stanley, donné connaissance à Émin-pacha de l'existence de la fameuse montagne neigeuse du Rouwenzori. Pendant qu'il se trouvait dans l'Ou-Nyoro, à Giuaja, près de Kabrega, pour faciliter la correspondance entre la côte de Zanzibar et Wadelai, Casati a parlé à plusieurs reprises dans ses lettres de cette montagne, qu'il a fait connaître depuis lors à Stanley. Dans l'une de ces lettres, de Giuaja, 1<sup>er</sup> avril 1887, Casati signalait à Émin l'existence de cette montagne, connue sous le nom de Varincampanga, située au N.-E. du lac Ruitan (Albert-Edouard), habitée par des gens de la race des Vahongio, et en donnait l'itinéraire depuis Giuaja. Les études et les observations que Junker et Casati ont réunies dans cette vaste région et les publications qu'ils feront à leur sujet seront un événement géographique capital par la lumière qu'elles jetteront sur toute cette partie du continent africain, d'autant plus importante maintenant que Stanley vient d'accomplir sa merveilleuse traversée de l'Arououimi aux rives occidentales du Victoria-Nyanza. Le capitaine Cecchi rappelle que Casati, parti seul, sans escorte

armée, avec les ressources les plus limitées et un bagage restreint à quelques instruments et objets de campement, a réussi à accomplir un des voyages les plus importants, et il conclut que la postérité admirera mieux encore dans le courageux explorateur un pionnier de la civilisation.

Les *Missions d'Afrique* publient une lettre de **Mwanga**, roi de l'**Ou-Ganda**, à Mgr. Lavigerie, d'où nous extrayons ce qui suit : « Je vous écris pour vous informer de mon retour dans mon royaume. Vous avez appris que lorsque les Arabes m'eurent chassé, je me sauvai dans l'Ou-Koumbi. Mgr. Livinhac et ses missionnaires me traitèrent avec bonté. Après quatre mois, les chrétiens m'envoyèrent chercher. Nous nous sommes battus pendant cinq mois. Dieu nous a bénis et nous avons triomphé des Arabes. Maintenant, je vous en supplie, daignez nous envoyer des prêtres pour enseigner la religion de Jésus-Christ dans tout le pays d'Ou-Ganda. Je vous demande aussi des enfants connaissant les remèdes, comme ceux qui sont allés à Oudjidji. Quand ils arriveront chez nous, je leur donnerai une belle place. J'ai appris que notre Père le pape vous a envoyé traiter avec les grands de l'Europe pour faire disparaître le commerce des hommes en Afrique. Et moi, si les blancs veulent bien me donner la force, je puis les aider un peu dans cette œuvre et empêcher le commerce des hommes (des esclaves) dans tous les pays qui avoisinent le Nyanza. »

La Société allemande de missions protestantes dans l'Afrique orientale ayant été informée que des Bénédictins avaient l'intention de s'établir à **Dar-es-Salam**, en a donné communication au ministère des affaires étrangères de l'empire allemand. Celui-ci a chargé le consulat d'Allemagne à Zanzibar de rappeler au chef de la mission des Bénédictins que le projet n'était pas conforme aux conventions arrêtées entre les missions protestantes et catholiques, d'après lesquelles chacune des deux missions doit restreindre sa sphère d'action au territoire à elle assigné. Nous ignorions l'existence de ces conventions, qui répondent tout à fait à notre désir de voir les sociétés missionnaires renoncer à envoyer des agents là où d'autres missionnaires sont déjà à l'œuvre, et choisir, pour leurs champs de travaux, des territoires où ne puissent pas se produire les rivalités confessionnelles.

Pendant que Stanley parcourait l'Écosse, excitant l'opinion publique contre le gouvernement trop disposé, à son gré, à céder aux prétentions allemandes dans l'**Afrique orientale**, lord Salisbury négociait directement avec le représentant de l'Allemagne à Londres, le comte de

Hatzfeld, un **projet de convention** préparé déjà par les pourparlers entre MM. Percy Anderson et le Dr Kräuel, à Berlin, et, au grand étonnement du public européen, et des Anglais aussi bien que des Allemands auxquels des interpellations dans les Parlements avaient pu faire croire que ces pourparlers n'aboutiraient pas, la convention suivante était communiquée aux Chambres anglaises et allemandes. Nous nous bornons aujourd'hui à en indiquer les données géographiques, comptant y revenir dans un prochain numéro, lorsque les divergences qui existent entre le texte anglais et le texte allemand auront été expliquées, et que la discussion parlementaire aura montré si les différentes stipulations de la convention sont acceptées par les deux parties.

Ceux de nos lecteurs qui possèdent la carte que nous avons publiée, VIII<sup>me</sup> année, p. 92, d'après la convention anglo-allemande du 1<sup>er</sup> novembre 1886, comprendront plus facilement ce que deviendra la géographie politique de l'Afrique orientale intertropicale si l'arrangement actuel est ratifié. L'Allemagne transfère à l'Angleterre son protectorat sur Witou et le pays des Somalis au nord du territoire considéré jusqu'ici comme sphère des intérêts anglais. Celle-ci s'étendra au nord-ouest du Victoria-Nyanza embrassant l'Ou-Ganda et l'Ou-Nyoro, mais sera limitée au sud par une ligne suivant le premier degré de latitude méridionale, à partir de la rive orientale du lac Victoria jusqu'aux frontières de l'État indépendant du Congo en contournant au sud du mont Mfoumbiro ; puis, la limite occidentale de la sphère d'influence allemande atteindra l'extrémité septentrionale du Tanganyika, d'où, jusqu'à l'autre extrémité, elle sera formée par la ligne médiane de cette mer intérieure au confluent du Kilambo ; de là, la frontière suivra une ligne formée par la route Stevenson jusqu'au confluent du Rikourou au nord-est du lac Nyassa, enfin, de ce lac aux sources de la Rovouma qui formera la limite méridionale du territoire allemand. Dans les deux sphères d'influence, les missions jouiront de la liberté absolue de culte et d'enseignement ; le trafic pour les nationaux et le transit pour les marchandises des deux nations sera libre de toute taxe. Les nationaux de l'un des contractants jouiront, dans la sphère d'influence de l'autre, des mêmes droits en ce qui concerne l'établissement et le commerce que les ressortissants du pays dans la sphère d'influence duquel ils se trouvent. L'Angleterre usera de tout son pouvoir pour amener le sultan de Zanzibar à céder à l'Allemagne les territoires de la côte donnés à bail par lui à la Compagnie allemande de l'Afrique orientale. Dans ce cas, l'Allemagne payera au sultan une redevance pour le dédommager de la perte du produit

des douanes. D'autre part, l'Allemagne consent à ce que l'Angleterre place sous son protectorat le sultanat de Zanzibar, à l'exception de la bande côtière affermée à la Société allemande de l'Afrique orientale.

Nous examinerons plus tard les stipulations concernant les territoires des sphères d'influence de l'Angleterre et de l'Allemagne dans l'Afrique sud-ouest et à la Côte d'Or. Pour aujourd'hui, et afin que nos lecteurs comprennent la situation dans laquelle ces deux puissances se trouvent à l'égard de la France, nous donnerons encore, en ce qui concerne le protectorat projeté de l'Angleterre sur Zanzibar, l'acte international, conclu le 10 mars 1862 entre la France et la Grande-Bretagne, pour la garantie réciproque de l'indépendance des sultans de Mascate et de Zanzibar :

Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande prenant en considération l'importance qui s'attache au maintien de l'indépendance du sultan de Mascate, d'une part, et du sultan de Zanzibar, de l'autre, ont jugé convenable de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance de ces deux princes.

Les soussignés, ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur des Français et ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté britannique près la cour de France, étant munis de pouvoirs à cet effet, déclarent en conséquence, par le présent acte, que leurs dites Majestés prennent réciproquement l'engagement indiqué ci-dessus.

En foi de quoi les soussignés ont signé en double la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 10 mars 1862.

E. THOUVENEL.      COWLEY.

Cet engagement réciproque du 10 mars 1862 a été respecté de tout temps par les deux parties et confirmé le 27 novembre 1886 par une note de lord Lyons à M. de Freycinet ; voici la traduction du passage le plus important :

L'Allemagne s'engage à adhérer à la déclaration signée par la Grande-Bretagne et la France le 10 mars 1862 au sujet de la reconnaissance de l'indépendance de Zanzibar.

La réponse de M. de Freycinet à l'ambassadeur d'Angleterre n'est pas moins catégorique :

Paris, le 8 décembre 1886.

Monsieur l'ambassadeur,

Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre du 27 novem-

bre dernier, que le gouvernement de Sa Majesté britannique et le gouvernement impérial d'Allemagne étaient arrivés à une entente au sujet de la délimitation du sultanat de Zanzibar, et vous m'avez transmis une note indiquant, d'une part, les points sur lesquels ces deux puissances reconnaissent la souveraineté du sultan, *et constatant, d'autre part, l'adhésion du 10 mars 1862, par laquelle la France et l'Angleterre ont reconnu l'indépendance de Zanzibar.*

Le gouvernement de la République a examiné le projet qui lui a été soumis, et j'ai l'honneur de vous annoncer qu'il n'y fait point d'objection.

DE FREYCINET.

Aussi longtemps que les rapports internationaux seront régis par des conventions signées par plusieurs puissances, les États signataires d'un document comme celui que nous venons de rappeler, ne pourront, nous semble-t-il, modifier l'état de choses auquel il s'applique sans s'être mis d'accord entre eux. Il nous paraîtrait bien difficile d'affirmer que la convention actuelle, par laquelle l'Angleterre recevrait le protectorat du sultanat de Zanzibar, tandis que la bande côtière serait cédée à l'Allemagne, respecte l'indépendance du sultan de Zanzibar.

Un correspondant du *Temps* écrit à ce journal, de Tananarive, que, par décision de la reine « les mines d'or de **Madagascar** ont été ouvertes à l'exploitation pendant un laps de temps fixé provisoirement à cinq mois; les 400,000 hommes libres de l'Imerina sont admis à laver les sables aurifères à la seule condition de donner chacun, à titre de tribut personnel, le poids de 27 grammes de poudre d'or; tout ce qu'ils extrairont au-dessus de ce poids leur sera racheté par le gouvernement au prix de 1 fr. 85 cent. le gramme. L'ouverture des mines est un événement considérable, on pourrait presque dire que c'est une révolution. Jusqu'à ce jour, la recherche des minéraux précieux était légalement punie de mort; mais cette loi n'inspirait plus qu'une crainte relative, et le commerce frauduleux de l'or se pratiquait sur une vaste échelle, car les Malgaches prenaient, pour s'y livrer, de si grandes précautions, que les pouvoirs publics étaient impuissants à l'empêcher. Les concessions Suberbie et Talbot, auxquelles le gouvernement est intéressé dans des proportions exorbitantes, moyennant la fourniture gratuite de la main-d'œuvre, l'exploitation par l'État de certains gisements aurifères par la corvée, rendent d'ailleurs toute surveillance inefficace; les ouvriers, ne recevant de salaire ni du concessionnaire, ni du gouvernement, volent le plus d'or qu'ils peuvent, et lorsque leur temps de corvée est terminé,

ils se mettent à la recherche de mines ignorées qu'ils exploitent clandestinement. Inutile de dire que les acheteurs ne manquent pas, à tel point qu'il y a deux mois, il a été exporté officiellement, par le port de Majunga, à destination de Zanzibar, 25 kilog. de poudre d'or, mais qu'en réalité, le navire en a débarqué 250 kilog. Rainilaiarivony, avec sa sagacité et sa prudence habituelles, a voulu faire tourner au profit de la couronne le commencement de *fièvre de l'or* qui s'est emparée peu à peu du pays. Dans le kabary où il a informé les chefs du peuple de la résolution adoptée par la reine, il n'a parlé que des avantages que retirerait la fortune publique d'une exploitation régulière, mais il est certain que le premier ministre a d'autres idées; qu'il caresse surtout l'espoir que des richesses inconnues seront divulguées et que la part réservée à la reine lui permettra de rembourser l'emprunt et de reprendre les revenus des douanes qui constituent la seule ressource régulière de la couronne. Rembourser l'emprunt, voilà ce que veut le premier ministre, et, pour y parvenir, il est prêt à tous les sacrifices. C'est à cet effet qu'il avait accepté le traité Kingdom, qui lui procurait 15 millions comptant et 7 millions  $\frac{1}{2}$  à terme, mais cette opération ne paraissant pas avoir grand succès en Angleterre, ce dont il n'est pas fâché au fond, il a pris la détermination d'ouvrir les mines. Rainilaiarivony et son fils Rainiharivony se mettent à la tête des travailleurs; la reine elle-même, accompagnée de toute sa cour, parcourra le pays, faisant appel au loyalisme et au dévouement de ses sujets. S'ils réussissent à provoquer l'enthousiasme populaire, ainsi qu'ils l'espèrent, c'est, croient-ils, 30 millions au moins qui entreront dans les caisses de l'État. »

Jusqu'ici nous n'avions guère eu, sur les événements du **Chiré**, que des renseignements de sources anglaises — les quelques détails fournis par le capitaine Trivier ayant été très succincts. Aujourd'hui, l'*Indépendance belge* publie les informations qu'un de ses correspondants de Lisbonne lui a adressées à la suite d'une entrevue avec le major **Serpa Pinto**, rentré en Portugal. Notre impartialité nous fait un devoir de donner à nos lecteurs le récit de source portugaise :

Serpa Pinto avait été chargé d'organiser l'expédition qui devait étudier le tracé d'un chemin de fer le long des rapides du Chiré. Arrivée au pays des Ma-Kololo, qui fait partie d'un des prazos de la couronne du Portugal, l'expédition s'est trouvée brusquement arrêtée, les Ma-Kololo, obéissant à des influences anglaises, lui notifiant leur intention de l'attaquer si elle tentait de s'engager dans l'intérieur. Ces influences anglaises émanaient, le major Serpa Pinto l'affirme, de la mission écos-

saise de Blantyre. Serpa Pinto n'avait, en ce moment, avec lui, que 500 *landins*<sup>1</sup> armés de fusils. Voyant l'impossibilité de poursuivre sa marche dans un pays soulevé contre lui, le major Serpa Pinto rebroussa alors chemin et retourna à Quilimane. Voulant assurer, à tout prix, le succès de l'expédition d'études, il réorganisa son escorte ; en moins de quinze jours, il faisait une levée de 6000 hommes, qu'il aurait pu porter à 50,000 s'il l'avait jugé nécessaire, dit-il. Ses forces une fois constituées, il donna le signal de la marche vers l'intérieur et, le 11 novembre, arrivait à Mupassa (dans le praso Massingiri) en aval du confluent du Ruo et du Chiré. Il n'avait, ce jour-là, avec lui qu'une avant-garde de 700 hommes sur la rive gauche du Chiré et 300 hommes sur la rive droite, le tout appuyé d'une mitrailleuse et d'une pièce de campagne. Les Anglais, sachant que les forces portugaises allaient se concentrer dans la région, poussèrent les Ma-Kololo à attaquer la première colonne, avant que l'expédition ne se trouvât au complet. Les indigènes ont obéi à ces instigations. Ils étaient au nombre de 12,000 à 14,000 hommes bien armés. Complètement défaits, il leur a fallu battre en retraite, tandis que le major Serpa Pinto, ayant enfin concentré tous les détachements de son expédition, avançait et s'emparait de Chilomo, au confluent du Ruo et du Chiré. Il avait alors six mitrailleuses et quatre pièces d'artillerie. Dès lors, les résistances des indigènes étaient condamnées à l'insuccès. Tout le pays des Ma-Kololo a été successivement reconquis, ainsi que les autres territoires des *prazos* portugais. Il en a coûté aux Portugais une perte de six hommes. Les Ma-Kololo ont eu 400 morts et blessés. — Quant aux fameux drapeaux anglais dont il a été tant parlé et que les Portugais auraient si insolemment outragés, voici, d'après le major Serpa Pinto, l'exacte vérité :

Ces soi-disant drapeaux britanniques, de provenance anglaise — il ne le conteste pas — étaient de simples haillons de calicot distribués par la Compagnie des lacs aux Ma-Kololo, comme fétiches contre lesquels tout le pouvoir des Portugais s'écroulerait infailliblement. Il n'avait pas été question du symbole national que pouvaient représenter ces morceaux de toile, et si les Portugais se sont emparés de ces prétendus drapeaux, ç'a été uniquement parce que les Ma-Kololo, croyant au pouvoir surnaturel de ces fétiches, les avaient placés en tête de leur colonne. Il s'agissait uniquement de détruire une superstition. Convaincus de l'inutilité de leurs efforts après la capture de ces amulettes, tous les indigènes se

<sup>1</sup> Natifs de la région au sud du Zambèze inférieur.

sont soumis et ont repris les travaux agricoles qu'ils avaient interrompus pour faire la guerre. Nombre d'entre eux sont venus même offrir leurs services à l'expédition d'études du chemin de fer, et ont travaillé pour elle. Quant au major Serpa Pinto, une fois la campagne terminée, il a occupé tous les points stratégiques du Chiré jusqu'à Katunga et est rentré à Mozambique.

La Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie vient de décider l'envoi en Afrique d'une importante expédition composée de sept Européens et chargée de chercher la solution des derniers problèmes géographiques qui restent à résoudre dans la **région des sources du Congo** et dans celle où se réunissent en un lac les trois grandes branches supérieures du fleuve: le Loualaba, le Louapoula et la Loukouga. Il s'agit de la partie de l'État indépendant située au sud-est, où se trouvent les lacs Tanganyika, Moëro et Bangouéolo, et parsemée, du sud au nord, de toute une série d'autres lacs plus petits, parmi lesquels ceux de Lohemba et d'Oupamba. Tous ces lacs constituent les réservoirs du haut Congo. Cette région, connue sous le nom d'Ou-Roua dans sa partie septentrionale et de Katanga dans sa partie méridionale, a été traversée par Cameron, Capello, et Ivens et explorée plus longuement par Reichard; le missionnaire Arnot est établi depuis quelques années à Moukourrou, près de la Loufira, affluent du Loualaba. L'expédition sera dirigée par M. Alexandre Delcommune. Elle quittera l'Europe au commencement de juillet, sera réunie, vers la mi-septembre, au Stanley-Pool où elle s'embarquera sur le steamer le *Roi des Belges*, de la Société du haut Congo, et, par la voie du haut fleuve et du Lomami, elle gagnera le point terminus de la navigation. Là commencera l'exploration pédestre. Elle durera de douze à dix-huit mois.

Le Dr **Zintgraff** a rendu compte à la Société de géographie de Berlin de son exploration entre le **Cameroun** et le **Bénoué** en 1888-1889. En voici les traits principaux. Les préparatifs de son expédition furent commencés en août 1887; au mois d'octobre, il partait de Hambourg avec M. Zeuner, et en décembre sa caravane, au Cameroun, était prête à se mettre en marche. M. Zeuner remonta le Moungo, avec la moitié des hommes, tandis que le Dr Zintgraff faisait le tour du mont Cameroun pour gagner le village de Koumba<sup>1</sup> qu'il atteignit le jour de Noël; son compagnon d'exploration y était arrivé la veille. Les coups des haches allemandes retentirent pour la première fois dans les forêts

<sup>1</sup> Voyez la Carte VII<sup>me</sup> année, p 188.

du Lac des Éléphants, le 1<sup>er</sup> janvier 1888. Six semaines plus tard, la station de Balombi était fondée. De là, des expéditions furent chargées d'explorer cette région; l'une eut à reconnaître le pays de Batom, au nord de Balombi, en passant à Skiliwindi, où précédemment le Dr Schwarz avait dû rebrousser chemin devant une troupe belliqueuse de chasseurs d'éléphants. Une autre expédition se rendit en juillet au pays de Banyang, où elle reçut des renseignements sur les Haoussa. Des esclaves, appartenant à des propriétaires habitant à quelques jours de distance, parlèrent d'un pays où les gens se nourrissent de riz et montent des chevaux. Le 1<sup>er</sup> janvier 1889, le Dr Zintgraff revint à Banyang, avec une expédition plus forte, pour pénétrer dans les pays haoussa; au mois d'avril, il atteignit Bali, dont le roi, de même que celui de Banyang, se montra très soupçonneux; mais le sangfroid des blancs l'engagea à les laisser poursuivre paisiblement leur chemin. A Takoum, ils constatèrent le passage de voyageurs blancs, et à Donda, celui de l'expédition Flegel. M. Mac Intosh, représentant d'une Compagnie anglaise, lui envoya des vivres à Wukari. A Bakoungi, il rencontra un chef haoussa que Flegel avait autrefois amené à Berlin. Il poussa jusqu'à Yola, d'où il commença sa marche de retour. Passant par Gasinka, Sambo et Aschakou, il revint à Takoum et aux monts Bamnougou à 1600<sup>m</sup> d'altitude, où le froid, la foudre et la grêle firent courir de grands dangers à l'expédition. Seize indigènes succombèrent, et beaucoup d'autres furent quelque temps en danger de mort, mais finirent par recouvrer la santé. Lorsqu'ils arrivèrent à Bali, les natifs de la localité furent très étonnés, n'ayant jamais cru que l'on pût revenir vivant du pays des Haoussa redoutés. Le roi Garega conclut l'alliance du sang avec le Dr Zintgraff, et lorsque celui-ci, au bout d'un séjour de six semaines, se remit en route, le jour de Noël 1889, le roi l'accompagna à une assez grande distance avec son armée.

Le terrain s'élève graduellement de la côte jusqu'à Balombi, à environ 320<sup>m</sup>; là commence la région herbeuse qui s'étend jusqu'aux monts de Batom. Dans la vallée de Bia sont des forêts vierges et des jungles; le pays herbeux a très peu d'arbres par suite de fréquents incendies. Dans le pays de Bali, les montagnes sont arrondies au sommet; dans l'Adamaoua, il y a plus de rochers abrupts avec des pics de 100<sup>m</sup> de haut. Le gibier n'est pas très abondant, toutefois l'on trouve encore des troupes d'éléphants; dans le Wouri, il y a des hippopotames; dans les pâturages de l'Adamaoua, se rencontrent des antilopes par troupes de 40 à 50 têtes, ainsi qu'une petite espèce de buffles. Le pays entre Takoum et

Bafout est riche en gibier, ainsi qu'en léopards, en hyènes et en lions. Parmi les singes, on remarque surtout le chimpanzé et un grand singe nocturne. Les serpents sont rares; les oiseaux, nombreux, surtout les perroquets, les poules de Guinée et un grand pigeon de forêts. Le poisson surabonde dans les rivières; on le prend au filet ou au moyen de barrages. Des tribus entières prennent part à la chasse, pour laquelle on entoure de filets de grandes étendues de pays; tous les fauves que l'on réussit à y faire entrer sont impitoyablement abattus. Dans l'Adamaoua, on creuse des fosses, au fond desquelles sont plantés des fers de lances empoisonnés. Ces fosses ne sont pas sans danger pour les hommes, car généralement elles sont creusées près des chemins. Dans l'intérieur, on trouve en abondance des animaux domestiques, que les nègres de la côte achètent aux indigènes des forêts. L'Adamaoua est renommé pour ses bœufs à bosse grasseuse, pour ses moutons et ses chèvres à crinière. A Yola, un bœuf en pleine croissance coûte six mares. Comparés aux habitants de la côte, les indigènes de l'intérieur se distinguent avantageusement par leur vie plus libre; les hommes sont très grands, et ont conscience de leur vigueur. Ils se tatouent en bleu, comme les nègres de la côte. A Balombi, hommes et femmes sont très fiers de leur habileté à se coiffer; dans l'Adamaoua, les hommes se rasant la tête, et les femmes portent des chignons d'une hauteur énorme. A la naissance des enfants, on soumet leur cerveau à une pression qui donne à leur tête une forme allongée; cette coutume ne paraît pas avoir de fâcheuse influence sur leurs facultés mentales, car ce sont les nègres les plus intelligents que le Dr Zintgraff ait rencontrés. Quoiqu'ils aient la vue longue, cependant ils ne distinguent pas bien les couleurs: ainsi, dans l'arc-en-ciel, ils n'en perçoivent que trois, et si un nègre leur dit que lui en voit quatre, ils lui reprochent de mentir, « les blancs seuls, » disent-ils, « pouvant en apercevoir autant. » Le Dr Zintgraff a donné des exemples remarquables de l'endurance des nègres; par exemple, un homme dont l'estomac avait été percé d'une balle, au point que le chyle sortait par la blessure chaque fois qu'il bougeait, luttait encore avec ses compagnons pour sa part de butin. Des gens qui avaient reçu des balles dans le gras de la jambe firent encore de longues marches.

M. le capitaine Brosselard Faidherbe, récemment rentré en France, de la côte occidentale d'Afrique où il a rempli les fonctions de commissaire délégué du gouvernement français, chargé de délimiter, avec le commissaire portugais, les frontières des possessions respectives des deux pays, a fait récemment, à la Société de géographie de Paris, une

communication du plus haut intérêt sur la **région de la Casamance**. Il a présenté un rapide historique de l'ancienne colonisation portugaise et fait voir, en projections, les photographies des métis et des colons modernes dont les enfants issus de mulâtresses sont blancs et blonds comme de purs Européens. Le voyageur a fait ressortir l'avenir des immenses plantations de cacao, café, cocotiers tentées dans le delta de la Casamance, si favorable aux entreprises agricoles qu'on peut la comparer, non sans raison, aux territoires les plus productifs de l'Amérique et des Indes, et a fourni quelques renseignements sur la récolte du caoutchouc, dont il a fait voir des échantillons récoltés par divers procédés dans les forêts de la région. Il a terminé en prédisant le plus grand avenir à une région qui présente tant de ressources au point de vue commercial et industriel, qui est habitée par une population bien douée et particulièrement apte aux travaux de l'agriculture, sillonnée par un réseau navigable de marigots dont le développement atteint 1500 kilomètres au minimum, et située à quelques heures du grand port de Dakar, le meilleur de cette partie de la côte d'Afrique.

Le *Journal officiel du Sénégal et dépendances* a publié un traité signé par le gouverneur du **Sénégal** et par le chef du **Oualo supérieur**, aux termes duquel : le gouvernement français, dans un esprit de bienveillance et d'amitié pour les gens du Oualo, renonce à gouverner et administrer directement leur pays; dès lors, les cantons actuels de Khouma, N'Diangué et N'Der, avec la rive orientale du lac Merinaghen ou Paniéfoûl, formeront une province indépendante placée sous le protectorat et la suzeraineté de la France et désignée sous le nom de Oualo supérieur. Le chef de cette province renonce, de son côté, à percevoir des droits sur les troupeaux des Wolofs et des Peuls fixés dans le pays ou de passage; les Peuls peuvent devenir propriétaires de la terre dans les mêmes conditions que les Wolofs; la France se réserve la propriété du territoire entourant le poste de Richard-Toll, ainsi que du poste et du village de Dagana. En cas de décès, le chef du Oualo supérieur sera choisi et nommé par le gouverneur du Sénégal.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Dans son rapport sur sa mission en Algérie et en Tunisie, M. le professeur Hœckel constate la prospérité constante de ces colonies françaises, et conclut en disant que l'Allemagne devrait s'estimer heureuse si elle avait deux colonies comme l'Algérie et la Tunisie.

Le général dal Verme a reçu du gouvernement italien la mission de déterminer, d'accord avec les fonctionnaires égyptiens, une ligne militaire défensive de démarcation, sur la base de la convention conclue entre lord Salisbury et M. Crispi. Cette ligne part d'un point entre Souakim et Massaoua et se dirige vers l'intérieur. Dans le cas où les mahdistes feraient un mouvement en avant, chaque nation saurait jusqu'où s'étend sa sphère d'action.

D'après la *Correspondance politique*, lord Wolseley aurait la mission d'ouvrir des négociations avec les Soudanais, pour obtenir d'eux la réouverture de la route commerciale de Souakim à Khartoum par Berber. Comme la plupart des tribus du Soudan sont fortement éprouvées par la famine et les maladies, on espère qu'elles se montreront disposées à entrer en négociations avec l'envoyé d'Angleterre, le mahdi ne comptant, paraît-il, plus que peu de partisans, et sa résistance ne devant plus être prise sérieusement en considération.

Une assemblée comptant un grand nombre de personnalités haut placées a eu lieu à Londres, à Mansion House, sous la présidence du duc de Fife, gendre du prince de Galles. Elle a décidé de faire un appel au public pour réunir les fonds nécessaires à l'équipement d'un vapeur destiné à naviguer sur le Victoria-Nyanza.

D'après le *Mouvement géographique* de Bruxelles, Tipo-Tipo a quitté, le 20 avril dernier, sa résidence des Stanley-Falls pour Nyangoué et Zanzibar. Il se rend dans cette dernière ville pour s'y embarquer et entreprendre le pèlerinage de La Mecque.

Le premier navire de guerre construit en France pour le gouvernement malgache est arrivé en rade de Tamatave, le 15 avril, portant le pavillon de la reine de Madagascar.

M. Marianno Carvalho, accompagné de plusieurs officiers civils et militaires, a été chargé d'une expédition politique et scientifique à Mozambique.

Le lieutenant Valadin, de la marine portugaise, a été massacré, près du lac Nyassa, par les Ma-Kololo, avec 150 soldats indigènes de son escorte.

Le Volksraad du Transvaal a décidé de relier Prétoria au Vaal par un chemin de fer qui sera la continuation de celui venant de la baie de Delagoa.

L'accroissement de la population dans certaines parties du Transvaal, par suite de l'exploitation des mines d'or, a causé un renchérissement considérable sur toutes les choses nécessaires à la vie. A Johannesburg, les maisons, construites en fer, en briques et en toile, coûtent de 8 à 10,000 francs de loyer annuel. Une chambre se paie de 2 à 300 francs par mois. La bouteille de bière y coûte 5 francs; un petit pain, 30 centimes; une livre de beurre, 10 francs; une livre de sucre, 1 fr. 25; une livre de farine, 1 fr. 50; une livre de pommes de terre, 1 fr. 50. La viande seule y est à bon marché. On la paie de 1 fr. à 1 fr. 25 la livre. Une plante de salade est difficile à avoir, même en la payant 1 fr. 50.

M. Lionel Dècle est chargé d'une mission dans l'Afrique australe et orientale à l'effet d'y étudier, au point de vue anthropologique et ethnographique, les diverses races indigènes, et d'y recueillir des collections scientifiques destinées au gouvernement français.

M. de Contouly, consul de France au Cap, a été envoyé en mission auprès du président de la République de l'Orange, M. Reitz. Celui-ci a manifesté le désir de conclure avec la France un traité d'amitié et de commerce.

La ligne télégraphique du sud de l'Afrique a été ouverte jusqu'à Mafeking, dans le Be-Chuanaland. Elle va être portée jusqu'à Tati, avec un embranchement dans le pays des Ma-Tébélé, jusqu'au kraal de Lobengula.

M. Silva Porto, un des plus anciens explorateurs portugais contemporains dans l'Afrique tropicale, vient de mourir au Bihé. Des indigènes s'étant soulevés, les troupes envoyées pour les soumettre arrivèrent pour constater le massacre des blancs et les ravages exercés par les natifs qui avaient mis le pays à feu et à sang. Silva Porto en fut tellement navré qu'il ne put survivre à ce désastre, et se donna la mort en faisant sauter sa maison avec des barils de poudre.

A la demande de l'Académie des Sciences, les Chambres belges ont voté un subside de 30,000 francs pour les frais d'une exploration scientifique, d'ordre géographique et économique, au Congo. La mission est confiée à M. Delporte, professeur de géodésie et d'astronomie à l'École de guerre; il sera accompagné de M. Gillis, lieutenant adjudant d'état-major.

Par décision du roi souverain de l'État indépendant du Congo, toute l'agglomération des villages bangala a reçu le nom de Nouvelle-Anvers.

L'expédition Crampel, chargée d'une mission dans le bassin de l'Oubangi, s'organise au Gabon.

D'après une dépêche de Hambourg, le capitaine E. Hartmann, de Berlin, se rendra au Cameroun méridional, pour conduire de la côte à l'intérieur des expéditions commerciales en vue d'établir un trafic régulier.

M. le Dr Ballay, ancien lieutenant général du Congo français, délégué de la France à la conférence de Bruxelles, a été nommé gouverneur du Dahomey.

M. le Dr Büttner a été envoyé à la station de Bismarcksbourg, dans le pays de Togo, pour y faire des observations scientifiques.

Le bruit qui avait couru de la mort tragique du roi Dinah Salifou a été démenti.

M. Archinard, commandant supérieur au Soudan français, a installé le roi Khassa, allié de la France, à Kouniakary, une des places fortes du sultan Ahmadou, sur un affluent du Sénégal, au nord de Bafoulabé et à une cinquantaine de kilomètres de Kayes.

## CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Dans la mission scientifique dont M. Dybowski avait été chargé par les ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture, pour l'extrême sud des possessions françaises en Algérie, l'explorateur a constaté que l'oasis d'**El-Goléa** est habitée par une cinquantaine de familles nègres, esclaves des Chaamba et réduite à la misère la plus

profonde. Malgré les efforts incessants de l'autorité militaire, il existe encore des nègres esclaves dans tout l'extrême sud algérien. De par la loi française, ces nègres sont libres; mais les Arabes ne sont pas embarrassés pour tourner la loi. Lorsqu'un nègre, lassé des mauvais traitements que lui fait subir son maître, va se plaindre aux autorités militaires, il est bientôt suivi par son propriétaire, qui, sans pudeur, vient le réclamer. Si c'est une femme, il prouve, en produisant un acte, généralement faux d'ailleurs, qu'il est marié avec elle; si c'est un homme, il argue de ce qu'il l'a nourri depuis tant de temps, et que celui-ci, n'ayant pas de quoi le payer, lui doit son travail. Dans l'état actuel des choses, dit M. Dybowski, dans son rapport à la Société de géographie de Paris, la situation est embarrassante, car il y aurait de graves inconvénients et de grands dangers à rendre immédiatement ces femmes ou ces hommes à la liberté. Sans ressource aucune, ils devraient chercher des moyens d'existence dans la pratique d'actes répréhensibles. Toutefois, un semblable état de choses ne peut être toléré. Les remèdes proposés par M. Dybowski sont : 1° d'étendre l'influence française sur le Touat, où existe un grand entrepôt d'esclaves; 2° de créer des colonies de nègres, où tous ceux qui seraient rendus à la liberté trouveraient des moyens faciles d'existence. El-Goléa serait le point où une semblable colonie pourrait être établie avec le plus de succès. La terre y est exceptionnellement fertile, l'eau abondante, et toute entreprise de culture serait certainement couronnée de succès.

Les faits d'esclavage récemment signalés en **Tunisie**, ont fourni à un correspondant du *Temps* l'occasion de rappeler les mesures prises par le bey Ahmed, il y a quarante-quatre ans déjà. Au moment où la Conférence de Bruxelles attire l'attention de l'Europe sur les rapports de l'islam avec la traite des nègres, il est bon de connaître le jugement que portait sur la traite le bey Ahmed, dans la lettre qu'il écrivit, en 1846, aux magistrats du tribunal du Charâ : « Nous apprenons, de source certaine, que la plupart des habitants de notre régence abusent des droits de propriété qu'ils ont sur les nègres, et maltraitent ces créatures inoffensives. Vous n'ignorez pas cependant que nos savants juriconsultes ne sont pas d'accord sur la question de savoir si l'esclavage dans lequel les nègres sont tombés s'appuie sur un texte quelconque; que la lumière de la religion a pénétré dans leur pays depuis longtemps; que nous sommes très éloignés de l'époque où les maîtres se conformaient, dans la jouissance de leurs droits, aux prescriptions édictées par le plus éminent des envoyés, avant sa mort; que notre loi sacrée affranchit de

droit l'esclave maltraité par son maître, et que l'extension de la liberté est une idée dominante dans notre législation.

« En conséquence, nous avons décidé, dans l'intérêt actuel des esclaves, et l'intérêt futur des maîtres (c'est-à-dire dans l'intérêt du salut de leurs âmes), comme aussi pour empêcher les premiers de demander protection à des autorités étrangères, que des notaires seront institués pour délivrer à tout esclave qui le demandera, des lettres d'affranchissement qui nous seront présentées pour être revêtues de notre sceau.

« De votre côté, vous aurez soin de nous envoyer toutes les affaires d'esclavage dont vous serez saisis et les esclaves qui s'adresseront à vous pour avoir leur liberté ; vous ne permettrez pas à leurs maîtres de les ramener, votre tribunal devant être un refuge inviolable pour les personnes qui fuient un esclavage dont la légalité est douteuse et contestent à leurs détenteurs des droits qu'il est impossible d'admettre dans notre royaume, car, si l'esclavage est licite, les conséquences qu'il entraîne sont réprouvées par la religion, et il importe de les éviter d'autant plus qu'il s'attache à cette mesure un intérêt politique considérable. »

A la suite de cette lettre, le cheikh-ul-islam Sidi-Mohammed-Bairam s'empressa d'affranchir ses esclaves, et son exemple fut généralement suivi en Tunisie. Toutefois, la domesticité était si douce, que la plupart des nègres profitèrent de leur liberté pour continuer à vivre chez leurs anciens maîtres. En 1887, le résident général français rappela la déclaration du bey Ahmed. Mais les faits auxquels nous avons fait allusion dans notre dernier numéro, ont démontré le besoin d'une législation plus précise. Précédemment l'affranchissement dépendait de l'initiative de l'esclave qui pouvait ignorer que la liberté fût à sa portée ; il fallait le rendre obligatoire pour le maître, c'est ce que Sidi-Ali-Bey vient de faire par le décret suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'esclavage n'existe pas et est interdit dans la régence. Toutes les créatures humaines, sans distinction de nationalités ou de couleurs, y sont libres et peuvent également recourir, si elles se croient lésées, aux lois et aux magistrats.

2<sup>o</sup> Dans le délai de trois mois, à partir de la promulgation du présent décret, tous ceux qui emploieront en domesticité, dans nos États, des nègres ou des négresses devront, s'ils ne l'ont déjà fait, remettre à chacun d'eux un acte notarié visé par le cadi ou son représentant, établi aux frais du maître, attestant que ce serviteur ou cette servante est en état de liberté.

3° Les contrevenants à l'article précédent seront punis par les tribunaux français ou indigènes, selon la nationalité du délinquant, d'une amende de 200 à 2,000 fr.

4° Ceux qui seront convaincus d'avoir acheté, vendu ou retenu comme esclave une créature humaine, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

5° L'article 463 du Code pénal français est applicable aux cas de récidive.

Le décret est contresigné par M. Massicault.

Désormais donc, il est défendu, sur le territoire de la régence, d'avoir à son service des nègres non pourvus d'une patente d'affranchissement. Tout chef de maison employant un serviteur pour qui cette formalité n'aurait pas été remplie sera passible d'une condamnation.

Le cardinal Lavigerie a adressé, de Carthage, le 26 mai, sur l'esclavage en Tunisie, une lettre au journal le *Monde* d'où nous extrayons ce qui suit :

Il est impossible, sur les frontières du Sahara, et avec un service régulier de bateaux qui se rendent chaque semaine à Tripoli, d'éviter l'introduction frauduleuse, sur une pareille étendue de frontières, d'esclaves noirs ou même blancs amenés ici du Soudan et de Constantinople, et vendus, la plupart fort cher, aux riches propriétaires musulmans et quelquefois aux princes eux-mêmes. Il est également impossible de triompher de l'attachement de tous les anciens esclaves pour leurs maîtres. Je l'ai constaté à plusieurs reprises dans mes prédications et dans mes lettres : l'esclavage musulman prend facilement l'aspect d'une sorte d'association ou d'adoption dans la famille ; on épouse volontiers les femmes esclaves ; on confie aux hommes les missions délicates de l'intérieur, et tout le monde sait que le premier ministre en fonctions avant l'occupation française était un ancien esclave acheté par le beylic à Constantinople et chargé peu à peu, grâce à son intelligence, de fonctions de plus en plus élevées, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à la première, après celle de son maître. Ici les horreurs de la traite étaient éloignées. On ne pouvait constater que la cupidité des marchands, qui trafiquaient secrètement de leurs troupeaux humains introduits par fraude en Tunisie comme en Algérie, et ensuite le bien-être relatif des pauvres créatures qu'ils avaient ainsi vendues. L'opinion publique musulmane était donc tout entière favorable à l'esclavage. Mais, à mesure que l'influence des idées françaises et chrétiennes s'est répandue, l'esclavage a plus difficilement trouvé grâce, non pas seulement dans les lois, où il a

été bientôt prohibé, même en Tunisie, mais aussi dans les faits. En Algérie, il a presque complètement disparu, sauf dans les oasis de l'extrême sud, et il n'en restera bientôt plus de trace nulle part. En Tunisie, où notre action s'exerce depuis un temps beaucoup plus court, on peut encore sans doute citer quelques exemples isolés, principalement dans les anciennes familles, qui ont gardé leurs esclaves par tradition : mais le nombre en diminue tous les jours, et nous ne tarderons pas à le voir aussi complètement disparaître. Cependant, notre ministre résident, pensant avec raison que, dans l'intérêt même de l'honneur français, il valait mieux traiter secrètement avec le bey cette question délicate que d'en faire un sujet de controverse et de débats publics, a amené doucement Sidi-Ali-Bey et son premier ministre, Si-El-Aziz, à prendre une décision efficace pour l'abolition légale de l'esclavage dans la régence.

Le dernier *Livre blanc* publié sur les affaires africaines contient un rapport du major Wissmann d'où il ressort que la surveillance exercée par les croiseurs le long de la **côte orientale d'Afrique** était insuffisante : quoique les vaisseaux anglais y eussent poursuivi les négriers pendant dix ans, l'exportation des esclaves n'en continuait pas moins ; le plus grand nombre étaient embarqués entre Lamou et le Zambeze. Plus au nord, le long de la côte des Somalis, il en passait moins, probablement parce que les Somalis et les Abyssins gardent les esclaves venant de l'intérieur. Les efforts faits par le major Wissmann pour supprimer la traite ont eu un grand succès. Les natifs eux-mêmes lui livraient des Arabes et d'autres trafiquants d'esclaves, en même temps qu'ils imploraient sa protection contre les chasseurs d'esclaves. Sans doute les difficultés sont grandes ; il faudrait pouvoir entretenir des communications continuelles entre la côte et les districts de l'intérieur où les chasseurs d'esclaves vont faire leur butin. Ces districts sont pour la plupart dans le territoire de l'État du Congo ; mais le trafic des esclaves traverse les possessions allemandes ; les Arabes ont établi à cet effet des stations à Tabora et à Oudjidji. La première est la plus importante, et réclame une surveillance stricte. Un autre point qui joue un rôle considérable dans ce commerce, c'est Cujia, entre les trois grands lacs ; une petite canonnière faciliterait beaucoup la tâche. Le major Wissmann n'a, jusqu'à présent, fondé qu'une station à l'intérieur, celle de Mpouapoua. Les Arabes et les chasseurs d'hommes à leur service, ont perdu beaucoup de leur autorité, à mesure que la foi en leur inviolabilité a été ébranlée par le bruit des victoires des Allemands sur la côte.

A **Madagascar**, deux tribus révoltées, celles des Mahefaly et des Machicores ont été soumises ; mais, dans l'expédition dirigée contre elles par le prince Ramahatra, les troupes malgaches, contrairement aux coutumes anciennes et sur la défense formelle du premier ministre, n'ont point fait d'esclaves ; en outre, les esclaves de l'Emyrne qui accompagnaient les officiers, leurs maîtres, ont été élevés au rang de soldats. Ils forment la garnison de Tuléar et des villages soumis.

Dans ses *Lettres sur le Congo*, M. Edouard Dupont, directeur du musée royal d'histoire naturelle de Bruxelles, donne, sur l'esclavage dans le bassin du **Congo**, les renseignements suivants : Les esclaves ne proviennent pas de la traite, ce sont, à proprement parler, des serfs qui aident le maître dans ses travaux ou lui payent une redevance pour leurs cultures. Cependant le maître peut les vendre. Dans un village de cinquante hommes adultes, il ne saurait y avoir plus de quinze hommes libres, propriétaires d'esclaves. Les femmes s'occupent des plantations sur le terrain qui avoisine la case de leurs maris. La communauté de biens entre époux n'existe pas, mais les femmes sont tenues de nourrir leur époux qui est aussi leur maître. Il y a, du reste, deux classes d'épouses, celles à dot et celles achetées. On comprend que le sort soit plus doux à la première, et cependant c'est le mari qui paie la dot lorsqu'il veut épouser une femme d'un village voisin. Quant à l'esclave, elle s'achète pour 35 à 60 pièces d'étoffe, selon son âge et sa beauté.

Un mémoire a été présenté au président de la **Conférence de Bruxelles** par l'Anti-Slavery Society, pour attirer l'attention des délégués sur la pratique qui existe au Congo de louer des esclaves dont le salaire est payé à leurs maîtres. Il y a, dit ce mémoire, dans ce moyen d'obtenir le travail, une forme de traite ; la Société exprime sa conviction que si cette question était soumise au souverain de l'Etat indépendant du Congo, il ferait le nécessaire pour mettre un terme à ce système.

La Conférence poursuit ses travaux, dont on prévoit la fin à assez bref délai<sup>1</sup>. D'après l'*Indépendance Belge*, Carathéodori Effendi, qui a transmis à son gouvernement l'Acte général, a demandé que celui-ci ne précisât pas les mesures à prendre par la Turquie pour empêcher l'importation des esclaves chez elle, et que la puissance ottomane fût laissée libre de déterminer elle-même ces mesures.

M. Terrel, ministre des États-Unis, a demandé que la **République**

<sup>1</sup> A la dernière heure, nous apprenons que l'Acte général a été signé par tous les délégués des Puissances qui ont assisté à la Conférence. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

**de Libéria**, fondée par des nègres émancipés en Amérique, fût admise comme puissance adhérente à la Conférence et à ses décisions. D'autre part, les États-Unis ont proposé de substituer au droit d'entrée de 15 fr. par hectolitre d'alcool, voté par la Conférence, un droit infiniment plus élevé qui, au lieu de faire simplement fonction de ressource fiscale pour les États possédant des territoires en Afrique, serait au fond un droit prohibitif rendant presque impossible l'introduction des spiritueux dans l'intérieur. Le délégué américain a déclaré que si cette proposition était admise, le gouvernement des États-Unis serait tout prêt à engager des négociations avec l'État indépendant du Congo, pour l'établissement de droits d'entrée *ad valorem* sur toutes les marchandises importées dans cet État. En vertu du traité de 1884, l'État du Congo devrait garantir la libre entrée des marchandises américaines.

Le *Mouvement anti-esclavagiste*, organe de la **Société belge**, nous apporte des renseignements sur le plan de cette Société qui a organisé la première expédition vers le **Tanganyika**. Son but est d'établir une croisière sur ce lac et d'en combiner l'action avec celle de quelques postes échelonnés le long des rives de cette mer intérieure, afin d'empêcher, dans cette région, tout passage d'esclaves vers les marchés de la côte orientale. Pour atteindre ce but, l'expédition prendra la voie du Congo et installera à Léopoldville un premier poste qui sera occupé par M. Van Kerkove, avec le titre de directeur des transports, entre Boma et Léopoldville. Un second poste sera créé, aussitôt que possible, sur le Haut Lomami, par M. le sous-lieutenant Hinck, qui a déjà fait un séjour de trois ans en Afrique. Ce second poste, établi par 4° 27 lat. sud, sera le point de départ des caravanes qui se dirigeront par voie de terre vers le Tanganyika. M. Hinck devra ouvrir entre sa station et le lac une route sûre par laquelle devront passer à dos d'hommes, probablement sur son plus long parcours, les pièces du steamer destinées à la croisière. Les communications entre les postes de Léopoldville et du Haut Lomami seront assurées par un steamer commandé à la Société Cockerill.

#### EXPLORATION DE LA MONGALA, AFFLUENT DE DROITE DU CONGO. PAR M. HODISTER.

La Mongala, qui se jette dans le Congo en amont de la station de Bangala, a été visitée d'abord par MM. Coquilhat et Grenfell dans sa

partie inférieure; puis, dans son cours moyen, par le lieutenant Baert, et plus récemment, dans son cours supérieur, à deux reprises, par M. Hodister, agent de la Société belge du haut Congo, qui, à bord du petit steamer *Général Sanford*, en a étudié surtout les trois branches supérieures, l'Ibanza, l'Ébola et la Monai, dont la réunion forme la Mongala. Il ressort de ses observations, que le bassin de cette rivière s'étend beaucoup plus au nord et à l'est qu'on ne l'avait d'abord supposé, et que ce serait elle qui drainerait la plus grande partie du pays qui s'étend au S. E. de Zongo<sup>1</sup>, jusque très près du haut Oubangi dont la rive gauche paraît ne recevoir aucun affluent.

Nous extrayons, sur cette exploration, des lettres de M. Hodister, publiées par le *Mouvement géographique* de Bruxelles, les renseignements suivants :

Entré dans la Mongala le 4 septembre 1889, M. Hodister arriva le 11 à Popouri, où il passa la nuit, et le lendemain, à 7 h. du matin, il se trouva au confluent d'une rivière aux eaux blanches, d'environ 60<sup>m</sup> de large, l'Ibanza. De son bateau, il voyait les rapides qui barrent cette rivière à 100<sup>m</sup> de l'embouchure; il y entra et jeta l'ancre sous les rapides; puis, prenant une pirogue, il passa ce premier obstacle qui bouillonne sur un lit de pierres de 150<sup>m</sup> de largeur, de 1<sup>m</sup> 50 à 2<sup>m</sup> d'eau. A 500<sup>m</sup> en amont, il se trouva en présence d'un autre rapide avec 2<sup>m</sup> d'eau. il le passa encore, puis remonta la rivière pendant une heure et demie. Au-dessus de ces rapides, l'Ibanza n'a plus qu'une largeur très égale de 40<sup>m</sup>. Sa profondeur est de 3 brasses, son courant de 1 nœud. La direction générale était au nord.

Pendant son excursion, M. Hodister avait rencontré plusieurs canots, mais à sa vue les indigènes s'étaient enfuis, abandonnant leurs embarcations. La faune est abondante : oiseaux chanteurs, singes, antilopes, etc. Jusqu'au village de Monjoubouli, le pays est habité par trois tribus bien distinctes. Dans le bas de la rivière, les indigènes ont toute la face tatouée à gros pois; un peu en amont à Akoula et Bokélé, ils portent sur la figure trois lignes de pois verticales, partant du haut du front jusqu'au bas du menton et trois lignes horizontales allant d'une tempe à l'autre : ceux-ci sont forts, agiles et intelligents, et paraissent être devenus les maîtres de toute cette partie de la rivière. A partir de N'Goli, à 3 lieues plus haut que les Akoula, se rencontre un type relativement chétif, petit et maigre, dont la face est recouverte de légères

<sup>1</sup> Voyez la Carte IX<sup>me</sup> année, p. 160.

lignes que l'on n'aperçoit pas à dix pas; on le retrouve jusqu'à Popouri, où apparaissent les premières huttes coniques, terminées par une haute perche en guise de flèche.

A Monjoubouli, M. Hodister, se trouva soudain en présence d'un tout autre type. Mais laissons-le en faire lui-même la description :

« Grands, bien faits, de couleur moins foncée, le nez presque aquilin, les lèvres peu épaisses, le geste aisé et élégants dans leurs mouvements, il y avait une telle différence entre ces indigènes et ceux de la basse Mongala, que j'en fus frappé. Le haut de la tête est rasé en pointe, c'est-à-dire qu'ils se rasant un triangle dont le front est la base et l'occiput le sommet; pas de tatouage dans la figure, mais de quatre à cinq incisions en relief sur le front et la partie de la tête rasée, gros comme un haricot; le plus gros à la base sur le front, le plus petit en haut. Leur coiffure est un pur chef-d'œuvre. Les cheveux tressés en petits ronds, carrés, losanges, bandeaux, nattes plates, queues de perruques, avec des perles toutes petites, bleues, rouges, blanches, perles de cuivre fabriquées par eux. C'est ce que j'ai vu de plus beau au Congo. Il faut des mois pour faire une tête pareille. Tout, du reste, chez eux, dans leurs moindres outils ou instruments, témoigne d'un goût artistique très développé. Race splendide mais cruelle; j'en trouve l'indice dans leur manière de faire l'échange du sang. J'avais été prié de mouiller en face du village sur la rive droite; après quoi, je fus invité à venir sur la plage du village, sans fusil, pour l'échange du sang. On fit d'abord une incision au bras du chef et au mien, puis, frottement des deux membres. Alors on apporta un chien; je fus prié de tenir une patte de derrière avec mes deux parrains; le chef et deux hommes prirent l'autre patte, tirant chacun de notre côté; alors un indigène, d'un coup de couteau fendit la bête en deux, puis les parrains du chef, avec la moitié de la bête qui leur était restée dans les mains, m'aspergèrent et me couvrirent de sang, d'entrailles, etc., tandis que les miens en faisaient autant au chef. Après l'échange du sang, les indigènes vinrent en foule à bord; je donnai le pocho à mes hommes et les vivres arrivèrent en quantité. Depuis Akoula, je n'avais plus vu de chèvres; ici, on m'en présenta de magnifiques pour 10 mitakos. »

Une heure et trois quarts après avoir quitté ce village, M. Hodister arriva devant l'embouchure d'une seconde rivière blanche. Depuis une demi-heure déjà, la Mongala roulait, le long de sa rive gauche, des eaux noires, et le long de la rive droite des eaux blanches, qui ne se mélangeaient pas. Il entra dans cette seconde rivière qui se nomme Ebala.

Elle a 60 mètres de large à son embouchure. Une heure plus tard, sans avoir rencontré de rapides, il atteignait le village de Mousoumboumba, dont le chef le pria d'aller mouiller en face, et bientôt après eut lieu l'échange du sang. M. Hodister s'informa auprès du chef si cette rivière venait de loin ; il lui fut répondu qu'on pouvait la remonter pendant des mois (?). Au point terminus de son premier voyage, la direction était N.-N.-E., la profondeur deux brasses, la largeur 40 mètres.

En 3 heures 20 minutes, M. Hodister atteignit, en redescendant, l'embouchure de la rivière aux eaux noires, que les indigènes appellent Monai, la branche principale de la Mongala, dont il fit l'exploration en novembre de l'année dernière. Le 28 octobre déjà, il était remonté jusqu'à M'Buttie, un peu au-dessus du confluent de la Monai. « Il y a là, » dit-il, « sept villages, habités par les Boussonkapos et par quelques N'djalis descendus de l'Oubangi ; ces deux races s'allient très souvent. A mon premier voyage, j'avais fait l'échange du sang avec le principal chef, Itiaka ; il m'avait promis qu'à mon retour il m'accompagnerait. Prévenu, depuis deux jours, par le son des tambours, de ma prochaine arrivée, je le trouvai prêt, et le lendemain matin, je levai l'ancre pour commencer l'exploration de la Monai.

Vers une heure de l'après-midi, nous étions à Mabali, le premier village bâti sur pilotis et défendu, à chaque extrémité, par des cavaliers ou plate-formes, à plan incliné, placés dans l'eau et ne laissant qu'un passage d'une dizaine de mètres au milieu de la rivière.

Mabali est le poste avancé des N'Gingalis que l'on rencontre plus haut. Leurs tatouages sont différents suivant les individus et quelques-uns n'en portent pas. Les races sont mélangées ici, car, sur les hauteurs voisines, il y a des Boussonkapos et des N'djalis qui ont de nombreux représentants dans le village de Mabali, qui semble un centre important d'échanges. En effet, à 100 m. plus haut, sur la rive gauche, on remarque une grande place affectée au marché ; un chemin d'un village Muiambouli de l'intérieur, rive gauche, y aboutit ; un autre chemin de l'intérieur aboutit à la rive droite ; à cet endroit même, il y a quantité de canots de toutes dimensions en construction, à divers degrés d'avancement, et une certaine quantité d'arbres coupés à l'intérieur et amenés à la rive, attendant leur tour d'être transformés en canots lorsqu'ils seront sciés ; c'est un véritable chantier. Les N'Gingalis du haut de la rivière viennent également à ce marché pour y vendre leur poisson fumé. Sur le conseil d'Itiaka, M. Hodister mouilla à la rive même du marché. Il acheta beaucoup de vivres et dut en refuser davantage. Voulant

cependant laisser un bon souvenir de son passage, il acheta une telle quantité de poules qu'il dut convertir un de ses canots en poulailler flottant. A cet effet, il le fit couvrir en étoffe commune ; le canot fut lavé à grande eau tous les jours et les poules soignées ; le poulailler fut remorqué ainsi pendant dix jours et il ne perdit que deux poules sur les deux cents acquises. Le lendemain, on se remit en route. La rivière mesure 60 mètres de largeur et a un courant de 1 nœud. Bientôt les rives s'abaissent, les herbes à sel apparaissent et forment des îles aux coudes qui s'élargissent, puis, se montrent les palmiers nsésé, annonce certaine d'un terrain marécageux ; le fond de la rivière est tapissé de longues herbes aquatiques qui s'en vont au courant.

Tous les villages rencontrés en remontant la Monai sont construits sur pilotis. Les indigènes effrayés s'enfuient et, malgré le talent oratoire d'Itiaka, qui les implore ou les menace, M. Hodister ne peut entrer en relation avec eux. A Egala, cependant, après deux heures de discours, Itiaka, qui y est très connu et respecté, parvient à faire venir une petite pirogue montée par un homme, pour le prendre et le conduire, non pas à terre puisqu'il n'y en a pas, toutes les berges étant inondées, mais sur une plate-forme où va se tenir la palabre. Sur cette plate-forme, il est bientôt entouré ; « je vois, » dit M. Hodister, « des gens qui glissent du plancher de leur case, dans leur minuscule batelet, et vont le rejoindre. Itiaka parle, il raconte mon premier voyage, mes achats, mes présents ; il explique que, contrairement à ce que fait Mobéka, je n'ai rien pris sans payer, que je n'ai amené ni enlevé personne ; puis il explique, avec force gestes, le bateau, la machine, son mouvement, il en imite le bruit et tout cela avec de telles gesticulations et un tel brio que, quoique me trouvant à 200 m. de là, je comprends tout ce qu'il veut dire. Les indigènes N'Gingalis de cette partie de la rivière sont pauvres et ont un air excessivement misérable. Ils sont nus ou à peu près, sales, couverts de vase, les cheveux embroussaillés, ce qui fait contraste avec la belle coiffure des Boussonkapos et des N'djalis ; ils ne portent ni lances ni couteaux et n'ont aucune industrie. Ils pêchent et vendent leur poisson fumé. Ce sont de véritables castors, et leurs villages semblent plutôt des cités de ces animaux que des habitations humaines. Ils vivent exclusivement de racines d'arbre et de poisson. Ils fuient dans leur petit canot léger, puis après notre passage, nous suivent de loin, en coupant au plus court entre les îles d'herbes. Ils nous jettent généralement une poule au vol, dans chaque village : à cet effet, un canot monté par le plus hardi ou le plus agile s'avance à une quinzaine de mètres, lance la poule,

qui, plutôt que de s'abattre dans l'eau, vient au bateau; aussitôt le donateur fuit à toute vitesse sans que je puisse rien lui rendre en retour de sa largesse. C'est la première rivière où je vois des vieillards, barbes et cheveux blancs, voûtés, courbés par l'âge; tous les hommes faits portent la barbe.

« En quittant Egala, je constate que la rivière s'élargit de plus en plus, et bientôt nous sommes à l'entrée d'un pool. Je mets 1 h. 10 m. à le traverser; il m'a semblé avoir environ 2 kilomètres de largeur et 6 kilomètres de longueur; au delà de ces limites tout est inondé sur une vaste étendue et sur une profondeur de plus de 2 m., car chaque fois que je me suis rapproché de ce qui me semblait la berge de la terre ferme, j'ai envoyé des hommes prendre la profondeur, à aucun endroit mes Ba-Ngala n'ont pu prendre pied: ils ne trouvaient pas de fond.

« Mon bois diminuant rapidement, je cherchai anxieusement une place pour couper et faire du bois, mais en vain; je continuai jusqu'à 6 heures <sup>1</sup>/<sub>2</sub> du soir, mais sans succès; je fus alors obligé de jeter l'ancre. Nous passâmes une triste nuit, tout mon monde à bord, chèvres et poules, dévorées par les moustiques. J'étais inquiet au sujet de mon bois pour le lendemain, il ne m'en restait plus que pour quelques heures. Au point du jour, nous partîmes à toute vapeur et deux heures après nous arrivâmes enfin au pied d'une colline, notre dernier morceau de bois étant dans le foyer. Pendant que mes hommes coupaient du bois, je m'en fus visiter la montagne, véritable montagne de fer; des blocs de minerai énormes jonchent le sol; elle est couverte d'une forêt splendide, où toutes les essences sont représentées.

« Notre bois fait, nous repartîmes et une heure après nous arrivâmes au village de Ngwangaba; après avoir en vain essayé d'entrer en relation avec les indigènes qui avaient fui, nous continuons notre route. A l'entrée et à la sortie des villages, il y a, sur tous les grands arbres, des plates-formes fixées pour abriter les guerriers; il y en a aussi sur les derrières des villages comme défense contre une attaque venant de la forêt; ils y grimpent à l'aide d'une grosse liane; ces plates-formes sont solides et installées généralement dans la plus grande fourche de l'arbre; elles ont de 2 m. à 3 m. de longueur; elles ont des planches d'un pied en guise de murs et sont pourvues d'un toit. On peut y dormir.

« Après avoir quitté Ngwangaba, nous rencontrons un second pool. Je vois la terre ferme au loin sur la rive droite, pays élevé; nous nous en approchons parfois jusqu'à 200 m., puis nous la perdons de vue de nouveau en allant vers le sud.

« Je demandai des renseignements à Itiaka sur la rivière en amont, mais le chef n'avait jamais dépassé le pool. Nous avons touché trois fois le contrefort de la montagne; il me semblait que nous nous en rapprochions de plus en plus, mais comme j'avais peu d'huile et que je désirais aller dans l'Ebala, je me décidai, après 12 h. 48 m. de navigation, à m'arrêter à cet endroit. Le courant est plus fort: il a bien trois nœuds; le principal chenal a encore environ 50 mètres, il est bordé d'herbes sur une grande profondeur; au loin, sur les deux rives, on voit des terres basses inondées, couvertes de forêts.

« Je n'ai pu savoir d'où la rivière venait; il se pourrait bien qu'elle contournât le massif qui apparaît au loin sur la rive droite et qu'elle se rapprochât ensuite de l'Ouellé; dans tous les cas, son volume d'eau est plus considérable que je ne le supposais. »

Nous ne doutons pas que la Société du Haut-Congo ne fasse poursuivre par M. Hodister, son agent à Bangala, les études intéressantes qu'il a commencées sur le bassin de la Mongala, dont les sources doivent être très peu distantes de la vallée de l'Oubangi dans son cours moyen. Quoi qu'il en soit, les résultats déjà acquis ajoutent beaucoup à nos connaissances sur cette partie du territoire entre le Congo et l'Ouellé, dont il ne reste plus à relever que la section comprise entre le point atteint par Van Gèle en 1880 et la station d'Ali-Kobo visitée par Junker en 1883. Prochainement, nous l'espérons, la carte hydrographique de cette région pourra être dressée d'une manière complète.

#### BIBLIOGRAPHIE<sup>1</sup>

COLONIES FRANÇAISES. Cahiers d'enseignement. N° 65 à 71. Paris (Ludovic Baschet), cartes et illustr., chaque cahier fr. 0,50. — Ces cahiers, qui font partie d'une longue série, sont relatifs à deux des colonies françaises en Afrique : Sénégal et Congo. Ils se composent d'un texte destiné, à ce que nous pensons, à être lu par les élèves et expliqué par le maître, de cartes peu chargées et par suite claires, et d'illustrations en couleurs. Ces explications simples et en général mêlées de détails instructifs sur la flore, la faune et les populations sont de nature à intéresser les élèves; toutefois elles nous paraissent renfermer un trop grand nombre de noms

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

propres de montagnes, de fleuves, de lieux, qui disent peu de chose aux enfants. D'autre part, les gravures auraient pu être mieux choisies; à la place de ces types d'hommes et de femmes qui sont toujours les mêmes et qui présentent un certain inconvénient à être mis, dans un costume souvent par trop primitif, sous les yeux des écoliers, il aurait mieux valu fournir des paysages caractéristiques, des vues de villes, etc. Du moment que ces petites monographies ne sont pas accompagnées de questionnaires et de modèles de devoirs destinés à être exécutés par les élèves, nous avouons ne pas comprendre l'avantage qu'il y avait à les publier sous forme d'une longue série de cahiers dont l'ensemble est coûteux, plutôt qu'en un ouvrage en un ou deux volumes servant à la fois de manuel et d'atlas.

*C. Falkenhorst. EMIN PACHAS VORLÄUFER IM SUDAN.* Stuttgart (Union Deutsche Verlagsgesellschaft), 1890, in-8°, 64 p. — Ce livre fait partie d'une collection d'ouvrages publiée par l'Union, Société allemande de librairie, sous le titre de *Bibliothèque des explorations mémorables*. C'est le premier de la série; on en annonce d'autres relatifs à Emin-pacha comme gouverneur, à Stanley et à ses explorations sur le Loango et le Nil, et à divers voyageurs en Afrique, en Asie, dans les régions polaires et dans les océans. Il s'agit avant tout d'ouvrages de vulgarisation destinés à la jeunesse; ils n'apprendront rien aux géographes, mais ils seront certainement lus avec plaisir par le nombreux public avide de s'instruire sur les faits contemporains.

Celui que nous avons sous les yeux a spécialement pour objet la description du Soudan nilotique et de sa situation politique et sociale avant l'insurrection mahdiste. L'invasion du bassin du Haut-Nil par les Égyptiens, les pillages dont se rendirent coupables les trafiquants mahométans, les captures d'esclaves et tous les faits connexes y sont exposés avec détails. Chemin faisant, l'auteur parle du pays, de ses produits et de ses populations. Tout cela est bien écrit et se lit avec intérêt. Quelques illustrations décorent le volume dont nous n'avons reçu encore qu'une première livraison.

*C. Hessler. DIE DEUTSCHEN KOLONIEN.* Beschreibung von Land und Leuten unserer auswärtigen Besitzungen. Metz (Georg Lang), 1889, in-8°, 138 p., M. 2. — Au moment où la question coloniale est à l'ordre du jour dans la plupart des pays et surtout en Allemagne, le public ne peut manquer d'accueillir avec faveur cet ouvrage qui le renseignera, d'après les

sources les meilleures et les plus récentes, sur toutes les colonies allemandes. La description en est faite suivant l'ordre géographique en commençant par les possessions de la côte occidentale d'Afrique et en continuant par celles de la côte orientale et de l'Océan Pacifique. Les îles Samoa figurent dans un appendice. Dans un style clair et concis, l'auteur traite de toutes les questions se rattachant à la géographie physique, politique et économique des territoires allemands d'outre-mer; il en explique la situation actuelle en s'aidant de plusieurs cartes suffisamment détaillées et faciles à consulter. Un certain nombre d'illustrations permettent de se rendre compte de la flore, de la faune, de la population des différents pays. Dans l'appendice se trouve un tableau mis à jour des sociétés allemandes qui s'occupent d'affaires coloniales. La meilleure preuve de l'utilité et de la valeur de cet ouvrage réside dans le fait qu'il en est à sa seconde édition. L'auteur annonce qu'elle a été augmentée et améliorée.

*P. Aug. Schynse. MIT STANLEY UND EMIN-PACHA DURCH DEUTSCH OSTAFRIKA. Köln (J.-P. Bachem), 1890, in-8°, 116 p.* — Dans notre premier numéro de cette année-ci, nous avons rendu compte de l'ouvrage du même auteur : *Zwei Jahre am Congo*, publié par les soins de M. Karl Hespers, tandis que le P. Schynse retournait dans l'Afrique orientale. Il avait été envoyé à Kipalapala, près de Tabora; mais, lorsque éclata le soulèvement des Arabes, il dut se retirer dans l'Oukoumbi, au sud du Victoria-Nyanza; c'est là qu'il apprit la marche de Stanley et d'Emin-pacha, du lac Albert vers la côte. Chargé de ramener en Europe le P. Girault souffrant d'une ophtalmie, il rejoignit leur caravane et l'accompagna jusqu'à Bagamoyo. Pendant des mois il fut en rapport avec Stanley et ses officiers, ainsi qu'avec Emin qu'il apprit à bien connaître et à apprécier. Indépendamment des descriptions pittoresques de la marche de la caravane, ce volume renferme sur l'expédition de Stanley un témoignage précieux, dans ce moment surtout où Emin, occupé à l'intérieur, ne peut pas répondre aux accusations portées contre lui par Stanley dans les nombreux discours qu'il prononce à Londres, Edimbourg, Glasgow, etc. Ce témoignage repose non seulement sur les affirmations d'Emin, mais aussi sur les aveux des officiers de Stanley qui, en Europe, ne peuvent rien publier avant que le chef de l'expédition ait fait paraître ses deux volumes, mais qui, dans la marche du Victoria-Nyanza à Bagamoyo, n'ont pas gardé un silence aussi absolu. Il en ressort que l'expédition avait moins en vue Emin-pacha

que sa province et son ivoire; que si elle eût réussi, les 75 tonnes d'ivoire déposé à Wadelaï eussent couvert toutes les dépenses de l'expédition, et en outre procuré des fonds pour plusieurs années. Emin-pacha aurait fait de nouvelles provisions d'ivoire; une belle province eût été, sans frais, annexée et mise en communication avec le territoire de l'Imperial British East African Company et Mombas. Si Emin eût reçu des provisions, il eût été tenu de placer son influence et sa connaissance du pays à la disposition de ceux qui l'avaient secouru, et toute l'affaire devenait une spéculation mercantile très bien réussie. « Je suis très reconnaissant, » disait Emin au P. Schynse, « envers ces messieurs, de ce qu'ils ont fait pour moi, mais le but de l'expédition m'est apparu clairement dès ma première conversation avec Stanley. Il ne s'agissait pas simplement de sauver quelques officiers égyptiens. » A entendre les officiers de Stanley, l'expédition a réussi en apparence, on y applaudira en Europe, mais en réalité les héros n'en sont pas satisfaits. Un grand nombre de vies ont été sacrifiées, des sommes considérables ont été dépensées. « Pendant deux ans et demi, » disent-ils, « nous avons vécu misérablement, et qu'avons-nous gagné? Nous avons ramené de l'intérieur un certain nombre d'Égyptiens, de Juifs, de Grecs, de Turcs qui ne nous en savent aucun gré. Le Pacha, il est vrai, est un homme d'honneur, mais ce n'est qu'un homme de science. » Ils croyaient qu'il suffirait de lui apporter des munitions pour assurer à l'Angleterre la province équatoriale, et, avec l'aide de ses bayonnettes, ouvrir une route jusqu'à Mombas. Cet espoir a été déçu, aussi sont-ils mécontents; quant à Emin, il connaît assez la nature humaine pour n'avoir aucune illusion sur les vrais motifs de l'expédition.

*D<sup>r</sup> Arthur Pfungst : DIE POLITISCHE THEILUNG AFRIKA'S NACH DEN NEUESTEN INTERNATIONALEN VEREINBARUNGEN (1885 bis 1889), von Emil Banning, ins Deutsche übertragen. Mit einer Karte. Berlin (Walther et Apolant), 1890, in-8°, 210 p. 4 M.* — Nous avons recommandé à nos lecteurs, au moment de son apparition, l'ouvrage original de M. Émile Banning, dont M. Pfungst a été autorisé à donner la traduction au public allemand. En ce moment où l'opinion est vivement excitée par les discussions qui se poursuivent dans la presse et dans les Parlements, à Londres et à Berlin, il importe au public allemand de bien se rendre compte des conventions internationales conclues il y a peu d'années, mais que les sociétés intéressées voudraient faire oublier ou interpréter selon leurs convenances, au risque de créer

des conflits, prélude de guerres désastreuses. Le traducteur a donc rendu le plus grand service à ses compatriotes en mettant à leur portée ce que l'on peut appeler le premier code diplomatique de l'Afrique moderne, le recueil des documents officiels commentés par l'homme le mieux qualifié pour exposer avec clarté et précision l'œuvre africaine des années où s'est produite la prise de possession des côtes du continent noir. M. Pfunst ne s'est d'ailleurs pas borné à la traduction du volume de M. Banning. Celui-ci n'avait pu mener son œuvre que jusqu'en 1888, et exposer que les négociations qui avaient abouti aux délimitations des possessions françaises, allemandes, anglaises, portugaises, italiennes, au golfe de Guinée, au Congo, dans l'Afrique sud-ouest, à Zanzibar et dans l'Afrique orientale, dans l'Afrique australe et à Madagascar.

Dans l'appendice qui accompagne sa traduction, M. Pfunst a indiqué les négociations poursuivies du mois de juin 1888 à la fin de novembre 1889, en vue de la détermination des limites entre les possessions allemandes et anglaises dans la baie de Biafra; entre les possessions espagnoles et françaises dans le voisinage du fleuve Mouni; entre les possessions françaises et anglaises à la côte occidentale d'Afrique; entre les possessions portugaises et les territoires sur lesquels les Compagnies anglaises des Lacs et du sud de l'Afrique prétendent avoir des droits. Les chartes accordées par le gouvernement britannique à ces Compagnies y sont aussi indiquées, ainsi que les conventions par lesquelles le sultan de Zanzibar a concédé aux Compagnies anglaise et allemande le droit de percevoir les droits de douane dans les territoires demeurés sous sa souveraineté. L'arbitrage relatif au différend entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet de l'île de Lamou y est aussi mentionné, mais le texte de la sentence de M. le baron Lambermont n'était pas encore connu quand M. Pfunst a fait paraître son volume. Toutes les questions en litige entre l'Empire allemand et la Grande-Bretagne semblant devoir être résolues par la convention soumise actuellement à la ratification des Parlements de Londres et de Berlin, le volume que nous annonçons est utile pour faire connaître exactement les points sur lesquels l'accord existait déjà, et ceux qui menaçaient de donner lieu à un conflit, que la sagesse des deux gouvernements a heureusement prévenu.

---

BULLETIN MENSUEL (4 août 1890').

La Compagnie générale transatlantique a mis à la disposition de l'Association de l'Afrique du nord, un local situé rue Auber, 6, à Paris, pour un bureau de renseignements agricoles, industriels, commerciaux et scientifiques sur l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Les fondateurs de l'Association, Algériens et amis de l'**Algérie**, ont pensé qu'à côté des Chambres de commerce et d'agriculture, institutions officielles et fonctionnant administrativement en vertu d'attributions définies par la loi, il y avait place pour une société indépendante pouvant donner satisfaction aux intérêts privés et fournir au public les renseignements nécessaires en vue d'entreprises d'établissements d'industrie, de commerce, de navigation, d'agriculture. L'Association s'efforcera aussi de faciliter les voyages et les études de toutes sortes dans le nord de l'Afrique.

Les travaux de creusement du port de **Tunis** dans le lac El Bahira avancent rapidement. On y a appliqué la plus grande drague qui ait été construite jusqu'ici. Partie de La Goulette il y a bientôt une année, elle a creusé, dans la direction de Tunis, un chenal de 25 mètres de largeur sur 3 mètres 50 de profondeur. Elle doit atteindre Tunis prochainement. Cette machine a extrait en un mois 58,000 mètres cubes de déblais, chiffre qui n'a jamais été atteint dans les travaux du canal de Suez, et cela sans que les entrepreneurs aient dépassé les limites que leur assaignaient les crédits alloués.

Malgré les progrès de la civilisation en **Égypte**, il reste encore dans la législation pénale des traces de barbarie qui semblent appartenir à une tout autre époque qu'à notre siècle. Le *Journal officiel* du gouvernement égyptien a publié, le 16 juin, un décret du Conseil législatif du Caire, aux termes duquel il est laissé à la faculté de l'*imam* (chef de l'État), de prononcer, contre les brigands convaincus d'assassinat et de vol, l'une des six peines suivantes :

1° L'amputation de la main droite et du pied gauche, suivie de l'exécution capitale; 2° l'amputation comme ci-dessus et le crucifiement; 3° l'amputation comme ci-dessus, l'exécution capitale et le crucifiement;

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

4° l'exécution capitale et le crucifiement; 5° l'exécution capitale seule; 6° le crucifiement seul.

Le crucifiement consiste à attacher le condamné vivant sur un échafaud, à lui donner la mort en lui enfonçant une lance dans le ventre, et à laisser son cadavre exposé ainsi pendant trois jours. Dans le cas où le coupable serait condamné par l'*imam* à l'exécution capitale et au crucifiement en même temps, l'exécution capitale doit précéder l'exposition du cadavre sur l'échafaud.

Le crucifiement s'opère de la manière suivante : On fixe à un poteau deux barres de bois parallèles et transversales, à une certaine distance l'une de l'autre; le poteau ainsi garni est fixé perpendiculairement dans le sol; on attache ensuite les deux pieds du patient, écartés l'un de l'autre, à la barre inférieure, et ses deux mains, également écartées, à la supérieure. Ainsi attaché, le condamné sera percé à la mamelle gauche par une lance qui devra être remuée dans la blessure jusqu'à ce que la mort ait lieu.

D'après une dépêche d'Alexandrie, les nouvelles du **Soudan oriental** sont désastreuses; la famine y règne partout et les indigènes périssent en grand nombre. On prétend même au Caire qu'il s'y produit d'épouvantables scènes de cannibalisme. L'influence du mahdi aurait considérablement diminué, aussi les Anglais préparent-ils une expédition qui aurait lieu en automne. Les corps anglo-égyptiens sont organisés, les approvisionnements sont accumulés à Wady-Halfa. Osman-Digma aurait quitté le bassin de la mer Rouge pour se diriger vers le Nil, et se porterait sur Dongola pour disputer le passage. D'autre part, on annonce qu'un cheik Senoussi a livré bataille aux troupes du mahdi qu'il aurait complètement battues, après quoi il aurait occupé El Obéid. Il n'attendait que des renforts et des provisions pour traverser le désert et marcher sur Omdurman<sup>1</sup> pour engager la lutte avec le mahdi lui-même.

Le général Gandolfi, qui a succédé au général Orero, et a pris le titre de gouverneur civil et militaire de la colonie italienne d'Érythrée, a adressé aux populations voisines de **Massaouah** une proclamation

<sup>1</sup> A la dernière heure, une dépêche du Caire dit qu'Osman-Digma s'est rendu à Omdurman, où le mahdi avait convoqué tous les émirs qui reconnaissent son autorité, afin de les consulter sur les meilleurs moyens de faire un suprême effort pour soutenir le mahdisme. Les partisans d'Osman-Digma sont revenus à Tokar, ayant perdu environ 400 des leurs par la famine et la maladie.

annonçant que la période de l'action militaire de l'Italie était close dans le territoire de la colonie, ce qui permettra d'y répandre plus largement les bienfaits de la civilisation. Il a promis un égal respect à toutes les religions; il tiendra compte le plus largement possible des mœurs du pays. Ses soins porteront sur le développement des forces économiques encore latentes de cette région; il assurera la protection impartiale des droits des Européens et des indigènes. Enfin il a invité la population indigène à reprendre en toute tranquillité ses travaux agricoles et commerciaux, en ajoutant que le gouvernement était fermement décidé à mettre un terme à toutes les razzias, et à protéger la propriété individuelle et la sécurité des routes.

A l'occasion de la publication du traité anglo-allemand et des stipulations relatives à l'extension de la sphère des intérêts britanniques au nord de la Tana, le journal italien la *Riforma*, organe de M. Crispi, a exposé en détail la conception des droits italiens sur les **pays somalis**, en s'appuyant sur la carte des possessions et protectorats de l'Italie et sur le commentaire publié par l'État-major italien. Nous lui empruntons les renseignements suivants : La côte des Somalis a été cédée, de Kismayou à Warsheik, par le sultan de Zanzibar, et du Ras Asuad au cap Beduin, par le sultan des Medjourtines; il y a en outre le traité de protectorat entre l'Italie et le sultan d'Obia, et plusieurs prises de possession d'autres bandes du littoral qui étendent le protectorat italien depuis Kismayou, par 0°, 20' lat. sud, jusqu'au 8°, 3' lat. nord. Telles sont les limites côtières; mais à l'intérieur, la sphère des intérêts italiens s'étend de la rive gauche du fleuve Juba, jusqu'aux territoires des Gallas et du Harrar appartenant à Ménélík. L'Angleterre aurait ainsi le littoral entre Witou et Kismayou, et l'intérieur jusqu'au Kaffa. L'Italie s'appuie sur le fait que tous les pays gallas soumis à l'influence éthiopienne appartiennent au versant qui aboutit à l'océan Indien, tandis que les pays somalis du golfe d'Aden appartiennent à un autre versant et à un autre système géographique. Quelque ambitieuse que puisse paraître cette prétention quant à l'extension de la sphère d'intérêts italiens à l'intérieur, elle ne l'est pas plus que la prétention des Anglais à étendre leur sphère d'influence à travers tout le territoire exploré récemment par MM. Téléki, von Höhnelt et Borelli jusqu'au Kaffa. Les Italiens se prévaudront sans doute de la théorie exposée par lord Salisbury lui-même, à l'occasion de la convention conclue avec l'Allemagne, qu'une puissance occupant une côte ne doit pas être pour ainsi dire bloquée par une autre puissance qui viendrait s'installer dans

l'arrière-pays. Il est vrai que ce principe, professé déjà par sir J. Fergusson, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, lorsqu'il disait, au mois de mai de l'année dernière, à la Chambre des Communes : « il est incontestable que le Portugal, vu la souveraineté qu'il possède sur les côtes, a le droit de l'exercer à l'intérieur des terres, » était renié, au mois de juillet de la même année, par le ministère anglais, lorsque lord Salisbury envoyait M. H.-H. Johnston dans la région du Chiré et du Nyassa pour placer sous le protectorat britannique le pays des Ma-Kololo. En présence de l'Allemagne, l'Angleterre reconnaît la valeur du principe ; la reconnaîtra-t-elle toujours dans ses rapports avec l'Italie ?

Le capitaine **Casati** est arrivé en Italie, et a été à Naples, à Rome, à Milan, l'objet de réceptions enthousiastes, bien méritées par les travaux que son séjour d'une dizaine d'années dans les régions du haut Nil lui a permis d'accomplir. Il a l'intention de publier ses souvenirs et l'histoire de son séjour en Afrique, où il se propose de retourner après la publication de son livre. En attendant, il a donné à la Société africaine de Naples, dont le président lui a remis un diplôme et une médaille d'or, quelques détails sur la manière dont il s'est échappé des mains de Kabréga, roi de l'**Ou-Nyoro**, qui avait donné l'ordre de le mettre à mort. Emmené au pays de Bourou, il fut pendant toute une journée attaché à un arbre, mais il s'enfuit et fut repris par un chef qui commanda de l'exécuter sur-le-champ. Il lui fit observer qu'en ordonnant sa mort, ce chef risquait sa propre vie. L'exécution fut ajournée et la marche reprise. Le capitaine Casati et un Arabe, son compagnon de captivité, s'échappèrent de nouveau et atteignirent le lac Albert où ils trouvèrent un bateau délabré, sans rames. Pendant vingt-quatre heures, l'Arabe rama avec ses mains, tandis que Casati puisait l'eau pour la rejeter hors du bateau ; enfin, ils furent sauvés par un steamer égyptien. Il est facile de comprendre que Casati n'est pas d'accord avec Stanley dans les appréciations sur Emin que celui-ci a publiées dans son ouvrage. Au reste, les anciens compagnons de Stanley, eux-mêmes, n'ont pas lieu de se louer de lui. Le frère du major Barttelot oppose aux accusations de Stanley contre celui-ci les ordres écrits du chef même de l'expédition, ordres exécutés de point en point par le major ; M. Ward aussi réclame de son côté ; M. Vita Hassan, ex-pharmacien de l'Égypte équatoriale, dément de la façon la plus formelle en ce qui le concerne, les assertions contenues à son égard dans le livre de Stanley. Nous n'entrerons pas dans ces discussions qui nous confirment dans notre opinion que le récit de Stanley ne doit pas être lu sans contrôle.

Il ressort du rapport que les directeurs de l'**Imperial British East African Company** viennent de présenter à la première assemblée générale des actionnaires de cette Société, que les limites du territoire qu'ils s'attribuent, ensuite de la convention anglo-allemande, embrassent une superficie de 1,954,000 kilom. carrés, six fois la grandeur de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, avec une ligne de côtes non interrompue de 640 kilom., de l'embouchure de la Wanga, au sud, à celle du Juba, au nord. Elle a reçu de Stanley les droits de souveraineté que lui ont conférés les traités, qu'il a conclus avec les chefs des territoires par lesquels il a passé, en échange de la promesse qu'il leur faisait de les garantir contre les attaques du roi de l'Ou-Nyoro. La Compagnie, dit le rapport, a libéré plus de 4,000 esclaves, tandis que la moyenne annuelle de ceux que délivraient les croiseurs des gouvernements n'était que de 150. La construction d'un chemin de fer de la côte au lac Victoria et l'installation de vapeurs sur cette vaste mer intérieure sont d'une importance majeure, non seulement pour développer le commerce des territoires entre l'Océan et le Nyanza, mais aussi pour l'exploitation de l'Ou-Ganda et des populeux districts qui entourent le lac. La Compagnie qui prend le gouvernement absolu de cet immense territoire, compte sur les subsides de l'État pour lui aider dans l'accomplissement de ses travaux et dans l'exécution des mesures prescrites par l'Acte de la Conférence de Bruxelles pour supprimer la traite et restreindre l'importation des armes et des munitions, ainsi que celle des spiritueux.

L'extrait suivant d'un rapport du colonel Ewan Smith, consul général anglais à **Zanzibar**, au marquis de Salisbury, fait comprendre l'absolue nécessité de restreindre, dans l'Afrique orientale, l'**importation des armes et des munitions**.

« La quantité approximative des armes et munitions de guerre importées à Zanzibar, du 1<sup>er</sup> janvier 1888 au 23 juin de la même année était :

Armes à feu de toutes sortes .....	37,441
Pistolets.....	188
Balles.....	1,000,000
Capsules .....	3,100,000
Cartouches .....	70,000
Poudre à fusil.....	69,350 livres.

« De plus, on attend chaque jour de nouveaux envois fort importants, notamment un envoi de 800 revolvers, 5,000 fusils et environ 200,000 livres de poudre.

« C'est par les marchands indiens (sujets britanniques), que les Ara-

bes et les chefs de l'intérieur sont approvisionnés d'armes et de munitions qui, ayant payé un droit à leur entrée à Zanzibar, sont réexportées sans qu'on se préoccupe des quantités ni des endroits où elles sont envoyées.

« On peut calculer qu'il entre chaque année en Afrique, par les ports de la côte orientale, de 80,000 à 100,000 armes à feu de toutes sortes, et cela depuis des années. De plus, il est à remarquer que les armes ainsi importées ne sont plus, comme jadis, des armes de pacotille et de mauvais usage; aujourd'hui, on importe en grande quantité des armes de précision et des fusils se chargeant par la culasse. Le prix auquel ces armes peuvent être vendues à Zanzibar est extrêmement élevé. M. Mackay a dit avec raison que l'introduction du fusil à répétition dans la plupart des armées européennes aura pour conséquence de faire affluer sur les marchés de Zanzibar des fusils de tous les modèles se chargeant par la culasse. A moins donc que l'on ne prenne des mesures nécessaires pour entraver cette énorme importation d'armes dans l'Afrique orientale, la civilisation et la pacification de ce continent auront à compter avec une population dont la majorité sera probablement armée de fusils perfectionnés.

« A moins que les puissances intéressées à l'avenir de l'Afrique et ayant un contrôle à y exercer ne s'entendent sur la nécessité de surveiller le trafic et sur les mesures à prendre pour que cette surveillance soit exercée le mieux possible, ce commerce, à peine enrayé à un endroit, reparaitra aussitôt dans un autre. Les profits qu'il procure sont trop grands pour qu'on puisse songer à le faire disparaître autrement que par les moyens les plus vigoureux.

« La contrebande des armes et des munitions de guerre, de Zanzibar à la côte, se fait sur une échelle considérable, de la manière suivante, au dire d'un marchand hindou qui a fourni à M. Smith les renseignements suivants : Beaucoup de gens viennent à Zanzibar et achètent aux marchands hindous une, deux, trois ou quatre armes, ainsi que la poudre. Les armes sont portées dans des barques et cachées dans des ouvertures pratiquées dans les côtés et le fond de ces embarcations; ces ouvertures sont ensuite soigneusement refermées. Quant à la poudre, elle est mise dans des bidons à huile à double compartiment; l'un de ces compartiments reste plein d'huile, dans l'autre on verse la poudre. Lorsque le bidon, bien refermé, est visité et secoué par les inspecteurs, le bruit fait par l'huile ainsi agitée les trompe sur le véritable contenu du récipient. Beaucoup d'armes sont également cachées dans les marchandises embarquées sur les dhows arabes.

« Dans l'état actuel des choses, ce qui rend la surveillance de cette exportation d'armes et de munitions fort difficile, c'est qu'on peut les embarquer dans les dhows à n'importe quel point de la côte. Une fois que ces articles ont payé le droit d'entrée à Zanzibar, ils échappent à toute surveillance ultérieure. Le seul moyen de prévenir cette contrebande, c'est d'empêcher le trafic d'une manière absolue. La surveillance est impossible. »

Espérons que l'Angleterre et l'Allemagne sauront déployer une vigilance au moins aussi grande que celle du Portugal l'année dernière, et que les fusils de fabrication anglaise signalés par le Rév. Dr Cross aux mains des Arabes de la région des lacs en disparaîtront peu à peu.

Nous rappelions dans notre dernier numéro (p. 207-208), à l'occasion de la **convention anglo-allemande**, l'acte international conclu le 10 mars 1862 entre la France et la Grande-Bretagne pour la garantie de l'indépendance des sultans de Mascate et de Zanzibar, et l'adhésion donnée à cet acte par l'Allemagne, le 27 novembre 1886. Les observations présentées à lord Salisbury au sujet du protectorat anglais sur Zanzibar, ont amené des négociations qui, s'il faut en croire le correspondant de Londres du *Journal de Genève*, aboutiraient :

1° A la reconnaissance absolue par l'Angleterre du protectorat français sur Madagascar avec toutes les prérogatives diplomatiques et consulaires qui en résultent ;

2° A la reconnaissance de la prépondérance française sur le haut Niger, dans le bassin duquel la convention comprendra — plus diplomatiquement que géographiquement — les abords ouest du lac Tchad ;

3° Enfin, à la rectification des frontières des possessions françaises dans la Sénégambie.

D'après les dernières nouvelles apportées à Lisbonne par le courrier de **Mozambique**, ce seraient les agents de la Compagnie des Lacs africains qui auraient excité contre les Portugais les Ma-Kololo, auxquels ils ont fourni des armes et des munitions. Les missionnaires de Blantyre disent s'être opposés à ces manœuvres. Autrefois les agents de cette Compagnie étaient en bonnes relations avec les autorités portugaises, auxquelles ils ont même demandé des secours lors d'une attaque, par les Ma-Kololo, d'un vapeur appartenant à la Compagnie des Lacs. La région du Chiré est complètement pacifiée. Le chef Mlauri et plusieurs autres ont fait leur soumission, en déclarant qu'ils avaient été poussés à se révolter contre les autorités portugaises par les agents de la Compagnie des Lacs. — Les travaux de la ligne du chemin de fer du

Zambèze sont activement poussés; ils sont terminés jusqu'à la quatrième section entre Chimnara et le Rio Sena, en amont de l'embouchure du Chiré. — Le roi des Licungs et ses principaux chefs ont été amenés de Zoumbo, faits prisonniers par le lieutenant Cordon pour s'être révoltés et avoir assassiné un négociant européen, M. Cossa, avec ses enfants. Les rois du Mouzé et du Lofua, ainsi que la reine de Nencula, sur la rive gauche du Sanhati, ont prêté serment de soumission au Portugal afin d'être protégés par lui contre les incursions des Ma-Tébélé.

Quant aux négociations poursuivies entre la Grande-Bretagne et le Portugal au sujet des territoires du **Nyassa**, le *Times* en a fait un exposé d'après lequel l'arrangement entre les deux puissances serait le suivant : le Ruo constituera la limite des deux sphères d'influence dans la région du Chiré, et des arrangements spéciaux seront conclus pour ce qui concerne le haut Chiré<sup>1</sup>. Il sera fait droit aux réclamations du Portugal sur la rive nord du Zambèze en aval de Tété, et à celles de la South African Company sur la rive sud de ce fleuve. A l'est du lac Nyassa, les Portugais auront les mains libres, en échange de quoi ils garantiront une route le long du fleuve Pungwé qui donnera accès dans le Ma-Shonaland. Entre le haut Chiré, le Nyassa et le Zambèze supérieur s'étendra la domination anglaise qui comprendrait non seulement les territoires du Bangouéolo, mais encore une partie de celui du royaume de Msiri. Au delà commencerait la sphère d'influence portugaise. Le Zambèze deviendrait une voie de communication fluviale internationale réunissant les sphères d'influence de l'Angleterre, de l'Allemagne et du Portugal. Il va sans dire que nous ne garantissons pas l'exposé du *Times*, en particulier ce qui concerne l'extension de la sphère d'influence anglaise au royaume de Msiri<sup>2</sup>, compris dans les limites de l'État indépendant du Congo, et au territoire occupé par les Ma-Choukoulumbé, d'où les explorateurs Selous et Holub ont dû s'enfuir, trop heureux d'en sortir la vie sauve. Nous ne sachions pas qu'aucune Compagnie britannique ait fait avec

<sup>1</sup> D'après le *Daily Chronicle*, l'Angleterre reconnaîtrait la souveraineté du Portugal jusqu'à Zoumbo et même sur Blantyre et les hauts plateaux du Chiré. Lord Salisbury aurait-il compris la faute qu'il a commise, le 11 janvier, en forçant le Portugal, par le violent ultimatum que l'on sait, à s'éloigner des rives du Chiré et du territoire donné vingt-cinq ans auparavant par le gouverneur de Tété aux Ma-Kololo laissés à sa charge par Livingstone ? Nous voulons l'espérer.

<sup>2</sup> C'est vraisemblablement en vue de l'exposé du *Times* que le souverain de l'État du Congo a cru devoir dire : « La Belgique ne voudra, pas plus que moi, diminuer l'étendue ni l'importance de ces nouvelles possessions. » (Voy. p. 244).

eux un traité quelconque sur lequel le gouvernement anglais puisse s'appuyer pour attribuer leur territoire à la sphère des intérêts anglais au nord du Zambèze.

Après avoir pendant plusieurs années vécu dans des rapports hostiles avec les **Ba-Rotsé**, du haut Zambèze, les Ma-Choukouloumbé — au moins plusieurs bandes de cette tribu — sont venus faire leur soumission et rendre hommage à Lewanika. M. Coillard écrit au *Journal des missions évangéliques*, que le roi des Ba-Rotsé les envoie généralement à Séfoula, ce qui lui donne l'occasion de leur parler ; cette tribu l'intéresse beaucoup et il espère la voir, un jour ou l'autre, accepter l'Évangile. Il a dans son école un Ma-Choukouloumbé qui peut avoir quinze ou seize ans. Marmiton du roi, il accompagnait souvent son maître dans ses visites à Séfoula. Quand M. Coillard allait à Léalui, il ne manquait aucune occasion de l'entendre ; il avait un si vif désir de s'instruire qu'il demanda au roi de le laisser venir à Séfoula. Le roi le lui accorda. Dès lors, il s'est mis à apprendre avec tant de zèle qu'il saura bientôt lire couramment. Le fils du roi, Litia, âgé de seize ou dix-sept ans, n'a pas moins soif d'instruction. Depuis longtemps, il suppliait M. Coillard de le recevoir chez lui. Lewanika, qui ne lui refuse rien, joignit ses instances à celles de son fils ; mais la peur de la suite de ce jeune prince faisait hésiter M. Coillard, qui, à la fin cependant céda : « Je serai pour toi, disait le jeune homme, un autre Nguana-Ngombé, je ferai tout ce que tu me diras ; je ne serai pas un *Nguana-morena* — un prince, — mais un *mothimane* — un serviteur ; si seulement vous vouliez me recevoir. Pourquoi avez-vous reçu Nyondo (le Ma-Choukouloumbé), et pas moi ? J'avais pourtant demandé longtemps avant lui. » Malheureux à Léalui, le pauvre garçon passait toute sa journée chez M. Coillard, s'associant à tous les travaux manuels possibles, s'intéressant à tout comme un enfant de la maison, ne trouvant rien au-dessous de lui. Son bonheur, quand il n'est pas avec M. Coillard, c'est de lire avec Nguana-Ngombé et de partager sa nourriture avec lui. Le roi voudrait l'envoyer à Soshong pour voir un peu le monde. Le désir de M. Coillard serait de l'envoyer à Morija, où il pourrait acquérir une instruction plus développée que celle que peut lui donner l'école de Séfoula. En général, l'esprit qui règne dans l'école est excellent. « Un fait bien réjouissant, » écrit M. Coillard, « c'est la passion de nos élèves pour la lecture ; un jour de vacances, c'est pour eux un jour de privations ; ils assiègent ma porte et encombrent ma véranda pour obtenir le prêt des livres d'école. Parmi nos bagages, j'apportais de Seshéké une petite caisse de livres ;... du moment qu'ils

\*

surent que les Nouveaux Testaments et les cantiques étaient en vente, nos élèves en jubilèrent. L'un amena son bœuf, un autre alla demander un veau à son père ; pour chacun on fit un petit paquet de livres et de vêtements de la valeur de son animal. Vous auriez dû voir un charmant petit garçon venir tout joyeux l'autre jour m'annoncer que sa génisse était là. Bientôt après, en effet, une jolie bête de deux ans gambadait dans la cour. Toute l'école y était. Quand j'apportai les livres avec une chemise et des morceaux d'étoffe, ce fut une exclamation générale de surprise. Notre petit bonhomme, lui, était là, les yeux pétillants de joie, et il n'eut pas plus tôt les livres en mains, qu'il se mit à sauter et à gambader comme sa génisse, et courut au village suivi de tous ses camarades.

Nous avons entrepris la construction d'un canal qui doit nous mettre en communication avec le fleuve. Nguana-Ngombé a mis à ce travail toute l'énergie, la persévérance, la force de volonté dont Dieu l'a doué. C'est admirable de voir ce jeune homme conduire une bande d'ouvriers et leur commander le respect comme il le fait. Le canal est achevé aux deux tiers, nous espérons que les travaux seront finis l'année prochaine<sup>1</sup>. Pour la troisième fois nous avons essayé de semer du blé européen. La première année, nous n'avons pas récolté notre semence ; l'humidité du marécage d'abord, le soleil ensuite, ont fait manquer la récolte. La seconde année, nous avons récolté notre semence, mais rien de plus. Cette année, nous avons un peu mieux réussi ; la moisson a doublé notre semence. Nous avons récolté un sac et demi de blé... Le jardinage, hélas ! personne ici n'a le temps de s'en occuper, et lors même que Litia m'y donne un bon coup de main au besoin, nous n'avons pas de légumes. »

Le Volksraad du **Transvaal** a adopté un bill d'après lequel certains privilèges politiques seront accordés à la population nouvellement arrivée sur le territoire de la république sud-africaine. Déjà l'année dernière, il avait admis en principe la création d'une seconde Chambre législative dont les pouvoirs seraient limités, et qui serait composée de membres n'ayant pas encore tous les titres exigés pour voter dans la première Chambre, jusqu'ici reconnue comme Volksraad. Cette seconde Chambre exercera un contrôle sur les questions qui intéressent surtout la population minière et commerçante et, en outre, sur d'autres sujets que la première Chambre pourra lui transmettre. Les nouveaux arrivés sont naturellement dans une position transitoire, qui réclame une législation de

<sup>1</sup> La lettre de M. Coillard est du 24 décembre 1889.

transition. Après deux ans de résidence, ils jouiront du droit de vote; après quatre ans, ils pourront siéger dans la seconde Chambre, et dix ans plus tard, ils auront droit à être élus à la première Chambre. Le Volksraad a aussi discuté la question des chemins de fer et a décidé de construire une ligne de la frontière portugaise à la rivière des Crocodiles puis à Prétoria, à Johannesburg et au Vaal; un embranchement la reliera à Barberton.

D'autre part, dans la **Colonie du Cap**, le commissaire des pays de la couronne a présenté au Parlement colonial un projet d'extension des voies ferrées, qui comprenait la construction d'une ligne dans la direction du nord, jusqu'à Vrybourg, chef-lieu du Be-Chuanaland, placé sous le protectorat britannique, pour faciliter les opérations de la South African Company. Le projet comportait une dépense d'environ 8,000,000 de liv. sterl.; le Parlement colonial l'a rejeté parce que les finances de la Colonie du Cap en auraient été bouleversées. Cet échec a entraîné la démission du ministère présidé par sir Gordon Sprigg, et son remplacement par un nouveau cabinet à la tête duquel se trouve M. Cecil Rhodes, qui possède plus de la moitié des mines de Kimberley et fait partie de l'administration de la **South African Company**. Nos lecteurs se rappellent que sir Gordon Sprigg avait dû, il y a peu de temps, blâmer un des hauts fonctionnaires de la Colonie pour n'avoir pas informé le gouvernement de l'introduction dans le pays des fusils Martini Henri et des cartouches que la dite Compagnie avait fait passer à Lo Bengula, roi des Ma-Tébélé, en contravention aux lois spéciales de la Colonie du Cap.

A en juger d'après les antécédents de M. Cecil Rhodes, certains journaux sont persuadés que, sous sa direction, le ministère de la Colonie du Cap travaillera à réaliser les rêves de la South African Company, de rattacher la Colonie avec les territoires exploités par l'Imperial British East African Company.

Une lettre adressée au *Journal de Genève*, au sujet de la concession accordée par Lo Bengula à la South African Company, annonce que celle-ci a recruté parmi les colons de l'Afrique méridionale une troupe de 700 hommes, qui, campés sur les bords de la Shashi et de la Ma-cloutsié, n'attendent qu'un ordre pour pénétrer dans le Ma-Tébéléland. De leur côté, les indigènes se concentrent et paraissent vouloir s'opposer à l'invasion des forces de la Compagnie. La fin justifiant les moyens, il est probable que la concession accordée par Lo Bengula servira de prétexte à la prise de possession de tout le pays.

Un projet de convention entre la Belgique et l'**État du Congo** a

été adopté par la Chambre belge, aux termes duquel la Belgique fera au Congo un prêt de vingt-cinq millions, dont cinq immédiatement et ensuite deux millions annuellement pendant dix ans. Au bout de ces dix ans, la Belgique pourra annexer cet État, conformément à l'Acte de Berlin du 26 février 1885 et à l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890. L'exposé des motifs était suivi du testament du roi, qui lègue à la Belgique tous ses droits souverains sur le Congo, à moins que de son vivant déjà, la Belgique ne veuille contracter des liens plus étroits avec l'État indépendant du Congo. Nous donnons ci-dessous les dispositions testamentaires susmentionnées :

Nous, Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo, voulant assurer à notre patrie bien-aimée le fruit de l'œuvre que, depuis de longues années, nous poursuivons dans le continent africain avec le concours généreux et dévoué de beaucoup de Belges ;

Convaincu de contribuer ainsi à assurer à la Belgique, si elle le veut, les débouchés indispensables à son commerce et à son industrie et d'ouvrir à l'activité de ses enfants des voies nouvelles ;

Déclarons par les présentes léguer et transmettre après notre mort à la Belgique tous nos droits souverains sur l'État indépendant du Congo, tels qu'ils ont été reconnus par les déclarations, conventions et traités intervenus depuis 1884 entre les puissances étrangères d'une part, l'Association internationale du Congo et l'État indépendant du Congo d'autre part, ainsi que tous les biens, droits et avantages attachés à cette souveraineté.

En attendant que la législature belge, qui doit se prononcer sur l'acceptation de nos dispositions prédites, les ait acceptées, la souveraineté sera exercée collectivement par le conseil de trois administrateurs de l'État indépendant du Congo et par le gouverneur général.

Fait à Bruxelles, le 2 août 1889.

LÉOPOLD.

Pendant les fêtes qui viennent d'avoir lieu à Bruxelles pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement au trône du roi des Belges, S. M. s'est exprimée ainsi sur l'œuvre africaine :

Cette œuvre est une œuvre de prévoyance et de salut. La conférence récente de Bruxelles a pris des décisions qui donneront à cette œuvre une nouvelle force et encourageront nos efforts..... En ce qui concerne le Congo, la Belgique sera mon héritière, et, pas plus que moi, elle ne voudra jamais diminuer l'étendue ni l'importance de ces nouvelles possessions. Je compte exprimer mes intentions dans un codicille qui complètera mon testament.

A l'occasion de la publication des dispositions testamentaires du souverain de l'État du Congo en faveur de la Belgique, le gouvernement français a fait distribuer à la Chambre un *Livre jaune* comprenant la Déclaration de l'Association internationale du Congo en 1884, donnant un droit de préférence à la France en cas d'aliénation de l'État indépendant, et la déclaration de 1889 portant que le droit de préférence reconnu à la France ne peut pas être opposé à la Belgique, mais que la Belgique, dans le cas où elle recevrait le Congo, devra reconnaître le droit de préférence accordé à la France; enfin l'annonce que le gouvernement français a pris acte de ces déclarations.

M. Janssen, gouverneur général de l'**État indépendant du Congo**, est rentré à Bruxelles, après avoir parcouru dans tous les sens les vastes territoires placés sous son administration. A son avis, l'État indépendant progresse sous tous les rapports. Partout les indigènes s'accoutument aux visites et à la présence des blancs, à leurs habitudes et à leurs idées. Ils comprennent ce que c'est que la civilisation et ils désirent jouir de ses bienfaits. Les sacrifices humains et les guerres de tribu à tribu diminuent. Le désir de la paix, du travail et d'un bon gouvernement se développe, de Boma à l'Arououimi, des Stanley-Falls à Nyangoué, le long du Kassaï et du Sankourou, aussi bien qu'autour du Stanley-Pool. Les natifs demandent à apprendre des Européens quelque industrie utile et à s'enrichir par le commerce. Des champs sont cultivés dans toutes les directions, des maisons de briques s'élèvent de tous côtés. Stanley lui-même serait étonné de voir, non seulement à Bangala, mais encore aux Stanley-Falls, une petite ville, avec des rues, des factoreries, et de charmantes habitations. Sur le Kassaï, où, il n'y a que quelques années, Wissmann avait dû se frayer un passage les armes à la main, M. Janssen a été reçu avec des démonstrations enthousiastes d'amitié, par des foules d'indigènes le priant de rester et de s'établir au milieu d'eux. Sur le haut Lomami, d'autre part, où les Européens n'avaient pas encore pénétré, les natifs firent des démonstrations hostiles, puis ils disparurent sans apporter les provisions promises. M. Janssen ne doute pas que la prochaine fois où des blancs apparaîtront sur la rivière, les indigènes ne les reçoivent très cordialement. Il confirme les assertions de Stanley sur la quantité inépuisable de caoutchouc que peut fournir le bassin du Congo.

Nous devons à M. Wauters, rédacteur en chef du *Mouvement géographique*, les premiers renseignements sur l'exploration faite par le capitaine Becker **entre l'Arououimi et l'Ouellé**. Il a constaté que les

limites de la grande forêt traversée par Stanley dépassent le cours de l'Ouellé et s'étendent jusqu'au Mbili, affluent du Mbomo. De Yambouya à l'Ouellé, dans la direction N.-N.-O., l'explorateur n'a cessé de marcher à travers bois pendant les 24 jours qu'a duré son voyage. Dans les bassins de l'Arououimi et de l'Itimbiri, ces bois sont composés d'une végétation extrêmement dense, dominée par des arbres qui atteignent 50<sup>m</sup>, 75<sup>m</sup> et même 100<sup>m</sup> de hauteur. Au delà de l'Itimbiri, jusqu'à l'Ouellé, la forêt s'éclaircit peu à peu. La première rivière de quelque importance traversée par le voyageur fut la Loulou, affluent de droite de l'Arououimi qu'elle rejoint un peu en amont du camp de Basoko. Elle vient du N.-E. et, au point où Becker l'a traversée, elle a encore 50<sup>m</sup> de large. L'Itimbiri ou Roubi n'avait pas encore été exploré au delà de la chute de Loubi ; les indigènes de cette partie de la rivière ne la nomment ni Itimbiri, ni Loïka, nom rapporté par Grenfell. Itimbiri est le nom d'un chef qui habitait au confluent de la rivière. En amont les natifs appellent la branche principale Roubi ou Loubi, nom déjà signalé par Junker. Un peu en aval de la chute qui a arrêté Grenfell, elle reçoit, à gauche, le Roukitti, qui vient du S.-E. et, à droite, la Timnda ; puis successivement : à gauche, le Téré, et à droite, le Riketti descendant du nord. Toute cette partie du cours du Roubi est coupée par des chutes qui en entravent la navigation. Le cours supérieur de la rivière vient de l'est ; il est probable qu'il suit à peu de distance le cours de l'Ouellé, la ligne de faite entre cette rivière et le Congo serrant, en cet endroit, de très près la rive gauche de l'Ouellé. Le capitaine Becker a remonté vers l'Ouellé par le Riketti, nom révélé par Rafaï, l'agent envoyé vers le sud par Lupton bey, ancien gouverneur du Bahr-el-Ghazal, et qui poussa une pointe jusqu'au Congo, non loin d'Oupoto, où le fleuve a l'aspect d'une véritable mer intérieure, qui ne serait autre chose que le lac Keï el Abi signalé par Rafaï. Le Riketti, en amont de son confluent avec le Roubi, fait un coude vers le N.-O. Au point où Becker en a abandonné le cours encore navigable aux pirogues, il mesurait 50<sup>m</sup> de large. Du Riketti jusqu'à l'Ouellé, il y a trois jours de marche, à travers un pays fort beau, mamelonné et couvert de bois.

Dans toute la région de l'Itimbiri, la population n'est pas nombreuse ; elle devient plus dense sur les bords de l'Ouellé, où Becker arriva à un établissement fondé par un certain Djabbir, ancien soldat du mahdi, venu dans ce pays pour y faire le trafic de l'ivoire. Le capitaine Roget, commandant du camp de Basoko, avait atteint l'Ouellé peu avant Becker, et avait créé, près de l'établissement de Djabbir, une station de

l'État du Congo, laissée sous la garde du lieutenant de la force publique Milz. Le point de l'Ouellé atteint par les deux explorateurs belges est situé un peu en amont de celui où Junker a placé la station d'Ali-Kobbo. La rivière y a 1500<sup>m</sup> de large. Elle roule sur un lit de pierres, et la navigation y est impossible, empêchée qu'elle est par des rapides.

La *Gazette de Cologne* a publié une lettre reçue du pays de **Togo**, du lieutenant Herold, chargé de fonder un poste dans l'intérieur afin de protéger les routes commerciales qui aboutissent à la côte. Il a rempli sa mission et a fait plusieurs voyages d'exploration dans les environs mal connus de la nouvelle station de Misa-Hoehe. Il paraît que M. Herold n'a rencontré aucune difficulté de la part des indigènes, bien au contraire. Aussi en conclut-il que les Allemands devraient s'avancer beaucoup plus loin dans le coude du Niger, où les territoires ne sont pas moins fertiles, et où les habitants sont très disposés à entrer en relations commerciales avec l'Europe. Il les engage à s'avancer jusqu'à Salaga. Nos lecteurs se rappellent que, dans sa dernière exploration, le capitaine Binger a passé par Salaga et que dès lors cette ville est considérée comme située dans la sphère d'influence française. La lettre du lieutenant Herold a engagé le *Journal des Débats* à attirer l'attention sur la disposition du traité anglo-allemand qui vise les territoires situés entre le Bénoué et le lac Tchad. Cet article porte qu'aucun traité conclu par l'une des puissances au nord du Bénoué ne pourra intercepter le libre passage des marchandises de l'autre puissance, ni stipuler le paiement d'un droit de transit soit pour aller aux régions voisines du lac Tchad, soit pour en revenir. Tous les traités conclus par une puissance, relativement aux territoires situés entre le Bénoué et le lac Tchad, seront notifiés à l'autre puissance. Comme le fait remarquer le journal susmentionné, ces dispositions visent des territoires sur lesquels aucune nation européenne n'a encore des droits reconnus; mais la France y a des intérêts au moins aussi considérables que ceux de l'Allemagne et de l'Angleterre. Elle a fait de grands sacrifices pour établir son influence dans le Soudan; sur le haut Niger les troupes françaises en même temps que les missions scientifiques gagnent chaque jour du terrain. Mais le fruit de ces efforts serait perdu en grande partie si la prise de possession des pays de Sokoto et de Bornou par l'Angleterre ou par l'Allemagne venait enlever à la France tout espoir d'arriver aux riches régions qui bordent le lac Tchad. En outre, le poste français de Bangui, au coude septentrional de l'Oubangi, prolonge au nord le territoire du Congo français jusque près du Baghirmi, et permet d'espérer établir un

jour, par là, une communication avec le lac Tchad. Il est donc du plus haut intérêt pour la France d'empêcher que le développement des possessions anglaises du Bénoué ou allemandes du Cameroun ne vienne opposer un obstacle à celui de l'influence française dans les pays riverains du lac Tchad. Il y aurait lieu d'établir avec la France une entente comme celle qui a été convenue entre l'Angleterre et l'Allemagne.

### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

La direction générale des postes et télégraphes français a demandé aux Chambres les crédits nécessaires pour la pose de deux nouveaux câbles, l'un de Marseille à Oran, l'autre de Marseille à Tunis.

Un projet de loi a été distribué aux députés de la Chambre française demandant : 1<sup>o</sup> la construction du chemin de fer d'Ain-Sefra à Timbouboutou, avec embranchement vers le Sénégal et vers le lac Tchad ; 2<sup>o</sup> le rachat des lignes algériennes pour couvrir les dépenses du chemin de fer trans-saharien.

Vingt nouveaux missionnaires d'Alger sont partis pour l'Afrique équatoriale.

Le journal *Ain Sefra* annonce qu'une mine de charbon de terre a été découverte à Tiaret ; des ingénieurs français et anglais en ont visité l'emplacement et ont été unanimes à reconnaître le charbon comme étant de bonne qualité.

La Compagnie générale italienne de navigation a établi une nouvelle ligne de steamers entre Naples et Tunis.

Le capitaine Avaert vient de recruter, en Égypte, deux cents Soudanais pour le service de l'État du Congo.

M. l'ingénieur L. Robecchi, déjà connu par son exploration de l'oasis de Siwah, a commencé un voyage d'études à Obia dans le territoire du protectorat italien, avec l'intention de pénétrer ensuite dans le pays des Somalis, sur lequel on n'a jusqu'ici que des renseignements rares et peu sûrs.

D'après une lettre reçue à Londres par la Church Missionary Society, le parti chrétien l'a complètement emporté sur le parti mahométan dans l'Ou-Ganda, et a réussi à faire remonter sur le trône le roi Mwanga, sans l'aide de l'Imperial British East African Company.

Le Dr Peters est arrivé à Zanzibar, d'où il a repris la route de l'Europe ; il sera prochainement à Berlin.

Le *Reichstag*, premier vapeur de la ligne qui va relier l'Allemagne à l'Afrique orientale, a pris la mer à Hambourg, le 23 juillet après-midi, avec cargaison complète et un grand nombre de passagers.

Le capitaine Eugène Andrea, commandant d'une frégate portugaise et contrôleur de la navigation du Zambèze, est parti de Quilimane pour Zumbo.

Le *Maravi*, canonnière portugaise de la flotille du Zambèze, a franchi les rapides de Kébrabasa ; c'est le premier navire de guerre qui ait surmonté cet obstacle. La canonnière s'est rendue à Zumbo.

On a reçu de Lisbonne des nouvelles satisfaisantes de l'expédition portugaise envoyée à Goungounyane, chef du Gazaland; deux cents Vatuas l'ont accompagnée jusqu'à 30 milles de l'embouchure du Limpopo.

Le Portugal a accepté les propositions de l'Angleterre et des États-Unis de fixer par un arbitrage international l'indemnité à payer pour le chemin de fer de la baie de Delagoa. Les trois puissances sont tombées d'accord pour demander l'arbitrage de la Suisse.

M. Hofmeyer, le chef du parti dit *Afrikander* dans le Parlement du Cap, s'est rendu à Prétoria pour chercher à persuader au gouvernement de la république sud-africaine de faire entrer le Transvaal dans l'Union douanière dont font déjà partie la Colonie du Cap et l'État libre de l'Orange.

Le *Journal officiel* du Be-Chuanaland britannique a annoncé l'entrée de ce pays dans l'Union douanière du sud de l'Afrique, à partir du 30 juin.

La ligne télégraphique de la South African Company a été achevée jusqu'à Kamoutsa.

La voie ferrée a aussi franchi les limites du territoire de la Colonie du Cap; 90 kilomètres sont déjà construits sur le territoire du Be-Chuanaland britannique.

M. Knight Bruce, évêque anglican de Bloemfontein, va commencer une mission dans le Ma-Shonaland, que compte exploiter la South African Company.

Miss Colenso, arrivée à Londres, a plaidé, dans la chapelle de la rue de Portland, en faveur des chefs zoulous, Dinizoulou et Ndabuko, fils et frère de Cettwayo, et autres, déportés à Sainte-Hélène, sans que les autorités de la métropole eussent examiné, comme la promesse en avait été faite, les preuves de chaque cas mis à la charge des prévenus, et les circonstances dans lesquelles ont été commis les crimes dont ils ont été accusés.

Une députation de commerçants anglais intéressés dans le trafic de l'Afrique méridionale s'est rendue auprès de lord Salisbury, pour se plaindre de l'extension accordée par la convention anglo-allemande à la sphère des intérêts allemands dans l'Afrique sud-ouest, et lui a demandé de ne rien faire sans entente avec la Colonie du Cap. Lord Salisbury a répondu aux délégués qu'il ne pouvait pas traiter la question avec eux avant la discussion du Parlement.

L'Allemagne et l'État du Congo ont signé un traité qui règle la question de l'extradition des criminels, ainsi que des autres aides à prêter à la justice dans les affaires criminelles, entre les territoires soumis au protectorat allemand et l'État du Congo.

L'Académie des Sciences de Suède a envoyé au Cameroun une expédition chargée d'explorer au point de vue de la faune le versant occidental de la montagne où se trouvent les factoreries suédoises de MM. Knutson et Valdau. L'expédition durera quinze mois et sera dirigée par M. J. Sjödstedt, candidat en philosophie.

Une députation de l'Aborigines Protection Society a présenté à lord Salisbury un mémoire au sujet de l'administration du district des rivières de l'huile, pour prévenir le retour d'un état de choses semblable à celui que la Royal Niger Company a introduit au Niger. Cette démarche est faite non seulement en faveur des

indigènes, mais aussi pour le commerce de cette région qui a déjà beaucoup souffert des procédés de la susdite Compagnie.

Une ligne télégraphique va être établie entre Porto-Novo et Kotonou, déjà relié par le câble sous-marin avec la métropole.

Tandis que l'armée du roi de Dahomey se retirait de Kotonou vers le nord, les Egbas d'Abéokouta lui ont infligé une défaite à Kétou, au nord de Porto-Novo.

Le *Siècle* annonce qu'il va prendre l'initiative d'un projet destiné à procurer les ressources nécessaires à l'exploration de l'Afrique centrale, en partant simultanément de l'Algérie, du Niger et du Congo, pour se diriger vers le lac Tchad.

Un traité de commerce conclu entre le Maroc et l'Allemagne, pour une durée de cinq ans, stipule un abaissement des droits de sortie sur divers articles, et détermine que le droit d'entrée de 10 % *ad valorem* sera basé à l'avenir non plus sur le prix marchand au détail dans le port d'entrée, mais sur le prix réel de la vente en gros par les négociants en gros. Il annule les divers monopoles jusqu'ici réservés par les anciens traités, entre autres le cabotage qui est fiscalisé. Toutefois, exception est faite pour les munitions de guerre et articles que les gouvernements réservent généralement à l'État.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre de M. Masqueray, professeur à la Faculté des lettres d'Alger<sup>1</sup>, sur l'esclavage chez les **Touareg**. Nos lecteurs se rappellent que plusieurs individus de cette tribu ont été amenés à Alger; M. Masqueray en a profité pour étudier la langue, l'histoire et les mœurs de la tribu; il écrit à la Société de géographie : « Bou-Setta est un esclave, aux yeux de velours et aux dents blanches, qui n'a guère plus de vingt ans. Il pile le *farkit* (mélange de dattes, de pain, de beurre, d'eau ou de lait), lave le linge, va chercher l'eau et serre dans un sac les présents faits à son maître, un noble de famille militaire nommé Kenan. Quand maîtres, serfs ou esclaves sont réunis, Bou-Setta s'assied où il veut, joue avec les autres, rit, parle et interpelle autant qu'il veut — ses maîtres eux-mêmes — sans formule spéciale de déférence.

« J'interroge son maître. Il est d'avis que le Seigneur a fait les esclaves noirs pour qu'ils puissent être achetés et vendus, et qu'on peut

<sup>1</sup> Nous devons à la bienveillance de M. le professeur Masqueray la communication d'un article très intéressant sur les *Touareg*, publié, avec une carte des régions qu'ils habitent, dans le journal *la Nature*, n° 870, du 1<sup>er</sup> février de cette année.

s'en débarrasser quand ils ne valent rien. Il m'explique que dans les Ahedet un Ahaggard (noble), et même un *Amrid* (serf), de bonne condition, ne peut, sans se dégrader, conduire des caravanes ou faire des razzias d'esclaves. Ce sont les Arabes de Timbouctou qui, tous les ans, viennent du Niger à Ain-Salah, vendant en route leurs plus beaux échantillons. Il y a du reste, au milieu d'eux, une tribu arabe qui tient magasin de noirs.

« Chez les Touareg, la tente est ouverte, le coffre-fort est un sac, la richesse, des troupeaux peu gardés dans des contrées lointaines. Il faut donc des serviteurs de confiance, auxquels on confie les sacs, les chameaux et les billets. On les traite bien. Quelquefois ils épousent une femme de leur couleur, parfois même de leur pays. Ils gardent un troupeau toujours plus nombreux et plus éloigné, dont quelques têtes leur sont données. Ils cultivent tel ou tel bas-fond qu'on leur laisse; ils font le commerce, s'ils l'aiment, avec un cheval qu'on leur prête, et de temps en temps arrivent à l'affranchissement, à la richesse même, sans jamais penser à s'enfuir.

« Quant aux mauvais esclaves, ils sont confiés à une caravane qui les conduit à Ain-Salah, où s'alimentent le Maroc et la Tripolitaine; ils sont vendus et la caravane rapporte le prix à leur maître. »

Nous avons donné, dans notre dernier numéro (p. 218), le décret par lequel Sidi-Ali-Bey rendait obligatoire pour les maîtres tunisiens l'affranchissement des esclaves. Dès lors, le *Journal officiel* de **Tunis** a publié trois circulaires du premier ministre aux caïds et aux magistrats du Medjless Charâ, pour leur rappeler qu'ils doivent tenir strictement la main à l'exécution du susdit décret abolissant l'esclavage. La déclaration que les propriétaires d'esclaves ont à faire est ainsi conçue : « Louanges à Dieu! sur l'autorisation de... tel... un tel s'est présenté devant les deux notaires soussignés et a déclaré formellement que le nègre un tel (ou la négresse une telle), qui se trouve chez lui, le sert de son plein gré, et qu'il est libre et non esclave, et le présent acte a été remis par les notaires soussignés au susdit un tel, pour lui servir de certificat attestant son état de liberté. Fait le... »

Dans une séance récente de la Chambre des Communes, M. S. Smith a demandé au sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères si son attention s'était portée sur le grand nombre d'esclaves transportés à travers la **mer Rouge** pour pourvoir d'enfants des deux sexes les harems des classes riches de la Turquie et de l'Arabie; sir J. Fergusson a répondu qu'en effet les officiers stationnés dans la mer Rouge con-

statent qu'un trafic considérable s'y poursuit d'esclaves déguisés en pèlerins ou autrement. Il n'y a actuellement qu'un vaisseau en station dans ces parages, aux environs de Souakim. L'Italie agit de concert avec l'Angleterre pour supprimer la traite. Lorsque l'Acte général signé à Bruxelles entrera en vigueur, les mesures adoptées par toutes les puissances permettront d'arriver à l'abolition du trafic des esclaves.

Aux termes de l'article 4 de la convention conclue entre l'Italie et l'Angleterre, le 14 septembre 1889, touchant la répression de la traite, le gouvernement italien se propose d'installer à Assab un tribunal pour le jugement des équipages des bâtiments italiens qui s'adonneraient à ce trafic et qui auraient été séquestrés par des croiseurs anglais. De son côté, l'Angleterre constituerait à Aden et à Souakim des tribunaux pour les bâtiments anglais qui seraient capturés par des navires italiens le long de la côte orientale d'Afrique.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a publié, d'après le rapport du major de Wissmann, les renseignements suivants sur l'état actuel de la traite des noirs dans les régions de l'**Afrique orientale** soumises à l'influence allemande. On ne pourra supprimer l'esclavage qu'en empêchant le transport des esclaves à la côte et en rendant de la sorte cet odieux commerce impossible. La chasse aux esclaves se fait surtout dans les contrées où le pauvre noir ne peut se défendre qu'avec des armes primitives contre un ennemi formidablement armé. Pour le protéger d'une manière efficace, il faudrait, au moyen d'une série de stations, rester en contact avec ces régions éloignées, qui sont toutes situées à l'est du Congo. De là, les nègres capturés sont conduits à la côte orientale, en suivant une route sur laquelle se trouvent quelques points de ralliement créés par les marchands d'esclaves : Oudjidji, Tabora, par exemple. Le plus important de ces points est Tabora; c'est là que se rencontrent les convois d'esclaves venant de l'intérieur de l'État du Congo et ceux qui arrivent de l'est des lacs. Le major de Wissmann n'a pu jusqu'ici établir qu'un poste d'observation et une station dans l'intérieur, à Mpouapoua, défilé qui commande la grande route suivie par les caravanes d'esclaves; cette station est organisée de manière à pouvoir au besoin employer la force pour assurer le succès dans la lutte contre la traite. Au Kilimandjaro, a été établi un poste d'observation, mais le nombre d'hommes en est trop peu considérable. L'occupation de la côte est l'affaire la plus importante, d'autant plus que la surveillance exercée sur l'importation des armes et des munitions aidera beaucoup à la suppression de la traite. Les Arabes ont

déjà vu leur puissance considérablement réduite. Ils ne sont plus considérés comme invincibles dans les régions placées sous l'influence allemande. Le major de Wissmann estime que l'abolition de la traite est assurée si la marche normale des événements n'est pas entravée par le manque des moyens nécessaires à l'exécution des mesures adoptées pour y arriver.

La British and Foreign Antislavery Society a attiré l'attention de lord Salisbury sur les quatre proclamations qui, en 1873, 1876, 1885 et 1889, ont annoncé la suppression de la traite dans les États du sultan de **Zanzibar**, et qui sont demeurées à peu près lettre morte. Le premier ministre a répondu, en ce qui concerne le décret accordant la liberté à tous les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier de cette année-ci, qu'il paraissait préférable, dans l'intérêt des enfants eux-mêmes, de ne pas trop insister sur l'exécution immédiate du décret, en promettant d'autre part que toutes les mesures seront prises pour leur assurer les droits que ce décret leur accorde dès qu'ils seront assez âgés pour profiter des privilèges qu'il leur confère. (?)

L'*Osservatore romano* a publié une lettre adressée, le 17 juillet, par le pape au cardinal Lavigerie. Dans cette lettre, Léon XIII se réjouit des progrès de la civilisation des peuples africains. Il loue l'œuvre des missionnaires qui parcourent les parties non encore explorées de l'Afrique, et celles des gouvernements qui s'efforcent de défendre en Afrique la cause de l'humanité, ainsi que le démontre la conférence de Bruxelles. En promettant son appui aux gouvernements qui combattent la traite des noirs, le pape dit qu'il faut multiplier les missionnaires, et il confie ce soin à l'activité du cardinal Lavigerie, qui suivra l'œuvre que le pape accomplit comme un devoir de son ministère.

---

## LA CONFÉRENCE ANTI-ESCLAVAGISTE DE BRUXELLES

(PREMIER ARTICLE <sup>1</sup>)

Ce n'est pas la première fois que des représentants de la plupart des États civilisés se sont occupés de l'esclavage et de la traite des noirs.

<sup>1</sup> Avant d'exposer les résolutions prises par la Conférence de Bruxelles, qui vient de terminer ses travaux, nous croyons devoir rappeler ce qui avait été fait, au point de vue de la traite, par les Congrès internationaux qui s'en étaient occupés. Nos lecteurs sauront mieux où en était la question au moment de la réunion de la Con-

Déjà au sortir des guerres du premier empire, les puissances de l'Europe représentées à Vienne inauguraient l'ère de paix si ardemment souhaitée, par une déclaration solennelle dans laquelle leurs délégués prenaient en considération la traite des nègres de l'Afrique, qui, disaient-ils, « répugnait aux principes d'humanité et de morale universelle ; » et, prêtant l'oreille à la voix publique qui, dans tous les pays civilisés, s'élevait pour demander qu'elle fût supprimée le plus tôt possible, ils rappelaient que « plusieurs gouvernements européens avaient pris la résolution de la faire cesser, que successivement toutes les puissances possédant des colonies dans les différentes parties du monde, avaient reconnu, soit par des actes législatifs, soit par des traités et autres engagements formels, l'obligation et la nécessité de l'abolir. »

Au nom des puissances, leurs représentants émettaient le vœu de « mettre un terme à ce fléau qui depuis si longtemps désolait l'Afrique, dégradait l'Europe et affligeait l'humanité. » Ils délibéraient sur les moyens d'accomplir une œuvre aussi salubre et proclamaient leur désir sincère « de concourir à l'exécution la plus prompte et la plus efficace de cette mesure par tous les moyens à leur disposition, et d'agir dans l'emploi de ces moyens avec tout le zèle et la persévérance qu'ils devaient à une aussi grande et belle cause. » Cependant, par ménagement pour des intérêts, pour des habitudes et des préventions particulières, ils laissaient aux négociations entre les puissances le soin de déterminer l'époque où ce commerce devrait universellement cesser ; bien entendu, disaient-ils, que « l'on ne négligera aucun moyen propre à en assurer et à en accélérer la marche, et que l'engagement contracté ne sera considéré comme rempli qu'au moment où un succès complet aura couronné les efforts des gouvernements... Le triomphe de cette cause devait être un des plus beaux monuments du siècle qui l'avait embrassée et qui l'aurait si glorieusement terminée. »

Ainsi s'exprimaient à Vienne, le 8 février 1815, les représentants de l'Angleterre, de la Russie, de la Suède, de l'Autriche, de l'Espagne, du Portugal, de la Prusse et de la France.

Sept ans plus tard, à Vérone, cinq des mêmes puissances étaient obligées de constater que, en dépit des mesures législatives et des différents traités conclus entre les puissances maritimes, ce commerce solennellement proscrit avait continué, qu'il avait même gagné en intensité ce

férence, et comprendront plus facilement sur quels points spéciaux ses travaux devaient porter.

qu'il avait perdu en étendue, et qu'enfin il avait pris un caractère plus odieux et plus funeste par la nature des moyens auxquels ceux qui l'exerçaient étaient forcés d'avoir recours.

Elles voyaient les causes d'un abus aussi révoltant dans les pratiques frauduleuses moyennant lesquelles les entrepreneurs de ces spéculations condamnables éludaient les lois de leur pays, déjouaient la surveillance des bâtiments employés pour arrêter le cours de leurs iniquités, et couvraient les opérations criminelles, dont des milliers d'êtres devenaient d'année en année les innocentes victimes.

Les puissances se sentaient appelées par leurs engagements antérieurs, autant que par un devoir sacré, à chercher les moyens les plus efficaces pour prévenir un trafic que les lois de la presque totalité des pays civilisés avaient déclaré illicite et coupable, et pour punir rigoureusement ceux qui le continuaient en contravention manifeste de ces lois; et, déclarant qu'elles persistaient dans les principes manifestés le 8 février 1815, elles répétaient « qu'elles ne cesseraient de regarder le commerce des nègres comme un fléau qui avait trop longtemps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité, et qu'elles étaient prêtes à concourir à tout ce qui pourrait assurer et accélérer l'abolition complète et définitive de ce commerce. Elles voulaient amener un résultat constatant aux yeux du monde la sincérité de leurs vœux et de leurs efforts en faveur d'une cause digne de leur sollicitude commune. »

Après 1822, cinquante-quatre années s'écoulèrent pendant lesquelles, réprimée sur certains points, la traite se développa sur d'autres, s'opposant aux progrès de la civilisation dans beaucoup de parties du continent africain, rendant presque impossible l'exploration d'immenses étendues de son sol, livrant de vastes districts de l'intérieur à l'incendie, au carnage et à la mort, pour fournir des esclaves aux États musulmans de l'Afrique et de l'Asie.

Les explorateurs anglais, allemands, français, italiens, avaient beau parler et écrire pour faire connaître les abominations qu'ils avaient constatées dans toute l'étendue du plateau central africain, de la Tripolitaine au nord jusqu'au Zambèze au sud, et de Zanzibar à l'est jusqu'à Loanda à l'ouest, les efforts des gouvernements paraissaient impuissants à conjurer le mal. Le nombre des nègres enlevés à l'Afrique n'était qu'une fraction d'une perte bien autrement considérable. Livingstone affirmait que la quantité des esclaves qui atteignaient la côte, ne représentait que la cinquième partie, dans certaines régions même où la résistance était la plus énergique, que la dixième partie des victimes réelles

de la traite. Les autres succombaient dans l'attaque des villages, dans les massacres, dans les incendies qui les accompagnaient, ou périssaient le long des routes, pendant la marche des convois et à bord des bateaux. Le supérieur de la mission catholique de l'Afrique centrale évaluait même à un million d'hommes le chiffre des pertes que le trafic des esclaves infligeait annuellement aux populations africaines.

L'impuissance des gouvernements constatée par plus d'un demi-siècle de recrudescence du fléau, le roi des Belges eut, en 1876, la pensée généreuse de convoquer à Bruxelles les représentants des principales sociétés de géographie et les grands voyageurs africains Nachtigall, Rohlf, Schweinfurth, H. Duveyrier, J.-A. Grant, Lovett Cameron, pour leur exposer le plan d'une croisade d'un nouveau genre en vue de civiliser l'Afrique centrale. Nous ne pouvons, faute de place, entrer dans le détail des travaux des deux Conférences, réunies à Bruxelles en 1876 et 1877 par le souverain qui a eu l'honneur de convoquer l'année dernière la Conférence antiesclavagiste qui vient de terminer ses travaux. Mais nous ne pouvons pas ne pas rappeler qu'un des buts que se proposait S. M. le roi des Belges, déjà en 1876, était l'abolition de l'esclavage et de la traite.

Parmi les questions à examiner, l'auguste président mentionnait spécialement celle des routes à ouvrir successivement vers l'intérieur, et des stations hospitalières, scientifiques et pacificatrices à organiser comme moyen d'abolir l'esclavage, d'établir la concorde entre les chefs, de leur procurer des arbitres justes, désintéressés, etc.; et aussi « la création d'un comité international et de comités nationaux, pour faire connaître au public de tous les pays l'œuvre à accomplir et adresser au sentiment charitable un appel qu'aucune bonne cause ne lui a jamais adressé en vain. »

Si l'appel parti de Bruxelles et transmis rapidement dans tous les États civilisés fut accueilli avec une si vive sympathie, c'est essentiellement parce que leurs populations sentaient qu'il y avait un devoir d'humanité à entreprendre ce travail de civilisation et de philanthropie que la Conférence de Bruxelles de 1876 avait commencé. Le vice-amiral de La Roncière Le Noury ne s'était pas trompé lorsque, en remerciant S. M. le roi des Belges de sa généreuse initiative, il lui promettait le concours de tous, « la suppression de la traite des esclaves et l'ouverture d'une vaste contrée aux produits de la civilisation étant une des aspirations qui répondaient aux sentiments de toutes les nations représentées à la Conférence. »

En effet, la création de comités nationaux dans tous les principaux pays civilisés permit, dès l'année suivante, la réunion à Bruxelles d'une nouvelle Conférence de délégués de douze nations qui eurent spécialement à étudier la constitution des stations scientifiques et hospitalières à créer, leur mission, et en particulier leur influence civilisatrice pour contribuer à la suppression de la traite des esclaves.

Dans l'empressement à répondre à l'appel de l'Association internationale africaine, nous nous figurions que les succès seraient beaucoup plus rapides, que les difficultés disparaîtraient comme par enchantement.

Nous n'avons pas à rappeler les circonstances qui ont transformé l'œuvre internationale africaine en une œuvre belge, et contribué à la formation de l'État indépendant du Congo sous la souveraineté du roi des Belges. Mais nous devons rattacher aux Conférences de Bruxelles de 1876 et 1877 la grande impulsion donnée à l'œuvre africaine et la nécessité, pour prévenir les conflits que la concurrence des intérêts en Afrique pourrait faire surgir entre les puissances européennes, de la réunion, en 1884, de la Conférence de Berlin, depuis 1822 le premier Congrès de représentants des États civilisés dans lequel il ait été question de l'abolition de la traite.

Sans doute la Conférence de Berlin se proposait avant tout de déterminer les conditions de la navigation, de l'établissement, de l'industrie, du commerce, de l'enseignement, du culte dans le bassin du Congo que Stanley avait récemment découvert. Mais les plénipotentiaires réunis à Berlin ne pouvaient faire abstraction des indigènes, ni des conditions dans lesquelles ils vivaient, encore moins du fléau de la traite sous lequel ils gémissaient. Dès le début des séances, le discours du président, prince de Bismarck, fit comprendre qu'« en conviant à la Conférence, le gouvernement impérial avait été guidé par la conviction que tous les gouvernements invités partageaient le désir d'associer les indigènes de l'Afrique à la civilisation, en ouvrant l'intérieur de ce continent au commerce, en fournissant à ses habitants les moyens de s'instruire, en encourageant les missions et les entreprises de nature à propager les connaissances utiles, et en préparant la suppression de l'esclavage, surtout de la traite des noirs, dont l'abolition avait déjà été proclamée au Congrès de Vienne, en 1815, comme un devoir sacré de toutes les puissances. »

Puis, lors de la discussion du principe de la liberté commerciale, la question de la traite des nègres fut introduite, et, pour la première fois, on demanda que dans le projet, après la suppression de la traite, on ajoutât celle du « commerce d'esclaves sur terre et sur les fleuves, » le

mot traite ne s'étant généralement rapporté jusqu'alors qu'au trafic des esclaves par mer. Dans la séance du 18 décembre, le plénipotentiaire anglais présenta une proposition ainsi conçue : « Selon les principes du droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les Hautes-Parties contractantes, la traite des nègres et le commerce qui fournit des nègres à la traite sont interdits, et il est du devoir de toutes les nations de le supprimer autant que possible. » Cette proposition avait pour but de faciliter l'application des principes du Congrès de Vérone; les mots « et le commerce qui fournit des nègres à la traite » paraissaient nécessaires pour développer d'une manière complète les principes énoncés.

Quoique la suppression de la traite fût déjà mentionnée dans la déclaration relative à la liberté du commerce, la Conférence jugea que ce sujet devait être mis à part et former un chapitre spécial dans l'Acte général issu de ses délibérations. La proposition anglaise visait deux formes différentes du commerce des esclaves : 1° la traite des nègres, considérée comme se faisant par mer; 2° le commerce qui fournit des nègres à la traite. La première était déjà interdite d'après le droit public, tandis que le commerce préalable n'avait encore été l'objet d'aucune stipulation légale. Dans la pensée du représentant britannique, la portée de sa proposition dépassait les bornes du bassin du Congo; il estimait que, quoique des difficultés ne permissent pas d'espérer à bref délai la suppression de l'esclavage dans toutes les régions du centre africain, on devait tenter immédiatement d'empêcher le commerce des troupeaux de noirs qui alimentent la traite. Cette proposition, renfermant l'application d'un principe nouveau dans le droit des gens, aurait exigé la rédaction d'un Acte séparé, applicable au monde entier et destiné à former le complément du droit international en matière de traite. Les plénipotentiaires consultèrent leurs gouvernements respectifs pour savoir si ceux-ci adhéreraient à une résolution d'un caractère général, ou seulement à une résolution ayant un caractère limité et intercalée dans le texte de la déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo. Le résultat de cette consultation trouva son expression dans la disposition suivante :

« Conformément aux principes du Droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les puissances signataires de la présente Déclaration, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite devant être également considérées comme interdites, celles de ces puissances qui exercent ou exerceront des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires

formant le bassin conventionnel du Congo déclarent : que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent. »

Tels étaient les engagements pris en 1885 par les puissances européennes représentées à Berlin, en particulier par l'Allemagne et l'Angleterre, qui se préparaient à s'attribuer, à l'amiable, comme sphères d'influence allemande et anglaise, les vastes territoires situés de la frontière orientale de l'État indépendant du Congo jusqu'à l'Océan indien, à travers lesquels la plupart des caravanes d'esclaves sont acheminées vers la côte orientale, pour passer ensuite à Zanzibar, Pemba, Mombas, ou plus loin en Perse et en Arabie.

La question de la traite n'avait été qu'un accessoire à la Conférence de Berlin, mais il était facile de prévoir qu'un jour viendrait où les puissances civilisées devraient s'en occuper ensemble d'une façon toute spéciale. En effet, à mesure que les explorations des territoires placés successivement sous le protectorat de telle ou telle puissance européenne révélèrent mieux le danger d'extermination complète auquel étaient exposés les indigènes de la plus grande partie de l'Afrique centrale de la part des chasseurs d'esclaves ; que les missionnaires établis au milieu des natifs adressèrent à leurs Sociétés rapports sur rapports conjurant les gouvernements de ne pas laisser plus longtemps saigner la plaie de la pauvre Afrique épuisée ; que l'Imperial British African Company installée à Mombas dut, pour pouvoir entreprendre des affaires dans le territoire livré à son exploitation, faire un compromis avec les propriétaires d'esclaves ; que tous les agents diplomatiques européens purent s'assurer que les traités conclus avec le sultan de Zanzibar relativement à l'abolition de la traite et de l'esclavage dans tous ses États demeuraient à peu près lettre morte, et que l'insuffisance du blocus de la côte orientale par les croisières anglaise, allemande et portugaise eut été démontré, les États intéressés comprirent qu'il leur serait de peu d'utilité d'étendre leur influence sur des territoires dévastés par le fléau de la traite. Peut-être, toutefois, se serait-il encore écoulé un temps plus ou moins long avant qu'ils résolussent de se concerter sur les mesures à prendre pour chercher à supprimer le mal, si l'opinion publique européenne n'avait pas été ébranlée par la voie éloquente du cardinal Lavigerie, et si de toutes parts n'eussent surgi des sociétés anti-esclavagistes privées, décidées à ne laisser aucun repos aux gouverne-

ments avant qu'ils eussent tenté tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la sécurité aux multitudes d'indigènes décimées par la traite.

Nous n'avons pas à refaire l'histoire de ce mouvement de pitié qui entraîna l'Europe, de la Sicile à la Suède, et du Danube à l'Atlantique. Nos lecteurs ont pu en suivre les progrès de mois en mois dans notre *Chronique de l'esclavage*, jusqu'au moment où S. M. le roi des Belges convoqua à Bruxelles une nouvelle Conférence, destinée, cette fois-ci, à s'occuper essentiellement de la traite et de toutes les questions qui s'y rattachent, y appelant non seulement les représentants de tous les États qui avaient eu des délégués à la Conférence de Berlin, mais encore ceux de la Perse et du sultanat de Zanzibar.

Assurées de la volonté bien arrêtée des puissances de faire tout ce qui serait humainement possible pour conjurer le mal, les Sociétés privées ont ralenti leur activité. D'autre part, les délégués ont pu travailler avec courage, sans se laisser arrêter par les difficultés de tous genres qui se dressaient devant eux, certains qu'ils étaient, de leur côté, que dans l'exécution des mesures qui seraient adoptées d'un commun accord, leurs gouvernements seraient appuyés par tous les hommes de cœur que pouvaient compter leurs États respectifs. Le président de la Conférence, baron Lambermont, ne faisait qu'exprimer ce qui était dans l'esprit de tous lorsqu'à l'ouverture du Congrès, il disait :

« Le but que nous allons poursuivre, d'autres l'ont poursuivi avant nous. Des assemblées illustres, il y a longtemps déjà, ont fait et promulgué, au sujet de la traite des noirs, des déclarations qui s'inspiraient des idées les plus généreuses. Des traités en grand nombre ont été conclus pour leur donner des sanctions pratiques. On a vu des nations s'attaquer à l'esclavage lui-même et l'abolir chez elles ou dans leurs possessions au prix de grands sacrifices et parfois d'héroïques efforts. D'autres, outre ce qu'elles ont fait contre l'esclavage, ont déployé pour atteindre et frapper la traite une énergie que rien n'a pu lasser et dont le monde a été et est encore témoin.

« Et cependant, quoique dans d'autres conditions, la traite est toujours là, la plaie continue de saigner, elle saigne même plus profonde que jamais.

« C'est qu'en effet le mal est profond, les remèdes difficiles et complexes ; mais les difficultés sont-elles donc au-dessus de nos ressources, de nos forces et de notre courage ?

« Des hommes dont le nom est resté cher aux amis de l'humanité ont, dès l'autre siècle, plaidé la cause des malheureuses victimes d'un trafic

odieux. Depuis, et hier encore, on a entendu des voix qui ont remué tous les cœurs. On peut dire avec vérité qu'au moment où vous allez l'entreprendre, votre œuvre est soutenue, est poussée par un souffle universel et puissant de sympathie et d'encouragement.

« Mais notre bon vouloir et notre zèle auront-ils besoin d'être excités? Aucun de nous n'ignore que la traite sacrifie chaque année de trois à quatre cent mille existences humaines. Les sentiments d'humanité et de commisération éclatent d'eux-mêmes quand on délibère les pieds dans le sang.

« Vous représentez, Messieurs, la civilisation dans ce qu'elle a de plus essentiel : la générosité, les lumières, les forces organisées. Nous sommes en face de la plus grande iniquité qu'ait connue l'histoire des hommes. Une lutte ainsi engagée peut passer encore par des phases successives ; la prudence peut y réclamer sa place à côté de l'énergie ; le résultat final ne saurait être douteux. »

(A suivre.)

## CORRESPONDANCE

### Lettre du Zambèze, de M. D. Jeanmairet.

Seshéké, Zambèze, 23 mars 1890.

Le moment dont je dispose est court, après le service de ce matin et avant la visite de deux jeunes gens en passage ici. Toutefois, je n'aime pas à retarder de répondre à votre bonne lettre du 29 octobre 1889, dont je vous remercie beaucoup.

Comme vous le dites, le temps est arrivé pour le continent africain ; il est ouvert de tous les côtés à la civilisation, à l'Évangile aussi. Les numéros de l'*Afri-que* reçus, de juillet à octobre 1889, parlent des projets de l'Angleterre d'étendre son influence dans l'Afrique australe. Je désire vous entretenir de ce qui nous concerne plus particulièrement. Le 16 février dernier arrivait à Seshéké M. Lochner, représentant de la British African Chartered Company. Ce gentleman vient offrir aux Ba-Rotsé le protectorat de cette Société. En ce moment, M. Lochner est auprès du roi, mais ses deux compagnons anglais sont encore ici. Nous ne saurons sans doute que dans quelques mois le résultat de sa démarche. A Seshéké, les chefs paraissent assez bien disposés ; toutefois il serait imprudent d'ajouter foi à leur première impression ; est-elle même bien sincère ? Du reste, c'est à la Vallée que les affaires se décident, et notre province aura tout au plus deux représentants auprès du roi. Le projet de M. Lochner est de se rendre de la Vallée chez les Garenganzé, aux grands lacs et à la côte orientale par le Nyassa. La British African Chartered Company est alliée ou fusionnée avec l'Imperial East British African Company, et leur but est d'acquérir, pacifiquement, toute l'Afrique cen-

trale. Le Zambèze n'a pas beaucoup de valeur en lui-même; mais il sert de route et de lien entre l'Afrique du sud et l'Afrique centrale. Cette Société a aussi acheté la concession obtenue par M. Ware, l'an passé, pour 30,000 liv. Elle n'exercera aucun monopole de commerce et empêchera la vente des liqueurs aux natifs, en théorie du moins.

Elle a aussi des vues philanthropiques et combattrait l'esclavage, ou plutôt la traite, tout d'abord. Il s'agit sans doute avant tout de spéculations et d'honneur national anglais; mais l'entreprise peut contribuer à faciliter les progrès de l'Évangile au cœur de l'Afrique; c'est ce dont nous nous réjouissons. La civilisation marchant de concert avec le message de vie, tel est le meilleur moyen de sortir les noirs des épaisses ténèbres dans lesquelles ils sont plongés. Sans doute, avec la civilisation s'introduiront les vices qui l'accompagnent, mais aussi les vertus qu'elle développe. Quelle différence entre la morale qu'on appelle mondaine en Europe et la morale du paganisme! L'une est tout imprégnée de christianisme, l'autre d'un égoïsme grossier.

Ne pleurons pas l'indépendance des tribus indigènes. Nos Zambéziens sont tous des esclaves, et jamais leurs institutions actuelles ne leur permettraient de se développer. Or, comme le mal l'emporte généralement sur le bien, combien d'années faudrait-il à notre influence morale pour réformer le régime actuel? La civilisation apporte aux noirs l'indépendance, le droit d'être homme, de posséder quelque chose, le respect de la propriété, seule garantie du progrès. Que ceux qui doutent de ces affirmations viennent et voient. Le noir est capable de se développer, comme tout homme blanc, mais encore lui faut-il, pour atteindre ce but, un autre milieu que celui des guerres fratricides, de l'injustice, de l'esclavage. Soyons heureux que l'intérêt pousse ceux que n'anime pas l'amour des âmes à faire une œuvre pour délivrer ces captifs. Eh! sans doute, les éléments mauvais deviendront pires quand les bons trouveront une occasion de se développer. N'est-ce pas ce que proclame l'Évangile lui-même? C'est d'ailleurs une loi naturelle de l'ordre moral. Condamner la civilisation à cause de ses fâcheux effets serait du même coup porter atteinte à la prédication évangélique.

Quant à nous, notre devoir est d'éclairer les natifs sur le vrai sens des propositions qui leur sont faites et de rester neutres, tout en demandant au Maître des nations de faire tout concourir au bien de celle à laquelle nous avons consacré notre vie. Les résultats que nous avons obtenus sont réels, mais de peu de valeur comparés au but que nous nous proposons. Il est, à vues humaines, un peu plus facile à des êtres civilisés de vivre dans ce pays, ce qui est encore fort peu enviable, au dire de nos visiteurs. Les Ma-Tébélé, disent-ils, sont des gentlemen comparés à nos Ba-Rotsé, dont le manque de dignité les frappe surtout. Le pays n'est pas mieux jugé; il est vrai qu'il n'a guère de tropical que la fièvre et répond peu aux idées enchanteresses qu'on se fait des tropiques.

J'arrive à des nouvelles plus personnelles. Depuis ma dernière lettre, nous avons eu ici une seconde conférence qui a été pour nous tous un vrai encouragement. M. Louis Jalla a été placé à Kazoungoula pour y fonder une troisième sta-

tion, et M. Adolphe Jalla a été désigné provisoirement pour Séfoula. M. A. Goy occupera le poste des chutes du Gonié, à Sioma.

Ainsi, après le départ des évangélistes, puis de nos amis Jalla, nous nous sommes trouvés tout seuls à Seshéké. En janvier, M. Adolphe Jalla s'est rendu à la Vallée, où il aura rempli la longue solitude de nos parents. Les dernières nouvelles reçues d'eux nous apprenaient qu'ils étaient tous un peu malades. De Kazoungoula, les dernières nouvelles étaient bonnes; toutefois, les Jalla ont beaucoup souffert de la fièvre à leur installation. Leurs plus proches voisins sont M. Middleton, sur la rive droite du fleuve, le successeur de M. Westbeeck, et un Boër déclassé et peu recommandable, à deux pas d'eux, sur la rive gauche. Ce dernier sera peut-être expulsé par le roi.

Ici, à Seshéké, notre santé a été relativement satisfaisante pour ce pays de fièvre. Notre nouvelle maison, que nous espérons habiter bientôt, nous a donné un énorme travail et nous a beaucoup fatigués. L'œuvre proprement dite est petite, entravée souvent par le séjour des gens à leurs champs. Pour cette raison, notre école s'est vue réduite à rien, et elle ne reprendra sans doute qu'en hiver.

D. JEANNAIRET.

#### BIBLIOGRAPHIE<sup>1</sup>

*D<sup>r</sup> G. Schweinfurth. SUR CERTAINS RAPPORTS ENTRE L'ARABIE HEUREUSE ET L'ANCIENNE EGYPTÉ. Genève (H. Georg), 1890, in-8°, 14 p.* — Dans ce travail, qui a été présenté par M. E. Autran à la Société de physique et d'histoire naturelle de Genève, l'éminent naturaliste Schweinfurth indique quelques résultats de son dernier voyage au Yémen, accompli de novembre 1888 à mars 1889. En quelques pages pleines de faits et écrites de ce style clair et ferme qui distingue le vrai savant, il signale les différents voyages et travaux qui ont eu pour théâtre la partie sud-ouest de l'Arabie, région des plus importantes au point de vue de sa constitution géologique, de sa flore et de sa faune; puis, après s'être, à bon droit, étonné de la négligence dans laquelle le monde scientifique a laissé ce pays pourtant très hospitalier, il entreprend de démontrer que les anciens Égyptiens ont été en relations avec l'Arabie heureuse, et cela, principalement par d'ingénieux rapprochements entre la flore et la faune de cette région et les figures de plantes et d'animaux gravées sur les murailles des temples égyptiens. Nous ne pouvons pas suivre l'auteur dans sa dissertation, mais il est intéressant de constater qu'après avoir long-

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

temps considéré les anciens Égyptiens comme un peuple confiné dans la vallée du Nil, on tend aujourd'hui à étendre les limites de la zone dans laquelle leur influence se faisait sentir.

*Paul Gaffarel. LE SÉNÉGAL ET LE SOUDAN FRANÇAIS.* Paris (Ch. Delagrave), 1890, in-8°, 237 p., ill. et carte. Fr. 2. — M. P. Gaffarel, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire et de géographie, entre autres d'une remarquable étude sur l'Algérie, offre aujourd'hui au grand public un travail d'ensemble sur l'histoire et la géographie physique, politique et économique du Sénégal et du Soudan français. Depuis une dizaine d'années, la France a considérablement accru ses possessions en Sénégambie et au Soudan; actuellement elle est maîtresse du haut Niger et, grâce aux efforts du capitaine Binger, ses territoires de ce côté seront reliés à ceux de la côte de Guinée. Les ouvrages de MM. Gallieni, Pietri, Frey, etc., nous ont renseigné avec détails sur les phases successives de cette conquête difficile entre toutes. M. Gaffarel a voulu dégager de ces travaux le récit historique et la vue d'ensemble permettant de relier le présent au passé, la situation actuelle de la colonie aux différentes périodes par lesquelles elle a passé. Son livre est, avant tout, une histoire du Sénégal depuis ses origines jusqu'à nos jours, particulièrement du développement progressif de la puissance française dans cette contrée. Les guerres contre le prophète Al-Hadji-Omar et ses successeurs, les réformes administratives du général Faidherbe occupent une place spéciale dans ce récit présenté avec assez de détails et sous une forme assez brillante pour offrir un grand intérêt. L'ouvrage débute par quelques chapitres consacrés à la description du pays, de ses ressources et de ses populations; la situation présente de la colonie y est exposée avec exactitude et impartialité. L'auteur n'a voulu se placer ni parmi les administrateurs systématiques du Sénégal, ni parmi les adversaires de parti pris. Il résume son jugement en ces termes : « Le Sénégal n'est certes pas un Éden, mais ce n'est pas non plus une terre maudite. »

#### **Supplément au Bulletin mensuel.**

D'après les dernières dépêches, l'Angleterre reconnaît à la France le droit d'étendre son influence jusque sur les territoires du lac Tschad. Deux délégués anglais seront envoyés à Paris pour déterminer les limites de la zone d'influence française dans cette région.

BULLETIN MENSUEL (1<sup>er</sup> septembre 1890<sup>1</sup>).

Au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, tenu au mois d'août à Limoges, M. Fernand Foureau, dont nous avons mentionné (p. 167-170) l'exploration du **Sahara septentrional** jusque près d'Insalah, a exposé les observations scientifiques qu'il a faites pendant les soixante-dix-neuf jours qu'a duré son expédition. Il a en outre annoncé qu'il est prêt à recommencer et cette fois pour aller beaucoup plus loin, jusqu'au Soudan en traversant le Sahara tout entier. Comme il ne peut pas demander à l'État le demi-million nécessaire à une grande expédition de ce genre, il a résolu de faire appel à l'initiative privée. Il a enfin soumis à la section de géographie le vœu suivant : Considérant que le traité anglo-français qui vient de confirmer à la France la possession, au Soudan, de vastes espaces qu'il importe de connaître, de parcourir et de mettre en valeur, la section demande que l'Association française émette le vœu que les explorations d'Algérie au Sahara et au Soudan et dans l'intérieur du Soudan occidental et central soient reprises et encouragées. Le vœu a été voté à l'unanimité.

La conclusion de l'accord anglo-français, dont nous parlerons en détail plus loin, a ramené l'attention sur la question des moyens de communication entre la colonie algérienne et les territoires de l'arrière-pays que l'Angleterre a reconnus comme rentrant dans la sphère des intérêts français. La zone d'influence de la France s'étendant jusqu'au Niger et au lac Tchad, le conseil des ministres a décidé de présenter au parlement, à la session prochaine, un projet de loi autorisant l'exécution d'un **chemin de fer trans-saharien**. De son côté, la Chambre de commerce de Constantine a émis un vote en faveur de l'adoption, pour le trans-saharien, du tracé proposé par M. l'ingénieur des mines G. Rolland. Ce tracé part de Biskra et se dirige par Tougourt sur Ouargla, remonte ensuite l'oued Igharghar par Temassinim jusqu'à Amguid, puis s'avance vers le Soudan central soit sur la route du Niger aux environs de Bouroum, soit par la Sebka d'Amadghor sur la région du lac Tchad. MM. Fourreau et Dybowski ont pris l'initiative de la créa-

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

tion d'un Comité qui aura pour mission d'étudier les mesures à prendre en vue de relier l'Algérie par le Sahara au Soudan et au Sénégal. Le Comité a réclamé le concours de M. Rolland, qui a promis de coopérer à cette œuvre.

La *Correspondance politique* a publié une lettre de Londres, aux termes de laquelle une compagnie anglaise, a ouvert, sous le nom de **Compagnie commerciale du Soudan**, un commerce assez florissant avec les ports de Souakim, Aghiz et Trinkitat, et avec les peuplades de l'intérieur. Les exportations sont déjà dix fois plus fortes qu'elles ne l'étaient en 1888, et la Compagnie a commencé de grandes plantations de coton dont elle espère une abondante récolte. Elle a adressé au gouvernement britannique une requête pour obtenir une charte analogue à celles des autres grandes Compagnies africaines, Imperial Niger Company, Imperial British East African Company et South African Company. Elle compte étendre son influence jusqu'au Wadai et à la côte orientale du lac Tchad, et prévoit la construction d'une route commerciale anglaise de Souakim au Sokoto et au golfe de Guinée par le Niger. La susdite compagnie estime que le mouvement mahdiste est en pleine décadence, et qu'elle ne rencontrera pas d'opposition de la part des Senoussi, maîtres, dit-on, du Darfour et du Kordofan, et en marche vers Omdurman.

Nous avons indiqué, d'après la *Riforma*, le résultat des négociations anglo-italiennes au sujet des **sphères respectives anglaise et italienne dans l'Afrique orientale**. Le même journal a dès lors rectifié ses assertions, en ce sens, que les négociations susmentionnées ne concernent que les ports de Kismayou, Barava, Merca, Makdishou et Warsheik avec les territoires y attenant, et qu'elles ont lieu avec l'Imperial British East African Company et non avec le gouvernement anglais. Elles ne concernent pas le territoire soumis au protectorat italien du cap Ras-Asuad au cap Bedouin. La *Riforma* ajoute qu'une Compagnie africaine italienne, due à l'initiative du gouvernement italien, est en voie de formation pour développer le commerce des territoires somalis soumis à l'influence italienne. D'après un correspondant du *Standard* à Rome, cette compagnie aurait l'administration politique, législative et commerciale de la totalité des territoires du versant de l'océan Indien placés sous le protectorat italien. La Société débiterait avec un capital de vingt millions de francs.

Le Comité allemand qui a envoyé le **D<sup>r</sup> Peters** au secours d'Emin-pacha a reçu une lettre d'après laquelle le chef de l'expédition a rencontré Emin à Mpouapoua et a passé deux jours avec lui; il fera per-

sonnellement rapport à ce sujet au Comité, à son arrivée à Berlin. Quant aux affaires de l'**Ou-Ganda**, Mwanga battit Kaléma, le 4 octobre 1889, avec l'aide de M. Stokes; après quoi Kaléma, soutenu par les Wa-Nyoro, défit, le 22 novembre, le parti chrétien, qu'il obligea à se réfugier dans les îles du lac Victoria. Le 1<sup>er</sup> février dernier, Mwanga reprit l'avantage sur les Wa-Nyoro et Kaléma; le 18 février, le Dr Peters traversa le Nil; Kaléma se retira dans l'Ou-Nyoro; Mwanga, avec les Européens, rentra dans sa capitale. Le roi a remis au Dr Peters une lettre pour l'empereur d'Allemagne et une pour le roi des Belges. Malgré le refus de l'Imperial East British African Company de laisser l'expédition allemande de secours traverser le territoire de la sphère d'intérêt anglais; malgré la saisie, par les agents de cette compagnie, de la *Nera*, le navire qui portait le matériel de l'expédition, et malgré les difficultés de toute nature rencontrées pendant la marche de Witou au lac Victoria, le Dr Peters, dont les adversaires ont si souvent annoncé la mort, est arrivé à la côte; bientôt il sera à Berlin et son rapport nous fournira, sur la région qu'il a traversée, des renseignements que nous ne manquerons pas de communiquer à nos lecteurs.

Le correspondant du *Standard* à Berlin annonce qu'un Fonds Karl Peters, va être créé sous les auspices du prince Hermann Hohenlohe, du Dr Fabri, du Dr Schweinfurth et de MM. Rohlfs, Krupp et Paul Reichard. Il sera destiné au développement des intérêts allemands dans l'Afrique orientale.

Aux renseignements que nous avons donnés (p. 95-96), d'après les documents officiels anglais, sur l'importation forcée, par ordre du gouvernement britannique, d'armes perfectionnées et de munitions, dans la région du **Chiré** et du **Nyassa**, soi-disant pour la défense personnelle des sujets anglais, nous pouvons ajouter ce qui suit, extrait d'une lettre du *Temps*, d'un correspondant de Lisbonne. Celui-ci ayant voulu savoir quels dommages Serpa Pinto avait causés aux Anglais pour s'attirer les colères de lord Salisbury, a appris de lui, entre autres, que les Ma-Kololo, que M. Buchanan et les missionnaires du Chiré et du Nyassa avaient placés sous le protectorat britannique, étaient armés de fusils à tir rapide, au moyen desquels ils firent beaucoup de mal à ses gens, lorsque, se croyant garantis par les drapeaux anglais, ils l'attaquèrent en masse à M'passo, sur un territoire dont « les Anglais n'ont jamais contesté la possession au Portugal.<sup>1</sup> » C'est donc sur territoire

<sup>1</sup> Voyez *Revue des Missions contemporaines*, p. 250.

D'après le *Blue Book*, Africa n° 2 (1890), *Correspondence respecting the action*

portugais que les Ma-Kololo ont attaqué les hommes de Serpa Pinto, et avec des fusils à tir rapide ! De qui tenaient-ils ces armes perfectionnées ?

Le *Morning Post* a publié une correspondance indiquant les conditions dans lesquelles il serait désirable pour les Anglais de voir se faire l'accord avec le Portugal dans la question africaine. L'Angleterre concéderait au Portugal le principe de l'arrière-pays, en ce sens que la **sphère d'intérêt du Portugal** serait, au nord du Zambèze, limitée par une ligne partant du confluent du Ruo et du Chiré. Cette ligne suivrait le cours du Ruo, puis le littoral méridional du lac Chiroua, et de là gagnerait la Rovouma en serrant de près le 36° long. Est. Cette zone s'arrêterait toutefois à une certaine distance du lac Nyassa qui resterait aux missions britanniques. Au sud du Zambèze, la ligne de délimitation suivrait le voisinage du 30° long. Est, laissant au Portugal un territoire d'une étendue telle, dit le correspondant du *Morning Post*, qu'à en

*of Portugal in the districts of the Shiré and lake Nyassa*, les Ma-Kololo avaient reçu leurs deux drapeaux anglais de M. John Buchanan, faisant les fonctions de consul britannique, qui leur avait affirmé que, sous ces drapeaux, ils n'avaient rien à craindre. MM. Harry et George Petit, deux Anglais, témoins de l'attaque des Ma-Kololo contre les gens de Serpa Pinto retranchés à M'passo, ont affirmé que le chef ma-kololo Mlauri avait une troupe nombreuse, une forte quantité de poudre, 6000 fusils, dont environ 3000 **Martini-Henri** (*Blue Book*, p. 199).

Dans une dépêche du 7 septembre 1888, de lord Salisbury à l'ambassadeur d'Angleterre à Lisbonne, le premier ministre de la Grande-Bretagne disait : « J'ai reçu l'assurance que les armes et les munitions ne seront jamais ni données ni vendues à des natifs. *Le gouvernement de Sa Majesté en a pris l'engagement.* »

Le 8 mars 1889, M. Buchanan, écrivant à lord Salisbury, avouait que, malgré la promesse formelle du gouvernement britannique, les Anglais du Chiré avaient vendu des armes et des munitions aux natifs, « en petite quantité, » disait-il. Il paraît que du 8 mars au mois de novembre 1889, la vente s'était faite en grand !

Nous ne doutons pas que M. Pithon, rédacteur de la *Revue des Missions contemporaines*, — qui, peut-être, ne refusera pas au *Blue Book* le titre de document sérieux — ne se fasse un devoir de communiquer à ses lecteurs les extraits ci-dessus, qui malheureusement n'ont rien de légendaire. Nous lui laissons d'ailleurs le soin de leur expliquer cette violation de la parole donnée au ministre du Portugal, M. de Barros Gomes, par les agents des Sociétés anglaises du Chiré et par le marquis de Salisbury, au nom de S. M. la reine d'Angleterre ! Le quartier-général de la mission de Blantyre, avec lequel M. Pithon est en rapport, et qui connaît certainement les soixante et quelques dépêches du *Blue Book* relatives aux armes et aux munitions susmentionnées, lui a sans doute écrit de qui les Ma-Kololo tenaient leurs 3000 Martini-Henri : de la Compagnie des lacs, ou de M. Buchanan lui-même !

juger par le passé, il ne sera pas en exploitation avant un siècle. Il faut espérer, ajoute le même correspondant, que, considérant les intérêts britanniques dans le Swaziland et le Transvaal, le transfert à l'Angleterre de la baie de Delagoa pourrait entrer dans les conditions d'échange et dans les compensations qui constitueront l'entente de la Grande-Bretagne et du Portugal.

D'après le *Standard*, les négociations engagées entre les deux pays seraient à la veille d'aboutir. D'autres journaux ont annoncé que l'accord avait été signé à Lisbonne. Toutefois, les interpellations à ce sujet dans la Chambre des Communes — lord Salisbury avait déjà quitté Londres — n'ont amené que des réponses évasives de la part de sir J. Fergusson et, dans le discours de clôture du parlement, il n'est fait mention que de négociations poursuivies avec le Portugal. Nous ne savons pas ce que pense lord Salisbury de l'opinion du correspondant du *Morning Post* sur le principe de l'arrière-pays et sur l'application qu'il en fait aux possessions portugaises. Mais nous croyons qu'après le discours fait à la Chambre des Lords par le premier ministre, à l'occasion du récent accord anglo-français, il sera difficile au gouvernement britannique, pour prendre les territoires situés entre les possessions d'Angola et de Mozambique, d'arguer contre le Portugal que celui-ci ne les a pas occupés et qu'il n'y a point exercé d'influence. Le premier ministre d'Angleterre n'a-t-il pas avoué, en effet, avec un ton de plaisanterie, que les diplomates des deux pays venaient de se partager des territoires encore inconnus d'eux, et dans lesquels ni l'influence française ni l'influence anglaise ne pénétreront de longtemps, de plusieurs générations, même de plusieurs siècles. Que dirait le puissant ministre d'Angleterre, si le Portugal lui disait qu'il connaît fort bien, par les travaux de ses explorateurs Serpa Pinto, Capello et Ivens, Carvalho — pour ne parler que de ceux des dix dernières années — l'arrière-pays entre les possessions de l'Angola et de Mozambique? Reconnaissons que le principe de l'arrière-pays n'est pour le marquis de Salisbury qu'un instrument, dont il se sert quand il le juge avantageux aux intérêts de l'Angleterre, mais qu'il rejette lorsque ce principe favorise les intérêts d'un État plus petit et plus faible<sup>1</sup>.

Nous avons dit, dans notre dernier numéro (p. 249), que le Portugal avait accepté les propositions de l'Angleterre et des États-Unis, de fixer

<sup>1</sup> Voir à la fin de la livraison le Supplément au *Bulletin mensuel* contenant la convention anglo-portugaise.

par un arbitrage international l'indemnité à payer pour le chemin de fer de la **baie de Delagoa**. Préalablement, il avait déposé 28,000 liv. sterl. comme garantie d'une indemnité. La Suisse ayant été choisie comme arbitre, le Conseil fédéral a accepté la mission qui lui est confiée, sous la forme demandée par les trois gouvernements en cause, soit la nomination d'un tribunal arbitral composé de trois membres. Les trois États désirent en effet que trois légistes de marque soient chargés de l'étude de la question, et rendent le verdict destiné à donner une solution au différend. La mission de haute confiance dont le gouvernement fédéral est l'objet est tout à l'honneur de la Confédération Suisse, comme l'a été déjà le choix fait par l'Angleterre et l'Amérique, il y a dix-huit ans, lors de l'affaire de l'*Alabama*.

Le parlement anglais et le Volksraad du Transvaal ont reçu communication d'une convention relative au **Swaziland**, préparée par des commissaires spéciaux des deux pays, approuvée déjà par le Volksraad, mais qui, pour entrer en vigueur a encore besoin de l'approbation du parlement d'Angleterre. Depuis fort longtemps la diplomatie anglaise et celle du Transvaal s'occupaient de ce petit État indigène enclavé entre le Transvaal, le Tongaland et les possessions portugaises de la baie de Delagoa. Il a une superficie de 9000 milles carrés, et une population d'environ 50,000 habitants. Le sol est assez fertile dans les vallées, mais c'est surtout la richesse minérale en or et en houille de ce district qui le vouait aux compétitions ardentes de ses voisins. Son indépendance a été stipulée en 1881 et confirmée en 1884 ; mais l'année dernière, le désordre le plus complet y régnait, et comme les intérêts considérables des colons anglais et des Boërs étaient menacés, des négociations furent ouvertes pour mettre fin à cet état de choses. Il s'agissait de trouver le moyen de protéger les blancs qui habitent le Swaziland et qui étaient soumis au bon plaisir du roi ; de faire respecter les traités passés avec les étrangers, et en particulier de s'entendre sur la question des chemins de fer destinés à joindre à la mer le Transvaal qui n'y a aucun accès. Le gouvernement de Prétoria voulait faire aboutir cette voie ferrée à Kosi, le meilleur port du Tongaland ; mais pour atteindre ce point, il fallait traverser le Swaziland dans toute sa largeur. Voici, en substance, la convention sur laquelle les commissaires se sont mis d'accord :

1° L'indépendance du Swaziland, reconnue par la convention de 1884, est de nouveau proclamée. — Rien n'est changé en ce qui concerne l'administration, par le gouvernement swazi, de toutes les affaires indigènes.

2° Il sera établi une administration parallèle pour les colons européens, après entente avec le régent et le conseil.

3° Une Cour de justice sera aussi établie pour appliquer la loi hollandaise et statuer, à l'égard des Européens, sur les délits et les affaires civiles les concernant.

4° Tous les droits légalement acquis devront être sanctionnés par un comité mixte composé des représentants du gouvernement et des tribunaux.

5° Le gouvernement de la République sud-africaine s'engage à n'intervenir ni au Nord, ni au Nord-Ouest de la République, et à favoriser le développement de la South African Company conformément aux pouvoirs accordés à cette compagnie par la charte d'investiture.

6° Le gouvernement anglais reconnaît le droit accordé à la République sud-africaine par le roi du Swaziland de construire un chemin de fer à travers le Swaziland jusqu'à la mer. — Il est entendu que la République sud-africaine pourra passer des traités pour continuer ce chemin de fer jusqu'au point voisin de la baie de Kosi et acquérir les terrains nécessaires dans un rayon de dix milles de la baie.

7° Des stipulations seront faites pour empêcher que la souveraineté sur la baie de Kosi ou sur les terrains susmentionnés ne puisse tomber entre les mains d'une puissance étrangère.

8° Un arrangement dont les conditions restent à régler sera conclu pour l'entrée du Transvaal dans l'Union douanière avec le Cap, l'État libre de l'Orange et le Be-Chuanaland.

9° Si l'entente prévue par l'article précédent ne s'établissait pas dans un délai de six mois, l'arrangement relatif à la baie de Kosi deviendrait caduc; toutefois le gouvernement établi conjointement avec le Swaziland continuera pour une durée de trois ans et ne pourra être révoqué que sur la dénonciation préalable d'une des parties contractantes, faite six mois d'avance.

Dans le cas où le Transvaal entrerait dans l'Union douanière, aucun terme ne serait fixé à la durée de la convention,

Le consul général de Portugal à Pretoria a adressé au président de la République sud-africaine une protestation contre la convention en tant qu'elle serait en désaccord avec un traité conclu entre le Portugal et le Transvaal; mais le secrétaire d'État de la République a donné au Portugal l'assurance que le traité en question sera respecté.

Sir Georges Campbell a fait dans la Chambre des Communes une interpellation pour demander si le Haut-Commissaire de l'Afrique méridio-

nale avait le pouvoir de faire une convention avec le Transvaal et le Swaziland; à quoi le baron de Worms a répondu que le texte de la convention n'était pas encore parvenu au gouvernement, et qu'il devra être soumis à la ratification du Parlement.

Nous avons annoncé, dans notre dernier numéro (p. 243), que la **South African Company** se préparait à faire marcher vers le **Ma-Shonaland** une troupe de 700 hommes armés, campés sur les bords de la Shashi et de la Macloutsié. M. A. R. Colquhoun, en qualité d'administrateur du Ma-Shonaland, les accompagne avec des wagons chargés de dynamite, de pics, de pelles, marteaux et autres instruments à vendre aux pionniers. Le chemin de fer de la Compagnie sera ouvert jusqu'à Vrybourg en octobre, et probablement jusqu'à Mafeking en mai de l'année prochaine. Au mois d'octobre, la ligne télégraphique atteindra la nouvelle capitale de Khama. Deux cent soixante wagons chargés exclusivement de matériel télégraphique, et 1,500,000 livres de provisions ont été envoyés à la Macloutsié en vue du Ma-Shonaland. M. Selous sert de guide à la troupe susmentionnée; il affirme que d'une montagne au bord de la Shashi inférieure, le pays paraît tout ouvert, et que d'après les natifs qui conduiront au pays des Banyai, il ne sera pas difficile d'y construire une route pour les wagons.

Le journal le *Siccle* ayant annoncé qu'il serait question d'attribuer à l'État indépendant du Congo toute la région du Haut-Kassaï, où se trouve le Lounda ou pays du Mouata-Yamvo, l'*Indépendance belge* en a profité pour faire connaître que ce territoire est devenu, sous le nom de **Kouango oriental**, le douzième des districts de l'État du Congo. Il s'étend entre le Kouango et les districts du Kassaï et du Loualaba. Le lieutenant Dhanis, qui avait déjà rempli plusieurs missions au Congo, en a été nommé commissaire. Le journal belge ajoute que le traité du 14 février 1885, entre le Portugal et l'Association internationale africaine, ayant désigné le cours du Kouango comme frontière respective du Portugal et de l'État du Congo, celui-ci avait toujours considéré la région en question comme comprise dans sa sphère d'activité. Nous ne nous souvenons pas que le gouvernement de l'État indépendant du Congo ait adressé à ce sujet aucune notification aux puissances signataires de l'Acte de la Conférence de Berlin. Les cartes nombreuses publiées par M. A.-J. Wauters, rédacteur du *Mouvement géographique*, de Bruxelles, — la dixième édition, indiquant les limites de l'État indépendant et des sphères d'influence d'après les dernières conventions, est du 6 juillet 1890, — n'ont jamais attribué à l'État du Congo la région du Kas-

sai<sup>1</sup>. L'expédition portugaise dirigée par M. Henrique de Carvalho, avec mission d'explorer le Lounda, de 1884 à 1888, après y avoir établi une dizaine de stations, renoua les relations entre le Portugal et les États du Mouata-Yamvo, et les cartes — entre autres celles de Flemming, dont la cinquante-deuxième édition vient de paraître — indiquent généralement le territoire situé entre le Kouango et le Loubilache, au sud de la latitude de Loulouabourg, comme sphère d'influence portugaise. Nous ignorons les négociations qui ont pu amener le Portugal à renoncer aux droits que lui assuraient l'exploration, l'occupation par ses stations, et les traités, et à abandonner le Lounda à l'État indépendant du Congo. Néanmoins, nous ne doutons pas que l'arrangement ne se fasse d'un consentement mutuel.

Le *Bulletin officiel* de l'**État indépendant du Congo** publie un décret du Roi souverain qui règle de la manière suivante la question de l'**ivoire** : Le gouvernement abandonne exclusivement aux particuliers la récolte de l'ivoire des domaines de l'État, dans tous les territoires situés au delà du Stanley-Pool directement accessibles aux steamers en aval des chutes du Congo et en aval de celles de ses affluents, sur une profondeur de rive de 50 kilomètres. Quiconque récoltera ou se procurera, à un titre quelconque, de l'ivoire dans ces territoires aura à payer à l'État, outre les droits de sortie, des droits de patente équivalant à 2 fr. par kilog. Dans les parties du haut Congo non visées ci-dessus, les droits de patente seront de 5 fr. par kilog. A partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, l'exportation de l'ivoire sera soumise au paiement de 200 fr. par 100 kilog. Des bureaux pour la perception de ces droits de sortie seront établis à Bangala, Équateur, Kwamouth et Léopoldville.

Le *Moniteur de l'Algérie* nous apprend que **M. Crampel**, l'explorateur du Haut-Ivindo, dans le **Congo français**, a été chargé de la di-

<sup>1</sup> A la dernière heure, le *Mouvement géographique* nous apporte un article et une carte confirmant les données du *Siècle* et de l'*Indépendance belge*. Passant complètement sous silence les travaux de M. Henrique de Carvalho — dont nous avons sous les yeux trois gros volumes qui attendent un compte rendu, — il mentionne des expéditions belges de MM. Van de Velde, Liénart, Lehmann, Dhanis, qui auraient parcouru ce vaste territoire et qui auraient conclu de nombreux traités avec les chefs du pays demandant la protection de l'État contre les vexations des marchands d'esclaves. Ce serait pour répondre à ces demandes des rois indigènes que l'État indépendant aurait constitué cette nouvelle province. Le *Bulletin* de l'État du Congo publie aussi le décret en vertu duquel a été créé ce douzième district.

rection d'une expédition qui doit durer trois ans. Composée de trente tirailleurs sénégalais, elle s'est embarquée à Dakar et se rendra d'abord chez les Pahouins, d'où elle se dirigera vers le Congo par l'Alima. Par l'Oubangi, elle cherchera à atteindre le lac Albert; puis, traversera le Soudan par le Darfour, le Wadaï, jusqu'au lac Tchad. Elle essaiera de pénétrer dans le Sahara et, par le pays des Touareg, de regagner l'Algérie. M. Crampel a avec lui un Touareg fait prisonnier en 1888 et amené à Paris l'année dernière.

Le 22 juillet, une députation de l'Aborigines Protection Society a présenté à lord Salisbury un mémoire relatif à l'administration du **district des Rivières de l'huile**. Les délégués ont insisté pour qu'il fût pris des arrangements qui favorisassent les intérêts légitimes des natifs. Le Rév. J. Milum, missionnaire à la côte occidentale d'Afrique, a exposé les énormes difficultés que rencontrent les indigènes pour développer honnêtement leur commerce et les restrictions que leur a imposées l'Imperial Niger Company, pour montrer les dangers qu'ils courraient si le gouvernement britannique les plaçait sous l'autorité d'une Compagnie munie d'une charte. Actuellement, en échange des articles qu'ils fournissent, ils ne reçoivent que des armes, des munitions et des spiritueux d'une qualité inférieure. En 1889, 3,500,000 gallons<sup>1</sup> de boissons alcooliques à bon marché ont été débarqués dans ce district par les marchands anglais. Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit plusieurs fois des maux causés aux indigènes par ces spiritueux. En opposition à ceux qui demandent que le gouvernement anglais remette l'administration de ce territoire à une Compagnie marchande à laquelle serait octroyée une charte analogue à celles qu'ont reçues les autres grandes Compagnies anglo-africaines, la députation a exprimé le vœu que le gouvernement britannique transforme ce district en colonie de la couronne, tout en respectant le plus possible les institutions des indigènes. Lord Salisbury a répondu qu'à son avis il ne pouvait être question de faire de ce territoire une colonie de la couronne, à cause de la question de l'esclavage. Celui-ci ne peut pas exister dans une colonie de la couronne; le supprimer tout à coup dans une région vaste et peuplée, où il est profondément enraciné, exigerait une armée et des frais que l'on ne pourrait imposer à l'Angleterre; aussi, l'annexion de ce pays et la création d'une colonie de la couronne lui paraissent-elles impraticables pour

<sup>1</sup> L'*African Times*, auquel nous devons ces renseignements, nous apprend que la petite île de Lagos en reçoit chaque année plus de 1,000,000 de gallons.

le moment. Il vaudrait mieux y affermir et y développer le système consulaire. En présence de cette déclaration de lord Salisbury, nous nous demandons si c'est la question de l'esclavage qui a engagé le gouvernement britannique à renoncer à faire des colonies anglaises au sens propre du mot des immenses territoires exploités par les grandes Compagnies du Niger, de l'Est africain et de l'Afrique méridionale. La législation des colonies de l'Algérie, de l'Angola, de Mozambique a déclaré l'esclavage aboli; les Compagnies anglaises auxquelles leurs chartes respectives accordent le droit d'édicter des lois consacreront-elles l'institution de l'esclavage dans les sphères d'influence britannique au Niger, à Mombas, au Ma-Tébéland et au Ma-Shonaland ?

Nous disions dans notre dernier numéro (p. 239), que les observations présentées à lord Salisbury, par la France, au sujet du protectorat anglais sur Zanzibar, malgré l'acte international conclu le 10 mars 1862 entre la France et la Grande-Bretagne pour la garantie de l'indépendance du sultan de Zanzibar, avaient amené des **négociations entre l'Angleterre et la France**. Elles ont abouti à un arrangement formulé dans deux déclarations, l'une française, et l'autre anglaise dont voici la substance. Par la première, la France consent à modifier l'arrangement de mars 1862 en ce qui touche le sultanat de Zanzibar, et s'engage à reconnaître le protectorat britannique sur les îles de Zanzibar et Pemba aussitôt qu'il aura été notifié. Dans les territoires dont il s'agit, les missionnaires des deux pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la liberté pour les cultes et pour l'enseignement religieux sont garanties. L'établissement de ce protectorat ne peut porter atteinte aux droits et immunités dont jouissent les Français dans ces territoires.

Par la déclaration anglaise, le gouvernement de S. M. britannique reconnaît le protectorat de la France sur l'île de Madagascar avec ses conséquences, notamment en ce qui concerne les exequaturs des consuls et des agents britanniques qui devront être demandés par l'intermédiaire du résident général français. Les missionnaires des deux pays y jouiront d'une complète protection, et la liberté pour tous les cultes et pour l'enseignement religieux y est garantie. L'établissement de ce protectorat ne peut porter atteinte aux nationaux anglais de cette île.

En outre le gouvernement de S. M. britannique reconnaît la zone de la France au sud de ses possessions méditerranéennes jusqu'à une ligne tirée de Saï sur le Niger, à Barrua sur le lac Tchad, et comprenant dans la zone d'action de la Compagnie du Niger tout ce qui appartient

équitablement au royaume de Sokoto. La ligne restant à déterminer par des commissaires à désigner, le gouvernement de S. M. britannique s'engage à nommer immédiatement deux commissaires qui se réuniront à Paris avec ceux qu'aura nommés le gouvernement de la République française pour les détails de la ligne ci-dessus indiquée. Il est expressément entendu que, quand même les travaux des commissaires n'aboutiraient pas à une entente complète sur tous les détails de la ligne, l'accord n'en subsisterait pas moins entre les deux gouvernements sur le tracé général ci-dessus indiqué. Les commissaires auront également pour mission de déterminer les zones d'influence respectives des deux pays dans la région qui s'étend à l'ouest et au sud du moyen et du haut Niger.

Les commissaires anglais sont M. Egerton et sir J. Crowe; les ministères français des affaires étrangères et des colonies ont nommé, de leur côté, MM. Hanotaux et Hausmann, auxquels seront adjoints M. le capitaine Binger, explorateur, M. H. Duveyrier et M. Desbuissons, chef du bureau de géographie au ministère des affaires étrangères.

Nous laissons aux journaux politiques l'appréciation du commentaire que lord Salisbury a cru devoir donner à la Chambre des Lords de la déclaration signée de son nom; et aux journaux anglais le soin d'appliquer ce commentaire en disant que cette déclaration signée du premier ministre de sa majesté britannique n'empêchera pas les Anglais d'étendre leur influence au nord de la ligne déterminant la zone du territoire reconnu à la France. Pour l'honneur de l'Angleterre, nous voulons croire que beaucoup d'Anglais ne verraient pas d'un cœur léger la violation d'un engagement international qui lie, ils le savent bien, non pas le gouvernement de tel ou tel parti, mais l'Angleterre elle-même.

Comme le dit M. F. Schrader dans la note dont il a accompagné la *Carte d'Afrique en trois feuilles* qu'il vient de publier, pour faire connaître les nouvelles délimitations des possessions européennes et notamment celles qui résultent de la convention anglo-française, les termes de celle-ci, quelque incomplets qu'ils soient, permettent cependant de tracer approximativement les nouvelles limites de la France africaine. Entre les colonies ou protectorats français du golfe de Guinée, la ligne de démarcation contournera le territoire anglais d'Achanti et le Togoland allemand pour rejoindre la côte vers Porto-Novo à travers le Dahomey. De là, remontant au nord, elle atteindra le Niger à Sâï, pour se reposer ensuite vers l'est et gagner le lac Tchad auprès de Barrua. La ligne joignant ces deux points ne sera pas droite. Après avoir contourné au nord

la ville de Sokoto, le tracé devra, semble-t-il, suivre le cours du Ouabi ou Yéou, principal affluent occidental du lac Tchad, qui se perd dans le lac un peu au sud de Barrua. De ce dernier point, la limite de la sphère d'influence française remontera par un tracé indéterminé vers Rhat, Ghadamès et la Tunisie. Vers le nord-ouest, du cap Blanc à la frontière d'Algérie, la limite demeure indéterminée au sud-est du Maroc et des côtes sahariennes, dont l'Espagne réclame le protectorat. Comme le fait encore remarquer M. Schrader, c'est au moment où l'explorateur Crampe se dirige, à travers une zone absolument inconnue aux Européens, du Congo vers l'Algérie par le lac Tchad, que les territoires qu'il aura reconnus, étudiés ou acquis, auront été attribués par la convention anglo-française à l'Angleterre ou à l'Allemagne. L'ensemble de la France africaine comprend proportionnellement moins de pays fertiles que le Soudan anglais ou le Cameroun allemand. En revanche, en dehors des parties inhabitables du Sahara, son domaine est en général plus salubre. Dans le Sahara même, bien des régions ne demandent qu'à être mises en valeur par les Européens et à être reliées par des voies de communication rapides. Entre le Sahara sec et le Soudan humide, le premier sera un meilleur centre d'expansion, le second une meilleure zone de commerce.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Quoique le gouvernement français eût interdit à ses ressortissants d'Algérie et de Tunisie de se rendre à la Mecque cette année-ci, un certain nombre d'entre eux s'y sont rendus par Benghazi et Tripoli. Les autorités de l'Algérie et de la Tunisie ne pourront les admettre à rentrer chez eux qu'après qu'ils auront été soumis à de minutieuses mesures de désinfection.

Un comité d'ingénieurs anglais a reconnu la possibilité de canaliser le Nil et a présenté un projet à cet effet au gouvernement égyptien, qui l'a pris en sérieuse considération.

L'Angleterre et l'Italie préparent une action parallèle dans le Soudan oriental dont le but serait l'occupation de Kassala.

La misère la plus affreuse continue à régner au Soudan. Les vivres font absolument défaut de Dongola au Sennaar et des oasis à la mer Rouge.

Le général Gandolfi rapporte que la famine sévit aussi en Abyssinie et que les habitants du Tigré se réfugient à Massaouah et dans les environs. Le gouvernement italien devra fournir des secours et des vivres à tous ces malheureux.

Mgr Livinhac est arrivé du Victoria-Nyanza à Zanzibar, avec un certain nombre de jeunes Ba-Ganda, qui seront instruits dans l'art de la médecine, comme ceux

que les missions d'Alger ont déjà envoyés dans l'intérieur de l'Afrique. Mwanga paraît apprécier et rechercher tout spécialement les médecins nègres.

D'après le *Courrier de Hanovre*, le major de Wissmann est occupé de la rédaction des derniers faits relatifs à son activité en Afrique, où il retournera dès qu'il sera complètement rétabli. A son avis, l'Allemagne a pour devoir d'assurer la sécurité des routes suivies par les caravanes et de gagner les tribus de l'intérieur. Il établira à Bagamoyo le siège du commissariat impérial.

Le *Nieuwe Rotterdamshe Courant* annonce que le but du voyage du général Paul Joubert est d'organiser un nouveau service direct de steamers entre la Hollande et la baie de Delagoa, de prendre les arrangements nécessaires pour la construction d'un port dans la baie de Kosi et de chercher à obtenir les fonds nécessaires à la création de la voie ferrée entre Prétoria et Kosi. La Compagnie hollandaise sud-africaine a promis d'employer exclusivement le nouveau service subventionné pour le transport de toutes les marchandises qu'elle importe d'Europe.

Ensuite de mesures sanitaires prises en Europe contre le choléra, l'administration des postes britanniques a fait savoir que les paquebots à destination de la Colonie du Cap, de Natal, du Transvaal et de l'État libre d'Orange ne feront plus escale à Lisbonne jusqu'à nouvel ordre. Les correspondances destinées à ces pays devront être exclusivement dirigées sur Londres.

Lo-Bengula, roi des Ma-Tébélé, a délégué deux envoyés au gouverneur de la Colonie du Cap, sir H.-B. Loch, pour conférer sur des questions d'intérêt dans lesquelles il n'est pas d'accord avec la South African Company.

Deux cent six nègres du Soudan et de la côte N.-E. d'Afrique ont passé par Marseille, se rendant au Congo, où ils doivent servir dans la milice de l'État indépendant, qui les a recrutés. Ils ont avec eux cinq femmes et neuf enfants. Agés de 20 à 25 ans, ils paraissent robustes, et le gouvernement qui les a engagés attend d'eux un excellent service, dans un climat qui diffère peu du leur.

D'après une déclaration de sir J. Fergusson à la Chambre des Communes, les États-Unis, qui avaient d'abord soulevé des objections au sujet de l'établissement de droits d'entrée par l'État indépendant du Congo, ont signé un acte de renonciation au droit des États-Unis à la libre entrée des marchandises américaines dans l'État du Congo, aux mêmes conditions et dans les mêmes limites que celles qui sont spécifiées dans la déclaration signée par les puissances signataires de l'Acte de Bruxelles.

Une convention a été signée entre l'Allemagne et l'État du Congo réglant l'extradition des criminels et stipulant que les deux gouvernements se prêteront mutuellement aide et secours dans les causes pénales pendantes entre les territoires de protectorat allemand en Afrique et l'État du Congo.

Ensuite de décisions de la Conférence de Bruxelles, l'Imperial Niger Company a résolu de prohiber absolument l'importation et le trafic des boissons alcooliques dans la région qu'elle exploite.

La ligne télégraphique entre Porto-Novo et Kotonou est complètement terminée,

malgré les difficultés que présentait son établissement sur un parcours de 30 kil., dans un terrain marécageux, couvert d'épais fourrés et coupé par de nombreuses lagunes. Grâce au concours des chefs indigènes, cette ligne revient à un prix inférieur aux prévisions. Les dépenses seront facilement couvertes par les recettes, le commerce de Porto-Novo ayant grand intérêt à se servir de cette ligne pour communiquer avec Kotonou, Lagos, la Colonie anglaise de la Côte-d'Or et l'Europe.

L'Union chrétienne de jeunes gens d'Abeokouta a adressé au Comité pour le commerce des liqueurs aux natifs une lettre dans laquelle elle expose les maux causés aux indigènes par l'eau-de-vie des Européens :

« Le pays, » dit la lettre, « est inondé de rhum et de gin ; actuellement, les habitants meurent ; il n'y a plus aucun ordre ; l'anarchie règne partout ; rois et administrateurs abusent de leurs fonctions ; les parents et les enfants ne reconnaissent plus leurs devoirs mutuels ; et ce qu'il y a de plus déplorable, les enfants sont nourris de ces boissons vénéneuses. »

Le roi des Nalous, Dina Sal fou, se propose de créer à Sougoubouly, sa résidence, une école française ; l'autorité française a donné son assentiment à ce projet.

Le gouvernement espagnol étudie les moyens d'améliorer les communications entre l'Espagne et ses possessions sur la côte marocaine. Aujourd'hui, il n'y a qu'un petit steamer qui porte les dépêches entre Malaga et Melilla. Il serait question de poser un câble d'Algésiras à Ceuta, Melilla et les autres possessions espagnoles dans cette région.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

*Le Bulletin* de la Société anti-esclavagiste de France a publié une lettre de S. Em. le cardinal **Lavigerie** à MM. les présidents et membres des Comités nationaux de la Société anti-esclavagiste, à l'occasion de la prochaine réunion d'un **Congrès anti-esclavagiste**. La conférence des puissances ayant terminé ses travaux, le moment paraît convenable pour la convocation d'un Congrès des sociétés privées anti-esclavagistes, qui se réuniront à Paris, dès le 15 octobre prochain. Chaque Comité national y enverrait trois représentants avec les pouvoirs qu'il jugerait convenables. La séance d'ouverture sera présidée par Mgr Lavigerie lui-même. Le Congrès y élira son bureau et y fixera son ordre du jour définitif. En attendant, le programme suivant est proposé : 1° Décider, s'il y a lieu que chaque Comité national anti-esclavagiste se réserve, en Afrique, une sphère territoriale d'action qui lui soit propre et laquelle ?

2° Décider si les Comités nationaux doivent, de concert avec leurs gouvernements respectifs, travailler à former des corps de volontaires

pour combattre la traite, soit aux pays d'origine, soit sur les routes des caravanes.

3° Décider les moyens qu'il y a lieu d'employer, suivant les habitudes de chaque pays, pour recueillir des ressources pour les œuvres destinées à secourir les victimes de l'esclavage.

4° Nommer, à la majorité des voix, le jury qui devra juger le concours pour le meilleur ouvrage populaire en faveur de l'abolition de l'esclavage.

En dehors de ces questions qui sont officiellement proposées, chaque Comité national, par l'organe de ses représentants, sera libre de soumettre aux délibérations du Congrès les questions qui lui paraîtront les plus utiles au succès de l'œuvre.

Le cardinal Lavigerie est arrivé à Paris pour y diriger les préparatifs du Congrès.

A propos des travaux de la **conférence de Bruxelles**, dont les décisions sont d'ailleurs hautement appréciées par lui, Mgr Lavigerie regrette qu'il n'y ait été dit qu'un simple mot des contrats de domesticité, tandis qu'il semblait désirable que la question des *travailleurs libres* qui a préoccupé et qui préoccupe encore, à bon droit, tant d'économistes éminents, fût traitée en détail et à fond. « Il y a là, » dit le cardinal, « une question vitale pour le continent africain. L'Afrique ne peut se développer avec son agriculture, son commerce, ses industries futures que par une main-d'œuvre convenable. Cette main-d'œuvre, elle ne peut la trouver que dans le pays même, à cause des conditions du climat ; mais, d'autre part, si les travailleurs libres doivent continuer à se recruter sans obstacle comme ils se recrutent en certaines régions, je veux dire par des procédés en tout semblables à ceux de la traite ; si leur esclavage ne diffère que par la durée ; si on les poursuit, sans autre but que de s'en emparer, comme d'un gibier humain, si on les capture par la violence, comme le font, sur les côtes de l'océan Atlantique et au sud du Congo, les fournisseurs de cet infâme commerce, ils ne diffèrent des esclaves proprement dits que parce que les uns sont voués à l'esclavage perpétuel et les autres à l'esclavage temporaire. Et encore, comme on l'a tristement observé, ne peut-on, la plupart du temps, établir cette différence, parce que la vie de ces infortunés se termine avec le temps de leur esclavage, grâce à la façon inhumaine avec laquelle leurs maîtres calculent ce qu'ils en peuvent tirer utilement, en leur faisant supporter, juste dans la proportion exigée pour ne pas périr, la faim, les coups, les traitements les plus infâmes. Je ne vois pas si nous n'empirons pas

encore leur sort en leur enlevant le bénéfice de la pitié qui se porte sur les esclaves proprement dits. »

Après avoir apprécié la valeur des travaux de la conférence au point de vue de l'action directe des puissances, qui se sont réservé la direction de toutes les entreprises qui doivent concourir publiquement à la suppression de la traite, le cardinal Lavigerie montre que ces puissances auront besoin d'aide pendant longtemps encore et que l'Acte général de Bruxelles réserve une place à toutes les bonnes volontés, particulièrement à celles qui se sont associées pour aider à supprimer le fléau. Il est même fait un appel direct à leur concours dans les formes où les gouvernements peuvent le faire, c'est-à-dire en leur réservant des droits à la protection des puissances.

Nous avons annoncé, dans notre dernier numéro (p. 248), le départ pour l'Afrique équatoriale, de **vingt nouveaux missionnaires d'Alger**. Dans la cérémonie des adieux, Mgr Lavigerie leur a adressé des recommandations qui devraient être faites à tous ceux que des Sociétés missionnaires, de quelque dénomination qu'elles soient, envoient en Afrique. « L'apôtre, ne l'oubliez jamais, c'est exclusivement l'homme de Dieu et des âmes. S'il veut être autre chose, il n'est rien qu'un souffle qui passe et une cymbale retentissante. Non seulement il doit être prêt à tout souffrir, il faut qu'il se désintéresse de tout ce qui n'est pas sa mission propre. Vous allez vous trouver dans le centre de l'Afrique, au milieu des compétitions, des divisions, des passions, souvent légitimes, de toutes les nations engagées dans les querelles d'où dépend l'avenir africain. Ne prenez jamais parti pour quelque cause politique que ce puisse être; ne soutenez aucun autre intérêt que celui de la foi et de l'humanité; soyez pleins de respect pour l'autorité partout où elle est établie; donnez à tous également le concours de votre charité; ne laissez jamais mêler ni votre cause, ni votre nom à des intérêts humains; si l'on vous accuse, contre toute vérité, protestez, protestez encore, n'acceptez pas que l'on méconnaisse en vous des hommes vraiment apostoliques, c'est-à-dire sachant embrasser dans un égal amour toutes les nations d'ici-bas. Prouvez surtout, par des faits plus encore que par des paroles que c'est là votre seule pensée. »

Au nombre des nouveaux missionnaires, sont deux anciens esclaves, cruellement enlevés à leurs familles, capturés dans les contrées de l'intérieur, sauvés par les missionnaires d'Alger, élevés par eux, instruits des vérités chrétiennes, et formés à l'amour de leur peuple jusqu'à vouloir se sacrifier pour le tirer de la barbarie dont ils ont été eux-

mêmes les victimes, et l'en tirer par les bienfaits mêmes de la civilisation. Initiés à l'art de guérir, ils vont, en soignant les maladies des nègres de l'intérieur, chercher encore à guérir les maux de leur âme, réclamés sur la renommée des guérisons que d'anciens esclaves devenus médecins chrétiens et partis précédemment opèrent autour d'eux.

Le sultan de **Zanzibar** a émis un décret qui maintient les ordonnances relatives à l'esclavage telles qu'elles existaient avant l'adoption de la convention anglo-allemande. La vente et l'échange des esclaves, ainsi que les dépôts d'esclaves sont interdits. Si un propriétaire d'esclaves vient à mourir, ses esclaves reviennent à ses enfants, et, à défaut d'enfants, les esclaves deviendront libres. Les actes de cruauté commis sur un esclave exposent son propriétaire à perdre ses droits. Si des arabes épousent des sujets anglais, leurs esclaves sont affranchis. Aucun affranchi ne pourra posséder d'esclaves. Les esclaves pourront racheter leur liberté ; les propriétaires sont obligés de consentir à ces rachats. Dans la Chambre des Communes, M. Buchanan a demandé si l'esclavage était reconnu comme état légal dans aucun pays de protectorat britannique. Sir J. Fergusson a répondu qu'aucune date n'était fixée pour la proclamation du protectorat britannique à Zanzibar ; qu'il serait impolitique de demander la confiscation d'esclaves domestiques dans un pays musulman placé sous le protectorat anglais ; que l'esclavage étant légal d'après la loi du pays, il serait reconnu comme légal. Que certainement il serait interdit aux sujets britanniques d'acheter, de vendre ou d'échanger des esclaves ; que le devoir des Anglais serait de veiller à ce qu'il ne se commît pas d'abus, et de pourvoir à l'application des décisions de la conférence de Bruxelles, qui amèneraient l'extinction graduelle de l'esclavage. — Sur l'ordre du sultan, dix maisons qui faisaient le courtage des esclaves ont été fermées. — D'autre part les Arabes ont fort mal accueilli le décret du sultan. Ils se sont réunis en meeting de protestation, ont fait lacérer les proclamations du sultan, et ont obtenu de lui qu'il les modifiât. Les propriétaires ont obtenu l'autorisation de frapper, comme auparavant, leurs esclaves ayant commis un délit. Le sultan prononcera chaque fois qu'un esclave demandera à être mis en liberté.

Le P. Augouard, écrit de Saint-Louis de l'**Oubangi**, aux *Missions Catholiques* : dans les nouvelles tribus que nous sommes appelés à évangéliser, l'esclavage atteint, si je puis ainsi parler, le dernier degré de la cruauté ; l'esclave est tout simplement une viande de boucherie.

Les détails aussi navrants que véridiques rapportés par des témoins

oculaires, ne permettent plus le moindre doute à cet égard. Or, si l'esclavage ordinaire paraît si digne de pitié, que penser du sort de ces malheureux condamnés d'avance à servir de nourriture à leurs semblables ?

C'est donc au centre du cannibalisme le plus effréné que nous nous trouvons ; pour exciter la sympathie de vos lecteurs, je vous citerai quelques faits absolument authentiques, qui ont été vus, soit par moi, soit par des témoins entièrement dignes de foi.

Dans certaines contrées de l'Afrique, l'anthropophagie n'existe que comme représailles de guerre, et pour enlever aux vaincus même l'honneur de la sépulture. Mais à l'Oubangi, c'est une nourriture usuelle ; il ne se passe pas de jour qu'un village ou un autre n'immole une victime destinée à faire les frais d'un festin. C'est tantôt la mort d'un chef, tantôt la glorification d'une victoire, tantôt l'annonce d'une bonne nouvelle qui sert de prétexte ; la jalousie et l'orgueil s'en mêlent aussi, et tel chef luttera contre tel autre pour avoir la renommée d'immoler le plus grand nombre d'esclaves.

Pour ces sauvages, un repas de chair humaine est un régal. Chez eux, c'est tout naturel, et ils préfèrent cette viande à toutes les autres, disant que c'est un aliment noble, tandis que les animaux ne fournissent qu'une vile nourriture. « C'est horrible ce que vous faites-là, » disait-on un jour à quelques cannibales. » — « Au contraire, c'est délicieux avec du sel et du piment ! » — « Vous comprenez la différence qui existe entre un homme et un animal. L'homme est intelligent ; il vous parle au moment où vous allez le manger ; il ne vous a fait aucun mal. Et puis l'on pourra vous manger, vous aussi, si vous tombez un jour entre les mains de vos ennemis !... »

« C'est le sort de la guerre, cela. Tout ce que vous dites prouve combien il est distingué de manger de la chair humaine : une viande qui avait un nom et qui parlait ! Et puis, cette viande a un goût tout particulier. »

La cruauté revêt parfois des raffinements de barbarie qu'on aurait peine à croire, témoin le fait suivant cité par un capitaine d'état-major de l'armée belge, M. Coquilhat, qui a passé quelques mois dans le Haut Congo, près de l'Oubangi.

Mongonga, chef de Mongoulé, a acheté Bolombo, un indigène de l'Irébou. Il lui a cassé hier matin les bras et les jambes à coup de masse afin de le manger aujourd'hui. Mongonga a exposé toute la nuit sa victime encore vivante dans le fleuve, la tête sortant seule de l'eau. Le

but en était de rendre l'épiderme noire plus facile à enlever. Cette opération s'est faite le matin au lever du jour, après la décapitation. La tête a été bouillie dans un pot séparé. Quant au corps, on l'a dépecé et mis dans la marmite avec des quartiers de chèvre, de l'huile de palme et du sel. De grandes quantités de manioc étaient cuites, et vingt jarres de bière de canne à sucre étaient réunies pour les nombreux amis qui avaient été invités. Le festin fut superbe. Vers cinq heures du soir, les convives s'embarquent dans une grande pirogue, au centre de laquelle est placée, dans un énorme vase, la moitié restante de l'homme étuvé. Il s'agit d'aller continuer la fête chez un chef voisin qui a fait, lui aussi, large provision de bière pour la circonstance.

L'embarcation passe devant la station de l'État du Congo ; tous les payeurs chantent au son du tambour. Mongonga s'avise de vouloir parler à quelqu'un de la station et dirige sa pirogue vers mon débarcadère. Cela dépasse les bornes, je lui intime défense d'aborder, en lui exprimant toute mon horreur pour son anthropophagie. Le chef de Mongouélé est tout surpris de ma répulsion. « Vous voulez rire, n'est-ce pas ! » me dit-il. Et il continue d'approcher. J'appelle la garde avec les fusils et je le fais coucher en joue. « Pourquoi l'homme blanc est-il irrité contre moi ? » demande-t-il à ses amis. « Quand il tue une chèvre, je ne m'en mêle pas. Cet homme que j'ai mis à mort était bien ma propriété ; je ne l'avais ni volé, ni capturé, mais acheté pour de la belle étoffe. » Et il s'éloigna vivement.

Au mois de janvier dernier, un jeune et vigoureux esclave, âgé de 18 ans environ, arrive un matin à la mission de Saint-Louis, seul dans une pirogue qu'il manœuvre avec dextérité. Son maître étant près de mourir, on devait immoler des esclaves, et, se trouvant dans les conditions d'embonpoint normal, il ne manquerait pas de faire partie du contingent ; pour cette raison, il venait se mettre sous la protection des missionnaires. Sa retraite ne tarda pas à être connue du chef qui envoya une ambassade le réclamer. Les missionnaires déclarèrent que si le fugitif ne voulait pas retourner chez son ancien maître, personne ne pourrait l'y contraindre, et qu'il était devenu libre le jour où il s'était mis sous la protection de la croix et du pavillon français. Les missionnaires l'affermirent dans sa résolution, persuadés que s'ils le rendaient à son maître, il serait infailliblement mis à mort. Le maître vint au bout de quelques jours faire de nouvelles instances ; mais le jeune homme persista dans son refus de le suivre, et il resta à la station. Toutefois, pour ne pas être traités de voleurs d'esclaves, les missionnaires donnèrent au maître pour 60 fr. d'étoffes, de perles et de laiton.

Il arrive parfois qu'on jette au fleuve les esclaves qui ne s'engraissent pas au gré de leur maître; et quand les missionnaires les recueillent, les indigènes au comble de l'étonnement leur demandent ce qu'ils pourront faire de pareils squelettes.

## LA CONFÉRENCE ANTI-ESCLAVAGISTE DE BRUXELLES

### (DEUXIÈME ARTICLE)

Nous avons rappelé, dans un premier article (p. 253-261), ce qu'avaient fait les États civilisés, au point de vue de la traite, de 1815 à 1889, soit jusqu'au moment de l'ouverture de la Conférence qui vient de terminer ses travaux. Il nous reste à exposer aujourd'hui ces travaux eux-mêmes, ou plutôt les résolutions auxquelles ils ont abouti et que le *Journal des Débats* appelle « le Code idéal de la civilisation. » Pour arriver à une entente commune, les délégués des dix-sept Puissances représentées ont dû déployer, pendant sept mois consécutifs, une persévérance à toute épreuve, afin de triompher des difficultés de toute nature qui surgissaient à chaque instant soit du dehors soit du dedans. Ils les ont surmontées, « grâce à la ferme volonté, dont ils étaient tous également animés » — ainsi s'expriment-ils dans le préambule de l'Acte Général de la Conférence « de mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la traite des esclaves africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique, et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la paix et de la civilisation. »

On comprend, à ces mots, que tout en concentrant spécialement leur attention sur la traite proprement dite, soit par terre soit par mer, ils n'ont pas négligé de s'occuper de l'importation des armes et des munitions sans lesquelles la chasse à l'homme serait presque inconnue, et de celle des spiritueux qui crée un des plus grands obstacles au développement de la civilisation en Afrique.

Dans l'étude des mesures à adopter pour arriver à la suppression de la traite, la Conférence a divisé le champ de ses travaux en cinq parties.

- 1° Les pays de traite : Mesures à prendre aux lieux d'origine.
- 2° Les routes des caravanes et transport d'esclaves par terre.
- 3° Répression de la traite sur mer.
- 4° Les pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique.

5° Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

Les mesures restrictives du trafic des spiritueux et les dispositions finales font l'objet de deux chapitres spéciaux.

Jusqu'à aujourd'hui, il n'aurait pas été possible aux États civilisés de rechercher ensemble les mesures à prendre aux lieux d'origine de la traite, ceux-ci étant tous situés à l'intérieur du continent, et l'influence des puissances européennes ne dépassant guère les côtes. Mais l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la France, le Portugal, l'État indépendant du Congo s'étant attribué la plus grande partie des territoires de l'Afrique centrale, se trouvent par là même avoir pris sous leur protectorat les lieux d'origine de la traite, à l'exception toutefois de ceux qui sont placés à l'ouest du Nil et au nord du bassin du Congo. Or, dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le protectorat des nations civilisées, les moyens les plus efficaces pour combattre la traite ont paru aux délégués être :

1° L'organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux et militaires.

2° L'établissement graduel, par les puissances de qui relèvent les territoires, de stations fortement occupées de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par les chasses à l'homme.

3° La construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte, et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes, en vue de substituer des moyens économiques et accélérés de transport au portage actuel par l'homme.

4° L'installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui de postes fortifiés établis sur les rives.

5° L'établissement de lignes télégraphiques assurant la communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration.

6° L'organisation d'expéditions et de colonnes mobiles qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuient l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours.

7° La restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées, et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la traite.

Sans doute, la mission principale des stations, des croisières intérieures organisées par chaque puissance et des postes qui leur serviront de ports d'attache, sera d'empêcher la capture des esclaves et d'intercepter les routes de la traite; mais elles auront comme tâche subsidiaire de servir de point d'appui et, au besoin, de refuge aux populations indigènes placées sous la souveraineté ou le protectorat de l'État de qui relève la station; de mettre les populations indigènes à même de concourir à leur propre défense; de diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien-être, à les élever à la civilisation et à amener l'extinction des coutumes barbares telles que le cannibalisme et les sacrifices humains. Les stations devront en outre prêter aide et protection aux entreprises du commerce, en surveiller la légalité, contrôler les contrats de service avec les indigènes, et préparer la création de centres de culture permanents et d'établissements commerciaux. Elles protégeront, sans distinction de culte, les missions religieuses établies ou à établir; pourvoiront au service sanitaire et accorderont l'hospitalité et des secours aux explorateurs et à tous ceux qui participent en Afrique à l'œuvre de la répression de la traite.

Les moyens indiqués ci-dessus ne sont pas les seuls que les puissances s'engagent à employer pour la répression de la traite; elles choisiront tous autres moyens qui leur paraîtront convenables, chacune dans ses possessions respectives et sous sa direction propre. Tout en se réservant de pouvoir déléguer à des compagnies munies de chartes tout ou partie de leurs engagements, elles demeurent néanmoins directement responsables de ces engagements et en garantissent l'exécution. Elles promettent aussi accueil, aide et protection aux associations nationales et aux initiatives individuelles qui voudraient coopérer dans leurs possessions à la répression de la traite, mais seulement sous la réserve de leur autorisation préalable et révocable en tout temps, de leur direction et contrôle, et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

La législation pénale de chacune des puissances contractantes devra s'appliquer, dans le territoire sur lequel s'étend son protectorat, aux attentats graves envers les personnes, aux organisateurs et aux coopérateurs de chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et des enfants mâles, et à tous individus participant à la capture des esclaves par la violence; et les dispositions pénales qui concernent les attentats à la liberté individuelle seront appliquées aux convoyeurs,

transporteurs et marchands d'esclaves. Les co-auteurs et les complices, les capteurs et les trafiquants d'esclaves seront punis de peines proportionnées à celles qu'auront encourues les auteurs. La puissance sur le territoire de laquelle seront trouvés les coupables est tenue de les livrer aux tribunaux compétents pour les juger.

Quant aux indigènes enlevés aux capteurs et aux trafiquants d'esclaves, ils seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine, sinon l'autorité locale leur facilitera, autant que possible, les moyens de vivre et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée. En outre, tout esclave fugitif qui, sur le continent, réclamera la protection des puissances signataires, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations officiellement établis par elles ou à bord des bâtiments de l'État naviguant sur les lacs et les rivières. Les stations et les bateaux privés ne sont admis à exercer le droit d'asile que sous la réserve du consentement préalable de l'État.

Nous supposons que cette disposition vise des stations comme celle de Bagamoyo, actuellement dans la sphère d'influence allemande, et Frere Town, près de Mombas, dans la sphère d'influence britannique; et nous sommes heureux de penser que, sous le régime établi par la Conférence de Bruxelles, ces établissements, auxquels certainement ni l'Allemagne, ni l'Angleterre ne pourront refuser leur consentement, auront toute liberté d'exercer le droit d'asile envers les esclaves fugitifs, sans être exposés à voir, comme l'année dernière encore, les soi-disant propriétaires d'esclaves de Mombas ou d'ailleurs venir réclamer et ressaisir leur prétendue propriété humaine jusque dans les chambres des missionnaires, obligés de se soumettre à la règle établie par le consul général anglais à Zanzibar, leur interdisant de recevoir dans leurs établissements des esclaves fugitifs.

Chacun sait le rôle que jouent dans les razzias d'esclaves à l'intérieur les munitions et les armes importées d'Europe, achetées par les Arabes, qui en munissent les indigènes dont ils se servent pour faire leurs chasses à l'homme. Il importait que la Conférence cherchât, sinon à en interdire d'une manière absolue, du moins à en restreindre le plus possible l'importation dans les pays où sévit la traite. Les dispositions qu'elle a prises à cet égard nous paraissent parfaitement sages. « L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique, » ainsi s'exprime l'article 8, « ayant démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de traite et dans les guerres intestines entre les

tribus indigènes, et cette même expérience ayant prouvé manifestement que la conservation des populations africaines, dont les puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale, si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies, les puissances décident, pour autant que le permet l'état actuel de leurs frontières, que l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches, est, sauf dans les cas et sous les conditions prévus dans l'article suivant, interdite dans les territoires compris entre le 20° parallèle nord et le 22° parallèle sud, et aboutissant vers l'ouest à l'Océan atlantique, vers l'est à l'Océan indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

Dans la zone ainsi déterminée, toutes les armes à feu importées devront, d'après l'article 9, être déposées, aux frais, risques et périls des importateurs, dans un entrepôt public placé sous le contrôle de l'administration de l'État. La sortie des entrepôts ne pourra avoir lieu sans l'autorisation de l'administration; et, sauf certains cas expressément spécifiés, l'autorisation sera refusée pour toutes les armes de précision, telles que fusils rayés, à magasin, ou se chargeant par la culasse, entières ou en pièces détachées, ainsi que pour leurs cartouches, les capsules ou pour d'autres munitions destinées à les approvisionner.

Dans les ports de mer pourront être admis des entrepôts particuliers, mais seulement pour la poudre ordinaire et les fusils à silex, et à l'exclusion des armes perfectionnées et de leurs munitions.

Un port d'arme est institué en faveur de ceux que des raisons spéciales conseillent de tenir armés. Indépendamment des mesures prises directement par les gouvernements pour l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense, des exceptions pourront être admises à titre individuel pour des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas cédées ou vendues à des tiers, et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Toute arme, dans les cas prévus ci-dessus, sera enregistrée et marquée au contrôle qui délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de port d'arme, indiquant le nom du porteur et l'estampille de laquelle l'arme est marquée. Ces permis révocables en cas d'abus constaté, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

Les gouvernements s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution aussi complète que possible des dispositions relatives à l'importation, à la vente et au transport des armes à feu et des munitions, ainsi que pour en empêcher soit l'entrée et la sortie par leurs frontières intérieures, soit le passage à travers les régions où sévit la traite.

Les peines que les puissances s'engagent à infliger aux transgresseurs de ces défenses sont : outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, l'amende ou la prison, ou encore ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

Les engagements pris par les puissances en ce qui concerne la traite aux lieux d'origine sont valables pour douze ans. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifié son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la revision, ils demeureront obligatoires pendant deux ans, et ainsi de suite de deux ans en deux ans.

Mais ce n'est pas seulement aux lieux d'origine que doivent s'appliquer les mesures propres à supprimer la traite, c'est tout le long des routes des caravanes, de l'intérieur jusqu'à la côte, par lesquelles les transports d'esclaves sont amenés aux lieux d'embarquement. Sous ce rapport, voici les engagements que se sont imposés les puissances signataires de l'acte de la Conférence.

Indépendamment de leur action répressive ou protectrice au foyer de la traite, les stations, croisières et postes mentionnés plus haut auront en outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone voisine de la côte déjà soumise à l'action des puissances souveraines ou protectrices, elles devront établir des postes pour intercepter les convois et libérer les esclaves.

Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la

mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur, ainsi que la formation et le départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves. Les caravanes débouchant à la côte ou dans le voisinage, ainsi que celles arrivant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la puissance territoriale, seront soumises à un contrôle très minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout individu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force, ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté; l'administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés. Les actes criminels et délictueux relatifs aux transports d'esclaves par terre seront punis comme ceux qui se rapportent aux foyers de la traite; et les individus qui auront encouru une pénalité à cet égard devront fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la traite.

(La fin au prochain numéro.)

#### BIBLIOGRAPHIE <sup>1</sup>

M. Hans Klössel. DIE SÜDAFRIKANISCHEN REPUBLIKEN (Buren Freistaaten) FÜR DEUTSCHES EXPORT UND AUSWANDERUNG. Leipzig (Eduard Heinrich Mayer), 1890, in-8°, 234 p. et carte. M. 4.50. — Il est peu de nations plus intéressantes que ces boërs hollandais, ce peuple africanisé, si remarquable par son énergie, sa ténacité et son amour farouche pour l'indépendance; il est peu d'histoires plus curieuses que celle de ses migrations, de son expansion en dehors de son domaine primitif, et de sa prise de possession du sol, accomplie malgré des difficultés de toute nature. On lui a reproché sa dureté à l'égard des indigènes soumis, son égoïsme; mais on n'a pas assez fait ressortir ses grandes qualités, ses habitudes de travail et de sobriété, sa fidélité à la foi de ses ancêtres, son courage dans le malheur. Avec le développement qu'ont pris les voyages et les relations entre les peuples, les boërs sont de mieux en mieux connus et appréciés. Dans leurs deux républiques de l'Orange et

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

du Transvaal, leur situation politique est régularisée et il n'est pas probable qu'elle soit modifiée d'ici à bien des années, car les Anglais ne sont guère disposés à renouveler une expérience qui leur a coûté cher, et aucune autre puissance ne songe actuellement à s'annexer les deux républiques sud-africaines.

Le but que poursuivent les nations européennes est de prendre leur part, et la plus grosse possible, du commerce extérieur des deux pays. Notre petite Suisse elle-même ne reste pas en arrière. A l'instigation de la Société de géographie commerciale de Saint-Gall, il s'est formé une Société suisse d'exportation pour les Républiques sud-africaines et les territoires voisins. Quant à l'Allemagne, le livre de M. Klössel lui ouvre les voies, et la preuve qu'il est apprécié et qu'il a rempli son but, c'est qu'il en est à sa seconde édition. Il a été écrit principalement pour le négociant et l'émigrant allemands. Mais ce n'est pas un simple memento; il forme une monographie complète où tout se trouve condensé : histoire depuis l'arrivée des premiers convois d'émigrants hollandais au commencement du dix-septième siècle jusqu'à la prise de possession par l'Angleterre, au soulèvement du Transvaal (en 1880-81) et aux événements les plus récents; configuration du sol, climat, population, gouvernement, finances, agriculture et élève du bétail, industrie et commerce. L'auteur ne s'en est pas tenu à ces renseignements généraux; il a voulu donner des indications pratiques de nature à faciliter le plus possible le commerce et l'émigration allemands. C'est pour cela qu'il reproduit, dans une troisième partie, le texte même des traités politiques ou commerciaux conclus entre les Républiques sud-africaines et les puissances européennes, ainsi que les lois concernant les brevets et les patentes d'industrie et de commerce dans le Transvaal, qu'il fournit des renseignements précieux sur les frais de transport des voyageurs et des marchandises, d'Europe jusque dans ces pays lointains, malheureusement encore dépourvus de bonnes voies de communication, sur les douanes, les postes, les télégraphes, etc. Tout cela est clairement exposé et de manière à rendre les recherches faciles. Une carte, que nous aurions désirée à une plus grande échelle, clôt ce volume, qui doit à son caractère pratique d'être d'une grande utilité.

*Henrique A.-D. de Carvalho.* OS CÂES BRITANNICOS ON A NYASSALAND DO REV. HORACE WALLER. Lisboa (Imprensa moderna), 1890; in-8°, 71 pages. — Le rév. Horace Waller, superintendant de la Mission des Universités, dont les stations se trouvent dans le territoire portugais de

l'Afrique orientale entre le Zambèze, le Chiré, le Nyassa et la Rovouma, ayant cru devoir publier un mémoire pour justifier l'ultimatum du 11 janvier de lord Salisbury au Portugal, M. H. de Carvalho, un de ces explorateurs portugais auxquels la science géographique doit le plus, réfute les arguments du rév. Waller. Les Anglais attribuant à Livingstone la gloire de la découverte du Chiré et du Nyassa, et accréditant cette légende en donnant le nom de Livingstonia, à l'une des stations missionnaires ainsi qu'aux territoires qui séparent le Nyassa du Tanganyika, M. de Carvalho n'a pas de peine à montrer que d'après le témoignage de Livingstone lui-même, lors de son premier voyage de Loanda à Quilimane, il reçut du Senhor Candilo, magistrat à Tété, ses premiers renseignements sur cette région. En outre, les Anglais, se prévalant du bien fait par les missionnaires écossais aux Ma-Kololo de Livingstone, M. de Carvalho rappelle que ces Ma-Kololo, laissés par Livingstone à la charge du gouverneur de Tété, ont reçu de celui-ci vêtements, nourriture, terrain à cultiver, semences et instruments de travail, reconnaissants envers leur bienfaiteur portugais jusqu'au moment où, sous l'influence des missionnaires, des agents de la Société des lacs, des consuls Buchanan et Johnston, ces mêmes Ma-Kololo se laissèrent entraîner à devenir les instruments des convoitises politiques anglaises et à accepter le protectorat britannique.

Il est à regretter que la réponse solide de M. de Carvalho, appuyée sur des faits et des documents parfaitement authentiques, soit écrite en portugais, et qu'elle ne puisse rencontrer beaucoup de lecteurs en dehors du Portugal. Au reste, à l'heure qu'il est, elle n'aura plus d'intérêt que pour ceux qui placent la morale et la justice au-dessus de la force des ultimatums comme celui de Lord Salisbury. Déjà l'on dit que l'accord est signé entre l'Angleterre et le Portugal. Le procédé de l'Angleterre appartient donc à l'histoire, dont la justice sait rendre à chacun le jugement qui lui est dû.

*Prince Roland Bonaparte. LE PREMIER ÉTABLISSEMENT DES NÉERLANDAIS A MAURICE.* Paris (imprimé pour l'auteur), 1890, in-4°, 60 pages et 5 planches. — Le prince Roland Bonaparte n'est pas seulement un voyageur aimant à parcourir le monde du nord au sud et de l'est à l'ouest, c'est encore et surtout un observateur attentif des phénomènes géographiques qui frappent ses yeux, des types ethnographiques qu'il rencontre, quelque divers qu'ils soient : indigènes de la Nouvelle-Guinée, indiens de Surinam, Hottentots, Lapons, etc. Quelque étendu cependant

que soit le champ de ses études géographiques et ethnographiques, il semble s'être surtout proposé pour but de faire connaître les travaux des Néerlandais, leurs voyages les plus récents comme les plus anciens. En attendant qu'il puisse publier l'édition critique des voyages de Tasman, qu'il prépare en ce moment, il a déjà fait paraître en 1884: les premiers voyages des Néerlandais dans l'Insulinde, de 1595 à 1602; en 1885, les derniers voyages des Néerlandais à la Nouvelle-Guinée; en 1887, le fleuve Augusta; en 1888, le golfe Huon; en 1890, il nous donne le premier établissement des Néerlandais à Maurice, démontrant avec un vrai luxe de preuves que les Hollandais ne se sont point installés dans cette île en 1640, comme on le croit généralement, mais déjà en 1638. L'érudition dont l'auteur fait preuve est de bon aloi et repose tout entière sur des documents dont il a pris soin d'établir la parfaite authenticité; l'ordre dans lequel les preuves sont présentées repose l'esprit du lecteur, qui, intéressé par le fond, est charmé par la forme. L'ouvrage, imprimé pour l'auteur et orné de gravures originales, témoigne d'un vrai talent à élucider les questions controversées en même temps que d'une science géographique solide. L'auteur a rendu aux amateurs d'histoire coloniale un vrai service, dont ils lui sont très reconnaissants; les indications bibliographiques qu'il donne, avec une exactitude qui prouve une connaissance complète de la littérature du sujet, sont de la plus grande utilité à tous ceux qui veulent se rendre compte par eux-mêmes des premières relations de cette perle de la mer des Indes avec les colons européens. Gage d'une publication plus étendue, ce mémoire fait désirer vivement d'apprendre à connaître en détail la première occupation de Maurice par les Néerlandais que le prince a appris à estimer et à aimer, et dont l'histoire est l'objet constant de ses recherches.

---

#### Supplément au Bulletin mensuel.

A la dernière heure, les journaux anglais nous apportent le texte de la **convention anglo-portugaise**, publié après la clôture du parlement, auquel il devra être soumis plus tard. Nous nous bornons à le traduire nous réservant d'y revenir prochainement.

La Grande-Bretagne reconnaît le territoire portugais au sud de la Rovouma mentionné dans le traité de 1886, entre l'Allemagne et le Portugal. Les possessions portugaises dans l'Afrique orientale sont

limitées au nord par la Rovouma, jusqu'à son confluent avec la N'sinjé, et de là à l'ouest par le même parallèle jusqu'au lac Nyassa. La limite suit la côte du lac jusqu'au 13° 30' de lat. S. puis une ligne directe vers le S.-E., jusqu'au lac Chiroua, dont elle suit la rive orientale jusqu'à l'extrémité S.-E., de là, elle se dirige vers l'affluent le plus oriental du Ruo, sous le 36° de long. E., suit le Ruo jusqu'à son confluent avec le Chiré, d'où elle se rend en ligne directe au Zambèze, qu'elle atteint en un point situé entre les rapides de Kebrabasa et Tété.

Les rives S.-E. et sud du lac Nyassa, les plateaux du Chiré, Blantyre et le territoire environnant restent à la Grande-Bretagne. La frontière suit le Zambèze jusqu'à un point situé à 16 kilom. à l'ouest de Zoumbo. Là, elle quitte le Zambèze, et suit une ligne vers le sud jusqu'au 16° lat. S. ; elle suit ce parallèle à l'Est jusqu'au 31° long. E., puis se rend en ligne directe au point où ce méridien coupe la Mazoé, dont elle longe le cours jusqu'au 18° 30' de latitude S. ; puis elle suit ce parallèle vers l'ouest jusqu'au point où il rencontre la Machissé à son confluent avec la Sabi ; elle suit le cours de cette dernière vers le sud, jusqu'à l'embouchure de la Loundi, d'où elle va en ligne droite au S.-O. ; jusqu'à l'angle N.-E. de la frontière du Transvaal ; elle suit cette frontière et celle du Swaziland vers le sud jusqu'à la Mapouta, et de là le parallèle du confluent de la Mapouta et du Pongolo jusqu'à l'océan Indien.

Une clause spéciale assigne au Portugal un territoire de 16 kilom. de rayon autour de Zoumbo sur la rive nord du Zambèze.

Quant à l'Afrique occidentale, la limite entre les sphères d'influence portugaise et anglaise va des rapides de Katima sur le Zambèze, le long du fleuve jusqu'au confluent avec le Kabompo, puis, elle suit ce dernier vers le nord jusqu'à la frontière de l'État indépendant du Congo. Il est convenu que la Grande-Bretagne ne contestera pas au Portugal l'extension de sa sphère d'influence à l'Est de la frontière du Loanda jusqu'à la limite occidentale de l'État du Congo, soit à une superficie de 400.000 kilom. carrés ; l'Angleterre reconnaît, comme territoire portugais, l'arrière-pays de l'Angola depuis la ligne où les rivières coulent au nord et au sud sous le 11° 30' lat. S. jusqu'à la frontière septentrionale de la sphère d'influence allemande.

De son côté, la Grande-Bretagne aura un libre passage entre ses sphères septentrionale et méridionale d'influence en Afrique <sup>1</sup>. De fait,

<sup>1</sup> Nos lecteurs se rappellent que le duc de Fife, gendre du prince de Galles et petit-fils de S. M. la reine Victoria, et M. Cecil Rhodes, actuellement premier

tout l'ouest du lac Nyassa est territoire britannique. Le Portugal cependant se réserve le droit de maintenir une communication entre ses territoires de l'Est et de l'Ouest le long du Zambèze. A cet effet, il lui est donné le droit de construire des routes, des chemins de fer, et des lignes télégraphiques dans une bande de terrain de 16 kilom. de large au sud du Zambèze et de 32 kilom. de large au nord du fleuve. D'autre part, la Grande-Bretagne se réserve le droit de construire des chemins de fer, routes, etc., entre l'angle N.-E. de sa sphère d'influence au sud du Zambèze jusqu'au point entre la Mazoé et les rapides de Kebrabasa sur le Zambèze.

Le Zambèze et ses affluents seront ouverts aux bâtiments de toutes les nations : toutes les voies fluviales dans les sphères d'influence anglaise et portugaise à travers tous les territoires délimités par la convention seront ouvertes à la navigation pour les navires des deux pays.

Tous les différends qui pourraient survenir entre les deux gouvernements dans leurs sphères respectives d'influence devront être réglés par voie d'arbitrage. Les droits de transit imposés par le Portugal sur des marchandises traversant le territoire portugais entre les sphères d'influence anglaise dans l'Afrique orientale et l'océan ne devront pas dépasser les droits de douane fixés par le tarif portugais de 1877, savoir 3 % *ad valorem*.

A ces stipulations, le *Standard* ajoute que le Portugal est tenu de construire un chemin de fer de l'embouchure de la rivière Pougoué, jusqu'aux possessions britanniques pour faciliter le transport des produits et marchandises de l'intérieur à la mer et vice versa. A cet effet une commission d'études doit être nommée dans l'espace de quatre mois ; le gouvernement y adjoindra un ingénieur anglais.

Le gouvernement portugais ne pourra en aucun temps transférer une partie quelconque de ses territoires au sud du Zambèze, sans en avoir obtenu le consentement de l'Angleterre.

ministre de la Colonie du Cap, sont parmi les plus forts actionnaires de la South African Company, qui rêvait comme sphère d'influence britannique une zone s'étendant de Capetown au Caire. Il est toujours question de la création d'une grande Central Company qui remplacera la petite Compagnie des lacs africains, et à laquelle sera accordée une charte royale de souveraineté. C'est pour elle, sans doute, que lord Salisbury a pris tout le territoire au nord du Zambèze, entre les lacs Nyassa, Tanganyika et Bangouéolo. Mais nous ne savons pas encore si elle existe réellement.

**BULLETIN MENSUEL** (6 octobre 1890<sup>1</sup>).

L'explosion du choléra dans les territoires qui bordent la **mer Rouge** a suggéré à l'Italie, qui a beaucoup souffert de ce fléau, il y a quelques années, l'idée de proposer aux gouvernements européens intéressés l'adoption de mesures communes pour en prévenir l'importation. Les puissances de l'Europe sont invitées à s'entendre sur les bases suivantes :

Deux services sanitaires internationaux de Tunis seraient établis, l'un destiné à surveiller du côté de l'Orient la voie de terre, l'autre la voie de mer. Pour la voie de terre, il suffirait que les puissances européennes missent en pleine vigueur les stipulations du règlement antérieur, en se faisant représenter spécialement par des médecins expérimentés dans les conseils supérieurs de santé de Constantinople et d'Alexandrie, et de provoquer la constitution d'un conseil analogue en Perse, l'un des points par où le fléau peut faire invasion en Europe.

Par la voie de mer, il conviendrait d'organiser un service complet de la manière suivante :

1° Institution d'une commission internationale permanente et autonome, chargée de l'inspection sanitaire dans la mer Rouge.

2° Institution de deux bureaux sanitaires internationaux chargés de l'inspection médicale des navires qui, de l'Océan Indien, entrent dans la mer Rouge et de ceux qui, de la mer Rouge, se dirigent vers la Méditerranée ; le premier de ces bureaux serait établi au détroit de Bab-el-Mandeb, et l'autre à Suez.

3° Institution, auprès de chacun de ces bureaux, d'une station sanitaire internationale, où les bâtiments pourraient subir les précautions quaranténaires.

La commission internationale serait composée des délégués de chacune des nations contractantes, et son caractère serait essentiellement technique. Elle serait composée de médecins ayant fait une étude spéciale des sciences bactériologiques et épidémiologiques. Les stations sanitaires seraient établies dans des localités absolument isolées et seraient pourvues de tout le matériel nécessaire.

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

La commission édicterait un règlement uniforme pour le service sanitaire à bord des navires venant d'Orient, sur les précautions à prendre relativement au passage des navires soumis à la quarantaine dans le canal de Suez. Ces précautions générales seraient indépendantes de celles que chacune des nations intéressées croirait devoir prendre pour sa propre sauvegarde. L'initiative que vient de prendre l'Italie sera certainement approuvée par toutes les puissances, sauf peut-être par l'Angleterre qui s'est opposée jusqu'ici avec une rare ténacité à l'application des mesures hygiéniques les plus élémentaires en Égypte. Cette attitude des autorités britanniques est d'autant plus inexplicable, que le seul point du globe où il est reconnu que le choléra naît spontanément et habite en permanence, le centre de l'infection, en un mot, est placé sur les bords du Gange, c'est-à-dire en terre anglaise.

Nous extrayons ce qui suit du rapport de l'**Imperial British East African Company** sur les résultats acquis jusqu'ici dans le territoire exploité par elle au nord de la Wanga : Elle a pu entretenir des relations amicales avec toutes les tribus qui occupent la sphère d'influence britannique. Elle a su leur inspirer une telle confiance qu'il arrive sans cesse de l'intérieur une foule de natifs qui viennent s'établir dans les districts déjà colonisés. C'est à cette affluence qu'est dû le rapide accroissement de Mombas, et un tel développement du commerce de cette ville, que la recette de la douane a augmenté de 50 % comparativement aux années précédentes. En vertu d'une convention conclue le 21 décembre 1889 avec le sultan de Zanzibar, la redevance annuelle à payer à celui-ci pour tous les ports compris entre la Wanga et Kipini est fixée à 56,000 dollars. En outre, le sultan a droit à 50 % des recettes douanières, après déduction de cette rente fixe et de tous les frais d'administration. La Compagnie est ainsi arrivée à gérer elle-même les revenus de la douane, qui promettent déjà pour l'année courante une augmentation de 25 %..... M. Austruther taille, le long de la rivière Sabaki, à partir de Melinde, au travers des forêts et des jungles, une route capable de livrer passage à des bêtes de somme. Tout en procédant à ce travail, on a découvert de grandes quantités de caoutchouc, dont l'exploitation sera d'un prompt rapport pour la Société. L'établissement d'une station fortifiée à Machako, à 400 kilom. de Mombas, à 1600 m. d'altitude, produit les effets les plus satisfaisants... Le 16 janvier dernier, un câble a été posé entre Mombas et Zanzibar... On établit actuellement une ligne télégraphique le long de la côte, pour relier Mombas aux différents ports du littoral de la Compagnie. De cette ligne

partira un autre fil qui longera la route principale, via Machako, jusqu'au Victoria-Nyanza. Le *Juba*, steamer de 90 chevaux, fait le service commercial entre les ports du territoire de la Compagnie. Celle-ci projette la création d'une banque qui aurait le droit d'émettre des billets; les monnaies de cuivre et d'argent qu'elle a déjà créées circulent dans tous ses établissements jusque bien loin dans l'intérieur de l'Afrique. La Compagnie est entrée dans l'union postale.

**Émin-pacha** a écrit de **Mponapoua**, le 30 juin, à un ami en Allemagne, dans quelles circonstances il a quitté le service égyptien, et est entré au service de l'Allemagne en Afrique. Nous extrayons de cette lettre ce qui suit : « Le lendemain de mon accident, Stanley fit embarquer mes gens, en les menaçant de les mettre aux fers s'ils résistaient, et il les fit transporter à Mombas, par Zanzibar, sans leur permettre de communiquer avec moi. Un steamer égyptien que j'avais demandé arriva, mais reçut les ordres de Stanley, et emmena mes gens à Suez, sans qu'il me fût permis de revoir un seul d'entre eux. Je souffrais d'une fracture du crâne et ne pouvais écrire. Pendant mon séjour à l'hôpital, Wissmann me témoigna une affection des plus généreuses. Nous étions sans argent en arrivant à la côte. Le gouvernement égyptien ne m'a jamais demandé si j'avais besoin de quelque chose, ni ne s'est inquiété de moi; seul le khédive a fait aimablement prendre des nouvelles de ma santé, ce dont je suis très reconnaissant envers lui personnellement. Lorsque j'étais auprès de Mackay, j'achetai un âne et sa selle, un vêtement, une chemise, des bottes aux missionnaires français de l'Ou-Koumbi, et leur remis un chèque sur le consulat général anglais, m'en remettant à Nubar-pacha et à Sir John Kirk qui m'avaient écrit officiellement que je devais faire traite sur ce dernier pour tout ce dont j'avais besoin. Le chèque était de 157 dollars; le paiement en fut refusé au consulat général anglais. Vous pouvez vous représenter dans quelle anxiété j'étais pour mon avenir, pour mes gens, en voyant l'indifférence de l'Égypte, et en apprenant les mauvais procédés de Stanley, pendant que j'étais malade à l'hôpital. Dans le cours d'une conversation, Wissmann me demanda si j'entrerais au service de l'Angleterre; je lui répondis que je préférerais travailler pour ma patrie; alors il me demanda la permission d'en faire rapport à l'empereur, ce à quoi je consentis. Plus tard, nos entretiens portèrent sur l'envoi d'une expédition à l'intérieur, et Wissmann se plaignant de n'avoir personne pour la diriger, je m'offris. S. M. m'a fait l'honneur d'agréer mes services, me fournissant ainsi l'occasion de témoigner ma reconnaissance. L'au-

torisation me fut accordée de conclure des traités avec les chefs entre le Victoria-Nyanza et le Tanganyika. Je doute de revenir cette fois sain et sauf. Que la volonté de Dieu soit faite. J'ai avec moi le D<sup>r</sup> Stuhlmann, de Hambourg, zoologiste, et le lieutenant Langheld, deux officiers de l'escorte, hommes capables ; 40 soldats réguliers, Soudanais et Zoulous, plus un certain nombre de Somalis. L'Ou-Ganda et Wadelaï me sont malheureusement fermés. Nous avons obtenu le concours de M. Stokes, et établi une station à Ou-Sanga, centre d'affaires de M. Stokes ; elle sera en rapport avec un poste que je vais établir au Karagué sur le Victoria-Nyanza. »

Les journaux allemands ont publié une lettre du 27 mai du P. **Horne**, supérieur de la Mission des Pères algériens de Lalanga, qui donne quelques détails sur l'expédition qu'a actuellement entreprise Emin-pacha vers le lac Victoria-Nyanza. Le pacha suit la route de Bagamoyo au lac, par Mpoupoua et Tabora ; il était à la fin de mai à Farhany, un peu en deçà de Mpoupoua, et n'avait pas encore, semble-t-il, rencontré de résistance sérieuse ; au reste, toute cette partie de la région a été à peu près pacifiée par le major de Wissmann, et ce n'est qu'au delà de Mpoupoua que l'on s'engage dans des territoires à peu près inconnus. Emin-pacha a soin, partout où il passe, de hisser le drapeau allemand, à la place de ceux des chefs locaux ou même du sultan de Zanzibar, qui paraît encore de-ci de-là ; et il trouve, dans les villages principaux, des agents indigènes, qui doivent représenter l'autorité allemande auprès des Arabes. D'après le P. Horne, il se montrerait très satisfait de l'activité des Pères algériens et leur aurait fait les plus vives protestations de sympathie.

D'après une correspondance de **Tananarive** au journal le *Temps*, quantité d'Anglais font au gouvernement malgache de magnifiques propositions ayant toutes pour but l'obtention de concessions de terre ou l'exploitation de mines d'or, mais sans succès. En revanche, M. Scribe, Français, a obtenu une concession de 3000 hectares de terre pour y cultiver le tabac de Sumatra. Le sol de l'Imérina se prête très bien à la culture du tabac ; le tabac indigène est le même que celui que les natifs de Sumatra cultivaient avant que les Hollandais introduisissent dans leur colonie la semence qui a produit le tabac universellement connu sous le nom de tabac de Sumatra, dont la valeur atteint jusqu'à 10,000 fr. la tonne. En 1876, Sumatra exportait pour 7 millions de florins de tabac ; en 1888 ses exportations se sont élevées à 35 millions et demi de florins ; mais son sol s'épuise rapidement à cause de l'excès de

production qu'on lui demande. Madagascar, et surtout l'immense plateau de l'Îmerina, offre un terrain vierge avec des rivières nombreuses et abondantes; son climat est excellent et la main-d'œuvre y est à très bas prix : 0,30 à 0,40 centimes par jour. La culture en question peut donc donner de brillants résultats.

Le *Moniteur des Colonies* annonce un relèvement sensible de la situation économique de la **Réunion**. Après être descendues, en 1888, à 25 millions de kilogrammes, les exportations de sucre se sont élevées, en 1889, à 37 millions et elles atteindront cette année-ci 40 et peut-être même 45 millions. Ce résultat favorable a été obtenu par l'emploi de nouvelles variétés de cannes, par les soins plus rationnels donnés à cette culture, par l'usage plus répandu d'instruments aratoires attelés, et d'engrais appropriés aux diverses qualités du sol, enfin par l'introduction de nouveaux travailleurs. Les autres produits du sol ont aussi suivi une marche ascendante. L'exportation des vanilles, réduite, en 1888, à 56,000 kilogrammes, est évaluée à 65,000 pour la campagne prochaine. Quant au café, la maladie qui avait diminué considérablement les récoltes, semble entrer dans une phase décroissante, à en juger par l'aspect qu'offrent les caféiers dans les principaux centres de production; ce qui permet d'estimer à 300,000 kilogrammes au moins la récolte de 1890, soit au triple de celle de 1888. La culture des plantes à essence a aussi sollicité l'activité d'un certain nombre d'industriels, en sorte que la production qui n'avait été que de 1200 kilogrammes en 1887, s'est élevée de 1800 à 3600, et dépassera sans doute 6000 kilogrammes en 1890.

Comme il était facile de le prévoir, les Cortès n'ont point ratifié la **convention anglo-portugaise** préparée par les ministres de Londres et de Lisbonne, et le ministère portugais a dû donner sa démission comme l'avait fait M. de Barros Goniès après l'ultimatum de lord Salisbury, au mois de janvier dernier. Certaines dispositions de la convention réduisaient le Portugal à l'état de vassal de l'Angleterre. Ainsi, le Portugal n'aurait pu céder ses possessions au sud du Zambèze sans le consentement préalable de l'Angleterre. En outre, le gouvernement britannique s'attribuait le droit de nommer l'ingénieur chargé des études préliminaires du chemin de fer que le Portugal était tenu de construire de l'embouchure de la rivière Pougoué jusqu'aux possessions britanniques, pour faciliter le transport des produits et marchandises de l'intérieur à la mer et vice versa. Il est vrai que l'Angleterre a consenti à modifier ces deux stipulations en ce sens que pour la cession du territoire elle se

contenterait d'un droit de préférence, et que la nomination de l'ingénieur susmentionné serait faite par une nation neutre. Néanmoins, la prise de possession par l'Angleterre des territoires du Chiré et du nord du Zambèze avant la ratification du traité par les Cortès a fait comprendre aux Portugais que la Grande-Bretagne continuait à suivre la voie dans laquelle lord Salisbury l'avait fait entrer au mois de janvier. L'agitation répandue dans tout le Portugal ne permet pas au roi de constituer un gouvernement, personne ne voulant prendre la responsabilité d'accepter la position que l'Angleterre veut imposer au Portugal. Comme l'année dernière, le *Times* et les grands journaux anglais menacent le Portugal, pour le cas où la convention ne serait pas ratifiée, d'annexer aux possessions britanniques non seulement les territoires visés dans la convention, mais encore la baie de Delagoa, qu'une sentence arbitrale a reconnue appartenir de droit au Portugal. On comprend que la presse anglaise veut pousser le ministère britannique à un acte qui soit la confirmation de sa conduite précédente, et qu'en présence de procédés dans lesquels la force prime évidemment le droit, l'honneur portugais ne peut accepter les stipulations de la convention.

A l'occasion de la création, par le gouvernement de l'État indépendant du Congo, du district du **Kouango oriental**, annoncée dans notre dernier numéro (p. 272-273), nous avons prié M. **Henrique de Carvalho** qui, de 1884 à 1888, a exploré les États du Mouata-Yamvo, de nous donner des renseignements sur les rapports que le Portugal avait noués avec les chefs de ces territoires. M. de Carvalho a bien voulu nous communiquer une lettre qu'il avait adressée le 15 août dernier à la rédaction de l'*Indépendance belge*, qui n'en a inséré qu'une partie. Nous-même nous ne pouvons, faute de place, en donner qu'un extrait :

M. de Carvalho nous apprend que, dès le 24 mars 1884, par conséquent bien avant la Conférence de Berlin, le gouvernement de S. M. Très Fidèle l'avait nommé son représentant, et son résident politique dans cette contrée portugaise, et que d'après les instructions qui lui avaient été données le 28 avril de la même année (art. 8 et 18), il s'est empressé de prendre possession de tous les territoires que les chefs indigènes ont volontairement placés sous le protectorat du Portugal.

Le 12 novembre 1887, ses collègues ont dû le quitter pour cause de maladie. L'année suivante, il dut lui-même revenir à Malange pour accompagner une ambassade du Mouata-Yamvo qui venait en Portugal. A Malange, il reçut une dépêche télégraphique du ministre de la marine et des pays d'outre-mer l'appelant à Lisbonne pour faire rapport sur

l'ambassade du Mouata-Yamvo. Le 11 mai 1888 il arriva à Lisbonne, et jusqu'à aujourd'hui il n'a pas été relevé de ses fonctions ayant été occupé de la publication de tous les travaux accomplis de 1884 à 1888.

N'ayant pu retourner au pays du Mouata-Yamvo en novembre de l'année dernière comme le désirait M. Ressano Garcia, alors ministre de la marine, il présenta comme son remplaçant dans l'œuvre à poursuivre, le lieutenant Simon Candido Sarmento qui partit pour le pays susmentionné.

Quant aux limites de l'État indépendant du Congo, M. de Carvalho rappelle qu'elles ont été fixées au 6° de lat. S.; que le gouvernement de cet État ne les étendait pas au delà en 1885, et que M. Émile Banning, dans son volume le *Partage politique de l'Afrique* et dans la carte dont il l'a accompagné, ne les portait pas plus loin.

M. Henrique de Carvalho nous adresse en outre un volume : « Memoria. A Lunda, ou os Estados do Muatiânvua dominios da soberania de Portugal, » dans lequel nous trouvons tous les traités passés avec les nombreux chefs indigènes, en particulier avec le Mouata-Yamvo, par le directeur de l'expédition au Lounda, de 1884 à 1888. Les arbitres — si le conflit soulevé par l'État indépendant du Congo doit être soumis à un arbitrage — ne pourront pas ne pas prendre en sérieuse considération les documents officiels réunis par le représentant du gouvernement portugais pour les territoires à l'est du Kouango.

Le *Bulletin officiel de l'État indépendant du Congo* contient des dispositions fiscales d'un grand intérêt, d'où nous extrayons ce qui suit :

Un premier décret, divisé en quatre chapitres, interdit l'importation et le débit des boissons alcooliques distillées, sauf en quelques cas exceptionnels, dans la région où l'usage de ces boissons n'est pas encore développé, c'est-à-dire dans toute la partie de l'État libre située au delà du fleuve Inkissi, et impose aux débitants d'alcools, dans les territoires du littoral situés à l'ouest de l'Inkissi, un droit de licence gradué de 20,000 à 1,000 francs, selon la quantité de boissons débitées (de 750 hectolitres à 62 et au-dessous). La première de ces dispositions (interdiction de l'importation au delà de l'Inkissi) constitue l'application de l'article 91 de l'Acte général de la conférence anti-esclavagiste. La seconde (droit de licence à l'ouest de l'Inkissi) tiendra lieu provisoirement des droits d'entrée, en attendant la mise en vigueur des clauses de l'Acte général qui prévoient les droits d'entrée sur les spiritueux.

Un second décret introduit au Congo une innovation, sous forme

d'impôts directs établis sur les bases suivantes : superficie des bâtiments et enclos qu'ils occupent ; nombre d'employés et d'ouvriers à leur service, bateaux et embarcations à leur usage. Le taux de ces impôts est établi par des arrêtés du gouverneur général de l'État qui pourra accorder une réduction de 50 % aux entreprises religieuses, scientifiques ou charitables.

Un troisième décret autorise les vapeurs naviguant sur le haut Congo à faire des coupes de bois sur le domaine public pour l'alimentation de leurs chaudières, moyennant une taxe annuelle dont le taux et le mode de perception seront réglés par le gouverneur général, avec la même exception que ci-dessus en faveur des institutions philanthropiques.

De plus, un article intitulé « péages » autorise le gouverneur général à percevoir des péages sur les caravanes et voyageurs traversant les ponts et les passages d'eau de la route de Matadi au Stanley-Pool ; ceci afin d'indemniser l'État des dépenses qu'il subit pour améliorer cette route.

On calcule que l'imposition de ces différentes charges, amplement justifiées par la nécessité où est l'État de proportionner ses revenus à ses multiples devoirs, ne ferait guère peser sur le négoce une charge annuelle de plus de 750,000 francs, et ne servira qu'à solder le quart du budget courant, qu'il serait impossible d'équilibrer sans cet appoint. Ces ressources nouvelles ne couvriront naturellement aucune des dépenses imposées à l'État libre par les nécessités de la répression de la traite des esclaves. A celles-ci, il devra être fait face au moyen des droits d'entrée prévus par l'Acte général.

Le *Mouvement géographique* nous apporte d'intéressants renseignements sur les progrès de la station de **Bangala** : Depuis le commencement de l'année, de nouvelles constructions, de nouvelles plantations sont venues augmenter l'étendue et l'importance de cette station. Une heureuse innovation de M. Baert, commissaire de district, très bien secondé par M. Dutoit, chef de la station, est celle relative aux enfants. Autrefois, les enfants étaient soumis au régime commun, c'est-à-dire qu'ils recevaient leur *pocho* comme les grands, destiné à l'achat des vivres pour dix et plus tard pour sept jours ; il arrivait qu'ils mangeaient tout pendant les deux premiers jours, malgré la surveillance ; les autres jours, ils avaient faim. Les paillottes dans lesquelles ils étaient entassés laissaient aussi beaucoup à désirer sous le rapport de la ventilation, de l'air et de la lumière. M. Baert a fait construire une double rangée de jolies maisons, genre cité ouvrière, bien aérées, où les enfants sont

bien logés, et dans un quartier spécial. A côté, s'élève un long hangar au centre duquel se trouve une immense table, flanquée de bancs, où, trois fois par jours, 170 pupilles de l'État viennent s'asseoir pour prendre leurs repas sous la surveillance du blanc de semaine. Depuis cette innovation, les enfants, nourris à des heures régulières, d'une nourriture saine et en quantité suffisante, deviennent grands et forts et prennent des habitudes d'ordre. Un hôpital a également été construit en arrière de la station, il peut contenir une quarantaine de malades, outre les chambres pour infirmiers, veilleurs, etc...

Les missionnaires de Scheut (en Belgique) se sont établis au village de M'Poundou, en aval de la station; leurs constructions sont poussées avec une très grande activité : chambres de missionnaires, réfectoire, magasins, chapelle, atelier de menuiserie, forge, cuisine, bergerie, tout est sorti rapidement de terre.

**M. Allégret**, qui, avec son ami **M. Teissières**, a commencé, dans le Congo français, le voyage d'exploration dont les a chargés le Comité des Missions évangéliques de Paris, écrit au *Bulletin* de la Mission que les **Pahouins** sont vraiment des anthropophages. « Je ne puis plus en douter; il y a quelques mois, à une heure de Talagouga, on offrait un bras humain au D<sup>r</sup> Nassau pour nourrir ses hommes. Quant aux Ba-Kota, aux Apingi et aux Ba-Kanda, leur corruption dépasse tout ce qu'on peut imaginer. En passant la nuit dans leur village, on respire l'air empoisonné du paganisme. Le seul culte est celui des sens. Toutes ces races disparaîtraient si le gouvernement n'étendait sur elles sa protection. Il faut cependant faire une exception pour les Ba-Kellé, race plus robuste, qui habite sur les rives du lac Zonanghé et de la rivière Ngounié, au sud-est de Lambaréné et vers l'intérieur; mais on ne sait rien sur la contrée entre Lambaréné et Franceville. Les Ba-Kanda ne sont guère plus de 1500 à 2000; ils sont bloqués à l'est par les Pahouins, à l'ouest par les Ba-Ngoué, au sud par les Simba, éleveurs de moutons sur un grand plateau à peu près inconnu, et au nord, de l'autre côté de l'Ogôoué, par les nains Ba-Koa, dont parle du Chaillu. » Arrivés à Bôoué, les deux missionnaires ont dû se replier sur Lopé, le chemin étant temporairement fermé. Les Pahouins avaient tiré sur les convois; apparemment une histoire de laptots (soldats nègres au service du gouvernement), dit M. Allégret, car les blancs ont été systématiquement épargnés, tandis qu'on tuait les Sénégalais. En tirant, les Pahouins criaient : « Vous nous faites des misères, mais nous le dirons au grand commandant. » Ils nomment ainsi M. de Brazza. Celui-ci venait d'arri-

ver; il envoya ses deux interprètes pahouins conférer avec leurs compatriotes. M. Allégret ne doutait pas que l'affaire ne fût vite arrangée et qu'ils ne pussent bientôt se remettre en route.

M. **Cholet**, administrateur colonial du **Congo français**, vient de rentrer à Brazzaville, après avoir fait l'exploration de la Sanga, affluent de droite du Congo, jusqu'en amont du 4° lat. N. et par 13° long. E. Il a accompli cette exploration sur la canonnière le *Ballay*, et a pénétré dans les pays situés entre le Cameroun allemand et le Congo français. La limite entre les deux colonies allemande et française est fixée, on le sait, par le protocole du 24 décembre 1885, approuvé par les Chambres, et qui trace une ligne de démarcation suivant le parallèle passant par la rivière Campo à son embouchure, et se poursuivant jusqu'en un point situé sur le 12° 40 de long. E. Cette ligne laissait ouverte à l'activité des deux pays la région s'étendant à l'est de cette longitude. Au cours de son exploration, M. Cholet a passé, avec les souverains indigènes, des traités qui ont pour effet de placer sous la domination française toute la région à l'ouest de la Sanga. Les Allemands avaient en vain essayé de s'y frayer un chemin, mais ils n'avaient pu y parvenir, étant données la distance et l'hostilité des indigènes, devant laquelle la maison Wœrmann avait même dû retirer plusieurs de ses comptoirs. C'est la prise de possession de cette région que M. Cholet a accomplie en utilisant le cours de l'affluent du Congo, la Sanga, que l'on supposait avec raison remonter vers le nord, parallèlement au Congo et à l'Oubangi. M. Cholet a reconnu un cours d'eau navigable malgré la mauvaise saison. Il était accompagné par les représentants d'une maison de commerce qui ont trouvé, paraît-il, les éléments de fructueuses affaires dans ces contrées jusqu'alors inexplorées. Les traités signés par M. Cholet ouvrent définitivement à la colonie du Congo, par la Sanga, une route vers le nord, parallèle à celle que la France occupe déjà sur l'Oubangi. Le Congo français s'étend donc actuellement, à l'ouest, jusqu'à la limite fixée par la convention allemande.

M. **Donald Mackenzie**, directeur de la North-West African Trading Station au cap Juby, vient d'arriver à Liverpool après un long voyage à travers le **Maroc**. Les observations qu'il a faites l'ont amené à condamner le système de protection en usage actuellement dans cet empire. Ce système fut établi pour sauvegarder les intérêts commerciaux des négociants du Maroc, mais les ministres étrangers et les agents consulaires en ont énormément abusé, et, sous ce régime, règnent des crimes de toutes sortes; il est devenu un instrument d'extorsion

entre les mains de protégés sans scrupules contre des Arabes sans défense. Les puissances européennes ne se rendent aucun compte des abus qui se commettent sous leur nom. Dans l'état actuel du Maroc, sans doute, le commerce à l'intérieur doit être protégé, mais les consuls devraient exercer une vigilance très stricte pour empêcher que la protection ne devienne un instrument d'oppression au lieu de servir au progrès d'un commerce légitime. M. Mackenzie insiste pour que l'Angleterre, qui fournit les deux tiers du commerce du Maroc, convoque une conférence des puissances européennes, pour étudier les réformes nécessaires au bien-être et à la prospérité des habitants du Maroc aussi bien qu'aux intérêts du commerce et de la civilisation.

Le gouvernement espagnol, qui a pu reconnaître, lors du dernier incident de **Melilla**, les inconvénients de n'avoir pas les moyens de communiquer facilement avec ses colonies du nord de l'Afrique, s'est empressé de prendre des mesures pour y remédier, par l'immersion d'un réseau télégraphique sous marin. Deux câbles se détacheront d'un point voisin de Tarifa, pour aboutir l'un à Tanger, l'autre à Ceuta. Un troisième mettra en communication Almeria avec l'île d'Alboran. Un quatrième se détachera de ce dernier point pour aboutir à Melilla. Enfin trois autres câbles mettront en communication Melilla avec les îles Chafarines, Melilla avec Alhucemas, et cette place-ci avec Pénon de la Gomera. Ce réseau aura un développement d'environ 332 milles marins et sera établi dans un délai de quatre mois après la signature du contrat, sauf la ligne de Tarifa à Tanger qui devra être livrée au bout de six mois. Au moyen de ces lignes le gouvernement espagnol sera immédiatement informé de tous les incidents qui se produiront dans le nord de l'Afrique, et pourra prendre rapidement des mesures en conséquence.

---

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

La Société protestante de colonisation, qui a déjà aidé à l'établissement d'un certain nombre de familles de Vaudois français dans la province d'Oran, a encore obtenu du gouvernement des concessions de terrains pour vingt-deux familles, qui fonderaient un nouveau village non loin des Trois-Marabouts. En outre, un des membres de la Société, qui a de vastes propriétés en Tunisie, offre de céder, à des conditions avantageuses, des lots de terre de 12 à 48 hectares pour les dix-sept familles qui resteront encore au val Freissinières, dans les Alpes françaises.

Deux ingénieurs français ont été envoyés en Russie par le gouvernement pour examiner, en vue du Trans-Saharien, les moyens employés pour protéger le chemin de fer transcaspien contre l'envahissement des sables.

D'après des nouvelles de Touggourt, le chef touareg venu à Batna pour parlementer avec le général de Larroque a trouvé, à son retour chez lui, ses compatriotes se partageant ses dépouilles dans la pensée que les Français ne le lâcheraient plus. Il se fit livrer tous les objets qui appartenaient à la mission Flatters et tous les individus compromis dans le massacre de celle-ci. Il les garde à Touggourt en attendant leur transfert sur Constantine.

On mande du Caire au *Daily Chronicle* que, d'après des avis du Soudan, le mahdi se prépare à résister au cheik des Senoussi, qui s'avance contre Omdurman.

D'autre part, le même journal annonce qu'Osman-Digma est arrivé à Tokar avec l'intention d'attaquer Souakim; et le *Daily News*, que les derviches s'avancent au nord contre Dongola.

Suivant le *Popolo romano*, le gouvernement italien a été informé que les autorités de Massaouah ont conclu un traité d'amitié et de protection avec quelques tribus des Hadendova, qui occupent le territoire situé entre Fillik et Kassala.

L'Italie, dont l'influence s'étendait déjà, par le traité conclu avec l'importante tribu des Beni-Amer, jusqu'à Sabadarah, c'est-à-dire à 25 kilomètres de Kassala, verrait, par le nouveau traité, sa sphère d'action portée jusqu'à l'ouest de Kassala.

La question de l'extension de la sphère d'influence italienne au delà des limites de l'Abyssinie proprement dite a soulevé certaines difficultés entre les cabinets de Rome et de Londres. Sir Evelyn Baring et sir Francis Grenfell, commandant de l'armée anglaise en Égypte, ont dû se rendre à Rome pour assister lord Dufferin dans ses négociations avec le gouvernement italien en vue de la délimitation de la frontière entre le territoire égyptien et les possessions italiennes sur le littoral de la mer Rouge.

Dans un exposé sur la politique coloniale italienne, M. Gaglioni, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, a annoncé que l'Italie négociait avec le sultan de Zanzibar pour que les stations de la côte de Benadir, déjà placées sous le protectorat italien, soient en outre administrées par l'Italie, afin d'empêcher les influences étrangères de se faire sentir de ce côté et d'assurer à l'influence italienne les territoires de l'Afrique orientale.

Dans le Congrès des catholiques allemands qui s'est tenu à Coblenz, a été traitée la question de l'extension à donner aux missions africaines dans les territoires acquis à la colonisation allemande. Il s'agirait d'en faire une Afrique catholique, à côté de l'Afrique protestante anglaise.

La pose du premier rail du chemin de fer de Mombas au lac Victoria-Nyanza a eu lieu le 26 août.

Une lettre de l'explorateur allemand, M. Baumann, annonce qu'il a traversé, dans l'Ou-Soga, avec son escorte, des régions montagneuses où aucun Européen n'avait pénétré avant lui.

Kalema, le compétiteur de Mwanga, roi de l'Ou-Ganda, a succombé à la petite vérole.

La mission romaine a fait une grande perte par la mort du P. Lourdel.

Mgr Livinhac, vicaire apostolique du Victoria-Nyanza, de retour en Europe,

dit que l'Ou-Ganda deviendra une des plus belles possessions anglaises. Les missions y sont prospères; la population noire travaille beaucoup. Le pays est pacifié entre l'Ou-Ganda et Bagamoyo.

Les commissaires du Transvaal pour la délimitation des frontières entre la république sud-africaine et les possessions portugaises sont rentrés à Prétoria; leur mission a été remplie sans difficultés.

D'après un télégramme de l'Agence Reuter, un meeting a eu lieu le 5 août à Prétoria pour protester contre l'invasion des Arabes dans la république sud-africaine. Les orateurs anglais surtout se sont élevés avec force contre la tentative du gouvernement britannique d'obliger le Transvaal à recevoir les Arabes. Le commandant Shoeman a insisté pour que la population de Prétoria réclamât une modification à la convention avec l'Angleterre.

Une dépêche de Cape-Town annonce que les Ba-Rotsé ont accepté le protectorat anglais, sous la suprématie de la South-African Company. Le roi aurait promis d'abolir l'esclavage et la sorcellerie. D'après M. Rhodes, 225,000 milles carrés de territoire au nord du Zambèze sont ainsi ajoutés à la concession de la susdite Compagnie.

Un télégramme de l'Agence Reuter, du 20 septembre, annonce que la Banque de Cape-Town a suspendu ses paiements. Il est difficile pour le moment de dire dans quelle mesure le commerce de l'Afrique méridionale en sera affecté.

D'après les journaux anglais, le sultan de Sokoto, qui, en 1884, a reconnu la souveraineté de la Royal Niger Company sur les Rives du Niger moyen et du Bénoué, vient de transmettre à la même Compagnie, à perpétuité, ses pouvoirs de juridiction sur toute l'étendue de son royaume, c'est-à-dire sur un territoire de 250,000 milles carrés.

Une dépêche de Marseille apporte des détails sur les dernières incursions des Dahoméens chez les Egbas. Après différentes batailles autour de Porto-Novo et de Kotonou, les Dahoméens ont détruit 130 villages, fait 2000 prisonniers, égorgé plus de 1000 personnes, femmes et vieillards. Depuis le 23 juillet, on n'entend plus parler d'eux; on croit qu'ils ont regagné Ouémé avec leur butin.

Un télégramme d'Accra (Côte-d'Or) annonce que les chefs des Crippees ont envoyé au gouverneur anglais de la colonie une députation chargée de protester contre la cession de leur territoire à l'empire allemand. Ils se sont opposés à l'occupation de leur pays par les Allemands, qu'ils ont obligés à se retirer après leur avoir tué plusieurs hommes.

M. Monteil, capitaine d'infanterie de marine, qui connaît déjà très bien les régions sénégalaises, a reçu du gouvernement français la mission d'aller continuer au Soudan occidental l'œuvre du capitaine Binger. Il remontera le Sénégal, gagnera le Niger à Bammakou, et de là explorera la boucle du grand fleuve. D'autre part, le capitaine Ménard, partant de Grand-Bassam, se dirigera d'abord vers Kong et les pays avoisinants pour confirmer les traités passés avec les chefs indigènes de l'intérieur.

Le capitaine Trivier se propose d'entreprendre un nouveau voyage d'explora-

tion sur les côtes occidentale et méridionale de l'Afrique. Le but de ce voyage ayant un caractère commercial, la Chambre de commerce de Bordeaux lui a accordé une allocation de 3000 francs, sous la réserve qu'un concours financier soit assuré à l'entreprise pour permettre à ce voyage d'exploration de se faire dans des conditions fructueuses.

L'administration des colonies vient de publier, au 1/500,000, la carte du Soudan français du capitaine Fortin et de M. Estrabrosa, administrateur colonial.

Le colonel Archinard, rentré à Paris dernièrement, a amené en France un des fils du roi Amadou, fait prisonnier lors de la prise de Ségou.

Le vapeur *Gallia* venant de Djeddah avec 750 pèlerins, n'a pu obtenir l'entrée dans le port de Tanger.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

L'*Antislavery Reporter* annonce que le Comité de l'Antislavery Society a adressé un mémoire à lord Salisbury pour demander que le gouvernement britannique décrète l'abolition de l'état légal de l'esclavage dans tous les territoires placés sous le contrôle ou la protection de la Grande-Bretagne.

Les esclaves **gallas**, qui avaient été saisis sur des barques arabes dans la mer Rouge et remis aux soins de la mission de l'Église libre d'Écosse à Shaihk Othman en Arabie, seront transportés à l'institut de Lovedale, dans l'Afrique australe, où ils seront élevés. M. Mackinnon compte se servir d'eux comme missionnaires ou employés auprès de leurs compatriotes actuellement placés sous le protectorat britannique dans le territoire exploité par l'Imperial East British African Company.

M. S. Buxton ayant demandé à sir J. Fergusson, sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères, quelles mesures le gouvernement britannique adopterait pour mettre fin à l'esclavage domestique, lorsqu'il prendra **Zanzibar** sous son protectorat, sir J. Fergusson a répondu que le Sultan et le Consul général anglais examinaient cette question. Sir James Fergusson a annoncé que les documents sur la traite qui pendant trois quarts de siècle ont été présentés chaque année au parlement, ne seraient plus communiqués que de temps à autre, l'Acte général de la Conférence de Bruxelles ne pouvant entrer en vigueur que dans un an ou deux; même alors il n'y aura aucune raison pour ne pas fournir des informations complètes à ceux qu'intéresse l'abolition de l'esclavage et de la traite. Quand le gouvernement jugera bon de présenter certains documents, ceux-ci auront peut-être perdu

beaucoup de leur valeur; d'ailleurs le Bureau créé pour centraliser les documents relatifs à la traite sera établi à Bruxelles et non à Londres.

Le *Daily News* estime que l'enthousiasme professé par le gouvernement britannique pour l'abolition de l'esclavage n'est pas sérieux, en présence de ce qu'il laisse faire à **Madagascar** sans protester plus que le gouvernement français. Tous les vendredis, on peut voir quelques centaines d'esclaves exposés en vente sur le marché public, à quelques pas de la résidence française et en vue du vice-consulat britannique.

Le journal anglais, le *Times* a accusé l'empire allemand d'autoriser la vente des esclaves sur la côte vis-à-vis de **Zanzibar**; il engageait même lord Salisbury à dénoncer le traité anglo-allemand en assurant que l'indignation du peuple anglais ne connaissait plus de bornes. Le correspondant du *Times* étant le colonel Ewan Smith, consul général à Zanzibar, on pourrait croire la dénonciation fondée sur des faits certains. L'agent britannique y voyait une concurrence déloyale trahissant aux yeux des indigènes le conflit manifeste des influences anglaise et allemande que la convention récemment conclue avait pour but de rendre coopératives et harmoniques. Tous les grands journaux anglais appuyaient le *Times* dans sa protestation contre ce qu'il appelait un retour de l'Allemagne à la barbarie, et demandaient que l'Europe affirmât son mécontentement d'une manière efficace. A ces procédés comminatoires et à la suite d'un rapport fourni par M. Schmidt, lieutenant du commandant Wissmann, le gouvernement de l'empire allemand a répondu par une note officielle publiée dans le *Reichs Anzeiger*, dont nous extrayons ce qui suit :

Aussitôt après la publication de l'article du *Times* du 15 septembre, qui annonçait que le suppléant du commissaire impérial dans l'Afrique orientale, avait publié une proclamation déclarant la traite permise et qu'une vente publique d'esclaves avait eu lieu hier aux enchères à Bagamoyo avec la coopération des fonctionnaires allemands, l'office des affaires étrangères a donné aux fonctionnaires en question l'ordre de lui envoyer un rapport télégraphique sur l'état des choses. Dans une dépêche, le commissaire impérial par intérim à Zanzibar déclare qu'il n'a pas publié la proclamation ci-dessus mentionnée, et que les actes illégaux accomplis par un Arabe ont probablement donné naissance au bruit répandu par les journaux anglais. Le commissaire impérial par intérim ajoute qu'une enquête va être immédiatement ouverte, mais qu'il est inadmissible qu'une vente d'esclaves ait eu lieu à Bagamoyo avec la coopération des représentants officiels de l'Allemagne.

Le commerce des esclaves pratiqué professionnellement était interdit sous peine d'un emprisonnement de six mois suivi de bannissement. En revanche, la transmission de la propriété d'un esclave d'un maître à un autre par vente, donation, échange, disposition testamentaire ou par héritage *ab intestat*, restait autorisée. Cette situation n'a pas encore été modifiée jusqu'à présent par l'administration allemande dans les territoires de la côte. D'autre part, le sultan Saïd Ali, par décret du 1<sup>er</sup> août dernier, a stipulé qu'à l'avenir l'aliénation d'un esclave sera interdite sous certaines peines et que seule la transmission de la propriété par héritage de descendants reste permise en ce qui concerne les esclaves. On peut juger de l'influence profonde qu'aurait cette mesure, régulièrement exécutée, sur les mœurs de toute la population, si l'on considère que les esclaves à leur tour possèdent, pour la plupart, des esclaves sur lesquels ils exercent les mêmes droits que leurs propres maîtres envers eux.

Ensuite, il est d'usage à Zanzibar, comme sur la côte, que les esclaves occupés dans une propriété rurale soient considérés comme appartenant à celle-ci et soient vendus avec elle. L'interdiction de vendre des esclaves équivaldrait, dès lors, à la dépréciation immédiate des biens fonciers; cette dépréciation s'élèverait à 50 % environ. Les Indiens, qui prêtent sur gages en esclaves, perdraient toute garantie du chef de leurs créances.

Cette nouvelle disposition a d'ailleurs provoqué dans l'île même de Zanzibar une vive agitation, au point que les mesures précitées n'ont pas encore pu être mises à exécution. Les décrets du sultan de Zanzibar ne sont pas valables pour les territoires placés sous le protectorat allemand. Le gouvernement impérial a toutefois examiné si de son côté il devait ordonner des prescriptions analogues à celles que contient le décret du Sultan. Conformément aux propositions du consul général à Zanzibar et du commissaire impérial par intérim, il a été répondu négativement à cette question, parce qu'il semblait risqué d'ordonner des mesures de nature à entamer profondément les conditions sociales et économiques de la population, à présent que la tranquillité et l'ordre viennent seulement d'être rétablis et que les habitants commencent à se faire au nouvel état de choses. De nouvelles mesures comportaient le danger d'une longue période d'agitation et d'inquiétude..... Résolu, comme auparavant, à s'opposer impitoyablement et par tous les moyens en son pouvoir à la chasse et au commerce professionnel des esclaves, le gouvernement allemand se réserve, tout en se conformant aux obliga-

tions qu'il a acceptées à la conférence de Bruxelles, le droit de choisir lui-même le moment qui lui paraîtra le plus propice pour renfermer l'esclavage dans des bornes plus étroites; quand ce moment sera venu, le gouvernement ne se contentera pas de prendre des mesures, mais il veillera aussi à ce qu'elles soient exécutées rigoureusement.

En 1888, les maisons de commerce françaises et hollandaises du Haut-Congo firent avec leurs vapeurs des voyages dans l'**Oubangi** pour y acheter de l'ivoire; elles en trouvèrent en abondance; mais partout les indigènes leur demandèrent non des étoffes dont les vapeurs étaient chargés, mais bien des esclaves de quatre à seize ans, destinés à alimenter la table des seigneurs de l'endroit. M. Greshoff, directeur des établissements hollandais, vit un jour un petit esclave couché à moitié dans l'eau au fond d'une pirogue, couvert de plaies et lié de la façon la plus cruelle. Ému de pitié, il racheta le petit malheureux pour quelques baguettes de laiton, en faisant remarquer aux indigènes qu'il ne prenait cet enfant que pour le soigner et l'arracher à la mort. Les natifs lui apportèrent aussitôt une foule d'autres esclaves dans le même état, en disant qu'ils les lui donneraient à bon marché, parce qu'ils étaient impropres à la consommation.

M. Fox-Bourne, secrétaire de l'Aborigines Protection Society, a écrit à lord Knutsford pour attirer son attention sur les faits d'esclavage et de traite qui se produisent dans la colonie anglaise de la **côte d'Or**. Quoique l'ordonnance de 1874 ait déclaré l'esclavage aboli dans la colonie, le Comité de la Société a acquis la preuve qu'un nombre de jeunes garçons et de jeunes filles estimé à 5000 et plus sont vendus ou retenus comme esclaves; les trafiquants les achètent à Salaga ou dans les districts de l'intérieur pour les vendre à Accra et dans d'autres villes de la côte, grâce à l'apathie ou à la connivence des représentants du gouvernement britannique. M. Fox-Bourne cite plusieurs faits tout récents prouvés par des documents officiels, et insiste pour que l'autorité anglaise fasse une enquête sur la manière dont l'ordonnance de 1874 est exécutée dans la colonie, et prenne les mesures nécessaires pour appliquer la loi, afin d'empêcher qu'une des colonies de S. M. ne soit déshonorée par le trafic des esclaves.

On ne peut que louer l'empressement avec lequel l'**État indépendant du Congo** remplit les engagements contractés par les signataires de l'Acte de la Conférence de Bruxelles. L'article 88 porte : « Les puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les

enfants libérés. » Le souverain de l'État vient de publier un décret aux termes duquel : est déférée à l'État la tutelle des enfants libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi d'esclaves, de ceux, esclaves fugitifs, qui réclameraient sa protection, et aussi des enfants délaissés, abandonnés ou orphelins, et de ceux à l'égard desquels les parents ne remplissent pas leurs devoirs d'entretien et d'éducation. Il leur sera procuré des moyens d'existence et il sera pourvu à leur éducation pratique et à leur établissement. A cet effet, il sera créé des colonies agricoles et professionnelles, dans lesquelles les enfants, soumis à la tutelle de l'État, seront astreints aux travaux que le Gouverneur général déterminera, jusqu'à l'expiration de leur vingt-cinquième année, moyennant l'entretien, la nourriture, le logement et les soins médicaux qui leur seront donnés gratuitement. Il sera pourvu par le Code civil à l'administration de la tutelle des enfants admis dans ces colonies d'enfants indigènes, en ce qui concerne leurs droits personnels et leur patrimoine.

Le **Congrès anti-esclavagiste libre** convoqué à Paris par Mgr. Lavigerie s'est ouvert le 21 septembre, en l'église de Saint-Sulpice, par une allocution du cardinal sur les misères de la traite. S. Em. a reconnu que si la chasse à l'homme doit disparaître rapidement, l'esclavage malheureusement ne pourra s'éteindre que graduellement. Il est nécessaire de ménager la transition, car la tradition de l'esclavage assure à l'Afrique une forme d'état social dont la suppression subite la plongerait dans le chaos. Les séances ont eu lieu les 22 et 23 septembre dans l'hôtel de la Société de géographie de Paris. Outre la France, les pays qui y étaient représentés étaient la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et le Portugal <sup>1</sup>. Le Congrès a voté onze résolutions dont voici les principales :

L'œuvre anti-esclavagiste est divisée en comités nationaux, ayant une organisation et une action indépendantes.

Le congrès compte avant tout sur les moyens pacifiques, spécialement sur l'action morale des missionnaires.

<sup>1</sup> On s'étonnera peut-être que la Société anti-esclavagiste suisse n'y ait point envoyé de délégués. L'an dernier, elle n'avait pas été invitée au Congrès de Lucerne, mais, sur sa réclamation, elle y avait été conviée tardivement. Cette année-ci, le même fait s'est reproduit, c'est-à-dire qu'elle n'a reçu aucune invitation ; mais elle n'a pas jugé de sa dignité d'en réclamer une ; dès lors, elle n'y a envoyé aucun représentant. Néanmoins, elle continuera à aider, dans la mesure de ses forces, à remédier aux misères de la traite et de l'esclavage.

Les comités nationaux s'efforceront de susciter des dévouements privés et le concours des volontaires dans les conditions édictées par la conférence de Bruxelles.

Le congrès exprime le vœu que le pape accorde une quête annuelle pour l'anti-esclavagisme.

Le congrès appelle l'attention des puissances musulmanes sur les dangers que le développement de certaines sectes musulmanes fait courir à la civilisation et à la liberté des noirs.

Il émet le vœu que les secours envoyés aux missionnaires soient exemptés des droits de douane.

### CONFÉRENCE ANTI-ESCLAVAGISTE DE BRUXELLES

(TROISIÈME ET DERNIER ARTICLE.)

Quoique les mesures prises contre la traite aux lieux d'origine et le long des routes des caravanes jusqu'à la côte doivent avoir pour effet de réduire le fléau de beaucoup, les puissances n'ont pas cru devoir renoncer aux moyens déjà employés contre la traite maritime, la seule qui, jusqu'ici, eût été l'objet de mesures répressives. La question du droit de visite était très délicate, néanmoins l'entente a pu se faire entre les plénipotentiaires qui ont établi des règlements encore plus précis que ceux qui avaient été consentis précédemment. Reconnaisant l'opportunité de prendre d'un commun accord des dispositions propres à assurer plus efficacement la répression de la traite dans la zone maritime où elle existe encore, ils ont commencé par constater que cette zone est restreinte entre la côte de l'océan Indien (y compris le golfe Persique et la mer Rouge), depuis le Belouchistan, jusqu'à Quilimane, et une ligne conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Quilimane jusqu'au 26° de lat. sud, puis, de ce point, passe à l'Est de Madagascar, à 20 milles de la côte orientale et septentrionale; de là, la ligne rejoint obliquement la côte du Belouchistan en passant à 20 milles au large du cap Ras-el-Had. Ce n'est que dans cette zone que le droit de visite pourra être exercé, encore sera-t-il limité aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux.

Les abus souvent signalés dans l'emploi du pavillon ont fait un devoir aux plénipotentiaires d'inscrire dans l'Acte de la Conférence une disposition aux termes de laquelle les puissances signataires s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir l'usurpation de leur pavil-

lon et pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs. Ils ont en outre rédigé un règlement spécial concernant l'usage du pavillon et la surveillance des croiseurs ; les règles relatives à la concession du pavillon à des bâtiments indigènes, au rôle de l'équipage, et au manifeste des passagers noirs, sont très précises, et, bien appliquées, elles nous paraissent devoir prévenir quantité de faits délictueux dans le domaine de la traite maritime. Les dispositions qui concernent l'arrestation des bâtiments suspects, l'enquête et le jugement des bâtiments saisis ont été rédigées de manière à éviter de froisser toute susceptibilité nationale dans la constitution du crime ou du délit et dans le jugement à prononcer par qui de droit.

Des dispositions particulières sont prises en faveur des esclaves qui se trouveraient à bord d'un navire d'une des puissances contractantes : Tout esclave qui s'y réfugierait serait immédiatement et définitivement affranchi, sans, toutefois, que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, s'il a commis un crime ou un délit de droit commun. La même réserve est mise à l'affranchissement d'un esclave qui serait retenu contre son gré à bord d'un bâtiment indigène. Il peut réclamer sa liberté, et tout agent d'une des puissances contractantes ayant droit de contrôler l'état des personnes à bord des dits bâtiments peut prononcer son affranchissement.

Le rôle d'équipage délivré au capitaine du bâtiment au port du départ par l'autorité de la puissance dont il porte le pavillon, devra être dressé avec le plus grand soin. Aucun noir ne pourra être engagé comme matelot sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la puissance dont le bâtiment porte le pavillon, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre. Si le capitaine désire embarquer des passagers noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la puissance dont le bâtiment porte le pavillon. Les passagers seront interrogés, et quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrits sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honorabilité serait notoire.

Lors de l'arrestation d'un bâtiment suspect, s'il résulte de l'enquête faite selon les lois et règlements, qu'il y a eu un fait de traite constaté par la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus ou d'autres faits de traite prévus par les conventions particulières, le capitaine et

l'équipage seront déférés aux tribunaux compétents ; les esclaves seront mis en liberté après qu'un jugement aura été rendu. Il sera disposé d'eux conformément aux conventions particulières conclues ou à conclure entre les puissances signataires. A défaut de ces conventions, les dits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, pour être renvoyés, si c'est possible, dans leur pays d'origine ; sinon, cette autorité leur facilitera, autant qu'il dépendra d'elle, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

Mais, comme la traite n'existerait pas s'il n'y avait pas des pays musulmans où l'esclavage domestique est accepté par les lois, il était nécessaire de chercher à gagner aux principes d'humanité professés par les puissances civilisées les États musulmans dont le voisinage appelle plus ou moins le commerce des esclaves comme la demande appelle l'offre dans le domaine économique. L'État de Zanzibar, la Turquie et la Perse étant représentés à la Conférence, leurs délégués ont pu discuter avec ceux des autres puissances les mesures les plus propres à atténuer les effets produits sur la traite africaine par les pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique. Ils ont été amenés à adopter à cet égard les dispositions suivantes :

Les puissances contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique, et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie, ainsi que le commerce. La surveillance la plus active et la plus sévère possible sera organisée par elles, sur tous les points où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Quant aux esclaves libérés en exécution de cet engagement, ils seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes et auront droit à leur protection et à leur assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Le sultan s'engage à faire exercer par les autorités ottomanes une surveillance active particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie, et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de S. M. impériale en Asie.

S. M. le Shah de Perse consent également à organiser une surveillance

active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté, ainsi que sur les routes qui servent au transport des esclaves. Les magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

Le sultan de Zanzibar, de son côté, prêtera son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Les tribunaux institués dans le sultanat appliqueront strictement les peines édictées contre les importateurs, transporteurs, marchands d'esclaves africains, auteurs de mutilations d'enfants ou d'adultes mâles ainsi que contre leurs co-auteurs et complices. Et, afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions de l'Acte de la Conférence que des décrets rendus en cette matière par le sultan et ses prédécesseurs, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar.

Comme les puissances musulmanes pourraient ne pas rencontrer chez leurs agents toute la vigilance désirables, elles donnent en droit aux puissances contractantes la haute surveillance sur la manière dont ces agents s'acquitteront de leur mandat : Les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine des puissances signataires prêteront, dans les limites des conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore : ils auront le droit d'assister aux procès de traite qu'ils auront provoqués sans pouvoir prendre part à la délibération. Des bureaux d'affranchissements ou des institutions qui en tiennent lieu seront organisés par les administrations des pays de destination des esclaves africains.

Pour montrer l'intérêt attaché par la conférence à l'observation des mesures adoptées, les plénipotentiaires ont tenu à ce qu'il pût être présenté aux puissances contractantes un compte rendu pratique et régulier des violations ou des négligences s'il venait à s'en produire. A cet effet ils ont décidé qu'il sera créé, à Zanzibar, un bureau international où chacune des puissances signataires pourra se faire représenter par un délégué, et qui sera constitué dès que trois puissances auront désigné leur représentant. Il aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime. Des bureaux auxiliaires, en rapport avec celui de Zanzibar, pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les puissances intéressées. Celui de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires.

D'autre part, un bureau spécial rattaché au département des affaires étrangères à Bruxelles, centralisera les textes des lois et règlements d'administration existants ou édictés en application des clauses de l'Acte de la Conférence, ainsi que les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

Ces documents et renseignements réunis seront publiés périodiquement et adressés à toutes les puissances contractantes.

Les mesures adoptées pour supprimer la traite aux lieux d'origine, le long des routes par lesquelles les esclaves sont amenés de l'intérieur à la côte, et dans la zone maritime, créeront, au début un très grand nombre d'esclaves libérés en faveur desquels les plénipotentiaires ont pris les résolutions suivantes :

Ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives, les puissances signataires s'engagent à établir, s'il n'en existe pas encore, dans les ports de la zone maritime, et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger. Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre. En cas de dénonciation d'un fait de traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, les dits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

Les puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés. Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté ; et quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves et puni comme tel.

Espérons que les mesures adoptées par la Conférence seront appliquées par toutes les puissances qui occupent des territoires en Afrique ou qui y exercent leur influence, et qu'en même temps qu'elles serviront à la conservation des indigènes, elles aideront à leurs progrès dans la

civilisation. Pour leur assurer les bienfaits de celle-ci, les plénipotentiaires ont ajouté aux mesures susmentionnées des dispositions relatives à l'importation des spiritueux dont nous dirons encore quelques mots.

Nous les réclamions déjà, lors de la Conférence de Berlin, dans les articles dans lesquels nous exposons les *maux causés en Afrique par les spiritueux*<sup>1</sup>. Nous sommes heureux que la Conférence de Bruxelles n'ait pas rencontré sur ce point les mêmes difficultés qu'à Berlin.

Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les puissances signataires sont convenues d'appliquer, dans une zone s'étendant du 20° lat. nord au 22° lat. sud et de l'océan Atlantique à l'océan Indien et à ses dépendances y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte, les dispositions suivantes :

Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite. Chaque puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou protectorat et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres puissances dans un délai de six mois. Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque gouvernement.

Dans les territoires situés en dehors de la zone de prohibition, et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 fr. par hectolitre à 50° centigrades, les puissances s'engagent à établir sur les spiritueux un droit d'entrée de 15 fr. pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur de l'Acte de la Conférence. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 fr. pendant une nouvelle période de trois ans. A la fin de la sixième année, une revision aura lieu sur la base d'une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, en vue d'établir, si possible, une taxe minima partout où n'existerait pas la réforme de la prohibition.

Les puissances contractantes qui ont en Afrique des possessions en

<sup>1</sup> Voyez V<sup>me</sup> année, p. 262 et 293.

contact avec la zone s'étendant de 20° lat. nord au 22° lat. sud et de l'Atlantique à l'Océan Indien, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux par leurs frontières intérieures dans les territoires de la dite zone.

Par un article des dispositions finales, les puissances signataires se réservent d'apporter à l'Acte de la Conférence, ultérieurement et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience. L'Acte sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas ne pourra excéder un an. Il sera dressé acte du dépôt des ratifications aux archives de Belgique dans un protocole qui sera signé par les représentants de toutes les puissances qui auront ratifié. L'Acte général lui-même entrera en vigueur dans toutes les possessions des puissances contractantes, le soixantième jour à partir de celui où aura été dressé le protocole de dépôt ci-dessus mentionné.

A l'Acte général est jointe une déclaration relative aux ressources qu'exigera l'exécution des mesures prises pour supprimer la traite.

Les puissances signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le bassin conventionnel du Congo, pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalent à 100 0 de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux. Une négociation sera ouverte entre les puissances signataires de l'Acte général de Berlin à l'effet d'arrêter les conditions du régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo.

Toutefois, aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourront être établis; et, dans l'application du régime douanier, chaque puissance s'attachera à simplifier, autant que possible les formalités et à faciliter les opérations du commerce.

Nos lecteurs savent que cette déclaration a fourni aux délégués Hollandais un motif de refuser leur signature à l'Acte général. Nous ne pensons pas que la Hollande voulut s'exposer au reproche de toutes les puissances représentées à la Conférence de Bruxelles, y compris la Turquie, la Perse et l'État de Zanzibar, d'avoir fait échouer les travaux de plus de six mois poursuivis au milieu d'obstacles de toute nature en vue de délivrer du pire des fléaux des millions de créatures humaines et de leur assurer les bienfaits de la civilisation.

A ce propos, le *Mémorial diplomatique* du 6 septembre a publié un article fort bien pensé, que nous voudrions pouvoir reproduire en entier; mais le peu de place dont nous disposons ne nous le permet pas. Bornons-nous à quelques extraits :

« Voici deux mois, » y est-il dit, « que l'Acte de la Conférence a été signé, et l'incertitude sur son sort final dure encore. L'on ne sait, pas plus aujourd'hui que le 2 juillet dernier, si la Hollande persistera dans son attitude isolée ou si elle donnera son adhésion. Si elle persévère dans ses premières décisions, les effets, il faut bien le dire, en seront désastreux; c'est la ruine complète et absolue de l'Acte de la Conférence; c'est la mise à néant sans rémission des dispositions votées et des mesures arrêtées. Il a été, en effet, formellement déclaré que l'Acte de Bruxelles ne deviendrait exécutoire que moyennant l'adhésion de toutes les puissances dont le consentement est nécessaire pour modifier l'Acte général de Berlin, et les Pays-Bas sont co-signataires de l'Acte de 1885. Si, d'ici à quatre mois, la signature de la Hollande n'est pas acquise, la conférence de Bruxelles n'aura rien fait, et l'esclavage, et la traite, et la chasse à l'homme, et les razzias, et tout leur cortège d'horreurs et de crimes, continueront comme par le passé à ensanglanter l'Afrique.

« C'est une terrible responsabilité devant l'humanité et devant l'histoire, et l'on doit supposer que les motifs qui ont inspiré la ligne de conduite des Pays-Bas sont bien graves, bien puissants. Il ne faut pas se dissimuler que, si la conférence de Bruxelles aboutit à un échec, on ne verra plus se renouveler de longtemps une tentative de ce genre en faveur de l'affranchissement de l'Afrique. »

« Malheureusement pour les Pays-Bas, » ajoute le *Mémorial diplomatique*, « ils ont été forcés, sous la pression de la Société africaine de Rotterdam, de placer leur opposition sur le terrain d'intérêts purement mercantiles. Or, ce point de vue était nécessairement de nature à éveiller peu de sympathies, alors qu'il se produisait dans un débat d'ordre absolument supérieur, humanitaire et civilisateur. On est péniblement impressionné, à la lecture des protocoles de la Conférence, de voir peu à peu des débats qui planaient entièrement dans un ordre d'idées généreuses et élevées, descendre dans l'ornière mesquine des bénéfices commerciaux et des dividendes de sociétés.

Des dix-sept puissances réunies pour fonder les assises de l'œuvre la plus noble du siècle, seize parlaient civilisation : on leur répondait négoce; elles proclamaient les droits des nègres à la liberté : on leur opposait des bilans ; elles voulaient un terme aux tueries et aux massa-

ces : on invoquait l'intérêt des factoreries. Sans doute, le langage diplomatique adoucissait ce qu'avait de choquant le heurt d'idées aussi opposées, mais au fond, réduite à sa plus simple expression, la seule raison qui risque de faire avorter la Conférence de Bruxelles, c'est l'intransigeance des intérêts commerciaux d'une seule maison. »

Après ces considérations générales bien frappantes, le *Mémorial* explique pourquoi l'établissement de droits d'entrée pour les marchandises dans le bassin du Congo est indispensable, si l'on veut que l'État du Congo puisse mettre à exécution, sur son territoire, les mesures projetées contre la traite des esclaves. Puis il discute les griefs des négociants hollandais, faisant ressortir que, s'ils étaient fondés, les commerçants des autres nations — car les Hollandais ne trafiquent pas seuls au Congo — feraient entendre les mêmes plaintes, ce qui n'est pas.

Le taux de 10 % de la valeur pour les droits à l'importation est trop modéré pour entraver les transactions. Quant aux mesures de surveillance et de contrôle, ce n'est pas là ce que les Hollandais peuvent objecter, puisqu'ils consentent à ce qu'on mette des entraves au trafic des armes et des spiritueux, ce qui entraînerait la visite de toutes les marchandises.

La faiblesse de la thèse néerlandaise ressort avec une grande évidence de toutes ces considérations, et il semble étrange que le cabinet de La Haye ose la soutenir.

Avec le *Mémorial*, « nous joignons donc nos vœux à tous ceux dont la presse s'est déjà faite l'écho, pour que les Pays-Bas, qui ont tant de fois donné des preuves de leurs généreuses aspirations, ne restent pas isolés dans le concert européen, et qu'ils s'associent enfin, sans réticence et sans arrière-pensée, à une œuvre qui sera l'honneur du dix-neuvième siècle. »

---

## CORRESPONDANCE

### Lettre de M. P. Berthoud, missionnaire.

Lorenzo Marquez, 11 juillet 1890.

Les derniers journaux suisses (ceux du mois de mai) m'ont beaucoup surpris par un petit article qui parle de notre chemin de fer. D'après eux, on aurait fait récemment une *solennelle inauguration*, et la question de la possession de la ligne serait réglée, après les difficultés qu'on sait.

Cette double nouvelle est une double erreur. L'inauguration solennelle a eu lieu en 1888 ; pourquoi en aurait-on fait une cette année ? Peut-être a-t-on pris

pour telle la petite cérémonie (inaperçue ici) par laquelle on a inauguré le commencement des travaux pour la construction de la ligne sur le territoire du Transvaal.

Sur territoire portugais, la ligne est en exploitation active, et mesure 89 kilomètres. Par elle, on transporte à présent beaucoup de machines pour les mines d'or du Transvaal, ainsi que le matériel pour la voie en construction. Cela donne un trafic énorme, et le mouvement de la place a décuplé, centuplé, depuis trois mois. La transformation est extraordinaire. Comme on n'était pas outillé pour faire face à beaucoup d'arrivages, les navires se sont trouvés sans aucun moyen de décharger leurs marchandises, au moins durant une ou plusieurs semaines. Les magasins de la douane étant insuffisants, les rues et les places avoisinantes sont encombrées de marchandises, surtout de barils de ciment, de sacs de chaux, de bois de construction, etc. Chaque jour, de longs trains partent pour la frontière, et malgré cela l'encombrement ne cesse pas d'augmenter : on voit s'élever de vraies montagnes de matériel pour la voie ferrée.

Mais je reviens à la nouvelle du règlement de la question de la possession de la ligne, dont je conteste l'exactitude. En effet, à qui appartient la ligne actuelle, de 89 kilomètres ? Telle est la question, qui fait actuellement l'objet d'un arbitrage ; et l'on ne saurait prévoir à quelle date l'affaire sera réglée et terminée. En tout cas, l'Angleterre et les États-Unis, prenant en main les intérêts des actionnaires leurs ressortissants, ont nommé conjointement un arbitre ; je ne sais pas encore son nom. D'accord avec ces puissances, le Portugal, qui a saisi la ligne il y a un an, a aussi nommé un arbitre. Enfin, comme vous le savez, les trois puissances sont tombées d'accord pour demander au Conseil fédéral suisse de prononcer en dernier ressort sur l'arbitrage. Les conditions du règlement de l'affaire sont déjà posées, et elles ont été acceptées par les trois puissances : les voici : Si l'arbitrage conclut que le Portugal a agi dans son plein droit en faisant la saisie, la ligne lui appartiendra, sans frais. Si au contraire l'arbitrage donne tort au Portugal, cette puissance gardera la ligne, mais devra payer cinquante millions de francs à la partie adverse.

Voilà où en est l'affaire, elle repose sur la manière d'interpréter le contrat de la Compagnie. La tâche du Conseil fédéral est très délicate. En le nommant arbitre final, on lui a conféré un honneur fort ingrat. Comment ne pas déplaire à l'une des deux parties ? Comment résister à l'impulsion chevaleresque, si naturelle, qui pousse à donner raison au petit, au plus faible État ?

Je suis obligé de vous prier de m'accorder une rectification<sup>1</sup>. Il s'agit d'un

<sup>1</sup> Nous accordons d'autant plus volontiers à M. Berthoud la rectification qu'il nous demande, qu'il nous fournit l'occasion de constater que tous les Hindous qui peuplent la côte orientale d'Afrique ne sont pas des sujets anglais, comme on pourrait le croire en lisant les auteurs. Nous oublions trop facilement que l'Inde n'appartient pas tout entière aux Anglais, et qu'il reste encore aux Portugais, de leurs anciennes possessions, outre Goa, la ville de Daman, à l'est du golfe de Cambaye, et à l'ouest de ce golfe, la petite île de Diu, forteresse autrefois

détail, de peu de chose. Vous dites (page 115) : M. P. Berthoud nous écrit : « Banyans hindous, musulmans, sujets anglais... » Ce ne sont pas des *sujets anglais*, mais bien de vrais sujets *portugais*, qui viennent de Diu et de Daman, possessions portugaises au nord de Bombay. *Cuique suum*.

Vous avez parlé de M. le colonel Machado, qui avait été envoyé pour délimiter la frontière d'ici au Zoutpansberg (N° de mai p. 151). A peine avait-il posé les deux premières bornes, qu'il fut rappelé à Lorenzo Marquez, parce que le gouvernement venait de le nommer gouverneur général de la Province de Mozambique. Un autre ingénieur est allé prendre sa place. Cela vous intéressera de savoir que ces messieurs m'ont demandé la carte (je leur en ai donné deux exemplaires) que vous avez publiée de mon frère ; et ils sont très contents de s'en servir pour s'orienter dans leur travail. Il y a maintenant deux mois que M. Machado passait ici, se rendant à Mozambique pour y assumer ses nouvelles fonctions.

Vous avez annoncé une brochure de MM. Capello et Ivens : « Quelques notes sur l'établissement et les travaux des Portugais au Monomotapa. » Croyez-vous qu'il me fût utile de la lire ? Malgré mon manque de loisir pour la lecture, je fais effort pour m'instruire, au moins quand j'y vois un devoir ; et je serais bien aise de connaître cet opuscule. Où le trouve-t-on ?

Après tout, Goungounyane n'est pas descendu jusqu'au Limpopo. Il s'est établi à la place de Bingouane, qui a été tué, et dont les sujets ont été dispersés. Cette localité se trouve à cent kilomètres au N.-N.-E. des bouches du Limpopo. J'ai appris de divers côtés que Goungounyane avait fait demander à Natal un maître d'école pour lui enseigner l'anglais, à lui et à ses gens. Mais il ne veut pas qu'on lui prêche le christianisme.

Lorenzo Marquez va être desservi par une nouvelle ligne de vapeurs. C'est l'entreprise allemande que vous avez annoncée. On attend ici son premier navire pour le mois de septembre, par la voie de Suez et la mer Rouge.

Je comprends bien que la rédaction de l'*Afrique* doit être une tâche grande et difficile. Il est surtout très délicat de citer des faits et de prononcer des jugements qui jettent un sérieux blâme sur quelques personnes ; il faut pour cela être sûr de connaître les faits sous leur vrai jour, et avoir entendu le pour et le contre, à loisir. Je ne vois pas que je puisse rien retrancher à ce que je vous disais dans ma dernière lettre. Je fais cette remarque même après avoir relu votre réponse, dont j'extrais la citation suivante : vous m'écrivez : « Ce que « j'ai vu et entendu des Portugais et des Anglais aux différents congrès auxquels « j'ai assisté à Paris l'été dernier, me fait placer les premiers bien au-dessus « des seconds, au point de vue de la colonisation. Les Portugais reconnaissent « loyalement la nécessité de réformes.... »

célèbre, avec la pointe de Gogala sur le rivage opposé de la province de Guzerate.

Oui, en paroles, en beaux discours, les Portugais sont supérieurs ; et ils doivent faire très bonne figure dans les Congrès. Mais les actes, où sont-ils ? Peut-être escomptez-vous l'avenir. Il fait toujours bon espérer. Mais *jusqu'ici*, les faits *accomplis* mettent les Anglais bien au-dessus des Portugais ; et pourtant je déplore beaucoup de choses chez les Anglais, comme vous l'a montré ma lettre précédente.

P. Berthoud

#### BIBLIOGRAPHIE <sup>1</sup>

*Bernhard Schwarz. NACHTIGAL'S GRAB. Ein Negerroman. Leipzig (Eduard Baldamus), 1890, in-18, 2 Bände, 173 p. et 123 p. Zweite Auflage. —* L'auteur de ce livre, voyageur bien connu dont notre journal a raconté les explorations, aurait pu faire précéder son récit d'une préface expliquant le but particulier qu'il a voulu atteindre en écrivant ce roman africain. Il est probable qu'il a surtout cherché à peindre la vie et le caractère des nègres de la côte de Guinée en décrivant une action qui, tout en gardant une couleur locale nettement accusée, se lit avec plus d'intérêt qu'un récit ordinaire de voyage, forcément plus froid parce qu'il est plus réel. Le héros du livre est un jeune Krumen, nommé Bill, dont l'histoire se déroule avec des chances diverses dans la république de Libéria et particulièrement dans la capitale, à Monrovia. On sait que c'est sur le territoire de cet État que se trouve la tombe du voyageur allemand Nachtigal. L'ouvrage s'ouvre par le récit de la mort de Nachtigal à bord d'un paquebot et de son ensevelissement, et se termine par quelques mots relatifs au rôle que ce pionnier de la géographie et de la colonisation a joué en Afrique. Mettant en scène un certain nombre de personnages de nationalité et de caractère différents, des gens du pays, une Américaine, des Anglais, etc., il présente un réel attrait par l'imprévu des situations et la description de la contrée et des mœurs de ses habitants.

*Brix Förster. DEUTSCH-OSTAFRIKA. Geographie und Geschichte der Colonie. Leipzig (F.-A. Brockhaus), 1890, in-8°, 204 p. et carte. M. 6. —* Écrit avant la conclusion du récent traité anglo-allemand, cet ouvrage ne traite pas de tout le territoire s'étendant jusqu'au Victoria, au Tanganyika et au Nyassa qui vient d'être reconnu à l'Allemagne ; c'est une description de la zone située en arrière de la côte, plus particulièrement connue et occupée au moins dans ses points principaux et compre-

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

nant l'Ou-Sambara, le Bondei, le Paré et l'Ou-Gono, le district du Kilima-Ndjaro, les bassins du Ouami et du Kingani, enfin le territoire compris entre le Roufidji et la Rowouma. Il s'agit donc des pays plus particulièrement désignés jusqu'ici sous le nom d'Afrique orientale allemande.

Bien que cette contrée ait été explorée par de nombreux voyageurs, et qu'elle ait fourni le sujet d'ouvrages et de monographies dont l'auteur nous donne la longue liste dans un appendice, d'importantes lacunes existent encore dans nos connaissances. Si beaucoup d'explorateurs l'ont traversée, bien peu de gens y ont séjourné un temps assez long pour pouvoir se livrer à une étude complète du pays, à des observations suivies sur son climat, ses productions, ses populations, etc. M. Förster nous fournit le résumé de tout ce qui a été écrit jusqu'à ce jour sur ces sujets. Son livre s'ouvre par un historique d'une cinquantaine de pages de la fondation de la colonie allemande, de 1884 au 1<sup>er</sup> avril 1889. Il relate les différentes phases du développement et de l'activité de la Société allemande de l'Afrique orientale jusqu'à la prise de possession directe par le gouvernement allemand. Chemin faisant, l'auteur fait ressortir la part importante prise dans ce travail de conquête lente par le Dr Peters, au dévouement et à l'énergie duquel l'Allemagne doit de posséder une colonie de grand avenir; en outre, il étudie les causes et le caractère de la révolte récente que le major Wissmann a réprimée avec tant de succès.

Puis vient la description géographique de la colonie, qui forme le corps du volume. Après une vue d'ensemble, les différentes parties de la contrée sont traitées successivement dans l'ordre indiqué ci-dessus. Pour chaque pays l'auteur étudie la configuration physique, le climat, la nature du sol et la végétation, la faune, la topographie et les fleuves, la population, la situation politique, puis il termine par une appréciation générale.

On le voit, il s'agit d'un véritable manuel géographique de l'Afrique orientale allemande, écrit dans un but scientifique en même temps que pratique, soit pour faire connaître le pays au géographe, soit pour en indiquer la productivité et les sources de richesse au colon et au négociant. L'auteur a cherché à déterminer, autant qu'on peut le faire aujourd'hui, ce que l'Afrique orientale peut donner dès maintenant et dans l'avenir, ce que sont les habitants de cette contrée et leur valeur comme travailleurs et comme consommateurs des produits européens. Il a donc fait une œuvre bonne et utile qui, écrite dans un style très clair, se lit facilement et qui est accompagnée d'une excellente carte à grande échelle.

W. Rosier, professeur. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'HYDROGRAPHIE AFRICAINE. Genève (Imprimerie Aubert-Schuchardt), 1890, in-8°, 34 p. et carte. — Parmi les géographes, les uns, doués de la faculté analytique, se complaisent dans une érudition qui ne fait grâce aux lecteurs d'aucun détail; les autres, joignant à cette faculté celle de la synthèse, savent ne conserver, dans l'exposé d'un sujet, que les détails nécessaires pour faire connaître la physionomie spéciale du sujet, et les rapports des parties avec l'ensemble. Le mémoire de M. le professeur Rosier, dont nous apprécions, depuis la fondation de l'*Afrique explorée et civilisée*, la précieuse collaboration, révèle chez son auteur l'heureuse possession des deux facultés, bien équilibrées et de nature à communiquer à la fois des connaissances précises et le goût de la science vivante. Dans la vue d'ensemble par laquelle s'ouvre le mémoire présenté à la Société de géographie de Genève, le professeur montre comment l'exploration africaine est caractérisée par la prise de possession par la science d'une succession de bassins fluviaux, Niger, Nil, Zambèze et Congo, et comment la disposition du continent africain dans les deux hémisphères jusqu'à une distance à peu près égale de l'équateur, en fait le continent chaud, entre tous, le seul dans lequel se voie une zone entourée de l'isotherme de 30°. Néanmoins, et quoique jusqu'à l'époque moderne il eût passé pour un continent dont l'intérieur était stérile et inhabité, l'exploration moderne a permis de constater que l'élévation du plateau central en fait une des terres les mieux arrosées, et explique l'absence de versants réguliers, l'indécision des pentes, l'ordonnance des fleuves, le grand nombre de lacs, en un mot, les traits fondamentaux de l'hydrographie africaine. L'auteur a eu l'heureuse idée d'accompagner son mémoire d'une carte spéciale indiquant les versants maritimes auxquels appartiennent les différentes régions de l'Afrique : versant de la Méditerranée, de l'Atlantique, de l'Océan Indien, ce qui permet de saisir d'un coup d'œil combien précieux sont les contours des lignes de séparation de ces versants ou de partage des eaux. Un chapitre spécial, et l'un des plus intéressants est consacré aux bassins fermés. Puis, de toutes les observations fournies par l'étude des faits hydrographiques, et à l'aide de la météorologie, de l'orographie et de la géologie, le professeur déduit l'explication de l'organisation fluviale du continent dans ses grandes lignes; enfin, après avoir remonté dans le passé pour lui comparer l'état présent actuel, il fait entrevoir un avenir, dans lequel les traits d'aujourd'hui seront modifiés par la continuation du travail de creusement des gorges, de la diminution des lacs et des modifications des bassins.

---

BULLETIN MENSUEL (3 novembre 1890<sup>1</sup>).

Le Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, qui s'est tenu à Limoges au mois d'août, a reçu de M. Teisserenc de Bort d'utiles renseignements sur la région qui s'étend du **Mزاب** à **El Goléa**, et d'El Goléa à Brezina, région qu'il avait récemment explorée dans une mission scientifique. Il a dressé l'itinéraire de Ghardaia à El Goléa par la route de l'ouest que l'on suit depuis peu d'années; elle offre pour les caravanes le grand avantage d'être moins accidentée que celle qui passe sur le plateau et de présenter des pâturages abondants pour les chameaux. Cet itinéraire est appuyé sur la détermination astronomique de la position du point de campement de chaque jour tant entre le Mزاب et El Goléa qu'entre ce point et Brezina. El Goléa est située au pied d'une falaise crétacée d'une centaine de mètres d'élévation dont un fragment isolé porte le vieux ksour (château) El Goléa, tandis que l'oasis et les maisons habitées actuellement sont dans la plaine. L'eau qui est l'élément vital dans le Sahara est très abondante à El Goléa; elle se trouve à deux mètres du sol, provient d'une nappe légèrement ascendante et est d'excellente qualité. Les jardins de palmiers sont peu nombreux et appartiennent à la tribu nomade des Chambaâ Mouadi, qui vivent avec leurs troupeaux dans le désert et abandonnent le soin de cultiver leurs jardins à des nègres. Mais il y a à El Goléa, tant en eau qu'en terrains de culture, de quoi constituer une grande oasis comme celles de l'oued Rhir, et alimenter une ville d'une certaine importance dont l'existence aurait sa raison d'être comme entrepôt sur la route du Gourara et du Touat. La région qui s'étend entre El Goléa et Brezina est occupée, sur une longueur de plus de 120 kilomètres, par des dunes de sable où ces points d'eau sont très rares, mais qui présentent d'excellents pâturages pour les chameaux. Ces pâturages sont presque inutilisés à cause du peu de sécurité qui règne dans cette région. L'oued Seggueur, qu'on représente sur les cartes comme allant de Brezina à El Goléa, en réalité n'a de lit véritable que jusqu'à la Dayet (mare ou bas-fond humide) Amera à l'entrée des

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

sables. Entre El Goléa et ce point, la vallée indiquée d'après des renseignements indigènes n'existe plus, il y a seulement des dépressions successives dont le fond est occupé par des dépôts d'eau douce, et qui semblent être le reste d'un grand marécage actuellement desséché et que les rares crues de l'oued Seggueur ne suffisent plus à alimenter.

M. Teisserenc de Bort a présenté aussi la première carte orographique qui ait été dressée pour le Sahara algérien et tunisien. Cette carte résulte des nivellements barométriques de MM. Duveyrier, Mares, de la mission Flatters, de MM. Roland, Foureau, etc., et des travaux de l'auteur qui comprennent cinq grands itinéraires ayant un développement de plus de 1,500 kilomètres. Les courbes de niveau sont tracées de 100 en 100 mètres; l'auteur a montré que cette carte met en relief un des traits les plus caractéristiques de l'hydrographie du Sahara, à savoir que les eaux du versant sud du Djebel-Amour s'écoulent vers la région d'El Goléa, pendant que l'oued Mia prend sa source au sud d'El Goléa dans le massif qui domine In-Salah et coule vers les chotts Melrir et Rharsa situés au pied de l'Aurès. Il y a donc opposition complète entre la direction des eaux dans ces deux bassins presque parallèles, ce qui est dû au relèvement des couches crétacées de la Chebka du Mزاب (plateau coupé de fissures, d'où ce nom de *chebka* ou filet) et à la grande faille qui l'accompagne.

Depuis que la convention anglo-française a reconnu à la France, comme sphère d'influence, les vastes territoires qui s'étendent au sud de l'Algérie et de la Tunisie jusqu'au Niger et au lac Tchad, les conseils généraux des trois départements d'Oran, d'Alger et de Constantine ont été saisis de la question du **chemin de fer trans-saharien**. La Commission départementale d'Alger, qui n'a pas encore pu obtenir que la concession de la ligne de pénétration d'Alger à Laghouat fût décrétée, a émis, à l'unanimité, le vœu : 1° que préalablement à toute décision touchant le Trans-Saharien, sa direction et son tracé, le gouvernement veuille bien faire étudier, dans les trois départements, les voies de communication les plus directes vers le Soudan; 2° que les explorations à cet effet soient effectuées au moyen de caravanes exclusivement composées d'indigènes et dont les relations, par ce fait même, deviendront plus faciles avec les populations sahariennes qu'elles auront mission de reconnaître. De son côté, une Commission du Conseil général du département d'Oran a présenté un rapport duquel il ressort que, quoique le chemin de fer projeté ne doive donner aucun résultat au point de vue économique, la France doit l'entreprendre afin de conserver sa place au

Soudan; c'est là une nécessité stratégique. Le Conseil général a mis 15,000 fr. à la disposition du ministre des travaux publics pour l'étude de la question, au moyen de missions pacifiques et commerciales qui accompagneront les caravanes partant de Géryville pour les régions du Niger. Enfin, le Conseil général de Constantine a adopté récemment un vœu tendant à ce que le gouvernement veuille bien présenter à la Chambre un projet de loi sur la construction d'un chemin de fer trans-saharien reliant Biskra au Soudan intérieur. On s'attend à ce que le gouvernement demande simplement la déclaration d'utilité publique, pour laisser ensuite aux diverses initiatives le soin de présenter leurs projets et demandes de construction et d'exploitation.

On écrit d'Alexandrie au *Mémorial diplomatique*, qu'une effroyable anarchie règne au **Kordofan**. Abdullaï, le successeur du mahdi, règne encore; mais, confiné dans Ondurman, il en est réduit à craindre l'éventualité d'une attaque des Senoussi venant d'El-Obeid. En attendant, la famine continue à exercer ses ravages au Soudan. La viande de chien, à ce que dit une lettre d'Assouan, s'y vend quatre thalaris l'ocque<sup>1</sup>. Aucune culture n'est possible, et par suite aucun commerce. Comme il arrive toujours, dans la décomposition des empires éphémères, les principaux lieutenants d'Abdullaï sont en train de se tailler de petites souverainetés particulières. L'émir Abdullah Ouad Saad a jeté son dévolu sur Berber, qu'il gouverne à sa guise sans accepter d'ordres de personne. Il ne dispose que de 500 ou 600 hommes, mais bien déterminés. L'émir Mohammel El-Zougali, maître absolu de Dongola, a sous ses ordres 1000 hommes dont 500 Baggaras. Abou-Hamet a pour chef l'émir Dakrachaoui, qui commande à 300 hommes, et s'occupe principalement du trafic des esclaves. A quelque distance d'Abou-Hamet commence le district de Hadji Hassan Ouad Saad.

Les journaux italiens signalent le retour à Vérone d'une religieuse italienne, **sœur Marie Caprini**, qui avait été faite prisonnière en 1882 par le mahdi, et qui a réussi à s'échapper il y a quelques semaines. Elle s'était rendue en Égypte en 1880, aussitôt après avoir pris le voile, et avait été envoyée à la station d'**El-Obeid** avec plusieurs de ses compagnes et d'autres missionnaires. Le 15 janvier 1883, le mahdi, après avoir mis en déroute à Kadir, Reouf Pacha et ses 8,000 hommes, dont 27 seulement échappèrent à la mort, et après avoir pris Bara, mit le siège devant El-Obeid, dont il s'empara après quatre mois et demi de

<sup>1</sup> L'ocque équivaut à kilog. 1,24.

résistance héroïque. Les 3,500 Égyptiens qui avaient défendu la ville furent passés au fil de l'épée et les habitants chassés. Jetés dans une zeriba, sœur Caprini et ses compagnons souffrirent des tourments indicibles, le mahdi ayant donné l'ordre de ne pas les laisser tranquilles. Un jour, exaspéré parce qu'ils ne voulaient pas embrasser la nouvelle religion, le mahdi les avait fait sortir de la zeriba pour les faire décapiter. Heureusement il changea d'avis, et il les renvoya dans leur prison presque nus. Deux sœurs et un laïque moururent des suites de privations et de mauvais traitements. Pendant huit ans, les pauvres martyrs restèrent dans les mains des hordes soudanaises jusqu'à un beau jour, deux ans après la mort du mahdi, où, aidés par quelques fidèles Soudanais, ils réussirent à fuir après s'être peints en noir de façon à ressembler à des Africains. Voyageant avec célérité, et de nuit, tantôt descendant le Nil, et tantôt traversant les forêts qui s'étendent sur les rives de ce fleuve, ils atteignirent Berber et, de là, les avant-postes égyptiens et anglais qui les envoyèrent au Caire. A peine arrivée à Alexandrie, la sœur Caprini s'embarqua pour l'Italie, et elle est venue à Vérone pour revoir sa mère et son frère qui, depuis bien des années, avaient perdu tout espoir de la revoir. Malgré tous les tourments qu'elle a soufferts, la sœur Caprini jouit d'une excellente santé et elle compte retourner aux Missions africaines.

Nous annonçons, dans notre dernier numéro, la venue en Italie de Sir Evelyn Baring, consul général anglais au Caire, et de Sir Francis Grenfell, commandant en chef de l'armée khédiviale, pour aider lord Dufferin, ambassadeur anglais à Rome, dans les négociations entamées avec le gouvernement italien au sujet de la délimitation des **sphères respectives d'influence égyptienne et italienne dans le Soudan oriental**. L'Italie qui a pris l'Abyssinie sous son protectorat, tenait à faire entrer Kassala dans sa sphère d'influence, prétendant que cette place était nécessaire à la protection de l'Abyssinie contre les tentatives d'invasion des mahdistes. L'Angleterre, se posant en tutrice du khédivé, déclarait ne pouvoir consentir à voir diminuer le territoire de son pupille. Il est regrettable que ce scrupule ne l'ait pas retenue lorsqu'elle a permis à l'Imperial East British African Company de s'attribuer la province égyptienne de l'Équateur, alors qu'Eminpacha en était encore le gouverneur pour le khédivé. Quoi qu'il en soit, les négociations anglo-italiennes n'ont pas encore abouti; Sir Evelyn Baring et Sir Francis Grenfell sont retournés au Caire. En attendant qu'elles soient reprises, on lira avec curiosité la description que

fait de Kassala, avant la conquête mahdiste, un voyageur italien, M. Bertolotti, qui y arrivait, en 1885, de Souakim, avec une caravane. « Durant quinze jours de marche, nous n'avions vu que le désert le plus aride. A Kassala, mes compagnons de route et moi, nous nous attendions à trouver un paradis terrestre, tellement avaient été attrayantes les descriptions qu'on nous en avait faites. Nous ne trouvâmes qu'une ville misérable, composée de quelques centaines de cabanes coniques et de plusieurs maisons basses, sans étage, construites en boue, le tout entouré d'une muraille ridicule. Il y avait une douzaine de négociants grecs, un petit nombre de boutiques arabes et quelques chevaux couchés sur la place publique. Aux environs, le sol était entièrement brûlé par le soleil, la rivière Gasch étant à sec pendant onze mois de l'année. On sème et on récolte le dourhar pendant le mois des pluies; le reste de l'année, la sécheresse est absolue. Voilà Kassala telle que j'en ai gardé l'impression. » M. Bertolotti ajoute : « Un voyageur qui voudra dire la vérité sur l'Afrique, déconseillera toujours aux gouvernements européens de s'éloigner de la côte. Les Anglais qui, à l'heure qu'il est, connaissent bien ces régions, ne se laissent pas tenter d'occuper des points de l'intérieur. Les Anglais sont trop pratiques; ils laissent aux autres le soin de s'enfoncer dans le Soudan. Quant à eux, ils restent en Égypte, où ils se trouvent bien. »

La santé du major **de Wissmann** s'est suffisamment améliorée pour qu'il puisse songer à retourner à son poste dans l'**Afrique orientale**. Son départ est annoncé pour le 27 octobre. Pendant son séjour en Allemagne, il a donné à une maison de Hambourg les directions nécessaires pour la construction d'un steamer de 28 mètres de long, 5 mètres de large et 2<sup>m</sup>,50 de calaison; la force en sera de 120 chevaux. Il est destiné au Victoria-Nyanza. Il sera transporté démonté à Bagamoyo, d'où il sera porté à bras jusqu'au lac Victoria. Le major de Wissmann accompagnera lui-même la caravane des porteurs, à laquelle s'adjoindront plusieurs ingénieurs. L'expédition suivra la route que fraye en ce moment Emin-pacha; elle compte atteindre le lac en trois mois. — La Société coloniale allemande enverra à Emin un secrétaire, qui sera chargé de recueillir de la bouche de l'ancien gouverneur de l'Égypte équatoriale le récit de ses voyages et de ses découvertes dans la province égyptienne de l'équateur. La publication en sera faite aux frais de la Société,

La reine de **Madagascar** a entrepris un voyage de deux mois, dans lequel elle visitera tous les chantiers de lavage de sables aurifères qui

sont en activité. D'après une correspondance du journal le *Temps*, les résultats obtenus depuis que les mines ont été ouvertes à la libre exploitation par les Malgaches sont considérables : la production a plus que doublé ; la visite de Ranavalo donnera un nouvel et grand essor à l'ardeur de ses sujets. Cependant, le but que se proposait le premier ministre est loin d'être atteint ; il voit aujourd'hui clairement que ce n'est pas le seul lavage des sables aurifères qui lui fournira le capital nécessaire pour se libérer envers le Comptoir d'escompte et que, s'il veut y parvenir, il faut mettre en exploitation les riches filons découverts par son ingénieur en chef, M. Rigaud, et ses collaborateurs. Cette exploitation, il ne peut l'entreprendre qu'avec le concours de puissantes sociétés financières qui feront les installations nécessaires pour mettre en valeur les richesses que l'île de Madagascar et son gouvernement peuvent retirer de son intelligente initiative.

En attendant, dans son voyage, la reine est accompagnée du premier ministre, des grands du royaume avec tous leurs esclaves, et d'une escorte de 7,000 hommes. Rainilaiarivony a, dit-on, l'intention d'employer tout ce monde au lavage des terrains aurifères que la reine va visiter. Le gouvernement hova a profité de l'occasion pour établir ses droits de propriétaire du sol de l'île, aux yeux de ceux qui seraient tentés de les oublier. Il a rappelé que l'exploitation des mines lui appartient en propre, comme tout ce que produit la terre, et le sol lui-même : qu'il a consenti à accorder des concessions temporaires, mais qu'il n'accorderait cette faveur qu'à des sociétés puissantes et en état d'exploiter convenablement leurs concessions.

Le gouverneur de la colonie de Diego-Suarez s'applique à doter la ville des travaux les plus urgents. Il espère y amener à bref délai de l'eau, en quantité suffisante, et il a songé à faire construire des demeures habitables pour les fonctionnaires et officiers, ainsi que pour les Européens, qui trouvent un peu trop rudimentaires les paillottes et cases en torchis. L'activité du gouverneur est vue très favorablement. Il est à désirer qu'il trouve le concours nécessaire pour l'exécution de ses utiles projets.

Le Volksraad du **Transvaal** a ratifié la convention dite du **Swazieland**, dont nous avons parlé dans un précédent numéro, avec les observations suivantes :

Ayant pris connaissance de la convention signée le 2 août entre le Transvaal et le gouvernement impérial anglais, le Volksraad regrette que le gouvernement britannique n'ait pas cru devoir sanctionner un

règlement de la question du Swazieland qui eût reconnu les droits de la République sud-africaine sur ce pays. Reconnaisant toutefois combien il est désirable de maintenir et d'affermir les relations amicales existantes entre le Transvaal et l'Angleterre, et espérant que la promesse du gouvernement de la reine de prendre en considération les réclamations de la République sud-africaine auront leur effet lorsque la forme actuelle du gouvernement du Swazieland sera bien consolidée, et que toutes les concessions de terrain seront réglées; considérant en outre la présente convention comme une mesure temporaire dont la ratification n'entraîne pas pour le Transvaal la renonciation à ses droits aux territoires situés sur sa frontière orientale, mais réserve expressément ces droits; considérant comme peu désirable que la République sud-africaine soit mêlée aux questions qui peuvent s'élever entre l'Angleterre et d'autres puissances étrangères au sujet de territoires situés au delà des frontières nord et nord-est du Transvaal; et déclarant que la ratification de la convention n'oblige pas la République sud-africaine à prendre parti dans ces questions, et qu'il serait désirable que l'article 22 n'entrât pas en vigueur avant que la République fût entrée dans l'union douanière, le Volksraad décide de ratifier la convention à la condition que cet article 22 n'aura force de loi qu'aussi longtemps que la République sud-africaine fera partie de l'union douanière. Le Volksraad considère en outre comme désirable, pour la sécurité de la République, que certains territoires situés actuellement au delà des frontières nord et nord-est et occupés par des tribus indigènes, et aussi des territoires évacués par des natifs soient compris dans les limites de la République; le Volksraad charge le gouvernement d'ouvrir des négociations avec le ministère anglais en vue de faire comprendre ces territoires dans les limites du Transvaal.

En annonçant dans notre dernier numéro (p. 309) la suspension de paiements de la **Banque du Cap de Bonne-Espérance**, nous disions qu'il était difficile alors de dire dans quelle mesure le commerce de l'Afrique méridionale en serait affecté. Aujourd'hui, un correspondant du journal le *Temps* nous apporte d'utiles renseignements à cet égard. « *La Cape of Good Hope Bank*, » écrit-il de Kimberley le 22 septembre, « était la plus ancienne des banques de la Colonie du Cap : fondée au capital de 17,500,000 francs, elle avait dans sa clientèle l'Université, l'Evêché anglican, les administrations de la Bibliothèque et du Jardin botanique, des associations charitables, des sociétés de prévoyance, etc. Elle a prêté sur des titres sans valeur, fait des avances énormes à la spécula-

tion sur les mines d'or transvaaliennes, distribué des dividendes fictifs, etc. Elle avait des ramifications dans les principales villes de la Colonie et au Transvaal, et, comme la responsabilité de ses actionnaires est limitée, le fardeau le plus lourd retombe sur les dépositaires. La panique a été terrible; à Johannesburg elle a failli entraîner la chute de la *Natal Bank*, que l'intervention seule du gouvernement de Natal a empêché de sombrer. A Capetown, la confiance a été tellement ébranlée qu'on assiégeait les bureaux de la Caisse d'épargne. La Compagnie des mines de diamants a vainement cherché à sauver la société en faillite. Le désarroi est partout. »

Le journal le *Temps* a donné, d'après des renseignements particuliers, des détails précis sur le traité que Lewanika, roi des **Ba-Rotsé**, a conclu avec le représentant de la Compagnie anglaise Zambézia. Cette convention, dit-il, a d'autant plus de valeur qu'elle a été signée non seulement par le roi, mais par des chefs venus de toutes les parties du pays. Elle confère un droit de protectorat à la Compagnie, qui obtient également la concession de toutes les mines et minerais, moyennant un droit de 4 % sur leur produit éventuel, au profit du roi, qui reçoit également un subside annuel de 2000 livres sterling (50,000 francs) et auquel sont assurés ses droits de chasse sur le gros gibier (éléphants, etc.) et de trafic en ivoire. Le pays sur lequel est établi le protectorat est délimité comme suit : D'une manière générale, la limite prenant pour point de départ le confluent du Kafué avec le Zambèze, suit ce fleuve jusqu'à la jonction du Chobé. Elle remonte cette rivière jusqu'au 20° degré de longitude Est; au nord, elle suit la ligne de partage des eaux du Congo et du Zambèze jusqu'au Kafué, dont elle remonte le cours à l'Est à travers le pays des Ma-Choukouloumbé jusqu'à sa jonction avec le Zambèze. Ce territoire a une superficie d'environ deux cent mille milles carrés. Vingt ou vingt-cinq principales tribus y sont dispersées, mais il ne faut pas en conclure que le pays soit peuplé ou que ces nombreuses tribus forment une nation homogène, sur laquelle le roi des Ba-Rotsé exerce une autorité réelle. L'impossibilité où se sont trouvés les explorateurs Holub et Selous de pénétrer chez les Ma-Choukouloumbé, en particulier, montre que, pour leur pays au moins, la susdite concession n'offre pas une perspective d'exploitation purement pacifique.

Le jour même où M. Cecil Rhodes, premier ministre de la **Colonie du Cap**, recevait l'annonce de la concession accordée par le roi des Ba-Rotsé, il prononçait à Kimberley un discours dans lequel il exprimait la certitude que, de son vivant, la Colonie s'étendrait jusqu'au Zambèze,

et, quant au territoire au nord du fleuve, il ajouta : Peut-être, avant longtemps, n'en retirerons-nous aucun profit ; mais les nations de l'Europe s'étant partagé l'Afrique, la Colonie du Cap devait aussi s'approprier une partie de ce continent. Il a en outre annoncé son intention de poursuivre ce qu'il appelle une politique sud-africaine, c'est-à-dire une union toujours plus étroite de la Colonie du Cap avec les États voisins. Au mois de décembre aura lieu, à Blœmfontein, une réunion de délégués chargés d'étudier la question de l'extension des voies ferrées jusqu'au Vaal. Le gouvernement du Cap espère aussi conclure avec la République sud-africaine, pour les douanes et les chemins de fer, une union qui serait un grand pas vers l'union de l'Afrique australe. Il est vrai que M. Rhodes reconnaît que de grandes difficultés s'opposeraient à une fusion sous le même drapeau ; il ne serait question pour le moment que d'obtenir une liberté commerciale parfaite pour la Colonie et des communications complètes par voies ferrées avec une union douanière s'étendant de la baie de Delagoa à Wallfish-Bay, chaque État actuel conservant son propre drapeau et respectant ceux des autres.

L'expédition de la **South African Company**, placée sous les ordres du lieutenant-colonel Pennefather, et conduite par l'explorateur F.-C. Selous, est entrée sur le territoire des Ma-Tébélé, se dirigeant vers le mont Hampden, dans le **Ma-Shonaland**. Le Dr Jamieson, agent politique de M. Rhodes accompagnait l'expédition forte de 300 blancs, 200 indigènes, 250 chevaux, 60 wagons. Quant aux blancs recrutés pour cette entreprise, un correspondant du *Standard* adresse à ce journal, à la date du 19 septembre, les renseignements suivants :

« J'étais au Transvaal au printemps de cette année-ci, où des groupes d'hommes portaient chaque jour pour Mafeking en vue de rejoindre la colonne expéditionnaire de la South African Company pour le Ma-Shonaland. Parmi ceux qui portaient se trouvaient quantité de jeunes gens venus d'Angleterre pour chercher fortune aux mines d'or de Johannesburg. A leur arrivée, ils trouvèrent que les affaires allaient chaque jour de mal en pis, et ne purent se procurer aucun emploi. Que faire ? la South African Company demandait des hommes : ils se présentèrent.

« Au début on fut sévère pour les admissions ; on n'accepta aucun ivrogne ; mais plus tard on fut moins exigeant et tous furent reçus ; en sorte que la colonne expéditionnaire compta des spéculateurs ruinés, des trafiquants déçus, des secrétaires non payés, et ceux qui n'avaient trouvé d'emploi dans aucun commerce et dans aucune profession, tous de véritables anglo-africains. La morale de tout ceci c'est que des centaines d'hommes

vont au Ma-Shonaland absolument ignorants du pays et des habitants ; s'il survient un désastre, cette ignorance en sera une des premières causes ; si tout va bien, ce sera malgré les conditions défavorables de l'expédition. S'il survenait une collision, il ne faudrait pas être surpris. Il faut désirer qu'aucune découverte aurifère ne vienne ranimer l'esprit d'aventure qui a d'abord régné si fort aux mines de Witwatersrandt et qui ensuite n'a causé que des ruines. Aussi longtemps qu'il dominera, le vrai commerce continuera à déchoir ; et jusqu'à ce que l'Afrique méridionale soit purgée de cet élément démoralisateur, le pays ne pourra faire aucun progrès solide et durable. Aux dernières nouvelles de Cape-Town, le retour à Gouboulououayo de l'envoyé de Lo-Bengula au gouverneur de la colonie du Cap avait causé de l'agitation parmi les Ma-Tébélé, et aussi longtemps que le système militaire de ce peuple subsistera, la Compagnie pourra craindre une irruption sur les terres où les colons anglais seront établis. »

D'autre part, des télégrammes de Mozambique ont annoncé à Lisbonne que, le 14 septembre, M. Colquhoun a, au nom de la South African Company, conclu un traité pour la cession à ladite compagnie de territoires dans le pays de **Manica**, avec le roi Mutaca, sujet de Gougounyane, vassal du Portugal. Cinq Portugais et deux natifs ont adressé par écrit une protestation contre cette cession, déclarant que Mutaca n'a pas le droit de disposer de ces territoires, et que la Convention du 20 août n'était pas encore ratifiée à cette date. M. Colquhoun prétend n'avoir fait qu'exécuter les instructions de ses supérieurs. Il a aussi occupé un territoire situé près des sources de la Sabi, avec le consentement du Haut-Commissaire de l'Afrique australe, et aucune modification ne pourra être apportée, dit-il, aux faits accomplis que par des négociations entre les gouvernements d'Angleterre et de Portugal. S'il était vrai, comme l'a dit le premier ministre de la Colonie du Cap, que le gouvernement de la Colonie eût prêté tout son appui à la South African Company, et que le Haut-Commissaire eût donné à l'expédition de cette compagnie, partie à la fin du mois de juillet, l'ordre d'occuper la région des sources de la Sabi, on devrait constater qu'au sud du Zambèze le gouvernement anglais ne fait que continuer les procédés inaugurés au nord du fleuve par l'ultimatum de lord Salisbury le 11 janvier. C'est toujours la force primant le droit. La presse britannique nous avait bien prévenus que les conventions conclues par l'Angleterre avec les autres puissances n'empêcheraient pas les Anglais d'exercer leur influence dans les territoires reconnus à l'Allemagne, à la France, etc., comme sphère d'intérêts de ces États. Nous ne pensions pas que ce fût

sur l'ordre d'autorités anglaises qu'ils se préparassent à violer les engagements contractés par lord Salisbury <sup>1</sup> !

La Société de géographie de Marseille a reçu de M. **Fondère**, un de ses membres, une lettre datée des bords de l'**Oubangi**, 25 mai. Nous lui empruntons ce qui suit : Me voici parvenu au poste de Lirringa, au confluent du Congo et de l'Oubangi. En arrivant à la côte, le gouverneur m'informa qu'un de mes collègues, M. Mussy, chef du poste de Bangi, aux rapides de Zongo, venait d'être tué et mangé avec douze de ses hommes par les indigènes, et il m'envoya sur le théâtre de l'accident. Depuis le 10 mars, date de mon départ du Gabon, je suis en route ; j'espère arriver aux rapides de Zongo vers le 15 juin. Suivant les circonstances, je pousserai une reconnaissance en amont des rapides, et me dirigerai vers le N.-O., pour constater si l'existence du lac Liba est une réalité ou un mythe, et ensuite vers le lac Tchad ou le Bénoué.

Le courrier portugais de la côte d'Afrique a apporté au *Siccle* des détails complémentaires sur l'exploration du cours de la **Sanga** par M. **Cholet**. Il a remonté le cours de cet affluent du Congo jusqu'au 3° lat. N. à son confluent avec le M'Gado, rivière facilement navigable, que M. Cholet a explorée dans la direction Ouest jusque sous le 4° lat. N. et par 15°, 15 long. E., à une petite distance de la frontière de la colonie allemande de Cameroun. Il aurait pu continuer sa route vers le nord en suivant le M'Gado dont le cours était encore très large et très profond ; mais ses approvisionnements ne lui permettaient pas de rester plus longtemps absent, son voyage ayant eu une durée plus étendue que celle qu'il avait présumée. M. de Brazza a déjà désigné celui de ses agents qui achèvera l'exploration de M. Cholet, en remontant jusqu'au bout la rivière que celui-ci vient de découvrir. C'est M. Fourneau, déjà connu par ses travaux au Congo. De son côté, la *Gazette de Cologne* a fait ressortir les avantages commerciaux de l'exploration de M. Cholet. « En découvrant, » dit-elle, « une route praticable du Congo au pays situé en arrière du Cameroun, l'explorateur français a découvert la route du Cameroun au Congo. M. Cholet a constaté que la Sanga est navigable pendant toute l'année jusqu'à un point intérieur du Cameroun par 4° lat. N. et 15°, 20 long. E. Ce point se trouve à environ 600 kilom. de la côte allemande de Batanga. Établissons entre Batanga et ce point une communication directe et tout le territoire du bassin du Congo moyen nous

<sup>1</sup> Un télégramme de Cape-Town, du 23 octobre, annonce que Sir Henry Loch, gouverneur et Haut-Commissaire, est parti, avec sa suite, pour la Macloutsie, d'où M. Rhodes se rendra au mont Hampden.

sera ouvert par cette nouvelle route. Nous serons ainsi à même d'augmenter considérablement notre participation au commerce du Congo en le faisant passer par nos ports du Cameroun. On pourrait objecter que l'État du Congo n'aura besoin que d'une ligne de chemin de fer de 500 kilom. pour aller de Matadi à Stanley-Pool, et que nous ne pourrions pas rivaliser avec une telle ligne. Si cela était vrai, la France serait dans le même cas que nous ; un chemin de fer partant de la côte française de Loango et remontant la vallée du Kuilou jusqu'à Stanley-Pool aurait une longueur de 500 kilom. » « En prenant possession du pays de la Sanga, » dit le *Moniteur des Colonies*, « la France ne se propose pas de fermer le territoire au commerce de l'étranger, mais au contraire d'ouvrir à ce commerce, comme au commerce national, une voie plus courte et plus praticable vers le Congo moyen.

Le *Moniteur des Colonies* a reçu du capitaine **Trivier** des renseignements détaillés sur le nouveau voyage qu'il va entreprendre sur les côtes occidentale et orientale d'Afrique et que nous avons annoncé (p. 309-310), nous lui empruntons ce qui suit :

M. Trivier partira de Bordeaux le 10 novembre prochain. Le but qu'il se propose est de chercher en Afrique des débouchés pour l'industrie et le commerce français, de voir tout ce qui s'achète, tout ce qui se vend, de connaître tous les faux frais qui grèvent les marchandises à l'importation et à l'exportation. A côté de ces indications complètes, intéressant au plus haut point tout le commerce de la France, il recueillera le plus grand nombre possible de renseignements géographiques et scientifiques. Les banquiers de M. Trivier seront représentés dans ce voyage, surtout commercial, par deux ou trois Chambres de commerce de France, et plus particulièrement par celle de Bordeaux, car c'est à l'initiative de M. Marc Maurel, président de la Société de géographie de cette ville, que M. Trivier doit d'entreprendre son expédition. D'autre part, le Conseil municipal de Paris a promis de participer aux frais de ce voyage d'études, ainsi que plusieurs Sociétés industrielles de Paris, comprenant qu'il faut aujourd'hui moins que jamais se désintéresser de la question africaine. De Bordeaux, le capitaine Trivier se rendra à Dakar, à Konakry, petite île de l'Atlantique où aboutit le câble sous-marin ; à Grand-Bassam, à Libreville, la capitale gabonaise, au cap Lopez, à Sette-Cama, à Loango. De Loango, il ira peut-être à Landana et à Cabinda, mais sûrement à Banana, puis il visitera les ports du littoral Ambrizette, Ambriz, Saint-Paul-de-Loanda, et il fera son possible, si ses ressources le lui permettent, pour parcourir les contrées desser-

vies par la voie ferrée qui part de Loanda. Le voyage se poursuivra par Novo-Redondo et Catumbela. Après avoir visité Benguela, l'explorateur s'arrêtera à Mossamédès, puis se dirigera sur la colonie allemande du Damaraland, sur l'île Ichaboe, renommée pour ses phosphates de chaux, comme Port-Nolloth (situé plus au sud) pour son gisement de cuivre ; sur Cape-Town, Port-Élisabeth, la baie d'Algoa, East-London et Port-Natal ou Durban. M. Trivier s'arrêtera ensuite chez les Portugais de Lorenzo-Marquez, Inhambane, Sofala, Quilimane, Mozambique et Ibo, pour terminer son intéressante et fructueuse tournée par Zanzibar.

Le journal la *Post*, de Berlin, annonce que le Dr Zintgraff va, sous peu, quitter l'Allemagne à destination de **Cameroun**. Il serait chargé par de grands industriels allemands de chercher à établir des relations commerciales avec les populations indigènes de la partie nord de la colonie, et de préparer une voie commode et sûre entre la côte et la région du haut Bénoué. Le Dr Zintgraff serait accompagné d'un officier chargé de procéder à des observations scientifiques à la station de Balombi. L'activité de l'industrie allemande se porte davantage sur la région septentrionale de la colonie, qui est à peu près tranquille ; au contraire, dans le sud, dans les territoires voisins du Congo français, l'agitation est si grande encore qu'une maison de Hambourg a dû liquider la factorerie qu'elle y avait établie.

D'autre part le *Standard* nous apprend qu'un délégué anglais et un fonctionnaire allemand viennent de se mettre en rapports à Berlin pour préparer le projet de délimitation du Cameroun. On a reconnu que le Rio del Rey n'est pas un fleuve, mais bien un bras de mer dont le principal tributaire est l'Askiva-Jave. Dans les cercles allemands, on espère que la ligne frontière courra entre cette rivière et le vieux Calabar.

Dans une lettre à la Chambre de commerce de Liverpool, lord Salisbury déclare être opposé à l'idée de livrer l'exploitation des districts des **rivières de l'huile** à une compagnie comme celle du Niger. Celle-ci possède déjà des privilèges suffisants, et lui accorder la faculté d'absorber encore d'autres districts de la côte occidentale d'Afrique serait absolument contraire à l'opinion publique. A cette occasion le *Daily-News* déclare qu'il ne faut pas permettre que la liberté du commerce soit compromise par les exactions imposées par la Royal Niger Company. Les pouvoirs exercés par celle-ci empêchent souvent le commerce de se développer. Les droits qu'elle est autorisée à prélever ont amené une diminution alarmante de l'exportation. On a beau dire que les privilèges dont elle jouit ne lui ont été accordés qu'en vue de lui procurer

des revenus; quel que soit le but pour lequel ils lui ont été conférés, le résultat en est une restriction du commerce. »

**M. Mizon**, lieutenant de vaisseau, a été chargé par un syndicat français de remonter le Niger et le Bénoué, pour gagner le lac Tchad et traverser le territoire qui s'étend au sud de ce lac jusqu'au Congo. Pendant qu'il remontait le **Niger** en chaloupe, avec un convoi de marchandises, il a été attaqué de nuit, le 15 octobre, par des indigènes, près de l'embouchure du fleuve et a reçu deux blessures; un auxiliaire arabe a également été blessé; la chaloupe a dû revenir à Akassa. Les blessures de M. Mizon sont légères; il compte reprendre sa marche en avant vers le 10 novembre. Les indigènes qui l'ont attaqué appartenant aux territoires exploités par la Royal Niger Company à laquelle le gouvernement britannique a octroyé une charte de souveraineté, le syndicat susmentionné réclame à celle-ci une indemnité pour le préjudice causé à l'expédition française, et le libre parcours du fleuve, la Compagnie ayant assumé le devoir d'en garantir la sécurité; comme pour toutes les possessions européennes en Afrique, cette obligation est inséparable du droit d'occupation et d'exploitation.

Les journaux anglais ont annoncé qu'une expédition britannique a résolu le problème posé depuis quelques années par les cartographes africains : le **Bénoué**, le grand affluent oriental du Niger, a-t-il une communication permanente avec le Chari, le fleuve mystérieux qui venant du S.-E. se déverse dans le **lac Tchad** ? L'importance d'une communication semblable serait considérable, puisqu'elle relierait le lac Tchad à la mer. On supposait que, dans la partie supérieure de l'Adamaoua, les bassins du Bénoué et du Chari étaient unis par le marais immense connu sous le nom de Toubouri, qui occupe, sur une grande longueur, les rives du Serbeouel, affluent du Chari. En remontant un affluent du Bénoué, le Majo-Kebbi, qui se jette dans le précédent à Roubago, en amont de Yola, chef-lieu de l'Adamaoua, l'expédition anglaise munie d'un petit steamer a démontré que la communication n'existait pas à l'époque où elle faisait l'exploration, le marais de Toubouri était alors parfaitement indépendant du Majo-Kebbi.

Le *Figaro* a annoncé que M. le vicomte **J. de Brettes**, qui, en 1884 et 1886, a fait deux explorations dans l'Amérique du Sud, en fera prochainement une dans la partie de l'Afrique occidentale récemment attribuée par la convention anglo-française à la **sphère d'influence de la France**. Dans les premiers jours de décembre, M. de Brettes débarquera avec un artiste de ses amis, M. Bousquet de Boze, qui sera le

dessinateur de l'expédition, à la côte de Grand-Bassam, où il recrutera sa première escorte. De là, il se dirigera vers le nord, jusqu'à Kong. L'itinéraire sera exactement celui que suivit, il y a dix-huit mois, le capitaine Binger. Les quatre cinquièmes environ du commerce de Grand-Bassam sont aux mains de comptoirs anglais et allemands. M. de Brettes essaiera de créer, de Kong à la côte, au profit des nationaux français, un courant d'échanges, et de déterminer quelques positions géographiques. A partir de là, il s'avancera dans l'inconnu : la route de Kong au Niger est inexplorée. A Say, sur le Niger, l'expédition rencontrera l'un des points limitrophes de la zone d'influence française. Au sud de cette région mystérieuse est le Dahomey, M. de Brettes essaiera d'en indiquer le chemin aux caravanes commerciales des indigènes que les Allemands, installés tout près de là, au Togo, se sont efforcés, depuis quelques mois, d'attirer à eux. De Say au lac Tchad, l'expédition suivra la frontière de la zone française, en passant par Sokoto et Sinder. Sauf en quelques points, où elle coupera les itinéraires déjà connus de trois voyageurs allemands, Overweg, Flegel et Vogel (on compte et on nomme ceux qui se sont aventurés en ces étonnants pays), la caravane française traversera des régions où pas un Européen n'a mis le pied. C'est à Baroua, sur le lac Tchad, que M. de Brettes s'arrêtera, après une excursion de 3000 kilomètres. Il regagnera, aussitôt après, l'Europe par les voies les plus courtes.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Après avoir réparti entre les trois départements d'Oran, d'Alger et de Constantine, les ressources actuellement disponibles s'élevant à 1,316,069 fr., la Commission centrale de secours aux victimes des sauterelles a émis deux vœux : le premier que les Conseils Généraux nomment une Commission interdépartementale en vue d'associer les efforts des départements pour réunir les ressources nécessaires, afin de venir en aide aux régions les plus éprouvées ; le second, que le Gouverneur général de l'Algérie transmette immédiatement au gouvernement une proposition tendant à ouvrir au budget de 1891 un crédit extraordinaire de 500,000 fr., destinés à assurer les dépenses des prochaines campagnes de destruction des criquets.

Le *Hakikat*, de Constantinople, annonce que le gouvernement ottoman a résolu d'envoyer des ulémas dans les possessions turques d'Afrique, ainsi que dans d'autres régions du continent noir, en vue de préserver les musulmans des séductions des missionnaires européens chargés de propager le catholicisme. Ces mis-

sionnaires musulmans doivent fonder des écoles et des asiles pour les pauvres musulmans.

D'après les journaux anglais, lord Salisbury a reçu du ministre de Turquie à Londres, une note qui doit servir de base à des négociations pour une convention anglo-turque, destinée à délimiter les frontières des possessions turques au sud de la Tripolitaine.

Une dépêche du Caire annonce que le gouvernement égyptien ayant été informé de l'arrivée à Souakim de marchands amenant 40,000 sacs de grain, pour en vendre aux natifs établis hors de la ville, en a interdit la vente, sous prétexte que les derviches, sous la conduite d'Osman-Digma, pourraient en profiter pour tenter une attaque contre la Haute-Égypte. Quantité d'indigènes meurent de faim aux portes de la ville. Les chefs des tribus sont indignés contre le gouvernement.

On mande du Caire au *Daily Chronicle* qu'Osman-Digma, qui, comme on sait, pousse activement les travaux de défense de Kassala, aurait l'intention de se faire proclamer roi. Dans le cas où les Italiens et les Égyptiens le reconnaîtraient comme tel, il leur aiderait à écraser définitivement le mahdisme et à ouvrir le Soudan au commerce.

Une correspondance de Massauah donne des renseignements terrifiants sur la marche du choléra dans l'Érythrée. En quinze jours, plus de 15,000 indigènes ont succombé à l'effrayante épidémie. Sur la route de l'Asmara, de nombreux cadavres ont été retrouvés par les gendarmes, qui ont fait preuve d'un réel dévouement. Tous ces cadavres ont été réduits en cendres. Le feu a été mis au village de Sahati, foyer d'infection qui exposait aux plus graves dangers la contrée avoisinante.

Le gouvernement italien va envoyer dans l'océan Indien une escadre, chargée de débarquer des troupes pour faire une reconnaissance sur la frontière méridionale du protectorat italien dans le pays des Somalis.

Plusieurs Allemands ayant été massacrés dans le sultanat de Witou, dont l'Angleterre a obtenu récemment la cession de la Société allemande qui l'avait acquis, des ordres ont été donnés à l'amiral Freemantle et à M. Evan Smith, consul général britannique à Zanzibar, de conduire à Witou l'escadre anglaise pour y faire une expédition répressive contre les indigènes qui ont assassiné les colons allemands.

Le *Reichs-Anzeiger* a annoncé que le sultan de Zanzibar a cédé à l'Allemagne, moyennant une indemnité de quatre millions de marks, ses droits de suzeraineté sur la partie de la côte affermée à la Société allemande de l'Afrique orientale.

On s'occupe actuellement en Allemagne de la frappe des monnaies d'argent pour les possessions allemandes de l'Afrique orientale. Les pièces, de la valeur d'une roupie d'argent indienne (1½ mark), portent d'un côté le buste de Guillaume II, de l'autre un lion.

Le consul général anglais à Zanzibar a refusé au consul général allemand de faire connaître le calomniateur auquel était dû le rapport sur lequel la presse anglaise a basé ses accusations contre le vice-commissaire allemand de Bagamoyo d'avoir autorisé ou permis la traite.

Sir Richard Burton, l'explorateur qui, avec Speke, découvrit le Tanganyika, est mort le 20 octobre à Trieste, où il remplissait les fonctions de consul d'Angleterre.

L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal ont signé une convention pour la protection réciproque des missionnaires de ces quatre nationalités, qui se rendront en Afrique dans les possessions attribuées à leurs États respectifs par les derniers traités. Pour pouvoir exercer leur ministère, les missionnaires devront se munir d'un passeport du gouvernement auquel ils ressortissent.

Les missionnaires de la station de Fouambo, sur le Tanganyika, ont obtenu du chef du village de Penza l'aveu que c'est lui qui a fait assassiner M. Weissenburger, le compagnon du capitaine Trivier dans sa traversée de l'Afrique.

Des troubles sérieux ont éclaté au Ba-Soutoland, devenu depuis la dernière guerre, colonie de la couronne d'Angleterre. Les deux chefs Joël et Jonathan se sont déclaré la guerre ; de sanglants combats ont eu lieu. Quatre cents Boers de l'État libre de l'Orange sont réunis sur la frontière pour empêcher les Ba-Souto de pénétrer sur le territoire de la république.

A la suite du désir exprimé par le gouvernement français, la congrégation pour la propagation de la foi a décidé de partager le Congo français en deux vicariats. Celui qui existe déjà sera maintenu sans changement, et un second sera créé sous le nom de vicariat de l'Oubangi, avec un nouveau titulaire.

L'arrangement conclu entre la France et le Dahomey stipule que la possession de Kotonou et le protectorat de Porto-Novo sont formellement reconnus à la France.

D'après le *Daily Télégraph*, le gouvernement anglais enverra, à la fin d'octobre, à la côte occidentale d'Afrique, une mission chargée de coopérer avec une commission française à la fixation de la frontière anglo-française au nord de Sierra-Léone. La mission anglaise aurait, en outre, un caractère commercial.

L'Allemagne a conclu un traité de commerce avec le Maroc, dont le sultan s'est réservé de la signer au moment où il se sera mis d'accord avec les puissances qui ont aussi des intérêts commerciaux au Maroc. Comme ce traité ne crée pas pour l'Allemagne une situation privilégiée par rapport aux autres puissances, le représentant d'Italie à Tanger a reçu l'ordre de le reconnaître et de le ratifier.

---

## CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Dans un article sur la traite que M. Glave, ancien officier de Stanley au Congo, a fourni au *Century*, il s'exprime ainsi sur les guerres de tribu à tribu. Le possesseur de l'esclave ayant sur celui-ci droit de vie et de mort, ne se fait pas scrupule de répandre, en exécutions et dans les cérémonies, le sang de l'homme, de la femme, de l'enfant qu'il s'est acquis en échange peut-être de quelques baguettes de cuivre ou de deux à trois

mètres de tissus. Toutes les tribus que j'ai connues ont quelque idée de l'immortalité ; mais elles croient que la mort mène seulement à une autre vie destinée à se dérouler dans les mêmes conditions que la vie présente. Les chefs sont convaincus que si, à leur entrée dans cette nouvelle existence, ils sont accompagnés d'un nombre suffisant d'esclaves, ils y auront droit au même rang qu'ils tiennent dans cette vie-ci, et cette croyance a donné naissance à une de leurs coutumes les plus barbares : les sacrifices humains à la mort de chaque personnage important. Au décès d'un chef, on fait choix d'un certain nombre d'esclaves dont les esprits devront l'accompagner dans la vie future. Si ce chef possède 30 hommes et 30 femmes esclaves, 7 ou 8 des premiers et 6 ou 7 des secondes sont mis à mort ; les hommes sont décapités et les femmes étranglées. Lorsqu'une femme doit être sacrifiée, elle est ornée de brillantes pendeloques en métal, ses cheveux sont arrangés avec soin et on la revêt de vêtements aux couleurs éclatantes. Les mains attachées derrière le dos, le cou passé dans un nœud coulant, elle est amenée au bourreau qui jette la corde par-dessus une branche d'arbre et, à un signal, la tire violemment. Puis, pendant que le corps se débat dans les affres de l'agonie, les spectateurs ivres prennent plaisir à imiter ses convulsions. Souvent aussi un enfant vivant est placé dans la tombe comme oreiller pour le chef défunt. Deux chefs ennemis s'arrangent-ils pour mettre fin à leurs querelles, il faut du sang pour sceller la paix. Sur l'Oubangi, l'esclave choisi pour l'exécution est suspendu la tête en bas ; à Bolobo et dans les grands villages autour d'Irebou, après avoir brisé bras et jambes à la malheureuse victime, on l'enterre vivante, la tête sortant de terre, et malheur à qui oserait apporter le moindre soulagement à son inexprimable agonie.

Dans une de mes excursions, j'ai rencontré une douzaine de pirogues appartenant à la région de l'embouchure du Rouki et au district de Dakaté, dont les propriétaires revenaient avec une cargaison d'esclaves. Une fois acheté, l'esclave est placé dans le fond du bateau, couché et les mains liées devant lui avec des menottes. Le jour, tant que dure le voyage, les rameurs ont soigneusement l'œil sur lui, mais la nuit, pour plus de sûreté, on lui attache les mains derrière le dos, et il a le poignet lié au bras de son maître ; celui-ci s'éveillerait à la moindre tentative d'évasion. Dans une seule embarcation, j'ai compté cinq marchands dont la cargaison consistait en treize esclaves ba-lolo, hommes, femmes et enfants. A leurs yeux enfoncés, à leurs corps amaigris, on devinait la faim et les cruautés qu'ils avaient endurées. Ces esclaves descendent

jusqu'aux grands villages à l'embouchure du Rouki, où ils sont échangés contre de l'ivoire aux peuplades des districts du Rouki et de l'Oubangi, qui les prennent en vue de quelque orgie de cannibales. Un petit nombre seulement sont vendus, les hommes pour servir comme soldats, les femmes pour le plaisir des chefs. Les renseignements fournis par M. Glave sur le cannibalisme confirment ceux que le P. Augouard a communiqués aux *Missions catholiques* : Le cannibalisme, écrit-il, existe parmi tous les peuples du Haut-Congo, à l'est du 16° de long. E., et sévit encore davantage au bord des affluents du grand fleuve. Pendant un voyage de deux mois sur l'Oubangi, je fus en contact permanent avec cette horrible coutume. Dans cette région, les indigènes se glorifient du nombre de crânes qu'ils possèdent et qui indique le nombre de leurs victimes : des chapelets de vingt à trente crânes sont suspendus en évidence dans les villages. A un jeune chef, qui certainement n'avait pas plus de vingt-cinq ans, je demandai combien d'hommes il avait mangé dans son village ; il me répondit trente. Sur l'Oubangi, le commerce est difficile pour les Européens, car la monnaie courante y est la chair humaine. Plusieurs fois on me proposa de me donner une défense d'éléphant en échange d'un homme ; dans un village notamment, les indigènes insistèrent pour que je leur abandonnasse un noir de mon escorte en échange d'une chèvre ; viande pour viande, disaient-ils. A plusieurs reprises, je fus sollicité d'aider à combattre des tribus voisines, et l'on me disait : « Vous pourrez prendre l'ivoire ; nous, nous prendrons la viande. »

Nos lecteurs se rappellent que le représentant de la **Hollande** à la **Conférence de Bruxelles** n'a pas été autorisé à signer l'Acte de la Conférence, parce que le gouvernement hollandais refusait de signer en même temps la Déclaration relative aux droits d'entrée à percevoir dans le bassin du Congo, afin de procurer à l'État indépendant les ressources qui lui sont nécessaires pour pouvoir travailler à l'abolition de la traite sur son immense territoire. Après l'Europe diplomatique réunie à Bruxelles, toute la presse européenne conjure les Pays-Bas de rendre possible l'entrée en campagne de la civilisation contre la traite. Mais les journaux néerlandais prétendent que ce serait la Hollande qui supporterait, à peu près seule, le fardeau de la douane. Le gouvernement des Pays-Bas aurait consenti à une surélévation du droit d'entrée sur les spiritueux importés dans le bassin du Congo de telle sorte que le surcroît de revenus provenant du droit sur les spiritueux égalât ou dépassât l'ensemble de recettes à réaliser du chef du droit d'importation de 10<sup>0</sup>/<sub>0</sub>, proposé sur le coton et les autres articles d'importation.

Mais, comme le dit fort bien l'*Indépendance belge*, si les droits sur les alcools devaient être surélevés dans des proportions suffisantes pour assurer à l'État du Congo l'équivalent des frais de la répression de la traite, ils deviendraient tout à fait prohibitifs, arrêteraient brusquement l'importation et, par conséquent, ne fourniraient point les ressources voulues. S'ils n'étaient que modérément majorés, ils n'atteindraient pas davantage le but que l'on se propose. Au surplus, en supposant même que les Pays-Bas, après avoir énergiquement travaillé, au sein de la Conférence, à réduire à leur plus simple expression les droits sur les alcools, agréassent aujourd'hui leur majoration, ce que le langage de la presse hollandaise ne donne guère à penser, cette combinaison rencontrerait l'opposition d'autres puissances et remettrait, par conséquent, encore une fois, tout en question. L'État du Congo ne pouvait donc formuler de proposition de ce genre. L'idée en avait été lancée, il y a quelques mois déjà, par M. Fox, membre de la Société anglaise pour la protection des aborigènes; elle n'a jamais été adoptée.

D'autre part, le *Handelsblad* d'Amsterdam propose que tous les États contractants payent leur part dans les frais de la campagne anti-esclavagiste en proportion de leur population, ce qu'il trouve préférable pour le commerce et pour l'État du Congo, aux droits d'importation et d'exportation.

Des pourparlers ont été engagés entre les puissances signataires de l'Acte de la Conférence de Bruxelles. Une commission technique, pour l'exécution des dispositions de l'Acte général, se réunira à Bruxelles le 2 novembre. Elle aura à prendre connaissance d'un arrangement éventuel que paraît vouloir proposer le gouvernement de l'État indépendant du Congo pour aplanir les difficultés soulevées par la Hollande. L'*Indépendance belge* croit savoir que l'État du Congo a adressé à toutes les puissances qui ont pris part à la Conférence de Bruxelles des propositions très conciliantes relatives à la question des droits d'entrée. Ces propositions modifieraient celles qu'ont adoptées toutes les puissances, sauf la Hollande, tant en ce qui concerne les droits eux-mêmes que les formalités douanières. En effet, l'État du Congo proposerait que le droit de 10% agréé par tous les États, à l'exception des Pays-Bas, ne fût maintenu que pour un seul article : les armes à feu.

Pour un grand nombre d'articles, les droits d'entrée seraient réduits à un taux variant entre 6 % et 3 %. Les tissus dont les Pays-Bas font un assez grand commerce au Congo, seraient particulièrement ménagés. Pour quelques articles, il y aurait exemption absolue de droits de

douane, exemption provisoire dans certains cas, définitive dans d'autres. Enfin, pour réduire à leur plus simple expression les formalités douanières, les importateurs auraient, en certains cas, la faculté de payer un droit spécifique, en lieu et place du droit *ad valorem*.

D'un autre côté, le cardinal Lavigerie a adressé deux lettres, l'une à la reine des Pays-Bas, l'autre au roi, pour les adjurer de ne pas entraver l'œuvre de la Conférence de Bruxelles par le refus d'adhésion de leur gouvernement. Nous en extrayons ce qui suit.

*A Sa Majesté la reine des Pays-Bas*

Madame,

C'est à Votre Majesté que je viens demander de vouloir bien remettre au roi, par les mains pures de sa fille, la supplique que je me permets de lui adresser pour le supplier de hâter, par un acte de sa puissance souveraine, le salut de tout un continent, voué aux supplices et à la mort.

Ce sont surtout les femmes et les enfants qui sont les victimes des maux de l'esclavage. J'ose demander à Votre Majesté d'être leur avocat auprès de son auguste époux. Je lui demande d'associer à sa démarche sa fille bien-aimée, sur laquelle un tel acte de miséricorde ne peut manquer d'attirer, pour sa vie tout entière, les bénédictions du Ciel. Dieu nous promet de récompenser un simple verre d'eau froide donné en son nom. Que sera-ce d'avoir arrêté tant de torrents de sang et sauvé d'affreuses misères tant de pauvres créatures ! Or, le roi le peut s'il le veut, et il le voudra, je n'en doute pas, si Votre Majesté daigne le lui demander.

*A Sa Majesté le roi des Pays-Bas*

Sire,

Hier, dimanche 21 septembre, j'ai prononcé dans l'église Saint-Sulpice un discours sur l'esclavage africain, et, à cette occasion, j'ai rappelé que les horreurs qui ensanglantent et désolent l'Afrique et dont le monde civilisé a décrété la fin par les résolutions de la Conférence de Bruxelles, continueront à détruire notre immense continent si toutes les puissances ne sont pas d'accord pour y mettre obstacle.

Je me suis encore permis d'exprimer le vœu que Votre Majesté daigne accepter et signer l'Acte général de Bruxelles, comme l'ont déjà fait toutes les autres nations représentées à la Conférence.

J'ai rappelé aux fidèles qui m'écoutaient l'admiration que méritent le passé, les sentiments généreux, les vertus patriarcales de la Hollande et celles de son roi vénéré, si aimé de tous ses sujets sans exception, protestants et catholiques.

Sire, si je représentais, à un degré quelconque, les idées ou les intérêts de la politique, je n'oserais pas mêler ma voix à celle de votre peuple pour supplier Votre Majesté de terminer, puisque cela ne dépend plus que d'elle, la grande question de l'abolition de l'esclavage; mais je ne suis qu'un pasteur, un vieillard, et je n'ai qu'un seul sentiment qui me fasse agir : c'est l'amour, la pitié pour mes brebis infortunées.

Nous devons tous rendre un jour compte à Dieu de notre vie.

Je ne pourrais me résigner, à mon âge où je vois l'éternité déjà si proche, à me reprocher, en paraissant devant Dieu, de n'avoir pas tout épuisé pour faire cesser de si cruelles souffrances. Et je pense qu'au contraire rien ne m'assurerait davantage la miséricorde du ciel que d'avoir contribué, d'une manière efficace à faire cesser les supplices de tant de pauvres créatures.

Sire, au nom de l'honneur chrétien, du bonheur de votre enfant, daignez donner l'ordre d'ajouter sans délai la signature de votre Majesté à celles de toutes les puissances de la Conférence de Bruxelles.

Pardonnez-moi, Sire, ma hardiesse : elle vient tout entière de vos vertus, de votre bonté si connue de votre peuple, et aussi de la pitié que m'inspirent les misères, les larmes, tant de sang versé dont je suis depuis longtemps le témoin!

Veuillez agréer, Sire, l'expression du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur :

† CHARLES, cardinal LAVIGERIE,  
archevêque de Carthage et d'Alger.

### LE CONGRÈS ANTI-ESCLAVAGISTE DE PARIS

Après avoir, dans nos précédents numéros, exposé les travaux des délégués des États civilisés à la Conférence de Bruxelles, nous devons, aujourd'hui, parler du Congrès tenu à Paris, les 22 et 23 septembre, par les délégués des Comités anti-esclavagistes convoqués par S. Ém. le cardinal Lavigerie. L'invitation avait été adressée aux présidents des Sociétés de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, d'Espagne, de Portugal et d'Angleterre, qui y avaient envoyé des représentants. Seul

le Comité de la Société suisse, pour un motif à nous inconnu, n'avait pas été convié à se faire représenter.

Avant l'ouverture des séances de travaux, Mgr Lavigerie prononça, dans l'église Saint-Sulpice, une allocution dans laquelle, faisant allusion aux attaques dont il avait été l'objet dans certains journaux, il remercia ceux qui en l'attaquant avaient rendu service à la cause qu'il plaidait et qui ne pouvait craindre que la conspiration du silence. Puis, abordant l'examen de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, il se plut à rendre hommage aux travaux des délégués des puissances qui, dit-il, « ont reconnu, sans hésitation et sans vaine sensibilité, que pour réaliser une œuvre comme l'abolition de la traite, ce qui est, avant tout, nécessaire, c'est la force, la force armée, décidée à user de ses armes. Ceux qui la repoussaient pour demander qu'on se bornât aux seuls moyens de la persuasion et de la douceur, à la puissance exclusive des missions évangéliques, s'abusaient eux-mêmes. Il fallait d'abord arrêter la traite à son lieu d'origine, là où se fait la chasse à l'homme. Les puissances y ont pourvu en s'engageant à établir des stations armées partout où la chasse est en vigueur, pour réprimer par la force les fureurs de l'esclavagisme. Elles ont fait plus et ont cherché à empêcher le mal en prohibant l'entrée des armes et de la poudre dans la portion du continent africain déshonorée par la traite. »

Tout en reconnaissant que la conférence de Bruxelles avait répondu aux vœux des Comités anti-esclavagistes, le cardinal a admis que l'esclavage ne peut s'abolir en un jour. Non seulement cela ne se peut, a-t-il ajouté, mais « un tel résultat, s'il était possible, serait un malheur affreux. La traite, la chasse à l'homme doit disparaître, et rapidement, mais l'esclavage est comme une tradition constitutionnelle en Afrique. Il faut ménager la tradition, car ces traditions assurent à l'Afrique une forme telle quelle d'état social dont la suppression subite la jetterait dans le chaos. »

Mgr Lavigerie n'a pas manqué de rappeler que chacun des Comités libres doit s'occuper, en Afrique, des régions placées sous la dépendance de la nation à laquelle lui-même appartient. Sans doute, tous les gouvernements de l'Europe gardent la liberté d'employer dans leurs domaines les concours qui se proposent spontanément à eux, de quelque côté qu'ils viennent. Les puissances se sont engagées à donner liberté et protection à tous ceux qui se présentent pour les assister dans la destruction de l'esclavage : sociétés constituées, individus isolés, missionnaires. Il est naturel que chaque comité serve son pays respectif en faisant cesser la traite dans le territoire qui lui est spécialement dévolu.

Parlant devant un auditoire essentiellement français, il était naturel que Mgr Lavigerie, rappelât ce à quoi le Comité national de France est appelé dans le champ attribué à la France par la dernière convention, au Soudan, où, comme il a été dit, « l'esclavage se montre avec plus de cruauté, peut-être, que dans le reste du continent noir; au Soudan, les princes musulmans l'ont élevé à l'état d'institution publique avec leurs *nègres du trésor*; dans le Sahara, qui sert de lieu d'exportation et de passage incessant, avec des barbaries sans nom, aux esclaves destinés aux marchés du Maroc, de la Tripolitaine et de la Turquie. »

Le Cardinal n'a eu garde d'oublier qu'après l'œuvre de la force, devra venir celle de la paix et de la civilisation : l'éducation de tribus réduites à la plus affreuse misère par des siècles d'oppression, de luttes et de tous les désordres que ces luttes entraînent après elles. Ce qu'il faut, c'est rendre la vie à leurs oasis par la recherche des eaux perdues, par la reprise des cultures appropriées à leur sol, par l'instruction de leurs enfants, par les soins que la charité doit donner à leurs malades, par les refuges qu'elle doit offrir aux esclaves fugitifs. C'est la part qu'il a réservée à l'œuvre anti-esclavagiste dans le Sahara français. Au près des bordjs où aura été arboré le drapeau de la France, il placera les postes de la charité, du travail et de la miséricorde. Son personnel a commencé à se former; la maison où il le prépare est située sur les limites mêmes du désert. Il y appelle tous ceux qui seraient prêts à prouver aux populations du Sahara que si un sentiment inspire la France dans la prise de possession de ce territoire, c'est surtout celui du bien à accomplir.

En terminant son discours, Mgr Lavigerie a annoncé qu'il confiait désormais à Mgr Livinhac, arrivé du Victoria-Nyanza, le soin de plaider en France la cause des missionnaires d'Alger et de leurs œuvres.

Quant au Congrès lui-même, il a eu ses assemblées présidées par M. Keller, le président de la Société anti-esclavagiste de France, qui a défini en termes excellents le but du Congrès. « Il s'agit, » a-t-il dit, « de suivre l'impulsion donnée par la Conférence de Bruxelles, et d'apporter un concours aux gouvernements décidés à réprimer la traite en ménageant des transitions dans l'affranchissement des esclaves africains. »

Quoique catholique, M. Keller n'a pas voulu revendiquer pour sa confession seule le droit de diriger le mouvement anti-esclavagiste; il a eu soin de dire que l'esclavage était contraire au droit catholique et au *droit naturel*, reconnaissant ainsi que la société civile, sans distinction

de cultes, avait sa place marquée dans cette croisade pour la liberté. Évidemment les catholiques entendent prouver par la réunion même du Congrès de Paris que la confession à laquelle ils appartiennent aspire à une large part dans l'œuvre anti-esclavagiste ; mais, loin de repousser le concours d'autrui, ils le sollicitent par l'organe de leurs principaux orateurs, c'est même là un des faits originaux de la manifestation dont le cardinal Lavigerie s'est fait le promoteur. M. Keller n'a pas manqué non plus de rendre hommage à S. M. le roi des Belges, « souverain d'un pays, petit par le territoire, mais grand par l'initiative et la générosité. »

Nous voudrions pouvoir reproduire, au moins en partie, le discours dans lequel, après M. Keller, M. Descamp-David, professeur de droit international à l'université de Louvain, a montré l'*Afrique nouvelle* dont les destinées ne seront plus aux mains de la violence se jouant dans le sang et parmi les ruines, mais appartiennent au génie du progrès et de la charité. En quelques mots frappants, il a caractérisé la grandeur du mouvement africain au XIX<sup>m</sup>e siècle, au côté généreux duquel il s'est plu à rendre hommage. Qu'il nous soit permis d'en citer quelques morceaux.

« Aux prises, sur le continent noir, avec une tâche immense, les nations européennes ont senti vivement le besoin de ne pas compromettre, par des rivalités outrées, un résultat sincèrement et unanimement voulu : le relèvement de la race africaine. Divisées ailleurs, elles donnent visiblement, en Afrique, aux éléments associateurs des efforts, le pas sur les éléments d'antagonisme. En conservant l'autonomie de leurs visées nationales, elles affirment, de concert, leur volonté de ne pas sacrifier aux intérêts économiques et politiques, les droits inviolables de l'humanité. Elles créent ainsi entre elles une communauté supérieure de sentiments et d'action, où se manifeste sous un jour heureux la grande vie des peuples civilisés, et où il n'est pas défendu de trouver, avec un souvenir de l'ancienne union des peuples chrétiens, une ébauche de ce que seraient, si elles le voulaient, sur tous les terrains, pour le bien du monde, toutes les nations civilisées..... Après avoir assuré aux populations africaines la vérité, la paix, la liberté, après avoir appris dans la pratique d'un commun devoir de charité, à se reconnaître, à s'estimer et à s'aimer, qui sait si les nations européennes ne se trouveront pas plus mûres elles-mêmes pour les rapprochements fraternels et ne voudront pas hâter l'heure, cette heure divine où la justice et

la paix s'embrasseront sur le cœur de l'Europe réconciliée et célébrant des triomphes sans larmes ? »

M. Descamps-David n'a pas été moins bien inspiré lorsqu'après avoir reproché aux populations chrétiennes de s'être laissé devancer en Afrique par l'Islam, il a montré, se tournant vers nous, la race nègre sur les lèvres de laquelle nous ne recueillons pas seulement les cris des suprêmes délaissements : Pourquoi m'avez-vous abandonnée ? mais encore le reproche qui va fouiller la conscience des oppresseurs et des fauteurs d'oppression : Pourquoi m'avez-vous persécutée ?

« Mérita-t-elle donc en quelque manière l'abandon cruel ou le traitement plus cruel encore qui lui a été infligé, cette race africaine, éternel souffre-douleur des autres races ? Je n'entends, pour ma part, rien cacher ici de l'état physique, intellectuel, moral de populations assises depuis des siècles dans l'ombre de la mort, sans autres liens avec les peuples civilisés que l'odieuse et sanglante chaîne de la traite. Je comprends que soumis à un tel régime séculaire, l'être humain — indépendamment des conditions climatiques et autres influences physiques — s'atrophie et se défigure au point de faire prendre le change à certains esprits et de leur faire conclure à l'impuissance, pour les nègres d'Afrique, d'occuper un meilleur rang dans l'échelle des populations du globe. Cependant, lorsqu'à la lumière des récits des explorateurs, des missionnaires, on observe cette humble nature, lorsqu'on essaye de l'ausculter en ses profondeurs, aussitôt jaillissent des traits d'intelligence et de vertu supérieures qui donnent un démenti à la thèse de la fatale condamnation des noirs à une enfance éternelle. Pour être juste envers eux, il faut, à côté du nègre créature de la sensation et jouet du moment présent, placer le nègre héroïque en ses attachements et ses courages. Il faut noter ses éclairs de jugement, de bon sens sublime, d'éloquence même, jaillissant de cette nature déprimée et attestant des facultés supérieures promptes à l'essor, comme l'étincelle atteste le brasier couvant sous la cendre. »

A côté des conférences où les puissances européennes se sont concertées pour rédiger en cent articles ce que l'éminent professeur appelle le code international de la suppression de la traite africaine, il s'est plu à placer les libres assises anti-esclavagistes, où les sociétés privées ont affirmé leur volonté de maintenir dans toute sa vivacité le grand éveil de l'opinion publique et d'accroître de toute la générosité des dévouements privés l'action officielle des États. Ce n'est pas trop, en effet, de toutes ces forces publiques et privées travaillant de concert sous la loi

de la division du travail et de la convergence des efforts, pour assurer et hâter un résultat qui est dans les vœux de tous les amis de l'humanité.

Dans la caractéristique qu'il a faite de la traite, M. Descamps-David a fait ressortir spécialement les traits qu'elle revêt dans ses rapports avec le mouvement africain contemporain.

« Autrefois elle pouvait être considérée comme une sorte d'exploitation d'une partie de l'humanité massée en forêts vierges dans le continent noir, comme des coupes sombres dans une population anonyme. A mesure que se complète le partage politique de l'Afrique, la traite se complique d'un attentat à la liberté et à la vie de sujets d'un État déterminé; cet État non seulement a des devoirs à accomplir, des droits à exercer au nom de l'humanité, mais il acquiert un titre nouveau, un titre national à protéger les populations placées sous son égide. Ce point de vue ne laisse pas d'avoir son importance juridique et pratique. »

Abondant dans le sens de l'opinion du cardinal Lavigerie que l'esclavage ne peut pas être supprimé d'emblée, M. Descamps-David estime que la question de la suppression se fusionne pratiquement dans une autre plus large, celle de l'amélioration des conditions morales et matérielles des populations africaines. Or cette amélioration ne peut être que lente, il y faut procéder par voie d'évolution, non de révolution.

« Il faut demander la solution à l'extension des influences gouvernementales appelées à donner aux peuplades africaines une organisation et une paix sans lesquelles l'éducation civilisatrice est toujours précaire et souvent impossible; à la multiplication des voies de communication et surtout des chemins de fer, ainsi qu'à la transformation économique de ces sociétés rudimentaires, enfin au rayonnement bienfaisant des missions chrétiennes comme de toutes les institutions hospitalières et charitables destinées à adoucir, en les épurant, les mœurs des populations africaines, à éveiller chez les noirs le sentiment de leur valeur propre et de leur destinée personnelle, à leur inspirer, avec le respect de la personne humaine dans autrui, ce sentiment de fraternité qui, dépassant les limites des liens artificiellement créés entre les « frères du sang, » embrasse tous les membres de la famille humaine. »

L'orateur a été tout particulièrement applaudi, lorsqu'après avoir invité l'assemblée à affirmer sa foi invincible dans la disparition de l'esclavage, il a rappelé les paroles de Channing. « L'esclavage doit disparaître parce qu'une force plus puissante que les préjugés et que l'oppression des siècles, travaille constamment pour la rédemption du

monde, la force de la vérité et de la charité chrétiennes. Qu'on ne dise pas que nous ne pouvons rien pour l'esclave. Nous pouvons beaucoup. Nous avons une force plus puissante que les armées : la force de la vérité, des principes, de la vertu, du droit, de la religion et de l'amour. Nous avons une force qui grandit à chaque pas que fait la civilisation, et devant laquelle est tombée la traite des noirs, une force qui adoucit le plus dur despotisme, qui répand l'éducation dans tous les rangs de la société, qui porte le christianisme aux extrémités de la terre, une force enfin qui nous garantit la chute de toutes les institutions qui déshonorent l'humanité. Toutes les autres forces peuvent échouer; celle-là doit triompher. Elle est ligée avec la Toute-Puissance de Dieu. Elle a une alliée dans toute conscience, dans toute poitrine, dans le cœur même de celui qui commet l'injustice. Cet esprit ne fait que commencer son œuvre sur la terre, mais chaque jour il perce davantage dans la littérature, l'éducation, les lois, l'opinion. L'esclavage ne lui résistera pas. La conviction ferme, solennelle, que partagent les gens de bien dans le monde entier, la conviction que l'esclavage est un crime énorme contre la nature humaine finira bien par se faire sentir. Accroître cette force morale, c'est le devoir de tous. Chacun peut exprimer cette grande vérité, lui donner un corps; ainsi chacun peut faire quelque chose pour briser la chaîne de l'esclave. »

La première séance publique a été terminée par un exposé vivant et lumineux de l'état actuel des possessions africaines au point de vue géographique présenté par le Frère Alexis M. G. des Écoles chrétiennes.

Dans la seconde séance, le baron d'Avril a traité la question du Sahara, afin de montrer combien l'intervention de la France y sera heureuse pour rompre le faisceau des confédérations musulmanes qui, telles que celle des Senoussi, ne rêvent que le massacre de tous les chrétiens et leur anéantissement. L'orateur a indiqué qu'un des plus importants courants d'esclaves prend naissance dans le centre de l'Afrique et, traversant le Soudan et le Sahara, se déverse dans les deux grands marchés du Maroc et de la Tripolitaine. Pour arrêter ces caravanes, il demande l'établissement, de l'embouchure du Sénégal à Souakim par exemple, d'une triple barrière commerciale, militaire et religieuse, qui serait un chemin de fer gardé par des soldats et entouré de missionnaires. Le baron d'Avril voit la réalisation de ce projet dans l'adoption du projet de chemin de fer partant de Biskra, se dirigeant vers Timbouctou et vers le 26<sup>e</sup> de latitude, et bifurquant pour aller vers le lac Tchad. Ce projet adopté, la pénétration du Sahara aux caravanes d'esclaves

venant du centre, serait barrée jusqu'au lac Tchad, et il ne resterait plus qu'à prolonger cette barrière jusqu'à Souakim. L'orateur a annoncé ensuite que les Frères du Sahara, qui viennent de fonder une mission à Biskra, vont successivement en établir à Touggourt, Ouargla et Timbouctou, et que ces missions auront pour but de recueillir les nègres échappés des caravanes et de les former à la culture saharienne.

Puis Mgr Livinhac a fait un tableau émouvant des scènes de sauvagerie dont il a été témoin dans l'Ou-Ganda ; il a arraché des larmes à ses auditeurs lorsqu'il a dépeint les atroces traitements dont ses pauvres chrétiens noirs — plusieurs d'entre eux se trouvaient dans la salle des séances — ont été les objets de la part des Arabes musulmans.

Quant aux séances des délégués où se traitaient les six questions énumérées dans notre dernière livraison, les représentants des Comités en ont consacré trois à l'examen des propositions qui leur ont été présentées. Leurs travaux seront sans doute publiés. Nous n'en connaissons, à cette heure, que les résultats, exprimés dans les onze résolutions suivantes :

1° Le congrès adresse aux puissances signataires de l'Acte général de la conférence de Bruxelles l'expression de sa profonde reconnaissance pour l'œuvre qu'elle a accomplie et exprime le vœu que les dernières conditions qui restent à remplir, le soient sans délai pour répondre aux sentiments de tout le monde civilisé.

2° L'œuvre anti-esclavagiste est divisée en comités nationaux qui, moralement unis dans la poursuite d'un but commun, ont une organisation et un mode d'action absolument indépendants.

3° Le congrès compte avant tout sur les moyens pacifiques, spécialement sur l'action morale des missionnaires pour relever les noirs. Aussi est-il résolu à seconder les missionnaires par tous les moyens en son pouvoir.

4° Les comités nationaux feront œuvre utile en suscitant, là où les circonstances le feront désirer, les dévouements privés et le concours de volontés dans les conditions et sous les réserves indiquées au chapitre premier de l'Acte général de la conférence de Bruxelles.

5° Le congrès a exprimé respectueusement le vœu que le Saint-Père, qui a revendiqué la liberté des enfants déshérités de la grande famille humaine et qui a si généreusement contribué aux premières dépenses de l'œuvre du cardinal Lavigerie, accorde une caisse annuelle pour le bien de l'œuvre anti-esclavagiste.

6° Le congrès émet le vœu que des mesures soient prises, si déjà elles ne l'ont été, pour prévenir les abus dans le recrutement des travailleurs libres et sauvegarder efficacement la liberté des noirs et la sincérité des engagements conclus avec eux.

7° Le congrès appelle l'attention de toutes les puissances, même musulmanes, sur le danger que le développement de certaines sectes africaines fait courir à la liberté des noirs.

8° Il est à désirer que chaque comité national fasse paraître périodiquement des rapports et entretienne des relations avec la presse afin de la tenir au courant. Il paraît aussi important que l'échange de ces publications soit fait entre les comités nationaux et qu'une entente commune maintienne entre eux les liens nécessaires au progrès de l'œuvre.

9° Le congrès exprime sa reconnaissance au bienfaiteur qui a fondé un prix de 20,000 francs, destiné à récompenser le meilleur ouvrage publié sur l'anti-esclavagisme. Il exprime le désir que chaque comité national examine les ouvrages qui lui seront soumis par les auteurs de sa nation et qu'il désigne celui qui lui semblera le plus complet.

10° Le congrès émet le vœu que les secours envoyés aux missionnaires soient exempts des droits de douane.

11° Le congrès estime qu'il est éminemment utile que les directeurs des comités nationaux se réunissent encore pour échanger leurs vues et décide qu'un nouveau congrès aura lieu dans un délai de deux ans au plus tard.

Avant de prononcer la clôture du congrès, le cardinal Lavigerie a adressé des remerciements à tous les membres qui ont travaillé pour l'œuvre anti-esclavagiste, en particulier aux délégués de la British and Foreign antislavery Society, ainsi qu'au gouvernement de la reine d'Angleterre qui a contribué à la réussite de l'œuvre; et comme M. Ch. Allen, le vénérable secrétaire de la Société anglaise, se levait pour répondre, Mgr Lavigerie l'a attiré à lui, l'a serré dans ses bras et l'a embrassé aux applaudissements de toute l'assemblée.

#### BIBLIOGRAPHIE<sup>1</sup>

*E.-A. Senft.* LES MISSIONS MORAVES ACTUELLEMENT EXISTANTES CHEZ

<sup>1</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

LES PEUPLES PAIENS; leur origine et leur développement. Neuchâtel (Delachaux et Niestlé), 1890, in-16, 424 p., fr. 3,50. — L'œuvre des missions moraves embrasse les cinq continents; mais le volume que M. Senft vient de publier n'expose que l'origine et le développement de celles qui existent aujourd'hui chez les peuples patens, en Amérique, en Afrique, en Australie; nous ne pouvons parler ici que de la partie du volume consacrée à l'origine et au développement des missions moraves chez les Hottentots et chez les Cafres. Il va sans dire que l'auteur ne peut pas, dans une cinquantaine de pages, donner beaucoup de détails sur les difficultés que les missionnaires rencontrèrent au début, dans les préjugés des colons hollandais par lesquels les Hottentots étaient assimilés aux animaux. Dans la Colonie du Cap, on lisait sur la porte de beaucoup d'églises: « Les chiens et les Hottentots ne peuvent entrer ici. » Mais le dévouement des missionnaires pour ceux que les blancs traitaient comme les êtres les plus dégradés, leur persévérance à les instruire, à leur inspirer le goût du travail et l'esprit de sacrifice, finirent par désarmer l'hostilité des colons, et à gagner ceux-ci à la cause de la mission hottentote, la première mission protestante en Afrique.

En Cafrerie, c'est surtout l'histoire de la station de Silo, centre de l'œuvre morave au Sud-Est de l'Afrique, qu'expose M. Senft; histoire plus dramatique que la première, par le fait que la guerre des Cafres contre les Anglais en 1835, et la révolte des indigènes en 1846 et 1847 faillirent à deux reprises anéantir l'œuvre morave. Dans la dernière rébellion en particulier, Silo survécut seule d'entre les vingt-six stations fondées dans la Cafrerie; et en 1850, lorsque le feu de la révolte se ralluma, accusée par les Anglais de connivence avec les indigènes, la population de Silo s'exila avec ses missionnaires; une centaine d'hommes et de femmes se dirigèrent vers Colesberg, station wesleyenne, qu'ils n'atteignirent qu'après un voyage de vingt-huit journées de fatigues et de privations. Quand ils purent revenir, au bout de plusieurs mois, Silo n'était plus qu'un village en ruines. Peu à peu les stations se relevèrent; mais en 1880, la guerre des Anglais contre les Ba-Souto, auxquels se joignirent plusieurs chefs cafres, fit de nouveau passer plusieurs des stations moraves par le feu et le pillage. Ce ne fut que bien lentement qu'elles se relevèrent de leurs ruines, et même au milieu des joies de la restauration, les douleurs ne manquèrent pas, les indigènes se montrant souvent animés d'un esprit de résistance qui exigea à plusieurs reprises l'intervention du gouvernement.

*Dr Schrader-Poggelow. UNSERE AFRIKAPOLITIK IN DEN LETZTEN ZWEI JAHREN.* Berlin (Walther und Apolant), 1890, in-8° 130 p., m. 1,50. — Le volume que nous avons sous les yeux est la reproduction d'articles publiés dans le *Deutsches Wochenblatt* de Berlin, du mois d'avril 1888 au mois de février 1890, soit de la mort du sultan de Zanzibar, Saïd Bargasch, jusqu'à celle de son successeur Saïd Kalifa, coïncidant à peu près avec la retraite du prince de Bismarck. Pendant le court règne de Saïd Kalifa, la politique allemande avait obtenu de celui-ci la confirmation des concessions accordées à l'Allemagne par son prédécesseur ; mais, tout en se montrant au dehors amis des Allemands, il favorisait clandestinement la rébellion des Arabes ; les aveux de Bouchiri avant sa mort ont permis d'établir que Banaheri et tous les chefs de la révolte étaient des fonctionnaires du sultan soutenus par lui avec l'argent qu'il recevait des Allemands pour la perception des impôts.

Pendant ce temps, le gouvernement anglais, par ses agents à Zanzibar, le consul général Ewan Smith et le consul Portal, promettait à Ali, pour le cas où il arriverait au pouvoir, l'appui de l'Angleterre si celui-ci consentait à lui céder l'île de Pemba, l'administration de l'île de Zanzibar, et l'adjonction d'officiers anglais au commandant des troupes du sultan, M. Matthew, d'origine anglaise. A la mort de Saïd Kalifa, auquel succéda Saïd Ali, tout était prêt pour faire passer sous l'influence anglaise ce qui avait encore été laissé au sultan de Zanzibar par la convention anglo-allemande de 1888. Cependant l'auteur espérait que l'activité déployée par le major de Wissmann, et la suppression de la rébellion arabe vaudrait à l'empire allemand des conditions favorables au développement de la politique coloniale. Il ne pensait pas qu'avant que Wissmann fût arrivé en Allemagne, qu'Émin eût pu parler, et que le Dr Peters eût pu soumettre au gouvernement de l'empire les traités passés avec les rois du Victoria-Nyanza, une convention nouvelle aurait été conclue avec l'Angleterre, qui s'était attribué l'Égypte équatoriale pendant qu'Émin en était encore gouverneur, et l'Ou-Ganda et l'Ou-Nyoro avec lesquels aucun traité n'avait été conclu par Stanley. Le volume de M. Schrader-Poggelow a un intérêt rétrospectif, et aide à mieux comprendre les faits qui se produisent aujourd'hui dans cette région.

**BULLETIN MENSUEL** (1 décembre 1890<sup>1</sup>).

M. Tirman, gouverneur de l'**Algérie**, est venu à Paris pour y défendre devant la Chambre, en qualité de commissaire du gouvernement, le projet de création d'un budget spécial algérien, le budget actuel ne répondant plus aux besoins de l'heure présente. M. Tirman fournit en effet, sur la situation actuelle de l'Algérie, les renseignements suivants :

En une période de vingt ans, le chiffre de la population européenne s'est élevé de 218,000 à 422,000 âmes, soit une augmentation de 94 %. L'élément européen n'a pas été seul à suivre cette progression et la population musulmane s'est accrue de plus de moitié. Les recettes du Trésor ont monté de 17 à 38 millions; accroissement de 120 %. Les recettes de railways, de moins de 700,000 francs à plus de 20 millions, et la longueur des voies ferrées, qui était de 49 kilomètres, est aujourd'hui de 2,815 kilomètres. La navigation, dont le mouvement était inférieur à 1,200,000 tonnes, a dépassé le chiffre de 4 millions, soit une différence de 247 %. Enfin, le vignoble algérien, qui ne couvrait que 11,000 hectares et donnait moins de 100,000 hectolitres de vin, s'étend aujourd'hui sur plus de 106,000 hectares et sa production dépasse trois millions d'hectolitres. En outre, l'Algérie achète chaque année pour environ deux cents millions de marchandises métropolitaines et figure pour un vingtième dans le montant total des exportations françaises.

Dans ces conditions, si l'on veut que l'importance économique de l'Algérie augmente rapidement, il faut faire dévier vers l'Algérie le courant qui emporte vers le Nouveau Monde une partie de la population française; il faut constituer la propriété indigène, donner aux Arabes un état civil et les instruire, achever le reboisement, canaliser les oued, créer et améliorer les ports, achever le réseau des chemins de fer. Pour cela, les crédits alloués à l'administration algérienne sont insuffisants, et il est urgent de donner à l'Algérie un budget spécial.

Nos lecteurs se rappellent que, pour abrégé le temps de la traversée des navires dans le **Canal de Suez**, la Compagnie avait autorisé la

<sup>1</sup> Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

navigation de nuit aux bâtiments pourvus de la lumière électrique. On ne tarda cependant pas à s'apercevoir des inconvénients qu'elle présentait. La lumière électrique employée par les grands vaisseaux éblouit les marins des bateaux plus petits; les collisions ne sont que trop fréquentes, et parfois de grands steamers, cherchant à en éviter de petits, ont coulé eux-mêmes à fond. En outre, des dizaines d'hommes ont perdu la vie par suite de collisions dans le canal, causées par la lumière électrique. Le grand vaisseau-transport britannique, le *Serapis*, par exemple, naviguait de nuit dans le canal à l'aide de la lumière électrique, lorsque mourut un homme qu'on résolut d'inhumer sans interrompre la marche du navire. Un petit vapeur conduisit le corps à terre, pendant que le transport continuait sa marche. Lorsque l'inhumation fut terminée, la nuit était venue, mais il fallut que le petit vapeur rejoignît le *Serapis*; en longeant la rive à la sortie du lac Timsah, les marins qui étaient sur le pont furent éblouis par la lumière électrique; il y eut une collision avec une barque chargée de terre et de sable extraits du canal, le commandant du navire et un de ses hommes y perdirent la vie. Actuellement la navigation locale de nuit est interdite au public; le danger que couraient les grands navires a beaucoup diminué; toutefois la Compagnie ne peut pas suspendre entièrement la marche des bâtiments qu'elle emploie aux travaux du canal.

Le départ du comte Antonelli pour la colonie italienne de **Massaouah** a donné lieu à une infinité de commentaires sur les rapports existant entre le négous Ménélik et le commandant de Massaouah. Les rapports de l'Italie avec l'empereur d'Abyssinie sont réglés par deux instruments diplomatiques dont le premier pose les bases du protectorat italien, tandis que le second acte additionnel fixe les lignes générales de la frontière que les prétentions italiennes ont portées, au dernier moment, beaucoup au delà des territoires demandés précédemment. Ménélik n'a admis qu'en principe la ligne fixée dans le traité additionnel, mais la délimitation, qui devait être fixée par une commission mixte, n'a jamais été conduite à terme. Mackonnen, chef de l'ambassade éthiopienne, est bien venu à Rome pour négocier les clauses du protectorat et les conditions de l'emprunt consenti par la Banque nationale italienne, à la condition que la douane du Harrar fût remise en garantie au résident italien, en cas de non-paiement du premier versement convenu en restitution de la somme prêtée. Cette condition avait paru très dure à Mackonnen et à son maître. Mais ce qui avait le plus irrité ce dernier, c'était la forme du protectorat qui le plaçait en

un état de véritable vassalité. Il a tout subi à ce moment-là, parce qu'il avait besoin de l'argent italien, non moins que du concours, ou tout au moins de la neutralité de la garnison de Massaouah pour pacifier le Tigré et pour donner à sa souveraineté un caractère durable et définitif. Mais, ce but atteint, il s'efforcera aujourd'hui de briser les entraves qu'on lui a imposées et de recouvrer une partie de son indépendance.

D'autre part, le capitaine Cecchi, consul général d'Italie à Aden, a télégraphié le 14 novembre au Ministère des affaires étrangères à Rome que, dans la visite qu'il a faite à Gambakomo, où le gouvernement italien, d'accord avec le sultan Mohamed Anfari d'**Aoussa**, devait fonder une station commerciale et un dépôt de provisions pour les caravanes, il a trouvé les travaux interrompus. Il en a demandé la raison et a reçu pour réponse que le sultan s'était refusé à fournir les moyens de transport pour les matériaux nécessaires à la construction de la station. Pour ce motif on ne pouvait pas continuer la route déjà commencée entre Assab et l'Aoussa, pour laquelle Mohamed Anfari s'était engagé, par le traité conclu entre lui et l'Italie en 1889, à fournir les chameaux moyennant une rétribution équitable.

Ensuite d'un arrangement conclu avec le directeur général des postes et le gouvernement de l'Inde, l'**Imperial British East African Company** a ouvert des bureaux de poste dans l'Afrique orientale. La Compagnie est entrée dans l'Union postale sous les auspices des gouvernements de l'Angleterre et de l'Inde. Les dépêches sont expédiées de Londres à Lamou et à Mombas et vice versa, ainsi que de ces deux dernières localités à Bombay et à Aden. Des mandats de poste peuvent être échangés entre l'Angleterre et l'Est Africain. La Compagnie émet ses propres timbres-poste ; ses armes sont un soleil dans toute sa gloire, surmonté d'une couronne impériale ; au-dessus se trouve l'indication de la valeur en chiffres arabes ; au-dessous la devise de la Compagnie : « Lumière et liberté, » et la valeur en anglais. On a émis des timbres de douze valeurs différentes.

Dans une séance du Royal Colonial Institute, M. Mackenzie a rapporté que l'**Imperial British East African Company** a expédié de petites caravanes pour établir des postes sur la Tana, à Makako et sur d'autres points avantageux ; en outre elle a, en 1889, équipé une expédition d'exploration pour pénétrer, par une nouvelle route, dans le pays situé entre Makako et le lac Victoria, et atteindre l'Ou-Ganda en passant par les territoires situés à l'est du lac Victoria et non encore visités. Après

avoir parcouru dans tous les sens 1500 milles de pays, cette expédition est revenue à Mombas, il y a deux mois. M. Gedge, représentant de la Compagnie, a pris, au mois de mai dernier, possession de l'Ou-Ganda, et les capitaines Lugard et Williams avec une armée de Soudanais doivent, à l'heure qu'il est, avoir atteint l'Ou-Ganda, pour le soutenir. « L'Afrique orientale britannique, » a dit en terminant M. Mackenzie, « sera certainement un bon débouché pour le surcroît de la population de l'Inde anglaise. Elle offrira de bonnes terres aux entreprises des agriculteurs; plus tard, elle pourra fournir du travail aux mécaniciens et aux indigènes cultivés de l'Inde anglaise : docteurs, ingénieurs, avocats et employés de commerce, problème qui, à mesure que le temps marche, s'impose toujours plus à l'examen du gouvernement britannique. Ce sera aussi un champ ouvert aux planteurs de café, de thé, d'indigo et de tabac. Sous le protectorat de l'Angleterre, l'Afrique orientale anglaise est devenue de fait une partie de l'empire britannique. Il ne semble donc pas extraordinaire que l'aide de l'Etat soit sollicitée, comme elle l'est aux Indes, pour le développement des ressources au moyen d'une garantie accordée à telle ou telle ligne de chemin de fer. La somme demandée est insignifiante en comparaison des avantages qu'en retirerait le commerce général de l'empire britannique, et la création de l'Afrique orientale anglaise est une œuvre d'un intérêt national. »

Le major de **Wissmann** a quitté Marseille le 12 novembre, pour retourner à son poste de l'**Afrique orientale allemande**. A son avis, les bruits d'agitation qui ont couru concernant l'Est africain n'étaient pas fondés; son arrivée n'occasionnera pas une reprise d'hostilités. L'œuvre qu'il aura à faire sera plutôt un travail d'organisation. Au début il pourra être forcé de sévir pour maintenir l'ordre dans les tribus, mais son action visera plutôt la police intérieure que des conquêtes. Ses efforts porteront essentiellement sur l'amélioration des ports et la création de voies de communication entre les ports et l'intérieur. Il croit que dès à présent il sera possible de transporter aux laes des chaloupes démontées.

La **Société allemande de l'Afrique orientale** a conclu un traité avec le gouvernement allemand au sujet de la cession à celui-ci des droits de souveraineté sur la partie de la côte qui lui avait été cédée par le sultan de Zanzibar. Elle paiera au sultan une indemnité de 4,000,000 de marcs. En revanche elle est autorisée à émettre un emprunt de 10,556,000 marcs, pour affecter le surplus de l'indemnité sus-indiquée au développement des ressources de la colonie, à l'amélioration

des ports, à l'érection de phares, etc. Le gouvernement de son côté paiera annuellement à la Compagnie 600,000 marcs à prélever sur le produit des droits d'entrée et de sortie. Les droits de la Société d'acquérir des terrains et des forêts, d'obtenir la concession de voies ferrées et l'établissement d'une banque, d'émettre des monnaies d'argent et de cuivre sont réservés.

Le *Progrès de l'Imerina* nous apporte d'intéressants renseignements sur une éruption récente du **volcan de la Réunion**. Nous lui empruntons les détails suivants :

Il procède, comme le Stromboli ou les Geysers, par intermittences. On voit tout à coup une gerbe de vapeurs, grise le jour, rutilante la nuit, s'élancer du cratère. Le sommet s'élargit, devient un cumulus. Peu d'instant après, le jet s'arrête, la colonne se coupe à la base ; un nuage est formé, d'une jolie coloration gris perle, qui flotte librement dans l'atmosphère ; et tout s'éteint. Après un intervalle qui varie de quelques minutes à une heure, nouvelle éruption ; un non moins beau panache de vapeurs est projeté, et tout se renouvelle dans le même ordre. Il en est ainsi nuit et jour. Ces intermittences sont dues au refroidissement et à la solidification de la couche superficielle de la lave au fond du cratère. Sous la poussée des gaz intérieurs, cette couche solide et assombrie se rompt de temps à autre, une colonne de vapeur s'échappe, suivie d'un flot de laves incandescentes qui l'éclaire de bas en haut, à la façon des fontaines lumineuses de l'Exposition. Ces phénomènes sont les signes manifestes de l'intensité décroissante (momentanée ou définitive) de l'action volcanique. Pendant toute cette période, il ne s'est épanché de la bouche du cratère que de très petites coulées bien vite arrêtées. Un autre phénomène intéressant c'est la projection de ces filaments dorés, ressemblant à des cheveux, qu'on appelle à la Réunion *cheveux du Volcan*, et aux îles Sandwich, *cheveux de Pelé* (du nom de la divinité qui préside aux phénomènes volcaniques). Les géologues les appellent *Galilace* ou *Obsidienne capillaire*, ou mieux, d'après M. Vélain, *Hyalomélane capillaire* ; ils sont produits par l'étirement d'une substance lavique très fluide. Il en est tombé beaucoup à Saint-Benoît et à la Rivière de l'Est. « J'ai sous les yeux, » dit le correspondant du journal, « des échantillons de ces singulières productions : on dirait des cheveux blonds dont la longueur atteint jusqu'à dix centimètres, d'un diamètre égal sur toute la longueur, non dépourvus de souplesse, mais très fragiles. Le volcan a plusieurs fois déjà lancé de ces filaments, mais pas si abondamment qu'en 1860 et surtout en 1812. »

Dans la dernière séance de la Société de géographie de Londres, **M. H. H. Johnston**, consul anglais à Mozambique, a fait une communication sur l'**Afrique centrale britannique**. Nous en empruntons les renseignements suivants au compte rendu qu'en a donné le *Standard*. Nos lecteurs se rappellent que M. Johnston, employé jusqu'en juin 1889 aux négociations qui se poursuivaient à Lisbonne entre les gouvernements anglais et portugais en vue d'une convention qui eût réglé la position respective de l'Angleterre et du Portugal dans la région du Nyassa, fut envoyé par lord Salisbury, avec le titre de consul de Mozambique, dans cette région où il déploya une grande activité en faveur de l'extension des possessions anglaises. D'après les détails fournis à la Société de géographie de Londres, il avait également l'ordre de se rendre au nord du Nyassa, pour faire rapport sur la situation critique créée aux Anglais par la guerre que les Arabes leur faisaient à Karonga et pour y mettre fin en négociant avec les Arabes. Après avoir obtenu de feu le sultan de Zanzibar des lettres pour les chefs arabes du Nyassa et du Tanganyika, M. Johnston se décida à entrer dans le Zambèze par l'embouchure du Chindé.

Parti de Mozambique avec le *Stork*, il ne put cependant pas s'en servir pour remonter le Zambèze, et dut le quitter pour prendre une flottille de bateaux qui l'amènèrent à l'embouchure du Chiré où il rencontra le *James Stevenson* de la Compagnie des lacs africains. Deux jours après, il arrivait au camp de Serpa Pinto, avec lequel il s'entretint de questions géographiques beaucoup plus que de politique. « Mon entrevue avec lui fut très agréable, » dit-il, « et ne me prépara point aux événements pénibles qui suivirent. » M. Johnston ne confia sans doute pas à Serpa Pinto le secret de la mission dont l'avait chargé le chef du Foreign-Office, et qui lui eût valu un accueil moins favorable de la part du commandant de l'expédition portugaise. De l'embouchure du Ruô, il remonta à Katounga, le port de Blantyre, où cesse la navigabilité du Chiré inférieur; de là, à Mandala, station de la Compagnie des lacs, enfin il atteignit le Nyassa, où il trouva le *Charles Janson*, mis à sa disposition par la mission des Universités. Avec ce steamer, il visita toutes les stations importantes du lac, entre autres, celle de Kota-Kota où il vit le sultan Jumbé, le doyen des Arabes du Nyassa, l'agent reconnu du sultan de Zanzibar pour cette région, potentat jouissant d'une grande autorité, et doué d'une intelligence supérieure. Le résultat des négociations de M. Johnston avec lui fut satisfaisant. Pour gagner du temps et arrêter l'effusion du sang, il fut décidé que l'envoyé anglais se rendrait le plus

vite possible à Karonga à l'extrémité nord du Nyassa avec un des conseillers de Jumbé, et des lettres de ce dernier pour les Arabes qui avaient attaqué la station anglaise. De son côté, le sultan devait équiper 400 soldats et suivre le plus rapidement possible, afin que, si les propositions de paix n'étaient pas acceptées, il fût possible de s'emparer de la place forte des Arabes et de terminer la guerre. A Karonga, M. Johnston fut embarrassé par la difficulté d'entrer en rapport avec les Arabes; ceux-ci, craignant une trahison, ne voulaient pas venir à Karonga, dont la garnison, tout aussi défiante des intentions des Arabes, repoussait l'idée de M. Johnston de se rendre au milieu de ces derniers. Au bout de deux ou trois jours de pourparlers, Johnston donna aux Arabes un rendez-vous, et, sans trop de difficultés, il conclut avec eux un traité, dont malheureusement les conditions ne sont pas indiquées. Cette affaire terminée, M. Johnston partit pour le Tanganyika, pour s'enquérir des intérêts anglais dans cette région et leur procurer la sécurité. Nous avons déjà mentionné son exploration des bords du lac Hikoua. Le compte rendu de la Société de géographie est très bref sur ce point, ainsi que sur l'activité déployée par M. Johnston au Tanganyika. Il se borne à dire que le consul revint vers le Nyassa à travers le plateau du Tchambési et regagna Karonga en dix jours. De là, avec un steamer de la Compagnie des lacs, il revit plusieurs des stations déjà visitées, puis arriva au sud du lac chez Mponda, un des Ma-Kololo amenés par Livingstone du haut Zambèze, laissé par l'explorateur à la charge du gouverneur portugais de Tété et établi par celui-ci dans le district qu'il occupe encore aujourd'hui. M. Johnston ne manque pas de dire qu'il trouva Mponda très désireux de placer son royaume sous le protectorat britannique, et le consul lui garantit qu'il n'avait rien à craindre pourvu qu'il s'aidât lui-même et vécût en paix avec ses voisins.

Le **modus vivendi anglo-portugais** a été ratifié le 14 novembre; il se compose des cinq articles suivants :

1° Le gouvernement portugais s'engage à décréter immédiatement la liberté de la navigation sur le Zambèze et le Chiré.

2° Le gouvernement s'engage aussi à permettre et à faciliter le transit sur les cours d'eau du Zambèze, du Chiré et du Ngué, et à ouvrir des routes de terre qui servent de voies de communication dans les parties où les rivières ne sont pas navigables.

3° Le gouvernement s'engage en outre à faciliter les communications entre les ports portugais de la côte et les territoires compris dans la sphère d'action de la Grande-Bretagne, spécialement en ce qui concerne

les communications postales et télégraphiques et le service des transports.

4° Les deux gouvernements s'engagent à reconnaître les limites territoriales indiquées dans la convention du 20 août 1890, en ce sens que pendant toute la durée du présent accord aucune des deux puissances contractantes ne pourra conclure de traité, accepter de protectorat, ni faire aucun acte de souveraineté dans les sphères d'influence attribuées à l'une et l'autre parties par ladite convention. D'autre part, ni l'un ni l'autre ne seront, par cet accord, considérés comme préjugéant aucune question quelle qu'elle soit qui pourra surgir en ce qui concerne les limites territoriales au cours des négociations ultérieures.

5° Le présent accord recevra son application à partir de la date de la signature et restera en vigueur durant une période de six mois.

A ce sujet, le journal *O Tempo* écrit : « Le *modus vivendi* est bien différent du traité du 20 août. L'établissement d'un entrepôt aux bouches du Chindé, la construction du chemin de fer du Pougoué, la libre navigation concédée par nous à l'Angleterre sur tous nos cours d'eau africains, la liberté du commerce et des missions reconnue non seulement en Afrique orientale, mais encore dans la province d'Angola ou pour le moins dans son *Hinterland*, et finalement cette clause humiliante de ne pouvoir rien aliéner de notre propriété sans le consentement préalable de la Grande-Bretagne, toutes ces clauses qui ont soulevé les esprits contre la déplorable convention du 20 août ne figurent pas dans cet arrangement provisoire qui précède la conclusion du nouveau traité. » De son côté, le *O Dia*, dont le rédacteur en chef, M. Antonio Ennes, est actuellement ministre de la marine et des colonies, interprète en ces termes la pensée gouvernementale : « Le traité du 20 août est caduc en tous ses effets, en toutes ses clauses, que la fierté nationale regardait comme humiliantes. Il est si bien mort qu'on va en négocier un autre et qu'on peut espérer, une fois disparue la tension de nos rapports avec la Grande-Bretagne, de trouver des formules équitables de conciliation entre les intérêts anglais et nos droits, ainsi que notre dignité. Du défunt traité subsiste *provisoirement* la délimitation territoriale. Elle n'est pas satisfaisante, mais l'opinion publique ne l'a pas rejetée avec la véhémence qu'elle a mise à repousser, par exemple, la condition du consentement de l'Angleterre pour l'aliénation éventuelle de territoires portugais, et les clauses qui englobaient la province d'Angola dans le régime consenti pour le Mozambique. Cette ligne de démarcation n'est pas satisfaisante, mais il n'y avait pas d'autre point de repère et, pour

en arrêter de nouveaux, il eût fallu entamer des négociations aussi difficiles et épineuses que celles d'un traité définitif, tandis qu'on cherchait simplement un accord pour éviter des conflits intempestifs. Ainsi, le *modus vivendi* ne fait qu'établir une sorte de barrière que ni les Anglais ni les Portugais ne peuvent franchir avant de s'être mis d'accord sur une frontière définitive. C'est un obstacle dressé pour empêcher la brutalité du « fait accompli » d'influer sur la fixation de ces limites futures. » Le journal ministériel développe cette idée en ajoutant que le gouvernement ne renonce nullement à faire valoir ses prétentions légitimes et ne s'interdit point de faire, sur le terrain diplomatique, tous ses efforts pour récupérer le plus possible de territoire. Il explique ensuite que l'octroi de la libre navigation du Zambèze était une concession nécessaire pour obtenir que l'Angleterre renonçât à sa liberté d'action et abandonnât le traité du 20 août.

Des dépêches arrivées du **Ma-Shonaland** à Kimberley annoncent que l'expédition de la **South African Company** a découvert des gisements aurifères très riches aux environs du mont Hampden. M. Colquhoun a pris en mains le gouvernement du pays le 10 octobre. MM. Johnston et Jameson disent avoir découvert une route très courte entre le Ma-Shonaland et la mer par le **Manica** et la rivière Poun-goué. Ils annoncent que la route du fort Salisbury au pays de Moutaka est achevée. Le Manica est occupé par des chercheurs d'or, des fermiers et d'autres Anglais, qui, disent-ils, refuseront absolument d'évacuer le pays à moins qu'on ne les y oblige par la force. A ce propos M. Cecil Rhodes, premier ministre de la Colonie du Cap et directeur de la South African Company, interrogé par un correspondant du *Cape Argus* sur la situation faite à la Société spécialement au point de vue du Manica, a répondu que le refus de ratifier la convention du 20 août par les Cortès laissait à ses coïntéressés et à lui toute liberté d'action. Lord Salisbury réussira-t-il à contenir l'ambition de la Compagnie dans les limites reconnues des deux gouvernements par le *modus vivendi*? C'est le secret de l'avenir.

D'autre part, une dépêche adressée au *Daily News* par son correspondant de Lisbonne, en date du 14 novembre, annonce que les directeurs de la **Compagnie portugaise de Mozambique** ont donné à leurs gens des ordres péremptoires pour les empêcher d'attaquer les mineurs anglais qui ont envahi le Manica, quoiqu'ils soient suffisamment et bien armés et qu'ils possèdent des canons Hotchkiss qui leur permettraient de refouler les envahisseurs. Quant à la déclaration de

\*

MM. Johnston et Jameson relative à la route du Ma-Shonaland à l'océan Indien, un des directeurs susmentionnés affirme que cette route est connue et employée par la Compagnie portugaise depuis 1888, année où elle a commencé ses opérations dans cette région; un de ses ingénieurs est établi depuis cette époque à Manica; un lever du terrain a été fait pour un chemin de fer d'une quarantaine de kilomètres en amont de l'embouchure de la Pougoué. L'harmonie avec le chef Moutaca était parfaite jusqu'en juillet, à l'arrivée des agents de la Compagnie anglaise qui lui ont fait constamment des présents.

Le journal le *Temps* a donné, sur l'**exploration** de la **Sangha** par M. Cholet, des détails qui permettent de se rendre compte des résultats acquis. Nous leur empruntons ce qui suit : La Sangha est un affluent considérable de la rive droite du Congo, qu'elle rejoint vers 1° lat. sud, entre l'embouchure de l'Alima et celle de l'Oubangi. A Banga, au confluent de la rivière et du Congo, se trouve une factorerie de la maison Daumas. Le 19 février, M. Cholet accompagné de M. Pottier, chef de poste du Gabon Congo, partit de Brazzaville avec le *Ballay*, chaloupe à vapeur de 9<sup>m</sup> de long, ne pouvant porter, en sus du bois destiné à la machine et de ses neuf hommes d'équipage, que les caisses de vêtements absolument indispensables. La navigation du Congo, rendue très difficile par suite de la baisse des eaux, leur fit perdre du temps à l'embouchure de l'Oubangi. Le 30 mars seulement ils appareillaient de Banga, après avoir reconnu la Likuala et la Mozaka, affluents de droite de la Sangha. Celle-ci a une largeur minimum de 800<sup>m</sup>, mais elle atteint souvent trois kilomètres, son cours est encombré d'îles et de bancs de sable; aux eaux basses ces derniers étaient couverts d'hippopotames.

La rivière présente trois aspects différents; dans sa partie inférieure, les îles sont basses et marécageuses, on ne communique que par eau. Les villages sont situés loin de la rivière, sur de petits canaux encombrés de desseins de troncs d'arbres, par crainte des indigènes du bas Oubangi qui viennent faire des razzias. Ils sont habités par les Apfourou, population très commerçante qui remonte en pirogue le cours supérieur de la Sangha pour y chercher l'ivoire qu'elle revend à Banga, à la maison Daumas, ou à Bolobo et au Stanley-Pool. La partie moyenne est habitée par les Bou-Sendé. Dans cette région les rives du fleuve sont plus élevées, les villages très étendus sont érigés sur le bord de la rivière. Moins entreprenants que leurs voisins, les Bou-Sendé voyagent beaucoup par terre. Ils ont des relations avec les Pahouins de l'Ogôoué, ainsi qu'il est facile de le constater par leurs armes, les per-

les dont ils font leurs ornements et qui sont toutes de modèles spéciaux, vendus seulement le long de l'Ogôoué et au nord du Gabon. Ils ont un peu d'ivoire provenant en partie de leurs chasses, en partie des populations de l'intérieur. Enfin la partie supérieure de la rivière, ou du moins celle que l'état des eaux a permis d'atteindre, est habitée par les Ba-Sanga, peuplade très riche et très puissante. Leurs villages sont bâtis sur des îles ; au lieu d'être des huttes comme chez les autres noirs, les cases sont d'immenses hangars fermés, autour desquels sont les chambres. La case du chef le plus important, Nunnganga, du village d'Ouoso, avait 40<sup>m</sup> de long, 18<sup>m</sup> de large et 7<sup>m</sup> de haut. Toutes les populations de l'intérieur viennent là pour vendre leur ivoire aux Apfourou, et malgré les lourdes redevances payées aux chefs chez lesquels se font les échanges, l'ivoire s'obtient à un prix vraiment dérisoire.

Au village d'Ouoso, la Sangha reçoit un affluent important, le seul qui puisse être considéré comme rivière, la N'Goko ; elle-même prend alors le nom de Masa. A deux reprises, M. Cholet a tenté de remonter la Masa, qui est encore très large, mais les bancs de sable n'ont pas permis de continuer, et après plusieurs échouages, il a dû virer de bord.

A l'endroit où il s'est arrêté les rives sont basses, il n'y a aucune apparence de montagnes ; la largeur de la rivière fait supposer qu'à l'époque des hautes eaux, du milieu de juillet au milieu de novembre, on pourrait remonter très loin vers le nord.

Ne pouvant suivre la Masa, M. Cholet s'est engagé dans la N'Goko. L'aspect en est complètement différent : son lit est resserré ; la plus grande largeur est de 200 mètres ; et de chaque côté s'aperçoivent bientôt de hautes montagnes boisées. L'éléphant dont on voit partout les traces jusqu'à Brazzaville est très commun dans cette région. Les villages sont éloignés de la rivière ; M. Cholet n'en a vu que trois, situés sur trois îles appartenant au grand chef Nunnganga de Ouoso. De l'est vient la rivière Mangango, de 100 mètres de large, mais qu'on ne peut remonter que sur un parcours de sept kilomètres, son cours étant obstrué par des bancs de sable et des rapidès. A partir de son confluent, les voyageurs ne trouvèrent plus trace d'habitants, ni pirogues, ni bois travaillés, ni plantations ou places d'anciens villages, pas même de sentiers venant aboutir à la rivière ou de restes de feu. Les éléphants, les hippopotames, les bœufs sauvages vivent là en masses. M. Cholet était à court de vivres, et dut s'arrêter ; d'ailleurs la rivière se resserrait et sa direction aurait pu l'entraîner en territoire allemand ; le 15 mai, il rebroussa chemin, le 31, il était à Banga et le 15 juin à Brazzaville.

Dans tout le cours de la Sangha, les explorateurs avaient été bien accueillis; après un premier moment de frayeur, inévitable chez des hommes qui n'avaient jamais vu de blancs, ils obtenaient facilement tout ce qu'ils demandaient. M. Cholet a signé des traités avec les chefs principaux; ils ne sont pas anthropophages comme dans l'Oubangi. Leur pays est très riche en ivoire et en caoutchouc.

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro comment la **mission Mizon**, remontant le **Niger** pour se rendre au lac Tchad par le Bénoué, avait été attaquée par des indigènes près de l'embouchure du fleuve, dans le voisinage des établissements de la Royal Niger Company et avait dû revenir à Akassa. Le président du syndicat du Haut Benito qui a réclamé du ministère des affaires étrangères son appui pour la marche de la mission, a reçu de M. Mizon le télégramme suivant daté de Brass (bouche du Niger), le 2 novembre :

« La Compagnie du Niger est prête à faciliter mon voyage si l'autorisation est demandée par voies officielles pour une exploration purement scientifique. Le côté commercial de mon voyage est rendu impossible en raison de l'interdiction de descendre à terre pour renouveler les vivres et le combustible, les rives du fleuve étant considérées comme propriété de la Compagnie. Des difficultés semblables ont été faites aux voyageurs allemands en 1887 et 1888. Je suis presque entièrement remis de mes blessures et prêt à reprendre ma mission. »

En présence de ces faits, il convient de rappeler le texte précis de l'Acte de la Conférence de Berlin du 26 février 1885. Voici l'article 26 de cet Acte, relatif au Niger :

« La navigation du Niger, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs.

« Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Niger, et *vice versa*, que pour le grand et le petit cabotage, ainsi que pour la batellerie sur le cours de ce fleuve.

« En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Niger, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des États riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilège exclusif de navigation, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers. »

Ces dispositions sont reconnues par les puissances signataires comme faisant désormais partie du droit international.

L'article 28 porte que les affluents du Niger sont soumis au même régime que le fleuve même, et par l'article 30 :

« La Grande-Bretagne s'engage à appliquer les principes de la *liberté de la navigation* énoncés dans les articles 26, 27, 28, 29, en tant que les eaux du Niger, de ses affluents, embranchements et issues sont ou seront sous sa souveraineté ou protectorat.

« La Grande-Bretagne s'engage à protéger les négociants étrangers de toutes les nations faisant le commerce dans les parties du cours du Niger qui sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat, comme s'ils étaient ses propres sujets. »

On voit par ces stipulations, qui sont parfaitement claires, et nettement formulées que la liberté de navigation du Niger doit être absolue. En empêchant la mission Mizon de descendre à terre pour renouveler ses vivres, sur tout le parcours du fleuve, la Royal Niger Company contrevient aux dispositions de l'Acte de Berlin. Prétendre laisser libre la navigation du fleuve, mais empêcher de se ravitailler et de faire le moindre acte commercial sur ses deux rives et cela sur des milliers de kilomètres est évidemment une amère dérision. Telle n'est pas la disposition de l'Acte de 1885. La liberté de navigation du Niger doit exister non seulement en théorie mais en pratique, comme au Congo, comme au Zambèze où les Anglais viennent de l'obtenir du gouvernement portugais qui tiendra ses engagements mieux que la Royal Niger Company. M. Mizon n'a besoin d'aucune autorisation de celle-ci, que le but de sa mission soit scientifique ou commercial; il doit poursuivre dès maintenant sa marche en avant. Nous espérons que la Grande-Bretagne obligera la Compagnie à se conformer aux stipulations de l'Acte de la Conférence de Berlin mieux qu'elle ne l'a fait lors de la dernière tentative du malheureux Flegel de remonter le Niger et le Benoué.

#### NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Le *Courrier de Tlemcen* a annoncé que l'ambassadeur français à Tanger, avait demandé au sultan du Maroc, l'autorisation nécessaire pour la construction d'une voie ferrée entre l'Algérie occidentale et Fez. Le sultan a désigné huit agents marocains pour étudier ce projet.

M. Künckel d'Herculais, aide-naturaliste au Muséum d'histoire naturelle, est

chargé d'une mission en Algérie, à l'effet d'y poursuivre l'étude des causes naturelles des invasions d'acridiens, et la recherche des procédés pratiques de destruction de ces insectes.

M. Gauckler, ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé d'histoire, a reçu la mission de se rendre dans le nord de l'Afrique pour concourir à l'organisation des musées archéologiques de l'Algérie, et à la publication des collections que ces établissements renferment.

Dans sa séance du 8 octobre dernier, le Conseil général de la province de Constantine a émis un vœu tendant à la construction du Trans-Saharien par Biskra, Ouargla, Amguid. La Commission départementale propose que 100,000 francs soient affectés aux études de cette ligne.

Une pétition adressée à lord Salisbury demande qu'il soit pris des mesures pour protéger les monuments anciens de l'Égypte, et qu'il soit créé une inspection anglaise des antiquités égyptiennes. Les fonctionnaires adresseraient des rapports annuels au khédive et auraient toute autorité pour veiller sur ces monuments.

Des nouvelles de Souakim confirment que l'influence du mahdi devient de plus en plus précaire. Le Darfour se serait déjà complètement affranchi, et même les chefs des tribus du Kordofan, spécialement les cheiks d'El-Obeid, se seraient absolument émancipés. Les tribus de Harrar et de Sennaar ne reconnaîtraient plus le mahdi, qui, assure-t-on, serait assiégé par l'émir Gallabat à Omdurman.

Une nouvelle société coloniale italo-africaine s'est formée à Naples, pour diriger les émigrants italiens sur les parties habitables et salubres de l'Afrique.

Il résulte d'informations de Zanzibar que Tipo-Tipo, à la tête d'une caravane de 7,000 personnes, a passé à Oudjidji se dirigeant vers la côte où il apporte une quantité d'ivoire considérable.

La caravane de M. Stockes, dans laquelle se trouvait l'évêque Tucker, missionnaire de l'Église anglicane, a été attaquée dans sa marche vers le Victoria-Nyanza. Elle n'a dû son salut qu'à l'héroïsme de son escorte, composée de vingt soldats allemands sous le commandement du lieutenant Siegel. Six hommes de l'escorte ont été tués.

L'évêque Smythies, de la mission anglaise des universités, a été à Berlin, d'où il est revenu avec l'assurance, d'après ce qu'il a appris des intentions de l'empereur et du chancelier, que les missions britanniques dans la sphère d'influence allemande seront protégées. L'empereur lui a dit que les chrétiens feraient bien d'imiter l'union qui existe entre les musulmans. L'évêque emmènera avec lui trois ecclésiastiques et deux infirmières, ce qui portera à 70 personnes l'effectif du corps de la mission des universités. Il voudrait trouver un médecin qui consentit à se joindre aux missionnaires.

D'après la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les gouvernements allemands et français ont conclu un traité par lequel l'Allemagne reconnaît le protectorat de la France sur Madagascar, et la France la suzeraineté de l'Allemagne sur le territoire cédé par le sultan de Zanzibar.

Il s'est fondé à Lisbonne une société au capital de vingt-cinq millions de francs,

ayant pour but l'acquisition de territoires à Lorenzo-Marquez, et l'installation d'habitations sur ces territoires. Elle prendra le nom de Société portugaise de Lorenzo-Marquez.

Il est question de l'envoi, à Berne, de l'ambassadeur portugais à Londres, Don Nogueira Suarez, pour assister le ministre du Portugal en Suisse, le comte de Fontalva, dans la question du chemin de fer de la baie de Delagoa, soumise à l'arbitrage du Conseil fédéral.

Au budget de l'empire allemand ont été inscrits 3,800,000 marcs pour l'Est africain allemand, 200,000 marcs pour les expéditions destinées à ouvrir l'Afrique centrale, et 292,300 marcs pour les colonies allemandes du sud-ouest de l'Afrique.

L'ouverture de la ligne de chemin de fer pour Blœmfontein, capitale de la république du fleuve Orange, aura lieu le 15 décembre.

L'inauguration du pont de la ligne de Lorenzo-Marquez à la frontière du Transvaal a eu lieu le 30 octobre. Le vice-président de la république sud-africaine assistait à l'inauguration.

Le *Journal du Commerce* de Liverpool annonce le projet de constitution d'une puissante société pour l'exploitation des ressources de l'Afrique occidentale. Le capital serait de 250 millions de francs. Parmi les promoteurs de ce projet on cite le duc de Westminster et M. Stanley.

M. Ponel, membre de l'ancienne mission de l'Ouest-Africain, actuellement chef du poste français de Bangui, vient d'explorer la rive droite de l'Oubangi sur un parcours de 250 kilomètres en amont de la station. En vertu du protocole signé à Bruxelles le 27 avril 1887, entre la France et l'État libre du Congo, la rive droite de l'Oubangi est formellement reconnue à la France.

Dans une entrevue avec un représentant de la presse, à New-York, M. Stanley a émis l'opinion que l'émigration de nègres américains au Congo est possible et qu'elle serait avantageuse.

Quatre jeunes ouvriers de Pittsburg (Pensylvanie) ont pris un si grand intérêt au conflit Stanley-Barttelot, qu'ils ont décidé de se rendre à leurs frais en Afrique et de faire une enquête sur place. Ils sont convaincus que les difficultés d'une expédition dans le centre de l'Afrique ne sont pas du tout aussi grandes que les représentent M. Stanley et ses compagnons. Ils ont réuni la somme nécessaire pour leur voyage et ont déjà dû s'embarquer de New-York.

L'arrivée en Espagne d'un grand nombre d'armes que l'on croyait destinées à passer au Maroc en contrebande, a engagé le gouvernement espagnol à adresser une circulaire aux gouverneurs des provinces maritimes pour leur rappeler les dispositions en vigueur défendant absolument l'exportation des armes et des munitions sur les côtes du Maroc et sur les plages espagnoles du nord de l'Afrique, ce commerce étant considéré comme contrebande de guerre.

### CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Dans une récente séance du Royal Colonial Institute, à Londres, tenue sous la présidence du marquis de Lorne, M. Mackenzie, agent de l'**Imperial British East African Company** a exposé ses vues sur la question de l'abolition de la traite. Pour empêcher, suivant lui, que le dernier décret du sultan Sayd-Ali ne devienne une lettre morte, il serait nécessaire de nommer un commissaire et des agents pour le service des esclaves : ils enregistreraient tous les esclaves actuels, et ne reconnaîtraient comme tels que ceux qui seraient inscrits dans leurs registres, et auxquels serait accordé le droit de travailler à se libérer. Ce que les Africains ont le plus besoin qu'on leur apprenne, c'est à améliorer leur condition sociale, à se créer des besoins auxquels puisse répondre le travail de leurs mains. Quant à la suppression de la traite, M. Mackenzie estime qu'on ne fera rien de pratique aussi longtemps que les opérations destinées à la combattre soit sur mer, soit sur terre, se borneront aux ports de la côte. La création de compagnies pourvues de chartes royales et soutenues par le gouvernement lui paraît le moyen le plus sûr de résoudre une question pour laquelle l'Angleterre a vainement combattu dès le siècle passé. Il a félicité le gouvernement de les avoir créées, car, dans son opinion, ce sera le moyen le plus économique d'assurer l'exécution des décisions prises solennellement dans la conférence de toutes les puissances civilisées. Une somme modeste, garantie pendant quelques années, pour la construction d'un chemin de fer de Mombas au lac Victoria, suffirait probablement pour faire disparaître l'esclavage sous toutes ses formes dans toute l'étendue de l'immense territoire de l'**Imperial British East African Company** ; un semblable résultat allégerait le trésor britannique des lourdes charges que lui impose l'obligation de maintenir des croiseurs dans ces parages, en même temps qu'il y donnerait une impulsion au commerce et à la civilisation.

Dans une entrevue que M. J.-W. Moir, directeur de l'**African Lakes Company**, a eue avec la rédaction de l'*Antislavery Reporter*, le représentant de la Compagnie a exprimé l'espoir que celle-ci a un grand avenir devant elle, après les temps difficiles par lesquels elle a passé. L'œuvre marchera lentement, mais sera encourageante. La Compagnie s'associera avec celle de M. Rhodes ; mais la direction du district du Nyassa est réservée à un comité qui siège à Glasgow, composé des mêmes hommes qui, jusqu'ici ont contrôlé les affaires de la Compagnie des Lacs. Ce seront les anciens actionnaires qui nommeront le comité.

L'association apportera à la Compagnie des capitaux considérables qui lui permettront d'étendre ses opérations. Aux quatre steamers qu'elle a déjà sur les lacs et les rivières, elle en ajoutera un grand nombre d'autres. L'ivoire constituera longtemps encore une branche importante du commerce de cette Compagnie. Avant la guerre qui a eu lieu il y a deux ans à l'extrémité nord-ouest du Nyassa, elle avait créé une classe de trafiquants arabes qui se livraient à un commerce d'ivoire tout à fait légitime. Ils rassemblaient l'ivoire et le vendaient à bon marché aux Anglais ; aucun acte de traite n'accompagnait ce trafic. Les gens qui servaient de porteurs pouvaient être esclaves, mais la traite n'existait pas parmi eux. L'esclavage est tellement enraciné dans les habitudes des indigènes de l'Afrique centrale, des propriétaires comme des esclaves, que l'extinction en sera très lente. La question du travail sera aussi difficile à résoudre ; mais M. Moir estime qu'à mesure que les besoins des natifs augmenteront, le travail augmentera aussi. Ils sont très disposés à travailler pour avoir ce qu'ils désirent ; leurs désirs s'accroîtront, et avec ceux-ci se développera le goût du travail. M. Moir a avoué que le pays ne convient pas à la colonisation par les blancs, et qu'on n'a besoin de ceux-ci que pour diriger les indigènes.

Aux renseignements que nous donnions dans un de nos derniers numéros, sur les progrès de la civilisation dans la vallée du **Haut-Zambèze**, nous pouvons en ajouter de nouveaux, extraits d'une lettre du 8 avril, de M. Coillard.

« Je vous parlais, dans ma dernière lettre, du village de sorciers que le roi Lewanika a fondé dans notre voisinage. Eh bien, il est digne de remarque que, depuis le meurtre atroce que je vous racontais il y a trois ans, de Mohiya-Nyare, l'un des favoris du roi, personne, que je sache, n'a été mis à mort pour cause de sortilège. Le roi s'en glorifie à juste titre. Ayant lui-même renoncé aux boissons enivrantes, il voudrait contraindre tous les chefs de faire comme lui. Il y a longtemps qu'on ne boit plus de bière au *lekhothla*, et que Lewanika a formellement défendu qu'on en fit à la capitale. On a beaucoup grogné, mais on s'est soumis. Je pense que les Ba-Rotsé prennent leur revanche, quand ils vont dans leurs villages.

« Une autre réforme qui a fait du progrès, c'est celle de l'esclavage. Le roi lui-même traite ses esclaves avec beaucoup de bonté. Cette année, une caravane de marchands noirs est venue du Bihé. Le roi apprit que, contrairement à sa défense expresse, ces Mambari se faisaient clandestinement une bonne provision d'ivoire noir. Lorsqu'ils furent sur le point

de partir, Lewanika libéra tous les esclaves et imposa une forte amende aux Mambari, ou plutôt confisqua une partie de leur ivoire. »

Dans ses lettres de l'**Oubangi** aux *Missions Catholiques*, le Père Augouard expose ses idées sur la question de la suppression de la traite et de l'esclavage. « Une expérience de treize années, » dit-il, « me confirme dans l'idée que les nations européennes, quelque puissantes qu'elles soient, n'ont pas actuellement les moyens suffisants pour arriver à supprimer brusquement cet odieux trafic de chair humaine. Il ne faut pas se faire illusion : des centaines de mille hommes et des millions de francs n'y pourraient suffire, car il s'agit d'enlacer et de surveiller les coins et recoins d'un pays trois fois plus vaste que l'Europe tout entière... La répression armée sur certain points isolés de la côte orientale d'Afrique pourrait peut-être obtenir quelque succès ; mais cette action est absolument impossible dans la partie qui nous occupe aujourd'hui... L'emploi des moyens violents sera absolument insuffisant pour réprimer les horreurs qui se reproduiront partout où la présence directe et permanente de l'Européen ne se fera pas sentir. S'il demeure à poste fixe, le vide se fera bientôt autour de lui et on le prendra par la famine. S'il se met en colonne expéditionnaire, il aura contre lui le climat, la maladie, les privations de toutes sortes, le défaut de connaissance de la langue et du pays, etc. Enfin il aura comme adversaires des gens habitués au climat, connaissant partout et de loin la présence de l'Européen, armés de fusils à tir rapide et opérant en grand nombre. L'Européen sera donc dans un état d'infériorité manifeste, en même temps que dangereuse pour lui et pour les établissements qu'il aura à protéger.

« Il me semble, du moins pour le Congo moyen, l'Oubangi et les pays limitrophes, qu'il faut procéder d'une autre manière. On avait songé à organiser une croisière pour capturer tous les esclaves qu'on rencontrerait dans les pirogues. Mais, outre que la chose se serait bien vite éventée, ce procédé aurait l'inconvénient de faire confondre les Blancs avec les Arabes qui opèrent de la même façon pour se procurer des esclaves.

« L'esclavage est tellement entré dans les mœurs de ces peuples, qu'ils prendraient infailliblement pour des voleurs tous ceux qui tenteraient la libération violente des esclaves. Du reste les esclaves eux-mêmes retourneraient à leurs anciens maîtres ou seraient repris par le premier chef qui les rencontreraient.

« Au point de vue purement spéculatif, autre serait la situation si l'on

pouvait en un seul jour et partout en même temps libérer tous les esclaves et forcer indistinctement tous les noirs au travail. Mais au point de vue pratique, qu'advierait-il de cette émancipation soudaine et non préparée ? Le remède serait pire que le mal, et l'on verrait les esclaves d'hier s'unir aux hommes libres pour chasser l'Européen, qu'ils considèrent toujours comme un étranger et un conquérant.

« La méthode employée jusqu'ici par les missionnaires est, me semble-t-il, la seule pratique, dans nos pays du moins, pour parvenir au but. Fonder et multiplier les établissements scolaires et agricoles est le vrai moyen de civiliser ces contrées sauvages. L'adulte, habitué à la vie vagabonde et indépendante offre peu de prise ; l'enfant est plus accessible et peut assez facilement être formé à toute espèce de travaux. Aussi, nos établissements du Congo ont soin de poser tout d'abord cette base fondamentale en réunissant le plus d'enfants possible, soit en admettant des enfants libres, soit en recueillant des orphelins, soit enfin en rachetant de pauvres petits esclaves. Tous ces enfants vivent en commun et ont leurs journées partagées entre l'étude et les travaux manuels. »

Conformément aux décisions de la Conférence de Bruxelles, une **Commission technique internationale** s'est réunie le 5 novembre pour régler les détails de la tarification des marchandises importées au Congo. Quoique la Hollande n'eût pas encore signé l'Acte de la Conférence, elle a cependant nommé ses délégués pour cette Commission, et cherché à substituer aux droits d'entrée adoptés par la Conférence un subside de toutes les puissances à l'État du Congo pour les frais des mesures à prendre pour lutter contre la traite.

Dans les réunions de la Commission, les représentants de la France et du Portugal se sont exprimés favorablement à un tarif variable selon la situation géographique ou économique des différentes colonies. Il a été donné lecture du projet de tarif proposé par l'État du Congo, qui ne maintient guère le maximum de droit de 10 % que pour les armes, le réduit jusqu'à 2 % pour certaines marchandises, et en exempte complètement un certain nombre d'autres.

Diverses idées ont été émises à propos des mesures à prendre pour réduire à leur plus simple expression les formalités douanières à remplir. En soumettant ces idées à leurs gouvernements respectifs, les délégués leur ont demandé des instructions qui permettent de simplifier le débat, en le circonscrivant dans certaines limites déterminées.

Dans la séance du 13 novembre, une proposition a été soumise aux délégués des puissances comportant la division du bassin conventionnel

du Congo en deux zones douanières : la côte occidentale comprenant la France, le Portugal, le Congo : la côte orientale, comprenant l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. Chacune de ces deux divisions territoriales aurait son échelle de tarif distincte dans les limites générales établies de commun accord, et cette échelle serait dressée par deux sous-commissions, composées respectivement des délégués des puissances intéressées.

L'Angleterre qui, dans le principe, penchait pour un tarif absolument uniforme, s'est ralliée à cette combinaison dans le sentiment de conciliation qui n'a cessé de dicter sa conduite depuis le début de l'œuvre anti-esclavagiste. Elle n'a posé qu'une seule condition : les deux tarifs différents élaborés par les sous-commissions devaient être subordonnés éventuellement à la ratification de la commission plénière. Les représentants du Portugal, de l'Allemagne, de l'Italie se sont également montrés favorables à l'arrangement proposé.

Une nouvelle proposition lui a été opposée toutefois par la France. Dans l'intérêt du principe de l'autonomie et de la souveraineté des États intéressés, les délégués français ont proposé de laisser à chacun de ceux-ci la liberté de régler son propre tarif, toujours dans les limites générales à établir par la commission. Cela a nécessité de nouvelles demandes d'instructions aux gouvernements et de nouveaux échanges de vues.

C'est le 1<sup>er</sup> janvier qu'expire, on le sait, le délai accordé aux Pays-Bas pour se rallier aux droits d'entrée, et, du même coup, à l'ensemble des décisions de l'œuvre anti-esclavagiste. Malgré le regrettable délai qui se produit dans la confection *du* ou *des* tarifs de droits d'entrée, on a le ferme espoir d'arriver largement avant cette date à une entente ; et il va sans dire que toutes les puissances qui ont souscrit aux décisions de la Conférence y sont résolues par loyauté et par logique.

Le dernier *Bulletin officiel* de l'**État indépendant du Congo** publie un décret qu'on peut qualifier d'anti-esclavagiste au premier chef. Il ordonne l'inspection et la visite de tous bâtiments naviguant sur le Haut-Congo, afin d'empêcher le transport des esclaves, des armes à feu ou des spiritueux. Les commissaires des districts de Stanley-Pool, des Cataractes et de Matadi pourront inspecter, de plus, les caravanes qui paraîtront suspectes.

Un arrêté du gouverneur général achève de régler le recrutement des travailleurs indigènes visé par les décrets de novembre 1888 et mars 1889. Il fixe le tarif provisoire des contrats de louage de service, les permis de recrutement et les licences de travailleurs.

---

## L'ARRIÈRE-GARDE DE STANLEY ET LES ÉPIDÉMIES

Si nous abordons aujourd'hui la question du désastre de l'arrière-garde de l'expédition de Stanley, au camp de Yambouya, ce n'est pas pour redire, avec toute la presse des deux mondes, l'horreur que nous inspirent les révélations qui se dégagent soit des accusations de Stanley contre ceux de ses officiers auxquels il avait confié la garde des munitions et des provisions que l'avant-garde ne pouvait emporter, soit des reproches de MM. Bonny, Troup et Ward contre les morts, MM. Barttelot et Jameson, et contre le chef même de l'expédition. L'humanité tout entière réclame une enquête ; nous ne doutons pas que le gouvernement britannique ne l'ordonne, et ne veille à ce qu'elle soit strictement impartiale. Nous croyons à la justice anglaise ; elle saura, au milieu des affirmations contradictoires des journaux, faire la part des responsabilités qui incombent : au Comité de secours dans le choix des officiers dont Stanley s'entoura et dans les démentis publiés sous le nom d'Assad Farran, l'interprète de MM. Barttelot et Jameson ; au commandant de l'expédition, des ordres duquel pouvait dépendre la vie ou la mort des centaines d'hommes qu'il avait attachés à son service, et qui paraît avoir été moins constamment préoccupé de la santé de ses serviteurs noirs que ne l'affirment certains journaux ; à chacun de ses lieutenants et spécialement à ceux qu'il plaça à la tête de son arrière-garde ; à Tipo-Tipo, dont il sollicita le concours pour pouvoir rapporter au Congo l'énorme masse d'ivoire qu'il comptait employer à défrayer le trésor du khédivé, à rembourser les souscripteurs du Comité de secours, et à récompenser les survivants de l'expédition ; aux officiers belges des Stanley-Falls, pour le jugement rendu contre le meurtrier du major Barttelot ; bref, nous ne doutons pas que la justice ne sache rendre à chacun ce qui lui est dû. Aussi attendrons-nous patiemment son verdict, que nous nous garderons bien de préjuger.

Mais, en présence d'un désastre aussi inouï que celui que nous a révélé l'ouvrage de Stanley lui-même, nous croyons qu'il y a à faire une étude des conditions sanitaires dans lesquelles l'expédition a été entreprise et poursuivie, afin qu'à l'avenir toutes les précautions que l'humanité peut prescrire soient prises pour prévenir le retour d'une catastrophe sans précédent dans les annales des explorations.

Il semble au premier abord que la question sanitaire eût été mûrement étudiée et que tout eût été prévu quant aux médicaments destinés à prévenir les maladies propres à l'Afrique ou à soigner le mieux possible

ceux qui en seraient atteints. Nous lisons à la page 36 du premier volume de l'ouvrage : *Dans les ténèbres de l'Afrique* : « MM. Burrough et Welcome, Snowhill Buildings, de Londres, les chimistes et droguistes si connus, nous firent cadeau de neuf superbes boîtes de médicaments renfermant toutes les substances nécessaires pour combattre les maladies endémiques particulières à l'Afrique. Chacune des doses était en tablettes et déjà combinée à d'autres matières qui en assuraient la prompte solution ; chaque compartiment était garni des remèdes ou instruments nécessaires au médecin et au chirurgien. Rien ne fut oublié, tous nous devons la plus vive reconnaissance à ces Messieurs, non seulement pour la valeur intrinsèque de ces caisses et de leur contenu, mais aussi pour l'achat qu'ils ont bien voulu nous faire de ce qu'il y avait de meilleur à Londres et les soins apportés à l'emballage : tout est arrivé à Yambouya sans le moindre accident. »

Ce n'est pas qu'on eût laissé intactes ces neuf superbes boîtes de médicaments, en particulier celle qui contenait la provision de vaccin, pour prémunir, dès Zanzibar, les membres de l'expédition contre les dangers de la petite vérole.

Le 19 février, au large de Lamou, à trois heures du soir, Stanley avait rencontré le *Bagdad* ramenant le Dr Lenz qui, à la tête d'une expédition autrichienne, avait tenté de porter secours à Emin-pacha, mais avait été empêché d'atteindre le lac Albert par la petite vérole qui exerçait ses ravages dans le Manyéma, ce qui l'avait obligé à traverser ce territoire aussi rapidement que possible, à gagner le Tanganyika, puis le Nyassa pour rentrer en Europe sans avoir pu exécuter les ordres qu'il avait reçus. « Il a échoué. » dit Stanley, « et ne manquera pas d'en rejeter la faute sur l'Afrique et surtout sur le Congo. Nous en sommes tous là. »

Nous avons peine à croire que le Dr Lenz ait laissé ignorer le danger couru par sa caravane à travers le Manyéma, ravagé par la petite vérole. Quoi qu'il en soit Stanley, rencontrant à Zanzibar Tipo-Tipo dont l'influence s'étend sur tout le pays des Stanley-Falls au Tanganyika, par conséquent aussi sur le Manyéma, conclut avec le chef arabe la convention que l'on sait, pour convoyer l'ivoire de Wadelai au Congo ; aux termes du traité, Tipo-Tipo s'engageait à fournir à Stanley 600 porteurs à 150 fr. par tête chargée, de Stanley-Falls au lac Albert et retour. « Chaque homme pouvant porter 32 kilogrammes, chacun des voyages de la petite troupe donnerait pour 310,000 fr. net d'ivoire rendu à la station. » Le traité conclu, 96 hommes de Tipo-Tipo sont embarqués sur

la *Madura*, avec les Soudanais engagés au Caire et les 600 Zanzibarites recrutés à Zanzibar par M. Mackenzie agent de Stanley. Puis, tous les hôtes du bord sont vaccinés ou revaccinés par le Dr Parke. « Instruit par la triste expérience du passé, » dit Stanley, « j'avais emporté du virus en quantité suffisante. »

La vaccination doit avoir produit l'effet voulu, car jusqu'à Yambouya aucun cas de petite vérole n'est signalé dans la caravane de Stanley. A Yambouya, il laisse l'arrière-garde à laquelle est attaché M. Bonny, médecin-chirurgien, subordonné à MM. Barttelot et Jameson; mais, chose étonnante, dans les longues instructions données par Stanley au major Barttelot, nulle part n'apparaît une recommandation relative à des précautions à prendre à l'arrivée des Manyéma promis par Tipo-Tipo, analogues à celles qui avaient été prises à l'égard des six cents personnes embarquées sur la *Madura*.

Nous ne rappellerons pas les plaintes des officiers de l'arrière-garde sur les lenteurs de Tipo-Tipo à s'acquitter de ses engagements, ni sur le chiffre de quatre cents porteurs qu'il finit par envoyer au lieu des six cents qu'il avait promis. Au point de vue sanitaire, peut-être valut-il mieux qu'il n'y en eût que quatre cents; le danger d'infecter les Soudanais et les Zanzibarites de l'arrière-garde était diminué d'autant. En effet, dans quel état arrivaient les Manyéma? Venant d'une région contaminée par la petite vérole, il eût été difficile qu'ils ne l'apportassent pas avec eux. Nous ignorons si la vaccination des quatre cents hommes envoyés par Tipo-Tipo, à leur arrivée au camp de Yambouya, eût empêché la petite vérole d'éclater. Au moins, à notre avis, eût-il été prudent d'essayer. Mais nous n'avons pas su voir dans tout l'ouvrage de Stanley que le major Barttelot ait rien prescrit à cet égard, ni que M. Bonny, le chirurgien, ait fait usage d'aucune provision de vaccin, bref que rien ait été fait pour prévenir une explosion de la maladie, ou pour empêcher le contact des Manyéma arrivant de la région contaminée avec les Soudanais et Zanzibarites indemnes jusque-là. Et pourtant, dès le 23 juin 1888, peu de temps après la venue des Manyéma, le Dr Bonny, commandant par intérim, en l'absence du major Barttelot parti pour les Stanley-Falls, ordonne d'éloigner à quelque distance du camp une femme atteinte de la petite vérole. Le 3 juillet, M. Jameson écrit dans le journal de l'arrière-colonne, que Mouini-Somaï, un des chefs Manyéma, annonce plusieurs cas de petite vérole et autres maladies; 60 hommes environ seraient incapables de travail. « Le 13, » toujours d'après le journal de Jameson, au départ de Mouini-Somaï et des Manyéma pour Banalya, « on laisse au

village de Sipoula, quelques morts de la petite vérole; autour d'ici l'infection est atroce, mais il en est de même dans toutes les stations de la région. »

La mort du major Barttelot, le 19 juillet, celle de Jameson peu de temps après, le désordre qui en fut la suite, et la nécessité, pour M. Bonny, auquel incombait désormais le commandement de l'arrière-colonne, de rétablir l'ordre ne lui permirent pas de rien faire pour tâcher d'arrêter le mal ou d'en atténuer les effets. Au fléau de la petite vérole, s'ajoutait d'ailleurs l'empoisonnement produit par l'alimentation du manioc mal préparé. Aussi ne faut-il pas être étonné si Stanley en arrivant à Banalya, le 1<sup>er</sup> août, est atterré par le spectacle qui s'offre à ses regards. Mais laissons-le parler lui-même.

« La plume ne peut écrire ou la langue redire les horreurs de cette citadelle de la peste! La maladie hideuse, qui fait tant de victimes parmi les barbares, était visible sur la face et les corps de ces malheureux, défigurés, enflés, couverts de plaies et de cicatrices; poussés par la curiosité, indifférents à l'horreur qu'inspirait la mort empreinte sur leurs physionomies, ils venaient voir et entendre ceux qui arrivaient de la grande forêt. Six cadavres gisaient sans sépulture; les mourants, par douzaines, étalaient leurs abcès purulents. D'autres, réduits par l'anémie, la dysenterie ou des ulcères larges comme des soucoupes, à n'avoir plus que la peau sur des os en saillie, se traînaient vers leurs anciens amis et leur souhaitaient la bienvenue : la bienvenue dans ce charnier!... Une affreuse odeur infectait l'atmosphère; les spectacles les plus repoussants passaient ou surgissaient devant nos regards épouvantés... Partout où je m'arrêtais, les yeux caves des moribonds se fixaient sur les miens... Toujours retentissait à mes oreilles, la lugubre cadence de ce récit : Morts et désastres, désastres et morts. Cent fosses creusées à Yambouya, et trente-trois hommes abandonnés au campement, sur le point de mourir, dix morts en route; dans le village, une quarantaine qui n'ont plus que le souffle... De tous ceux que j'avais laissés en arrière, en sauverai-je même cinquante? Redire tout ce que j'ai vu à Banalya et l'intensité et la profondeur de cette misère, ce serait enlever brutalement les bandages d'un ulcère couvert d'escarres malsaines et strié d'artères saignantes, — sans autre résultat que d'exciter l'horreur et le dégoût. »

Le nombre des morts de l'arrière-garde donne la mesure de l'intensité du fléau. Les 430 Manyéma étaient réduits à 169, et des 271 Soudanais et Zanzibarites, laissés à Yambouya par Stanley, il n'en restait plus, en

juillet 1888, que 132, et à leur arrivée à Banalya, ils n'étaient plus que 101, dont la moitié perdus sans ressource, dit Stanley. Aussi celui-ci comprit-il la nécessité de fuir au plus tôt le voisinage de Banalya, le théâtre de la catastrophe. Mais la présence des Manyéma survivants, ne devait pas tarder à produire des inconvénients graves chez les porteurs qu'Emin-pacha avait donnés à Stanley pour lui aider à amener au lac Albert les munitions laissées à Yambouya. « Pour commencer, » écrit Stanley, « ils avaient communiqué la petite vérole à nos porteurs madi parmi lesquels elle se développa avec une alarmante rapidité. » Au milieu de septembre, il écrit encore : « la petite vérole faisait rage parmi les Manyéma et les Madi et quotidiennement en réduisait le nombre. » Dans le voisinage du confluent du Ngaïou avec l'Itouri, pendant qu'on opère le transbordement d'une rive à l'autre, Stanley peut se rendre compte de l'état déplorable dans lequel la variole a mis une douzaine de Madi, et tout près d'eux, les coudoyant avec la plus grande insouciance, amis et camarades, encore bien portants... « la mort allait frapper et faire de ces malheureux un horrible spectacle avant de leur donner le coup de grâce; mais ils ne la voyaient pas! » Le 10 octobre, aux rapides d'Amiri, un second Zanzibarite est atteint de variole, à cette occasion Stanley s'exprime ainsi : « Malgré les dix à vingt malades que nous avons toujours au camp, deux seulement de nos premiers engagés, sur les 620 qu'on avait vaccinés à bord de la *Madura*, contractèrent l'infection; peut-être leur tempérament était-il réfractaire au virus jennérien. En tout cas, il serait difficile de produire, en faveur des bienfaits de la vaccine une preuve meilleure que l'expérience de l'expédition. Mais, parmi les Manyéma, les Madi et les autres indigènes qui les accompagnaient, l'épidémie faisait rage et nombre de victimes furent jetées dans la rivière, des blocs de roche attachés au corps, mesure très nécessaire pour éviter l'exhumation des cadavres par les naturels qui, nous le savions, suivaient la caravane et se nourrissaient de nos morts? »

Après l'expérience de l'extrême mortalité des indigènes non vaccinés, et des bienfaits de la vaccine pour les hommes amenés de Zanzibar, nous nous demandons d'où vient que M. Stanley, lors de son passage à Genève, ait paru attacher peu d'importance à la question que nous lui avons posée, des ravages de la petite vérole parmi les indigènes de l'Afrique et de l'efficacité de la vaccination pour chercher à en conserver le plus grand nombre possible. « On ne peut pas les vacciner en traversant leurs territoires, » nous a-t-il répondu. Mais, au camp de Yambouya, pendant les longs jours qui s'écoulèrent entre l'arrivée des Manyéma et

leur départ pour Banalya, s'il y avait là quelque reste de la forte provision de vaccin que Stanley dit avoir faite, qu'est-ce qui eût empêché le chirurgien Bonny de les vacciner, comme on l'avait fait sur la *Madura* pour les Soudanais et les Zanzibarites ? Ou bien la précaution était-elle jugée inutile parce qu'ils venaient du Manyéma !

Quoi qu'il en soit, il nous paraît ressortir de cette lamentable expérience qu'il est urgent pour les puissances européennes qui se sont attribué les territoires de l'Afrique centrale, de joindre aux mesures adoptées déjà pour la conservation des indigènes : restriction de l'importation des spiritueux, interdiction de celle des armes perfectionnées et des munitions, abolition de la traite, des mesures sanitaires analogues à celles qui sont appliquées dans les États civilisés.<sup>1</sup> Non pas que nous estimions la chose d'une application facile dans toute l'étendue de ces territoires. Mais déjà aujourd'hui la plupart des Sociétés missionnaires en Afrique pourvoient leurs agents de vaccin animal pour qu'ils s'en servent en faveur des indigènes de leurs stations. Pourquoi la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Portugal, la Belgique ne pourraient-elles pas prescrire aux administrateurs de leurs colonies et aux médecins attachés à leurs troupes ou à leurs corps de police d'employer ce moyen préventif contre les épidémies de petite vérole qui sévissent dans les diverses parties du continent.

Il nous paraît également urgent que, désormais, les autorités coloniales n'autorisent aucune expédition ou caravane du genre de celle de Stanley, quelque soit d'ailleurs le caractère humanitaire qu'elle puisse affecter, et surtout si elle revêt ce caractère, à traverser telle ou telle partie de leurs territoires sans s'être assurées que les personnes qui la composent, porteurs ou autres, ne sont pas contaminées et ne risquent pas de porter avec elles l'infection dans des régions où la variole était inconnue jusqu'ici. Que celles qui seront reconnues comme étant contaminées soient retenues et soignées en conséquence dans des lazarets ad hoc, comme le sont les varioleux dans les États européens, et que l'on ne puisse plus dire qu'une expédition civilisatrice a semé sur son passage à travers l'Afrique autant de cadavres qu'en laissent sur leur route les

<sup>1</sup> L'État indépendant du Congo édicta, le 6 octobre 1889, une ordonnance prescrivant des mesures hygiéniques et prophylactiques : inspections sanitaires, désinfection, isolement, etc., pour empêcher la contagion et la propagation de la dysenterie qui régnait alors d'une manière épidémique dans les régions du Haut-Congo, en amont de Bangala.

pires expéditions des chasseurs d'esclaves. En un mot, qu'une expédition dite humanitaire prenne, soit à l'égard des hommes qu'elle recrute pour son service, soit envers les indigènes dont elle emprunte le territoire, toutes les mesures préservatrices que prescrit l'humanité<sup>1</sup>. Que la vie des noirs soit aussi sacrée pour les explorateurs que celle des blancs ; les premiers ont tout autant de droit que les seconds à être protégés sur ce point. Nous en appelons à Stanley lui-même, écrivant au confluent de la Népokou et de l'Arououimi : « qu'auraient dit certains voyageurs qui soutiennent que les Africains ne connaissent ni l'amour, ni l'affection, en voyant une femme manyéma, offrant l'aspect le plus hideux, dont le visage n'était plus qu'une masse de pustules à soulever le cœur, et d'une fétidité à peine supportable, soignée par son époux avec la tendresse la plus dévouée. La mort, la mort partout et chaque jour, et sous toutes ses formes, était parmi nous ; mais aussi l'amour suprême comme un ange gardien ; il veillait auprès des mourants et embellissait le trépas même. Pauvres et douces créatures, ignorantes, les plus humbles de l'humanité, inconnues de ceux qui chantent les nobles sacrifices, la constance, l'oubli de soi-même, vous êtes vraiment nos sœurs, et il n'en peut douter, celui qui vous a vues, au milieu des réalités les plus lugubres, bercer le suprême sommeil de vos bien-aimés ! »

#### BIBLIOGRAPHIE <sup>2</sup>

*Costi Ermenegildo. STORIA D'ETHIOPIA.* Milano (Alfredo Brigola et C<sup>o</sup>), 1890, in-16, 297 p. — Dans un avis au lecteur, placé en tête du volume, l'auteur indique les raisons qui l'ont engagé à écrire cet ouvrage : importance actuelle d'une étude consciencieuse sur l'état social des

<sup>1</sup> La question des mesures de police sanitaire internationale fait, depuis plusieurs années, l'objet des études de l'Institut de droit international. Sa septième Commission est spécialement chargée de constater tous les faits nouveaux qui viendraient à se présenter, de faire valoir toutes les plaintes légitimes qui pourraient se produire, etc. Les nouveaux rapports internationaux qui résultent du partage de l'Afrique nous semblent devoir attirer l'attention de cette Commission sur les mesures sanitaires qui pourraient être prises pour prévenir la dépopulation des territoires attribués aux diverses puissances européennes.

<sup>2</sup> On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

populations africaines; nécessité indiscutable pour les Italiens de connaître le développement historique de l'Éthiopie, avec laquelle les relations politiques et commerciales deviennent de plus en plus intimes. L'Italie ne pourrait accomplir sa mission civilisatrice sans connaître à fond les peuples chez lesquels elle a l'intention de l'exercer. M. Costi nous donne tous les renseignements qu'il a pu recueillir sur l'Éthiopie et les peuples qui l'habitent, depuis les détails plus ou moins authentiques que nous ont laissés les anciens, Homère, Hésiode, etc., jusqu'au récit des événements contemporains où se trouvent mêlés Gordon, Stanley, Casati, Emin-pacha, et au traité de commerce et d'amitié conclu en 1889 entre le royaume d'Italie et l'empire d'Éthiopie et consigné tout au long à la fin du volume. La Bible est une des sources qui lui ont fourni le plus de renseignements, mais souvent le manque de documents a rendu la tâche difficile. Un peu plus d'ordre et de méthode dans l'exposition ne nuirait pas et laisserait une impression plus nette dans l'esprit du lecteur. Cependant les faits sont présentés d'une manière intéressante. L'auteur est d'avis que la géographie et l'histoire doivent marcher de pair et s'expliquer l'une par l'autre; aussi s'efforce-t-il de prouver que c'est grâce à sa constitution physique que l'Éthiopie a pu conserver son indépendance. Un certain nombre de pages sont consacrées à la flore et à la faune; quant aux habitants, l'auteur les dit superstitieux, fanatiques et de mœurs très relâchées. La civilisation éthiopienne, bien déchue de ce qu'elle était autrefois, peut se comparer à celle de l'Angleterre au temps du roi Alfred, ou à celle de l'Italie au XII<sup>m</sup><sup>e</sup> siècle. Mais on peut espérer, qu'à l'heure actuelle, une ère nouvelle va commencer, et que les habitants de cette vaste contrée reprendront leur place parmi les peuples civilisés. A la fin du volume se trouve un appendice renfermant les tables chronologiques des dynasties égyptiennes et éthiopiennes, le calendrier éthiopien, une liste chronologique des explorations en Éthiopie, etc.

*A. Duponchel.* LA COLONISATION AFRICAINE. État actuel de la question. Paris (Camut), 1890; in-8°, 52 p., fr. 1,50. — Depuis le massacre de la malheureuse expédition Flatters, la question du Trans-Saharien a été reléguée à l'arrière-plan. Un mouvement d'opinion en sens inverse du premier s'est produit. Auparavant, on se faisait illusion sur les difficultés techniques, que l'on croyait faciles à vaincre; aujourd'hui, on les considère presque comme insurmontables. Et pourtant la France devra, coûte que coûte, construire la ligne joignant l'Algérie au Soudan à travers le désert, si elle veut réellement acquérir et mettre en valeur l'im-

mense territoire qui lui a été attribué par sa dernière convention avec l'Angleterre.

M. Duponchel, dont le livre sur le Trans-Saharien fut, il y a une douzaine d'années, le point de départ des études relatives à cette question, a voulu examiner la nouvelle situation de la colonisation française, particulièrement en Afrique, au point de vue politique et économique. C'est ce qu'il fait dans la première partie du mémoire que nous avons sous les yeux. La seconde est consacrée à la question du Trans-Saharien, étudiée dans ses détails techniques, en tenant compte de nos connaissances actuelles sur le Sahara et aussi, comme terme de comparaison, des entreprises analogues effectuées en d'autres pays. Ces deux travaux, écrits d'un style courant et très clair, présentent un réel intérêt pour toutes les personnes qui se préoccupent de l'avenir du nord-ouest africain français.

*Jules Borelli. ETHIOPIE MÉRIDIONALE. Journal de mon voyage aux pays Amhara, Oremo et Sidama, septembre 1885 à novembre 1888. Paris (ancienne maison Quantin), 1890, in-4°, 520 p., illust. et cartes, fr. 30. —* Les pays situés au sud de l'Abyssinie et du Choa ne nous étaient connus jusqu'à une époque récente que d'une manière assez vague. Et pourtant ils se placent parmi les plus importants de l'Afrique : c'est là que passe la ligne de partage des eaux entre les bassins de la Méditerranée et de l'océan Indien, là que se trouve la zone frontière entre les peuples de la famille négritienne et ceux de la famille sémitique, là enfin que sont situés ces mystérieux royaumes sur lesquels le négous Ménélik vient d'étendre sa domination et en particulier le fameux Kaffa auquel la graine de café doit son nom. Des voyageurs italiens et français ont tenté d'y poursuivre l'œuvre que d'Abbadie et de nombreux explorateurs avaient menée à bien dans l'Abyssinie proprement dite : la reconnaissance du pays et de ses habitants. M. Borelli est un de ces pionniers de la science. Bien préparé par de solides études et par la connaissance d'un des principaux idiomes du pays, il a pu accomplir, non pas une de ces traversées rapides qui ne fournissent qu'une idée générale de la topographie de la contrée, et rien ou presque rien sur l'histoire naturelle, sur les mœurs et la langue des populations, mais une exploration complète suivant un itinéraire dont la direction générale est du N. E. au S. O. avec de nombreux crochets à droite ou à gauche.

Ce voyage n'a pas duré moins de trois années. Parti du Caire en septembre 1885, M. Borelli ne put quitter la côte africaine du golfe d'Aden pour pénétrer dans l'intérieur, qu'à la fin d'avril 1886. Il se dirigea vers le Choa où Ménélik le retint pendant dix mois, fit de là une excur-

sion à Harrar, par une route qu'aucun Européen n'avait parcourue avant lui, puis, après être revenu au Choa, il s'enfonça dans le sud, quittant le bassin de l'Aouach, pour pénétrer dans celui du fleuve Omo dont il découvrit la source. Il visita le Djimma et sa capitale Djiren d'où il rayonna dans différentes directions, puis le Koullou; le mont Bobbé marqua le point extrême de son voyage vers le sud. Le retour s'effectua par Antoto, Harrar, Zeylah et la mer Rouge.

Entre le mont Bobbé et l'extrémité septentrionale de l'itinéraire parcouru par Téléki et de Hœhnel dans leur voyage de la côte de Zanzibar au lac Schambara ou Basso-Narok, s'étend une vaste contrée sur laquelle on ne possède que de vagues renseignements; c'est ce pays que les voyageurs devront parcourir pour éclaircir la question de l'Omo et reconnaître si réellement c'est un fleuve intérieur se rendant au Basso-Narok, ainsi que toutes les prévisions portent à le croire.

Bien que l'explorateur ait été empêché par l'hostilité ouverte des indigènes de résoudre le problème, son voyage n'en est pas moins d'une importance capitale, car il nous apporte des renseignements précis sur une contrée qui fixe actuellement l'attention de l'Europe. M. Borelli est un voyageur de race; dans son récit, il ne vise point à l'effet, mais il raconte sobrement, dans le style vivant et sincère des notes de voyage, ce qu'il a vu et les données qu'il a pu recueillir. Par cette sobriété même, par ce tableau détaillé de sa vie de chaque jour, il inspire une confiance absolue; il fait surgir, pour ainsi dire, sous les yeux du lecteur, le pays lui-même, avec son relief, sa flore, sa faune et ses populations. Les nombreuses gravures et cartes qui facilitent grandement l'intelligence du texte offrent aussi toutes les garanties d'exactitude, car les premières sont la reproduction des photographies prises par l'auteur, et les secondes ont été dressées d'après des observations astronomiques et le relèvement au théodolite de nombreuses positions. La carte générale qui fournit l'ensemble de l'itinéraire offre cet intérêt que les couleurs qu'elle porte ne correspondent pas à des divisions politiques mais aux douze langues principales qui sont parlées dans le pays.

L'ouvrage se termine par un appendice renfermant un relevé des observations faites au cours du voyage, un tableau des divisions et subdivisions, langues et races des régions parcourues, un vocabulaire des langues koullou, hadia et tambaro ainsi que divers autres documents.

D'après un renseignement fourni par un journal, M. Borelli préparerait, en ce moment-ci, un exposé des résultats scientifiques de son exploration, spécialement destiné au monde des savants.

# TABLE DES MATIÈRES

DE LA ONZIÈME ANNÉE

## BULLETIN MENSUEL et NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Pages 5, 33, 73; 105, 137, 169, 200, 201, 233, 264, 265, 294, 297, 329, 353.

## CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Pages 17, 48, 83, 120, 152, 188, 216, 250, 279, 310, 345, 368.

## CORRESPONDANCE

	Pages		Pages
Lettre de Seshéké, de M. D. Jeanmairet.	261	Lettre de Lorenzo-Marquez, de M. P. Berthoud.....	323

## ARTICLES DIVERS

Les dernières découvertes de Stanley	23, 124	Exploration de la Mongala, affluent de droite du Congo, par M. Hodister....	222
Le conflit anglo-portugais.....	53	La Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles.....	253, 285, 315
Livingstone et le conflit anglo-portugais.	86	Le Congrès anti-esclavagiste de Paris...	350
La question de l'importation des armes et des spiritueux et la Conférence de Bruxelles.....	156	L'arrière-garde de Stanley et les épidémies.....	373
Proposition pour la suppression de la traite dans le bassin du Congo.....	192		

## BIBLIOGRAPHIE

<i>Andree (R.) und Seobel (A.)</i> : Karte von Afrika 1/10.000.000.....	200	<i>Bonaparte (Roland)</i> : Le premier établissement des Néerlandais à Maurice.	293
Annuario dell' Istituto cartografico italiano.....	71	<i>Borelli (Jules)</i> : Éthiopie méridionale..	381
<i>Baumann (O. D')</i> : In deutsch Ost Afrika während des Aufstandes.....	167	<i>Brecht (Theodor)</i> : Kirche und Sklaverei.	132
<i>Béthune (Léon)</i> : Les missions catholiques d'Afrique.....	103	<i>Buttkofer (J.)</i> : Reisebilder aus Liberia.....	163
		<i>Buttner (C.-G. D')</i> : Zeitschrift für afrikanische Sprachen.....	28

Pages	Pages
<i>Capello et Ivens</i> : Quelques notes sur l'établissement et les travaux des Portugais au Monomotapa.....	<i>Jousse (Théophile)</i> : La mission <sup>7</sup> au Zambéze.....
165	131
<i>Carta speciale dei Possessi e Protettorati italiani nell' Africa orientale</i> <sup>1/800-000</sup> .....	<i>Junker (Wilh. Dr)</i> : Reisen in Afrika.....
133	134
<i>Carvalho (H.-A.-Diaz de)</i> : O Lubuco.....	<i>Keltie (J.-Sc.)</i> : La délivrance d'Émin-pacha.....
<i>Carvalho (Henrique-A.-D. de)</i> : Os Cães Britannicus on a Nyassaland do Rev. Horace Waller.....	104
292	<i>Klossel (H.)</i> : Die Süd-Afrikanischen Republiken für deutschen Export und Auswanderung.....
<i>Charveriat (François)</i> : Huit jours en Kabylie.....	291
199	<i>Krops (A. Dr)</i> : Das Volk der Xosa-Kaffern im östlichen Süd-Afrika.....
<i>Colonies françaises</i> : Cahiers d'enseignement.....	168
<i>Commissao de Cartographia</i> : Esboço do Curso do Zambeze <sup>1/300-000</sup> .....	161
198	<i>Mann (Carl-H.)</i> : Bilder aus Nord-Afrika.....
<i>Ibid.</i> : Carta da Provincia de Moçambique	71
<i>Congrès colonial international de Paris 1889</i> .....	<i>Meinecke (Gustav)</i> : Koloniales Jahrbuch
162	136
<i>Costi (Ermenegildo)</i> : Storia d'Ethiopia.....	<i>Mémoires sur l'abolition de l'esclavage et de la traite des noirs sur le territoire portugais</i> .....
<i>Courtois (R.-P.)</i> : Notes chronologiques sur les anciennes missions catholiques au Zambéze.....	166
166	<i>Pfungst (Arthur Dr)</i> : Die politische Theilung Afrika's.....
<i>Côte africaine d'Alexandrie à Tanger</i> .....	231
<i>Dankelman (Dr Freiherr von)</i> : Mittheilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus den deutschen Schutzgebieten.....	379
29	<i>Pitta (Mourdo Dr)</i> : Madère, station médicale.....
<i>Duponchel (A.)</i> : La colonisation africaine	138
<i>Falkenhorst (C.)</i> : Emin-pacha's Volæufer im Soudan.....	<i>Rosier (W. Prof.)</i> : Caractères généraux de l'hydrographie africaine.....
229	328
<i>Forster (Brix)</i> : Deutsch Ostafrika.....	<i>Saillens (R.)</i> : Au pays des ténèbres : Histoire de la première mission chrétienne au Congo.....
<i>Frey (Colonel)</i> : Côtes occidentales d'Afrique.....	72
70	<i>Schrader (Poggelov Dr)</i> : Unsere Afrika politik in den letzten zwei Jahren....
<i>Gacbler (E.)</i> : Deutsche Kolonial Karte Afrika und die deutschen Schutzgebiete in der Südsee <sup>1/8-000-000</sup> .....	360
197	<i>Schwarz (Bernhard)</i> : Nachtigal's Grab.....
<i>Gaffarel (P.)</i> : Le Sénégal et le Soudan français.....	326
264	<i>Schweinfurth (G. Dr)</i> : Rapports entre l'Arabie heureuse et l'ancienne Égypte
<i>Hessler (Carl)</i> : Die deutschen Kolonien.....	263
<i>Holub (Emil Dr)</i> : Von der Kapstadt ins Land der Maschukulumbe.....	<i>Schynse (P.-A.)</i> : Zwei Jahre am Congo.....
196	80
<i>Hovelacque (Abel)</i> : Les nègres de l'Afrique sus-équatoriale.....	<i>Ibid.</i> : Mit Stanley und Emin-pacha durch Deutsch-Ostafrika.....
31	230
	<i>Senft (E.-A.)</i> : Les missions moraves actuellement existantes chez les peuples païens.....
	358
	<i>Trivier (P.)</i> : Album de la mission romande.....
	27
	<i>Warneck (G.)</i> : Die Stellung der evangelischen Mission zur Sklavenfrage....
	129
	<i>Wauters (A.-J.)</i> : Stanley au secours d'Émin-pacha.....
	135

